



DEPARTEMENT
DES LANDES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL en visio/audio conférence

Budget Primitif 2022

Réunion du 1^{er} avril 2022

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

Président : M. Xavier FORTINON

N° D 1⁽²⁾ Objet : BUDGET ANNEXE DU PARC ET ATELIERS ROUTIERS DES LANDES (PARL) -
BUDGET PRIMITIF 2022

Conseillers départementaux en exercice : 30

Votants : 30

Présents physiquement :

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédât, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo,
Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière,
Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie,
M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety,
M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet,
M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, Mme Muriel Lagorce,
Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin,
M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis,
Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

Présents en visio/audio conférence :

M. Christophe Labruyère, Mme Sylvie Péducasse.

Absent : -

Résultat du Vote au scrutin public (Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 - articles 6 et 11 -
et Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 - article 6 - telles que modifiées par la Loi n° 2021-
1465 du 10 novembre 2021) :

POUR : 26 Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédât, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo,
Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière,
Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech,
Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon,
Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot,
Mme Muriel Lagorce, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin,
M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Sylvie Péducasse, Mme Salima Sensou,
Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

CONTRE : 4 Mme Martine Dedieu, M. Julien Dubois, M. Christophe Labruyère,
Mme Hélène Larrezet,

ABSTENTION : 0

N° D 1⁽²⁾**LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,**

VU la loi n° 2009-1291 du 26 octobre 2009 relative au transfert aux Départements des Parcs de l'Équipement et à l'évolution de la situation des ouvriers des parcs et ateliers ;

VU la convention de transfert global du Parc de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, comprenant le personnel, ses biens rattachés et l'outil de production, signée le 1^{er} janvier 2010 ;

VU la délibération n° Ea 1⁽³⁾ de l'Assemblée départementale du 21 juin 2010 approuvant ce transfert à compter du 1^{er} janvier 2011 ;

VU la délibération n° Ea 2 de l'Assemblée départementale du 8 novembre 2010 portant création d'un budget annexe intitulé « *Parc et Ateliers Routiers des Landes* », adoptant le Budget Primitif 2011, et approuvant le barème des prestations dudit budget annexe ;

VU les conclusions de la Commission de Surveillance du budget annexe du Parc et Ateliers Routiers des Landes réunie le 08 mars 2022 ;

VU le rapport de M. le Président du Conseil départemental et le projet de budget pour l'exercice 2022 du budget annexe du Parc et Ateliers Routiers des Landes ;

SUR PROPOSITION de la Commission de l'Aménagement du Territoire ;

APRES en avoir délibéré,

DECIDE A LA MAJORITE DES SUFFRAGES EXPRIMES :

compte tenu de la situation économique actuelle et de la forte variabilité du cours des matières premières et du coût de leur approvisionnement,

- de procéder dans un premier temps à une augmentation du barème de 5 % limitée aux prestations de signalisation horizontale et à la fourniture de glissières de sécurité pour faire face aux fortes augmentations du coût des matières premières utilisées dans ces activités.

- de se prononcer ultérieurement sur l'augmentation des autres prix du barème, une fois la situation stabilisée et les conditions de financement des augmentations de dépenses fixées, le Budget principal étant le principal donneur d'ordre du PARL.

- d'approuver pour le PARL les orientations qui suivent :

- le maintien du niveau de la commande interne,
- le maintien du volume de travaux en revêtement au niveau de 2021,



- le maintien du volume de travaux en signalisation horizontale conformément aux dispositions du Plan Départemental d'Entretien de la Signalisation Horizontale adopté en 2017,
- la poursuite du renouvellement du matériel avec l'acquisition de 4 tracteurs, 4 super épareuses, 1 faucheuse sous glissière, 1 roto faucheuse, 2 fourgons, 2 camions, 1 saleuse, 1 lame de déneigement, et de l'outillage,
- la définition d'un plan d'actions suite aux conclusions, attendues en 2022, du groupe projet issu de l'audit de la Direction de l'Aménagement visant à orienter le PARL en « *entreprise interne* » dans une logique d'optimisation et de responsabilisation tant du « *PARL fournisseur* » que des entités « *clients* »,
- la désignation d'un maître d'œuvre pour le projet de reconstruction du PARL et de l'UTD de Saint-Sever,
- la réalisation d'une consultation pour transformer le palan longitudinal de la forge en un palan transversal et longitudinal,
- la réalisation d'une consultation pour l'installation d'un bras aspirant et d'une table aspirante à la forge suite à l'étude de l'Apave,

conformément au détail figurant en annexe,

- d'adopter le Budget Primitif 2022 du PARL tel que présenté en annexe à la présente délibération et qui s'équilibre de la manière suivante (Fonction 621) :

Section de Fonctionnement 7 055 390,00 €

Section d'Investissement 1 363 737,00 €

Le Président,

Xavier FORTINON

**BUDGET ANNEXE PARL
BP 2022 Fonction 621**

Envoyé en préfecture le 05/04/2022

Reçu en préfecture le 05/04/2022



ID : 040-224000018-20220401-D0102_BP_2022-DE

Section de fonctionnement

		DEPENSES	
Chapitre	Article	Intitulé	BP 2022
002	002	Résultat de fonctionnement reporté	
011	60212	Achats fournitures entretien routier	560 000,00
	6032	Variation stocks autres approvis.	709 000,00
	6037	Variation stocks de marchandises	1 200,00
	60611	Eau et assainissement	1 000,00
	60612	Electricité - Gaz	43 000,00
	60622	Achats carburants	980 000,00
	60628	Achats fournitures ateliers	800 000,00
	60631	Fournitures d'entretien bâtiments	500,00
	60632	Fournitures outillage atelier	15 000,00
	60636	Vêtements de travail	16 000,00
	6064	Fournitures administratives	3 500,00
	60661	Produits pharmaceutiques	200,00
	607	Achats marchandises (sel)	2 500,00
	6135	Location engins de travaux publics	80 000,00
	6135	Locations immobilières	650,00
	615221	Entretien réparation bâtiments	5 000,00
	61551	Entretien réparat. mat. roulant	30 000,00
	61558	Entretien autres biens	25 000,00
	6156	Maintenance logiciel	11 000,00
	6161	Assurances multirisques	125 000,00
	6168	Autres assurances	10 000,00
	617	Frais études	2 500,00
	6182	Documentation	2 000,00
	62268	Rémun. Intermédiaires (honoraires)	26 000,00
	6231	Frais insertions	
	6251	Frais déplacements	75 500,00
	6261	Frais affranchissements	500,00
	6262	Frais téléphone	2 500,00
	6282	Frais de gardiennage	6 000,00
	6283	Frais nettoyage locaux PARL	12 800,00
	6288	Frais divers	30 000,00
	6353	Impôts indirects (T.V.A.)	
	6355	Taxes et impôts	35 000,00
012	6218	Autre personnel extérieur	43 200,00
		Salaires agents du PARL (2 204 200,00 €)	
	6331	Versement de transport	7 200,00
	6332	Cotisation F.N.A.L.	6 000,00
	6336	Cotisation C.N.F.P.T. et C.D.G.	10 800,00
	64111	Rémunération principale	1 100 000,00
	64112	S.F.T. et indemnités de résidence	12 000,00
	64113	N.B.I.	1 200,00
	64118	Autres indemnités	429 500,00
	64131	Rémunérations	67 700,00
	6451	Cotisations U.R.S.S.A.F.	186 000,00
	6453	Cotisations caisses de retraite	372 000,00
	6417	Rémunération des apprentis	11 800,00
	6457	Cotisations sociales liées à l'apprentissage	
023	023	Virement à la section investissement	
042	6761	Diff. réalisations positives transf. invest.	
	6811	Dotations amortissements et provisions	1 196 030,00
65	651121	Prestations compensation handicap	
	65888	Arrondi P.A.S. défavorable	10,00
	6541	Créances admises en non-valeur	600,00
67	6711	Intérêts moratoires et pénalités	
	673	Titres annulés sur exercice antérieur	
DEPENSES			7 055 390,00



Section de fonctionnement

RECETTES			
Chapitre	Article	Intitulé	BP 2022
002	002	Résultat de fonctionnement reporté	
013	6032	Variation des stocks autres approvis.	709 000,00
	60371	Variation des stocks de marchandises	1 200,00
	6419	Remboursement s/rémunération personnel	
042	7785	Excédent d'investissement transféré	
70	701	Ventes de produits finis	26 000,00
		Ventes de produits finis clients externes	
	704	Travaux	2 500 000,00
		Travaux clients externes	80 000,00
	7068	Autres redevances et droits	3 538 621,00
		Autres redevances et droits clients externes	30 000,00
	707	Ventes de marchandises	70 000,00
		Ventes de marchandises clients externes	100 000,00
74	744	F.C.T.V.A.	559,00
75	7588	Arrondi P.A.S. favorable	10,00
77	7718	Autres prod. except. s/opérat. de gestion	
	775	Produits des cessions d'immobilisations	
	7788	Autres produits exceptionnels	

RECETTES	7 055 390,00
-----------------	---------------------



Section d'investissement

ID : 040-224000018-20220401-D0102_BP_2022-DE

DEPENSES			
Chapitre	Article	Intitulé	BP 2022
040	1068	Reprise d'excédent de fonctionnement capitalisé	
20	2031	Frais d'études	
	2051	Concessions, droits similaires	
21	2157	Matériel et outillage technique	1 263 737,00
23	231318	Autres bâtiments publics	100 000,00
DEPENSES			1 363 737,00

RECETTES			
Chapitre	Article	Intitulé	BP 2022
001	001	Résultat d'investissement reporté	
021	021	Virement section fonctionnement	
024	024	Produits cessions d'immobilisations	
040	192	Plus ou moins value s/cessions d'immo	
	2804142	Amortissements subvention bât/inst.	1 697,00
	28031	Amortissement des frais d'études	430,00
	2805	Amortissement logiciel	14 653,00
	28157	Amortissement matériel et outillage tech	1 150 114,00
	281318	Amortissements bâtiments	29 136,00
	281838	Amortissements matériel informatique	
	281848	Amortissements matériel bureau/mobilier	
10	10222	F.C.T.V.A.	167 707,00
	1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	
RECETTES			1 363 737,00



DEPARTEMENT
DES LANDES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL en visio/audio conférence

Budget Primitif 2022

Réunion du 1^{er} avril 2022

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

Président : M. Xavier FORTINON

N° D 2 Objet : AMENAGEMENT NUMERIQUE DU TERRITOIRE

Conseillers départementaux en exercice : 30

Votants : 30

Présents physiquement :

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédât, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

Présents en visio/audio conférence :

M. Christophe Labruyère, Mme Sylvie Péducasse.

Absent : -

Résultat du Vote au scrutin public (Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 - articles 6 et 11 - et Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 - article 6 - telles que modifiées par la Loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021) :

POUR : 30 Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédât, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, M. Christophe Labruyère, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Sylvie Péducasse, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

**N° D 2****LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,**

VU la délibération n° J 3 en date du 8 novembre 2013 de l'Assemblée départementale approuvant le transfert au SYDEC (Syndicat Mixte départemental d'équipement des Communes des Landes) de la compétence « *aménagement numérique* » (au sens de l'article L 1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales) du Département des Landes ;

CONSIDERANT ainsi la compétence du SYDEC en matière d'élaboration et de mise en œuvre du SDTAN - Schéma Directeur Territorial d'Aménagement Numérique landais de 2013 (délibération du Conseil général du 1^{er} mars 2013) ;

VU l'adhésion du Département des Landes à la compétence « *service public d'aménagement numérique* » approuvée par la Commission départementale « *Numérique* » du SYDEC le 23 juin 2014 ;

VU la délibération n° 5 en date du 15 décembre 2017 par laquelle la Commission Permanente du Conseil Départemental a approuvé les termes des conventions « *déploiement du très haut débit* » et « *montée en débit* » entre le Département des Landes et le SYDEC sur la montée en débit et le déploiement du très haut débit ;

VU la délibération n° 6 en date du 25 septembre 2020 par laquelle la Commission Permanente du Conseil départemental a approuvé les termes de l'avenant n° 1 à la convention n° 2017-1-THD concernant la modification du calendrier de déploiement du réseau très haut débit, fixé sur une période 2017-2022 ;

VU la délibération n° Ed 1 en date du 8 avril 2019 de l'Assemblée départementale approuvant la participation du Département à l'accompagnement des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale dans la prise en charge du surcoût sur les premières années des prises additionnelles à construire (Phase 1 du RIP - Réseau d'Initiative Publique) sur le « *déploiement du très haut débit* » ;

VU le rapport de M. le Président du Conseil départemental ;

APRES PRESENTATION du rapport en Commission Aménagement du territoire ;

APRES en avoir délibéré,

DECIDE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES :

I - Actions réalisées concernant l'aménagement numérique et réseaux dans le cadre de l'aménagement numérique du territoire :

compte tenu de la nécessité de remanier le plan de déploiement de la fibre optique, initialement prévu sur la période 2020-2022 pour la fin des travaux, jusqu'en 2023,

- de prendre acte de la cartographie du déploiement du réseau de fibres optiques mis en œuvre par le SYDEC et Altitude Infrastructure 2019-2023, conformément à la proposition d'engagements au titre de l'article L.33-13 du code des postes et des communications électroniques (annexe II).

- de donner acte à M. le Président du Conseil départemental de sa communication portant sur les actions réalisées par le SYDEC en 2021 en matière d'aménagement numérique du territoire (études relatives au programme de travaux, et travaux relatifs au programme FTTH, « *Fibre optique jusqu'au domicile* »), conformément au détail figurant en annexe III).

II - Actions pour 2022 dans le cadre de l'aménagement numérique du territoire et de la participation à la commission départementale numérique du SYDEC :

conformément :

- à la mise en place initiale dans les Landes d'un Réseau d'Initiative Publique (RIP) très haut débit avec pour maître d'ouvrage le SYDEC, dont la réalisation a été scindée en 2 phases sur 10 ans,
- à la délibération n° J 2⁽²⁾ en date du 3 mars 2015 par laquelle le Conseil départemental a voté une AP 2015 n° 484 « *Plan très haut Débit* » d'un montant prévisionnel global de 40 000 000 €,
- au dispositif de consultation des opérateurs privés sur leurs intentions de déploiement du très haut débit (AMEL - Appel à Manifestation d'Engagements Locaux) lancé par l'Etat en 2017 lors de la Conférence nationale des Territoires, défini comme un dispositif additionnel et indispensable des RIP permettant la consultation des opérateurs de communications électroniques au titre de l'article L.33-13 du Code des Postes et des Communications Électroniques),
- à la délibération n° Ed 1, en date du 8 avril 2019, par laquelle le Conseil départemental des Landes a voté une Autorisation de Programme 2019 n° 693 « *AMEL* » d'un montant global de 10 000 000 € dans le cadre de la participation du Département des Landes au déploiement du très haut débit (nouveau plan de déploiement du Très Haut Débit sur les années 2020-2022),
- à la délibération n° Ed 1, en date du 20 février 2020, par laquelle le Conseil départemental des Landes a voté un ajustement de l'Autorisation de Programme 2015 n° 484 « *Plan Très Haut Débit* » en la ramenant à un montant de 25 200 000 € dans le cadre de la participation du Département des Landes au déploiement du très haut débit,
- au vote par la Commission départementale Aménagement Numérique du SYDEC qui s'est tenue le 20 janvier 2022, d'une modification de son Autorisation de Programme de 2018 relative à la mise en œuvre du programme d'aménagement numérique, passant ainsi de 91 850 000 € HT sur une durée de 5 ans à 127 500 000 € HT pour une durée de 6 ans,



compte tenu :

- des objectifs du SYDEC pour 2022, et en particulier, conformément à la cartographie telle que figurant en annexe IV,
 - des études à entreprendre pour environ 18 160 foyers et entreprises et les travaux de déploiement de la fibre optique pour environ 26 800 prises,
 - de la construction en cours d'environ 49 010 prises
 - de la commercialisation de 45 000 nouvelles prises,
 - du déploiement, d'ici deux ans, du réseau THD landais par le RIP qui représentera 116 600 prises optiques construites sur le territoire,
 - de la poursuite de l'exploitation et de la maintenance des infrastructures confiées au SYDEC,
- du Budget numérique prévisionnel du SYDEC adopté le 20 janvier 2022,

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 dans le cadre du transfert de compétence « *aménagement numérique* », conformément au détail figurant en annexe I (annexe financière) :

- en investissement (compte tenu du programme de déploiement du très haut débit dans les Landes présenté et du programme d'investissement afférent),
 - au titre de l'AP 2015 n° 484 « *Plan très haut Débit* » susvisée, un Crédit de Paiement 2022 de3 000 000 €
 - au titre de l'AP 2019 n° 693 « *AMEL* », un Crédit de Paiement 2022 de 3 000 000 €
- en fonctionnement (au titre de la participation au transfert de compétence haut débit SYDEC), un crédit de 450 000 €

*

*

*



- d'approuver ainsi le détail des inscriptions budgétaires 2022 afférentes, en investissement et en fonctionnement, tel que figurant en annexe I (annexe financière) à la présente délibération.

Le Président,

Xavier FORTINON

**ANNEXE**
RECAPITULATIF DES INSCRIPTIONS BUDGETAIRES – BP 2022
DELIBERATION AMENAGEMENT NUMERIQUE DU TERRITOIRE
I - INSCRIPTIONS BUDGETAIRES HORS AP

SECTION	CHAPITRE	ARTICLE	FONCTION	INTITULE
FONCTIONNEMENT				
	65	6561	68	Part. Transf.compét. Haut débit
				SS TOTAL FONCTIONNEMENT

TOTAL GENERAL

Crédits 2022	Recettes 2022
450 000	
450 000	

450 000	
----------------	--

II - INSCRIPTIONS AP/CP :

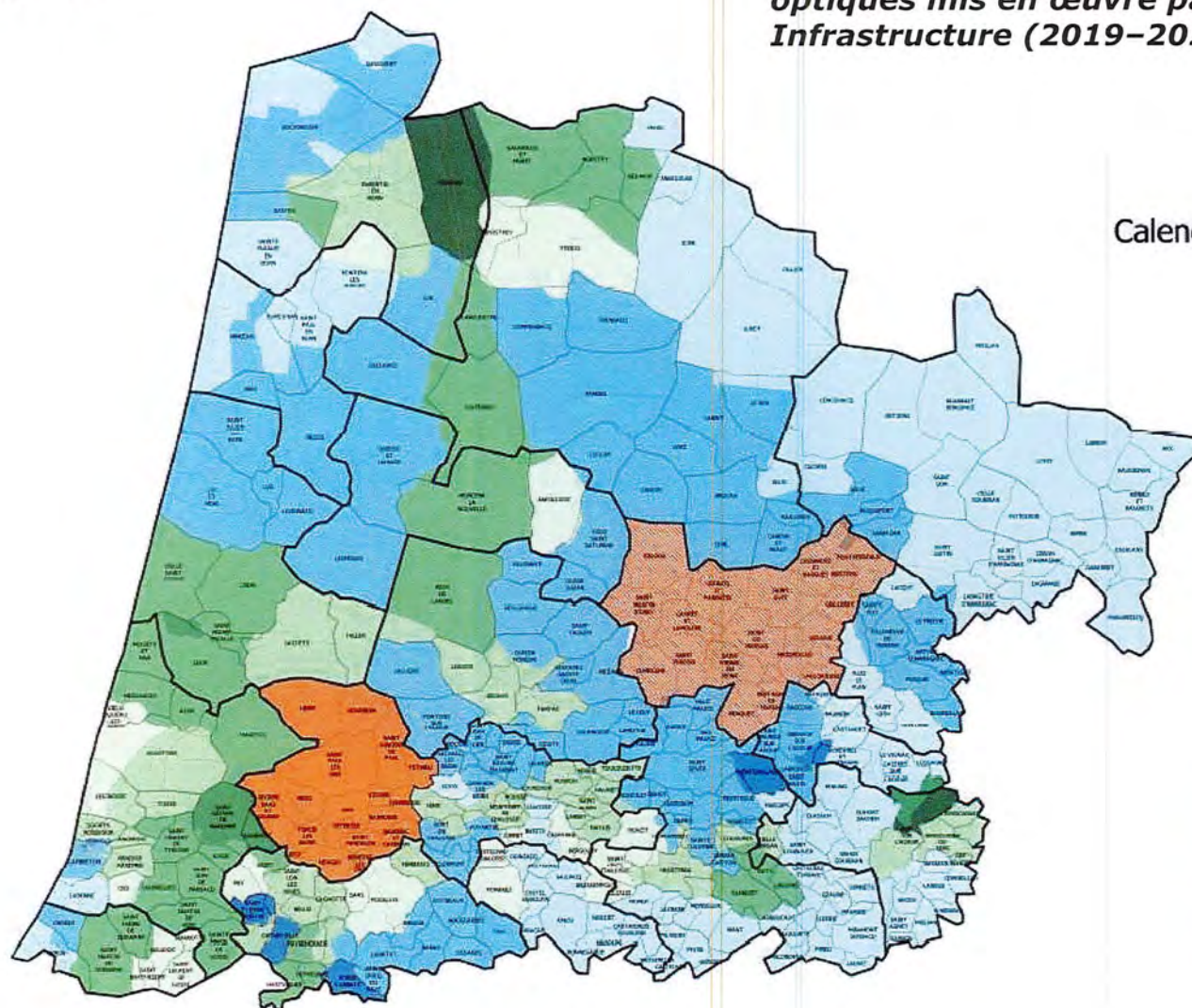
N°AP	INTITULE	CHAPITRE PROGRAMME	ARTICLE	FONCTION	AUTORISATIONS DE PROGRAMME					CREDITS DE PAIEMENT		
					AP	CP réalisés Années antérieures	Ajustements BP 2022	Nouveau Montant AP au BP 2022 / AP Nouvelles	SOLDE AP AU 1 ^{ER} JANV 2022	CP ouverts au titre de 2022	CP ouverts au titre de 2023	CP ouverts 2024 et suivants
484	PLAN TRES HAUT DEBIT	204	204153	68	25 200 000,00	20 548 412,26	/	25 200 000,00	4 651 587,74	3 000 000,00	1 651 587,74	/
693	AMEL	204	204153	68	10 000 000,00	5 000 000,00	/	10 000 000,00	5 000 000,00	3 000 000,00	2 000 000,00	/

Total : 35 200 000,00 25 548 412,26 / 35 200 000,00 9 651 587,74 6 000 000,00 3 651 587,74 /

Annexe II

Cartographie du déploiement du réseau de fibres optiques mis en œuvre par le SYDEC et Altitude Infrastructure (2019-2023)

Calendrier des études et travaux



LEGENDE

Acteurs du Très Haut Débit sur les Landes

SYDEC : calendrier études et travaux

2018 - 2019

2019 - 2020

2020 - 2021

2021 - 2022

2022 - 2023

PIXL : Calendrier études et travaux

2020 - 2021

2021 - 2022

2022 - 2023

Réseau public Grand Dax Numérique (DSP Orange)

Réseau Privé Orange Marsan Agglomération



ETUDES ET TRAVAUX SYDEC 2021 :

- a. **concernant le lancement des études** au programme de travaux FTTH, (relevés de boîtes aux lettres, identification du cheminement réseau, relevés terrains, positionnement des infrastructures), les communes concernées ont été les suivantes :

AIRE-SUR-L'ADOUR
ARBLADE-LE-BAS
ARENGOSSE
BARCELONNE-DU-GERS
BEGAAR
BENESSE-MAREMNE
BIARROTTE
BIAUDOS
CAGNOTTE
GAAS
GEE-RIVIERE
HINX
LESGOR
MIMBASTE
MONTFORT-EN-CHALOSSE
MOUSTEY
NOUSSE

ORX
PISSOS
PORT-DE-LANNE
POUILLON
SAINT-ANDRE-DE-SEIGNANX
SAINT-BARTHELEMY
SAINTE-MARIE-DE-GOSSE
SAINT-LAURENT-DE-GOSSE
SAINT-MARTIN-DE-HINX
SAINT-MARTIN-DE-SEIGNANX
SAINT-VINCENT-DE-TYROSSE
SEIGNOSSE
SOORTS-HOSSEGOR
SOUSTONS
TARTAS
TOSSE
VERGOIGNAN

- b. **concernant les travaux** au programme FTTH, les communes concernées ont été les suivantes :

ANGRESSE
AUBAGNAN
AZUR
BATS
BELHADE
BELUS
BENESSE-MAREMNE
CAGNOTTE
CASTETS
CAUNEILLE
DOAZIT
GASTES
HAGETMAU
HINX
HORSARRIEU
LABOUHEYRE
LINXE
LOURQUEN
MAGESCQ

MESSANGES
MOLIETS-ET-MAA
MONTFORT-EN-CHALOSSE
MORCENX-LA-NOUVELLE
MOUSTEY
MUGRON
NERBIS
NOUSSE
ORX
PARENTIS-EN-BORN
SAINT-ANDRE-DE-SEIGNANX
SAINTE-MARIE-DE-GOSSE
SAINT-JEAN-DE-MARSACQ
SAINT-LON-LES-MINES
SAINT-MARTIN-DE-HINX
SAINT-MARTIN-DE-SEIGNANX
SAINT-MICHEL-ESCALUS
SAINT-VINCENT-DE-TYROSSE
SAMADET



SAUBRIGUES
SAUBUSSE
SAUGNAC-ET-MURET
SOLFERINO
SOUSTONS
TALLER

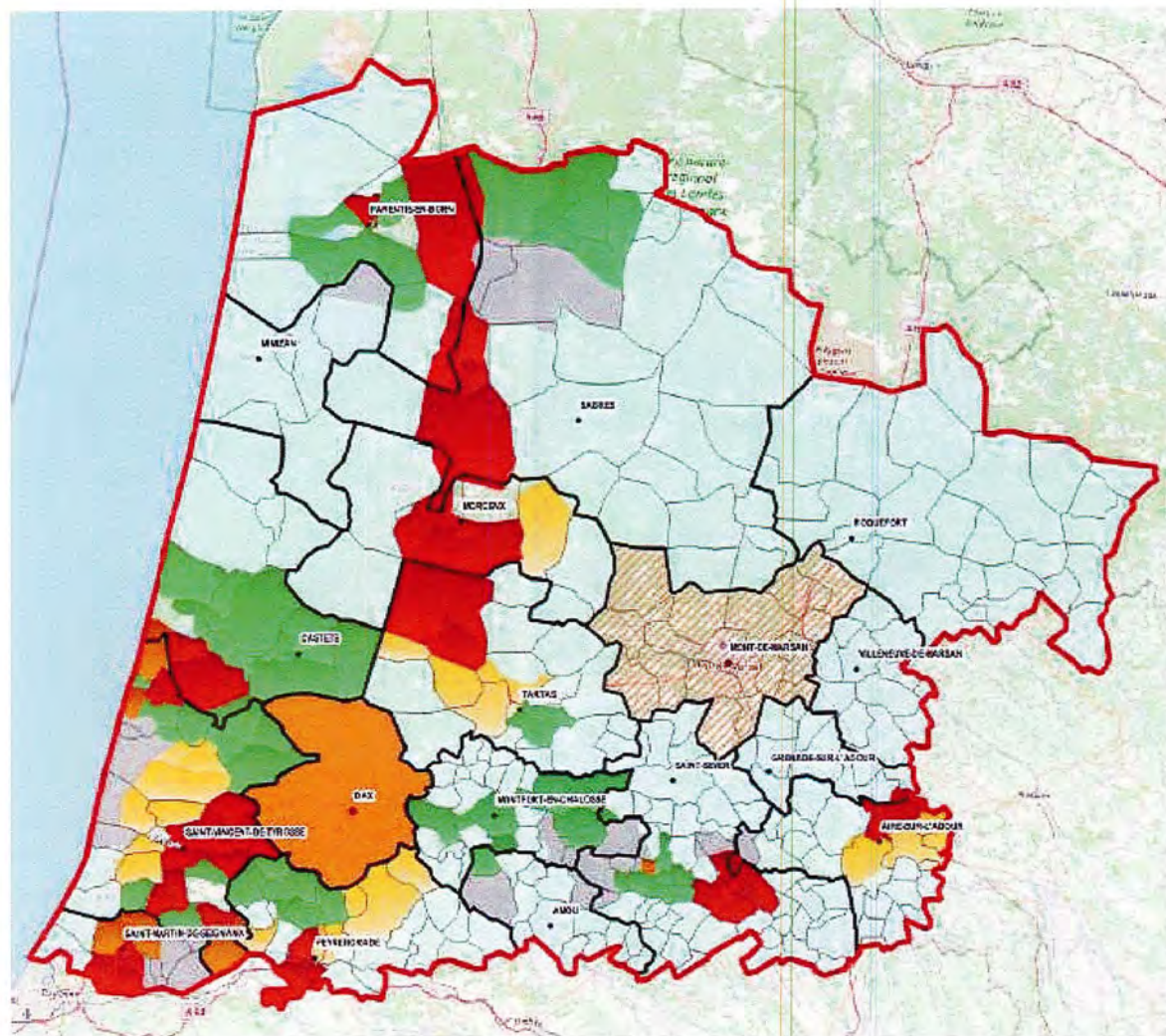
TARTAS
TOSSE
TOULOUZETTE
URGONS
VIELLE-SAINT-GIRONS

- c. **Concernant la commercialisation**, les communes concernées sont les suivantes :

AIRE SUR L'ADOUR
AUBAGNAN
BATS
CAZERES SUR L'ADOUR
COUDURES
ESCOURCE
HASTINGUES
JOSSE
LABOUHEYRE
LEON
LUE
MOLIETS ET MAA
MORCENX LA NOUVELLE
OEYREGAVE
PARENTIS EN BORN
PEYREHORADE

RION DES LANDES
SAMADET
SAUBION
SAUBRIGUES
SAUBUSSE
SOLFERINO
ST ANDRE DE SEIGNANX
ST GEOURS DE MAREMNE
ST MARTIN DE HINX
ST MARTIN DE SEIGNANX
ST MICHEL ESCALUS
ST VINCENT DE TYROSSE
STE MARIE DE GOSSE
URGONS
VIELLE TURSAN
YCHOUX

Cartographie du déploiement du réseau de fibres optiques



Programme des opérations de déploiement de la fibre optique en fin 2021 et 2022

LEGENDE

Acteurs du déploiement

☐ Grand Dax THD

 Réseau privé Orange - Zone AMII

PXL

SYDEC - état du déploiement par zone arrière

Commercialisé

 En exploitation

Construction en cours

Préparation Chantier

Etude projet en cours



C'est ensemble que nous gérons l'essentiel !

www.sydec40.fr

DEPARTEMENT
DES LANDES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL en visio/audio conférence

Budget Primitif 2022

Réunion du 1^{er} avril 2022

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

Président : M. Xavier FORTINON

N° D 3 Objet : TRANSPORTS

Conseillers départementaux en exercice : 30**Votants : 30**Présents physiquement :

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédard, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo,
 Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière,
 Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie,
 M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety,
 M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet,
 M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, Mme Muriel Lagorce,
 Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin,
 M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis,
 Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

Présents en visio/audio conférence :

M. Christophe Labruyère, Mme Sylvie Péducasse.

Absent :

-

Résultat du Vote au scrutin public (Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 - articles 6 et 11 -
 et Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 - article 6 - telles que modifiées par la Loi n° 2021-
 1465 du 10 novembre 2021) :

POUR : 30 Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédard, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo,
 Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière,
 Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie,
 M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety,
 M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet,
 M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, M. Christophe Labruyère,
 Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade,
 Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Sylvie Péducasse,
 Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue,
 M. Boris Vallaud.

CONTRE : 0**ABSTENTION : 0**

**N° D 3****LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;

VU le rapport de M. le Président du Conseil départemental ;

SUR PROPOSITION de la Commission de l'Aménagement du Territoire ;

APRES en avoir délibéré,

DECIDE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES :**I - Versement de l'attribution de compensation financière à la Région Nouvelle-Aquitaine :**

considérant :

- que conformément à la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), les compétences des Départements en matière de transport de voyageurs, qu'il s'agisse de lignes régulières ou de transports scolaires (hors transports des élèves en situation de handicap) ont été transférées aux Régions,

- que ce transfert de compétences doit s'accompagner d'un transfert de ressources permettant de couvrir les charges nettes transférées,

- qu'une évaluation définitive des charges et des ressources transférées par le Département des Landes à la Région Nouvelle-Aquitaine au titre de la compétence « transports » a été effectuée en 2018 (délibération n° 2018.520.SP en date du 26 mars 2018 du Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine relative à l'évaluation définitive des charges et ressources transférées au titre des transports - réexamen des conditions financières avec le Département des Landes),

vu le Code des transports, notamment ses articles L. 2112-1-1, L. 3111-1 et L. 3111-7,

conformément aux dispositions de l'article 89-III-A de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015 portant loi de finances pour 2016, et aux termes des délibérations concordantes :

- de la Région Nouvelle-Aquitaine (délibération du 26 mars 2018 n° 2018.520.SP susvisée),
- du Département des Landes (délibération de l'Assemblée départementale n° Eb 1⁽¹⁾ du 26 mars 2018),

le montant de l'attribution de compensation financière ayant été fixée annuellement à compter de 2018 à 3 941 930 €,



considérant que, conformément à la délibération de l'Assemblée départementale n° Eb 1⁽¹⁾ du 26 mars 2018 susvisée, ce montant n'est ni indexé, ni révisable et fera l'objet d'un titre de recette annuel et global émis par la Région, et d'un décaissement mensuel par le Département,

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 au titre de la compensation financière annuelle à la Région Nouvelle-Aquitaine prévue à l'article 89-III-A de la loi n° 2015-1785 du 29 décembre 2015, dans le cadre du transfert de la compétence transports, un crédit de3 942 000 €

II - Transport scolaire adapté aux élèves et étudiants en situation de handicap :

considérant le soutien du Département au transport scolaire adapté aux élèves et étudiants en situation de handicap, seul domaine de compétence encore exercé par celui-ci, au titre de la solidarité, en matière de transport (article L 3211-1 du Code Général des Collectivités territoriales),

conformément au règlement départemental « *du transport des élèves et étudiants en situation de handicap* » 2021-2022, tel qu'approuvé par délibération de l'Assemblée départementale n° D 2 du 23 juillet 2021,

compte tenu de la stabilisation du nombre d'élèves et étudiants concernés à transporter pour l'année scolaire 2021/2022,

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 au titre de l'exercice 2022, un crédit prévisionnel de3 000 000 €

III - Renouvellement de l'adhésion à l'Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux (A.G.I.R.) de Transports – Cotisation 2022 :

considérant le besoin de maintenir les échanges d'informations avec la structure, et de bénéficier de ses avis d'expertise et des possibilités de participations aux formations proposées,

délégation étant donnée à Monsieur le Président du Conseil départemental, conformément à la délibération de l'Assemblée départementale n° 5 du 1^{er} juillet 2021 pour procéder au nom du Département au renouvellement des adhésions aux associations dont il est membre et libérer les cotisations afférentes,

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 dans le cadre du renouvellement de l'adhésion du Département des Landes à l'Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux (A.G.I.R.) de Transports, un crédit d'un montant de2 400 €

*

* *



- d'approuver le détail des inscriptions budgétaires 2022 afférentes à la présente délibération, tel que figurant en annexe (annexe financière).

Le Président,

Xavier FORTINON



Commission Aménagement du territoire
Transports

INSCRIPTIONS BUDGÉTAIRES
BP 2022

DÉPENSES :

Section	Chapitre	Fonction	Intitulé	Crédits 2022
<u>Fonctionnement</u>	65	80	Compensation versée à la Région dans le cadre de la loi NOTRe (compétence transports)	3 942 000
	011	81	Transport scolaire adapté aux élèves et étudiants en situation de handicap	3 000 000
	011	80	Cotisation 2022 A.G.I.R.	2 400
TOTAL GENERAL Dépenses				6 944 400



DEPARTEMENT
DES LANDES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL en visio/audio conférence

Budget Primitif 2022

Réunion du 1^{er} avril 2022

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

Président : M. Xavier FORTINON

N° D 4 Objet : OPERATIONS DOMANIALES

Conseillers départementaux en exercice : 30

Votants : 30

Présents physiquement :

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédar, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

Présents en visio/audio conférence :

M. Christophe Labruyère, Mme Sylvie Péducasse.

Absent : -

Résultat du Vote au scrutin public (Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 - articles 6 et 11 - et Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 - article 6 - telles que modifiées par la Loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021) :

POUR : 30

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédar, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, M. Christophe Labruyère, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Sylvie Péducasse, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

**N° D 4****LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,**

VU le rapport de M. le Président du Conseil départemental ;

CONSIDERANT le détail des inscriptions budgétaires telles que figurant en annexe I (annexe financière) ;

APRES PRESENTATION du rapport en Commission Aménagement du Territoire ;

APRES en avoir délibéré,

DECIDE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES :**I - Bilan de l'année 2021 des cessions et acquisitions réalisées par le Département des Landes :**

- de donner acte à Monsieur le Président du Conseil départemental, en application de l'article L 3213-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, modifié par la loi n° 2013-403 du 17 mai 2013, de la communication du bilan joint en annexe II des transactions immobilières gérées par le Département des Landes au titre de l'année 2021 (actes administratifs et actes notariés).

II - Gestion du patrimoine :

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 en matière notamment de gestion d'immeubles (annexe financière n° I), les crédits ci-après :

Dépenses :

- impôts et taxes 175 000 €
dont 161 000 € seront affectés au paiement des taxes foncières des propriétés du Département, 4 000 € au titre de la cotisation pour la D.F.C.I. (Défense des Forêts Contre l'Incendie) et 10 000 € au titre du paiement des taxes d'habitation ;
- annulations de titres de recette et dommages et intérêts 2 000 €

Recettes :

- loyers de bâtiments divers 775 000 €
- droits d'occupation du Domaine public départemental et bornes distributrices d'essence (redevance de stations-services sur domaine public) 580 000 €



III- Acquisitions de biens immobiliers :

1°) Restructuration du collège « Pays d'Orthe » - Commune de Peyrehorade :

considérant que dans le cadre du projet de réhabilitation de la cité scolaire du Pays d'Orthe, située sur le territoire de la commune de PEYREHORADE, un projet de restructuration globale est programmé, les études débutées en 2020 se poursuivant en 2022 (AP 2018 n° 621),

considérant que ce projet concerne à la fois la partie collège dont le Département est gestionnaire et la partie lycée professionnel relevant de la compétence de la Région Nouvelle-Aquitaine pour un montant estimé à 20 M€ et nécessite l'acquisition de foncier complémentaire,

- d'approuver l'acquisition par le Département des Landes de parcelles de terre situées Commune de Peyrehorade cadastrées section AT n°s 765, 767 et 769 (annexe III) pour une contenance totale de 65a 34ca, moyennant le prix de 115 000 € (appartenant en indivision aux consorts DESCAMPS).

- d'inscrire ainsi au Budget Primitif 2022 le crédit correspondant à cette acquisition, soit 115 000 €

- d'autoriser Monsieur le Président du Conseil départemental à signer tous documents et actes nécessaires à la mise en œuvre de cette acquisition.

2°) Centre du Service Départemental d'incendie et de Secours (SDIS) - Commune de Pissos :

considérant que par convention en date du 16 février 2001, le Département des Landes a mis à disposition, à titre gratuit, au profit du Service Départemental d'incendie et de Secours (SDIS), des biens meubles et immeubles, propriétés du Département, en application de l'article 17 de la Loi n° 96-369 du 3 mai 1996 relative aux services d'incendie et de secours,

conformément à la délibération de l'Assemblée départementale n° Ec 1⁽¹⁾ du 16 novembre 2020 approuvant la reconstruction par le Département des Landes de la nouvelle caserne du SDIS à Pissos, l'opération consistant ainsi pour le Département à vendre la caserne actuelle du SDIS et le foncier correspondant, dont il est propriétaire, afin de permettre la création de commerces sur cette emprise en cœur de bourg de Pissos,

considérant que :

- conformément à l'accord intervenu avec la mairie de Pissos, qui devait initialement porter le transfert, le propriétaire du terrain sur lequel sera construite la nouvelle caserne est désormais la « Société NATALAND », intéressée par l'installation de son commerce en centre-bourg,
- compte tenu des discussions qui ont été engagées entre la Commune de PISSOS, la société dénommée « Société NATALAND » et le Département, il a ainsi été proposé que la « Société NATALAND » cède au Département un terrain pour y implanter les locaux du futur centre du SDIS, et que dans un second temps, le Département cède à la société dénommée « Société NATALAND » les locaux de l'actuelle caserne, située sur le territoire de ladite Commune, 145 Route de Bordeaux, afin d'y installer une supérette, en centre-bourg,



- d'approuver l'acquisition par le Département des Landes auprès de la société dénommée « *Société NATALAND* » d'une parcelle de terrain à bâtir sur laquelle sera édifiée le futur centre du Service Départemental d'incendie et de Secours (SDIS) cadastrée section D n° 319p (annexe IV), moyennant le prix de 1 € majoré des frais d'acte notarié et des frais de dépollution à la charge du Département, de l'actuelle caserne, soit la somme globale de 149 275 €.

- d'inscrire au Budget primitif 2022 en Investissement le crédit correspondant, soit 149 275 €

- d'autoriser Monsieur le Président du Conseil départemental à signer tous documents et actes nécessaires à la mise en œuvre de cette acquisition.

3°) Acquisition lots 5, 6, 7 et 8 - 1^{er} et 2^{ème} étages au 38 rue Victor Hugo - Commune de Mont-de-Marsan :

considérant que par délibération de la Commission Permanente n° Ec-1 du 29 mars 2021, le Département a approuvé, moyennant le prix de 291 500 €, l'acquisition sous la forme d'un portage foncier par l'EPFL « *Landes Foncier* », des lots numéros 5, 6, 7 et 8 d'un immeuble *en copropriété au 38 rue Victor Hugo* à Mont-de-Marsan, afin d'assurer la continuité d'hébergement des effectifs de l'Institution Adour,

compte tenu de la régularisation de cette acquisition par acte notarié du 29 octobre 2021,

considérant que ces locaux à usage professionnel sont composés au 1^{er} étage d'un local de 81 m² et d'un local de 137 m² et au 2^{ème} étage d'un local de 71 m² et d'un local de 124 m², d'une contenance de 4a 57ca cadastré section AB n°161, représentant les 667/1 000^{èmes} des parties communes générales de l'immeuble comprenant le sol,

considérant que l'Etablissement Public Foncier Local (EPFL) « *LANDES FONCIER* » a fixé conformément, au Chapitre II paragraphe B du règlement intérieur de l'EPFL « *LANDES FONCIER* » la durée du portage financier de l'opération à 5 ans à compter du jour de la signature de l'acte authentique par l'EPFL « *LANDES FONCIER* », dont la réitération a eu lieu suivant acte notarié en date du 29 octobre 2021,

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 dans le cadre de cette acquisition un crédit d'un montant de 43 725 €

compte tenu du Paiement progressif (fractionnement du prix sur 5 ans) tel que figurant dans les modalités de portage susvisées.

4°) Commune de Mont-de-Marsan - 501 rue du Ruisseau :

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 en Investissement, conformément à la délibération de l'Assemblée départementale n° 1 du 4 mars 2022, dans le cadre de l'acquisition d'une maison d'habitation située Commune de Mont-de-Marsan 501 rue du ruisseau, le Département souhaitant se porter acquéreur du bien dans le cadre de la réorganisation du site montois de l'IUT, un crédit d'un montant de 207 000 €



IV - Commune de Mont-de-Marsan - Participation aux travaux prescrits par le Plan de Prévention des Risques Technologiques :

considérant l'approbation du PPRT (Plan de Prévention des Risques Technologiques) de la société SPD (Société Pétrolière de Dépôts) sur la Commune de Mont-de-Marsan par arrêté préfectoral du 20 octobre 2010,

considérant que :

- l'Assemblée départementale, le 23 juillet 2021, a délibéré sur les conditions de financement prévues par la loi et signé la convention de financement et de gestion des participations le 14 décembre 2021,
- appliquée au PPRT de SPD à Mont-de-Marsan, sur la base du plafond de travaux de 20 000 € par logement prévu à l'article L515-16-2 du code de l'environnement, la quote-part prévue du Département s'élève ainsi à 450 €,

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 en Investissement, dans le cadre de la participation financière du Département des Landes aux mesures susvisées, un crédit d'un montant de 450 €

Le Président,

X.F. _____

Xavier FORTINON



INSCRIPTIONS BUDGÉTAIRES
BP 2022

Annexe I

DÉPENSES :

Section	Chapitre	Fonction	Intitulé	Crédits 2022
<u>Investissement</u>	21	0202	Acquisition terrain	149 275
	21	221	Acquisition terrain collèges	115 000
	21	0202	Acquisitions de bâtiments (*)	250 725
	204	0202	Mesures foncières PPRT SPD Mont-de-Marsan	450
<u>Fonctionnement</u>	011	01	Impôts fonciers et taxes DFCI	165 000
	011	01	Autres impôts	10 000
	67	621	Annulation titres de recette	1 000
	67	621	Dommages et intérêts	1 000
TOTAL GENERAL Dépenses				692 450

RECETTES :

Section	Chapitre	Fonction	Intitulé	Crédits 2022
<u>Fonctionnement</u>	75	01	Recettes de loyers	775 000
	70	621	Recettes droit occupation Domaine Public Départemental (et bornes distributrices stations-services)	580 000
TOTAL GENERAL Recettes				1 355 000

(*) : dont 207 000 € déjà inscrits lors de la séance du Conseil départemental du 4 mars 2022



ACQUISITIONS IMMOBILIERES - BILAN 2021

ANNEXE II

ID : 040-224000018-20220401-D04_BP_2022-DE

N°	DATE	CEDANTS	PARCELLES	RD	NATURE	COMMUNE	ORIGINE	EUROS
4245	29-janv	Monsieur et Madame KAMPS Johannes	AB160 2a 13ca AB162 3a 96ca	133	Giratoire desserte du collège	Angresse	V.2017P10046 17-11-17	2 346,00 €
4247	10-mars	Région Nouvelle-Aquitaine	AN73 36a 68ca AN74 1a 04ca AN76 25ca AN78 7a 76ca AN79 1a 17ca AN81 1a 97ca AN83 32ca AN84 6a 41ca AN86 1a 50ca AN88 12ca AN90 57a 10ca	85 ^E	Contournement du Port	Tarnos	V.2019P4376 12-04-19	1,00 €
4250	26-mai	Monsieur COCO Vincent	A564 1a 69ca A566 1a 14ca	457	Entretien et régularisation emprise des trottoirs	Mauries	V.2008P785 29-01-08	1 627,00 €
4251	24-juin	Madame DESCLAUX épouse COURROUY	AR70 60a 55ca AR72 15a 22ca AR218 52a 16ca AR228 1ha 09a 25ca AR231 1ha 49ca 73ca AR251 06a 48ca AR253 11a 53ca AR255 46a 46ca AR257 25a 84ca AR260 76a 96ca AR264 1ha 23a 03ca	947	Mesures compensatoires rocade Est	Dax	V.2017P7490 26-06-16	27 500,00 €
4259	13-sept	Société des Serres d'Angresse	AB166 43ca AB167 7a 66ca AB168 1a 30ca	133	Giratoire desserte du collège	Angresse	V.2017 n° 10046 17-11-17	4 326,00 €
4261	20-sept	Commune de MONT-DE-MARSAN	BN2976 05ca		Collège Cel le Gaucher	Mont-de-Marsan	V.344n°28 11-08-76	1,00 €
4264	26-oct	Société AMARYLLIS	AB170 51ca	133	Aménagement giratoire pour la desserte du collège	Angresse	V.2017P10046 17-11-17	1,00 €
4265	26-oct	Monsieur KHANOUFI Cyril	AK732 1a 03ca	933	Régularisation alignement de la RD	Benquet	V.2018P10482 29-11-18	1,00 €
4266	26-oct	Madame BAREIT Pierrette épouse CLAVERIE	G110 3a 50ca	123	Réfection d'un ouvrage d'art	Sorde- l'Abbaye	V.6892n°13 24-03-89	245,00 €
4269	26-oct	Monsieur LABEYRIE Jean-Paul	G221 7a 25ca	123	Réfection d'un ouvrage d'art	Sorde- l'Abbaye	V.2018P5628 15-06-18	507,50 €
4270	26-oct	CCI BAYONNE PAYS BASQUE	AL438 1a 74ca AL440 13a 65ca AM566 26a 36ca AM714 32a 08ca	85	Aménagement carrefour Fougerolles	Tarnos	V.4283n°6 13-08-80	1,00 €
4272	06-déc	Commune de GEAUNE	AB671 67a 39ca AC69 7a 98ca	80 111	Déclassement RD	Geaune	Ant. au 01-01-56	1,00 €
4274	23-déc	Commune de SAINTE-MARIE-DE- GOSSE	C122 27a 70ca	817	Remblai routier	Sainte-Marie- de-Gosse	Ant. au 01-01-1956	1,00 €



CESSIONS IMMOBILIERES - BILAN 2021

ID : 040-224000018-20220401-D04_BP_2022-DE

N°	DATE	CEDANTS	PARCELLES	RD	NATURE	COMMUNE	ORIGINE	EUROS
4246	29-janv	Madame DUTHIL Bernadette née KIHM	AA298 9a 29ca		Délaissé routier	Roquefort	Ant. au 01-01-1956	500,00 €
4248	21-avril	Commune de GRENADÉ-SUR-ADOUR	J1483 3a 24ca		Section de 60 m de VC	Grenade-sur-l'Adour	Ant. au 01-01-1956	1,00 €
4249	21-avril	Béton Contrôle du Béarn (BCB)	AI.769 17a 16ca		Emprise pour faciliter la giration des engins	Tarnos	V.2013P5514 06-08-13	72 000,00 €
4252	24-juin	Monsieur LAFFARGUE Clément	AH8 41a 46ca		Cession parcelle de terrain nue	Mazerolles	V.1996P7227 27-11-96	1 250,00 €
4256	13-sept	Syndicat Mixte EMMA	A996 9a 37ca	817	Délaissé routier avec un vieux bâtiment	Biaudos	Ant. au 01-01-1956	937,00 €
4257	13-sept	Commune de BENESSE-MAREMNE	AB1315 10a 60ca	810	Poste de refoulement des eaux usées	Bénesse-Maremne	Ant. au 01-01-1956	530,00 €
4258	13-sept	Commune de LIPOSTHEY	E1526 1ha 01a 06ca	43 ^E	Parcelle en nature de voirie	Liposthey	Ant. au 01-01-1956	1,00 €
4262	20-sept	Commune de MONT-DE-MARSAN	BN2974 1a 15ca		Collège Cel le Gaucher	Mont-de-Marsan	V.2012P8875 12-12-12	1,00 €
4267	26-oct	Monsieur GABARRES Cédric	AM547 68a 17ca	824	Parcelle de terrain en nature de délaissé routier	Saint-Paul-lès-Dax	Ant. Au 01-01-56	5 453,00 €
4268	26-oct	Monsieur DEHEZ Nicolas	AY280 1a 66ca AY281 08ca AY283 5a 60ca	947	Parcelles de terrain en nature de délaissé routier	Saint-Paul-lès-Dax	V.2009P3664 26-06-09	900,00€
4271	22-nov	Commune d'ANGRESSE	AI140 43a 98ca AI141 89ca		Gymnase, vestiaires et mur à gauche du collège	Angresse	V.2019P8748 24-06-19	1,00 €
4273	23-déc	Monsieur et Madame DECES Jean Claude	E655 10ca	65	Régularisation	Serres-Gaston	Ant. au 01-01-1956	50,00 €



ACTE NOTARIÉ - BILAN 2021

ID : 040-224000018-20220401-D04_BP_2022-DE

N°	DATE	VENDEUR/ECHANGISTE	PARCELLES	ACQUIREUR	NATURE	COMMUNE	ORIGINE	EUROS
	8 juillet	DEPARTEMENT DES LANDES	BK n°527 05a 68ca Volumes 2 et 3	MUTUALITE FRANCAISE LANDES	Bastide ALZHEIMER	DAX	V.2017P8305 22-09-17	549 600,00 €

ECHANGES IMMOBILIERS NOTARIES – BILAN 2021

N°	DATE	ECHANGISTES	PARCELLES	RD	NATURE	COMMUNE	ORIGINE	EUROS
	9 décembre	ETAT	BO 184 32a 94ca		1547 avenue du Houga	Mont-de-Marsan	V6325 n°8 22-06-87	SANS SOULTE
			AV 352/353 21a 01ca		5 bis rue d'Aspremont	Dax	Ant. au 01-01-1956	
		DEPARTEMENT DES LANDES	BC 512 50a 98ca		240 avenue David Panay	Mont-de-Marsan	V.6873 n° 5 27-11-89	
			AD 29 53a 62ca		Route des Pyrénées	Géaune	V.3896 n° 9 16-08-78	SANS SOULTE



BAIL EMPHYTÉOTIQUE - BILAN 2021

ID : 040-224000018-20220401-D04_BP_2022-DE

N°	DATE	BAILLEUR	PRENEUR	PARCELLES	DURÉE	COMMUNE	ORIGINE	EUROS
	2 juin	DEPARTEMENT DES LANDES	OPH DPT XL	U n° 356 18a 03ca U n° 829 42a 75ca	60 ans	SABRES	Ant. au 01-01-1956	1 €

ACTES ADMINISTRATIFS CONSTITUTION DE SERVITUDE BILAN 2021

N°	DATE	CEDANTS	PARCELLES	RD	NATURE	COMMUNE	ORIGINE	EUROS
4253	8-sept	Monsieur Gilbert LANNEPOUDENX	D97 1ha 81a 99ca	SIMAL	Parcelle en nature de terre	Bordères-et-Lamensans	V.2004P3081 13-04-04	GRATUIT
4254	8-sept	Indivision LABOUDIGUE	A214 14a 90ca	SIMAL	Parcelle en nature de terre	Grenade-sur-l'Adour	V.2001P2792 25-04-01	GRATUIT
4255	8-sept	BERNADET CONSTRUCTION	J349 58a 55ca	SIMAL	Parcelle en nature de bois de taillis	Grenade-sur-l'Adour	V.2010P3965 21-06-10	GRATUIT
4260	13-sept	Monsieur et Madame BAZIN Jean- Pierre	B333 88a 33ca B595 13a 52ca	437	Parcelles en nature de pré et taillis	Castelnau-Tursan	V.2006P4672 01-06-06	GRATUIT
4263	20-sept	Monsieur Pierre KLOTZ	A1089 1ha 41a 88ca	29	Problème exécutoire fossé	Bénès-les-Dax	V.4731 17 12-01-82	GRATUIT

Annexe III

Envoyé en préfecture le 05/04/2022

Reçu en préfecture le 05/04/2022



ID : 040-224000018-20220401-D04_BP_2022-DE





Annexe IV

DEPARTEMENT des LANDES

Commune de PISSOS

PLAN DE BORNAGE

Propriété de la SARL NATALAND
Vente au Département
" Claveyre "

Section D n°319p
Superficie 4717m²
et 1659m² d'accès

Echelle 1/625

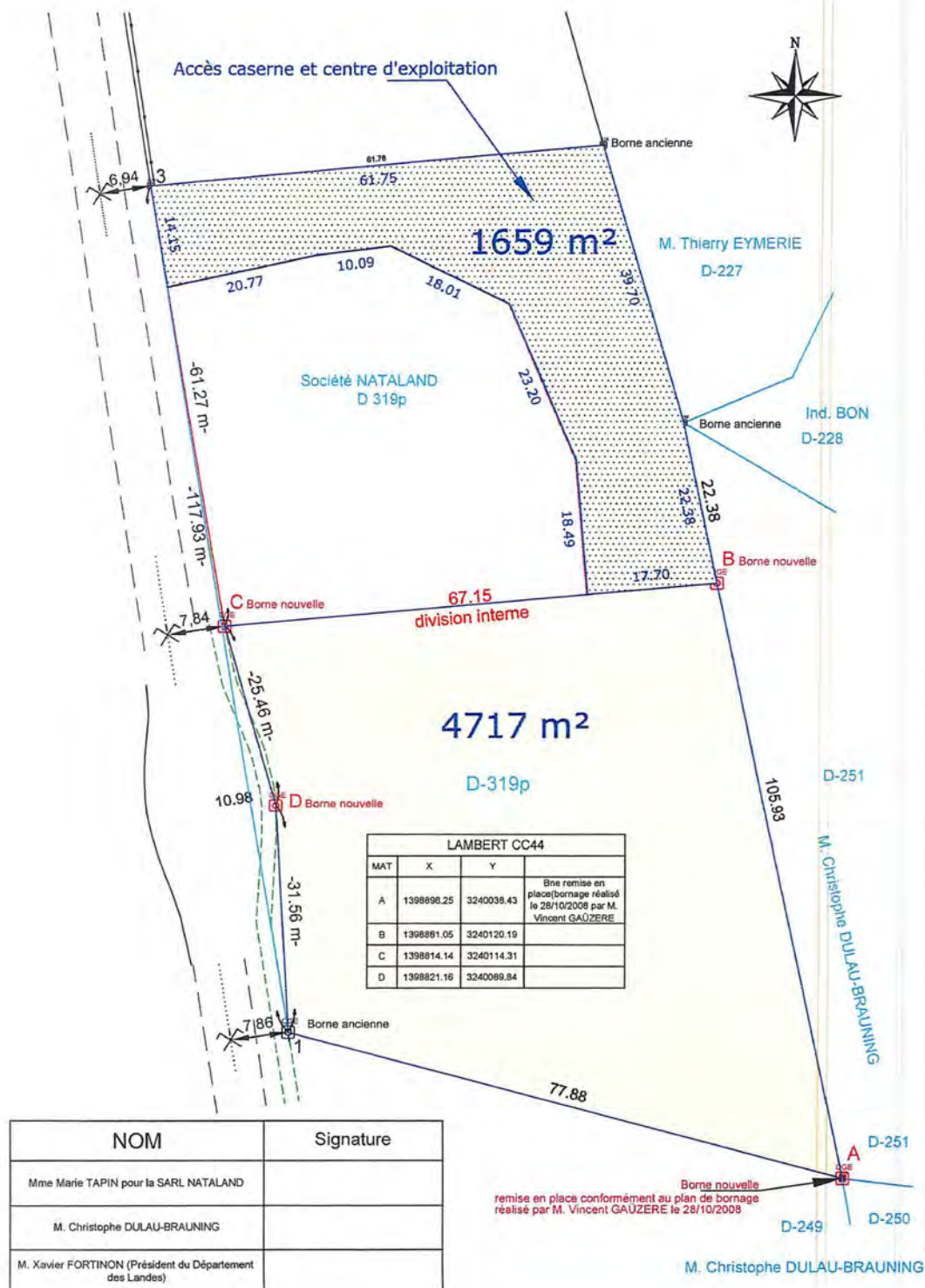


SARL GEOTLANDES Géomètre Expert Foncier DPLG
 40410 PISSOS

Tél : 05.58.04.73.40 - 06.72.45.47.15 - 06.89.31.73.16
 E-mail : cecile-bibette@orange.fr

Le 21/04/2021

Dossier N° 39-2021_BN





DEPARTEMENT
DES LANDES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL en visio/audio conférence

Budget Primitif 2022

Réunion du 1^{er} avril 2022

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

Président : M. Xavier FORTINON

N° D 5 Objet : BATIMENTS DEPARTEMENTAUX - ENERGIE

Conseillers départementaux en exercice : 30

Votants : 30

Présents physiquement :

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédât, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

Présents en visio/audio conférence :

M. Christophe Labruyère, Mme Sylvie Péducasse.

Absent : -

Résultat du Vote au scrutin public (Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 - articles 6 et 11 - et Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 – article 6 – telles que modifiées par la Loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021) :

POUR : 30 Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédât, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, M. Christophe Labruyère, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Sylvie Péducasse, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

**N° D 5****LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,**

VU le rapport de M. le Président du Conseil départemental ;

CONSIDERANT le détail des inscriptions budgétaires telles que figurant en annexe I (annexe financière) ;

APRES PRESENTATION du rapport en Commission Aménagement du Territoire ;

APRES en avoir délibéré,

DECIDE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES :**I - Domaine Administration générale :****1°) Maintenance du patrimoine et gros entretien :**

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 en investissement, dans le cadre des charges d'investissement, du programme courant des travaux de maintenance, d'adaptations environnementales et de diverses études sur les différents bâtiments administratifs, des Crédits 2022 hors AP, conformément au détail figurant en annexe II, d'un montant global de1 100 000 €

2°) Mise aux normes d'accessibilité des bâtiments départementaux (AP 2012 n° 246) :

compte tenu :

- de l'approbation le 15 octobre 2015 par les services de l'État de l'Agenda d'Accessibilité Programmée (AD'AP) du Département déposé en Préfecture le 05 août 2015,
- de la poursuite en 2022 de l'exécution de l'AD'AP,

- d'inscrire au Budget primitif 2022 en investissement, dans le cadre des mises aux normes d'accessibilité des bâtiments départementaux (hors collèges) un Crédit de Paiement 2022 de 99 000 €

3°) Rénovation de l'immeuble Poyferré à Mont-de-Marsan (AP 2022 n° 824) :

considérant :

• que le bâtiment "*immeuble Poyferré*" situé aux 20-22 rue Victor Hugo, en face de l'Hôtel Planté, a accueilli les services du Conseil général des Landes avant qu'ils ne déménagent dans le nouvel Hôtel du Département en 2006, et que depuis ce bâtiment a une occupation essentiellement liée à de l'archivage et du stockage,

• qu'aujourd'hui le Département envisage d'étudier la rénovation et la remise en service de cet immeuble afin de rapprocher les services dispersés sur plusieurs sites montois,



- de voter une AP 2022 n° 824 d'un montant de 1 000 000 € concernant des "*Etudes rénovation de l'immeuble Poyferré*", étant précisé que l'échéancier prévisionnel des paiements figure en annexe I.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 en investissement, un Crédit de Paiement 2022 au titre de cette AP 2022 de 60 000 €

II - Domaine Solidarité :

1°) Maintenance du patrimoine et gros entretien :

- d'inscrire au Budget Primitif 2022, en investissement, dans le cadre des études et des travaux de maintenance sur les différents bâtiments sociaux, un Crédit 2022 hors AP conformément à l'annexe II, d'un montant global de 400 000 € (dont 230 000 € pour le Village Landais Alzheimer).

2°) Nouveaux bâtiments :

a) Maison de l'autisme (AP 2020 n° 714) :

considérant le projet départemental de création d'un dispositif spécifique d'accompagnement pour les personnes avec des Troubles du Spectre Autistique - TSA - (délibération de l'Assemblée départementale n° A 3 du 26 mars 2018),

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 en Investissement (annexe I) un Crédit de Paiement 2022 de 50 000 €

b) Extension du Centre Médico Psycho Pédagogique (CMPP) de Mont-de-Marsan (AP 2018 n° 623) :

considérant l'approbation par le Département (délibération n° Ec 1 de l'Assemblée départementale du 26 mars 2018), du programme d'extension du Centre Médico Psycho Pédagogique du Centre de l'Enfance de Mont-de-Marsan,

compte tenu du démarrage des travaux au dernier trimestre 2021 et de leur poursuite en 2022, pour une livraison au second semestre 2022, conformément à la planification prévue,

- d'inscrire au Budget Primitif 2022, en Investissement, conformément au détail figurant en annexe I, un Crédit de Paiement 2022 de 205 000 €

c) Restructuration et extension des locaux administratifs de l'Entreprise Adaptée Départementale (EAD) à Mont-de-Marsan (AP 2018 n° 648) :

considérant l'approbation par l'Assemblée départementale (délibération n° Ec 1 du 22 juin 2018) du projet de restructuration et d'extension des locaux administratifs de l'Entreprise Adaptée Départementale (EAD) à Mont-de-Marsan,

compte tenu de la poursuite en 2022 des études de travaux afférentes, celles-ci devant intégrer la nouvelle Réglementation Environnementale (RE 2020) applicable à cette opération,

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 (annexe I), en Investissement, un Crédit de Paiement 2022 de 350 000 €

d) Travaux au foyer Tournesoleil à Saint-Paul-lès-Dax (AP 2018 n° 624) :

compte tenu de l'approbation par le Département (délibération de l'Assemblée départementale n° Ec 1 du 26 mars 2018) de l'extension du foyer pour adultes handicapés Tournesoleil à Saint-Paul-lès-Dax,



compte tenu de l'achèvement, en 2021, des travaux de création d'une salle d'activités dans ce bâtiment,

- de clôturer l'AP 2018 n° 624 « *foyer Tournesoleil Saint-Paul-lès-Dax* » arrêtée à un montant définitif de 143 499,05 €.

III - Domaine Voirie :

1°) Maintenance du patrimoine, gros entretien et travaux de sécurité :

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 des crédits d'investissement hors AP (annexe II) d'un montant global de500 000 € pour les travaux de maintenance et diverses études sur les différents bâtiments des UTD et Centres d'exploitation, comprenant la restructuration du Centre d'Exploitation de Tyrosse.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 en investissement un crédit global d'un montant de260 000 € pour les travaux de mise en conformité et en sécurité des installations techniques des Centres d'Exploitation.

2°) Nouveaux bâtiments :

a) Reconstruction de l'Unité Territoriale Départementale (UTD), du Centre d'Exploitation (CE) de Saint-Sever et du Parc et Ateliers Routiers des Landes (PARL) (AP 2020 n° 711) :

compte tenu :

- du choix du Département, suite aux différentes consultations sur le sujet, de regrouper le PARL, l'Unité Territoriale Départementale et le Centre d'Exploitation de Saint-Sever, à Haut-Mauco, dans de nouveaux locaux sur un site jouxtant le technopôle Agrolandes (délibération n° Ec 1 de l'Assemblée départementale du 20 février 2020),
- de la réalisation de cette opération sous maîtrise d'ouvrage départementale, avec participation du PARL (Parc et Atelier Routiers des Landes) au financement des travaux le concernant, la pré-estimation des travaux suite aux premières études de programmation étant de l'ordre de 15 M€,

considérant toutefois que l'AP travaux globale de l'opération ne sera créée qu'à l'issue de la désignation de l'équipe de maîtrise d'œuvre retenue sur la base d'un programme contractuel en cours de finalisation,

- de porter le montant de l'AP 2020 n° 711 « *Etudes PARL et Centre d'Exploitation de Saint-Sever* » à 1 500 000 €, et d'inscrire au Budget Primitif 2022 en Investissement au titre de cette AP (annexe I), afin de permettre de mener les prospections préalables et de lancer le concours de maîtrise d'œuvre de cette opération, un Crédit de Paiement 2022 de 150 000 €

b) Construction du Centre d'Exploitation (CE) de Saint-Martin-de-Seignanx (AP 2016 n° 522) :

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 en Investissement, pour la construction d'un Centre d'Exploitation à Saint-Martin-de-Seignanx, un Crédit de Paiement 2022 de 80 000 €



IV - Domaine Culture :

1°) Maintenance du patrimoine et gros entretien :

- d'inscrire au Budget Primitif 2022, en Investissement, dans le cadre des travaux de maintenance et des études sur les différents bâtiments du secteur culturel, intégrant les travaux de restructuration de la Médiathèque « *Marque-pages* », les travaux de restructuration du musée de la faïence et des arts de la table de Samadet et les travaux de maintenance des Archives départementales, un Crédit 2022 hors AP (annexe II) d'un montant global de 820 000 €

2°) Nouveau bâtiment :

Construction d'un Pôle image à Dax (AP 2020 n° 749) :

considérant l'approbation par le Département (délibération n° EC 1⁽³⁾ de l'Assemblée départementale du 16 novembre 2020) de l'opération relative à l'implantation d'un Pôle Image départemental à Dax (acquisition et aménagement immobiliers), et le vote dans ce cadre d'une AP n° 2020 n° 749 « *Création d'un Pôle Image à Dax* »,

compte tenu des priorités induites par la COVID-19, des études s'étant toutefois poursuivies afin de permettre le démarrage de l'opération en 2021,

compte tenu de l'échelonnement du prix de vente de l'ensemble immobilier dans lequel sera installé le Pôle Images Avenue de la Gare à Dax au fur et à mesure de l'avancée des travaux, conformément à l'acte de vente en l'état futur d'achèvement,

- d'inscrire au Budget Primitif 2022, en Investissement, un Crédit de Paiement 2022 de 600 000 €

V - Domaine Jeunesse et Sports :

Maison départementale des sports de Mont-de-Marsan (AP 2020 n° 750) :

compte tenu :

- du projet de construction d'une « *Maison des Sports* », dont l'objectif est de créer un lieu privilégié permettant d'accueillir et d'accompagner les différents acteurs du mouvement sportif landais, conformément aux orientations de la politique départementale en matière de sport,
- que les études de programmation, le choix du maître d'œuvre et l'esquisse ont été réalisés en 2021 et que les études vont se poursuivre en 2022,

- d'inscrire au Budget Primitif 2022, en Investissement, un Crédit de Paiement de 150 000 €

VI - Domaine Sécurité :

Construction d'une caserne SDIS (Service Départemental d'Incendie et de Secours) à Pissos (AP 2020 n° 748) :

considérant l'opération de reconstruction de la nouvelle caserne du SDIS à Pissos telle qu'approuvée en 2020 par le Département (délibération n° Ec 1⁽¹⁾ du Conseil départemental du 16 novembre 2020),



- d'inscrire au Budget Primitif 2022, en Investissement, un Crédit de Paiement de75 000 €

VII – Domaine Agriculture :

Rénovation et restauration des métairies du Domaine départemental d'Ognoas (AP 2019 n° 695 et AP 2020 n° 747) :

compte tenu des perspectives en matière de développement touristique pour le Domaine d'Ognoas, propriété du Département des Landes, telles qu'approuvées par délibérations de l'Assemblée départementale n° D 5 du 26 mars 2018 et n° D 5 du 8 avril 2019, celui-ci conjuguant ses activités agricoles et viticoles à une activité oenotouristique,

considérant dans ce cadre le projet de création de gîtes dans les métairies du domaine,

- d'inscrire au Budget Primitif 2022, en Investissement, conformément au détail figurant en annexe I (annexe financière) :

- pour les "Etudes - Domaine d'Ognoas", un Crédit de Paiement 2022 de 150 000 €
- pour la " Restauration métairies – Domaine d'Ognoas", un Crédit de Paiement 2022 de 300 000 €

VIII – Domaine Education – Bâtiments autres que collèges :

Maintenance du patrimoine et gros entretien :

- d'inscrire en Investissement au Budget Primitif 2022 des crédits hors AP (annexe II) pour les travaux de maintenance et les études sur les différents bâtiments du secteur « *autres bâtiments Education* », intégrant les travaux de maintenance de l'INSPE (Institut National Supérieur du Professorat et de l'Éducation) - ex. Ecole Supérieure du Professorat et de l'Éducation, et de l'Inspection Académique-, d'un montant global de175 000 €

IX - Dépenses de fonctionnement :

1°) Maintenance du patrimoine et gros entretien :

- d'inscrire au titre du Budget Primitif 2022 pour les dépenses courantes de fonctionnement des bâtiments départementaux, conformément au détail figurant en annexe II, des crédits d'un montant de 286 000 €

2°) Filière Energie-Bois-Photovoltaïque :

compte tenu de la gestion par la filière Energie-Bois départementale d'un parc de treize sites (chaufferies au bois implantées dans différents types d'établissements),

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit :

- en dépense, de 287 000 €
(approvisionnement, conduite et entretien du matériel)
- en recette, de 221 000 €
(produit de la vente des Mégawatheures bois fournis aux différents établissements)



*

*

*

- d'approuver le détail des inscriptions budgétaires 2022 afférentes à la présente délibération, tel que figurant en annexes I et II.

Le Président,

Xavier FORTINON



Commission "Aménagement du territoire"

Bâtiments départementaux - Energie
Autorisations de Programme et Crédits de Paiement (BP 2022)

ANNEXE I

Opération nature	Année	Libellé de l'AP	Chap	Fonct	Autorisations de Programme					Crédits de paiement (CP)				
					AP antérieures actualisées (DM2 2021)	AP 2022 et ajustements	Nouveau montant AP (BP 2022)	CP réalisés de 2011 à 2021	Solde AP	2022	2023	2024	2025	2026 et ultérieures
		<u>Domaine Administration générale</u>												
246	2012	Mise aux normes accessibilité	23	0202	1 188 306,47		1 188 306,47	989 306,47	199 000,00	99 000	100 000,00			
824	2022	Etudes rénovation immeuble Poyferré Mont-de-Marsan	20	0202		1 000 000,00	1 000 000,00			60 000	200 000,00	340 000,00	200 000,00	200 000,00
		<u>Domaine Solidarité</u>												
623	2018	CMPP Mont-de-Marsan - Extension	23	40	295 000,00		295 000,00	89 243,26	205 756,74	205 000	756,74			
624	2018	Foyer Tournesoleil Saint-Paul-lès-Dax (*)	23	40	161 998,05	-18 499,00	143 499,05	143 499,05	0,00	0				410 000,00
648	2018	Entreprise adaptée Mont-de-Marsan	23	40	1 120 000,00		1 120 000,00	49 014,90	1 070 985,10	350 000	720 985,10			
714	2020	Etudes Maison de l'Autisme	20	52	300 000,00		300 000,00	8 769,60	291 230,40	50 000	150 000,00	91 230,40		
		<u>Domaine Voirie</u>												
522	2016	Construction Centre d'Exploitation Saint-Martin-de-	23	621	750 000,00		750 000,00	7 642,00	742 358,00	80 000	320 000,00	342 358,00		
711	2020	Etudes PARL et Centre d'Exploitation de Saint-Sever	20	621	500 000,00	1 000 000,00	1 500 000,00	30 374,52	1 469 625,48	150 000	200 000,00	1 050 000	69 625,48	
662	2019	Construction Centre d'exploitation de Dax	23	621	630 000,00		630 000,00	0,00	630 000,00	0	480 000,00	150 000,00		
		<u>Domaine Jeunesse</u>												
750	2020	Maison départementale des sports à Mont-de-Marsan	23	32	3 250 000,00		3 250 000,00	46 262,52	3 203 737,48	150 000	2 200 000,00	853 737,48		
		<u>Domaine Culture</u>												
749	2020	Construction d'un Pôle Image à Dax	23	311	1 420 000,00		1 420 000,00	338 723,10	1 081 276,90	600 000	481 276,90	0,00	0,00	
		<u>Domaine Sécurité</u>												
748	2020	Construction caserne SDIS Pissos	23	12	1 200 000,00		1 200 000,00	12 720,00	1 187 280,00	75 000	1 112 280,00	0,00	0,00	
		<u>Domaine Agriculture</u>												
695	2019	Etudes Domaine d'Ognoas	20	928	450 000,00		450 000,00	97 502,76	352 497,24	150 000	80 000,00	122 497,24	0,00	
747	2020	Restauration métairies d'Ognoas	23	928	3 900 000,00		3 900 000,00	950,27	3 899 049,73	300 000	900 000,00	1 099 000,00	1 600 049,73	
TOTAUX					15 165 304,52	1 981 501,00	17 146 805,52	1 814 008,45	14 332 797,07	2 269 000	6 945 298,74	4 048 823,12	1 869 675,21	610 000,00

(*) : AP soldée



Commission "Aménagement du territoire"

Bâtiments départementaux - Energie (BP 2022)

Inscriptions Budgétaires Hors AP et crédits de fonctionnement

ANNEXE II

Section	Chapitre	Fonction	Intitulé	Crédits 2022	Recettes 2022
Investissement					
			<i>Domaine Administration générale</i>		
	20	0202	Etudes divers bâtiments départementaux	250 000	
	23	0202	Maintien du Patrimoine	600 000	
	23	0202	Remplacement Groupe Froid Hotel du Département	50 000	
	204	0202	Participation au Syndic Maison des Communes	50 000	
	23	0202	Travaux dans les bâtiments départementaux	150 000	
			<i>Domaine Solidarité</i>		
	23	40	Travaux de maintenance et études dans les bâtiments sociaux	170 000	
	23	40	Village Landais Alzheimer (maintenance et gros entretien)	230 000	
			<i>Domaine Voirie</i>		
	23	621	Etudes et travaux de maintenance dans les UTD et les Centres d'exploitation	350 000	
	23	621	Restructuration Centre d'exploitation TYROSSE	150 000	
	23	621	Travaux de sécurité dans les UTD et les Centres d'exploitation	260 000	
			<i>Domaine Culture</i>		
	23	30	Travaux de maintenance bâtiments culturels	200 000	
	23	314	Musée de Samadet	100 000	
	23	313	Travaux Marque-Page et Médiathèque	500 000	
	23	315	Archives Départementales	20 000	
			<i>Domaine Education - Autres bâtiments que collèges</i>		
	23	23	Travaux INSPE (Institut National Supérieur du Professorat et de l'Éducation)	75 000	
	23	28	Travaux Inspection Académique	100 000	
			Total investissement dépenses	3 255 000	
Fonctionnement					
			<i>Fonctionnement courant</i>		
	011	0202	Entretien des bâtiments	210 000	
	011	0202	Prestations du Services	12 000	
	011	0202	Frais de reprographie	12 000	
	011	50	Entretien bâtiment (hygiène)	10 000	
	011	32	Entretien bâtiment (surf)	2 000	
	011	621	Entretien bâtiment (voirie)	20 000	
	011	0202	Travaux pour le compte de tiers	20 000	
				286 000	



Section	Chapitre	Fonction	Intitulé	Crédits 2022	Revenus
			Energie Bois		
	011	93	Travaux exploitation, broyage, transport	14 000	
	011	93	Achat de matières	161 500	
	011	93	Entretien du matériel	4 500	
	011	93	Transport de containers	106 000	
	67	93	Titres annulés	1 000	
				287 000	
			Total fonctionnement dépenses	573 000	
	70	93	Produit de l'expérimentation (facturation consommation bois)		221 000
			Total fonctionnement recettes		221 000
			Total inscriptions budgétaires hors AP en dépenses	3 828 000	
			Total inscriptions budgétaires hors AP en recettes		221 000



DEPARTEMENT
DES LANDES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL en visio/audio conférence

Budget Primitif 2022

Réunion du 1^{er} avril 2022

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

Président : M. Xavier FORTINON

N° D 6 Objet : AMENDES DE POLICE

Conseillers départementaux en exercice : 30

Votants : 30

Présents physiquement :

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédât, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

Présents en visio/audio conférence :

M. Christophe Labruyère, Mme Sylvie Péducasse.

Absent : -

Résultat du Vote au scrutin public (Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 - articles 6 et 11 - et Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 - article 6 - telles que modifiées par la Loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021) :

POUR : 30 Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédât, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, M. Christophe Labruyère, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Sylvie Péducasse, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

**N° D 6****LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,**

VU les articles R 2334-10, R 2334-11 et R 2334-12 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le rapport de M. le Président du Conseil départemental ;

APRES PRESENTATION du rapport en Commission Aménagement du Territoire ;

APRES en avoir délibéré,

DECIDE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES :

considérant que :

- le montant de la dotation amendes de police 2020 à répartir en 2021 s'élevait à 917 577 € et a été entièrement consommé en 2021,
- le montant de la dotation 2021 à répartir en 2022 n'a pas encore été notifié par les services de l'État au Département des Landes,
- la somme versée à ce titre doit servir à financer des opérations destinées à améliorer la sécurité du réseau routier,
 - de reconduire les modalités d'attribution déterminées par les délibérations n° Eb 2 du 26 juin 2015 et n° Eb 2 du 26 mars 2018 afin de pouvoir répartir l'enveloppe annuelle attribuée en dotant dans la mesure du possible un maximum de collectivités, la subvention étant attribuée par arrêté préfectoral sur proposition du Département.
 - d'adopter ainsi le règlement départemental « Répartition du produit des amendes de police » tel que présenté en annexe, étant précisé que :
 - dans la liste des opérations pouvant être aidées figurent désormais les éléments suivants : « Réalisation, aménagement, rénovation et sécurisation d'itinéraires cyclables ou piétons » (ajout au CGCT conformément au Décret n° 2021-1291 du 4 octobre 2021 - art. 4),
 - la Commission Permanente a délégation pour l'attribution des subventions « amendes de police », à la fois pour les dossiers isolés et pour les dossiers globaux, ces attributions étant subordonnées à l'avis de la Commission de l'Aménagement du Territoire et le reliquat éventuel étant affecté à la collectivité recevant l'aide la plus faible.

Le Président,

Xavier FORTINON

**ANNEXE****RÉPARTITION DU PRODUIT DES AMENDES DE POLICE**

Article 1^{er} - Objet

Le produit du relèvement des amendes de police est réparti annuellement par le Département des Landes en vue de participer au financement des projets définis à l'article R 2334-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, à savoir :

1) – Pour les transports en commun :

- a) Aménagements et équipements améliorant la sécurité des usagers, l'accueil du public, l'accès aux réseaux, les liaisons entre réseaux et avec les autres modes de transport
- b) Aménagements de voirie, équipements destinés à une meilleure exploitation des réseaux
- c) Equipements assurant l'information des usagers, l'évaluation du trafic et le contrôle des titres de transport

2) – Pour la circulation routière :

- a) Etude et mise en œuvre de plans de circulation
- b) Création de parcs de stationnement
- c) Installation et développement de signaux lumineux et de la signalisation horizontale
- d) Aménagement de carrefours
- e) Différenciation du trafic
- f) Travaux commandés par les exigences de la sécurité routière
- g) Etudes et mise en œuvre de zones à circulation restreinte prévues à l'article L 2213-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales
- h) Réalisation, aménagement, rénovation et sécurisation d'itinéraires cyclables ou piétons.

Sont exclues de cette répartition les collectivités de 10 000 habitants et plus qui, conformément aux articles R 2334-10 et R 2334-11 du Code Général des Collectivités Territoriales, perçoivent directement la subvention au titre du produit des amendes de police via la Préfecture. Pour le Département des Landes, il s'agit des communes de :

- BISCARROSSE,
- CAPBRETON,
- DAX,
- MIMIZAN,
- MONT-DE-MARSAN,
- SAINT-PAUL-LÈS-DAX,

- SAINT-PIERRE-DU-MONT,
- SOUSTONS,
- TARNOS.

Article 2 – Modalités financières

2.1 – Projet isolé

Le montant subventionnable est égal au montant H.T. des travaux éligibles, conformément aux règles du CGCT, dans la limite d'un plafond de 45 000 €.

Le montant de subvention est égal à 30 % du montant subventionnable.

Le reliquat éventuel de la dotation annuelle amendes de police est affecté à la collectivité recevant l'aide la plus faible.

Toute collectivité bénéficiaire d'une subvention au titre de la répartition du produit des amendes de police ne pourra présenter une nouvelle demande avant 2 ans.

2.2 – Projet global

Les projets globaux, correspondant à des opérations d'aménagement urbain précédés d'une démarche globale sur l'ensemble de l'agglomération, seront examinés au cas par cas.

Article 3 – Composition du dossier

Le dossier doit comprendre :

- le programme du projet ou une notice décrivant les objectifs recherchés
- les plans et pièces graphiques nécessaires à la compréhension du projet
- une estimation des coûts
- un projet de montage financier

Article 4 – Dates de remise des dossiers

La date limite de réception des dossiers complets, pour attribution de la dotation année « n », est fixée au 30 avril « n ».

Tous les dossiers qui arriveront passé cette date et jusqu'au 31 décembre « n » feront l'objet d'un examen au titre de la dotation « n+1 ».

Article 5 – Décision attributive

La subvention est attribuée par arrêté préfectoral sur proposition de la Commission Permanente du Conseil départemental, après avis de la Commission de l'Aménagement du Territoire.

Article 6 – Modalités de versement

La subvention est versée par le Préfet, au vu d'une délibération de la collectivité Maître d'Ouvrage.

DEPARTEMENT
DES LANDES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL en visio/audio conférence

Budget Primitif 2022

Réunion du 31 mars 2022

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

Président : M. Xavier FORTINON

N° E 1 Objet : PRESERVER LES MILIEUX NATURELS, LA BIODIVERSITE ET LES PAYSAGES

Conseillers départementaux en exercice : 30

Votants : 30

(M. Olivier Martinez a donné pouvoir à Mme Monique Lubin)

(M. Julien Paris a donné pouvoir à Mme Patricia Beaumont)

Présents physiquement :

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédard, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo,
 Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière,
 Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie,
 M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety,
 M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet,
 M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, Mme Muriel Lagorce,
 Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin,
 Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue,
 M. Boris Vallaud.

Présents en visio/audio conférence :

M. Christophe Labruyère, Mme Sylvie Péducasse.

Absents : M. Olivier Martinez, M. Julien Paris.

Résultat du Vote au scrutin public (Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 - articles 6 et 11 - et Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 - article 6 - telles que modifiées par la Loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021) :

POUR : 30 Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédard, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo,
 Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière,
 Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie,
 M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety,
 M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet,
 M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, M. Christophe Labruyère,
 Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade,
 Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez (a donné procuration à Mme Monique Lubin),
 M. Julien Paris (a donné procuration à Mme Patricia Beaumont),
 Mme Sylvie Péducasse, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis,
 Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

N° E 1**LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,**

VU le rapport de M. le Président du Conseil départemental ;

CONSIDERANT le détail des inscriptions budgétaires telles que figurant en annexe I (annexe financière) ;

APRES PRESENTATION du rapport en Commission Environnement : transition écologique et énergétique ;

APRES en avoir délibéré,

DECIDE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES :**I – La mise en œuvre du Schéma départemental Nature 40 en faveur du patrimoine naturel :**

considérant la compétence « *Espaces Naturels Sensibles* » (ENS) de la Collectivité départementale, et ses interventions en matière de protection du patrimoine naturel des Landes,

considérant le premier schéma départemental des Espaces Naturels Sensibles adopté en 2009 (délibération n° F 3 du 6 novembre 2009), et fixant les axes d'intervention du Département,

considérant le Schéma Nature 40 adopté en 2018 (délibération de l'Assemblée départementale n° G 1 du 27 mars 2018) qui cadre l'action départementale selon trois axes stratégiques d'intervention à savoir :

- Axe 1 : Conforter un réseau de sites labellisés Nature 40 (acquisition et gestion de sites),
- Axe 2 : Compléter et valoriser la connaissance de la biodiversité landaise,
- Axe 3 : Partager / valoriser la connaissance par l'éducation et la sensibilisation,

- de prendre acte du bilan 2021 des actions menées dans le cadre des trois axes d'intervention susvisés du Schéma Nature 40 telles que détaillées en annexe II.

A - Conforter le réseau départemental des sites labellisés Nature 40 :**1°) Maîtrise foncière et gestion des sites Nature 40 :**

afin de poursuivre, en 2022, le soutien des acteurs du territoire (Communes, EPCI, associations et établissements publics), en matière d'acquisition foncière, de connaissance, de gestion et d'ouverture au public des milieux naturels, dès lors que le site est labellisé « *Nature 40* »,

- d'adopter le règlement départemental d'aides à la protection et la valorisation du patrimoine naturel landais joint en annexe III.



- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer les contrats et conventions d'usages, d'échanges de données, de partenariats et de délégation temporaire de maîtrise d'ouvrage concernant la gestion des sites Nature 40 départementaux et conventionnés et les activités qui s'y déroulent.

- de donner délégation à la Commission Permanente pour l'approbation de conventions-cadre à intervenir avec des partenaires du réseau Nature 40.

- de voter, au Budget Primitif 2022, une Autorisation de Programme 2022 n° 831 « *Subvention 2022* » d'un montant de 215 000 € (CP 2022 de 130 000 €) et une Autorisation de Programme 2022 n° 832 « *Acquisition et travaux 2022* » d'un montant de 100 000 € (CP 2022 de 35 000 €), le Crédit de Paiement 2022 global s'élevant, au titre de ces deux AP nouvelles et des AP antérieures, à 744 100 €

- d'inscrire, au Budget Primitif 2022, en fonctionnement :

- ✓ au titre du soutien aux associations et aux établissements publics/Communes en matière de gestion de sites Nature 40, un crédit global de 211 000 €
- ✓ au titre de l'entretien des sites Nature 40 départementaux, un crédit global de 80 900 €
- ✓ conformément à la clé de répartition statutaire pour les frais de fonctionnement et divers programmes d'investissement du Syndicat Mixte de Gestion des Milieux Naturels (soit pour le Département un taux de participation fixé à 65 %), un crédit de 700 000 €

étant entendu que la participation statutaire aux frais de fonctionnement du Syndicat sera versée au fur et à mesure des appels de fonds émanant de la structure et sur production des justificatifs afférents, la Commission Permanente ayant délégation pour arrêter le montant exact des participations aux divers programmes d'investissement sur présentation des dossiers correspondants,

- ✓ en recette, un montant d'aide prévisionnelle de l'Agence de l'eau Adour-Garonne de 50 000 €

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à solliciter, dans ce cadre, les aides de l'Agence de l'eau Adour-Garonne et à signer les conventions afférentes au titre des actions de gestion menées par le Département sur les zones humides notamment.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à solliciter le soutien financier de l'Europe, dans le cadre de la gestion des sites Nature 40, délégation lui étant donnée pour demander à l'Etat et à d'autres collectivités territoriales l'attribution de subventions (délibération de l'Assemblée départementale n° 5 du 1^{er} juillet 2021).

2°) Gestion partenariale dans le cadre d'un contrat « *Obligation Réelle Environnementale* » (ORE) :

vu l'article L 132-3 du code de l'Environnement qui précise qu'une Obligation Réelle Environnementale (ORE) consiste à faire naître, dans le cadre d'un contrat entre un particulier et une collectivité ou une personne morale de droit privé, des obligations réelles pour la gestion écologique de parcelles, d'une durée maximale de 99 ans,

considérant l'intérêt économique et écologique adaptée à la préservation des sites que constitue cet outil de gestion partenariale,



compte tenu des échanges en cours avec deux propriétaires privés (Commune de Luxey et de Cauneille),

- de déléguer à la Commission Permanente la validation des documents susvisés visant à conserver, gérer et restaurer des éléments de la biodiversité ou des fonctions écologiques.

3°) Participation du Département à l'élaboration de la Stratégie Régionale de la Biodiversité et de la Stratégie Nationale des Aires Protégées :

considérant l'élaboration en cours par la Région Nouvelle-Aquitaine, chef de file en matière de biodiversité depuis la Loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) de 2014, d'une stratégie régionale de la biodiversité basée sur une large concertation à laquelle le Département a été convié, cette stratégie s'inscrivant dans le cadre plus général de la feuille de route de la transition environnementale et climatique régionale Néoterra,

considérant l'engagement parallèlement par l'Etat d'un travail de définition de sa stratégie des aires protégées terrestres et marines avec pour objectif le classement de 30 % du territoire national en aire protégée pour la biodiversité, dont 10 % sous un régime de protection forte,

compte tenu de l'intégration d'ores et déjà d'une partie des sites Nature 40 dans ces objectifs, de la participation du Département aux groupes de travail mis en place par les services de l'Etat (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement - DREAL - et Direction Départementale des Territoires et de la Mer - DDTM -) et de la sollicitation à venir du Département sur tout ou partie des documents relatifs à la définition par l'Etat de sa stratégie des aires protégées courant 2022,

- d'acter la participation du Département au travail engagé par l'Etat dans le cadre de sa stratégie nationale.

- de déléguer à la Commission Permanente la validation de tout avis du Département sur les documents susvisés, ainsi que l'approbation de la convention territoriale de mise en œuvre de la Stratégie Régionale de la Biodiversité.

B - Compléter et valoriser la connaissance de la biodiversité landaise :

1°) Consolider la connaissance de la biodiversité landaise :

a) En Maîtrise d'ouvrage départementale :

conformément à l'axe 2 du Schéma Nature 40 qui consiste à compléter la politique de protection et valorisation de sites naturels par une meilleure connaissance du patrimoine naturel landais,

afin de pouvoir réaliser des études faunistiques, notamment un suivi des grandes mulettes du site Nature 40 de Saugnac-et-Cambran, du Chabot de l'Adour, espèce de la famille des poissons d'eau douce figurant dans le Top Nature 40 dont l'aire de présence devra être précisée dans le département, des Chauves-souris, ainsi qu'une étude de répartition du Faux Cresson de Thore (petite plante de la famille des ombellifères inféodée aux zones humides),

considérant le partenariat à intervenir dans ce cadre avec la Fédération Départementale pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique des Landes,

- d'inscrire, au Budget Primitif 2022, en dépenses de fonctionnement, un crédit de 60 000 €



- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer les documents afférents aux différentes études liées à la connaissance de la biodiversité landaise, dont la convention susvisée à intervenir avec la Fédération Départementale pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique des Landes.

b) Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne et autres opérateurs :

compte tenu du travail des différents partenaires du Département impliqués dans la mise en œuvre du Schéma Nature 40 (programmes d'acquisition de connaissances), en particulier du programme de connaissance des milieux naturels associés à la vallée de la Leyre réalisé par le Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne,

- d'inscrire, au Budget Primitif 2022, en dépenses de fonctionnement, un crédit de 35 000 €

la Commission Permanente ayant délégation pour attribuer les subventions afférentes au vu des dossiers présentés par les opérateurs (associations, établissements publics, ...) et pour approuver les programmes en matière de connaissance sur la biodiversité landaise.

c) Conservatoire Botanique National Sud-Atlantique (CBNSA) et Agence régionale de Biodiversité Nouvelle-Aquitaine :

considérant l'adhésion du Département au Syndicat Mixte du Conservatoire Botanique National Sud-Atlantique, établissement agréé en matière environnementale par l'Etat, qui a pour objectifs la connaissance et la sensibilisation du public à la conservation du patrimoine floristique rare ou menacé,

compte tenu de la création en septembre 2017 de l'Agence Régionale de la Biodiversité de Nouvelle-Aquitaine (ARB-NA), association Loi 1901 fondée par la Région Nouvelle-Aquitaine, qui résulte de la fusion, à compter du 1^{er} janvier 2018, de l'Agence Régionale pour la Biodiversité en Aquitaine (ARBA) et de l'Observatoire Régional de l'Environnement (ORE) de l'ancienne Région Poitou-Charentes,

compte tenu de la validation par l'Assemblée départementale (délibération n° G 1 du 9 avril 2019) de l'adhésion du Département à l'ARB-NA, en tant que membre associé, et de l'approbation de ses statuts, afin de bénéficier d'un rôle consultatif et participer à la co-construction du programme de l'ARB-NA, en matière en particulier de protection de l'eau et de la biodiversité en termes d'espaces et d'espèces,

- d'inscrire, au Budget Primitif 2022, en dépenses de fonctionnement, un crédit global de 41 100 €

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer tout document à intervenir dans ce cadre.

2°) Impulser et soutenir des actions spécifiques de préservation de la biodiversité :

a) Programme de résorption de points de collision avec la faune sauvage sur le réseau routier départemental :

considérant le programme pluriannuel engagé consistant, pour l'année 2022, à collecter des données de collisions routières avec la faune sauvage avec le double objectif d'amélioration de la sécurité des usagers et de participation à la préservation d'espèces animales en déclin (mammifères notamment),

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à accomplir toutes les démarches liées à cette opération en lien avec la préservation de la biodiversité.

b) Programme de préservation des lagunes du plateau landais :

compte tenu du 3^{ème} programme départemental en faveur des lagunes des Landes tel qu'approuvé en 2020 (délibération de l'Assemblée départementale n° G 1 du 20 février 2020),

afin de soutenir la dynamique engagée auprès des acteurs de la gestion forestière dans le but d'assurer la pérennisation des sites lagunaires,

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à solliciter, dans ce cadre, les aides de l'Agence de l'eau Adour-Garonne et à signer les conventions financières correspondantes à intervenir.

- d'inscrire, au Budget Primitif 2022 :

✓ en recette de fonctionnement un montant d'aide prévisionnelle de l'Agence de l'eau Adour-Garonne de 50 000 €

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer tout document afférent à intervenir et à accomplir les démarches nécessaires à la mise en œuvre du programme départemental en faveur des lagunes du plateau landais.

c) Assistance du Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) Seignanx et Adour pour la gestion des Barthes communales de l'Adour et actions de régulation des espèces nuisibles :

compte tenu de la nécessité :

- de continuer la lutte contre la prolifération de la jussie dans les Barthes de l'Adour en mettant en œuvre des solutions alternatives aux traitements chimiques,
- de mettre en œuvre des méthodes respectueuses de l'environnement en matière de régulation des espèces nuisibles,
- d'assurer la surveillance de la maladie de la flavescence dorée des cépages de vigne plantés le long des voies vertes de Chalosse et Marsan-Armagnac, conformément aux obligations réglementaires (arrêtés préfectoraux),

- de poursuivre le soutien au Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement Seignanx et Adour, à la Fédération des Groupements de Défense contre les Organismes Nuisibles (FDGDON) et à l'association des Lieutenants de Louvèterie.



- d'inscrire, au Budget Primitif 2022, en dépenses de fonctionnement, un crédit global de40 000 €

la Commission Permanente ayant délégation pour attribuer, au vu des dossiers présentés, les aides aux organismes susvisés.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer tout document à intervenir dans ce cadre.

C - Partager la connaissance par l'éducation et la sensibilisation :

considérant l'accent mis dans le Schéma Nature 40 sur les actions de sensibilisation et d'éducation à l'environnement, la connaissance acquise sur les milieux et espèces devant être mise à la disposition du plus grand nombre, dont les enfants,

afin de poursuivre les actions autour de l'exposition « *Adour, d'eau et d'hommes* » proposée par les Archives départementales, de l'appel à projets diffusé auprès des collèges landais, du partenariat avec les Syndicats de Bassins versants de l'Adour et la Fédération départementale des chasseurs des Landes, de la découverte du fleuve par les collégiens, lesquels sont invités à produire des récits imaginaires sur les origines de l'Adour,

- d'inscrire, au Budget Primitif 2022, en dépenses de fonctionnement, le crédit correspondant, de 5 000 €

II – L'actualisation de l'Atlas des Paysages des Landes :

considérant la démarche engagée en juin 2020, en maîtrise d'ouvrage départementale, d'actualisation de l'Atlas des Paysages des Landes, la première édition datant de 2004, afin de permettre d'optimiser cet outil de connaissance et d'aide à la décision, de sensibiliser les élus et citoyens à la prise en compte des enjeux paysagers dans le cadre de l'aménagement du territoire,

- d'inscrire, au Budget Primitif 2022, en dépenses de fonctionnement, le crédit correspondant de 75 720 €

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer tout document à intervenir dans ce cadre.

III – La mise en œuvre de la séquence Eviter-Réduire-Compenser :

considérant que :

- par convention de délégation de maîtrise d'ouvrage, l'Etat (DIR - Direction Interdépartementale des Routes - Atlantique) a confié au Département la mise en œuvre du programme pluriannuel 2014-2028 des mesures compensatoires de la vallée du Brousseau (située sur la Commune d'Aire-sur-l'Adour), dont il est responsable suite à la réalisation de la déviation de l'A 65 (délibération de l'Assemblée départementale du 8 novembre 2013),
- par convention de délégation de maîtrise d'ouvrage signée en 2019, l'Etat a confié au Département la mise en œuvre du programme pluriannuel 2020-2028 de ces mesures compensatoires (délibération n° 6 de la Commission permanente du 14 juin 2019),



- pour l'année 2022, des mesures compensatoires environnementales, en cours de mise en œuvre sur le territoire, seront poursuivies à savoir les mesures compensatoires liées au contournement Est de Dax avec le renouvellement des conventions, une indemnisation des propriétaires privés ainsi que l'aménagement des dernières parcelles acquises qui consistera en un reboisement et la création de mares, l'évaluation de l'efficacité des mesures compensatoires mises en œuvre à la suite de la réhabilitation du pont Saint-Jean à Saubusse, la mise en place de mesures compensatoires en faveur de la biodiversité dans le cadre du dossier de reconstruction du pont de Sorde-l'Abbaye,
- de prendre acte de la mise en œuvre, en 2022, des mesures compensatoires susvisées et de l'engagement du Département, pour le compte de l'Etat, dans la mise en œuvre du plan de gestion du site compensatoire de la vallée du Brousseau, sur la commune d'Aire-sur-l'Adour, dans le cadre de la compensation liée à la déviation de l'A65.
- d'inscrire, au Budget Primitif 2022, en section de fonctionnement :
 - ✓ en dépense, pour l'indemnisation des propriétaires privés, un crédit de 2 000 €
 - ✓ en recette, un montant provenant de l'Etat de 11 300 €
- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer les documents à intervenir dans ce cadre.

IV – La reconquête des friches agricoles et forestières :

considérant l'obligation pour la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) de procéder, tous les cinq ans, au recensement des friches (Loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt),

considérant que le Département des Landes a accompagné depuis 2016 ce recensement, effectué sous la responsabilité de la DDTM (Direction Départementale des Territoires et de la Mer) des Landes, qui a permis d'identifier un potentiel de surface de 55 000 ha environ, soit 6 % de la superficie globale du département des Landes,

considérant qu'il est convenu par la CDPENAF d'effectuer un travail expérimental de qualification des enjeux à l'échelle des deux territoires pilotes que sont la Communauté de Communes Maremne Adour Côte-Sud et l'Agglomération du Grand Dax,

- d'engager, en 2022, suite à une concertation et coordination à l'échelle des deux EPCI susvisés, un plan expérimental de valorisation des friches, qui sera basé sur l'information et l'accompagnement des propriétaires, étant précisé que cette démarche est menée conjointement par la Direction de l'Environnement et le Pôle Agriculture et Forêt du Département.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à accomplir toutes les démarches afférentes.

*

* *



- d'adopter le tableau récapitulatif de l'ensemble des Autorisations de Programme et des inscriptions budgétaires tel que présenté en annexe I (annexe financière).

Le Président,

Xavier FORTINON



Commission "Environnement : transition écologique et énergétique" ANNEXE I
- DELIBERATION "PRESERVER LES MILIEUX NATURELS LES PAYSAGES ET LA BIODIVERSITE"
RECAPITULATIF DES INSCRIPTIONS BUDGETAIRES - BP 2022

I - AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° de l'A.P.	INTITULE	CHAPITRE	FONCTION	AUTORISATIONS DE PROGRAMME					CREDITS DE PAIEMENT **		
				AP ANTERIEURES ACTUALISEES (DM2 2021)	CP réalisés années antérieures	Ajustements BP 2022 - AP antérieures	Nouveau Montant AP au BP 2022 - AP antérieures et nouvelles	SOLDE AP AU 1 ^{ER} JANVIER 2022	CP ouverts au titre de 2022	CP ouverts au titre de 2023	CP ouverts au titre de 2024
				(a)	(b)	(d)	(e)=(a)+(d)	(h)	* (h) = somme des CP 2022 à 2024		
625	ENS SUBVENTIONS 2018	204	738	27 137,30	18 137,30	0,00	27 137,30	9 000,00	9 000,00	0,00	0,00
664	ENS SUBVENTIONS 2019			100 000,00	19 310,64	-80 689,36	19 310,64	0,00	0,00	0,00	0,00
717	ENS SUBVENTIONS 2020			100 000,00	58 840,45	0,00	100 000,00	41 159,55	7 600,00	33 559,55	0,00
571	ENS TRAVAUX 2017	20 et 23		600 000,00	13 351,84	0,00	600 000,00	586 648,16	300 000,00	286 648,16	0,00
718	ENS TRAVAUX 2020	21 et 23		50 000,00	45 357,00	-4 643,00	45 357,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	ACQUISITIONS SITES NATURE 40	21		520 000,00	25 457,73	-494 542,27	25 457,73	0,00	0,00	0,00	0,00
781	ENS SUBVENTIONS 2021	204		165 000,00	10 590,15	0,00	165 000,00	154 409,85	35 000,00	119 409,85	0,00
782	ACQUISITIONS SITES NATURE 40	21		200 000,00	0,00	0,00	200 000,00	200 000,00	175 000,00	25 000,00	0,00
783	ENS TRAVAUX 2021	21 et 23		60 000,00	6 836,95	0,00	60 000,00	53 163,05	45 000,00	8 163,05	0,00
804	ENS SUBVENTIONS ACQUISITIONS 2021	204		350 000,00	204 436,25	0,00	350 000,00	145 563,75	7 500,00	138 063,75	0,00
831	ENS SUBVENTIONS						215 000,00	215 000,00	130 000,00	85 000,00	0,00
832	ENS ACQUISITIONS ET TRAVAUX			21 et 23				100 000,00	100 000,00	35 000,00	65 000,00
TOTAL				2 172 137,30	402 318,31	-579 874,63	1 907 262,67	1 504 944,36	744 100,00	760 844,36	0,00

AP soldee
AP nouvelle



II - INSCRIPTIONS BUDGETAIRES HORS AP ET FONCTIONNEMENT

SECTION	CHAPITRE	FONCTION	INTITULE	Crédits 2022	
<u>FONCTIONNEMENT</u>	65	738	Subventions associations, Cnes et EPCI pour la gestion des sites ENS	211 000	
	011		Gestion des sites départementaux ENS	80 900	
	65		Participation départementale au SM de Gestion des Milieux Naturels	700 000	
	011		Frais d'études pour la consolidation des connaissances	60 000	
	65		Subventions Ets Public pour acquisition connaissance	35 000	
	011		Cotisation Agence Régionale Biodiversité	100	
	65		Participation statutaire au Conservatoire Botanique National	41 000	
			Sous-total cotisation et adhésion	41 100	
	65		Subventions associations	40 000	
	011		Matériel pour animations ENS	5 000	
			Actualisation Atlas des Paysages	75 720	
	65		Indemnités pour propriétaires Déviation Dax	2 000	
TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT				1 250 720	
TOTAL GENERAL DEPENSES				1 994 820	
<u>RECETTES FONCTIONNEMENT</u>	74	738	Participation de l'Agence de l'Eau programme lagunes	50 000	
			Participation de l'Agence de l'Eau pour la gestion des sites ENS	50 000	
			Participation Etat aux dépenses pour mesures compensatoires	11 300	
			TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT		111 300
TOTAL GENERAL RECETTES				111 300	

Annexe II

Schéma Nature 40

Bilan 2021

Dans la continuité du 1^{er} Schéma départemental des Espaces Naturels Sensibles qui avait été adopté en 2009 et avait fait l'objet d'une évaluation en concertation avec les partenaires, l'Assemblée départementale a adopté, par délibération n° G 1 du 27 mars 2018, le Schéma Nature 40 établi pour la période 2018-2027. Celui-ci expose une feuille de route départementale reposant sur trois axes d'intervention en matière d'acquisition et gestion de sites, d'acquisitions de connaissances sur la biodiversité landaise et de valorisation des enjeux de protection du patrimoine naturel auprès du public.

Ce document présente le bilan de ces trois axes pour l'année 2021.

Axe 1 : Conforter un réseau de sites labellisés Nature 40

Cet axe concerne l'acquisition foncière et la gestion des sites départementaux et des sites partenaires, dont les programmes de gestion pluriannuels (objectifs, inventaires, travaux d'entretien et/ou aménagements, animations,...) doivent être établis chaque année en concertation au sein de comités de sites dédiés.

Le soutien aux partenaires du Schéma est encadré par le règlement départemental en faveur de la préservation et de la valorisation du patrimoine naturel landais.

1°) Les Zones de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles (ZPENS)

Outil foncier spécifique, la Zone de Préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles (ZPENS) permet au Département d'acquérir des milieux naturels en vue de leur préservation et/ou de leur ouverture au public. Ce droit de préemption peut être délégué au Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres, à une Commune, à un établissement public chargé d'un Parc Naturel Régional, à l'Etat ou à un établissement public foncier.

Dans les Landes, 23 ZPENS représentent un total d'environ 6076 ha.

L'année 2021 a vu la création de la ZPENS de la Vallée de la Gourgue à Sanguinet sur une superficie de 736 ha.



La zone de préemption de la vallée de la Gourgue sur la Commune de Sanguinet permet une veille foncière sur des milieux sensibles : la ripisylve et les bords d'étang.

17 Déclarations d'Intention d'Aliéner (DIA) sont intervenues au cours de l'année 2021 dont 2 ont permis l'acquisition par le Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres de 14ha32ca sur la Commune de Sainte-Eulalie-en-Born.

2°) Le réseau de sites Nature 40

A la fin 2021, le réseau Nature 40 compte 92 sites labélisés Nature 40 et gérés par le Département et/ou ses partenaires (collectivités locales ou des associations avec l'appui technique et financier du Département), pour une superficie totale de 8 696 ha.

a) Les sites départementaux

A la fin 2021, le Département est propriétaire de 3 040 hectares sur 24 sites, dont 2 663 ha pour le seul site d'Arjuzanx et 377 hectares répartis sur des sites différents et types de milieux variés (forêts galeries de la Leyre et de la Palue, coteaux du Tursan, dunes littorales et abords des étangs du Marensin et du Marsan).

Deux nouveaux plans de gestion ont été validés : celui du site de l'Etang de la Gaube sur le Domaine d'Ognoas et celui de la Forêt de Maumesson dans le Tursan.



Le site de l'Etang de la Gaube sur le Domaine d'Ognoas fait l'objet d'un plan de gestion écologique

En 2021, la situation sanitaire n'a pas permis de réunir les comités de sites comme il était prévu de le faire.

b) Les sites subventionnés

Au cours de l'année 2021, le règlement départemental a permis d'attribuer près de 1,2 million d'euros aux partenaires du réseau Nature 40 soit 700 000 € au Syndicat Mixte de Gestion des Milieux Naturels, 114 000 € aux associations gestionnaires de sites, 120 000 € à des Communes et EPCI et plus de 240 000 € au Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres pour l'achat du Centre Hélios Marin de Labenne.



L'ancien Centre Hélios Marin de Labenne, acquis par le Conservatoire du Littoral, sera déconstruit pour permettre la renaturation du site

3) La commission Nature 40

Afin de renforcer la gouvernance du Schéma, aux côtés des comités propres à chaque site, le Département a souhaité créer la Commission Nature 40, instance départementale consultative, qui regroupe collectivités, associations et experts pouvant se prononcer sur l'opportunité de la labellisation de sites et les orientations de gestion. Elle se réunira pour la première fois au premier semestre 2022 pour se prononcer sur la labellisation de plusieurs sites et amorcer le travail de concertation sur la stratégie départementale en faveur du patrimoine naturel.

Quelques chiffres : fin 2021 : 92 sites labellisés Nature 40 (8 696 ha) répartis sur 97 communes des Landes

- 3 040 ha sont propriétés du Département dont la quasi-totalité sont couverts par un plan de gestion. En 2021, les plans de gestion de la Tourbière de l'Etang de la Gaube et de la Forêt de Maumesson ont été validés.
- 1 248 000 € (hors frais de personnel) dépensés en 2021 au profit de l'axe 1 du Schéma Nature 40.

Axe 2 : Compléter et valoriser la connaissance de la biodiversité landaise

1) Connaissance des espèces

Le travail de bio-évaluation réalisé durant la période du 1er Schéma 2009-2017 a permis de déterminer une liste de 61 espèces pour la conservation desquelles le territoire landais porte une importante responsabilité. Ces espèces constituent le « Top Nature 40 », pour lequel le schéma prévoit des programmes d'acquisition de connaissance approfondie (écologie, répartition...), en collaboration avec les partenaires experts (observatoires régionaux, universités, associations, bureaux d'études...).

Ainsi, en 2021, une étude a été menée sur le Fadet des Laïches, en partenariat avec le Conservatoire des Espaces Naturels de Nouvelle-Aquitaine. Ce travail a permis de confirmer la présence de cette espèce dans plusieurs sites du sud du département. De plus, la poursuite de l'étude des colonies landaises de Grande mulette (*Pseudunio auricularius*), moule d'eau douce très rare, a été réalisée. Elle a concerné une station située sur le Luy où les individus ont été identifiés à l'aide d'une puce électronique dans l'objectif de réaliser des suivis de populations au cours des années à venir.

*La Grande Mulette*

2) Programmes spécifiques

a°) Le programme en faveur de la préservation des lagunes du plateau landais

Le 3^{ème} programme de préservation des lagunes 2020-2025 validé au Budget Primitif 2020 (délibération de l'Assemblée départementale n° G 1 du 20 février 2020) a été présenté à l'Agence de l'eau Adour-Garonne, principal partenaire technique et financier, ainsi qu'à l'ensemble des partenaires techniques. Désormais, 80 lagunes et 10 zones humides sont inscrites dans un processus de restauration et de suivi. 94 hectares appartenant à 37 propriétaires différents bénéficient de l'expertise technique du service Patrimoine Naturel et des actions de sensibilisation proposées dans ce cadre.

*Lagune communale de Moulins*

b°) Le programme de lutte contre la jussie dans les barthes communales

Depuis de nombreuses années, le Département accompagne le Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement (CPIE) du Seignanx dans la mise en œuvre de mesures expérimentales de lutte contre la jussie dans les barthes communales. En 2021, le CPIE a été chargé d'élaborer un plan de gestion commun à huit Communes pour une gestion concertée des barthes de l'Adour. Le Département a soutenu l'élaboration et la mise en œuvre de ce plan de gestion.

c°) Le partenariat avec le Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne

Le Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne porte un programme d'action en faveur de la biodiversité. Ce programme qui comprend un volet relatif à l'acquisition de connaissances, au suivi de sites naturels, à la sensibilisation des Communes et du grand public, a fait l'objet d'un partenariat technique et d'un soutien financier à hauteur de 23 000 €.

Axe 3 : Partager la connaissance par l'éducation et la sensibilisation

1) Les animations

Malgré la crise sanitaire qui a fortement perturbé et compliqué toutes les actions de sensibilisation et d'accueil du public en 2021, il a été possible de maintenir une partie d'entre-elles.

a°) Le programme d'animations scolaires

Comme chaque année depuis maintenant 8 ans, le programme d'animations scolaires a été envoyé à toutes les écoles et collèges du département en septembre. Il propose un choix de neuf animations en lien avec le programme scolaire mettant ainsi en valeur des sites Nature 40.

Malgré le contexte sanitaire et quelques annulations, 85 classes comptant 2 400 élèves venant de 41 établissements différents ont pu rencontrer les techniciens naturalistes du Département en classe et sur le terrain lors du premier semestre 2021. Toutes ces animations sont gratuites.

(<https://www.xlandes-info.fr/videos/video/a-la-chasse-aux-libellules>).



A noter que les partenaires gestionnaires de sites (Conservatoire d'Espaces Naturels Nouvelle-Aquitaine (CEN NA), Réserves, ...) ont également accueilli des classes pour les sensibiliser à la biodiversité. Ainsi, 79 classes et 2 350 élèves ont pu découvrir d'autres sites Nature 40.

Pour le programme 2021-2022, ce sont 115 classes provenant de 42 établissements qui sont déjà inscrites au programme. Les animations seront réalisées entre février et juillet 2022.

b°) Les appels à projets pour les collèges

Depuis 2015, des appels à projets sont proposés aux collégiens du département sur des thèmes leur permettant de créer une œuvre collective sur un sujet mêlant création artistique et biodiversité. Pendant trois ans, les contributions des élèves ont permis la rédaction de recueils de contes sur les lagunes.



Les trois années suivantes, ils ont été invités à rédiger des carnets de voyage d'une grue cendrée en migration. Pour cela, ils ont été accueillis sur des sites d'hivernage pour les observer, accompagnés par un naturaliste (du Département et/ou de structures partenaires) qu'ils avaient déjà rencontré au cours d'une séance en classe. Leur production a été guidée par un artiste professionnel. L'année scolaire 2020-2021 a été celle du troisième et dernier tome de la série. Il réunit les travaux de 7 classes venant de 3 collèges ce qui représente 182 élèves. Pour cette dernière année sur ce thème, 3 retraités landais

ont également participé. Les déplacements ainsi que l'accompagnement par les artistes sont entièrement financés par le Département.



A la rentrée 2021, l'appel à projet a été lancé sur un nouveau thème : l'Adour. Cet automne, 5 collèges ont engagé 8 classes (146 élèves) pour écrire et inventer un conte merveilleux sur les origines de l'Adour. Pour cela, ils ont pu être accueillis par des techniciens naturalistes (Département, syndicat de rivière et Fédération Départementale des Chasseurs (FDC) des Landes) sur des sites Nature 40 de l'Adour. Ce premier volet des cahiers de l'Adour sera finalisé en 2022.

c°) Les animations pour le grand public

Afin de contribuer à l'attractivité touristique du département tout en s'adaptant à la crise sanitaire, le service Patrimoine Naturel de la Direction de l'Environnement a également proposé un programme estival d'animations nature en juillet et août. Il s'est agi de faire découvrir aux touristes et locaux quelques-uns des sites Nature 40. Au total, 25 animations ont été organisées sur le réseau de sites Nature 40.

Les sorties nature du Département - Juillet 2021

Le Département protège le patrimoine naturel local et sous le fait des Landes. Cet été, en compagnie de naturalistes, vous proposons un programme de sorties gratuites, sportives ou familiales, généralistes ou thématiques sur la nature ou à l'extérieur des terres, il y en a pour tous les goûts !

6 juillet

Le Sen

Sortie à VTT - la lagune de Néouze
Rives de la Vire à 177 m d'altitude et à l'ouest du lac de Néouze. Parcours de découverte de la lagune de Néouze. Départ à 9h. Durée : 2h. Tarif : 20 € par personne. Sur réservation : 05 59 08 11 52 / 05 59 08 11 53

8 juillet

Aureilhan

Randonnée naturaliste
A la découverte de l'étang d'Aureilhan. Vers le lac de l'étang d'Aureilhan. Parcours de découverte de la nature. Départ à 9h. Durée : 2h. Tarif : 20 € par personne. Sur réservation : 05 59 08 11 52 / 05 59 08 11 53

En cas de mauvais temps, les animations seront annulées.

- Prévoir un matériel (sac à dos, chaussures, etc.)
- S'inscrire au minimum 10 jours avant le départ.
- Prévoir de quoi boire et manger éventuellement, ne pas oublier son matériel (sac à dos, chaussures, etc.)
- Tout public (à partir de 10 ans)
- Les places seront limitées en fonction des participants et de la situation sanitaire.

Le Département des Landes
Direction de l'Environnement
23 rue Victor Hugo - 40000 Mont-de-Marsan cedex
Tel : 05 59 08 11 52 - 05 59 08 11 53
landes@landes.fr
landes.fr

A noter également que les partenaires gestionnaires de sites (CEN NA, Réserves, Commune, Associations, FDC des Landes...) ont réalisé des animations grand public pour les sensibiliser et leur faire découvrir le patrimoine naturel landais. Ainsi, 371 animations ont été proposées et 4 890 personnes ont pu découvrir d'autres sites Nature 40.

Activités Art et Nature
Samedi 25 septembre 2021 - Maison du site d'Arjuzanx

Assises Régionales de la Biodiversité

Dans le cadre des deuxièmes Assises régionales de la biodiversité organisées par l'Agence régionale de la biodiversité de Nouvelle-Aquitaine, la Région de Nouvelle-Aquitaine et le Département des Landes vous accueillent pour découvrir le patrimoine naturel à travers la pratique artistique.

Des activités de sensibilisation

- 10h30 - 11h30** : Ateliers de sensibilisation au patrimoine naturel (à la demande des participants)
- 11h30 - 12h30** : Exposition de photographies de la biodiversité (à la demande des participants)
- 12h30 - 13h30** : Ateliers de sensibilisation au patrimoine naturel (à la demande des participants)
- 13h30 - 14h30** : Ateliers de sensibilisation au patrimoine naturel (à la demande des participants)
- 14h30 - 15h30** : Ateliers de sensibilisation au patrimoine naturel (à la demande des participants)
- 15h30 - 16h30** : Ateliers de sensibilisation au patrimoine naturel (à la demande des participants)
- 16h30 - 17h30** : Ateliers de sensibilisation au patrimoine naturel (à la demande des participants)
- 17h30 - 18h30** : Ateliers de sensibilisation au patrimoine naturel (à la demande des participants)

Des activités sur rendez-vous

- 10h30 - 11h30** : Ateliers de sensibilisation au patrimoine naturel (à la demande des participants)
- 11h30 - 12h30** : Exposition de photographies de la biodiversité (à la demande des participants)
- 12h30 - 13h30** : Ateliers de sensibilisation au patrimoine naturel (à la demande des participants)
- 13h30 - 14h30** : Ateliers de sensibilisation au patrimoine naturel (à la demande des participants)
- 14h30 - 15h30** : Ateliers de sensibilisation au patrimoine naturel (à la demande des participants)
- 15h30 - 16h30** : Ateliers de sensibilisation au patrimoine naturel (à la demande des participants)
- 16h30 - 17h30** : Ateliers de sensibilisation au patrimoine naturel (à la demande des participants)
- 17h30 - 18h30** : Ateliers de sensibilisation au patrimoine naturel (à la demande des participants)

Illustration à la maison du site d'Arjuzanx - 05 59 08 11 52
Pas d'entrée obligatoire - uniquement pour les artistes et artistes

Le 25 septembre 2021, une journée a été organisée sur le site d'Arjuzanx dans le cadre des 2^{èmes} Assises Régionales de la Biodiversité. Le thème proposé « Art et nature » a donné une occasion de mettre en valeur une partie du travail réalisé dans les projets pédagogiques.

Au cours de la journée, la participation a été estimée à une centaine de personnes. De passage ou déplacées pour l'occasion, toutes semblaient satisfaites et intéressées par la diversité des ateliers proposés.

2) Les actions de communication

L'évaluation du premier Schéma avait montré la nécessité de développer le volet communication. Celui-ci fait donc l'objet d'une ambition importante dans le Schéma Nature 40 2018-2027. Ainsi, dans la continuité du travail de sensibilisation du grand public engagé en 2019, un programme de communication a été déployé notamment sur le site

XLandes-infos et les réseaux sociaux. Il vise à :

- valoriser les sites Nature 40 et les actions engagées : un portfolio sur le Courant de Sainte-Eulalie-en-Born, un article « sur le vif - dans vallée de la Petite Leyre » mêlant des vidéos prises lors des missions des techniciens-naturalistes à des informations générales, une vidéo présentant un chantier de restauration de la lagune communale du Hournau ;



- faire connaître les espèces patrimoniales et les actions engagées pour les préserver : deux articles sur la Grande mulette et le Fadet des Laiches, une vidéo sur le suivi du Brochet aquitain, un article « sur le vif – le campagnol amphibie », deux plaquettes de la collection *Nature 40* sur le Campagnol amphibie et le Mouron à feuilles charnues ;
- faire connaître les milieux naturels landais : un portfolio sur les tourbières et landes tourbeuses ;
- valoriser les actions de sensibilisation du public : une vidéo sur le programme d'animations scolaires, un article sur le programme pédagogique destiné aux collégiens « carnet de voyage d'une grue cendrée ».



Annexe III

REGLEMENT DEPARTEMENTAL D'AIDES A LA PROTECTION ET LA VALORISATION DU PATRIMOINE NATUREL LANDAIS

Préambule :

La Loi du 18 juillet 1985 complétée depuis par différents textes (article L 113-8 du Code de l'Urbanisme) stipule que :

« Le Département est compétent pour élaborer et mettre en œuvre une politique de protection, de gestion et d'ouverture au public des Espaces Naturels Sensibles, boisés ou non, destinée à préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs naturels d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels (...) ».

Pour atteindre cet objectif, le Département dispose de deux moyens :

- un outil juridique qui lui donne la compétence de créer des Zones de Prémption au titre des Espaces Naturels Sensibles (ZPENS) ;
- un outil financier, avec la possibilité d'instituer la Taxe d'Aménagement, perçue sur les permis de construire et d'aménager et qui permet de financer des actions qui, en quelque sorte, « compensent » les consommations d'espaces liées à l'urbanisation.

Cette compétence « ENS » place le Département, non seulement comme un acteur clé de la politique de protection du patrimoine naturel, tant par son rôle direct que par ses contributions à des politiques menées par d'autres acteurs, mais aussi comme un des acteurs majeurs de la politique d'aménagement et de développement durable du territoire départemental.

Dans la continuité des politiques engagées depuis plus de 20 ans, l'Assemblée départementale a adopté, le 27 mars 2018, le Schéma Nature 40 qui vise à :

- conforter un réseau de sites gérés pour la préservation des habitats naturels et des espèces, et ouverts au public, sauf exception justifiée par la fragilité du milieu naturel ;
- compléter et valoriser la connaissance de la biodiversité landaise ;
- partager la connaissance par l'éducation et la sensibilisation.

La politique départementale Nature 40 est mise en œuvre directement par les agents du Service Patrimoine Naturel du Département et par le biais de ce règlement d'aides qui correspond à l'axe 1 du Schéma. Il comporte les cinq titres suivants :

- zones de préemption au titre des Espaces Naturels Sensibles,
- acquisitions foncières,
- acquisition de connaissances et définition de projets,
- travaux d'aménagement et de restauration écologique,
- gestion et entretien des sites.

Conditions générales d'application du règlement :

Article 1 – Recevabilité des demandes de subvention

Pour être recevable, le dossier sollicitant l'aide du Département devra être déposé avant tout commencement d'opération et comporter l'ensemble des pièces indiquées ci-après dans les articles afférents. Une autorisation de démarrage anticipé des actions devra être sollicitée préalablement à la décision d'attribution de subvention et sa délivrance ne présagera en rien de l'issue qui sera donnée à la demande de subvention.

Article 2 – Modalités et conditions d'attribution de la subvention

La demande de subvention sera soumise aux fins de décision attributive à la Commission Permanente. Celle-ci est également compétente pour délibérer sur les termes des conventions cadres à intervenir dans le cadre de la mise en œuvre du présent règlement.

La labélisation des sites, ouvrant droit à déposer une demande de subvention, ainsi que la création ou la modification de Zones de préemption, seront examinées dans le cadre partenarial de la Commission Nature 40 dont la composition a été approuvée par l'Assemblée départementale le 5 novembre 2018.

Les demandes de subventions seront instruites par le Service Patrimoine Naturel de la Direction de l'Environnement avant d'être soumises aux décisions de la Commission Permanente du Département.

Dans l'hypothèse où l'opération n'aurait pas fait l'objet d'un commencement d'exécution dans un délai de 2 ans à compter de la date de l'arrêté attributif, un arrêté annulant la subvention sera pris après information de la Commission Permanente.

Article 3 - Modalités de versement de la subvention

Le versement de la subvention interviendra au prorata des dépenses effectivement réalisées (à l'exception des dépenses éligibles au titre du titre II du présent règlement) selon les modalités et sur production des pièces justificatives figurant dans l'arrêté ou la convention d'attribution.

Le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire de fournir une copie des justificatifs d'engagement des autres partenaires financiers figurant sur le plan de financement définitif.

Article 4 – Comités de site

Pour chaque site Nature 40 bénéficiant de la participation du Département, un comité de site se réunissant au moins une fois par an doit être mis en place. Il a pour objectif de se prononcer annuellement sur l'ensemble des travaux réalisés précédemment et sur le programme de travail à venir.

Ce comité de site se réunit sur convocation du gestionnaire du site et regroupe :

A minima :

- le gestionnaire,
- les propriétaires du site,
- le(s) conseiller(s) départemental (aux) du (des) canton(s) concerné(s) ou un(e) représentant(e) du Président du Conseil départemental,
- un représentant désigné par chaque Conseil Municipal concerné,
- le service Patrimoine Naturel du Département des Landes,
- un représentant de chaque structure financeur du site,
- un représentant de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (Service Nature et/ou Service Police de l'Eau) (si concernés),
- un représentant désigné par la Fédération Départementale des Chasseurs des Landes
- un représentant désigné par chaque Association Communale de Chasse Agréée,

Selon le contexte :

- un représentant désigné par chaque Communauté de Communes,
- un représentant désigné par chaque Association Agréée pour la Pêche et la Protection des Milieux Aquatiques locale et/ou leur fédération,
- un représentant de l'opérateur ou animateur du site Natura 2000,
- un représentant des usagers du site,
- l'Office National des Forêts,
- un représentant désigné par les Associations Syndicales Autorisées utilisant le site.

Titre I – Zones de Prémption au titre des Espaces Naturels Sensibles

Article 5 : Définition

L'article L215-1 du Code de l'Urbanisme permet au Département de définir des Zones de Prémption au titre des Espaces Naturels Sensibles. La ZPENS est un outil foncier au même titre que le droit de prémption urbain, permettant une veille du marché foncier dans les espaces naturels et pouvant être complémentaire d'une négociation foncière amiable.

Article 6 : Modalités de création (ou de modification)

La ZPENS est créée ou modifiée par le Département à la suite d'une délibération motivée de l'Assemblée départementale, après accord de la Commune concernée (délibération du Conseil municipal), si celle-ci est dotée d'un document d'urbanisme opposable aux tiers, ou de l'EPCI compétent pour l'élaboration des documents d'urbanisme.

En l'absence de document d'urbanisme et dans le cas du désaccord de la Commune, la ZPENS ne peut être créée par le Département qu'après accord du Préfet du Département.

Le projet de création de la ZPENS est soumis par le Département à l'avis des organisations professionnelles agricoles et forestières (article L215-3 du Code de l'Urbanisme).

Suite à l'arrêté de création, celui-ci doit être affiché un mois en mairie et faire l'objet d'une mesure de publicité dans deux journaux et dans le Bulletin Officiel du Département (ou, à défaut, affiché au siège du Département). La création de la ZPENS est effective à la date de la dernière des parutions.

La ZPENS n'est ni un zonage réglementaire, ni une servitude d'utilité publique.

Article 7 : Exercice du droit de prémption

A l'intérieur de cette zone, le Département bénéficie du droit de prémption, qu'il peut exercer lui-même ou bien déléguer notamment à l'Etat, au Conservatoire du Littoral (dans son territoire de compétence), à une Commune, à un parc naturel régional... en précisant le champ territorial de sa délégation et motivant sa décision.

Titre II – Acquisitions foncières

Article 8 - Soutien à l'acquisition foncière

Dans le cadre de la constitution du réseau départemental des sites Nature 40, le Département n'a pas vocation à se porter systématiquement acquéreur des milieux naturels remarquables. Il pourra soutenir financièrement l'acquisition de sites naturels par les Communes et les EPCI porteurs de projets lorsque la valeur patrimoniale le justifie.

Si l'acquisition et l'aménagement de bâtiments sont possibles, elles doivent rester une exception qui ne peuvent être envisagées que si le bâtiment est inclus dans un site qui satisfait aux critères d'éligibilité et que son acquisition est nécessaire pour disposer d'une assiette foncière cohérente avec l'entité écologique.

Le bâtiment peut être acquis dans le but d'être démoli afin de restaurer le site ou réutilisé pour accueillir le public dans un but pédagogique en lien exclusif avec le milieu naturel environnant.

Compte tenu de l'encadrement strict de l'utilisation de la Taxe d'Aménagement, si le bénéficiaire d'une subvention versée au titre du Schéma Nature 40 ne respecte pas la vocation naturelle du site ou refuse son ouverture au public pour des raisons autres que des contraintes écologiques (ou de sécurité), il pourra lui être demandé le remboursement de la subvention.

Article 9 - Bénéficiaires

Sont susceptibles de bénéficier de l'aide du Département :

- les Communes,
- les EPCI,
- le Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres.

Article 10 - Dépenses éligibles

Sont concernées les acquisitions de milieux naturels satisfaisant aux critères d'éligibilité des sites Nature 40 (analyse réalisée par les services du Département) et réalisées dans le cadre :

- de l'exercice du droit de préemption,
- d'une démarche amiable.

Les bâtiments présents sur la parcelle ne sont éligibles qu'à titre exceptionnel, soit s'ils sont reconvertis pour l'accueil du public à des fins d'éducation à l'environnement, soit si leur acquisition est nécessaire pour la restauration du site ou sa préservation (y compris pour démolition).

Article 11 - Engagements du bénéficiaire

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place une stratégie d'acquisition foncière (ZPENS, animation foncière) sur l'entité écologique cohérente si celle-ci est plus large que le projet d'acquisition,
- assurer la pérennité du site par la mise en place d'un statut de protection si nécessaire, l'adaptation du document d'urbanisme (zone N au minimum),
- instaurer un comité de site partenarial,
- choisir une gestion conservatoire adaptée à l'échelle et aux enjeux du site, et élaborée en concertation avec les services du Département,
- préserver et/ou restaurer sa richesse patrimoniale, soit directement, soit par le biais d'une convention de gestion avec un partenaire présentant les compétences requises,
- valoriser et ouvrir le site au public en conformité avec sa gestion et dans le respect de la préservation du milieu et des espèces compatibles avec la préservation du milieu et des espèces,
- participer au réseau départemental Nature 40 dans son volet information-communication et capitalisation d'expériences et de données.

Article 12 - Pièces constitutives du dossier de demande de subvention

Le demandeur de l'aide départementale doit adresser au Président du Conseil départemental des Landes, un dossier comprenant :

- un plan de situation replaçant le projet d'acquisition dans son contexte naturel et administratif,
- un plan cadastral et la matrice cadastrale de l'acquisition et du projet global,
- une note de présentation du projet global d'aménagement et de gestion du site replaçant l'acquisition dans son contexte,
- la délibération de la structure décrivant le projet global et sollicitant l'aide du Département,
- l'estimation de la valeur du bien par France Domaine individualisant le prix du bâti lorsque celle-ci est obligatoire.

Article 13 - Modalités d'intervention

Les modalités de participation financière du Département sont les suivantes :

Pour les Communes et EPCI :

sur les terrains non bâtis :

Taux d'intervention : 50 % maximum sur les terrains en ZPENS
30 % maximum sur les terrains hors ZPENS
Plafond de dépense subventionnable : 100 000 €

Prix plafonné à 10 000 €/ha sauf pour les terrains d'une superficie inférieure à 1 hectare et présentant un intérêt paysager ou écologique majeur en contexte urbain.

sur le bâti :

Taux d'intervention : 15 % maximum
Plafond de subvention : 30 000 €.

Pour le Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres :

sur les terrains non bâtis :

Taux d'intervention : 25 % maximum
Plafond de dépense subventionnable : 100 000 €.
Prix plafonné à : 10 000 €/ha

sur le bâti :

Taux d'intervention : 15 % maximum
Plafond de subvention : 30 000 euros.

Les taux de subvention appliqués pourront être inférieurs aux taux maximums en fonction des autres participations financières en respect de la réglementation relative au plafonnement des aides publiques en vigueur.

Article 14 – Remboursement de la subvention

Le Département se réserve le droit de demander le remboursement de la subvention perçue :

- si les engagements du bénéficiaire n'ont pas été tenus dans un délai de deux ans à compter de la signature de l'acte de vente,
- à partir du moment où les terrains acquis dans le cadre de la politique Nature 40 départementale sont réservés à une autre finalité que la préservation du milieu naturel et sa valorisation auprès du public.

Titre III – Acquisition de connaissances et définition de projets

La préservation et la valorisation des sites Nature 40 nécessitent, pour une bonne appréhension des enjeux, l'élaboration d'un plan de gestion qui comprend :

- une bonne connaissance des espèces et milieux présents notamment la présence d'espèces du TOP Nature 40,
- des objectifs opérationnels de protection et/ou de restauration des habitats et des espèces,
- un projet d'accueil du public à vocation pédagogique et scientifique,
- les moyens de la mise en œuvre du projet.

Dans cette optique, le Département apporte aux gestionnaires des sites retenus dans le cadre de la politique Nature 40, qu'ils soient propriétaires ou non, son soutien technique et financier à la réalisation des inventaires de la faune et de la flore, des plans de gestion, des études paysagères, ainsi qu'à la conception de projets de mise en valeur qui respectent le fonctionnement écologique du milieu. Il assiste également les Communes ou EPCI qui souhaitent établir un diagnostic écologique de leur territoire pour repérer des sites comportant un intérêt particulier.

Article 15 - Bénéficiaires

Sont susceptibles de bénéficier de l'aide du Département :

- les Communes,
- les EPCI,
- le Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres,
- les associations, sous réserve de garanties de gestion pérenne d'un site (statut de protection type RNN (Réserve Naturelle Nationale) ou RNR (Réserve Naturelle Régionale), propriétaire, emphytéote, convention de gestion ...).

Article 16 - Dépenses éligibles

Les dépenses éligibles à l'aide départementale sont :

- les études de connaissances : inventaires et/ou suivi faune/flore, diagnostics écologiques et paysagers,
- l'élaboration des plans de gestion,
- les études et conception de projets d'aménagement permettant la découverte du site et l'information du public.

Article 17 - Conditions d'éligibilité

Le site doit satisfaire aux critères d'éligibilité Nature 40.

Les études de site devront contribuer à la réalisation d'un plan de gestion, ou lorsque celui-ci préexiste, y être prévues.

Article 18 - Pièces constitutives du dossier de demande de subvention

Le demandeur de l'aide départementale doit fournir un dossier comprenant :

- un dossier de présentation de l'étude précisant notamment la localisation du site concerné et les objectifs de l'étude,
- une délibération de l'instance compétente pour les collectivités précisant notamment l'objet de l'opération et le plan de financement,
- la composition du comité de site,
- l'engagement du bénéficiaire à communiquer les données issues de l'étude au Département,
- le cas échéant, une attestation de non éligibilité au FCTVA,
- le plan de gestion s'il existe.

Article 19 - Modalités d'intervention

Les modalités d'intervention du Département sont :

- Taux d'intervention : 25 % maximum

Les taux de subvention appliqués pourront être inférieurs aux taux maximums en fonction des autres participations financières en respect de la réglementation relative au plafonnement des aides publiques en vigueur.

- Montant de dépense éligible : coût de l'étude HT (TTC si non éligible au FCTVA)
- Plafond de dépense subventionnable :
 - 15 000 € si le bénéficiaire est une commune ou une association,
 - 25 000 € si le bénéficiaire est une structure intercommunale ou le Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres.

Titre IV – Travaux d'Aménagement et restauration écologique :

La préservation, la restauration et la valorisation des sites peuvent nécessiter la réalisation de travaux d'aménagement.

Pour bénéficier de l'aide du Département, ces travaux devront découler de la mise en œuvre de la gestion du site élaborée en concertation avec les services du Département et concerner deux volets complémentaires :

- la conservation ou la restauration des fonctionnalités du milieu en termes d'habitats et d'accueil d'espèces remarquables,
- l'ouverture du public à des fins pédagogiques et/ou scientifiques.

Certains équipements en faveur des sports de nature pourront être soutenus dans le cadre des critères d'éligibilité définis dans le Plan Départemental des Espaces Sites Itinéraires (PDESI).

Les matériaux utilisés doivent être compatibles avec le fonctionnement du site et respectueux de son intégrité paysagère.

Les bâtiments d'accueil du public et maisons de site contribueront préférentiellement à une valorisation du patrimoine bâti existant.

Article 20 - Bénéficiaires

Les bénéficiaires du soutien financier du Département sont :

- les Communes,
- les EPCI,
- le Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres,
- l'Office National des Forêts lorsqu'il agit pour le compte du Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres
- les associations, sous réserve de garanties de gestion pérenne d'un site (statut de protection type RNN (Réserve Naturelle Nationale) ou RNR (Réserve Naturelle Régionale), propriétaire, emphytéote, convention de gestion ...).

Article 21 - Travaux subventionnables

Les natures de travaux éligibles aux aides départementales sont :

- les travaux de génie écologique destinés à maintenir ou améliorer la fonctionnalité des milieux, tels que décrits dans le plan de gestion lorsqu'il existe.
- les aménagements destinés à favoriser l'accueil du public dans le respect de l'intégrité du milieu. Il s'agit d'aménagements légers permettant la découverte et/ou la fréquentation du milieu (ou son contrôle) dans le respect des usages et réglementations : cheminements, passerelles, balisage et panneaux pédagogiques, observatoires de la faune, etc.
- les bâtiments d'accueil du public seront implantés préférentiellement dans le bâti existant.

Article 22 - Conditions d'éligibilité

Les travaux seront effectués sous maîtrise d'ouvrage des communes, EPCI, CELRL ou associations ; soit en régie, soit par des prestataires, sur les terrains leur appartenant ou pour lesquels ils bénéficient d'un emphytéote ou d'une convention de gestion.

Ils doivent être inscrits dans le plan de gestion.

Les travaux doivent être validés par le Comité de site.

Article 23 - Pièces constitutives du dossier de demande de subvention

Le demandeur devra adresser à Monsieur le Président du Conseil départemental les pièces suivantes :

- un dossier de présentation du projet d'aménagement ou du programme de travaux comportant leurs objectifs, les coûts estimatifs basés sur des devis, ainsi que le dispositif d'animation du site,

- la délibération de l'instance compétente pour les collectivités précisant notamment le programme d'aménagement et le partenariat financier,
- le cas échéant, une attestation de non éligibilité au FCTVA,
- le plan de gestion.

Article 24 - Modalités d'intervention

Les modalités d'intervention du Département sont les suivantes :

Pour les travaux d'aménagement du site :

- Taux : 35 % maximum
- Plafond de subvention : 100 000 €
- Montant de dépense éligible : coût des travaux HT (TTC si non éligibles au FCTVA)

Pour les travaux concourant au maintien des espèces et habitats :

- Taux : 35 % dans le respect des règles de financements des collectivités publiques et associations et des règlements de financements européens (le cas échéant)
- Plafond de subvention : 100 000 €
- Montant de dépense éligible : coût des travaux HT (TTC si non éligibles au FCTVA)

Pour les bâtiments d'accueil et maisons de sites :

- Taux : 20 % maximum.
- Montant de dépense éligible : coût des travaux HT (TTC si non éligibles au FCTVA)
- Plafond de subvention : 50 000 €

Les taux de subvention appliqués pourront être inférieurs aux taux maximums en fonction des autres participations financières en respect de la réglementation relative au plafonnement des aides publiques en vigueur.

Titre V - Gestion et entretien des sites

Le Département apporte son soutien technique et financier aux gestionnaires des sites éligibles à la politique Nature 40 dans le cadre de la mise en œuvre de la gestion du site élaborée en concertation avec les services du Département.

Article 25 – Bénéficiaires

- les communes,
- les EPCI,
- l'Office National des Forêts lorsqu'il agit pour le compte du Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres

- les associations (sous réserve de garanties de gestion pérenne d'un site : statut de protection type réserve naturelle nationale ou régionale, propriétaire, emphytéote, convention de gestion, obligation réelle environnementale ...).

Article 26 - Dépenses éligibles

- les travaux de gestion ou d'entretien de milieux naturels sur des sites éligibles à la politique Nature 40 et prévus dans le plan de gestion du site.
- les travaux non prévus par le plan de gestion mais motivés par l'urgence, la préservation des habitats et espèces ou la mise en sécurité du public ou des riverains.

Article 27 - Conditions d'éligibilité

Pour recevoir le soutien du Département, le gestionnaire s'engagera dans une gestion raisonnée n'utilisant pas de produits phytosanitaires et luttant contre les espèces invasives.

- les travaux seront effectués sous maîtrise d'ouvrage des communes, EPCI, ou associations ; soit en régie, soit par des prestataires, sur les terrains leur appartenant ou pour lesquels ils bénéficient d'un emphytéote ou d'une convention de gestion.
- les méthodes d'entretien et de gestion seront conformes aux préconisations du Département en matière de lutte contre les espèces invasives et de non recours aux pesticides.
- le site doit disposer d'un plan de gestion qui justifie les travaux prévus, ou d'un programme d'entretien et d'aménagement cohérent avec celui proposé par les services de Département.
- les travaux doivent être validés par le comité de site installé pour le suivi de la gestion du site.

La lutte contre les espèces exotiques envahissantes sera organisée selon deux principes et conformément aux fiches techniques annexées au présent règlement :

- principe de hiérarchisation : les interventions seront mises en œuvre afin de répondre aux objectifs et de défendre des enjeux identifiés sur chaque site (enjeux écologiques, hydrauliques, économiques, récréatifs, paysagers, ...). Il conviendra de justifier et d'argumenter l'existence de ces enjeux. Les secteurs ne présentant pas d'enjeu particulier fort ne seront pas concernés.
- principe de précaution : aucune action de gestion ou d'entretien susceptible de favoriser une ou plusieurs espèces en capacité de déstructurer les écosystèmes d'accueil ne sera effectuée.

Article 28 - Pièces constitutives du dossier de demande de subvention

Le demandeur devra adresser à Monsieur le Président du Conseil départemental les pièces suivantes :

- un dossier de présentation du programme de travaux comportant leurs objectifs, les coûts estimatifs basés sur des devis,



- la délibération de l'instance compétente pour les collectivités précisant notamment le programme d'intervention et le partenariat financier,
- le plan de gestion.

Article 29 – Modalités d'intervention

Le taux d'intervention du Département est de 35 % maximum dans le respect des règles de financement des collectivités publiques et associations et des règlements de financements européens (le cas échéant).

Le plafond de subvention est de 50 000 € / site et / an.

Le montant de dépense éligible correspond au coût des travaux HT (TTC si non éligibles au FCTVA).

Les taux de subvention appliqués pourront être inférieurs aux taux maximum en fonction des autres participations financières en respect de la réglementation relative au plafonnement des aides publiques en vigueur.

Annexe 1

Procédures d’instruction du Règlement Départemental d’aide à la protection et la valorisation du Patrimoine naturel landais

Préalablement à toute intervention directe (acquisition pour son compte) ou indirecte (à la demande d’une collectivité ou d’une association) du Département sur un site, il est procédé à son évaluation.

Les critères qui déterminent l’action du Département sont de quatre ordres : des critères écologiques, stratégiques, sociaux et paysagers. En effet, pour être éligible à la politique Nature 40, un site devra présenter avant tout un intérêt écologique majeur par la présence d’espèces ou d’habitats patrimoniaux, mais aussi posséder une dimension stratégique telle que sa taille ou la volonté de la Commune d’y adosser un projet de territoire, un intérêt social de par son accessibilité ou ses utilisations possibles et enfin des enjeux paysagers.

Le service Patrimoine naturel détermine à l’aide de ces critères la recevabilité technique du projet et convient avec la Commune ou l’EPCI sur le territoire duquel il se trouve, des modalités d’élaboration d’un projet et de sa mise en œuvre et des conditions de sa gestion. L’ensemble du projet est alors soumis aux élus du Département qui décident en Commission permanente d’un engagement ou non du Département.

Lorsqu’un site naturel potentiellement remarquable est porté à la connaissance des services du Département, que ce soit par :

- repérage direct par les services sur photos aériennes, par le biais de sa consultation sur un document d’urbanisme ou lors de missions de surveillance,
- signalement par une commune qui souhaite développer un projet sur un site naturel,
- signalement par une personne privée propriétaire ou non du site.

La procédure d’instruction est la suivante :

1. recherche foncière afin de connaître le(s) propriétaire(s) du site et solliciter l’autorisation d’y pénétrer.
2. évaluation environnementale du site par le service Patrimoine naturel du Département.
3. communication des résultats de l’évaluation du site assortis de préconisations de gestion au Maire de la commune, au(x) propriétaire(s) du site et au demandeur s’il n’est pas propriétaire.
4. proposition d’une stratégie d’intervention si le site présente un intérêt suffisant.
5. Présentation du site devant la Commission Nature 40 pour sa labélisation.

Si le site se révèle d’intérêt départemental, le Département envisage avec ces propriétaires les conditions de son intégration au réseau Nature 40 du Département. La volonté d’engagement du Département se traduira par une proposition d’acquisition et la création d’une ZPENS.



Si le site est déclaré d'intérêt local, et que la Commune ne souhaite ou ne peut acheter le site, le Département peut s'y substituer ou signaler le site à une association qui proposera à son propriétaire une convention de gestion.

Si la Commune souhaite se porter acquéreur, elle peut demander au Département une aide financière pour l'achat du site, la réalisation d'un plan de gestion, d'études, d'aménagement et pour sa gestion.

Le site qui bénéficie du soutien du Département est intégré au réseau Nature 40. Il est donc susceptible de figurer sur les publications et animations du Département.

Dans tous les cas, si le propriétaire d'un site naturel d'intérêt remarquable ne souhaite pas le céder à l'une ou l'autre collectivité, il lui sera transmis des préconisations de gestion et il sera mis en relation avec une association susceptible de lui proposer une convention de gestion. Si l'intérêt du site le justifie, la mise en place d'une Obligation Réelle Environnementale peut être étudiée avec le propriétaire. La Commune ou le Département peut également mettre en place une veille foncière par le biais d'une ZPENS.

Annexe 2

Fiche technique annexée au Règlement Départemental d'aide à la protection et la valorisation du patrimoine naturel landais

La Gestion des jussies et du myriophylle du Brésil dans les Barthes de l'Adour

Les plantes exotiques envahissantes sont des espèces d'origines étrangères qui perturbent l'écosystème dans lequel elles s'établissent.

Leurs capacités à se multiplier et à s'adapter à de nouveaux habitats provoquent des dégâts considérables, notamment sur la biodiversité. En effet, selon l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (U.I.C.N.), l'introduction d'espèces exogènes dans les milieux naturels est devenue une des causes majeures de régression de la biodiversité dans le monde.

PRESENTATION DES ESPECES :

Ces plantes sont toutes originaires d'Amérique du Sud et furent introduites en France au 19ème siècle à des fins ornementales.

Le Myriophylle du Brésil (*Myriophyllum aquaticum*)



Le myriophylle du Brésil est une plante aquatique amphibie formant des herbiers immergés ou émergés. Ses tiges peuvent mesurer 3 à 4 m de longueur. Les feuilles sont en forme de peigne avec 8 à 30 segments parallèles de chaque côté de la nervure centrale.

La reproduction végétative par fragmentation et bouturage des tiges est le seul mode de propagation de cette espèce en France mais il reste très efficace.

La colonisation s'effectue généralement à partir du pied de la berge puis s'étend progressivement vers les zones plus profondes des plans d'eau ou cours d'eau colonisés.

Les jussies (*Ludwigia grandiflora* et *Ludwigia peploides*)



Les jussies sont des plantes aquatiques amphibies formant des herbiers immergés ou émergés. Elles sont pourvues de tiges pouvant mesurer plusieurs mètres. Elles se développent dans les eaux calmes ou assez calmes jusqu'à 2 à 3 m de profondeur.

Les ludwigias développent des feuilles de morphotypes distincts selon l'espèce, le stade de développement et le milieu colonisé (berge, eau libre, prairie).

Les tiges florifères émergent de la surface de l'eau de 50 à 80 cm et arborent des fleurs jaunes de 2 à 5 cm de diamètre.

Même si la reproduction sexuée semble avérée pour les deux espèces de jussie, le bouturage est son principal mode de propagation.

LES PROBLEMES ENGENDRES :

Ecologiques :

Ces espèces se développent en herbiers très denses qui entraînent la disparition des plantes indigènes ainsi que des cortèges faunistiques associés. Dans les écosystèmes aquatiques, la qualité de l'eau est également impactée par la diminution importante de l'oxygène dissous pouvant aller jusqu'à des situations de quasi-anoxie au sein des herbiers les plus denses. Les herbiers importants constituent aussi des barrières physiques limitant la pénétration de la lumière à travers la colonne d'eau.

Hydrauliques :

Les Barthes représentent le lit majeur du fleuve Adour. Ces parcelles ont pu être exploitées grâce à un réseau de fossés de drainage permettant d'évacuer l'eau vers le fleuve. Le développement de ces très importants herbiers dans le réseau hydraulique contrarie les écoulements, accélère la sédimentation et provoque le comblement des drains.

Economiques :

Ces plantes exotiques se développent dans les écosystèmes aquatiques, mais elles ont également la capacité de proliférer sur les prairies humides situées en périphérie. Cette colonisation entraîne la réduction des surfaces de pâturages naturels et menace à terme l'élevage extensif présent dans les Barthes basses.

Récréatifs :

Les activités de chasses et de pêche sont perturbées par le développement de ces herbiers.

La navigation également peut être contrariée même si ce mode de déplacement reste anecdotique dans les Barthes.

"La lutte contre ces espèces invasives doit ainsi avoir pour objectif clair de répondre à un ou plusieurs de ces principaux enjeux.

Le financement des opérations ciblera en priorité les enjeux écologiques et/ou hydrauliques et/ou économiques. Les possibilités de financement des interventions visant à répondre à des usages récréatifs seront étudiées au cas par cas."

LES MOYENS DE LUTTES :

La lutte contre ces envahisseurs doit faire l'objet d'un programme pluriannuel où les objectifs sont clairement définis et les interventions cohérentes.

La détermination des techniques de lutte sera fonction :

- des caractéristiques physiques du milieu,
- de l'objectif poursuivi,
- de la période d'intervention,
- du coût.

Au-delà des interventions d'élimination physique des plantes, des actions sur les milieux peuvent limiter leur implantation.

Les deux principaux facteurs limitant l'installation et la progression de ces plantes sont l'absence de lumière directe (ombrage) et le manque d'eau. Ces deux paramètres sont à prendre en compte pour l'élaboration d'une stratégie d'intervention cohérente.

Actions sur les écosystèmes :

Ombrage par plantation d'une ripisylve :

La plantation d'essences locales telles les Saules blanc et roux, l'Aulne glutineux en bordure de fossé ou de ruisseau peut empêcher l'installation d'herbiers denses.

Cette méthode est applicable au cours d'eau et plans d'eau de petite taille. Il s'agit d'une technique peu coûteuse, efficace et pérenne.

La renaturation des bords de cours d'eau :

Un entretien trop sévère des berges peut favoriser la prolifération des espèces envahissantes. Les bords de cours d'eau sans végétation facilitent, par l'absence de concurrence, l'implantation de boutures de plantes exotiques.

La gestion de l'eau :

Ces espèces exotiques sont des plantes aquatiques qui ont une forte tolérance à la mise en assec.

Cependant, pour se développer, elles restent dépendantes d'une alimentation en eau régulière.

Le développement annuel de ces plantes s'étale selon les conditions météorologiques d'avril à novembre. Aussi, il est impératif d'éviter les apports en eau sur les parcelles susceptibles d'accueillir ces espèces pendant cette période.

Interventions directes sur les plantes :

Avant toute intervention, la filière d'élimination des plantes doit être définie. En effet, un des problèmes majeurs reste le stockage de la biomasse prélevée puisque, pour éviter tout risque de bouturage et de dissémination, celle-ci doit être **systématiquement confinée et exportée vers des zones sèches**.

Selon le niveau de prolifération et la nature du milieu colonisé, différentes interventions peuvent être mises en œuvre, et le plus souvent de manière combinée.

L'arrachage mécanique :

Dans les écosystèmes aquatiques, l'existence d'herbiers de plusieurs dizaines de mètres carrés nécessite l'utilisation d'engins mécaniques pour extraire les volumes importants.

Cette technique, non sélective et extrêmement coûteuse, doit s'accompagner d'une évacuation des produits récoltés ainsi que d'un programme d'entretien, validé en amont, permettant de contrôler les repousses par arrachage manuel afin de pérenniser ces interventions lourdes de restauration.

L'arrachage manuel :

L'arrachage manuel dans les écosystèmes aquatiques est la technique curative la plus efficace. Elle s'applique à de petites surfaces colonisées, mais nécessite d'importants moyens humains et/ou financiers. Cette méthode est sélective et permet d'arracher les plantes visées et leurs racines. L'efficacité du contrôle pratiqué réside dans la répétitivité des efforts consentis d'une année sur l'autre.

La récolte :

Ce procédé concerne principalement les prairies.

Plusieurs formules sont utilisées :

- fauche avec récolte et exportation,
- ensilage et exportation.

L'objectif de cette méthode est de dynamiser les graminées présentes par réduction de la compétition, afin de préserver ou restaurer les pâturages. L'efficacité de l'intervention repose en partie sur la période choisie, celle-ci devant être propice au développement des graminées ciblées.

Le désherbage thermique :

Cette solution est applicable à tous les secteurs exondés. Pour être efficace, cette technique doit être utilisée sur les plantes au début de leur croissance.

La gamme des appareils disponibles permet d'aller d'une utilisation localisée de quelques mètres carrés par des appareils portatifs à de grandes surfaces par des engins agricoles.

Récapitulatif des techniques de lutte préconisées et finançables par le Département des Landes

Techniques	Localisation	Efficacité	Pérennité	Impacts bénéfiques sur le milieu naturel
Ombrage	Bord de cours d'eau et de plans d'eau de petite taille	+++	+++	++
Renaturation	Bord de cours d'eau et de plans d'eau	++	+++	+++
Gestion de l'eau	Prairie	+	+	++
Arrachage mécanique avec contrôle manuel des repousses	Cours d'eau et plans d'eau	++	+	+
Arrachage manuel	Cours d'eau et plans d'eau	++	+	+
Récolte avec exportation	Prairie	+	?	?
Désherbage thermique	Prairie et plans d'eau exondés	+	0	0



DEPARTEMENT
DES LANDES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL en visio/audio conférence

Budget Primitif 2022

Réunion du 31 mars 2022

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

Président : M. Xavier FORTINON

N° E 2 Objet : EAU : PETIT ET GRAND CYCLES

Conseillers départementaux en exercice : 30

Votants : 30

(M. Olivier Martinez a donné pouvoir à Mme Monique Lubin)

(M. Julien Paris a donné pouvoir à Mme Patricia Beaumont)

Présents physiquement :

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédar, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

Présents en visio/audio conférence :

M. Christophe Labruyère, Mme Sylvie Péducasse.

Absents : M. Olivier Martinez, M. Julien Paris.

Résultat du Vote au scrutin public (Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 - articles 6 et 11 - et Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 - article 6 - telles que modifiées par la Loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021) :

POUR : 30 Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédar, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, M. Christophe Labruyère, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez (a donné procuration à Mme Monique Lubin), M. Julien Paris (a donné procuration à Mme Patricia Beaumont), Mme Sylvie Péducasse, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

**N° E 2****LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,**

VU les politiques menées par le Département dans les domaines de la gestion et de la valorisation de « *l'Espace Rivière* » et de « *l'Espace Aquifères* » ;

VU le Code de l'Environnement et le Code Général des Collectivités Territoriales tels que modifiés par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles, dite MAPTAM, la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, dite loi NOTRe, et la loi n° 2017-1838 du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la GEstion des Milieux Aquatiques et de la Prévention des Inondations (GEMAPI) ;

VU le 11^{ème} programme d'intervention 2019-2024 de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne tel qu'adopté par son conseil d'administration le 12 novembre 2018 ;

VU le rapport de M. le Président du Conseil départemental ;

CONSIDERANT le détail des inscriptions budgétaires tel que figurant en annexe I (annexe financière) ;

APRES PRESENTATION du rapport en Commission Environnement : transition écologique et énergétique ;

APRES en avoir délibéré,

DECIDE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES :**I – Grand cycle de l'eau :****A - L'espace Rivière et sa gestion :**

1°) Les interventions du Département dans le cadre du Schéma départemental pour la gestion et la valorisation des cours d'eau et milieux humides associés :

considérant le Schéma départemental pour la gestion et la valorisation des cours d'eau et milieux humides associés, qui précise les priorités d'intervention du Département de façon à ce que la gestion des cours d'eau et des milieux associés soit au cœur des politiques locales et reste un atout pour le développement du territoire,

afin de poursuivre l'action engagée depuis de nombreuses années dans une démarche de gestion globale et cohérente de l'eau à l'échelle des bassins versants du territoire,

considérant l'accompagnement technique et financier du Département aux structures gestionnaires des cours d'eau et milieux humides associés,

considérant le transfert depuis le 1^{er} janvier 2018 de la GEstion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (GEMAPI) aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) – loi n° 2017-1838 du 30 décembre 2017 -,

considérant que les EPCI landais ont, pour leur quasi-totalité, délégué ou transféré la gestion des milieux aquatiques (volet GEMA de la GEMAPI) aux syndicats de rivières qui exercent donc pleinement leur rôle à l'échelle de bassins versants hydrographiques cohérents,

de façon à conforter la démarche de gestion globale et cohérente de l'eau à l'échelle des bassins versants du territoire, et conformément aux compétences départementales en matière de protection de la ressource en eau et d'espaces naturels sensibles dans lesquels s'inscrivent les cours d'eau et leurs zones humides associées,

- d'adopter, dans le cadre de l'accompagnement par le Département des Landes des gestionnaires de cours d'eau, le règlement départemental d'aide pour la gestion et la valorisation des cours d'eau et milieux humides associés figurant en annexe II.

- de voter dans ce cadre, au Budget Primitif 2022, une Autorisation de Programme 2022 n° 837 « Subvention Rivières EPCI 2022 » d'un montant de 500 000 € (CP 2022 de cette AP 2022 : 150 000 €), le crédit de paiement 2022 s'élevant, au titre de cette AP nouvelle et des AP antérieures pour la mise en œuvre des travaux des stratégies locales, à 784 058,75 €

2°) Etudes et travaux :

- Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) « Neste et rivières de Gascogne » (NRG) :

considérant que par délibération de la Commission Permanente n° 6 du 15 novembre 2019, le Département des Landes s'est prononcé favorablement sur sa participation active à la gouvernance partagée pour le portage de la phase d'élaboration du SAGE « Neste et rivières de Gascogne » via l'Entente Neste et Rivières de Gascogne,

compte tenu :

- de la convention de partenariat (signée le 8 janvier 2020) définissant les conditions dans lesquelles le Département du Gers assure la coordination de l'Entente NRG pour le compte des collectivités cosignataires, dont le Département des Landes, et les conditions de répartition financière pour une durée de 4 ans (durée prévisionnelle de l'élaboration du SAGE),
- de la superficie du bassin versant landais, représentant 2 % du territoire du SAGE (communes de Baudignan, Arx, Rimbez-et-Baudiets, Escalans, Parleboscq, Gabarret, Herré, Losse et Lubbon),
- de renouveler l'attribution au Département du Gers, pour le portage de l'Entente Neste et Rivière de Gascogne, d'une participation de fonctionnement forfaitaire annuelle de 900 €.

- d'inscrire, au Budget Primitif 2022, le crédit correspondant de 900 €

- Rétablissement de la Continuité écologique sur les ouvrages départementaux :

considérant que le seuil du Pont Rouge, situé sur le Courant de Mimizan, propriété du Département des Landes et support de la Route Départementale n° 87 fait partie des ouvrages définis comme prioritaires vis-à-vis de la continuité écologique dans la mesure où il constitue le premier obstacle, notamment pour l'anguille, à l'accès au bassin versant de l'étang d'Aureilhan, puis des lacs de Parentis-Biscarrosse et Cazaux-Sanguinet, soit plus de 9 000 ha de plans d'eau et 130 km de cours d'eau,



vu l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2021 modifiant celui du 25 octobre 2018 et entérinant le délai du 31 décembre 2023 pour la réalisation des travaux de restauration de la continuité écologique sur cet ouvrage,

- d'inscrire, au Budget Primitif 2022, au titre de l'Autorisation de Programme 2019 n° 671 « *Continuité écologique 2019* » un Crédit de Paiement 2022 de 347 600 €

- Partenariat avec la Fédération Départementale pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique des Landes :

considérant le partenariat privilégié entre le Département des Landes et la Fédération Départementale pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique des Landes dans le cadre de la mise en œuvre du Schéma départemental pour la gestion et la valorisation des cours d'eau,

compte tenu, en particulier, de la mise en œuvre par la Fédération d'actions de suivis de reproduction des populations piscicoles, de la réalisation d'aménagements favorisant la pratique de la pêche et la diversité des habitats ainsi que de la numérisation du Plan Départemental de Protection du milieu aquatique et de Gestion des ressources piscicoles (PDPG), dans le cadre de l'obligation de gestion des ressources piscicoles (article L.433-3 du Code de l'Environnement) afin de dresser un diagnostic précis de l'état des milieux aquatiques et des populations de poissons,

- de poursuivre, en 2022, le partenariat avec la Fédération Départementale pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique des Landes, et de lui accorder une subvention de 20 000 €.

- d'inscrire ainsi, au Budget Primitif 2022, au titre du soutien à la Fédération, un crédit de fonctionnement de 20 000 €

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer dans ce cadre tous les documents correspondants.

3°) Politique de l'eau à l'échelle du bassin versant de l'Adour avec l'Institution Adour :

considérant les missions de l'Institution Adour, Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB), syndicat mixte ouvert depuis le 1^{er} janvier 2017 qui assure la coordination des acteurs publics de l'eau du bassin de l'Adour en matière de gestion équilibrée de la ressource et de réduction de la vulnérabilité aux inondations,

considérant les orientations budgétaires 2022, les dépenses prévisionnelles, de l'Institution Adour et le programme d'actions complémentaires 2022, relevant de la section de fonctionnement (participation statutaire), qui s'articule essentiellement autour de l'animation territoriale et des opérations de communication et de sensibilisation des outils de gestion intégrée de la ressource en eau,

- d'accorder à l'Institution Adour, au titre des programmes antérieurs et ceux de 2022, une participation de 16 368,30 €.

- d'inscrire, au Budget Primitif 2022, un crédit de fonctionnement de 310 000 €

délégation étant donnée à la Commission Permanente pour déterminer le montant exact de la participation départementale (dans la limite des crédits inscrits au budget), sur la base des plans de financement définitifs et au vu de l'intérêt départemental de chaque opération de l'Institution Adour.

4°) Politique de l'eau en matière de prévention et de protection contre les inondations :

a) *Dispositif d'accompagnement financier des collectivités pour la prévention des inondations liées aux cours d'eau et milieux humides associés (Dispositif Protection des Inondations - PI) :*

considérant l'accompagnement, par le Département, directement ou via sa participation statutaire à l'Institution Adour, des collectivités locales pour la réalisation des travaux relatifs aux ouvrages de protection en bordure de cours d'eau dans les Landes suite aux dégâts liés aux événements climatiques fréquents de ces dernières années, et des études relatives à leurs nouvelles obligations réglementaires,

considérant la nécessité d'une politique départementale d'accompagnement financier des actions des collectivités compétentes en matière de GEMAPI sur les ouvrages visant à protéger préventivement les biens et les personnes contre les inondations fluviales et relevant du Décret n° 2015-526 du 12 mai 2015,

compte tenu des difficultés, pour certains acteurs publics, à assumer seuls les dépenses en la matière sur le long terme, la taxe GEMAPI ne permettant pas, à elle seule, de couvrir celles-ci pour tous les territoires,

- d'adopter le nouveau dispositif d'intervention tel que figurant en annexe III (dispositif d'aide pour « *la prévention des inondations liées aux cours d'eau et milieux humides associés – systèmes d'endiguement* ») conditionnant l'accompagnement départemental à un engagement minimal de l'Institution Adour (délégation/transfert de compétences), garant de la préservation de la solidarité de bassin et de l'application de la politique départementale en la matière.

b) *Conventions d'élaboration des Programmes d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) Gave d'Oloron et Adour Aval et de mise en œuvre du PAPI de l'Agglomération dacquoise :*

considérant la nécessité, pour les acteurs des bassins versants du gave d'Oloron et de l'Adour maritime, d'une réflexion concernant l'élaboration, sur chacun des deux territoires, d'une stratégie de prévention des inondations à une échelle pertinente,

considérant le choix des collectivités locales, des EPCI-FP et/ou des entités GEMAPIennes concernées de solliciter l'Institution Adour afin de les accompagner à l'élaboration de programmes d'études préalables aux Programmes d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) sur chacun de ces deux bassins,

considérant la position favorable du Département, pour l'ensemble des PAPI (Gave d'Oloron et Adour Aval, Agglomération dacquoise) sur le principe d'un partage paritaire du reste à charge de 20 % (80 % de financement envisagé grâce aux fonds FEDER), entre les structures GEMAPIennes et les Départements concernés,

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer les conventions à intervenir avec l'Institution Adour et les collectivités ou établissements concernés afin de fixer les modalités de partenariat pour l'animation de l'élaboration des programmes d'études et la mise en œuvre des dialogues territoriaux en la matière.

- d'émettre un avis favorable aux PAPI Gave d'Oloron et Adour Aval.

c) *Accompagnement exceptionnel de la Communauté de Communes du Pays Tarusate (CCPT) :*

considérant le choix de la Communauté de Communes du Pays Tarusate (CCPT) d'adopter une stratégie ambitieuse d'éloignement et/ou de suppression des enjeux d'habitation soumis à des inondations fréquentes, plus pertinente et moins coûteuse que le maintien de certains ouvrages de protection vétustes et inadaptés,

considérant la mise en œuvre par la CCPT, pour 6 ans à compter de 2021 et moyennant le provisionnement d'une enveloppe d'1 million d'euros, d'une Zone d'Aménagement Différée (ZAD) sur la Commune de Bégaar en bordure de Midouze et d'Adour en vue du rachat des 12 biens d'habitations concernés,

compte tenu de la nécessité d'élaborer une stratégie départementale de préservation des enjeux agricoles locaux dans le cadre d'un projet de solidarité globale,

- d'acter le principe d'un accompagnement de la Communauté de Communes du Pays Tarusate à hauteur de 30 % sur cette opération de Zone d'Aménagement Différée, moyennant un plafonnement global d'intervention à 300 000 €.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à accomplir toutes les démarches nécessaires dans le cadre de la mise en œuvre de ce dispositif.

d) *Mieux reconstruire après inondation (MIRAPI) :*

considérant l'engagement du Département, par une convention tripartite signée le 29 novembre 2021, auprès de l'Institution Adour (IA) et de l'Etat dans le cadre du dispositif expérimental dénommé « *mieux reconstruire après inondation* » (MIRAPI),

considérant l'accompagnement technique et financier du Département (à hauteur de 20 %) du volet « *animation* » porté par l'IA (délibération n° E 2 du 19 novembre 2021 de l'Assemblée départementale),

considérant que cette démarche doit, durant les deux années à venir, permettre la réalisation d'un maximum de travaux d'adaptation du bâti d'habitation (hors biens d'entreprises et agricoles) soumis à des risques d'inondations fréquentes sur les territoires des communes éligibles,

considérant que la mobilisation des collectivités locales, Communes et Communautés de Communes, sera indispensable en matière de sensibilisation et de communication auprès de leurs administrés mais également dans l'accompagnement financier, en complément de la participation actée de l'Etat à hauteur de 80 % minimum financée par le Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM), dit « *fonds Barnier* »,

dans l'attente de la confirmation de la participation financière des collectivités locales sur les diagnostics,

- d'acter le principe de l'accompagnement financier du Département à hauteur de 50 % du reste à charge, soit un montant prévisionnel à ce stade de 125 000 €.

- de valider dans le cadre du dispositif MIRAPI les conditions d'éligibilité de l'aide départementale à la réalisation de diagnostics de réduction de vulnérabilité au risque inondation (annexe IV).



- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer les éventuelles conventions et documents afférents spécifiques à ce volet des « *diagnostics MIRAPI* » à intervenir.

- de voter, au Budget primitif 2022, une Autorisation de Programme 2022 n° 858 « *Subvention Protection des Inondations* » d'un montant de 995 000 €, le crédit de paiement 2022 s'élevant, au titre de cette AP nouvelle, à 332 500 €

- de donner délégation à la Commission Permanente pour l'attribution des aides correspondantes.

B - L'espace « Aquifère » et sa gestion (nappes d'eaux souterraines) :

considérant l'accent mis, par la Directive-Cadre sur l'Eau (DCE), adoptée le 23 octobre 2000, sur la préservation des « *Masses d'eau souterraine* » pour l'obtention de leur bon état écologique,

1°) Préservation et suivi des eaux souterraines - Surveillance des aquifères et périmètres de protection des captages :

compte tenu notamment, dans le cadre de la préservation de la ressource en eau potable, de la surveillance particulière de trois secteurs des Landes (Arbouts, Orist, Structure d'Audignon) alimentés par des eaux souterraines vulnérables aux pollutions de surface,

compte tenu de l'engagement du Département (délibération de l'Assemblée départementale n° D 2 de mai 2021), à assurer le suivi périodique de la qualité de l'eau, réalisé en complément de la mise en œuvre de mesures agro-environnementales,

considérant la poursuite de la politique départementale de sauvegarde et de gestion du patrimoine aquifère souterrain landais, et en particulier la mise en place des périmètres réglementaires pour les captages (forages F7 à Orist et F2 à Donzacq),

- d'inscrire, au Budget Primitif 2022 :

- ✓ un crédit de paiement 2022, au titre de l'Autorisation de Programme 2021 n° 799 « *Gestion des aquifères – Réseau de surveillance* », de 45 000 €
- et un crédit d'investissement, hors Autorisation de Programme, dans le cadre de l'acquisition de matériel pour la gestion des aquifères, de 52 900 €
- ✓ en recette d'investissement, au titre de la participation de l'Agence de l'eau Adour-Garonne à l'action menée par le Département en la matière, un montant de 30 000 €
- ✓ en fonctionnement, un crédit global hors charges de personnel (frais d'analyse, prestations, fournitures etc.) de 284 500 €

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à solliciter, dans ce cadre, les aides de l'Agence de l'eau Adour-Garonne.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer les conventions d'autorisation d'accès aux points de surveillance des eaux souterraines.



2°) Sécurisation de la ressource en eau potable :

a) *Acquisition de connaissance sur la nappe de l'Oligocène dans le secteur de Dax :*

considérant l'étude que le Département, dans le cadre de sa politique en matière d'alimentation en eau potable, a fait réaliser en 2017 visant à mieux connaître la nappe de l'Oligocène dans le secteur de Dax, ressource qui tend à être de plus en plus exploitée pour l'alimentation en eau potable, car exempte de contaminations,

considérant, selon les conclusions de cette étude, que seule la réalisation de forages de reconnaissance avec un programme adapté pourrait amener des éléments de réponses quant au réel potentiel de captage supplémentaire de cet aquifère,

considérant l'approbation de la mise en œuvre du programme de reconnaissance de la nappe de l'Oligocène dans le secteur de Dax, sous maîtrise d'ouvrage départementale (délibération de l'Assemblée départementale n° F 3⁽²⁾ du 8 avril 2019),

considérant la réalisation d'un premier forage de reconnaissance à 500 m de profondeur dans le secteur de Mées achevé depuis le 30 septembre 2021 et dont l'exploitation des résultats est en cours afin de déterminer si un second sera réalisé plus à l'Ouest, vers Angoumé, et, le cas échéant, un troisième encore plus à l'Ouest, dans le secteur de Saint-Geours-de-Maremne et Rivière-Saas-et-Gourby,

- de voter, au Budget Primitif 2022, au titre de l'Autorisation de Programme n° 692 « *Gestion des aquifères – Forage de reconnaissance 2019* », un Crédit de Paiement 2022 de 32 391,39 €

b) *Etude de « Sécurisation de l'alimentation en eau potable du secteur Sud-Ouest Littoral » :*

considérant la nécessité de mener une étude sur la capacité et les usages des champs captants sollicités après les restrictions des usages de l'eau qui se sont imposées lors de l'été 2020 sur le secteur littoral Sud-Ouest landais,

considérant les délibérations n° G 4 du 7 mai 2021 et n° E 2 du 19 novembre 2021 de l'Assemblée départementale validant la réalisation en maîtrise d'ouvrage d'une « *Etude de sécurisation de l'alimentation en eau potable du secteur sud-ouest littoral landais* », afin de faciliter la coordination entre les structures productrices d'eau potable du secteur (étude couvrant les champs captants de Soustons/Vieux-Boucau, Angresse/Seignosse, Ondres et Orist),

- de voter, au Budget Primitif 2022, au titre de l'Autorisation de Programme n° 812 « *Gestion des aquifères – Etude de sécurisation Sud-Ouest littoral* », un Crédit de Paiement 2022 de 167 608,61 €

et, en recette, au titre de la participation de l'Agence de l'eau Adour-Garonne, un montant de 83 334 €



C - L'ingénierie départementale au service du grand cycle de l'eau :

1°) L'ingénierie départementale au service de l'espace rivière :

considérant le soutien et l'action menée par le Département en matière de gestion de l'espace rivière (accompagnement des syndicats de rivières, suivi des programmes et des études de gestion par bassin versant des cours d'eau, suivi de l'élaboration et de la mise en œuvre des Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux - SAGE -, suivi des démarches de stratégie locale de gestion des Territoires à Risque Important - TRI -, des études et démarches entamées par les collectivités locales relatives aux systèmes d'endiguement pour la protection contre les inondations, animation du réseau technique départemental, suivi des opérations menées par l'Institution Adour...),

- d'inscrire, au Budget Primitif 2022 un montant d'aide prévisionnelle pour l'animation (frais de personnel) de l'Agence de l'eau Adour-Garonne de 60 000 €

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à solliciter, dans ce cadre, les aides de l'Agence de l'eau Adour-Garonne.

2°) Les réseaux départementaux de suivi des eaux :

considérant le réseau départemental de suivi de la qualité des eaux de rivières landaises, comptant 22 stations, en complément des 80 stations suivies par l'Agence de l'eau Adour-Garonne,

compte tenu de la poursuite en 2022 du suivi entamé en 2021 pour identifier l'origine de contaminations fécales des eaux des bassins versants les plus exposés via la recherche de douze marqueurs génétiques (humain, canin, équin, volaille, porc, bovin, ovin, ruminant, oiseau, oie, cygne, laridés),

- d'inscrire, au Budget Primitif 2022 :

✓ un crédit de fonctionnement relatif aux frais d'analyse de 220 000 €

✓ un montant d'aide prévisionnelle de l'Agence de l'eau Adour-Garonne de 491 500 €

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à solliciter, dans ce cadre, les aides de l'Agence de l'eau Adour-Garonne.

II - Petit cycle de l'eau :

A - Les aides à l'investissement en matière d'alimentation en eau potable et assainissement collectif :

- d'adopter le dispositif de soutien tel qu'il avait été approuvé par délibération de l'Assemblée départementale n° G 3 du 7 novembre 2008 (aides départementales à destination des communes rurales et de leurs groupements dans le cadre de la gestion de leur services publics d'alimentation en eau potable et d'assainissement collectif), soit :

- alimentation en eau potable : les opérations subventionnables sont les études, les travaux sur les sites de production, les interconnexions et l'alimentation des écarts, les taux variant de 15 % à 25 % en fonction de la nature de l'opération,



- assainissement collectif : les opérations subventionnables sont les études, les travaux sur les sites de traitement et les extensions de réseaux, les taux variant de 20 % à 25 % en fonction de la nature de l'opération et de la taille de la commune,

délégation étant donnée à la Commission Permanente pour l'attribution des aides dans le cadre des opérations afférentes.

1°) Alimentation en eau potable :

- de voter, au Budget primitif 2022, une Autorisation de Programme 2022 n° 843 « *Alimentation en eau potable 2022* » d'un montant de 600 000 € (CP 2022 : 140 000 €), le Crédit de Paiement 2022 s'élevant, pour l'alimentation en eau potable, au titre de cette AP nouvelle et des AP antérieures (dont le montant est ajusté de - 63 648,37 €), à 734 018,51 €

la Commission Permanente ayant délégation pour l'attribution des subventions aux structures gestionnaires, au vu des demandes présentées par les maîtres d'ouvrage, dans la limite des crédits inscrits au budget.

2°) Assainissement collectif :

- de voter, au Budget primitif 2022, une Autorisation de Programme 2022 n° 841 « *Assainissement collectif 2022* » d'un montant de 1 300 000 € (CP 2022 : 180 000 €), le Crédit de Paiement 2022 s'élevant, pour l'assainissement collectif au titre de cette AP nouvelle et des AP antérieures, dont le montant est ajusté de - 10 044,01 €, à 1 016 699 €

la Commission Permanente ayant délégation pour l'attribution des subventions aux structures gestionnaires, au vu des demandes présentées par les maîtres d'ouvrage, dans la limite des crédits inscrits au budget,

étant précisé que les projets présentés pourront toujours bénéficier de crédits au titre de la redevance communale des Mines, pour un montant de 333 614 € en 2022.

3°) Définition des communes rurales pour les aides du Département aux collectivités et/ou groupements pour l'alimentation en eau potable et l'assainissement collectif :

considérant le rapport 2014 de la Chambre Régionale des Comptes sur les interventions du Département dans les domaines de l'eau potable et de l'assainissement collectif, recommandant de clarifier les critères utilisés pour arrêter et actualiser la liste des Communes rurales éligibles aux subventions du Département dans ces deux domaines,

considérant que, depuis 1990, le Département se réfère à une liste du Ministère de l'Agriculture qui recense les Communes dites urbaines, non-éligibles au Fonds National pour le Développement des Adductions d'Eau (FNDAE),

considérant qu'après la disparition du FNDAE au 1^{er} janvier 2005, le Département a constitué sa propre liste des Communes rurales sur la base de la liste existante au 1^{er} janvier 2005, cette liste excluant des Communes rurales les sept Communes suivantes : Biscarrosse, Capbreton, Dax, Mont-de-Marsan, Saint-Paul-lès-Dax, Saint-Pierre-du-Mont et Tarnos,

considérant qu'en parallèle, la Préfecture établit une liste des Communes rurales au sens de l'article D. 3334-8-1 du Code Général des Collectivités Territoriales qui s'applique à la répartition de la Dotation Globale d'Équipement mais que le Département n'est pas contraint juridiquement à l'appliquer pour les aides dans les domaines de l'eau potable et de l'assainissement collectif,

compte tenu de la nécessaire définition par le Département de ses critères de classement des Communes rurales ou urbaines pour appliquer sa politique en matière d'aide aux collectivités et/ou groupements en matière d'alimentation en eau potable et d'assainissement collectif,

- d'approuver l'utilisation de deux critères (population INSEE > à 9 000 habitants et revenu imposable > 135 000 000 €) pour définir la liste des Communes et/ou groupements éligibles ou non éligibles aux aides du Département pour l'alimentation en eau potable et l'assainissement collectif (annexe V et VI),

étant précisé que seuls peuvent bénéficier de ces aides départementales les communes rurales et leurs groupements gérant leur service en régie.

B - Etude de faisabilité de traitement tertiaire des micropolluants :

considérant la Directive-Cadre sur l'Eau (DCE) de 2000 imposant à partir de 2015 une réduction, voire une suppression, des émissions des substances dangereuses afin de retrouver le bon état chimique et écologique des milieux aquatiques et de protéger les ressources en eau,

considérant le plan de réduction des émissions de micropolluants (2016-2021) élaboré par les ministères en charge de l'Ecologie, de la Santé et de l'Agriculture, avec l'appui de l'ONEMA (Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques) et du CEREMA (centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement), la réglementation n'imposant pas à ce jour le traitement des micropolluants par les stations d'épuration,

considérant en 2018, le lancement par la DDTM (Direction Départementale des Territoires et de la Mer) d'une campagne de recherche des micropolluants dans les eaux brutes et les eaux traitées sur 22 stations d'épuration du département d'une capacité supérieure à 10 000 EH (Equivalent-Habitant), mettant en évidence la présence de micropolluants,

compte tenu de la politique de préservation de la qualité des eaux et de la biodiversité du Département et de la réflexion engagée sur le traitement des micropolluants organiques dans les eaux usées par l'accompagnement des gestionnaires dans le cadre de la réalisation de pilotes à l'échelle départementale (délibération de l'Assemblée départementale n° G 5 du 7 mai 2021),

considérant :

- que les techniques de traitement existent (ozonation, traitement UV, charbons actifs, ...) mais que l'on ne dispose pas aujourd'hui de données technico-économiques sur lesquelles s'appuyer pour aider les maîtres d'ouvrage qui envisageraient la mise en place de traitements des micropolluants en sortie de stations d'épuration,
- qu'il est nécessaire de mesurer / qualifier les impacts sur le milieu récepteur des rejets existants, les techniques à retenir pour le traitement, les coûts d'investissement et de fonctionnement associés et l'empreinte carbone de ce traitement tertiaire afin de préserver la qualité des eaux et la biodiversité,
- qu'a été installé le 25 janvier 2022 un comité de pilotage (Agence Régionale de Santé, Direction Départementale des Territoires et de la Mer, Région Nouvelle-Aquitaine, exploitants des stations d'épuration concernées, Institution Adour et Agence de l'eau Adour-Garonne) de cette étude de faisabilité et la validation du cahier des charges de l'étude,



- d'inscrire, au Budget Primitif 2022, au titre de l'Autorisation de Programme 2021 n° 813 « *Etude micropolluants* » un Crédit de Paiement 2022 de 75 000 €

- d'inscrire en recette, au titre de la participation de l'Agence de l'eau Adour-Garonne, un crédit d'un montant de 30 000 €

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à solliciter, dans ce cadre, les aides de l'Agence de l'eau Adour-Garonne.

C - L'ingénierie départementale au service du petit cycle de l'eau :

considérant l'action du Département en matière d'Assistance Technique aux Exploitants de Station d'Épuration,

compte tenu (délibération de la Commission Permanente n° E-4/1 du 10 décembre 2021), pour ce qui concerne les prestations de validations d'autosurveillance de stations d'épuration ≥ 2000 équivalents-habitants, de l'intervention du SATESE du Département en tant que sous-traitant des « *Laboratoires des Pyrénées et des Landes* » dans le cadre du marché du Sydec avec lesdits Laboratoires ainsi qu'auprès des autres Maîtres d'Ouvrage publics de stations d'épuration ≥ 2000 équivalents-habitants,

- d'inscrire, au Budget Primitif 2022, en dépenses (acquisition de matériel, maintenance) :

- ✓ un crédit de fonctionnement de 5 500 €
- ✓ un crédit d'investissement de 10 000 €

- d'inscrire, au Budget Primitif 2022, en recette, un montant global (comprenant en particulier la participation de l'Agence de l'Eau) de 152 900 €

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à solliciter, dans ce cadre, les aides de l'Agence de l'eau Adour-Garonne et à signer les documents afférents.

*

* *

- d'adopter le tableau récapitulatif de l'ensemble des Autorisations de Programme et des inscriptions budgétaires tel que présenté en annexe I (annexe financière).

Le Président,

X F. L

Xavier FORTINON



Commission "Environnement : transition écologique et énergétique"
ANNEXE I - DELIBERATION "POLITIQUE DEPARTEMENTALE EN FAVEUR DU PETIT ET GRAND CYCLES DE L'EAU"
RECAPITULATIF DES INSCRIPTIONS BUDGETAIRES - BP 2022

I - AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° de l'A.P.	INTITULE	CHAPITRE	FONCTION	AUTORISATIONS DE PROGRAMME					CREDITS DE PAIEMENT **			
				AP ANTERIEURES ACTUALISEES (DM2 2021)	CP réalisés années antérieures	Ajustements BP 2022 - AP antérieures	Nouveau Montant AP au BP 2022 - AP antérieures et nouvelles	SOLDE AP AU 1 ^{ER} JANVIER 2022	CP ouverts au titre de 2022	CP ouverts au titre de 2023	CP ouverts au titre de 2024	CP ouverts au titre de 2025
				(a)	(b)	(d)	(e)=(a)+(d)	(h)	* (h) = somme des CP 2022 à 2025			
344	SUBV RIVIERES EPCI 2013	204	738	174 131,22	167 832,60	-6 298,62	167 832,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
387	SUBV RIVIERES EPCI 2014			271 048,58	259 489,83	0,00	271 048,58	11 558,75	11 558,75	0,00	0,00	0,00
445	SUBV RIVIERES EPCI 2015			433 000,00	374 046,98	-58 953,02	374 046,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
499	SUBV RIVIERES EPCI 2016			267 492,04	251 492,04	0,00	267 492,04	16 000,00	16 000,00	0,00	0,00	0,00
577	SUBV RIVIERES EPCI 2017			216 059,94	210 059,94	-6 000,00	210 059,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
632	SUBV RIVIERES EPCI 2018			192 822,82	188 006,15	0,00	192 822,82	4 816,67	4 500,00	316,67	0,00	0,00
670	SUBV RIVIERES EPCI 2019			540 240,47	381 022,01	-159 218,46	381 022,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
722	SUBV RIVIERES EPCI 2020			830 000,00	252 633,08	0,00	830 000,00	577 366,92	233 000,00	344 366,92	0,00	0,00
789	SUBV RIVIERES EPCI 2021			604 000,00	195 000,88	0,00	604 000,00	408 999,12	369 000,00	39 999,12	0,00	0,00
837	SUBV RIVIERES EPCI 2022						500 000,00	500 000,00	150 000,00	150 000,00	200 000,00	0,00
Sous-Total Rivières EPCI				3 528 795,07	2 279 583,51	-230 470,10	3 798 324,97	1 518 741,46	784 058,75	534 682,71	200 000,00	0,00
671	CONTINUITE ECOLOGIQUE - 2019	20 et 23	738	360 000,00	8 400,00	0,00	360 000,00	351 600,00	347 600,00	4 000,00	0,00	0,00
Sous-Total Continuité écologique				360 000,00	8 400,00	0,00	360 000,00	351 600,00	347 600,00	4 000,00	0,00	0,00
858	SUBV PROTECTION DES INONDATIONS	204	738				995 000,00	995 000,00	332 500,00	272 500,00	270 000,00	120 000,00
Sous-Total Protection des Inondations						0,00	995 000,00	995 000,00	332 500,00	272 500,00	270 000,00	120 000,00
594	SUBV Cnes EPCI Acquisition désherbage 2017	204	738	154 221,43	149 921,43	-4 300,00	149 921,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Sous-Total RIVIERES				4 043 016,50	2 437 904,94	-234 770,10	5 303 246,40	2 865 341,46	1 464 158,75	811 182,71	470 000,00	120 000,00
799	Gestion des aquifères - RESEAU DE SURVEILLANCE	21	738	125 000,00	60 043,06	0,00	125 000,00	64 956,94	45 000,00	19 956,94	0,00	0,00
692	Gestion des aquifères - FORAGE REC 2019			600 000,00	568 139,35	530,74	600 530,74	32 391,39	32 391,39	0,00	0,00	0,00
812	Gestion des aquifères - ETUDE DE SECURISATION DU SUD-OUEST LITTORAL	20		400 000,00	0,00	0,00	400 000,00	400 000,00	167 608,61	232 391,39	0,00	0,00
Sous-Total GESTION DES AQUIFERES				1 125 000,00	628 182,41	530,74	1 125 530,74	497 348,33	245 000,00	252 348,33	0,00	0,00
389	ALIMENTATION EAU POTABLE 2014	204	61	96 990,00	96 795,25	-194,75	96 795,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
603	ALIMENTATION EAU POTABLE 2018			93 200,00	78 933,25	-14 266,75	78 933,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
679	ALIMENTATION EAU POTABLE 2019			61 000,00	30 162,30	0,00	61 000,00	30 837,70	30 500,00	337,70	0,00	0,00
727	SUBV ALIMENTATION EAU POTABLE 2020			197 466,00	66 466,56	0,00	197 466,00	130 999,44	100 000,00	30 999,44	0,00	0,00
794	ALIMENTATION EAU POTABLE 2021			161 800,00	0,00	-9 000,00	152 800,00	152 800,00	66 300,00	86 500,00	0,00	0,00
510	ALIMENTATION EAU POTABLE SYDEC 2016			273 475,00	152 396,27	0,00	273 475,00	121 078,73	59 318,51	61 760,22	0,00	0,00
604	ALIMENTATION EAU POTABLE SYDEC 2018			406 500,00	368 313,13	-38 186,87	368 313,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
680	ALIMENTATION EAU POTABLE SYDEC 2019			189 000,00	126 860,98	0,00	189 000,00	62 139,02	58 700,00	3 439,02	0,00	0,00
728	ALIMENTATION EAU POTABLE SYDEC 2020			200 000,00	32 400,00	0,00	200 000,00	167 600,00	150 000,00	17 600,00	0,00	0,00
795	SUBV ALIMENTATION EAU POTABLE SYDEC 2021			483 200,00	51 116,09	-2 000,00	481 200,00	430 083,91	129 200,00	207 286,87	93 597,04	0,00
843	ALIMENTATION EN EAU POTABLE 2022						600 000,00	600 000,00	140 000,00	260 000,00	200 000,00	0,00
Sous-Total ALIMENTATION EAU POTABLE				2 162 631,00	1 003 443,83	-63 648,37	2 698 982,63	1 695 538,80	734 018,51	667 923,25	293 597,04	0,00
511	ASSAINISSEMENT RURAL 2016			160 825,00	144 780,99	-16 044,01	144 780,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
559	ASSAINISSEMENT RURAL 2017			463 000,00	416 147,29	0,00	463 000,00	46 852,71	34 900,00	11 952,71	0,00	0,00
601	ASSAINISSEMENT RURAL 2018			549 850,00	468 307,03	0,00	549 850,00	81 542,97	80 500,00	1 042,97	0,00	0,00
677	ASSAINISSEMENT RURAL 2019			171 000,00	113 725,00	0,00	171 000,00	57 275,00	57 099,00	176,00	0,00	0,00



N° de l'A.P.	INTITULE	CHAPITRE	FONCTION	AUTORISATIONS DE PROGRAMME				
				AP ANTERIEURES ACTUALISEES (DM2 2021)	CP réalisés années antérieures	Ajustements BP 2022 - AP antérieures	Nouveau Montant AP au BP 2022 - AP antérieures et nouvelles	SOLDE AP AU 1 ^{ER} JANVIER 2022
726	ASSAINISSEMENT RURAL 2020	204	61	448 225,00	209 284,96	0,00	448 225,00	238 940,04
792	ASSAINISSEMENT RURAL 2021			400 000,00	171 150,00	66 000,00	466 000,00	294 850,00
512	ASSAINISSEMENT RURAL SYDEC 2016			252 350,00	243 895,00	0,00	252 350,00	8 455,00
560	ASSAINISSEMENT RURAL SYDEC 2017			282 000,00	242 939,95	0,00	282 000,00	39 060,05
602	ASSAINISSEMENT RURAL SYDEC 2018			749 130,00	650 147,99	0,00	749 130,00	98 982,01
678	ASSAINISSEMENT RURAL SYDEC 2019			654 000,00	566 864,69	0,00	654 000,00	87 135,31
729	ASSAINISSEMENT RURAL SYDEC 2020			653 390,00	377 178,30	0,00	653 390,00	276 211,70
793	ASSAINISSEMENT RURAL SYDEC 2021			655 000,00	54 450,00	-60 000,00	595 000,00	540 550,00
841	ASSAINISSEMENT 2022						1 300 000,00	1 300 000,00
Sous-Total ASSAINISSEMENT				5 438 770,00	3 658 871,20	-10 044,01	6 728 725,99	3 069 854,79
813	ETUDE DE FAISABILITE DE LA MISE EN PLACE DE PILOTES DE TRAITEMENT DE MICRO-POLLUANTS 2021	20	61	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00
Sous-Total ETUDES				100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00
TOTAL				12 869 417,50	7 728 402,38	-307 931,74	15 956 485,76	8 228 083,38

AP soldée

AP nouvelle

CREDITS DE PAIEMENT **

ID : 040-224000018-20220331-E02_BP_2022-DE

CP ouverts au titre de 2022	CP ouverts au titre de 2023	CP ouverts au titre de 2024	CP ouverts au titre de 2025
137 100,00	101 840,04	0,00	0,00
63 300,00	165 550,00	66 000,00	0,00
6 700,00	1 755,00	0,00	0,00
17 500,00	21 560,05	0,00	0,00
2 500,00	96 482,01	0,00	0,00
83 700,00	3 435,31	0,00	0,00
203 400,00	72 811,70	0,00	0,00
150 000,00	239 250,00	151 300,00	0,00
180 000,00	570 000,00	550 000,00	0,00
1 016 699,00	1 285 855,79	767 300,00	0,00
75 000,00	25 000,00	0,00	0,00
75 000,00	25 000,00	0,00	0,00
3 534 876,26	3 042 310,08	1 530 897,04	120 000,00

II - INSCRIPTIONS BUDGETAIRES HORS AP

II - 1) Dépenses

SECTION	CHAPITRE	FONCTION	INTITULE	Crédits 2022
FONCTIONNEMENT				
	65	738	Participation Entente SAGE NRG - Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) « <i>Neste et rivières de Gascogne</i> »	900,00
			Subv à la Fédération pour la Pêche et la Protection du Milieu Aquatique des Landes	20 000,00
		61	Participation frais de l'Institution Adour	310 000,00
Sous-Total RIVIERE				330 900,00
	011	738	Gestion des aquifères - Frais d'analyses	233 000,00
			Gestion des aquifères - Fourniture et petit équipement	3 500,00
			Gestion des aquifères - Maintenance équipement	1 000,00
			Gestion des aquifères - Contrat prestation de service avec entreprise	23 000,00
			Gestion des aquifères - Périmètres de protection	13 000,00
	65		Etude AGROLANDES REUSE	11 000,00
Sous-Total GESTION DES AQUIFERES				284 500,00
	011	738	Frais d'analyses diverses	180 000,00
		61	SATESE - Frais d'analyses	40 000,00
Sous-Total INGENIERIE GRAND CYCLE DE L'EAU				220 000,00
	011	61	SATESE - Acquisition petit matériel	2 000,00
			SATESE - Maintenance équipement	3 500,00
Sous-Total INGENIERIE PETIT CYCLE DE L'EAU				5 500,00
TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT				840 900,00
INVESTISSEMENT	21	738	Gestion des aquifères - Acquisition de matériel	52 900,00
Sous-Total GESTION DES AQUIFERES				52 900,00
	21	61	SATESE - Acquisition de matériel	10 000,00
Sous-Total INGENIERIE PETIT CYCLE DE L'EAU				10 000,00
TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENT				62 900,00
TOTAL GENERAL DEPENSES				4 438 676,26

II - 2) Recettes

SECTION	CHAPITRE	FONCTION	INTITULE	Crédits 2022
FONCTIONNEMENT	74	738	Participation de l'Agence de l'Eau aux charges liées aux dépenses de personnel	60 000,00
Sous-Total RIVIERE				60 000,00
	74	61	Participation de l'Agence de l'Eau surveillance des cours d'eau	123 000,00
	74	738	Gestion des aquifères - Participation Agence de l'Eau	368 500,00
Sous-Total GESTION DES AQUIFERES				491 500,00
	74		SATESE - Participation Agence de l'Eau	130 000,00
	70	61	SATESE - Prestations LPL	20 000,00
	74		SATESE - Participations collectivités locales	2 900,00
Sous-Total INGENIERIE PETIT CYCLE DE L'EAU				152 900,00
TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT				704 400,00
INVESTISSEMENT	13	738	Gestion des aquifères - Participation Agence de l'Eau	30 000,00
			Etude de sécurisation AEP secteur sud-ouest - Participation Agence de l'Eau	83 334,00
Sous-Total GESTION DES AQUIFERES				113 334,00
	13	738	Etude de faisabilité traitement micro-polluants - Participation Agence de l'Eau	30 000,00
Sous-Total ETUDES				30 000,00
TOTAL RECETTES INVESTISSEMENT				143 334,00
TOTAL GENERAL RECETTES				847 734,00

Envoyé en préfecture le 05/04/2022

Reçu en préfecture le 05/04/2022



ID : 040-224000018-20220331-E02_BP_2022-DE



ANNEXE II

AIDE POUR LA GESTION ET LA VALORISATION DES COURS D'EAU ET MILIEUX HUMIDES ASSOCIES

TITRE I – Clauses générales

Préambule

Les 4 500 kilomètres de rivières des Landes doivent continuer à remplir leur rôle sur le territoire, de réseau naturel pour la biodiversité, de lieu de loisirs (pêche, activités nautiques, promenade...) et de vecteur du développement économique.

Pour tenir les objectifs d'atteinte du bon état des eaux, fixés par la Directive Cadre européenne sur l'Eau et repris dans le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Adour-Garonne, une implication de tous les acteurs du territoire est nécessaire.

C'est pourquoi, **le Département entend pérenniser la politique volontariste engagée depuis de nombreuses années en faveur des rivières** et qui se traduit par un soutien aux structures gestionnaires, en les accompagnant dans leurs projets de gestion raisonnée de ces milieux, à l'échelle des bassins versants.

Les modalités d'interventions présentées ci-après s'entendent dans la limite des enveloppes budgétaires votées annuellement par l'Assemblée départementale.

Article 1 – Objectifs poursuivis

Le Département est susceptible d'accorder aux communes (Titre IV uniquement), aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et aux syndicats mixtes ayant compétence en matière de gestion des cours d'eau, des aides pour des opérations (études, travaux, acquisitions foncières et actions d'animation) visant à améliorer la gestion de l'espace rivière (cours d'eau et milieux humides associés) et de son bassin versant, en correspondance avec les objectifs visés par le schéma départemental pour la gestion et la valorisation des cours d'eau :

- en termes d'objectifs généraux :
 - atteinte du bon état des masses d'eau tel que défini par la Directive-Cadre européenne sur l'Eau et retranscrite dans les SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) et les PAOT (Plan d'Action Opérationnel Territorialisé) ;
 - prise en compte de la préservation et de la valorisation de la qualité des milieux liés à l'espace rivière, préalablement à toute intervention, le réseau hydrographique landais et ses zones humides associées constituant la trame bleue départementale ;
 - gestion des cours d'eau et des milieux humides associés à une échelle hydrographique cohérente qui est celle, de préférence, du bassin versant ;
 - mise en place d'une gestion pérenne qui englobe le fonctionnement d'un bassin versant, en intégrant non seulement le cours d'eau principal mais aussi ses affluents et les milieux humides associés ;
 - prise en compte des thématiques complémentaires telles que la qualité de l'eau, la gestion quantitative et la gestion des usages ;
- en termes d'objectifs spécifiques identifiés par type de cours d'eau :
 - l'identification des objectifs prioritaires effectuée par nature d'enjeu et pour chacun des 4 grands types de cours d'eau du département, à savoir les cours d'eau à fort module, les cours d'eau côtiers, les cours d'eau du plateau landais et assimilés et les cours d'eau du sud Adour et petits affluents de l'Adour est explicitée dans le document « *politique départementale de gestion et de valorisation des cours d'eau landais : bilan et perspectives* » tel que validé par l'Assemblée départementale le 6 novembre 2009.

Article 2 – Bénéficiaires

1 - Les bénéficiaires peuvent être des EPCI, des syndicats mixtes compétents sur des périmètres hydrographiques cohérents soit à l'échelle des bassins ou sous-bassins hydrographiques.

2 – Dans le cas particulier des achats de terrain, les communes peuvent également être éligibles.

Article 3 – Conditions générales d'éligibilité

Pour être recevable, le dossier sollicitant l'aide du Département devra être déposé avant tout commencement d'opération et comporter l'ensemble des pièces indiquées ci-après dans les articles afférents. Une autorisation de démarrage anticipé des actions pourra être sollicitée préalablement à la décision d'attribution de subvention et sa délivrance ne présagera en rien de l'issue qui sera donnée à la demande de subvention.

Seules les opérations visant les objectifs précisés aux articles 1, 6, 9, 10, 14 et 17 sont éligibles.

Article 4 – Modalités et conditions d'attribution de la subvention

La demande de subvention sera soumise aux fins de décision attributive à la Commission Permanente et un arrêté attributif de subvention sera pris en application de cette décision.

Dans l'hypothèse où l'opération n'aurait pas fait l'objet d'un commencement d'exécution dans un délai de 2 ans à compter de la date de l'arrêté attributif, un arrêté annulant la subvention sera pris après information de la Commission Permanente.

Les demandes de solde des opérations de travaux et d'animation, incluant l'ensemble des justificatifs nécessaires à leur versement, devront parvenir au Département dans un délai de 4 ans à compter de la date de l'arrêté attributif.

Dans le cas contraire, à la condition de la réception au moins 3 mois avant l'échéance d'une demande de la part du bénéficiaire, seule la prise d'un arrêté de prorogation de la subvention sur décision de la Commission Permanente permettra son versement.

Article 5 – Modalités de versement de la subvention

Le versement de la subvention interviendra au prorata des dépenses effectivement réalisées et sur production :

- du décompte général des dépenses visé par le comptable public,
- du plan de financement définitif de l'opération visé par le Maire ou le Président de la structure,
- pour les études, d'un exemplaire du rapport final et, pour les opérations de travaux, maîtrise foncière et animation, d'un compte-rendu dressant un bilan détaillé de l'opération approuvé par l'autorité compétente.

Les modalités de versement des subventions seront précisées dans l'arrêté attributif de subvention afférent, et le cas échéant, uniquement pour celles relatives aux travaux et études, un ou plusieurs acomptes pourront être versés sur production de l'acte administratif ordonnant le commencement de l'opération, d'une facture justifiant l'engagement des opérations, d'une attestation signée du Président attestant de l'engagement de l'opération ou de la production des rapports de phases validés par le comité de pilotage pour les études.

Le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire de fournir les copies des factures justificatives du total des dépenses et une copie des justificatifs d'engagement des autres partenaires financiers figurant sur le plan de financement définitif.



TITRE II – Acquisition de connaissance et définition de projet

Article 6 – Opérations éligibles et objectifs spécifiques

Les études listées ci-après sont éligibles à l'intervention du Département sous réserve du respect des objectifs suivants et de la validation préalable du cahier des charges :

- Les **études générales** devront viser la connaissance et le diagnostic, à l'échelle du bassin versant, de l'état des cours d'eau et milieux humides associés et de leur fonctionnement. Ces études devront permettre à la collectivité de dimensionner techniquement et financièrement son intervention dans le cadre de programmes pluriannuels.
- Les **études ponctuelles** conduites préalablement au lancement d'actions devront permettre de dimensionner des actions spécifiques et/ou localisées, d'en évaluer l'opportunité au regard de l'intérêt général et du respect des fonctionnalités naturelles des milieux. Ces études devront permettre à la collectivité de dimensionner techniquement et financièrement son intervention dans le cadre de programmes spécifiques.

Article 7 – Constitution du dossier de demande de subvention

Pour être réputé complet, le dossier de demande de subvention devra comporter les pièces suivantes :

- un courrier de demande de subvention adressé au Président du Conseil départemental,
- une délibération de l'instance compétente sollicitant le concours financier du Département, faisant clairement apparaître l'objet de la demande et mentionnant le plan de financement prévisionnel,
- une déclaration du maître d'ouvrage de non-commencement de l'opération,
- le nom et les coordonnées de la personne chargée du suivi du dossier,
- une présentation technique détaillée du projet précisant :
 - l'échéancier de réalisation de l'étude
 - le détail estimatif prévisionnel des dépenses
 - l'échéancier prévisionnel de dépenses
 - la délimitation de la zone d'étude
 - les objectifs poursuivis
 - les méthodes utilisées
 - la composition du comité de pilotage de l'étude
- le cahier des charges de l'étude, qui aura été préalablement validé par le service instructeur du Département,
- le cas échéant, un certificat signé de l'autorité compétente qui atteste que, pour l'opération concernée, les dépenses ne sont pas éligibles au Fonds de Compensation de la TVA et que la collectivité ne récupère pas la TVA par ailleurs.

Article 8 – Modalités de calcul du montant de la subvention

Le taux maximum de subvention du Département est de 25 % du montant HT des dépenses éligibles. Dans le cas où la collectivité ne récupérerait pas la TVA pour l'opération concernée, et sous réserve de production du certificat administratif correspondant (cf. dernier alinéa de l'Article 7) signé de l'autorité compétente, la dépense subventionnable est égale au montant TTC de l'étude.

Le taux de subvention appliqué pourra être inférieur au taux maximum en fonction des autres participations financières, dans le respect de la réglementation relative au plafonnement des aides publiques en vigueur.

TITRE III – Les travaux

Article 9 – Travaux éligibles dans le cadre d'un programme pluriannuel de gestion

Les travaux identifiés dans le cadre d'un programme pluriannuel de gestion adopté par l'organe délibérant, sont éligibles sous réserve que ce programme :

- ait comme objectif prioritaire la préservation, la restauration ou la renaturation des fonctionnalités naturelles des cours d'eau et milieux humides associés, de leurs potentialités écologiques et de leurs connections,
- respecte les objectifs du SDAGE, et le cas échéant du SAGE correspondant,
- bénéficie de l'ensemble des autorisations réglementaires *ad hoc*, soit le cas échéant au titre de l'intérêt général et/ou de la loi sur l'eau et/ou de Natura 2000.

Les travaux listés ci-après, réalisés dans le cadre de programmes pluriannuels, sont éligibles à l'intervention du Département sous réserve du respect des objectifs suivants, indiqués par nature d'action :

- **Gestion courante de la ripisylve et du lit mineur** : ces travaux courants (enlèvement raisonné ou fixation des chablis et embâcles, évacuation et/ou d'élimination des rémanents et des produits de coupe, de broyage des souches, gestion des atterrissements, résorption des dépôts sauvages) devront permettre de diminuer les risques (inondation, érosion) au droit des zones vulnérables (secteurs habités et infrastructures d'intérêt général), privilégier sur les secteurs moins vulnérables un fonctionnement naturel de l'hydrosystème (par ralentissement dynamique, libre divagation et mobilité, diversification des faciès d'écoulement, mobilisation des zones humides annexes), améliorer la qualité des milieux et limiter les risques de pollution,
- **Restauration et renaturation de la ripisylve** : ces travaux devront viser, soit la restauration d'une ripisylve équilibrée (diversifiée en termes d'espèces, de strates, par gestion sélective des embâcles...) sur les secteurs non entretenus depuis plusieurs années (à minima 4 ans) dont la ripisylve est sénescence ou très dégradée, soit la création d'une ripisylve sur les secteurs où elle est absente ou trop éparse pour remplir ses fonctions naturelles, notamment les fonctions d'habitat et de corridor écologique, de ralentissement dynamique des écoulements, de filtration et de maintien des berges,
- **Restauration et renaturation du lit mineur** : les travaux de renaturation du lit mineur devront viser, en priorisant ces actions sur des masses d'eau dont l'état des lieux du SDAGE reconnaît qu'elles subissent des altérations hydromorphologiques, le rétablissement de leurs fonctions naturelles, notamment des habitats aquatiques du cours d'eau (dont les habitats piscicoles), par la restauration de la dynamique fluviale et de la diversité des faciès d'écoulement, par la restauration de méandres, par ralentissement dynamique, par la reconstitution de matelas alluvial, par la restauration du talweg d'origine ou par la remise à ciel ouvert,
- **Régulation des espèces végétales invasives (hors plans d'eau)** : ces opérations devront être limitées aux secteurs où leur présence perturbe significativement le milieu et son fonctionnement, ou permettre de juguler une colonisation naissante. Ces actions devront impérativement être dimensionnées dans le cadre d'un programme pluriannuel visant à réguler leur propagation sur ces secteurs ou à éradiquer les nouvelles colonisations,
- **Restauration de la fonctionnalité du lit majeur** : ces travaux devront permettre la restauration des fonctionnalités naturelles des cours d'eau dans leur espace de mobilité/liberté, en termes de régulation des inondations (en privilégiant l'expansion sur les secteurs les moins vulnérables et la remise en fonction des zones naturelles d'expansion des crues courantes), de dissipation de l'énergie intrinsèque des cours d'eau en privilégiant l'érosion sur les secteurs les moins vulnérables, de préservation ou de restauration des zones de reproduction biologique, de reconnexion des annexes hydrauliques et ce afin d'améliorer la biodiversité, la qualité de l'eau et des milieux aquatiques,
- **Protection des berges** : ne seront accompagnés que les travaux réservés aux seules zones présentant une vulnérabilité liée à la présence d'enjeux forts tels que lieux habités ou infrastructures d'intérêt général, et ce, dans l'objectif de privilégier la mobilité du cours d'eau sur le reste du linéaire. Sont prosrites les protections autres que les techniques végétales vivantes, dites « *en dur* » (type enrochements, palplanches, tunages jointifs...), sauf à apporter la preuve de l'impossibilité de mise en œuvre des techniques douces,

- **Amélioration du fonctionnement ou de la qualité d'un cours d'eau ou d'une portion de cours d'eau à l'échelle d'un bassin ou d'un sous-bassin :** ces travaux doivent permettre de réduire la vulnérabilité de ces milieux et des enjeux à proximité, par des actions innovantes telles que la plantation de haies pour limiter le ruissellement et ses effets, la mise en place de mesures favorisant l'amélioration de la qualité des eaux superficielles (limitation du piétinement des troupeaux par des systèmes d'abreuvement spécifiques et par la mise en défens), ou par des opérations de renaturation et de restauration du lit (restauration de méandres,...),
- **Restauration et entretien d'ouvrages hydrauliques :** les travaux sur les ouvrages hydrauliques (portes à flots, clapets,...) pourront être accompagnés sous réserve que le maintien de l'ouvrage soit reconnu d'intérêt général, que l'ouvrage bénéficie d'une reconnaissance réglementaire et qu'il ait comme objectif prioritaire la préservation, la restauration ou la renaturation des fonctionnalités naturelles des cours d'eau et milieux humides associés, de leurs potentialités écologiques et de leurs connections.

Article 10 –Travaux éligibles hors cadre d'un programme pluriannuel de gestion

Seuls les travaux listés ci-après, sont éligibles à l'intervention du Département, même s'ils ne sont pas intégrés dans un programme pluriannuel de gestion, et ce, sous réserve du respect des objectifs suivants indiqués par nature d'action :

- les **travaux listés à l'article 9 qui ne sont pas intégrés dans des programmes pluriannuels** mais en raison de leur caractère imprévu ou résultant d'événements climatiques exceptionnels (crues exceptionnelles, tempêtes...), avec les mêmes objectifs que ceux définis ci-avant, et revêtant un caractère d'urgence en terme de sécurité publique et/ou d'intérêt général,
- les **travaux visant à la restauration de la continuité écologique : biologique** (déplacement de la petite faune et des poissons) **et sédimentaire** (transport solide), que ce soit par effacement partiel ou total d'ouvrage transversal ou longitudinal ainsi que par équipement de dispositifs de franchissement et de mise en transparence d'ouvrages transversaux.

Article 11 –Travaux exclus du champ d'intervention

Sont non éligibles au présent règlement :

- les aménagements hydrauliques et travaux entraînant une artificialisation des milieux (curage, recalibrage, rectification du lit des cours d'eau, endiguement, bassins écrêteurs de crue, création, entretien et préservation de plans d'eau anthropiques, ...),
- les travaux sur les ouvrages hydrauliques ou systèmes d'endiguement (digues, déversoirs, portes à flots, clapets, écluses...) dont l'usage premier sert à lutter contre les inondations,
- le débroussaillage des berges de cours d'eau sauf s'il est opéré de manière localisée en préalable à des plantations réalisées lors de la même tranche de travaux et pour les opérations d'entretien de ces plantations (travaux de confortement), dans la limite de 2 années de garantie prévues au marché après réception du chantier, ou dans le cadre d'une opération de régénération de la végétation des berges inscrite dans le programme pluriannuel de gestion par débroussaillage sélectif visant à favoriser les espèces indigènes présentes,
- l'entretien ou la restauration des voies d'accès au cours d'eau, notamment les sentiers pédestres.

Article 12 – Constitution du dossier de demande de subvention

Pour être réputé complet, le dossier de demande de subvention devra comporter les pièces suivantes :

- un courrier de demande de subvention adressé au Président du Conseil départemental,
- une délibération de l'instance compétente sollicitant le concours financier du Département, faisant clairement apparaître l'objet de la demande et mentionnant le plan de financement prévisionnel,
- une déclaration du maître d'ouvrage de non-commencement de l'opération,



- le nom et les coordonnées de la personne chargée du suivi du dossier,
- une présentation technique détaillée du projet précisant :
 - le plan de situation des travaux, mentionnant explicitement leur localisation et ce, par nature d'opération (articles 9 et 10)
 - le linéaire de berge (en ml) concerné par les travaux et ce, par nature d'opération
 - la liste des communes concernées et ce, par nature d'opération
 - la liste des masses d'eau concernées et ce, par nature d'opération
 - l'échéancier des procédures
 - l'échéancier de réalisation des travaux
 - le détail estimatif prévisionnel des dépenses (pour les travaux réalisés en régie, le calcul des coûts prévisionnels sera explicité et l'ensemble des justificatifs afférents sera joint)
 - l'échéancier prévisionnel de dépenses
 - les objectifs poursuivis
 - les indicateurs de suivi et d'évaluation permettant de mesurer la mise en œuvre des actions et l'atteinte des objectifs,
- les copies des autorisations administratives de réaliser l'opération (arrêté préfectoral de déclaration d'intérêt général et /ou d'autorisation au titre de la loi sur l'eau...),
- le cahier des charges des travaux (pour les actions confiées à des prestataires extérieurs, le cahier des charges de consultation des entreprises devra être fourni), qui aura été préalablement validé par le service instructeur du Département,
- le cas échéant, un certificat signé de l'autorité compétente et visé par le comptable public qui atteste que, pour l'opération concernée, les dépenses ne sont pas éligibles au Fonds de Compensation de la TVA et que la collectivité ne récupère pas la TVA par ailleurs.

Article 13 – Modalités de calcul du montant de la subvention

Les taux maximum d'intervention du Département sont récapitulés dans le tableau ci-après, en fonction de la nature des travaux éligibles.

La dépense subventionnable est égale au montant hors taxe des travaux. Dans le cas où la collectivité ne récupérerait pas la TVA pour l'opération concernée, et sous réserve de production du certificat administratif correspondant (cf. dernier alinéa de l'Article 12) signé de l'autorité compétente, la dépense subventionnable est égale au montant TTC des travaux.

Le taux de subvention appliqué pourra être inférieur au taux maximum en fonction des autres participations financières, dans le respect de la réglementation relative au plafonnement des aides publiques en vigueur.

Travaux éligibles <u>EN</u> PROGRAMME PLURIANNUEL DE GESTION			
Nature d'action	Taux maximum et plafond de dépenses	Conditions spécifiques d'éligibilité	Pièces spécifiques à fournir
<u>Gestion courante de la ripisylve et du lit mineur</u> <i>(enlèvement raisonné ou fixation des chablis et embâcles, évacuation et/ou élimination des rémanents et des produits de coupe, broyage des souches, gestion des atterrissements, résorption des dépôts sauvages,...)</i>	30 % du montant HT des dépenses Plafond de dépenses éligibles : <ul style="list-style-type: none"> pour les cours d'eau côtiers et du plateau landais : 1,5 €/ml de berge de secteur homogène de cours d'eau traité pour les cours d'eau du sud Adour et petits affluents de l'Adour : 2 €/ml de berge de secteur homogène de cours d'eau traité pour les cours d'eau à fort module : 2,5 €/ml de berge de secteur homogène de cours d'eau traité 	<ul style="list-style-type: none"> Travaux ponctuels et régénération naturelle à privilégier 	
<u>Restauration et renaturation de la ripisylve</u> <i>(premiers travaux, plantations,...)</i>	30 % du montant HT des dépenses Plafond de dépenses éligibles : <ul style="list-style-type: none"> 10 €/ml de berge de cours d'eau restauré ou renaturé 15 €/ml de berge pour les secteurs où la ripisylve traitée a une largeur supérieure à 10 mètres 20 €/ml de berge renaturée par revégétalisation (plantations) 		<ul style="list-style-type: none"> Délibération du maître d'ouvrage l'engageant à réaliser les travaux d'entretien ultérieurs
<u>Restauration et renaturation du lit mineur</u> <i>(restauration de la dynamique fluviale et de la diversité des faciès d'écoulement, restauration de méandres, ralentissement dynamique, reconstitution de matelas alluvial, restauration du talweg d'origine ou remise à ciel ouvert,...)</i>	30 % du montant HT des dépenses	<ul style="list-style-type: none"> Etude préalable d'état des lieux et diagnostic Priorisation sur des masses d'eaux en mauvais état, notamment au regard de l'hydromorphologie Validation technique préalable du cahier des charges de l'opération Assurer un suivi/évaluation de l'action et un entretien pendant au moins 3 ans 	<ul style="list-style-type: none"> Etude préalable de diagnostic Délibération du maître d'ouvrage l'engageant à réaliser le suivi et l'évaluation

Nature d'action	Taux maximum et plafond de dépenses	Conditions spécifiques d'éligibilité	Pièces spécifiques à fournir
Régulation des espèces végétales invasives <i>(hors plans d'eau)</i>	30 % du montant HT des dépenses Plafond de dépenses éligibles : <ul style="list-style-type: none"> Pour les plantes terrestres : 50 €/m² traité Pour les plantes aquatiques : <ul style="list-style-type: none"> 3 €/ml de cours d'eau par arrachage manuel 50 €/ml de cours d'eau par arrachage mécanique 	<ul style="list-style-type: none"> Etude préalable d'état des lieux et diagnostic Priorisation sur les secteurs où la présence des plantes perturbe significativement le milieu Validation technique préalable du cahier des charges de l'opération précisant les conditions techniques d'arrachage ou de régulation, de transport et d'élimination des végétaux Assurer les travaux d'entretien ultérieurs 	<ul style="list-style-type: none"> Etude préalable de diagnostic Délibération du maître d'ouvrage l'engageant à réaliser les travaux d'entretien ultérieurs
Restauration de la fonctionnalité du lit majeur <i>(opérations privilégiant l'expansion et l'érosion sur les secteurs les moins vulnérables, remise en fonction des zones naturelles d'expansion des crues courantes, préservation ou restauration des zones de reproduction biologique, reconnexion des annexes hydrauliques,...)</i>	30 % du montant HT des dépenses	<ul style="list-style-type: none"> Assurer un suivi/évaluation de l'action pendant au moins 3 ans 	<ul style="list-style-type: none"> Délibération du maître d'ouvrage l'engageant à réaliser le suivi et l'évaluation Avis de la Fédération de Pêche pour les travaux d'amélioration des habitats piscicoles
Protection de berge <i>(enjeux de sécurité publique ou d'infrastructures d'intérêt général)</i>	30 % du montant HT des dépenses pour les protections en technique végétale 15 % du montant HT des dépenses pour les protections en dur (sous réserve que l'impossibilité de mise en œuvre de protections en technique végétale soit démontrée)	<ul style="list-style-type: none"> Etude d'opportunité de réalisation de l'ouvrage examinée comparativement au déplacement des enjeux ou infrastructures Les techniques végétales seront privilégiées Les techniques en dur seront proscrites, sauf à démontrer l'impossibilité de mise en œuvre des techniques végétales 	<ul style="list-style-type: none"> Etude d'opportunité de réalisation de l'ouvrage examinée comparativement au déplacement des enjeux ou infrastructures



Nature d'action	Taux maximum et plafond de dépenses	Conditions spécifiques d'éligibilité	Pièces spécifiques à fournir
<u>Amélioration du fonctionnement ou de la qualité d'un cours d'eau, travaux de réduction de la vulnérabilité des enjeux</u> <i>(plantation de haies, mise en place de pompes d'abreuvement et mise en défens, restauration de méandres,...)</i>	30 % du montant HT des dépenses	<ul style="list-style-type: none"> - Etude préalable d'état des lieux et diagnostic - Priorisation sur des masses d'eaux en mauvais état, notamment au regard de la qualité physico-chimique - Validation technique préalable du cahier des charges de l'opération - Assurer un suivi/évaluation de l'action et un entretien pendant au moins 3 ans 	<ul style="list-style-type: none"> - Etude préalable de diagnostic - Délibération du maître d'ouvrage l'engageant à réaliser le suivi et l'évaluation
<u>Restauration et entretien d'ouvrages hydrauliques</u> <i>(hors digues de protection contre les inondations)</i>	30 % du montant HT des dépenses <u>Plafond de dépenses éligibles :</u> <ul style="list-style-type: none"> • 2 000 € / an et par ouvrage pour des opérations d'entretien annuel • 50 000 € / ouvrage pour des opérations de restauration, à raison d'une intervention financière par ouvrage tous les 10 ans au maximum 	<ul style="list-style-type: none"> - Cours d'eau côtiers et cours d'eau à fort module - Etude d'opportunité du maintien de l'ouvrage examiné comparativement à son effacement et au regard de l'intérêt général - Consignes de gestion adaptées aux enjeux écologiques et décidées dans le cadre d'une gestion concertée à l'échelle du bassin versant. 	<ul style="list-style-type: none"> - Etude d'opportunité du maintien de l'ouvrage - Consignes de gestion adaptées aux enjeux écologiques, - Délibération du maître d'ouvrage l'engageant à appliquer les consignes de gestion de l'ouvrage



Travaux éligibles <u>HORS</u> programme pluriannuel de gestion			
Nature d'action	Taux maximum et plafond de dépenses	Conditions spécifiques d'éligibilité	Pièces spécifiques à fournir
Restauration de la Continuité : <u>effacement d'ouvrage</u> <i>(effacement partiel ou total d'ouvrage transversal ou longitudinal)</i>	30 % du montant HT des dépenses	<ul style="list-style-type: none"> - Etude préalable de diagnostic - Assurer un suivi/évaluation de l'action et un entretien pendant au moins 3 ans 	<ul style="list-style-type: none"> - Etude préalable de diagnostic - Délibération du maître d'ouvrage l'engageant à réaliser le suivi et l'évaluation
Restauration de la continuité : <u>mise en transparence d'ouvrages</u> <i>(franchissement de la faune et / ou transport solide)</i>	30 % du montant HT des dépenses <u>Plafond de dépenses éligibles :</u> <ul style="list-style-type: none"> • 20 000 € HT/ouvrage 	<ul style="list-style-type: none"> - Maîtrise foncière publique de l'ouvrage et de ses accès - Entretien pérenne de l'ouvrage 	<ul style="list-style-type: none"> - Justificatifs attestant de la maîtrise foncière publique de l'ouvrage et de ses accès - Délibération d'engagement du maître d'ouvrage à mettre en place un entretien adapté de l'ouvrage

TITRE IV – Maîtrise foncière

Article 14 – Nature des opérations éligibles et objectifs spécifiques visés

Sont éligibles à l'intervention du Département les acquisitions foncières effectuées par des communes ou leurs groupements (EPCI à fiscalité propre), les EPCI ou syndicats mixtes compétents sur des périmètres hydrographiques cohérents, ayant pour objectif la reconquête de l'espace de mobilité du cours d'eau, la reconnexion de milieux humides associés, la restauration de zones d'expansion des crues, la restauration de la libre-circulation piscicole et la renaturation de cours d'eau.

Article 15 – Constitution du dossier de demande de subvention

Pour être réputé complet, le dossier de demande de subvention devra comporter les pièces suivantes :

- un courrier de demande de subvention adressé au Président du Conseil départemental,
- une délibération de l'instance compétente sollicitant le concours financier du Département, faisant clairement apparaître la motivation de l'acquisition foncière et mentionnant le plan de financement prévisionnel,
- une déclaration du maître d'ouvrage de non-commencement de l'opération,
- le nom et les coordonnées de la personne chargée du suivi du dossier,
- une présentation technique détaillée du projet précisant :
 - le plan de situation des acquisitions
 - le relevé cadastral et le plan parcellaire
 - la masse d'eau concernée par l'opération
 - l'estimation du coût du foncier, établi par la SAFER ou par France Domaine (lorsque celle-ci est obligatoire)
 - l'échéancier des procédures
 - le détail estimatif prévisionnel des dépenses
 - l'échéancier prévisionnel de dépenses
 - les objectifs poursuivis
 - les indicateurs de suivi permettant de mesurer l'atteinte des objectifs
- les préconisations relatives à la restauration et/ou à l'entretien du site découlant du programme pluriannuel de gestion adopté par la collectivité gestionnaire de cours d'eau compétente sur le bassin versant concerné.

Article 16 – Modalités de calcul du montant de la subvention

Le taux maximum de subvention du Département est de

- 50 % du montant TTC des dépenses plafonnées à 10 000 €/ha (sauf pour les terrains d'une superficie inférieure à 1 hectare et présentant un intérêt paysager ou écologique majeur en contexte urbain) et 100 000 € au total, pour des acquisitions de terrain non bâtis en zone de préemption au titre des espaces naturels sensibles (ZPENS) au titre du règlement départemental d'aides à la protection et la valorisation du patrimoine naturel landais,
- 30 % du montant TTC des dépenses plafonnées à 10 000 €/ha (sauf pour les terrains d'une superficie inférieure à 1 hectare et présentant un intérêt paysager ou écologique majeur en contexte urbain) et 100 000 € au total, pour des acquisitions de terrain non bâtis hors ZPENS au titre du règlement départemental d'aides à la protection et la valorisation du patrimoine naturel landais,
- 30 % du montant TTC des dépenses plafonnées à 10 000 € TTC par ouvrage pour des acquisitions d'ouvrages transversaux en rivière (seuils, ouvrages de régulation ...).



Seront pris en compte les frais d'acquisition calés au maximum sur l'estimation du coût par France Domaine (lorsque celle-ci est obligatoire) ou par la SAFER, ainsi que les frais notariaux, et les frais SAFER.

Le taux de subvention appliqué pourra être inférieur au taux maximum en fonction des autres participations financières, dans le respect de la réglementation relative au plafonnement des aides publiques en vigueur.

TITRE V – Opérations d’animation visant à améliorer la gestion de l’espace rivière (cours d’eau et milieux humides associés) et de son bassin versant

Article 17 – Nature des opérations éligibles et objectifs spécifiques visés

Sont éligibles à l’intervention du Département les prestations externalisées par les EPCI ou Syndicats mixtes compétents en matière de gestion des cours d’eau concernant la création de supports et/ou l’organisation de manifestations dédiées, pour la mise en place de travaux ou de modification de pratiques intéressant le fonctionnement des cours d’eau.

Par ailleurs, pour être éligibles, les opérations devront remplir les conditions suivantes :

- objectif de réduction des pollutions diffuses, de ralentissement des ruissellements et/ou de partage des usages liés aux cours d’eau, d’amélioration des écoulements ou d’amélioration de la qualité des milieux aquatiques,
- concertation avec les acteurs concernés (élus, riverains, usagers...),
- animation à l’échelle des bassins versants, en coordination avec les acteurs concernés (Associations, Fédérations, Chambres consulaires, EPTB,...).

Article 18 – Constitution du dossier de demande de subvention

Pour être réputé complet, le dossier de demande de subvention devra comporter les pièces suivantes :

- un courrier de demande de subvention adressé au Président du Conseil départemental,
- une délibération de l’instance compétente sollicitant le concours financier du Département, faisant clairement apparaître le programme de l’action, mentionnant le plan de financement prévisionnel,
- une déclaration du maître d’ouvrage de non-commencement de l’opération,
- le nom et les coordonnées de la personne chargée du suivi du dossier,
- une présentation technique détaillée du projet précisant :
 - le cahier des charges de l’opération précisant a minima les objectifs poursuivis, la nature des actions d’animation menées et le public visé et ayant fait l’objet d’une validation préalable par les services instructeurs du Département
 - l’échéancier de réalisation de l’opération
 - le détail estimatif prévisionnel des dépenses externalisées
 - l’échéancier prévisionnel de dépenses externalisées
 - les objectifs poursuivis
 - les indicateurs de suivi/évaluation permettant de mesurer l’atteinte des objectifs.

Article 19 – Modalités de calcul du montant de la subvention

Le taux maximum de subvention du Département est de 20 % du montant TTC des dépenses plafonnées globalement à 2 500 € par an.

Le taux de subvention appliqué pourra être inférieur au taux maximum en fonction des autres participations financières en respect de la réglementation relative au plafonnement des aides publiques en vigueur.

**ANNEXE III**

**AIDE POUR LA PREVENTION DES INONDATIONS LIEES AUX COURS D'EAU ET
MILIEUX HUMIDES ASSOCIES – SYSTEMES D'ENDIGUEMENT**

TITRE I – Clauses générales

Préambule

La loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM) attribue aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale à fiscalité propre (EPCI-FP) une compétence exclusive et obligatoire relative à la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (GEMAPI), ceux-ci ayant la possibilité de la déléguer ou la transférer pour tout ou partie à un syndicat mixte.

Elle est définie par les 4 alinéas (ou items) suivants de l'article L.211-7 du code de l'environnement :

- (1°) L'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
- (2°) L'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;
- **(5°) La défense contre les inondations et contre la mer ;**
- (8°) La protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

La réglementation issue du Décret n° 2015-526 du 12 mai 2015 « relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques » et du Décret n° 2019-895 du 28 août 2019 « portant diverses dispositions d'adaptation des règles relatives aux ouvrages de prévention des inondations », directement concernés par cet item 5, apporte de nouvelles notions techniques.

Les systèmes d'endiguement, ainsi que le niveau de protection et la zone protégée obligatoirement associés, doivent être définis par l'autorité administrative compétente pour la prévention des inondations, à savoir la structure détentrice de la compétence GEMAPI (le « GEMAPIen »). Ils sont soumis à autorisation administrative. Les nouvelles règles de classement des systèmes d'endiguement sont fixées par les articles R. 214-112 et R. 214-113 du code de l'environnement.

Les procédures de classement de ces ouvrages sont longues et très souvent coûteuses. Les travaux potentiels à réaliser à la suite des études peuvent également se révéler onéreux. Ainsi, le législateur a prévu la possibilité pour l'EPCI-FP de lever par l'impôt une taxe dite « GEMAPI », taxe facultative perçue par les intercommunalités pour couvrir notamment, outre celles liées à la gestion des milieux aquatiques, les charges liées à la prévention des inondations.

Toutefois, cette taxe GEMAPI, taxe affectée, ne peut excéder 40 euros en moyenne par habitant et par an. Pour les agglomérations, au regard de leurs moyens généraux et de la densité de leur population, le fruit de cette taxe devrait leur permettre d'assumer cette mise en œuvre. En outre, considérant que ces territoires présentent le plus d'enjeux, ils sont souvent accompagnés par l'Etat via le Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (dit « *Fonds Barnier* »), mobilisable uniquement dans le cadre d'un Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI).

En revanche, pour les territoires ruraux, la recette maximale théorique attendue par cette seule taxe GEMAPI ne saurait couvrir l'intégralité des dépenses d'investissement, sans omettre les dépenses inhérentes à la gestion des milieux aquatiques (généralement confiée aux Syndicats Mixtes de Rivières). Cette taxe GEMAPI, mobilisée seule, ne peut répondre pleinement aux enjeux, a fortiori pour les EPCI-FP « ruraux ».

Ce dispositif d'accompagnement financier s'inscrit donc dans le cadre de la solidarité territoriale menée par le Département des Landes, considérant l'effort financier pour certains acteurs publics du territoire à subvenir seuls à leurs besoins en matière d'études, de travaux et/ou acquisitions foncières à vocation de travaux relevant des Décrets n° 2015-526 du 12 mai 2015 et n° 2019-895 du 28 août 2019, relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations fluviales et aux règles de sûreté des systèmes d'endiguement visant à protéger des biens et des personnes.



L'Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB) – Institution Adour (IA)

La gestion de l'eau dans sa dimension grand cycle implique, à l'échelle du bassin versant, différents niveaux de collectivités au titre de thématiques aussi larges que l'urbanisme, la biodiversité, l'aménagement de l'espace, le développement économique, la solidarité, la prévention des inondations, la gestion des milieux aquatiques, l'alimentation en eau potable, l'assainissement, ...

Dans le cadre de son processus d'évolution engagé en application des évolutions législatives (lois MAPTAM, NOTRe, Biodiversité, ...), l'EPTB du bassin de l'Adour, l'Institution Adour, s'est structuré, tant du point de vue de sa gouvernance, en ouvrant la possibilité d'adhésion à tous les niveaux de collectivités du territoire intéressées à la gestion de l'eau dans sa dimension grand cycle (eaux superficielles et eaux souterraines), que d'un point de vue statutaire (en devenant syndicat mixte ouvert à la carte), pour pouvoir exercer au mieux les missions qui lui incombent du fait de son statut d'EPTB.

Dès lors, sur la base des actions qui lui sont confiées par ses membres ainsi que de son retour d'expérience en matière d'animation et de portage de démarches stratégiques et structurantes de gestion intégrée de l'eau (SAGE, Projets de Territoire pour la Gestion de l'Eau [PTGE], Stratégies Locales de Gestion des Risques d'Inondation [SLGRI], PAPI, ...), et au vu des projets en émergence sur le bassin de l'Adour, l'EPTB est un garant des principes fondateurs de la politique de l'eau mise en œuvre à l'échelle nationale et déclinée à l'échelle des bassins que sont :

- la cohérence hydrographique,
- la solidarité à l'échelle du bassin, tant amont/aval, rive gauche/rive droite qu'urbaine/rurale,
- la mutualisation des moyens, des compétences et des actions des maîtrises d'ouvrage dans un souci d'efficacité et de sobriété.

En outre, dans le domaine relatif aux systèmes d'endiguement, l'IA peut légitimement être considéré comme l'interlocuteur privilégié de l'Etat, porteur d'un message à l'échelle nationale au sein du réseau des EPTB.

A l'échelle du bassin de l'Adour, l'EPTB est donc l'outil pertinent qui permet d'assurer et de garantir une co-construction de projets qui sont à la fois partagés et solidaires entre les différents acteurs de l'eau, quels que soient les territoires.

En outre, dans les Landes, le bassin versant de l'Adour concentre géographiquement et exclusivement les enjeux liés à la gestion des systèmes d'endiguement pour la défense contre les inondations liées aux cours d'eau et milieux humides associés.

Partant de ce constat, l'éligibilité des opérations relevant de ce dispositif d'accompagnement, au sein du bassin versant de l'Adour, sera soumise à une maîtrise d'ouvrage de l'Institution Adour, qu'il s'agisse d'une délégation de compétences de l'entité GEMAPIenne vers l'EPTB ou, à terme, d'un transfert partiel ou complet de ses compétences relatives à la défense contre les inondations (item 5).



Article 1 – Objectifs et bénéficiaires

Le Département est susceptible d'accorder à l'Institution Adour des aides dans le cadre d'une délégation ou d'un transfert des compétences en matière de défense contre les inondations (item 5 de la GEMAPI) par les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI-FP) ou les syndicats mixtes de bassins versants landais ou interdépartementaux.

Ces aides seront exclusivement destinées à des opérations (études et/ou travaux) visant à assurer **les premiers travaux d'investissement sur les systèmes d'endiguement fluviaux du territoire dans le cadre des procédures de classement relevant des Décrets n° 2015-526 du 12 mai 2015 et n° 2019-895 du 28 août 2019 afin de prévenir les inondations.**

Le Département est également susceptible d'accorder à l'Institution Adour, mais aussi aux Communes, aux EPCI-FP ou aux syndicats mixtes landais ou interdépartementaux compétents en matière de GEMAPI des aides pour des acquisitions foncières en vue des travaux d'investissement sur les systèmes d'endiguement fluviaux du territoire dans le cadre des procédures de classement relevant des Décrets n° 2015-526 du 12 mai 2015 et n° 2019-895 du 28 août 2019 afin de prévenir les inondations.

Article 2 – Conditions générales d'éligibilité

Considérant que ce dispositif relève de la solidarité territoriale menée par le Département des Landes, les opérations qui bénéficient par ailleurs de financements issus du Fonds Barnier, sont inéligibles.

Pour être recevable, le dossier sollicitant l'aide du Département devra être déposé avant tout commencement d'opération et comporter l'ensemble des pièces indiquées ci-après dans les articles afférents. Une autorisation de démarrage anticipé des actions pourra toutefois être sollicitée préalablement à la décision d'attribution d'aide sans que sa délivrance ne présage en rien de l'issue qui sera donnée à la demande d'aide.

Seules les opérations visant les objectifs précisés aux articles 1, 5, 9 et 13 du présent règlement sont éligibles.

L'accompagnement départemental sera calculé sur la base des coûts hors taxes.

Article 3 – Modalités et conditions d'attribution de l'aide

La demande d'aide sera soumise aux fins de décision attributive à la Commission Permanente et un arrêté attributif d'aide sera pris en application de cette décision.

Dans l'hypothèse où l'opération n'aurait pas fait l'objet d'un commencement d'exécution dans un délai de 2 ans à compter de la date de l'arrêté attributif, un arrêté annulant l'aide sera pris après information de la Commission Permanente.

La demande de solde de l'opération, incluant l'ensemble des justificatifs nécessaires à son versement, devra parvenir au Département dans un délai de 4 ans à compter de la date de l'arrêté attributif.

Article 4 – Modalités de versement de l'aide

Le versement de l'aide interviendra au prorata des dépenses effectivement réalisées et sur production :

- du décompte général des dépenses visé par le comptable public,
- du plan de financement définitif de l'opération visé par le Président de l'EPTB,
- pour les études, d'un exemplaire du rapport final, approuvé par l'autorité compétente,
- pour les travaux et acquisitions foncières à vocation de travaux, d'un compte-rendu dressant un bilan détaillé de l'opération, approuvé par l'autorité compétente.

Les modalités spécifiques de versement de l'aide seront précisées dans l'arrêté attributif d'aide afférent, et le cas échéant, un ou plusieurs acomptes pourront être versés sur production de l'acte administratif ordonnant le commencement de l'opération, d'une facture justifiant l'engagement des travaux, d'une attestation visée par le Président attestant de l'engagement de l'opération ou de la production des rapports de phases validés par le comité de pilotage pour les études.

Le Département se réserve le droit de demander au bénéficiaire de fournir une copie des factures justificatives du total des dépenses et des justificatifs d'engagement des autres partenaires financiers figurant sur le plan de financement définitif.



TITRE II – Acquisition de connaissance et définition de projet

Article 5 – Etudes éligibles et objectifs spécifiques

Les études listées ci-après et portées en maîtrise d'ouvrage par l'EPTB sont éligibles à l'intervention du Département (au prorata du territoire landais concerné par l'étude) sous réserve du respect des objectifs suivants et de la validation préalable du cahier des charges :

- Les **études globales** permettant à une collectivité ou un groupement de collectivités d'étudier l'opportunité de classement au titre des Décrets n° 2015-526 du 12 mai 2015 et n° 2019-895 du 28 août 2019 des systèmes d'endiguement existants sur son territoire au regard de l'intérêt général,
- Les **études ponctuelles** (études structurelles, études hydrauliques, analyses multicritères coûts/bénéfices pour le maintien ou le recul des ouvrages, études de recul des ouvrages, études de recul des enjeux, analyses de vulnérabilité...) permettant de dimensionner techniquement et financièrement des actions spécifiques et/ou localisées à réaliser sur les systèmes d'endiguement relevant des Décrets n° 2015-526 du 12 mai 2015 et n° 2019-895 du 28 août 2019 et d'en évaluer l'opportunité au regard de l'intérêt général.

Article 6 – Etudes exclues du champ d'intervention

Sont inéligibles au présent dispositif toutes les études qui bénéficient par ailleurs de financements provenant du Fonds Barnier.

Article 7 – Constitution du dossier de demande d'aide « Etudes »

Pour être réputé complet, le dossier de demande d'aide devra comporter les pièces suivantes :

- un courrier de demande d'aide adressé au Président du Conseil départemental,
- une délibération de l'EPTB sollicitant le concours financier du Département, **faisant clairement apparaître l'objet de la demande et mentionnant le plan de financement prévisionnel**,
- une délibération de l'entité GEMAPIenne instituant la délégation ou le transfert de la compétence relative à l'objet de l'opération à l'Institution Adour,
- une déclaration du maître d'ouvrage de non-commencement de l'opération,
- un relevé d'identité bancaire,
- le nom et les coordonnées de la personne chargée du suivi du dossier,
- une présentation technique détaillée du projet précisant :
 - l'échéancier de réalisation de l'étude
 - le détail estimatif prévisionnel des dépenses
 - l'échéancier prévisionnel de dépenses
 - la délimitation de la zone d'étude
 - les objectifs poursuivis
 - les méthodes utilisées
 - la composition du comité de pilotage de l'étude
- le cahier des charges de l'étude, qui aura été préalablement validé par le Département des Landes.

Article 8 – Modalités de calcul du montant de l'aide « Etudes »

Le taux maximum d'aide du Département est de 25 % du montant HT des dépenses éligibles, pour un montant minimum de dépenses éligibles de 5 000 € HT.

Le taux d'aide appliqué pourra être inférieur au taux maximum, notamment en fonction des autres participations financières en respect de la réglementation et notamment de celle attendue par l'entité GEMAPIenne.



TITRE III – Travaux

Article 9 – Travaux éligibles et objectifs spécifiques

Les travaux d'investissement identifiés et validés dans le cadre d'une ou de plusieurs études, qu'elles aient été accompagnées financièrement ou non par le Département, mais qui puissent relever du titre III de ce dispositif, sont éligibles sous réserve qu'ils soient portés en maîtrise d'ouvrage par l'EPTB et qu'ils bénéficient des autorisations réglementaires *ad hoc*, soit notamment au titre de l'intérêt général, de la Loi sur l'Eau, ou toutes autres réglementations applicables.

Dans ce cadre, l'éligibilité de chacune des opérations sera conditionnée à la fourniture préalable des résultats d'une analyse permettant de justifier la pertinence du projet au regard de son efficacité, de son rapport coût/efficacité et de son efficience (rentabilité), les hypothèses reprenant strictement celles retenues dans les études correspondantes.

Les travaux listés ci-après sont éligibles à l'intervention du Département sous réserve du respect des objectifs suivants, indiqués par nature d'action :

- les gros travaux structurels destinés à assurer la pérennité ou la réhabilitation d'ouvrages existants situés en bordure du cours d'eau (à proximité immédiate du lit mineur et qui réduisent le champ d'expansion de crue et la mobilité du cours d'eau) qui seront classés au titre des Décrets n° 2015-526 du 12 mai 2015 et n° 2019-895 du 28 août 2019 en tant que systèmes d'endiguement,
- les travaux de recul et de reconstruction d'ouvrages longitudinaux qui seront classés au titre des Décrets n° 2015-526 du 12 mai 2015 et n° 2019-895 du 28 août 2019 en tant que systèmes d'endiguement, s'ils sont situés au sein du lit majeur du cours d'eau, ces travaux permettant d'accroître son champ d'expansion de crue et sa mobilité tout en continuant de préserver les biens et les personnes.

Article 10 – Travaux exclus du champ d'intervention

Sont inéligibles au présent dispositif :

- tous les travaux qui ne relèvent pas des premiers travaux d'investissement sur les ouvrages composant le système d'endiguement dans la procédure de classement au titre des Décrets n° 2015-526 du 12 mai 2015 et n° 2019-895 du 28 août 2019,
- tous les travaux qui bénéficient par ailleurs de financement provenant du Fonds Barnier,
- tous les travaux pour lesquels les analyses reprenant strictement les hypothèses retenues dans les études correspondantes ne permettent pas de justifier la pertinence du projet au regard de son efficacité, de son rapport coût/efficacité et de son efficience (rentabilité).

Article 11 – Constitution du dossier de demande d'aide « Travaux »

Pour être réputé complet, le dossier de demande d'aide devra comporter les pièces suivantes :

- un courrier de demande d'aide adressé au Président du Conseil départemental,
- une délibération de l'EPTB sollicitant le concours financier du Département, **faisant clairement apparaître l'objet de la demande et mentionnant le plan de financement prévisionnel**,
- une délibération de l'entité GEMAPIenne instituant la délégation ou le transfert de la compétence relative à l'objet de l'opération à l'Institution Adour,
- une déclaration du maître d'ouvrage de non-commencement de l'opération,
- un relevé d'identité bancaire,
- le nom et les coordonnées de la personne chargée du suivi du dossier,
- une présentation technique détaillée du projet précisant :
 - le plan de situation des travaux
 - le linéaire de berge concerné par les travaux et ce, par nature d'opération
 - la liste des communes concernées par l'opération
 - l'analyse de la justification de la pertinence du projet au regard de son efficacité, de son rapport coût/efficacité et de son efficience (rentabilité)
 - l'échéancier des procédures



- l'échéancier de réalisation des travaux
 - le détail estimatif prévisionnel des dépenses
 - l'échéancier prévisionnel de dépenses
 - les objectifs poursuivis
 - les indicateurs de suivi et d'évaluation permettant de mesurer la mise en œuvre des actions et l'atteinte des objectifs
- le cahier des charges techniques du dossier de consultation des entreprises, document qui aura été préalablement validé par le Département des Landes.

Article 12 – Modalités de calcul du montant de l'aide « Travaux »

Le taux maximum d'aide du Département est de 30 % du montant HT des dépenses éligibles, pour un montant minimum de dépenses éligibles de 10 000 € HT et le plafond d'aide est fixé à 3 000 000 € par entité GEMAPIenne ayant délégué ou transféré la compétence à l'IA.

Le taux d'aide appliqué pourra être inférieur au taux maximum, notamment en fonction des autres participations financières en respect de la réglementation et notamment de celle attendue par l'entité GEMAPIenne.



TITRE IV – Maîtrise foncière à vocation de travaux

Article 13 – Opérations d’acquisition foncière éligibles et objectifs spécifiques

Sont éligibles à l’intervention du Département les acquisitions foncières des Communes, des EPCI-FP ou des syndicats mixtes landais ou interdépartementaux compétents en matière de GEMAPI ayant pour objectif la maîtrise foncière nécessaire aux travaux d’investissement sur les ouvrages des systèmes d’endiguement qui seront classés au titre des Décrets n° 2015-526 du 12 mai 2015 et n° 2019-895 du 28 août 2019.

Article 14 – Acquisitions exclues du champ d’intervention

Sont inéligibles au présent dispositif toutes les acquisitions qui bénéficient par ailleurs de financements provenant du Fonds Barnier.

Article 15 – Constitution du dossier de demande d’aide « Acquisitions »

Pour être réputé complet, le dossier de demande d’aide devra comporter les pièces suivantes :

- un courrier de demande d’aide adressé au Président du Conseil départemental,
- une délibération de l’instance compétente sollicitant le concours financier du Département, **faisant clairement apparaître l’objet de la demande et mentionnant le plan de financement prévisionnel**,
- une délibération de l’entité GEMAPIenne instituant la délégation ou le transfert de la compétence relative aux travaux à l’Institution Adour pour le classement du système d’endiguement,
- une déclaration du maître d’ouvrage de non-commencement de l’opération,
- un relevé d’identité bancaire,
- le nom et les coordonnées de la personne chargée du suivi du dossier,
- une présentation technique détaillée du projet précisant :
 - le plan de situation des acquisitions
 - le relevé cadastral et le plan parcellaire
 - l’estimation du coût du foncier, établi par la SAFER ou par France Domaine (lorsque celle-ci est obligatoire)
 - l’échéancier des procédures
 - le détail estimatif prévisionnel des dépenses
 - l’échéancier prévisionnel de dépenses
 - les objectifs poursuivis.

Article 16 – Modalités de calcul du montant de l’aide « Acquisitions »

Le taux maximum d’aide du Département est de 30 % du montant des dépenses éligibles, pour un montant minimum de dépenses éligibles de 1 000 € HT.

Le taux d’aide appliqué pourra être inférieur au taux maximum, notamment en fonction des autres participations financières en respect de la réglementation et notamment de celle attendue par l’entité GEMAPIenne.



BP 2022

ANNEXE IV**« MIEUX RECONSTRUIRE APRES INONDATION » - MIRAPI****CONDITIONS D'ELIGIBILITE DE L'AIDE DEPARTEMENTALE A LA REALISATION DE DIAGNOSTICS DE REDUCTION DE VULNERABILITE AU RISQUE INONDATION****TITRE I – Clauses générales****Préambule**

La loi de finances 2021 a créé, à titre expérimental, un nouveau dispositif dénommé « mieux reconstruire après inondation » (MIRAPI), sur le fondement de l'article 37-1 de la Constitution. Ce programme a pour objectif d'améliorer la résilience des biens à usage d'habitation suite aux inondations par débordement de cours d'eau, par ruissellement et/ou par remontée de nappe.

Ainsi, la vocation de ce programme est de permettre la réalisation de diagnostics et de travaux de réduction de vulnérabilité des biens à l'image de ce qui est aujourd'hui proposé dans le cadre des programmes d'actions de prévention des inondations (PAPI). Le retour d'expérience de ces démarches, à l'échelle nationale, a montré dans bien des cas que, malgré les financements incitatifs à la réalisation des travaux (50 à 80% d'aide publique), ceux-ci ne sont que trop peu souvent réalisés.

Le département des Landes a été désigné comme l'un des deux territoires tests au niveau national pour le déploiement de ce dispositif. Les territoires éligibles à ce dispositif sont ceux des communes landaises listées dans les arrêtés ministériels et la cartographie fournis en annexe.

Dans le cadre de la convention tripartite signée entre l'Etat, l'Institution Adour et le Département des Landes le 30 novembre 2021, l'Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB) assure le portage de l'animation de cette opération en collaboration avec les collectivités locales concernées sur deux années (24 mois), la première année étant majoritairement mobilisée pour l'animation initiale et la réalisation des diagnostics, la seconde pour la réalisation des travaux et du bilan de l'expérimentation. Ce volet « animation » est financé à hauteur de 80 % par le Fonds de Prévention des Risques Naturels Majeurs (FPRNM dit « Fonds Barnier »), les 20 % restant étant pris en charge par le Département via sa participation statutaire à l'EPTB au titre de ses compétences en matière de solidarité et de cohésion territoriales. Les Communes concernées ne sont pas toutes situées sur le bassin de l'Adour, périmètre de l'EPTB. Toutefois, à l'exception de la Communauté de Communes de Mimizan, tous les EPCI-FP concernés sont membres de l'Institution Adour. Par ailleurs, d'un point de vue statutaire, l'EPTB peut intervenir sur un territoire dépassant le bassin de l'Adour.

L'EPTB dimensionne et organise la commande publique des diagnostics qui sont réalisés chez les particuliers, habitants des communes éligibles, et fait appliquer, durant la phase ultérieure « travaux », les préconisations qui en seront tirées. Il assiste, conseille et accompagne les particuliers, avant et pendant les diagnostics, dans les démarches administratives afférentes, les guide dans la définition du programme de travaux, la constitution du dossier de demande de financement et s'assure du bon déroulement des travaux.

Le volet « diagnostics » est également financé à hauteur de 80 % par le Fonds Barnier, l'enveloppe dédiée à cet accompagnement spécifique ayant été dimensionnée par l'Etat à hauteur de 1 million d'euros, pour une dépense totale estimée à 1,25 millions d'euros.



Article 1 – Objectifs poursuivis

La réalisation des diagnostics doit permettre de connaître :

- le niveau d'exposition des biens à usage d'habitation aux inondations,
- la vulnérabilité de ces biens ainsi que les sources potentielles de dommages,
- les préconisations techniques et les évaluations financières de travaux de réduction de vulnérabilité.

D'après tous les retours d'expérience en la matière, un faible reste-à-charge pour les particuliers sur ce volet « diagnostics » permet à un maximum d'entre eux d'engager par la suite les travaux de réduction de vulnérabilité de leurs biens, travaux qui seront également financés à hauteur de 80 % par le Fonds Barnier.

Dans l'objectif d'atteindre un taux de conversion qui se veut optimal entre la phase « diagnostics » et la phase « travaux », ce taux étant trop souvent observé à un niveau très faible dans le cadre des démarches usuelles des PAPI, la mobilisation de l'ensemble des différents échelons de collectivités territoriales en termes d'accompagnement financier est indispensable.

Le Département fait donc le choix d'accompagner également les particuliers des communes éligibles au dispositif MIRAPI soumis aux sinistres de leurs biens à usage d'habitation (depuis le 1^{er} janvier 2014) par l'une des 3 typologies d'évènements susceptibles de provoquer un risque d'inondation (débordement de cours d'eau, ruissellement, remontée de nappe) pour la réalisation des diagnostics, et ce dans les territoires où les collectivités locales s'engageront également dans un soutien financier de ce volet de l'expérimentation, sur la base d'une répartition de 50/50 du reste à charge entre le Département et le bloc communal (EPCI-FP et/ou Communes).

Article 2 – Conditions d'éligibilité

La maîtrise d'ouvrage de toutes les opérations relatives aux diagnostics devra être assurée par l'Institution Adour, pour le compte des particuliers, dans le cadre de la mise en œuvre du dispositif MIRAPI. L'aide départementale sera donc directement versée à l'Institution Adour afin de rétribuer le/les prestataire(s) en charge des diagnostics qui auront été reconnus éligibles au titre du présent document.

Sont éligibles à l'accompagnement départemental les diagnostics réalisés :

- chez les propriétaires et/ou gestionnaires de biens à usage d'habitation situés au sein des communes concernées par le dispositif MIRAPI ;
- et dans les territoires qui bénéficient également d'un engagement financier des collectivités locales et sur la base d'une répartition 50/50 du reste à charge entre le Département et le bloc communal (EPCI-FP et/ou Communes).

Pour être réputé éligible, un diagnostic devra être précédé de la fourniture préalable des pièces suivantes à l'Institution Adour :

- le nom et les coordonnées (adresse postale et coordonnées GPS) du propriétaire et/ou gestionnaire du bien à usage d'habitation (personne dûment mandatée [écrit à l'appui] par le propriétaire pour le représenter lors de l'intervention sur site du prestataire),
- la copie d'une attestation d'assurance du bien à usage d'habitation pour l'année en cours,
- tout élément de preuve d'un/de sinistre(s) par inondation du bien concerné qui aurait eu lieu à compter du 1^{er} janvier 2014 (récépissé de sinistre(s) ou photographies horodatées du/des sinistre(s) ou, à défaut, attestation sur l'honneur du Maire de la Commune),
- l'engagement écrit du propriétaire et/ou gestionnaire du bien à usage d'habitation sur son engagement à payer intégralement le diagnostic dit « réduit », dans les cas où le contrôle sur le terrain et ce, malgré les conseils apportés par la structure animatrice, révélerait que le bâtiment est hors d'eau (y compris les réseaux) ou est concerné par la submersion marine.

Article 3 – Actions exclues du champ d'intervention

Sont inéligibles au présent dispositif d'aide :

- les diagnostics réalisés sur un bien qui ne serait pas situé sur une commune éligible au dispositif MIRAPI,
- les diagnostics qui ne bénéficient pas d'un accompagnement complémentaire sur la base d'une répartition 50/50 du reste à charge entre le Département et le bloc communal (EPCI-FP et/ou Communes),



- les diagnostics réalisés à la demande des usagers et/ou gestionnaires et portant sur des biens à usage d'habitations éligibles au dispositif MIRAPI (et donc potentiellement au financement de l'Etat), mais n'apportant pas de preuve d'un sinistre postérieur au 1^{er} janvier 2014 (cf. article 2),
- les diagnostics dits « réduits », dans les cas où le contrôle sur le terrain révélerait que le bâtiment est hors d'eau ou est concerné par la submersion marine, cette expertise étant réalisée à la demande des usagers et/ou gestionnaires de biens inéligibles au dispositif MIRAPI et ce, malgré les conseils apportés par la structure animatrice,
- les diagnostics réalisés dans le cadre des démarches de PAPI, hors MIRAPI.

Article 4 – Modalités de versement de l'aide départementale

L'accompagnement départemental sera calculé sur la base des coûts éligibles, toutes taxes comprises (TTC). Le taux de participation sera de 10% du montant des dépenses éligibles au présent document.

Le plafond maximal de l'aide départementale attribuée pour la réalisation des diagnostics dans le cadre du dispositif MIRAPI est fixé à 10% du montant global de l'opération sur la base de l'enveloppe dimensionnée par l'Etat.

Le versement de l'aide départementale interviendra sur production par la structure animatrice du dispositif MIRAPI, l'Institution Adour, et *a minima* détaillé par EPCI-FP :

- du décompte général des dépenses éligibles visé par le comptable public de l'EPTB,
- du plan de financement définitif des opérations éligibles visé par le Président de l'EPTB, incluant obligatoirement la participation de l'Etat à hauteur de 80% et celle de la/des collectivité(s) locale(s) à hauteur de 10%.

Le Département se réserve le droit de demander une copie des factures justificatives du total des dépenses, des justificatifs de constitution des dossiers d'éligibilité et des justificatifs d'engagement des autres partenaires financiers figurant sur le plan de financement définitif.

ANNEXE – COMMUNES ELIGIBLES AU 1^{ER} JANVIER 2022**Arrêté du 27 septembre 2021**

6 octobre 2021

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

Texte 7 sur 125

Décrets, arrêtés, circulaires**TEXTES GÉNÉRAUX****MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE**

Arrêté du 27 septembre 2021 portant désignation des communes dans lesquelles s'applique le dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation »

NOR : TREP2129313A

La ministre de la transition écologique,

Vu la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, notamment son article 224 ;

Vu le code des assurances, notamment son article L. 125-1 ;

Vu le code de l'environnement, notamment son article L. 561-3 ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2020 portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ;

Vu l'arrêté du 10 février 2021 portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ;

Vu l'arrêté du 19 février 2021 portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ;

Vu l'arrêté du 8 mars 2021 portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ;

Vu l'arrêté du 19 avril 2021 portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ;

Vu l'arrêté du 17 mai 2021 portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Le dispositif expérimental dénommé « Mieux reconstruire après inondation » prévu à l'article 224 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 susvisée est applicable sur le territoire des communes des Landes faisant l'objet d'un arrêté portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle à la suite des inondations survenues entre le 9 mai 2020 et le 10 février 2021 et recensées en annexe ci-après.

Art. 2. – La préfète des Landes et le directeur général de la prévention des risques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 27 septembre 2021.

Pour la ministre et par délégation :

*Le directeur général
de la prévention des risques,*
C. BOURILLET

ANNEXE

**COMMUNES DANS LESQUELLES S'APPLIQUE LE DISPOSITIF EXPÉRIMENTAL
« MIEUX RECONSTRUIRE APRÈS INONDATION »***Département des Landes*

Aire-Sur-l'Adour, Aureilhan, Aurice, Azur, Bas-Mauco, Bégaar, Belus, Bostens, Bougue, Callen, Candresse, Capbreton, Carcen-Ponson, Cauna, Dax, Gousse, Gouts, Josse, Losse, Magescq, Mimbase, Mimizan, Mont-de-Marsan, Montsoué, Narrosse, Onard, Ondres, Pey, Préchacq-les-Bains, Rivière-Saas-et-Gourby, Saint-Geours-de-Maremne, Saint-Gor, Saint-Jean-de-Lier, Saint-Paul-lès-Dax, Saint-Perdon, Saint-Pierre-du-Mont, Saint-Sever, Saint-Vincent-de-Paul, Saubusse, Saugnac-et-Cambran, Soustons, Tartas, Tercis-les-Bains, Téthieu, Toulouzette, Vicq-d'Auribat, Vieux-Boucau-les-Bains, Villeneuve-de-Marsan, Yzosse.



Arrêté du 21 décembre 2021

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de la transition écologique

Arrêté du 21 DEC. 2021

**portant désignation des communes dans lesquelles s'applique le dispositif expérimental
« Mieux reconstruire après inondation »**

NOR :

La ministre de la transition écologique,

Vu la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021, notamment son article 224 ;

Vu le code des assurances, notamment son article L. 125-1 ;

Vu le code de l'environnement, notamment son article L. 561-3 ;

Vu l'arrêté du 16 décembre 2021 portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle ;

Arrête :

Article 1^{er}

Le dispositif expérimental dénommé « Mieux reconstruire après inondation » prévu à l'article 224 de la loi n° 2020-1721 du 29 décembre 2020 de finances pour 2021 susvisée est applicable sur le territoire des communes des Landes faisant l'objet d'un arrêté portant reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle à la suite des inondations survenues entre le 9 décembre et le 12 décembre 2021, et recensées en annexe ci-après.

Article 2

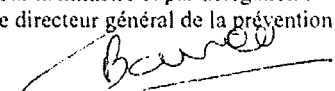
La préfète des Landes et le directeur général de la prévention des risques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

21 DEC. 2021

Fait le

Pour la ministre et par délégation :

Le directeur général de la prévention des risques,


C. BOURHET



ANNEXE

Communes dans lesquelles s'applique le dispositif expérimental « Mieux reconstruire après inondation »

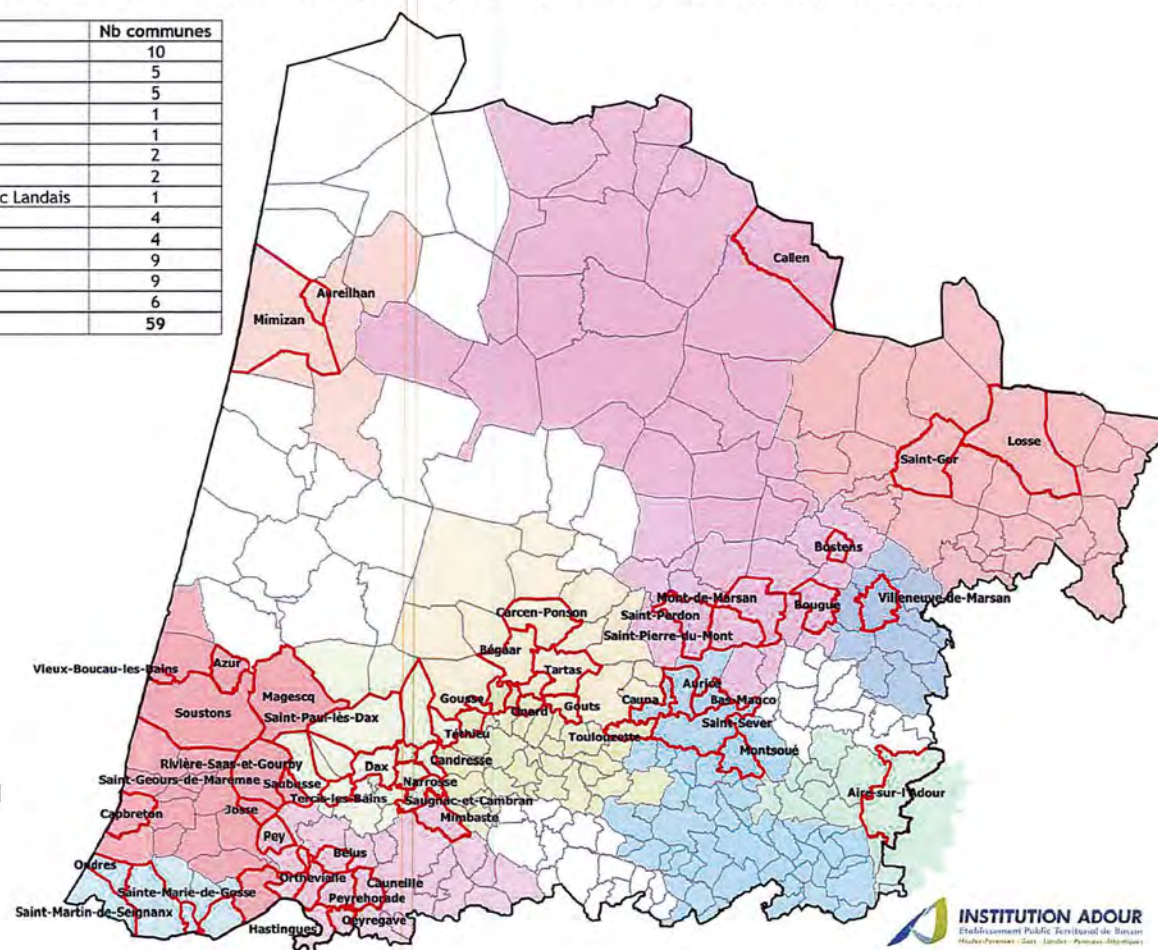
Département des Landes

Cauneille, Hastinges, Oeyregave, Orthevielle, Peyrehorade, Port-de-Lanne, Saint-Barthélemy, Sainte-Marie-de-Gosse, Saint-Laurent-de-Gosse, Saint-Martin-de-Seignanx.

ANNEXE CARTOGRAPHIQUE AU 1^{ER} JANVIER 2022

Communes concernées par le dispositif MIRAPI dans les Landes

EPCI-FP	Nb communes
CA du Grand Dax	10
CA Mont-de-Marsan Agglomération	5
CC Chalosse Tursan	5
CC Cœur Haute Lande	1
CC Aire-sur-l'Adour	1
CC Mimizan	2
CC Landes d'Armagnac	2
CC Pays de Villeneuve en Armagnac Landais	1
CC Pays Tarusate	4
CC Seignanx	4
CC Marenne Adour Côte Sud	9
CC Pays d'Orthe et Arrigans	9
CC Terres de Chalosse	6
Total Général	59





Liste des communes rurales éligibles avec les critères "Population INSEE" et "Revenu imposable" de 2021

Code INSEE de la commune	Nom de la commune	Population INSEE de l'année N	Revenu imposable des habitants de la commune
40001	AIRE-SUR-L'ADOUR	6 673	90 063 120
40002	AMOU	1 573	20 394 239
40003	ANGOUME	287	3 939 335
40004	ANGRESSE	2 112	35 989 658
40005	ARBOUCAVE	205	2 290 833
40006	ARENGOSSE	698	12 198 536
40007	ARGELOS	167	2 083 446
40008	ARGELOUSE	99	1 529 180
40011	ARSAGUE	339	4 975 022
40012	ARTASSENX	258	3 700 908
40013	ARTHEZ-D'ARMAGNAC	111	1 503 847
40014	ARUE	357	5 778 025
40015	ARX	51	637 565
40016	AUBAGNAN	258	3 468 410
40017	AUDIGNON	396	7 882 783
40018	AUDON	384	5 049 436
40019	AUREILHAN	1 099	17 033 796
40020	AURICE	637	9 747 739
40021	AZUR	882	13 551 561
40022	BAHUS-SOUBIRAN	416	6 195 933
40023	BAIGTS	365	4 924 463
40024	BANOS	272	3 538 697
40025	BASCONS	871	13 440 499
40026	BAS-MAUCO	371	5 278 849
40027	BASSERCLES	156	1 951 382
40028	BASTENNES	262	3 660 688
40029	BATS	315	3 731 170
40030	BAUDIGNAN	52	762 536
40031	BEGAAR	1 189	16 218 740
40032	BELHADE	204	3 225 903
40033	BELIS	171	2 704 149
40034	BELUS	618	8 712 053
40035	BENESSE-LES-DAX	541	7 673 158
40036	BENESSE-MAREMNE	3 525	53 091 376
40037	BENQUET	1 827	31 812 091
40038	BERGOUY	105	1 523 755
40039	BETBEZER-D'ARMAGNAC	150	1 365 902
40040	BEYLONGUE	362	4 871 738
40041	BEYRIES	130	1 592 040
40042	BIARROTTE	315	4 075 268
40043	BIAS	774	45 605 283
40044	BIAUDOS	939	13 942 612
40047	BONNEGARDE	276	4 027 041
40049	BORDERES-ET-LAMENSANS	398	5 045 203
40050	BOSTENS	210	2 688 671
40051	BOUGUE	816	13 458 907
40052	BOURDALAT	243	2 651 779
40053	BOURRIOT-BERGONCE	312	4 294 480
40054	BRASSEMPOUY	270	3 706 046



40055	BRETAGNE-DE-MARSAN	1 599	23 820 589
40056	BROCAS	807	10 363 679
40057	BUANES	262	3 256 310
40058	CACHEN	238	3 229 806
40059	CAGNOTTE	782	9 694 230
40060	CALLEN	147	1 671 841
40061	CAMPAGNE	1 012	15 107 368
40062	CAMPET-ET-LAMOLERE	487	7 102 289
40063	CANDRESSE	832	13 103 469
40064	CANENX-ET-REAUT	164	2 258 461
40066	CARCARES-SAINT-E-CROIX	529	7 822 637
40067	CARCEN-PONSON	638	8 975 515
40068	CASSEN	595	7 716 983
40069	CASTAIGNOS-SOUSLENS	406	4 482 599
40070	CASTANDET	412	6 046 110
40071	CASTELNAU-CHALOSSE	643	7 238 367
40072	CASTELNAU-TURSAN	191	2 258 406
40073	CASTELNER	113	1 538 831
40074	CASTEL-SARRAZIN	570	6 783 161
40075	CASTETS	2 451	33 150 429
40076	CAUNA	452	5 296 439
40077	CAUNEILLE	816	11 011 262
40078	CAUPENNE	403	5 212 342
40079	CAZALIS	139	1 837 049
40080	CAZERES-SUR-L'ADOUR	1 123	14 043 400
40081	CERE	418	6 270 751
40082	CLASSUN	273	4 291 727
40083	CLEDES	132	1 528 977
40084	CLERMONT	800	11 029 938
40085	COMMENSACQ	437	6 032 961
40086	COUDURES	487	6 468 637
40087	CREON-D'ARMAGNAC	369	3 678 448
40089	DOAZIT	884	11 509 366
40090	DONZACQ	483	5 758 535
40091	DUHORT-BACHEN	678	10 207 035
40092	DUMES	240	3 135 595
40093	ESCALANS	258	3 477 243
40094	ESCOURCE	738	10 788 625
40095	ESTIBEAUX	717	9 216 875
40096	ESTIGARDE	115	1 116 930
40097	EUGENIE-LES-BAINS	461	6 866 566
40098	EYRES-MONCUBE	373	5 279 983
40099	FARGUES	328	4 347 882
40100	FRECHE	411	5 036 264
40101	GAAS	504	6 371 106
40102	GABARRET	1 534	16 445 629
40103	GAILLERES	638	8 851 561
40104	GAMARDE-LES-BAINS	1 398	17 769 435
40105	GAREIN	447	5 295 616
40106	GARREY	212	2 688 119
40108	GASTES	856	12 810 403
40109	GAUJACQ	442	5 170 453
40110	GEAUNE	709	9 682 391
40111	GELOUX	710	9 795 591
40112	GIBRET	102	1 361 152
40113	GOOS	524	7 582 041
40114	GOURBERA	381	6 082 348
40115	GOUSSE	311	4 191 496
40116	GOUTS	277	3 672 874



40117	GRENADE-SUR-L'ADOUR	2 538	34 176 667
40118	HABAS	1 509	20 136 315
40119	HAGETMAU	4 786	61 711 773
40120	HASTINGUES	603	8 660 229
40121	HAURIET	282	3 525 773
40122	HAUT-MAUCO	988	15 989 750
40123	HERM	1 175	17 706 880
40124	HERRE	143	1 776 181
40125	HEUGAS	1 384	21 331 317
40126	HINX	1 921	29 411 392
40127	HONTANX	610	7 002 770
40128	HORSARRIEU	706	10 451 670
40129	JOSSE	873	12 091 632
40130	LABASTIDE-CHALOSSE	153	2 857 488
40131	LABASTIDE-D'ARMAGNAC	694	8 976 193
40132	LABATUT	1 449	16 837 443
40133	LABENNE	6 829	105 730 257
40134	LABOUHEYRE	2 783	32 287 154
40135	LABRIT	869	11 369 819
40136	LACAJUNTE	160	1 680 989
40137	LACQUY	292	4 380 390
40138	LACRABE	280	3 414 591
40139	LAGLORIEUSE	566	10 706 604
40140	LAGRANGE	190	2 290 602
40141	LAHOSSE	310	3 800 984
40142	LALUQUE	1 053	12 225 816
40143	LAMOTHE	311	3 915 468
40144	LARBHEY	252	3 257 837
40145	LARRIVIERE-SAINT-SAVIN	659	7 854 761
40146	LATRILLE	163	2 344 331
40147	LAUREDE	382	4 521 711
40148	LAURET	87	1 139 738
40149	LENCOUACQ	383	5 164 262
40150	LEON	1 978	35 604 930
40151	LESGOR	447	5 237 835
40152	LESPERON	1 064	12 972 671
40153	LEUY	250	3 274 306
40154	LEVIGNACQ	319	5 143 484
40155	LINXE	1 528	56 954 861
40156	LIPOSTHEY	549	7 312 489
40157	LIT-ET-MIXE	1 671	28 085 571
40158	LOSSE	279	3 106 975
40159	LOUER	314	4 472 985
40160	LOURQUEN	186	2 711 845
40161	LUBBON	96	1 224 391
40162	LUCBARDEZ-ET-BARGUES	594	8 026 086
40163	LUE	574	7 915 329
40165	LUGLON	404	5 017 047
40166	LUSSAGNET	75	882 027
40167	LUXEY	671	9 284 173
40168	MAGESCQ	2 278	41 269 208
40169	MAILLAS	132	1 516 707
40170	MAILLERES	242	3 062 783
40171	MANO	123	1 653 104
40172	MANT	272	5 040 152
40173	MARPAPS	145	1 792 313
40174	MAURIES	89	990 852
40175	MAURRIN	444	6 790 005
40176	MAUVEZIN-D'ARMAGNAC	91	1 327 247



40177	MAYLIS	331	4 329 184
40178	MAZEROLLES	652	13 809 506
40179	MEES	1 864	48 366 567
40180	MEILHAN	1 177	15 302 155
40181	MESSANGES	1 003	25 207 896
40182	MEZOS	835	13 212 215
40183	MIMBASTE	1 025	14 487 946
40184	MIMIZAN	7 301	112 796 987
40185	MIRAMONT-SENSACQ	366	4 231 306
40186	MISSION	813	11 439 604
40187	MOLIETS-ET-MAA	1 195	22 329 911
40188	MOMUY	473	6 138 691
40189	MONGET	90	985 478
40190	MONSEGUR	397	5 021 890
40191	MONTAUT	630	8 317 802
40193	MONTEGUT	76	869 632
40194	MONTFORT-EN-CHALOSSE	1 200	16 016 856
40195	MONTGAILLARD	638	8 128 356
40196	MONTSOUE	579	7 667 003
40197	MORCENX-LA-NOUVELLE	5 154	64 133 001
40198	MORGANX	181	2 259 761
40199	MOUSCARDES	271	3 388 188
40200	MOUSTEY	695	8 110 919
40201	MUGRON	1 455	18 458 224
40202	NARROSSE	3 291	48 940 741
40203	NASSIET	348	4 333 970
40204	NERBIS	270	3 920 340
40205	NOUSSE	255	3 174 503
40206	OEYREGAVE	347	5 028 847
40207	OEYRELUY	1 726	24 118 152
40208	ONARD	374	4 629 553
40209	ONDRES	5 473	93 007 254
40210	ONESSE-LAHARIE	1 037	19 763 514
40211	ORIST	755	9 916 205
40212	ORTHEVIELLE	977	12 977 979
40213	ORX	635	10 659 053
40214	OSSAGES	507	6 791 663
40215	OUSSE-SUZAN	289	3 664 891
40216	OZOURT	204	3 259 054
40217	PARENTIS-EN-BORN	6 677	98 236 638
40218	PARLEBOSCQ	510	5 464 136
40219	PAYROS-CAZAUTETS	109	1 085 057
40220	PECORADE	146	1 747 642
40221	PERQUIE	356	4 650 572
40222	PEY	705	14 825 594
40223	PEYRE	244	2 934 961
40224	PEYREHORADE	3 837	46 697 673
40225	PHILONDENX	208	2 155 722
40226	PIMBO	212	2 699 169
40227	PISSOS	1 465	21 102 667
40228	POMAREZ	1 585	20 781 407
40229	PONTENX-LES-FORGES	1 665	22 088 318
40230	PONTONX-SUR-L'ADOUR	2 944	39 427 558
40231	PORT-DE-LANNE	1 144	15 849 274
40232	POUDENX	233	2 758 750
40233	POUILLON	3 162	45 346 849
40234	POUYDESSEAUX	941	11 821 391
40235	POYANNE	697	7 993 888
40236	POYARTIN	829	10 217 514



40237	PRECHACQ-LES-BAINS	763	9 196 029
40238	PUJO-LE-PLAN	642	8 381 754
40239	PUYOL-CAZALET	110	1 402 632
40240	RENUING	547	6 875 963
40164	RETJONS	354	3 982 026
40242	RIMBEZ-ET-BAUDIETS	105	1 004 089
40243	RION-DES-LANDES	3 054	43 431 682
40244	RIVIERE-SAAS-ET-GOURBY	1 253	19 493 508
40245	ROQUEFORT	1 947	26 663 449
40246	SABRES	1 320	15 808 647
40247	SAINT-AGNET	187	2 870 891
40248	SAINT-ANDRE-DE-SEIGNANX	1 839	27 074 196
40249	SAINT-AUBIN	517	5 712 872
40250	SAINT-AVIT	704	10 935 354
40251	SAINT-BARTHELEMY	435	6 345 276
40253	SAINT-CRICQ-CHALOSSE	655	7 349 197
40254	SAINT-CRICQ-DU-GAVE	436	5 173 004
40255	SAINT-CRICQ-VILLENEUVE	489	7 209 650
40252	SAINTE-COLOMBE	667	8 199 963
40257	SAINTE-EULALIE-EN-BORN	1 284	19 211 221
40258	SAINTE-FOY	260	4 011 388
40271	SAINTE-MARIE-DE-GOSSE	1 212	16 223 431
40256	SAINT-ETIENNE-D'ORTHE	722	10 301 494
40259	SAINT-GEIN	447	5 418 304
40260	SAINT-GEOURS-D'AURIBAT	429	5 184 711
40261	SAINT-GEOURS-DE-MAREMNE	2 760	40 465 680
40262	SAINT-GOR	313	4 515 674
40263	SAINT-JEAN-DE-LIER	422	5 335 723
40264	SAINT-JEAN-DE-MARSACQ	1 699	24 414 307
40265	SAINT-JULIEN-D'ARMAGNAC	110	1 517 192
40266	SAINT-JULIEN-EN-BORN	1 706	24 702 168
40267	SAINT-JUSTIN	1 001	12 453 888
40268	SAINT-LAURENT-DE-GOSSE	692	9 543 233
40269	SAINT-LON-LES-MINES	1 262	17 477 071
40270	SAINT-LOUBOUER	457	5 908 245
40272	SAINT-MARTIN-DE-HINX	1 590	22 543 294
40273	SAINT-MARTIN-DE-SEIGNANX	5 760	107 473 396
40274	SAINT-MARTIN-D'ONEY	1 429	18 870 385
40275	SAINT-MAURICE-SUR-ADOUR	613	8 592 226
40276	SAINT-MICHEL-ESCALUS	319	5 344 663
40277	SAINT-PANDELON	765	11 793 133
40278	SAINT-PAUL-EN-BORN	980	13 956 672
40280	SAINT-PERDON	1 765	23 914 762
40282	SAINT-SEVER	5 064	70 794 846
40283	SAINT-VINCENT-DE-PAUL	3 387	49 073 700
40284	SAINT-VINCENT-DE-TYROSSE	7 928	117 478 187
40285	SAINT-YAGUEN	642	7 582 105
40286	SAMADET	1 187	14 393 745
40287	SANGUINET	4 407	75 162 123
40288	SARBAZAN	1 189	16 250 312
40289	SARRAZIET	245	2 676 571
40290	SARRON	112	2 115 223
40291	SAUBION	1 646	30 310 616
40292	SAUBRIGUES	1 530	23 806 738
40293	SAUBUSSE	1 136	15 674 881
40294	SAUGNAC-ET-CAMBRAN	1 583	24 314 379
40295	SAUGNACQ-ET-MURET	1 090	12 685 722
40296	SEIGNOSSE	3 969	92 407 959
40297	SEN	233	3 075 605



40298	SERRES-GASTON	409	4 955 643
40299	SERRESLOUS-ET-ARRIBANS	205	2 516 586
40300	SEYRESSE	979	14 486 719
40301	SIEST	139	1 576 204
40303	SOLFERINO	325	4 322 481
40304	SOORTS-HOSSEGOR	3 544	122 280 554
40305	SORBETS	205	2 453 769
40306	SORDE-L'ABBAYE	639	9 213 860
40307	SORE	1 160	15 277 057
40308	SORT-EN-CHALOSSE	952	13 776 670
40309	SOUPROSSE	1 152	14 790 625
40310	SOUSTONS	8 251	139 991 754
40311	TALLER	631	8 942 434
40313	TARTAS	3 287	39 846 041
40314	TERCIS-LES-BAINS	1 281	20 039 746
40315	TETHIEU	776	10 630 809
40316	TILH	843	10 689 368
40317	TOSSE	3 196	65 212 227
40318	TOULOUZETTE	331	3 889 909
40319	TRENSACQ	246	3 676 561
40320	UCHACQ-ET-PARENTIS	618	10 409 787
40321	URGONS	256	3 265 691
40322	UZA	198	2 333 940
40323	VERT	267	3 554 489
40324	VICQ-D'AURIBAT	271	3 630 724
40326	VIELLE-SAINT-GIRONS	1 395	22 954 488
40327	VIELLE-SOUBIRAN	232	3 396 432
40325	VIELLE-TURSAN	275	3 666 001
40328	VIEUX-BOUCAU-LES-BAINS	1 646	30 336 105
40329	VIGNAU	493	6 762 704
40330	VILLENAVE	327	3 745 348
40331	VILLENEUVE-DE-MARSAN	2 474	32 216 619
40332	YCHOUX	2 338	31 878 162
40333	YGOS-SAINT-SATURNIN	1 355	18 484 515
40334	YZOSSE	387	5 762 572



**Liste des communes urbaines non-éligibles avec les critères
"Population INSEE" et "Revenu imposable" de 2021**

Code INSEE de la commune	Nom de la commune	Population INSEE de l'année N	Revenu imposable des habitants de la commune
40192	MONT-DE-MARSAN	31 103	435 295 760
40088	DAX	21 604	418 635 637
40046	BISCARROSSE	14 292	256 532 529
40279	SAINT-PAUL-LES-DAX	13 919	205 770 844
40312	TARNOS	12 786	191 638 853
40281	SAINT-PIERRE-DU-MONT	9 988	143 926 056
40065	CAPBRETON	9 203	184 805 031



DEPARTEMENT
DES LANDES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL en visio/audio conférence

Budget Primitif 2022

Réunion du 31 mars 2022

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

Président : M. Xavier FORTINON

N° E 3 Objet : PROTÉGER ET VALORISER LES ESPACES LITTORAUX

Conseillers départementaux en exercice : 30

Votants : 30

(M. Olivier Martinez a donné pouvoir à Mme Monique Lubin)

(M. Julien Paris a donné pouvoir à Mme Patricia Beaumont)

Présents physiquement :

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédar, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

Présents en visio/audio conférence :

M. Christophe Labruyère, Mme Sylvie Péducasse.

Absents : M. Olivier Martinez, M. Julien Paris.

Résultat du Vote au scrutin public (Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 - articles 6 et 11 - et Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 - article 6 - telles que modifiées par la Loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021) :

POUR : 30 Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédar, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, M. Christophe Labruyère, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez (a donné procuration à Mme Monique Lubin), M. Julien Paris (a donné procuration à Mme Patricia Beaumont), Mme Sylvie Péducasse, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

**N° E 3****LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,**

VU le rapport de M. le Président du Conseil départemental ;

CONSIDERANT le détail des inscriptions budgétaires telles que figurant en annexe I (annexe financière) ;

APRES PRESENTATION du rapport en Commission Environnement : transition écologique et énergétique ;

APRES en avoir délibéré,

DECIDE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES :**I – Lutte contre les pollutions :**

Considérant que le « *Syndicat Mixte du Littoral Landais* » - SMLL -, qui associe (arrêté préfectoral du 16 janvier 2018) le Département, la totalité des 17 Communes littorales et deux Communautés de Communes, revêt la forme d'un syndicat mixte ouvert à la carte dont les missions concernent la défense des intérêts du littoral landais contre les pollutions maritimes et le nettoyage du littoral landais, pour les volets « *contentieux* » d'une part et « *nettoyage du littoral* » d'autre part (délibération n° G 1 de l'Assemblée départementale du 6 novembre 2017),

considérant que le Département contribue statutairement à hauteur de 50 % des dépenses liées au volet contentieux et des dépenses de nettoyage différencié, déductions faites des participations extérieures potentielles, les 50 % restant, dans les deux cas, étant répartis entre les autres membres du Syndicat, conformément aux statuts de ce dernier,

considérant l'opération de collecte des déchets échoués dans le port de Bayonne, dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Bayonne depuis 2001, et pour laquelle le Département est un partenaire technique et financier avec la Région Nouvelle-Aquitaine, la Communauté d'Agglomération Pays Basque et la Commune de Tarnos,

- de prendre acte du bilan des opérations 2021 du Syndicat Mixte du Littoral Landais (Opération de nettoyage différencié du littoral), tel qu'annexé (annexe II).

- de renouveler la participation du Département à l'opération de collecte des déchets échoués dans le port de Bayonne (Adour aval).

- d'attribuer ainsi à :

- **la Chambre de Commerce et d'industrie de Bayonne**
dans le cadre de l'opération de collecte
des déchets échoués susvisée
au titre de l'année 2022
une subvention de 10 000 €.



- d'inscrire, au Budget Primitif 2022, au titre de la participation statutaire du Département aux dépenses du Syndicat Mixte du Littoral Landais (755 000 €) et du renouvellement de la participation du Département à l'opération de collecte des déchets échoués dans le port de Bayonne (Adour aval) le crédit global correspondant, de 765 000 €

II – Gestion intégrée des espaces littoraux :

1°) Travaux de mise en œuvre des stratégies locales de gestion de la bande côtière :

compte tenu :

- des huit axes définis à l'échelon régional dans le cadre de la stratégie régionale de gestion de la bande côtière,
- des programmes en cours et des nouvelles programmations de travaux à compter de 2022,

- d'adopter le dispositif d'aide relatif au travaux de mise en œuvre des stratégies locales de gestion de la bande côtière (conformément à celui adopté par délibération de l'Assemblée départementale n° G 3 du 27 mars 2018), le taux d'intervention du Département étant ainsi fixé à hauteur de 10 % du montant HT des dépenses éligibles.

- de conditionner l'attribution des subventions départementales à l'avis consultatif préalable, sur le projet de stratégie locale, du Comité régional de suivi des stratégies de gestion de la bande côtière.

- d'exclure toutefois certaines dépenses du cofinancement départemental :

- s'agissant (pour l'axe 3) des obligations réglementaires des collectivités en matière de Plans Communaux de Sauvegarde, (PCS) et des Documents d'Information Communaux sur les Risques Majeurs, (DICRIM) ;
- portant (pour l'axe 4) sur la mise en cohérence des documents d'urbanisme avec la stratégie locale et le Plan de Prévention des Risques Littoraux quand il existe ;
- s'agissant (pour l'axe 5) des actions opérationnelles de relocalisation (acquisitions foncières, déconstruction et reconstruction de biens, ...) ;
- concernant des actions dont le bien-fondé n'aurait pas été démontré dans le cadre des démarches d'élaboration des stratégies locales et qui n'aurait pas fait l'objet de validation par le Comité de Pilotage propre à chaque site.

- de voter, au Budget primitif 2022, une Autorisation de Programme 2022 n° 840 « *Travaux stratégies locales gestion bande côtière 2022* » d'un montant de 550 000 € (CP 2022 de cette AP 2022 : 110 000 €), le Crédit de Paiement 2022 global s'élevant, au titre de cette AP nouvelle et des AP antérieures pour la mise en œuvre des travaux des stratégies locales, à 411 241 €

2°) Observatoire de la Côte Nouvelle-Aquitaine :

considérant que l'Observatoire de la Côte Nouvelle-Aquitaine, sans statut juridique propre, repose sur les missions de deux opérateurs, l'Office National des Forêts (ONF), et le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM),

compte tenu des objectifs de l'Observatoire de la Côte Nouvelle-Aquitaine en matière de connaissance du littoral (érosion côtière, qualité des milieux et biodiversité du littoral aquitain) et d'aide à la décision des gestionnaires du littoral aquitain pour la gestion intégrée des espaces côtiers,

- d'approuver le renouvellement du partenariat à établir pour la période 2022-2027 avec l'Observatoire de la Côte Nouvelle-Aquitaine pour assurer la continuité de ses travaux.

- d'inscrire, au Budget Primitif 2022, le crédit de 40 000 € correspondant au montant total de la subvention à répartir entre l'Office National des Forêts (ONF) et le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM), pour la mise en œuvre du programme 2022 de l'Observatoire de la Côte Nouvelle-Aquitaine autour des quatre modules suivants :

- suivis du trait de côte et analyses des risques érosion et submersion,
- expertises et assistance aux collectivités et services de l'Etat,
- administration des données,
- communication ;

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à accomplir toutes les démarches afférentes.

3°) Subventions aux associations littorales œuvrant en matière de connaissance des espaces littoraux et océaniques :

compte tenu des actions de :

- l'ADREMCA (Association pour la Défense, la Recherche et les Etudes Marines de la Côte Aquitaine), de Mimizan,
- l'ALR (Association Atlantique Landes Récifs), basée à Capbreton,
- le Centre de la Mer de Biarritz, porteur du programme régional ERMMA (Environnement et Ressources des Milieux Marins Aquitains),

en faveur de la connaissance des milieux vivants côtiers et marins de la partie landaise de la façade atlantique,

afin d'assurer la continuité de ces actions contribuant à la connaissance des milieux littoraux et océaniques,

- de renouveler le soutien du Département aux structures concernées.

- d'inscrire, dans ce cadre, au Budget Primitif 2022, un crédit de 35 000 €

délégation étant donnée à la Commission Permanente pour se prononcer sur la répartition des crédits au vu des demandes des associations et de leur programme et ainsi attribuer les subventions correspondantes et approuver les conventions à intervenir dans ce cadre.



4°) Syndicat Mixte pour la Sauvegarde et la Gestion des Etangs Landais « Géolandes » :

considérant que le Syndicat Mixte Géolandes fédère depuis 1988, le Département des Landes, trois Communautés de Communes et huit Communes afin d'assurer une gestion coordonnée et mutualisée de 15 plans d'eau douce arrière littoraux landais, représentant une superficie de plus de 10 000 hectares,

- de prendre acte du bilan des opérations 2021 du Syndicat Mixte pour la Sauvegarde et la Gestion des Etangs Landais « Géolandes », tel qu'annexé (annexe III).

- d'accorder au Syndicat Mixte pour la Sauvegarde et la Gestion des Etangs Landais « Géolandes », au titre de ses frais de fonctionnement pour l'année 2022, une participation statutaire de 761 950 €.

conformément aux statuts dudit Syndicat Mixte (80 % des charges d'investissement, 40 % des charges de fonctionnement).

- d'inscrire ainsi au Budget Primitif 2022 : un crédit de 761 950 €

- d'inscrire, au Budget Primitif 2022, en recettes, au titre du reversement au Département des Landes des subventions diverses perçues sur la section d'investissement par le Syndicat Mixte « Géolandes » et des frais de mise à disposition, 146 150 €

II – Aménagement plan-plage littoraux et lacustres :

afin d'accompagner les collectivités dans leurs démarches concernant les aménagements de type plan-plage, au niveau des diverses études préalables et des phases opérationnelles de travaux,

compte tenu des programmes en cours et des nouvelles programmations de travaux à compter de 2022,

- de maintenir dans ce cadre le taux d'intervention du Département à hauteur de 15 % du montant HT des dépenses éligibles, tel qu'approuvé par délibération de l'Assemblée départementale n° F 3⁽¹⁾ du 26 mars 2012.

- de voter, au Budget primitif 2022, une Autorisation de Programme 2022 n° 839 « Subventions Plans-Plage 2022 » d'un montant de 400 000 € (CP 2022 : 120 000 €), le Crédit de Paiement 2022 global s'élevant, au titre de cette AP nouvelle et des AP antérieures pour les subventions Plans-Plage, à 191 734,36 €

- de donner délégation à la Commission Permanente pour tout document à intervenir dans ce cadre.

*

*

*



- d'adopter le tableau récapitulatif de l'ensemble des Autorisations de Programme et des inscriptions budgétaires tel que présenté en annexe I (annexe financière).

Le Président,

Xavier FORTINON

Commision "Environnement : transition écologique et énergétique"
ANNEXE I - DELIBERATION "PROTEGER ET VALORISER LES ESPACES
LITTORAUX" RECAPITULATIF DES INSCRIPTIONS BUDGETAIRES - BP 2022

Envoyé en préfecture le 05/04/2022

Reçu en préfecture le 05/04/2022



ID : 040-224000018-20220331-E03_BP_2022-DE

I - AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° de l'A.P.	INTITULE	CHAPITRE	FONCTION	AUTORISATIONS DE PROGRAMME					
				AP ANTERIEURES ACTUALISEES (DM2 2021)	CP réalisés années antérieures	Ajustements BP 2022 - AP antérieures	Nouveau Montant AP au BP 2022 - AP antérieures et nouvelles	SOLDE AP AU 1 ^{ER} JANVIER 2022	
				(a)	(b)	(d)	(e)=(a)+(d)	(h)	
578	SUBVENTIONS PLANS-PLAGE 2017	204	738	213 250,00	198 402,90		213 250,00	14 847,10	
634	SUBVENTIONS PLANS-PLAGE 2018			106 911,40	60 913,44	0,00	106 911,40	45 997,96	
723	SUBVENTIONS PLANS-PLAGE 2020			400 000,00	11 100,00	0,00	400 000,00	388 900,00	
790	SUBVENTIONS PLANS-PLAGE 2021			100 000,00	0,00	0,00	100 000,00	100 000,00	
839	SUBVENTIONS PLANS-PLAGE 2022						400 000,00	400 000,00	
SOUS-TOTAL SUBVENTIONS PLANS-PLAGE				820 161,40	270 416,34	0,00	1 220 161,40	949 745,06	
635	SUBV STRATEGIE LOCALE GESTION B COTIERE 2018			522 610,90	302 416,35	0,00	522 610,90	220 194,55	
724	SUBV STRATEGIE LOCALE GESTION B COTIERE 2020			1 000 000,00	298 386,24	0,00	1 000 000,00	701 613,76	
791	SUBV STRATEGIE LOCALE GESTION B COTIERE 2021			200 000,00	0,00	0,00	200 000,00	200 000,00	
840	SUBV STRATEGIE LOCALE GESTION B COTIERE 2022						550 000,00	550 000,00	
SOUS-TOTAL SUBV STRATEGIE LOCALE GESTION BANDE COTIERE				1 722 610,90	600 802,59	0,00	2 272 610,90	1 671 808,31	
	Sous-total LITTORAL					2 542 772,30	871 218,93	0,00	3 492 772,30

TOTAL				2 542 772,30	871 218,93	0,00	3 492 772,30	2 621 553,37
AP soldée								
AP nouvelle								

CREDITS DE PAIEMENT **				
CP ouverts au titre de 2022	CP ouverts au titre de 2023	CP ouverts au titre de 2024	CP ouverts au titre de 2025	CP ouverts au titre de 2026 et +

* (h) = somme des CP 2021 à 2025

3 750,00	11 097,10	0,00	0,00	0,00
40 001,36	5 996,60	0,00	0,00	0,00
11 100,00	377 800,00	0,00	0,00	0,00
16 883,00	16 883,00	20 206,09	46 027,91	0,00
120 000,00	120 000,00	160 000,00		
191 734,36	531 776,70	180 206,09	46 027,91	0,00
110 000,00	110 194,55	0,00	0,00	0,00
181 241,00	200 000,00	200 000,00	120 372,76	0,00
10 000,00	65 000,00	40 000,00	85 000,00	0,00
110 000,00	110 000,00	110 000,00	110 000,00	110 000,00
411 241,00	485 194,55	350 000,00	315 372,76	110 000,00
602 975,36	1 016 971,25	530 206,09	361 400,67	110 000,00
602 975,36	1 016 971,25	530 206,09	361 400,67	110 000,00

ANNEXE I - DELIBERATION "PROTEGER ET VALORISER LES ESPACES LITTORaux" RECAPITULATIF DES INSCRIPTIONS BUDGETAIRES - BP 2022

Envoyé en préfecture le 05/04/2022

Reçu en préfecture le 05/04/2022



ID : 040-224000018-20220331-E03_BP_2022-DE

II - INSCRIPTIONS BUDGETAIRES HORS AP

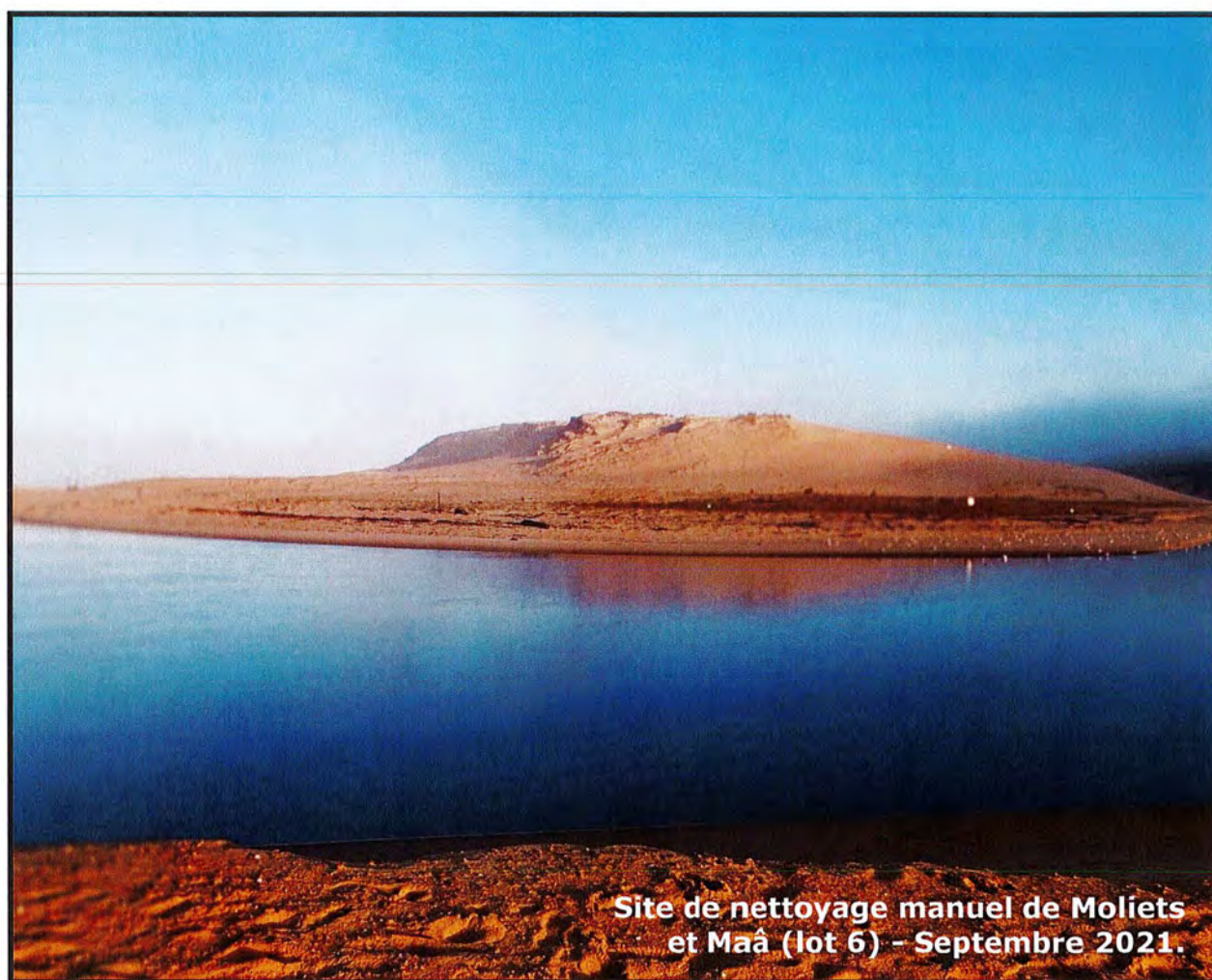
DEPENSES - SECTION	CHAP	FONCTION	INTITULE	Crédits 2022
FONCTIONNEMENT	65	738	Participation statutaire au Syndicat Mixte du Littoral Landais	755 000,00
			Participation collecte déchets Adour Aval	10 000,00
			Lutte contre les pollutions	765 000,00
			Participation aux frais du Syndicat Mixte Géolandes	761 950,00
			Subv pour l'Observatoire Côte Nouvelle-Aquitaine	40 000,00
			Subv pour les associations du littoral	35 000,00
			Gestion intégrée des Espaces Littoraux	836 950,00
TOTAL				1 601 950,00
TOTAL GENERAL DEPENSES				2 204 925,36
RECETTES - FONCTIONNEMENT				
	73	738	Restitution TA (Syndicat Mixte Etangs Landais Géolandes)	146 150,00
TOTAL RECETTES				146 150,00



NETTOYAGE DIFFERENCIE DU LITTORAL LANDAIS

EXERCICE 2021

Compte-rendu annuel



SOMMAIRE

Introduction	1
1. Données quantitatives	2
1.1 Nettoyage mécanique	2
1.2 Export de sable	4
1.3 Nettoyage manuel	5
1.4 Tri et revalorisation des apports collectés	6
1.5 Echouages d'animaux	7
1.6 Déchets issus de l'activité pêche	8
2. Données financières	9
2.1 Nettoyage mécanique	9
2.2 Nettoyage manuel	9
3. Données sociales	10
4. Réseau national de surveillance des déchets marins sur le littoral	11
5. Impact de la pandémie COVID-19	12
6. Dates importantes	13
7. Contrôles (hors contrôles ponctuels)	15
8. Réunions prestataires/collectivités	16
9. Réunions périodiques	16
10. Etat des accès au littoral	16
11. Recueil photographique	17
Annexes	

La nouvelle période de sept années (2020-2026) de l'opération de nettoyage différencié du littoral landais a débuté le 1^{er} janvier 2020.

Cette opération, dont le montage a été le fruit d'une large concertation des partenaires institutionnels, techniques et scientifiques, a vu des évolutions majeures apparaître par comparaison à l'opération précédente.

De manière générale, la pression de nettoyage est moins conséquente en période hivernale. Des zones de nettoyage manuel supplémentaires ont également été définies sur les plages urbaines de Biscarrosse et l'embouchure du Courant de Contis, favorisant d'autant le travail en insertion.

Les enjeux environnementaux sont renforcés avec la prise en compte des sites de reproduction du gravelot à collier interrompu ouvrant ainsi la possibilité de porter la bande de protection du pied de dune de cinq à dix mètres.

Les ratisseuses et cribleuses ont subi des évolutions techniques permettant de limiter l'export de sable lors de l'action de travail.

Une des évolutions majeures voit le taux de valorisation des déchets issus de la collecte sur l'estran atteindre les 100%.

Enfin, le démarrage des collectes de déchets sur le site de Mimizan « Les Lamanchs » dans le cadre du programme de surveillance de la Directive Cadre pour la Stratégie du Milieu Marin, en partenariat avec le Centre de Documentation de Recherches et d'Expérimentation sur les pollutions accidentelles des eaux (CEDRE), a débuté le 1^{er} janvier 2020 et s'est poursuivi en 2021.

L'année 2021 se dégage **comme l'année la plus faible** en termes de volumes totaux collectés depuis la genèse de cette opération en 1991.

Si le passage de la tempête Justine en début d'année et les fortes précipitations relevées en décembre, ont généré des apports sur le sud du département, des conditions météorologiques globalement clémentes expliquent cette tendance.

L'année 2021 se caractérise aussi par la mise en place des derniers détails techniques de la nouvelle période de nettoyage et d'ores et déjà, par la **recherche de perspectives d'évolution**.

Le parc de matériel afférent au nettoyage mécanisé est aujourd'hui totalement opérationnel avec le reconditionnement de l'ensemble des bennes dédiées au transport des apports collectés sur l'estran.

Les modifications techniques des cribleuses et ratisseuses visant à pallier à l'export de sable sont aujourd'hui effectuées.

De nombreux retours de collectivités partenaires font état de la présence accrue de déchets micro-plastiques sur certains secteurs d'accumulations préférentielles. Ainsi un **processus de collecte des apports de déchets micro-plastiques** est d'ores et déjà envisagé pour l'année 2022. Ce processus sera proposé à chaque partenaire et mis en application sur ces secteurs le cas échéant.

Le **processus de transfert d'entretien** des aires de dépôt depuis les Communes ou EPCI vers le prestataire en charge de la collecte mécanique suit son cours. Ce transfert a été effectif sur quatre communes : Mimizan (Carbonisation et Lespecier), Moliets-et-Maâ, Labenne et Ondres. **Le transfert d'entretien de l'aire de dépôt de Soustons sera effectif au 1^{er} janvier 2022.**

La **pandémie de la COVID-19** a largement impacté l'année 2021 à l'échelle nationale.

Cependant, l'ensemble des prestations de nettoyages mécaniques et manuels a été réalisé.

Seule la collecte manuelle d'avril dans le cadre de l'opération CEDRE n'a pu être tenue par manque de personnels opérateurs.

1. DONNEES QUANTITATIVES

1.1 Nettoyage mécanique (annexes 3-A et 3-B) :

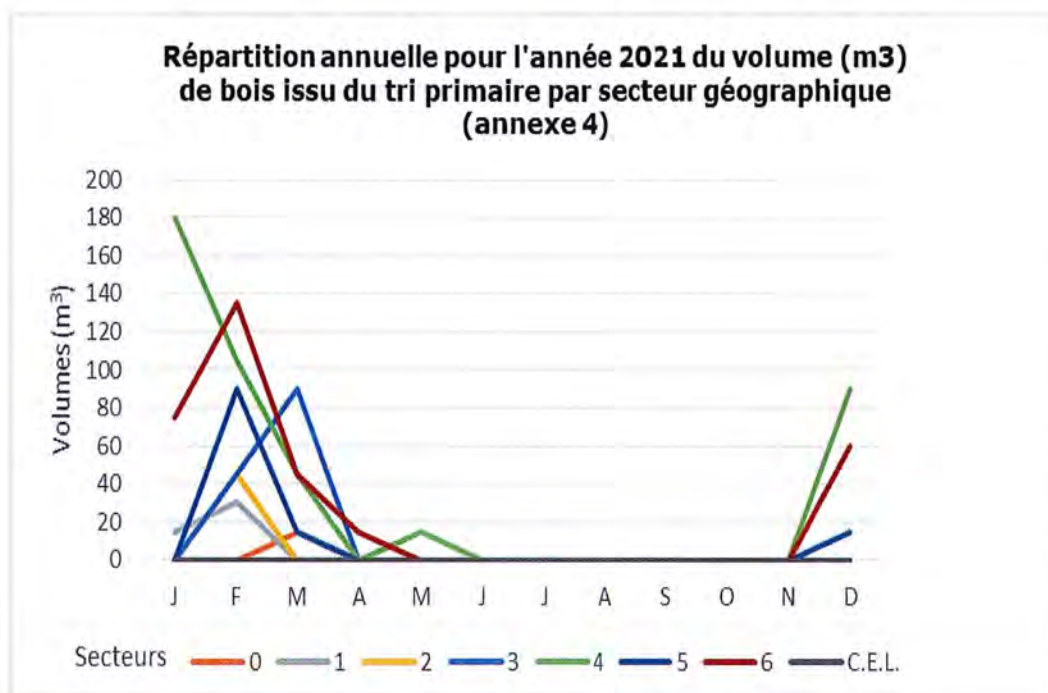
Bois :

Volume de bois collecté mécaniquement à la source (tri primaire) : 1 067,00 m³

Volume de bois issu du tri secondaire : 1 505,00 m³

Volume total de bois traité : **2 572,00 m³(1)**

Poids total de bois traité : 909,18 tonnes



La localisation des différents secteurs est présentée dans le plan général de zonage du littoral (annexe 1).

(1) Le bois traité provient de deux origines :

* du tri primaire ou à la source effectué à même le littoral, déposé dans des bennes dédiées et évacuées directement vers la plateforme TTL de Linxe,

* du tri secondaire effectué sur la plateforme COVED de Linxe à l'occasion des campagnes de tri des déchets tout venant brut, bois évacué ensuite sur la plateforme TTL de Linxe.

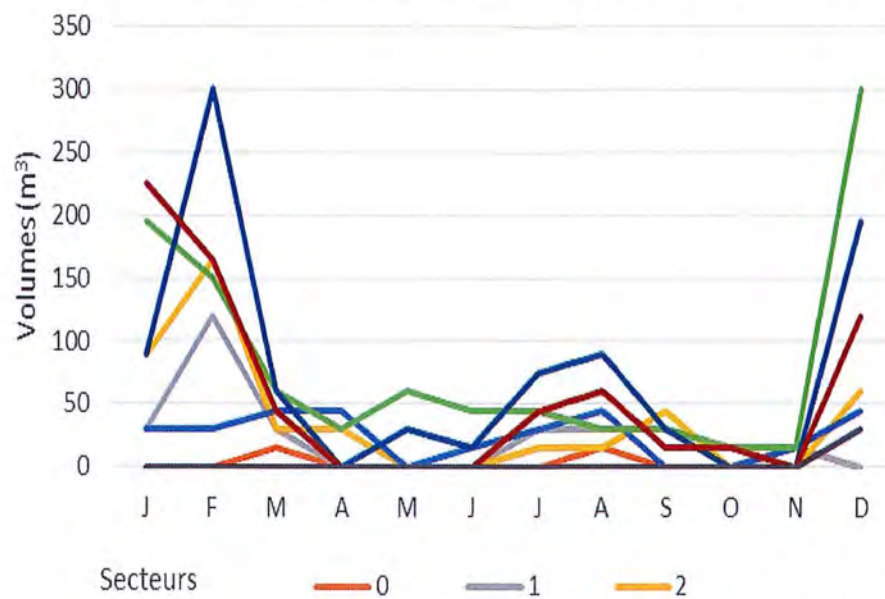
Tout-venant :

Volume total de déchets tout venant brut collectés mécaniquement : **3 562 m³(2)**

Volume total de déchets tout venant brut : 3 915 m³(2)

(2) Les différences entre les volumes de bois et de tout-venant collectés et traités s'expliquent par la tenue de campagnes ponctuelles de tri et traitement. De ce fait, des volumes collectés à l'année N peuvent n'être traités qu'à l'année N+1.

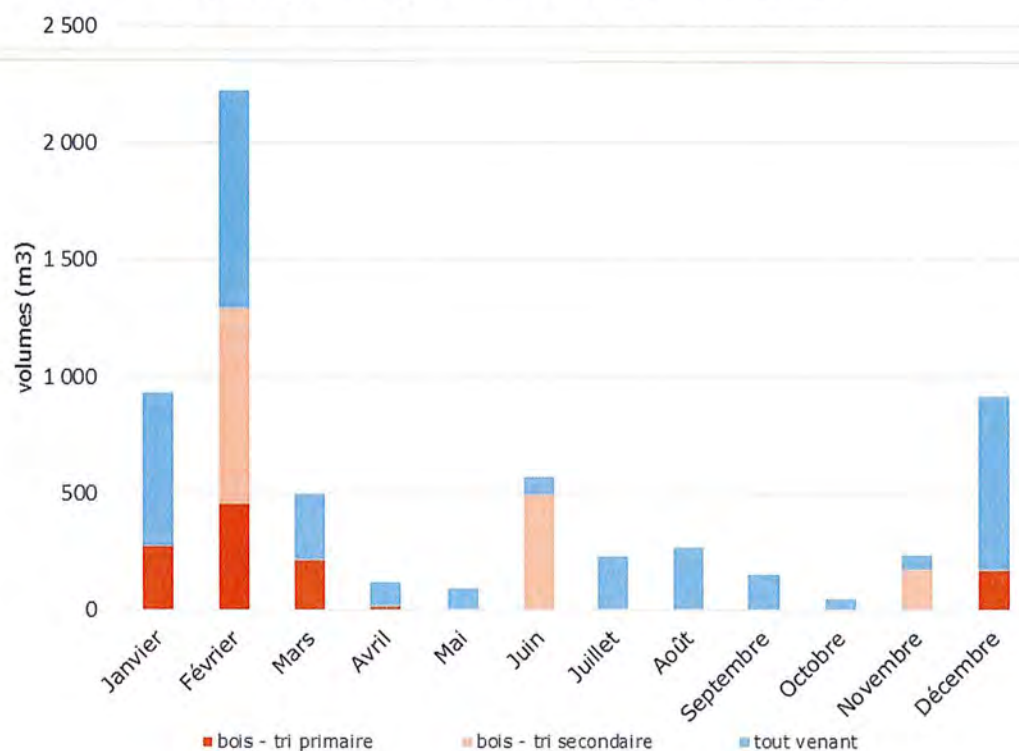
Répartition mensuelle pour l'année 2021 des volumes (m³) de bois primaire, secondaire et de tout venant trié



Nombre de campagnes de tri effectuées sur la plateforme de Linxe : **3** (semaines 5-22-44)

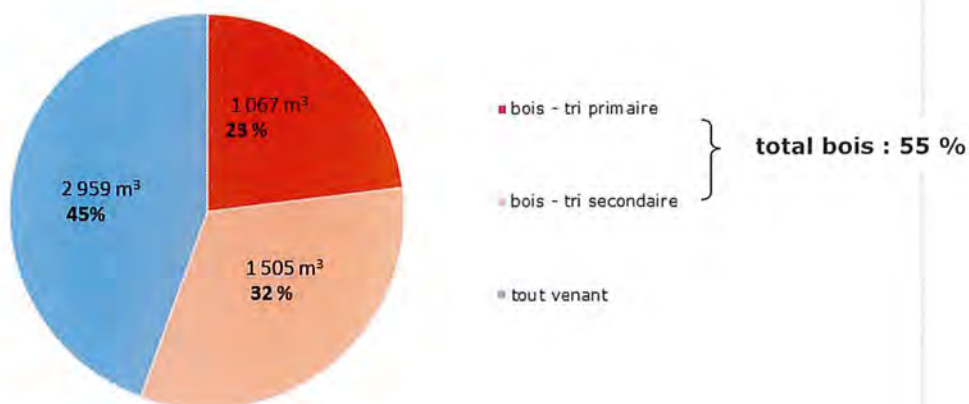
Volume total d'apports (bois + tout-venant brut) collectés mécaniquement : **4 629 m³**

Répartition mensuelle pour l'année 2021 des volumes (m³) de bois primaire, secondaire et de tout venant trié



L'année 2021, outre les apports traditionnels du début d'année, a été marquée par des apports très faibles hormis au mois de décembre marqué par de fortes intempéries.

Répartition annuelle du volume (m³) de bois primaire, secondaire et de tout venant trié



1.2 Export de sable :

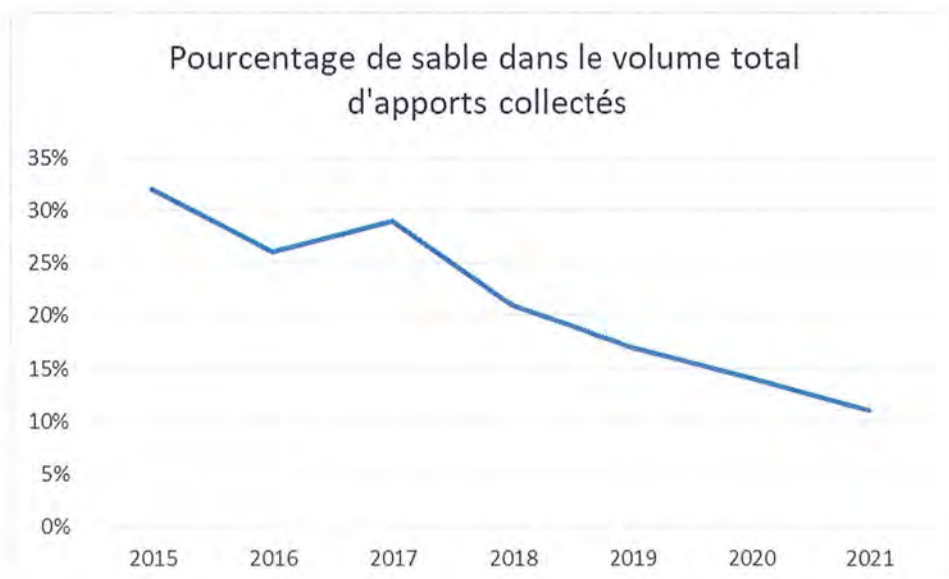
Pour rappel, une des évolutions majeures introduite depuis 2020 dans l'opération de nettoyage réside dans la modification structurelle des machines afin de limiter l'export de sable de l'estran lors de l'action de collecte.

Ainsi, une partie des engins de nettoyage (râpisseuses +cribleuses) a été modifiée en amont de la saison estivale 2021.

Si l'achèvement de ces modifications a eu lieu dans le courant de l'année, la diminution de l'export de sable est déjà significative par rapport à l'année 2020.

Pour autant, l'exportation de sable demeurera récurrente notamment dans le cadre des nettoyages communaux complémentaires.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution depuis 2015 des pourcentages de sable dans les volumes totaux collectés.



Pour mémoire, la plateforme de Linxe a été mise en service en 2014, les premières données exploitables datent donc de 2015.

De plus, seules les années 2020 et 2021 sont parfaites : la pression de nettoyage a été allégée au 1^{er} janvier 2020, en particulier sur les fenêtres de fréquentation durant la période hivernale.

Volume total de sable retourné sur les plages :707 m³

1.3 Nettoyage manuel (annexe 4) :

Les sites de Mimizan (lot 3), de Moliets-et-Maâ (lot 6), du Courant d'Huchet (lot 7), de Seignosse (lot 8) et de Tarnos (lot 10) font l'objet d'une intervention mensuelle.

Les sites suivant font l'objet de fréquences de nettoyages particulières :

- le site de Biscarrosse (lot 2) dont les plages urbaines (Vivier, Nord et Sud) sont nettoyées une fois tous les trois jours en période estivale, la plage Centrale étant nettoyée par les services communaux durant cette période ;
- le site du Courant de Contis amont (lot 4) dont les interventions sont programmées selon les apports présents ;
- le site du Courant de Contis aval (lot 5) sur lequel les rives droite et gauche de l'embouchure du Courant sont nettoyées une fois tous les deux mois en période hivernale et deux fois par mois en période estivale ;
- le site de Capbreton (lot 7) qui est nettoyé une fois par semaine d'octobre à mai. Pour les autres mois, la Commune fait appel à des travailleurs saisonniers. Sur ce site, constitué de plages urbaines, le bois est également collecté.

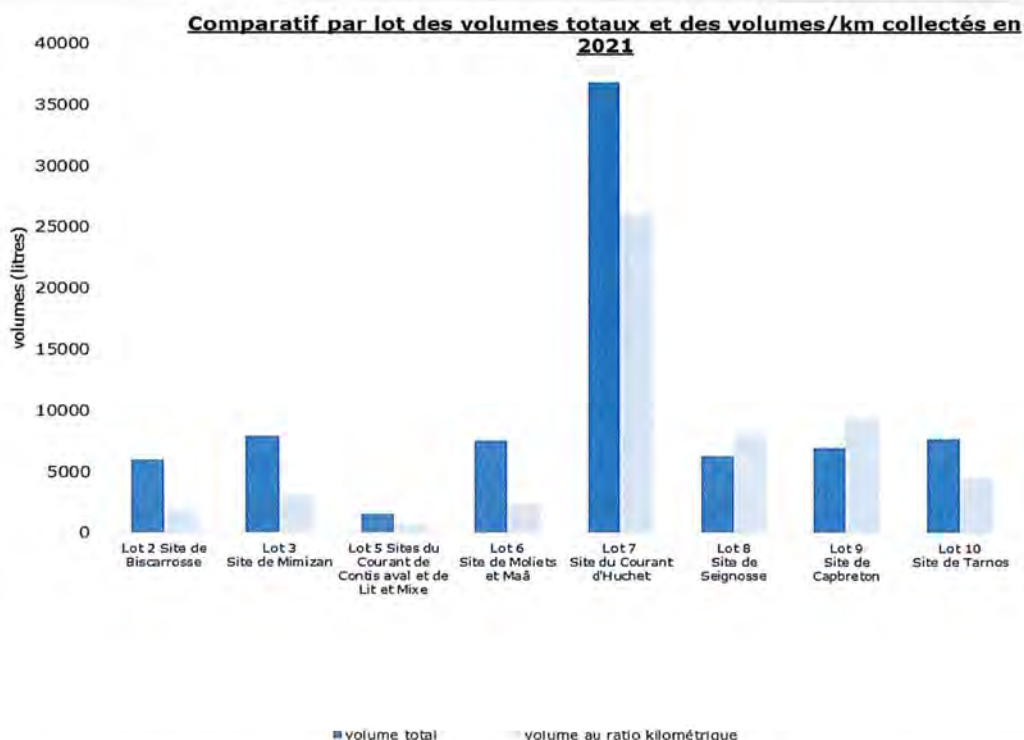
Volume de bois collecté (site de Capbreton uniquement)58 m³

Volume de déchets tout-venant (sans bois) collecté :97 m³

Volume de verre collecté :0,7 m³

Volume de métal collecté :0,3 m³

Volume total d'apports collectés manuellement :156 m³



Ce graphique est présenté à titre indicatif car les modes de nettoyage (fréquence, taille des déchets collectés) peuvent différer selon les sites.

Seuls les lots 3, 8 et 10 peuvent directement être comparés entre eux.

En 2021, il apparaît cependant que le site du Courant d zone préférentielle d'accumulation de déchets.

ID : 040-224000018-20220331-E03_BP_2022-DE

Volume total d'apports collectés (mécanique et manuel) en 2021 : 4 785 m³

1.4 Tri et revalorisation des apports collectés (Annexes 5 et 6) :

Une des grandes évolutions de l'opération de nettoyage pour la période 2020-2026 réside dans la valorisation de 100% des apports collectés sur l'estran.

Trois séances de tri (février, juin et novembre) sur la plateforme COVED de Linxe ont permis d'identifier et de quantifier chacune des natures de déchets collectés.

Les résultats de ces séances de tri sont présentés en annexe 6 au présent document.

Le tableau ci-dessous présente les quantités d'apports valorisés par famille et les filières de valorisation afférentes :

Famille	Volume traité en m ³	Pourcentage du volume traité	Destination	Type de revalorisation
Bois (primaire et secondaire)	1 525	48,69%	TTL Linxe	Biomasse
Sable	604 *	19,28%	Stockage plateforme COVED Linxe	Retour sur l'estran après analyses
Gravats / galets	17	0,54%	Entreprise PERROU à Ychoux (Travaux publics)	Eco-grave
Plastiques souples	120	3,83%	COVED Illats (33)	Combustibles solides de récupération
Plastiques durs	115	3,67%	COVED Illats (33)	Recyclage pour réutilisation
Bois de catégorie B - refus moyen	734	23,44%	Paprec Agro (St Christophe de Double (33)	Panneaux de particules
Métaux	17	0,54%	Entreprise PERROU à Ychoux	Matières premières pour professionnels
TOTAL	3 132	100%		
Volume total trié m³ :		3 915		
Volume traité en m³ :		3 132		
Foisonnement :		20%		

* Ce volume ne concerne que le sable produit à l'occasion des séances de tri de l'année 2021. A contrario, les 707 m³ indiqués page 5 intègrent également du sable produit à l'occasion des dernières séances de tri de l'année 2020.

Le bois issu du tri secondaire représente les pièces de bois d'une dimension supérieure à 5 cm triées manuellement par les opérateurs lors des séances de tri.

Quant au bois de catégorie B, il s'agit des pièces de bois d'une dimension comprise entre 0,8 et 5 cm triées mécaniquement lors du process de tri.

La part du pourcentage afférente au foisonnement est conséquente.

Si le phénomène de foisonnement est minoré lors des années à forts volumes collectés, il est majoré lors des années à très faibles volumes, ce qui est le cas pour 2021.

Pour rappel, la dernière séance de tri s'est tenue au mois de novembre, ainsi les apports collectés et stockés sur la plateforme après cette date, ne sont pas comptabilisés dans ce tableau (810 m³), sauf pour ce qui relève du bois issu du tri primaire.

1.5 Echouages d'animaux (annexes 7-A et 7-B) :

L'année 2021 illustre le phénomène habituel des taux d'échouages importants en période hivernale lors des mois de décembre à mars.

Le nombre total de 98 dépouilles est plus bas que les années précédentes.

Nombre total de dépouilles animales collectées : 98

Tableau des répartitions mensuelles des dépouilles sur l'année 2021

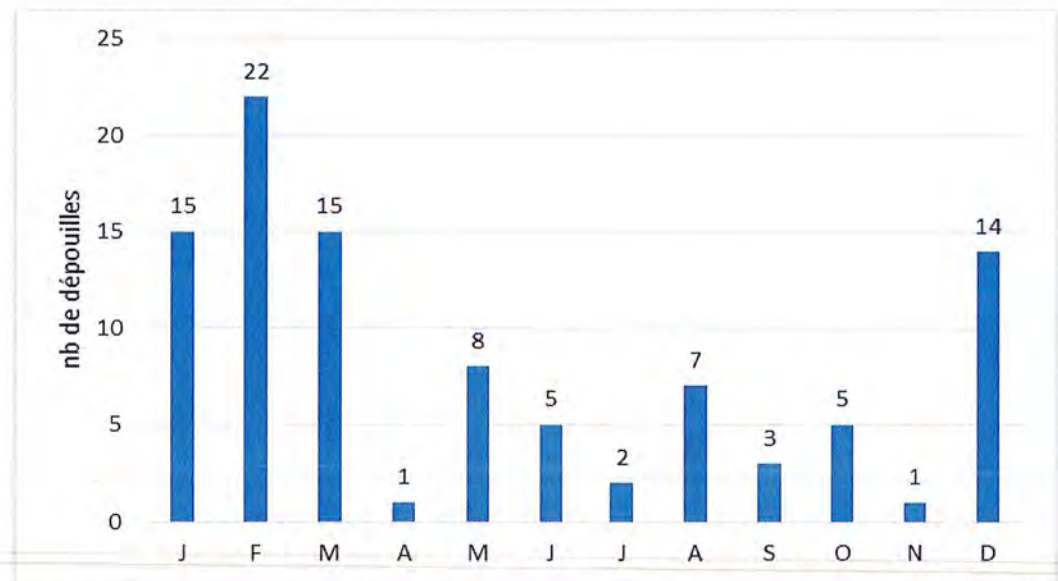
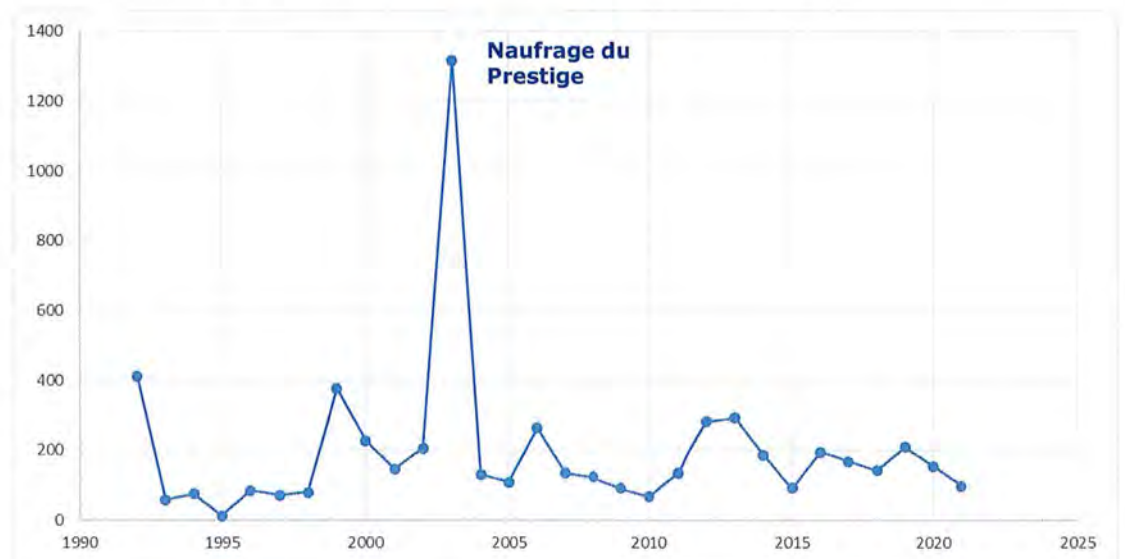


Tableau des évolutions interannuelles du nombre de dépouilles



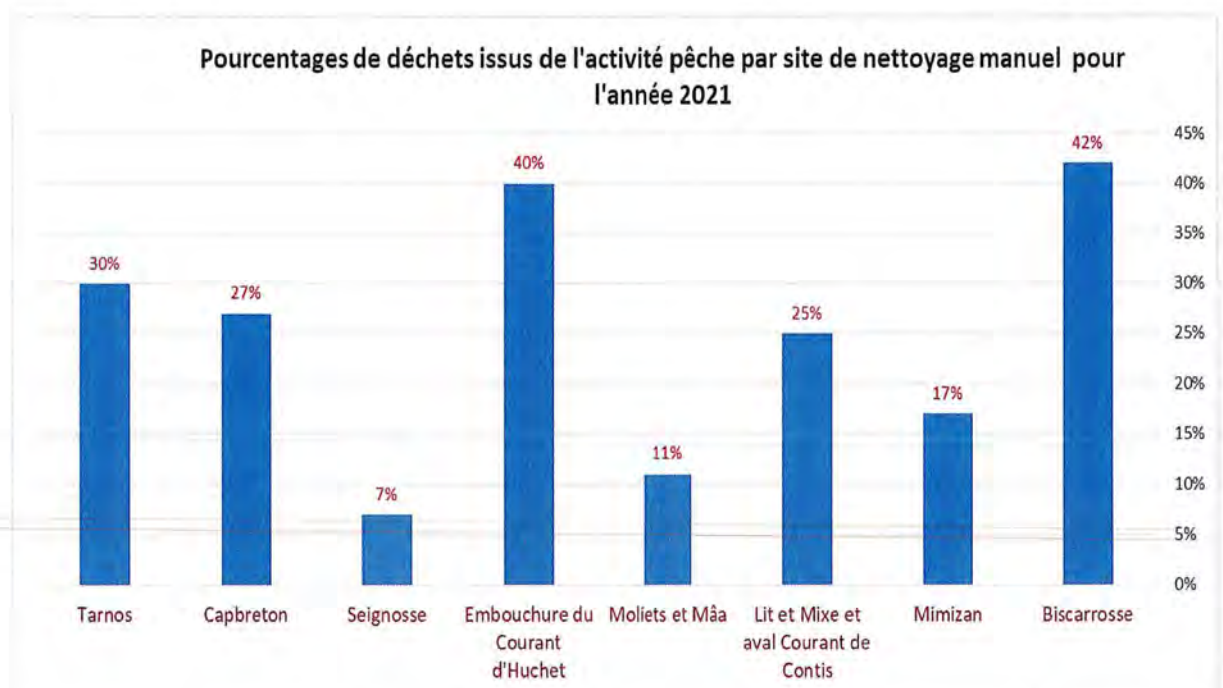
1.6 Déchets issus de l'activité pêche

Au minimum trois fois par an, le cahier des charges de l'opération prévoit que les prestataires de nettoyage manuel affinent le tri des déchets en séparant, dans des contenants distincts et en procédant à la quantification prévue ci-dessous :

- les déchets issus de l'activité pêche (cordages, filets, bouées, caisses, ...),
- les autres types de déchets tout-venant.

Le graphique ci-dessous présente pour 2021 les pourcentages de déchets issus de l'activité pêche dans les volumes de tout-venant collectés par site de nettoyage manuel.

Les données prises en compte sont issues des comptes rendus d'intervention dans lesquels les volumes de déchets issus de l'activité pêche ont été identifiés et quantifiés.



Ce graphique est présenté à titre indicatif et reste tributaire de la bonne mise en pratique des consignes d'identification et de comptages par chacun des prestataires de nettoyage manuel.

Le pourcentage des déchets issus de l'activité pêche dans le volume total de déchets tout-venant collectés sur l'ensemble des sites de nettoyage manuel est de **17 %**.

Les pourcentages le plus élevés sur le site de Biscarrosse peuvent s'expliquer par la proximité du Bassin d'Arcachon générant l'afflux de déchets issus des activités pêche et ostréiculture.

2. DONNEES FINANCIERES

2.1 Nettoyage mécanique (annexe 8-A) :

Montant prévisionnel TTC : 1 236 511,52 €
Montant réel TTC : 1 125 787,28 €

Coefficients d'ajustement des prix (*suivant formule de révision contractuelle*) :

Nettoyage et collecte mécaniques (lot 1) :

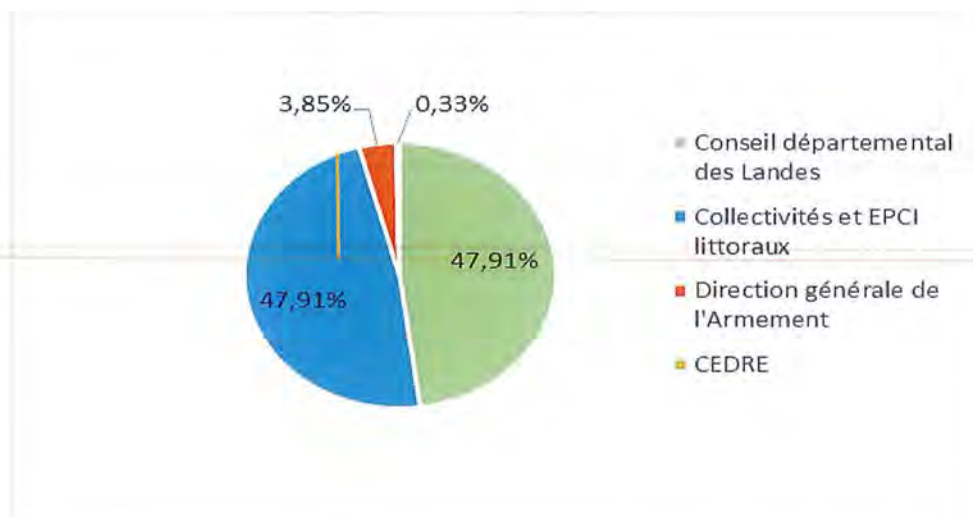
au 1^{er} janvier 2021 : 0,9902
au 1^{er} juillet 2021 : 1,029

Transport, traitement et valorisation des apports (lot 11) :

au 1^{er} janvier 2021 : 0,9846
au 1^{er} juillet 2021 : 1,026

Plan de financement global :

Conseil départemental : 47,91 %
Communes et EPCI littoraux : 47,91 %
Direction Générale de l'Armement : 3,85 %
CEDRE : 0,33 %



2.2 Nettoyage manuel (annexe 8-B) :

Montant prévisionnel TTC : 187 608,64 €
Montant réel TTC : 144 546,92 €

Coefficients d'ajustement des prix (*suivant formule de révision contractuelle*) :

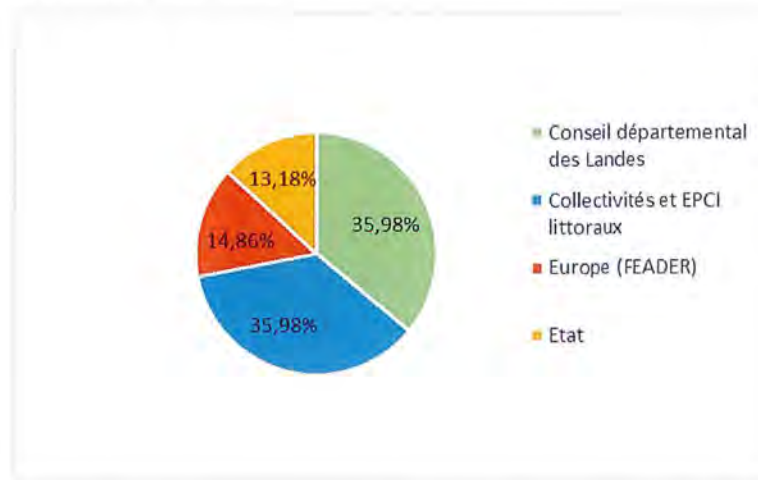
Lots 2 à 10 :

au 1^{er} janvier 2021 : 1,0063
au 1^{er} juillet 2021 : 1,038

Plan de financement global :

Conseil départemental : 35,98 %
Communes et EPCI littoraux : 35,98 %
Europe : 13,18 %
Etat : 14,86 %

Les lots de nettoyage manuel des sites de Moliets-et-Maâ Courant d'Huchet (lot 7) et de Tarnos (lot 10) font l'objet d'une contractualisation au titre de Natura 2000 avec des participations financières à hauteur de 100% par l'Etat et l'Union Européenne.



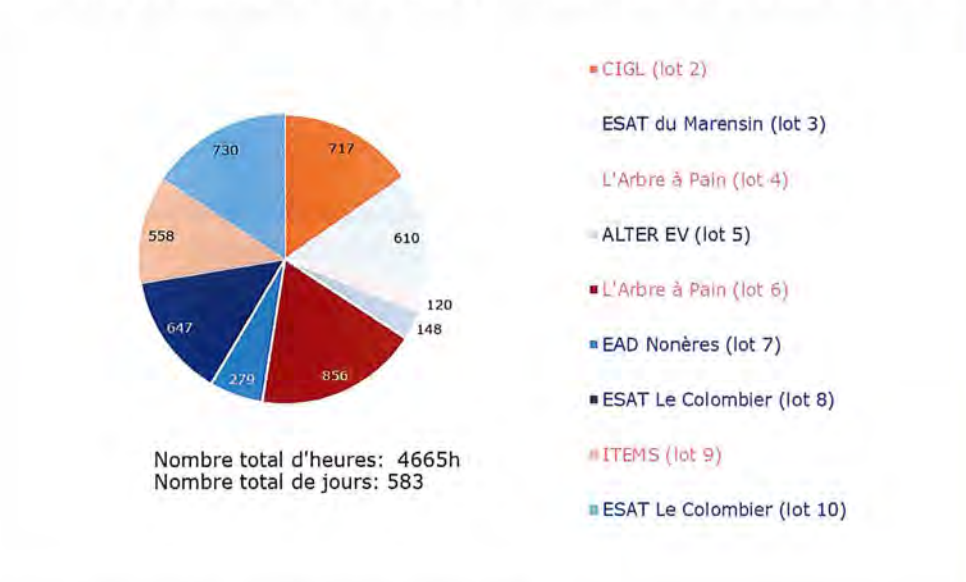
3. DONNEES SOCIALES (annexe 9)

Afin de garantir une protection sur des secteurs jugés fragiles et pour la majorité d'entre eux situés en zone Natura 2000, le nettoyage sélectif manuel est le mode d'intervention le plus adapté.

Le Syndicat Mixte du Littoral Landais a souhaité satisfaire à des objectifs sociaux en réservant les lots de nettoyage manuel à des structures accueillant des travailleurs en insertion professionnelle (SIAE) et en situation de handicap (EA-SAT).

Le nettoyage manuel porte sur la collecte des trois types de déchets de façon sélective (verre, métaux et tout venant) auxquels est rajouté le bois sur le site de Capbreton (lot 9) localisé en secteur urbain.

Nombre d'heures annuelles par lot effectuées par des travailleurs en insertion



Lots 2, 4, 6 et 9 : insertion professionnelle

Lots 3, 5, 7, 8 et 10 : insertion de travailleurs en situation de handicap

A noter que lors des séances de tri effectuées sur la plateforme de Linxe (lot 11), la Société COVED a recourt à du personnel en insertion par le travail conformément au cahier des charges de l'opération. Ainsi en 2021, ce sont près de 484 heures (soit 60 jours de travail) en insertion qui ont été effectuées.

4. RESEAU NATIONAL DE SURVEILLANCE DES DECHETS MARINS SUR LE LITTORAL

Dans le cadre du programme de surveillance de la Directive-cadre Stratégie pour le milieu marin (DCSMM), l'Office Français de la biodiversité (OFB) est chargé par le Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire (MTES) de la coordination du descripteur D10 « déchets marins ».

Le CEDRE (Centre de Documentation de Recherches et d'Expérimentation sur les pollutions accidentelles des eaux) assure le pilotage scientifique du volet « littoral » de ce descripteur.

A ce titre, il est chargé de renforcer et animer un réseau national de surveillance des déchets marins sur le littoral métropolitain, avec pour mission première d' coordonner la gestion du recueil des données. Le présent Projet concerne le volet « macro-déchets sur le littoral » (D10-1.1) dont le réseau sera à terme constitué d'une quarantaine de sites, conformément à l'objectif officiellement affiché de 10 sites en chacune des 4 sous-régions marines concernées.

Aussi, le SMLL a choisi de contribuer au réseau national de surveillance OSPAR/DCSMM des déchets marins sur le littoral en recueillant et cédant des données relatives aux déchets ramassés.

La prestation réalisée en régie concerne le suivi des macro-déchets sur le site suivant, préalablement sélectionné selon des critères spécifiques conjointement par le SMLL et le CEDRE :

- Littoral de la commune de Mimizan géré par la Direction Générale de l'Armement- Essais de Missiles
Secteur classé en Zone de Non Nettoyage (ZNN) dans l'opération de nettoyage différencié du littoral landais

Le SMLL s'est engagé à transmettre des fichiers de données, à raison d'une fois par trimestre (saison), des macro-déchets présents sur le site sur une longueur de 100 mètres linéaires, selon un protocole dit OSPAR/DCSMM.

Ces données résulte d'un suivi qui consiste à, sur un site précis :

- Retirer les macro-déchets concernés du site ;
- Trier, caractériser, compter et classer selon une liste précisée en annexe 2) tous les macro-déchets visibles à l'œil nu (d'une taille supérieure 0.5 cm), sur toute la largeur de l'estran ;
- Transmettre au CEDRE les données en vue de leur validation sur les bases de données OSPAR et DCSMM.

La transmission des fichiers de données se fait 4 fois l'an, et concerne toujours la même section de 100 mètres géo-localisée, obligatoirement aux 4 « saisons » OSPAR/DCSMM suivantes :

- saison 1 : mi-décembre / mi-janvier
- saison 2 : avril
- saison 3 : mi-juin / mi-juillet
- saison 4 : mi-septembre / mi-octobre.

Trois campagnes ont été menées en 2021, la campagne prévue au mois d'avril n'ayant pas pu être assurée pour cause de pandémie COVID-19.

Ce sont près de 2 566 déchets de tous types qui ont été collectés et caractérisés en 2021 soit une baisse de 75 % par rapport à l'année 2020 (10 320 déchets collectés).

Le tableau ci-dessous présente les pourcentages des types de déchets par rapport au pourcentage total de déchets collectés en 2021.

Type de déchets	Pourcentage Année 2021	Pourcentage Année 2020
polymère artificiel	91,27	95,25
polystyrène expansé	5,5	1,85
caoutchouc	0,8	0,52
bois manufacturé	0,7	0,55
métal	0,4	0,37
verres céramiques	0,8	0,92
paraffine cire	0,5	
papier carton	0,03	

Les données laissent apparaître une prépondérance des types de déchets plastiques.

118 typologies de déchets ont été caractérisées lors des collectes réalisées en 2021 parmi les 275 typologies de déchets définies par le CEDRE.

Les interventions de collecte et de tri ont nécessité près de 112 heures de travail pour les agents de la Direction de l'Environnement du Conseil Départemental et près de 6 jours d'utilisation d'un véhicule 4*4.

5. IMPACT DE LA PANDEMIE COVID-19

De manière générale, si l'année 2021 a été marquée à l'échelle nationale par la pandémie COVID-19, ce ne fût pas le cas pour l'opération de nettoyage.

L'ensemble des prestations du nettoyage mécanisé ont été assurées.

L'ensemble des interventions de nettoyages manuels ont été maintenues.

Seule la campagne d'avril à réaliser dans le cadre du réseau national de surveillance des déchets marins n'a pu être conduite.

6. DATES IMPORTANTES

DATES	EVENEMENTS
01/01/2021	Transfert de l'entretien des aires de dépôt d'Ondres et de Moliets-et-Maâ.
13 et 14/01/2021	Première collecte 2021 de déchets sur le site « Les Lamanchs » à Mimizan dans le cadre du programme de surveillance des déchets marins du CEDRE
Du 01 au 09/02/2021	Séance de tri sur la plateforme de Linxe
05/02/2021	Passage de la tempête Justine. Apports importants sur le secteur sud du littoral
05/02/2021	Echouage d'une bouée océanographique sur la plage de Saint-Girons Nord
01/04/2021	Transfert de l'entretien des aires de dépôt de Mimizan « La Carbonisation, Mimizan « Lespecier » et de Labenne
12 et 13/04/2021	Annulation de la seconde collecte de déchets sur le site « Les Lamanchs » à Mimizan dans le cadre du programme de surveillance des déchets marins du CEDRE, par manque d'opérateurs (Pandémie COVID 19)
	<u>Comité Syndical :</u>
	Rapport d'activités 2020
	Etat transfert d'entretien des aires de dépôt
	Retour d'expérience sur la compensation carbone proposée par la société ALTER-EV (Commune de Gastes)
	Dispositif Bac à marée : présentation des propositions de l'ONF et de la société TEO
	Valorisation du broyat de bois flotté
	Campagne 2021 de déconstruction de cabanes sur la plage
	Approbation de l'accord transactionnel d'indemnisation relatif au marché n° 2019-01 (lot n° 1 « Nettoyage et collecte mécaniques »)
	Informations sur les opérations de communication 2021
	Approbation du compte administratif du budget principal de l'exercice 2020
	Approbation du budget supplémentaire du budget principal de l'exercice 2021
	Communication sur les décisions prises dans le cadre des délégations confiées au Président du Syndicat Mixte
	Approbation d'une convention d'un groupement de commandes en vue de la passation de marchés publics de prestations d'assurances
30/04/2021	
31/05/2021	Présentation aux agents de la Direction de l'Environnement et mise en situation d'une cribreuse ayant suivi des modifications techniques visant à limiter l'export de sable depuis l'estran – Site de Soustons
31/05/2021 au 04/06/2021	Séance de tri sur la plateforme de Linxe

08/06/2021	Visite de la plateforme de tri par le Collège de Linxe
Juin 2021	Déconstruction de 4 cabanes de plage par la Commune d'Ondres
06 et 07/07/2021	Troisième collecte de déchets sur le site « Les Lamanchs » à Mimizan dans le cadre du programme de surveillance des déchets marins du CEDRE
12/07/2021	Sinistre Plage de Vielle-Saint-Girons- Endommagement d'un mirador de surveillance des plages
Juillet 2021	Déconstruction de 4 cabanes de plage par la Commune de Moliets-et-Maâ
04/08/2021	Déconstruction de 10 cabanes de plage par la Commune de Moliets-et-Maâ et la Réserve Nationale du Courant d'Huchet
05/08/2021	Déconstruction de 14 cabanes de plage par la Commune de Moliets-et-Maâ et la Réserve Nationale du Courant d'Huchet
09/08/2021	Déconstruction de 13 cabanes de plage par la Commune de Moliets-et-Maâ et la Réserve Nationale du Courant d'Huchet
12/08/2021	Echouage d'une balise canadienne de 4 tonnes sur la plage de Seignosse Le Penon
15/08/2021	Enlèvement d'un tracteur affecté au nettoyage mécanique - Plage de Vielle Saint Girons
26/08/2021	Déconstruction de 12 cabanes de plage par la Commune de Moliets-et-Maâ
05 et 06/10/2021	Quatrième collecte de déchets sur le site « Les Lamanchs » à Mimizan dans le cadre du programme de surveillance des déchets marins du CEDRE
05/10/2021	Echouage d'une balise de 3 tonnes sur la plage de Capbreton La Pointe
02 au 05/11/2021	Séance de tri sur la plateforme de Linxe
23/11/2021	<p><u>Comité syndical :</u></p> <p>Installation des nouveaux membres et élection de la Présidente</p> <p>Adoption du règlement intérieur</p> <p>Délégations confiées à la Présidente</p> <p>Actions de communication pour 2021</p> <p>Informations sur les volumes d'apports collectés en 2021</p>

	Etat du transfert de l'entretien des aires de dépôts Bilan de la campagne de collecte et de caractérisation des macro-déchets échoués (CEDRE) Bilan de la campagne 2021 de déconstruction des cabanes de plage Bilan de la campagne de communication 2021 Approbation des budgets de l'exercice 2022 Participations statutaires au titre de l'exercice 2022
15/12/2021	Visite préalable au transfert d'entretien de l'aire de dépôts de Soustons

7. CONTROLES (HORS CONTROLES PONCTUELS)

Les contrôles sur site entre les prestataires et le Syndicat Mixte du Littoral Landais permettent de faire un point opérationnel sur l'opération.

DATE	TYPE DE CONTRÔLE
25/01/2021	Visite du littoral Tarnos-Mimizan
24/02/2021	Contrôle du prestataire l'Arbre à pain (lot 4)
25/02/2021	Contrôle du prestataire Les Chantiers d'Insertion des Grands Lacs (lot 2)
25/02/2021	Contrôle du prestataire Caminante – ESAT du Marensin (lot 3)
05/03/2021	Contrôle du prestataire ITEMS (lot 9)
18/03/2021	Contrôle du prestataire ESAT du Colombier (lot 8)
04/05/2021	Contrôle du prestataire EAD Nonères (lot 7)
05/05/2021	Contrôle du prestataire ESAT du Colombier (lot 10)
19/05/2021	Contrôle du prestataire Alter EV (lot 5)
14/06/2021	Visite du littoral Tarnos-Mimizan
23/08/2021	Visite nocturne du littoral Tarnos-Mimizan

8. REUNIONS PRESTATAIRES/COLLECTIVITES

Les réunions menées auprès des collectivités littorales par le prestataire en charge du nettoyage mécanique permettent le retour d'informations des collectivités sur le déroulement de l'opération.

Date	Prestataires	Commune / EPCI
07/01/2021	COVED L'Arbre à Pain Alter EV	Communauté de Communes Côte Landes Nature Commune de Vielle-Saint-Girons Commune de Saint-Julien-en-Born Commune de Lit-et-Mixe Commune de Moliets-et-Maâ
10/12/2021	COVED Chantier d'insertion des Grands Lacs Caminante - ESAT du Marensin	Commune de Biscarrosse Communauté de Communes de Mimizan Commune de Mimizan Direction Générale des Armées
14/12/2021	COVED ESAT Le Colombier ITEMS	Commune de Soorts-Hossegor Commune de Capbreton Commune de Labenne Commune d'Ondres Commune de Tarnos

9. REUNIONS PERIODIQUES

Des réunions périodiques entre le Syndicat Mixte du Littoral Landais et le prestataire en charge des lots 1 et 11 permettent d'assurer un suivi de l'opération.

DATE	Prestataire	Collectivité
24/03/2021	COVED	Syndicat Mixte du Littoral Landais
22/06/2021	COVED	Syndicat Mixte du Littoral Landais
20/10/2021	COVED	Syndicat Mixte du Littoral Landais

10. ETAT DES ACCES AU LITTORAL

Les différents accès au littoral landais nécessitent un contrôle et un entretien régulier tout au long de l'année qui incombe au prestataire du lot n°1. Le tableau ci-dessous recense les opérations menées en 2021.

DATE	EVENEMENTS
Janvier	RAS
Février	RAS
Mars	Accès Lit-et-Mixe hors service Travaux de réhabilitation COVED
Avril	RAS

Mai	RAS
Juin	Accès Mimizan Lespecier réhabilité par ONF Accès Seignosse Estagnots réhabilité par la Commune
Juillet	RAS
Août	RAS
Septembre	RAS
Octobre	RAS
Novembre	RAS
Décembre	RAS

11. RECUEIL PHOTOGRAPHIQUE



Janvier 2021
Intervention de nettoyage manuel
Site de Mimizan
ESAT du Marensin



Février 2021
Passage de la tempête Justine
Plage de Capbreton



*Février 2021
Echouage d'une balise
océanographique
Plage de Vielle-Saint-Girons*



*Avril 2021
Transfert de l'entretien de
l'aire de dépôt de Mimizan
Lespecier*



*Mai 2021
Essais terrain
Engins de travail
Plage de Soustons*



*Jun 2021
Visite de la plateforme de tri
par le Collège de Linxe.*



*Juillet 2021
Typologie de cabanes de
plage conséquente
Plage de Tarnos La Digue*



*Août 2021
Assistance technique lors de
l'enlèvement d'un tracteur de
nettoyage
Plage de Vielle-Saint-Girons*



Octobre 2021
Echouage d'une balise de 3
tonnes
Plage de Capbreton la Pointe



Octobre 2021
Déchets collectés lors de
l'intervention de nettoyage
manuel
Opération CEDRE



Novembre 2021
Travaux d'aménagement de
l'aire de dépôt de Soustons
avant transfert de l'entretien

Nettoyage différencié du littoral

Définition des secteurs – Nettoyage mécanique

Positionnement des lots – Nettoyage manuel

Positionnement des aires de dépôt

Direction Générale des Armées, Essai de Missiles

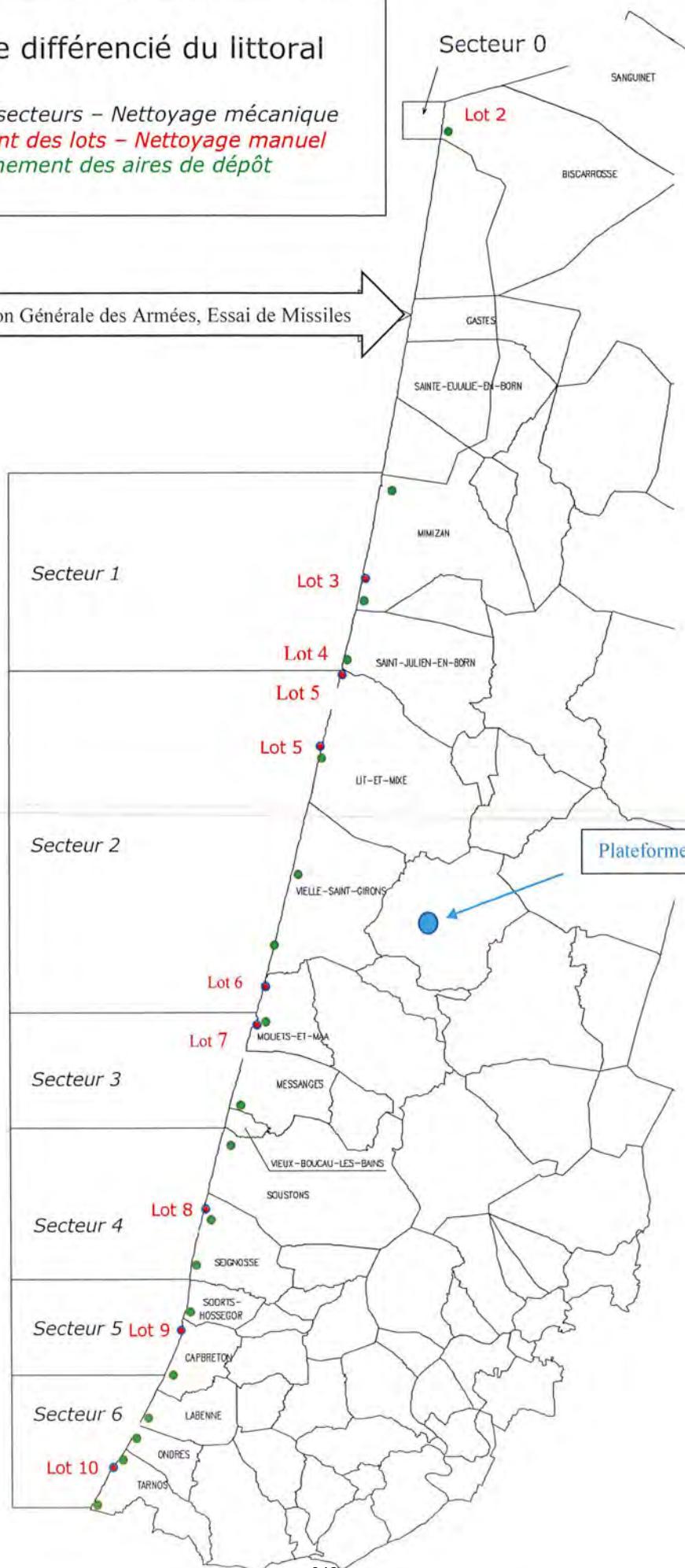


TABLEAU DE PRESENTATION DES LOTS ET DES ATTRIBUTAIRES 2020

n° Lot	Intitulé lot	Attributaire
1	Nettoyage et collecte mécaniques	SAS COVED
2	Nettoyage manuel – Site de Biscarrosse	Les Chantiers d'Insertion des Grands Lacs
3	Nettoyage manuel – Site de Mimizan	CAMINANTE
4	Nettoyage manuel – Site du courant de Contis amont	Association l'Arbre à pain
5	Nettoyage manuel – Sites du courant de Contis aval et de Lit-et-Mixe	ALTER EV
6	Nettoyage manuel – Site de Moliets-et-Maâ	Association l'Arbre à pain
7	Nettoyage manuel – Site du Courant d'Huchet	Entreprise Adaptée Départementale (EAD) Les Jardins de Nonères
8	Nettoyage manuel – Site de Seignosse	ESAT Le Colombier
9	Nettoyage manuel – Site de Capbreton	ITEMS – Tarnos
10	Nettoyage manuel – Site de Tarnos	ESAT Le Colombier
11	Transport et traitement des apports	SAS COVED



ANNEE 2021

NETTOYAGE DIFFERENCIE DU LITTORAL

Collecte bois primaire (m³)
Répartition par secteur géographique

Mois Secteurs	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	TOTAL	MOYENNE PAR MOIS
0	0	0	15	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15	1,25
1	15	30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	45	3,75
2	0	45	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	45	3,75
3	0	45	90	0	0	0	0	0	0	0	0	0	135	11,25
4	180	105	45	0	15	0	0	0	0	0	0	90	435	36,25
5	0	90	15	0	0	0	0	0	0	0	0	15	120	10
6	75	135	45	15	0	0	0	0	0	0	0	60	330	27,5
C.E.L.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	270	450	210	15	15	0	0	0	0	0	0	165	1125	93,75
Manuel	6	8	9,5	11	2					1	5,5	15	58	
Total méca	264	442	200,5	4	13	0	0	0	0	-1	-5,5	150	1067	

**ANNEE 2021****NETTOYAGE DIFFERENCIE DU LITTORAL**
Collecte déchets courants - tout venant (m³)
Répartition par secteur géographique

Mois Secteurs	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	TOTAL	MOYENNE PAR MOIS
0	0	0	15	0	0	0	0	15	0	0	15	0	45	3,8
1	30	120	30	0	0	0	30	30	30	15	15	0	270	22,5
2	90	165	30	30	0	0	15	15	45	0	0	60	135	11,3
3	30	30	45	45	0	15	30	45	0	0	15	45	135	11,3
4	195	150	60	30	60	45	45	30	30	15	15	300	780	65,0
5	90	300	60	0	30	15	75	90	30	0	0	195	795	66,3
6	225	165	45	0	0	0	45	60	15	15	0	120	465	38,8
C.E.L.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	30	30	2,5
TOTAL	660	930	285	105	90	75	225	285	150	45	60	750	3660	221,3
Manuel	14	20	16	6	3	5	7	5	2	5	3	12	98	
Total méca	646	910	269	99	87	70	218	280	148	40	57	738	3562	

TOTAL GENERAL 2021 (Tout Venant + Bois) : 4 629 m³

Collecte déchets GLOBAL (litres) - TV + métal + verre
Répartition par lot

	Interventions suspendues pour nidification de gravelots
	Nettoyage strictement communal
	Interventions selon apports (Marché à bon de commandes)

	Lot	Mois	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	TOTAL	MOYENNE PAR LOT
Mécanique	1		660 000	930 000	285 000	105 000	90 000	75 000	225 000	285 000	150 000	45 000	60 000	750 000	3 660 000	305 000
Manuel	2		250	100	120	110	450	1 060	1 730	1175	520	150	20	250	5 935	495
	3		2 160	1 449	564	406	405	647	585	245	162	803	482	1 683	9 591	799
	4			7 500				1 500							9 000	4 500
	5		700	1 400	2 400	200	400	200	350	167,5	180,25	300	200	1 000	7 498	625
	6		7 775	6 100	10 100	3 500			2 200	900	400	1 000	700	4 100	36 775	3 678
	7		650	900	600	910	1 040	550	200	100	180	390	260	490	6 270	523
	8		1 312	667	551	120	100	301	703	1699	301	200	50	890	6 894	575
	9		620	1 000	1 170	690	270					1 750	850	1 325	7 675	959
	10		782	1 300	60	150	110	503	1 183	1176	203	354	392	2 250	8 463	705
	S/TOTAL		14 249	20 416	15 565	6 086	2 775	4 761	6 951	5 463	1 946	4 947	2 954	11 988	98 101	8 175
	TOTAL 1		645 751	909 584	269 435	98 914	87 225	70 239	218 049	279 538	148 054	40 053	57 046	738 012	3 561 899	296 825

Collecte bois (litres)

	Lot	Mois	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	TOTAL	MOYENNE PAR LOT
Mécanique	1		270 000	450 000	210 000	15 000	15 000	0	0	0	0	0	0	165 000	1 125 000	93 750
Manuel	9		6 000	8 000	9 500	11 000	2 000					1 000	5 500	15 000	58 000	7 250
	TOTAL 2		264 000	442 000	200 500	4 000	13 000	0	0	0	0	-1 000	-5 500	150 000	1 067 000	

VOLUME TOTAL COLLECTE (mécanique et manuel) = TOTAL 1 + TOTAL 2

4 785 000 litres
4 785 m³

NETTOYAGE DIFFERENCIE DU LITTORAL - NETTOYAGE MANUEL

DETAILS

Collecte tout-venant en litres

Lot	Mois	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	TOTAL	MOYENNE PAR LOT
2		250,0	97,0	119,3	109,0	450,0	1 047,1	1 682,0	1 110,5	488,0	149,5	20,0	250,0	5 772,3	481,0
3		2 080,0	1 440,0	560,0	400,0	400,0	640,0	580,0	240,0	160,0	800,0	480,0	1 680,0	9 460,0	788,3
4			7 470,0				1 390,0							8 860,0	738,3
5		700,0	1 400,0	2 400,0	200,0	400,0	200,0	350,0	165,0	180,0	300,0	200,0	100,0	6 595,0	549,6
6		7 500,0	6 068,0	10 055,0	3 491,0			2 189,0	896,0	391,0	991,0	696,0	4 077,0	36 354,0	3 029,5
7		650,0	900,0	600,0	910,0	1 028,0	550,0	200,0	100,0	180,0	390,0	260,0	475,0	6 243,0	520,3
8		1 210,0	660,0	550,0	120,0	100,0	300,0	700,0	1 690,0	300,0	200,0	50,0	890,0	6 770,0	564,2
9		620,0	1 000,0	1 170,0	690,0	270,0					1 750,0	850,0	1 325,0	7 675,0	639,6
10		770,0	1 290,0	60,0	150,0	110,0	500,0	1 170,0	1 170,0	200,0	351,0	380,0	2 150,0	8 301,0	691,8
TOTAL		13 780,0	20 325,0	15 514,3	6 070,0	2 758,0	4 627,1	6 871,0	5 371,5	1 899,0	4 931,5	2 936,0	10 947,0	96 030,3	8 002,5

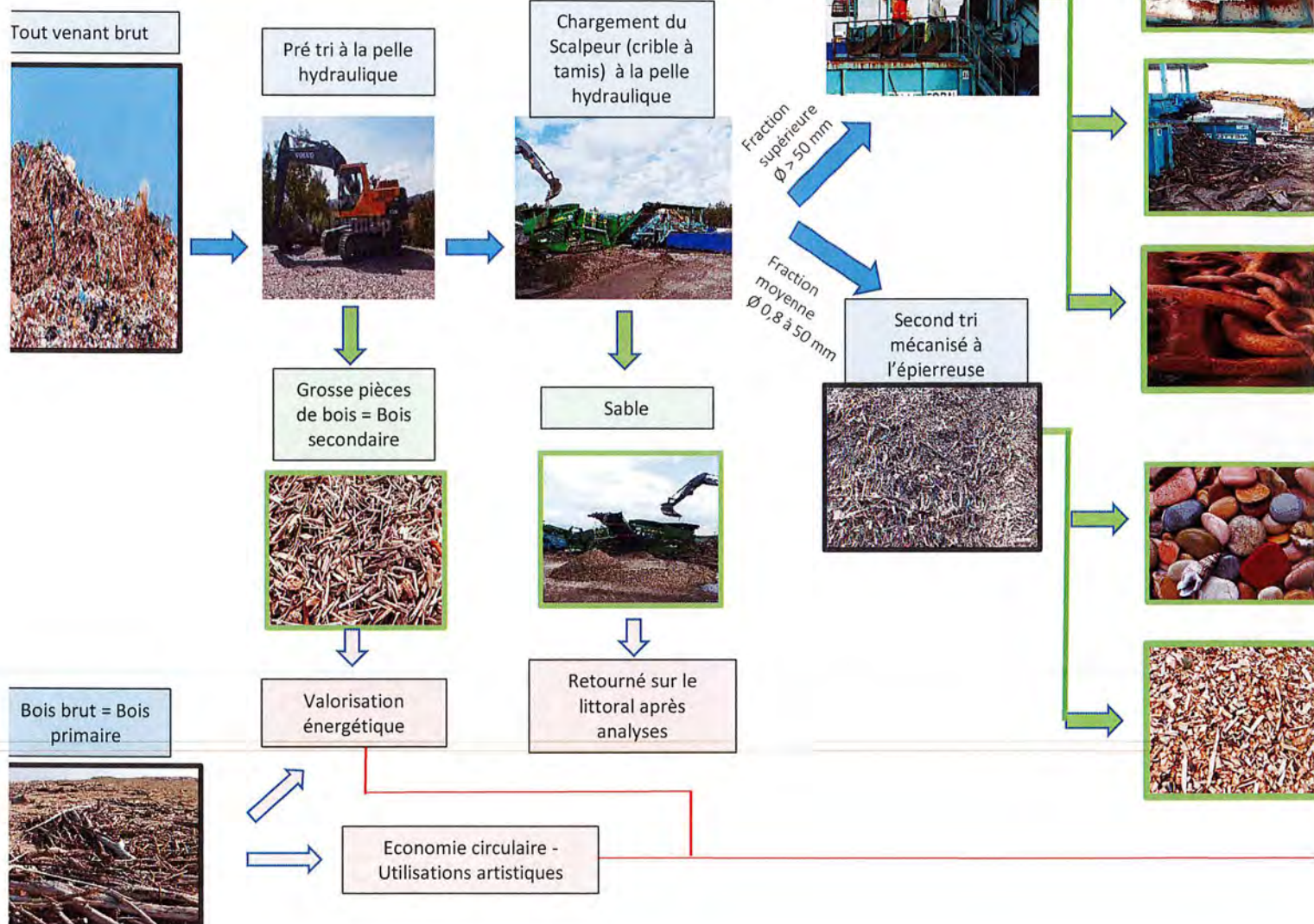
Collecte métal en litres

Lot	Mois	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	TOTAL	MOYENNE PAR LOT
2		0	2	0,75	1	0	6,2	25	42	13,5	0,5	0	0	90,95	8
3		0	1	0	1	0	2	0	2	0	1	0	0	7	1
4			0				0							0	0
5		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
6		220	7	15	2		0	0	0	2	0	1	3	250	25
7		0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	10	12	1
8		2	3	0	0	0	0	0	3	0	0	0	0	8	1
9		0	0	0	0	0								0	0
10		2	0	0	0	0	1	3	1	0	1	2	0	10	1
TOTAL		224	13	15,75	4	2	9,2	28	48	15,5	2,5	3	13	377,95	31

Collecte verre en litres

Lot	Mois	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D	TOTAL	MOYENNE PAR LOT
2		0	1	0	0	0	6,75	23	22,5	18,5	0	0	0	71,75	6
3		80	8	4	5	5	5	5	3	2	2	2	3	124	10
4			30				10							40	20
5		0	0	0	0	0	0	0	2,5	0,25	0	0	0	2,75	0
6		55	25	30	7			11	4	7	9	3	20	171	17
7		0	0	0	0	10	0	0	0	0	0	0	5	15	1
8		100	4	1	0	0	1	3	6	1	0	0	0	116	10
9		0	0	0	0	0								0	0
10		10	10	0	0	0	2	10	5	3	2	10	100	152	13
TOTAL		245	78	35	12	15	24,75	52	43	31,75	13	15	128	692,5	58

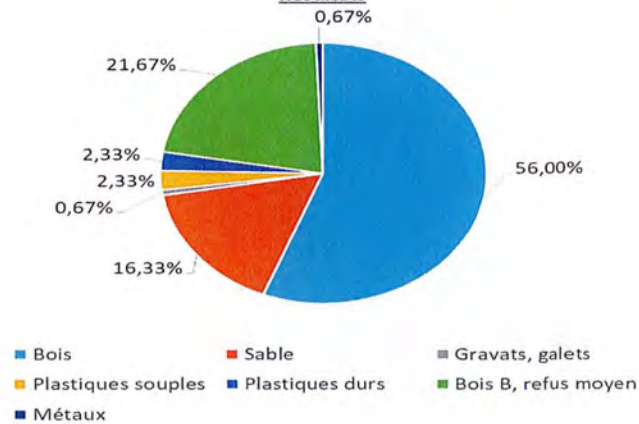
Synoptique de valorisation des apports collectés sur le littoral landais



Résultats des séances de tri 2021

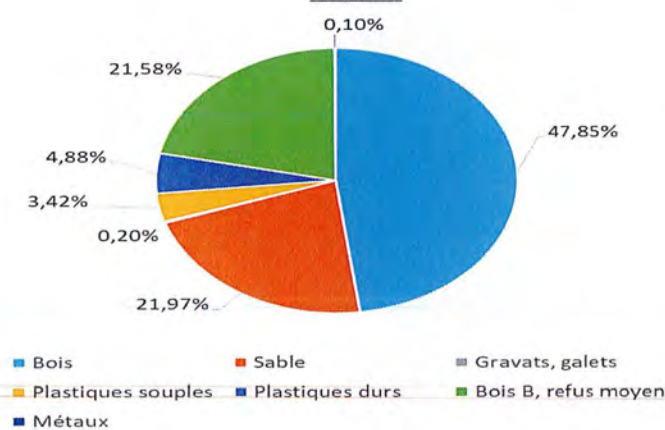
Scéance de tri de février 2021

Résultats



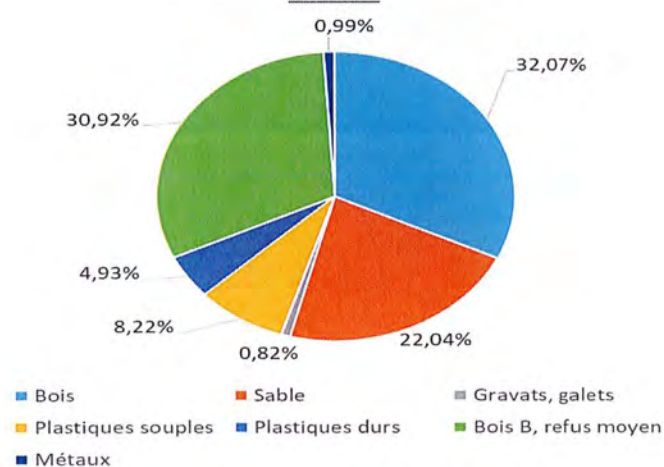
Scéance de tri de juin 2021

Résultats



Scéance de tri de novembre 2021

Résultats



NETTOYAGE DIFFERENCIE DU LITTORAL LANDAIS
BILAN DES EVACUATIONS DE DEPOUILLES ANIMALES PAR COMMUNE

ANNEE 2021

COMMUNE	dauphin	Fou de Bassan	globicéphale	baleine	chevreuil	marsouin	sanglier	phoque	requin	tortue Luth	vache	Bélier	thon	cheval	chèvre	blaireau	veau	TOTAL
BISCARROSSE	6	1																7
MIMIZAN	17		2												1			20
ST JULIEN EN BORN	7						1			1								9
LIT ET MIXE	4					1				1								6
VIELLE ST GIRON	4									3								7
MOLIETS ET MAA	3					1				1								5
MESSANGES	3		1				1					1						6
SOUSTONS							1											1
SEIGNOSSE	6				1	1	1			1			2		2			14
SOORTS HOSSEGOR	2																	2
CAPBRETON	3					2		2		1			1					9
LABENNE	3														1			4
ONDRES											1							1
TARNOS	3													1	1		2	7
C.E.L.M.																		0
TOTAL	61		3	1	1	5	4	2	0	8	1	1	3	1	5	0	2	98



**NETTOYAGE DIFFERENCIE DU LITTORAL LANDAIS BILAN DES
EVACUATIONS DE DEPOUILLES ANIMALES PAR MOIS ANNEE 2021**

MOIS	Total	Animaux Marins	Autres
J	15	12	3
F	22	19	3
M	15	15	0
A	1	1	0
M	8	7	1
J	5	5	0
J	2	2	0
A	7	6	1
S	3	3	0
O	5	5	0
N	1	1	0
D	14	7	7
TOTAL	98	83	15

Nettoyage différencié du littoral landais - Plan de financement 2021
Nettoyage et collecte mécanique (lot 1) , transport, traitement et valorisation des apports (lot 11)

N° Lot	Nature de la prestation	Montant TTC	Communes et EPCI littoraux		Direction Générale de l'Armement		CEDRE		Conseil départemental des Landes	
1	Configuration base	633 290,47 €	47,91%	303 409,46 €	3,85%	24 381,68 €	0,33%	2 089,86 €	47,91%	303 409,46 €
1	Conf. n° 1	111 998,88 €	50,00%	55 999,44 €					50,00%	55 999,44 €
1	Conf. n° 2	19 750,72 €	50,00%	9 875,36 €					50,00%	9 875,36 €
1	Conf. n° 3	80 239,54 €	50,00%	40 119,77 €					50,00%	40 119,77 €
1	Entretien aires de dépôts	18 628,31 €	50,00%	9 314,16 €					50,00%	9 314,16 €
11	Transport et traitement	261 879,36 €	47,91%	125 466,40 €	3,85%	10 082,36 €	0,33%	864,20 €	47,91%	125 466,40 €
	TOTAL	1 125 787,28 €	47,91%	544 184,59 €	3,85%	43 192,96 €	0,33%	3 765,06 €	47,91%	534 644,67 €

Répartition
des
participations
des
collectivités

COLLECTIVITES	Lot n° 1 configuration base Lot 11 %	Lot n° 1 configuration 1 %	Lot n° 1 configuration 2 %	Lot n° 1 configuration 3 %
BISCARROSSE	6,27	7,37		
C.C.MIMIZAN	4,86	6,23		
C.C. COTE LANDES NATURE	6,17	8,01	50,00	
MOLIETS ET MAA	2,73			20,96
MESSANGES	2,33			
VIEUX BOUCAU	2,89	3,68		
SOUSTONS	2,83	3,55		
SEIGNOSSE	5,09	6,56		
SOORTS HOSSEGOR	3,59	4,07		29,04
CAPBRETON	5,65	5,58		
LABENNE	2,19	2,77		
ONDRES	1,71	2,18		
TARNOS	3,69			
TOTAL	50,00	50,00	50,00	50,00

Nettoyage différencié du littoral landais - Nettoyage manuel (lots 2 à 10) Plan de financement 2021

Envoyé en préfecture le 05/04/2022

Reçu en préfecture le 05/04/2022



ID : 040-224000018-20220331-E03_BP_2022-DE

N° lot	Site	Montant TTC	Communes et EPCI littoraux		Conseil départemental des Landes		ETAT		EUROPE (FEADER)	
2	Biscarrosse	18 177,93 €	50,00%	9 088,97 €	50,00%	9 088,97 €				
3	Mimizan	27 230,10 €	50,00%	13 615,05 €	50,00%	13 615,05 €				
4	Embouchure amont du courant de Contis	1 308,20 €	50,00%	654,10 €	50,00%	654,10 €				
5	Lit et Mixe et embouchure aval du courant de Contis	25 186,46 €	50,00%	12 593,23 €	50,00%	12 593,23 €				
6	Moliets et Maâ	13 329,16 €					47,00%	6 264,71 €	53,00%	7 064,45 €
7	Courant d'Huchet	11 122,03 €					47,00%	5 227,35 €	53,00%	5 894,68 €
8	Seignosse	6 930,18 €	50,00%	3 465,09 €	50,00%	3 465,09 €				
9	Capbreton	25 182,38 €	50,00%	12 591,19 €	50,00%	12 591,19 €				
10	Tarnos	16 080,48 €					47,00%	7 557,83 €	53,00%	8 522,65 €
TOTAL		144 546,92 €	35,98%	52 007,63 €	35,98%	52 007,63 €	13,18%	19 049,88 €	14,86%	21 481,79 €

Répartition des participations des collectivités

COLLECTIVITES	%
BISCARROSSE	6,27
C.C.MIMIZAN	4,86
C.C. COTE LANDES NATURE	6,17
MOLIETS ET MAA	2,73
MESSANGES	2,33
VIEUX BOUCAU	2,89
SOUSTONS	2,83
SEIGNOSSE	5,09
SOORTS HOSSEGOR	3,59
CAPBRETON	5,65
LABENNE	2,19
ONDRES	1,71
TARNOS	3,69
TOTAL	50,00

Nettoyage différencié du littoral landais - 2021

Comptabilisation des heures d'insertion par le travail

décimal	JANVIER		FEVRIER		MARS		AVRIL		MAI		JUIN		JUIL		AOUT		SEPT		OCT		NOV		DEC		total
	nbr	H	nbr	H	nbr	H	nbr	H	nbr	H	nbr	H	nbr	H	nbr	H	nbr	H	nbr	H	nbr	H	nbr	H	
lot 2	4	5,00	4	5,50	5	5,50	4	5	4	5,50	26	5,50	26	5,50	25	5,50	27	5,50	3	5,50	3	5,50	4	0,23	717,42
lot 3	20	5,00	17	3,00	19	2,50	12	2,50	18	3,00	19	2,75	12	2,75	15	2,25	18	3,00	11	2,50	11	5,50	19	3,50	610,00
lot 4			5	16,00							5	8,00													120,00
lot 5	2	11,00	2	11,00	2	12,00	2	05:30	2	5	2	3,15	2	7,5	2	5,50	2	5,75	2	4,00	2	3,75	2	5,25	148,26
lot 6	8	16,00	8	16,00	8	16,00	7	8,00					6	8,00	3	8,00	7	8,00	10	8,00	8	8,00	9	16	856,00
lot 7	3	7,50	3	7,00	3	7,00	3	7,00	4	8,00	4	8,00	4	6,00	2	5,00	4	5,00	3	7,00	4	6,50	4	7	278,50
lot 8	16	4,50	18	3,00	11	4,50	12	4,75	12	5,5	11	5,00	8	5,00	10	5,75	10	5,70	9	4,25	12	4,00	14	3,75	646,75
lot 9	10	6,00	13	6,00	12	6,00	16	6,00	8	6,00									10	6,00	10	6,00	14	6,00	558,00
lot 10	15	4,50	12	4,25	20	4,50	11	3,75	9	3,60	14	5,75	10	6,00	10	6,00	14	5,25	10	5,00	15	5,00	13	3,75	729,90
																								4664,83	

Nombre d'heures effectuées lors des séances de tri (lot 11) : 484 heures soit 60 jours de travail



Bilan des opérations 2021 du Syndicat Mixte Géolandes

Présentation générale

Le Syndicat Mixte Géolandes a été créé par un arrêté préfectoral du 8 avril 1988. Sa composition a été modifiée au fil de la création des intercommunalités. Il associe aujourd'hui le Département des Landes, les Communautés de Communes des Grands lacs, de Mimizan et de Côte Landes Nature ainsi que les Communes de Moliets-et-Maâ, Messanges, Azur, Soustons, Seignosse, Tosse, Ondres et Tarnos.

Le Comité syndical est composé de 28 membres titulaires dont 9 délégués (doté chacun de deux voix délibératives) pour le Département.

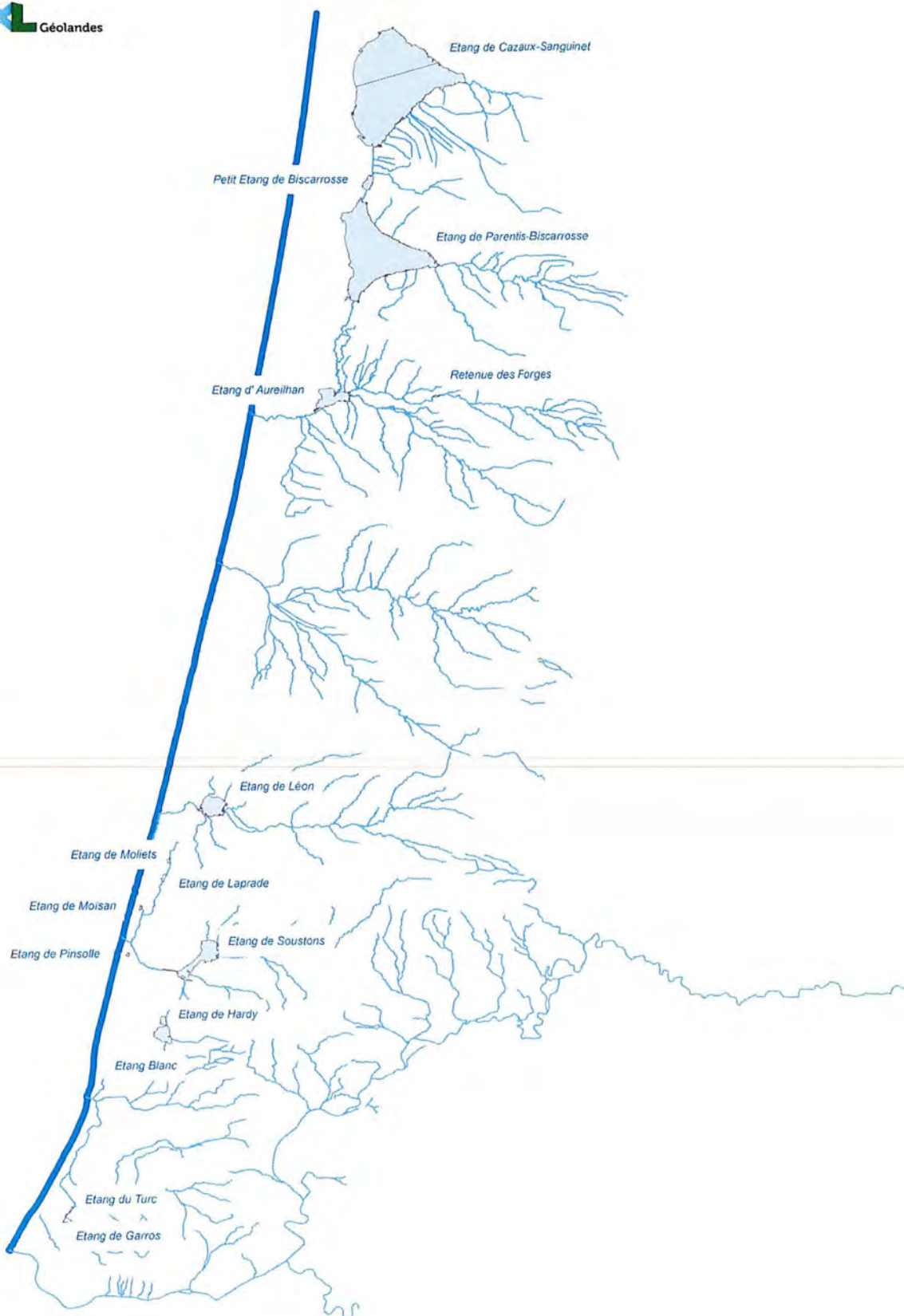
Périmètre de compétence du Syndicat mixte

Le Syndicat Mixte n'a pas de patrimoine foncier. Il intervient par transfert de compétences sur les plans d'eau et leurs berges, relevant du domaine privé des Communes.

Son périmètre d'intervention concerne 15 plans d'eau douce arrière littoraux (cf. carte), représentant plus de 10 000 ha de surface en eau.



Etang d'Aureilhan à Saint-Paul-en-Born



Plans d'eau du territoire de compétence de Géolandes



Principales actions menées

Les compétences du Syndicat Mixte relèvent de quatre champs d'intervention principaux :

- Lutte contre le comblement des plans d'eau :
 - ➔ Aspect préventif : création et entretien de bassins dessableurs (16 ouvrages permettent de sauvegarder chaque année 1,6 ha de surface en eau) ;
 - ➔ Aspect curatif : curage ou dragage total ou partiel de plans d'eau (étangs d'Aureilhan, de Léon, de Moisan).
- Régulation de la prolifération des plantes aquatiques :
 - ➔ Faucardage-moissonnage ciblé de plantes immergées (étang Blanc, lac de Parentis/Biscarrosse) ;
 - ➔ Arrachage mécanique de plantes amphibies (étangs Blanc, de Garros, de Léon, du Turc...) ;
 - ➔ Veille environnementale et entretien (principalement par arrachage manuel) délégués aux collectivités locales, dans le cadre d'un dispositif d'aides technique et financière, avec possibilité de mobilisation des associations d'usagers.
- Aménagements des abords des plans d'eau (plans plages lacustres) :
 - ➔ Démarche transposée aux sites lacustres du concept utilisé sur le littoral (Schéma plan plage du GIP Littoral Nouvelle-Aquitaine) ;
 - ➔ Amélioration des conditions d'accueil du public sur les sites lacustres en rationalisant la fréquentation et en permettant la découverte des milieux naturels tout en les préservant (Sanguinet, Parentis-en-Born, Aureilhan, Mimizan, Azur, Léon, Gastes, Sainte-Eulalie-en-Born).
- Conduite d'études générales ou particulières :
 - ➔ Etudes d'amélioration des connaissances ;
 - ➔ Etudes opérationnelles ;
 - ➔ Etudes réglementaires.

Opérations en cours 2021-2022

I - ETUDES

1°) Suivis de la qualité des plans d'eau

Afin de compléter les suivis de la qualité des plans d'eau de plus de 50 ha réalisés par l'agence de l'eau Adour-Garonne dans le cadre de la Directive Cadre européenne sur l'Eau, le syndicat a décidé de mettre en place depuis 2009 un suivi complémentaire (RCPG) sur les sept plans d'eau de superficie inférieure à 50 ha, y compris l'étang Noir par convention avec son gestionnaire (Syndicat Mixte de Gestion des Milieux Naturels). En 2020, décision a été prise de reconduire ce suivi complémentaire pour la période 2021-2024.

2°) Aménagement des abords des étangs et lacs

Etude préalable aux aménagements des abords de la retenue des Forges à Ychoux :

Cadre de consultation proche de la typologie GIP Littoral « Espaces Naturels Fréquentés »

Prestataire retenu : Groupement EL Paysage/Artélia

Comité de pilotage de lancement : juin 2021

Comité de pilotage présentation diagnostic : décembre 2021



Retenue des Forges à Ychoux

Etude préalable aux aménagements des abords de l'étang de Soustons à Azur :

Cadre de consultation GIP Littoral « Espaces Naturels Fréquentés »

Prestataire retenu : Groupement EL Paysage/Artélia

Comité de pilotage de lancement : juillet 2021

3°) Analyse juridique et définition d'orientations stratégiques pour le positionnement du Syndicat Mixte au regard des compétences GEMAPI

Marché attribué à un groupement de cabinets spécialisés (Pro Polis Conseils / LLC et Associés / GEDEAU Conseil) – 1 tranche ferme (3 phases) et 1 tranche optionnelle d'assistance pour la mise en œuvre du scénario retenu

Cofinancement Agence de l'eau Adour Garonne : 70 %

Phase 1 achevée : Etat des lieux/diagnostic des compétences exercées par Géolandes et les structures gestionnaires des bassins versants littoraux – Validation et classement des 5 scénarii élaborés lors du Comité syndical de juin 2019

Phase 2 achevée : Propositions de scénarii d'organisation et analyse multicritères

Phase 3 en cours : Consultation des partenaires institutionnels et choix du scénario final à intervenir en Comité syndical.

II – TRAVAUX

1°) Opération de lutte contre le comblement - entretien des bassins dessableurs (Programme 2021)

Lac de Cazaux-Sanguinet	Moulette
Lac de Parentis-Biscarrosse	Nasseys
Etang de Léon	Couloum
Etang de Soustons	Bourg / Magescq / Peyroux / Moulin
Etang du Turc	Cornecul

Partenariat conclu avec la Mission de Valorisation Agricole des Déchets de la Chambre d'Agriculture et deux agriculteurs volontaires pour la conduite d'une expérimentation portant sur la valorisation agricole des sédiments vaseux des bassins dessableurs du Moulin à Azur (travaux réalisés en octobre 2020) et du Sparben à Tosse (travaux réalisés en janvier/février 2020, à reconduire début 2022)

Protocole d'analyse et de suivi : sédiment/sol avant épandage, sol après épandage et rendements agricoles.

Présentation des résultats courant 2022



Bassin dessableur du Moulin – lagunage sédiment vaseux

2°) Opération de lutte contre la prolifération des plantes aquatiques

➤ Faucardage-moissonnage

Plan d'eau / Site	Superficie traitée	Volume extrait
Lac de Parentis-Biscarrosse : Latécoère	4,3 ha	420 m ³

➤ Dispositif d'aides technique et financière

Nombre de plans d'eau	10
Temps passé	303 journées de travail
Volume extrait	430 m ³

➤ Complément sur les opérations de suivi/contexte 2021

Il est à noter que le contexte sanitaire lié à la pandémie COVID-19 a fortement perturbé la campagne 2021 de surveillance et d'entretien accompagnée dans le cadre du dispositif d'aides. En effet, les associations intervenant habituellement par le biais d'opérations d'entretien ont unanimement décidé d'annuler l'ensemble de leurs interventions. Les plans d'eau impactés sont, du nord au sud, le lac de Cazaux-Sanguinet (ACGELB), le Petit étang de Biscarrosse (AAPPMA de Biscarrosse) et le lac de Parentis-Biscarrosse (AAPPMA de Parentis-en-Born). De même, l'opération d'entretien habituellement organisée sur l'étang Blanc avec la participation d'agents communaux

(Seignosse, Soustons et Tosse), de membres des associations d'usagers, de personnels du centre de vacances géré par Campéole et d'agents du Syndicat Mixte de Rivières Côte Sud n'a pas pu être maintenue.

3°) Travaux de confortement des lacs et étangs - Petit étang de Biscarrosse :
rétablissement des continuités hydrauliques et écologiques

Approche hydrologique afin de connaître les débits transitant par le petit étang et ceux dérivés par le canal transaquitain – action reportée à 2022.

Résultats bathymétriques présentés localement en novembre 2020.

Définition d'un projet de travaux d'extraction de sédiments au niveau de l'exutoire sud et lancement au 1^{er} semestre 2021.

Consultation des entreprises – infructueuse, relance prévue en 2022.



Petit étang de Biscarrosse – Chenal d'alimentation Nord

4°) Travaux d'aménagement des abords

a) Lac de Parentis-Biscarrosse à Parentis-en-Born – 3^{ème} tranche (plan-plage lacustre)

Groupe de commande constitué avec la Commune de Parentis-en-Born et la Communauté de Communes des Grands Lacs – Coordonnateur : Commune de Parentis-en-Born

Maître d'œuvre retenu : Groupe Atelier BKM / Suez Consulting

Lancement de la mission : novembre 2018

AVP validé en septembre 2020

PRO validé au printemps 2021

Coûts d'objectifs validés et plans de financement en cours de validation

Procédures réglementaires engagées : en attente du Permis d'Aménager

Début des travaux : printemps 2022



Lac de Parentis-Biscarrosse à Parentis-en-Born

b) Etang de Léon à Vielle-Saint-Girons (plan-plage lacustre)

Groupement de commandes constitué avec la Commune de Vielle-Saint-Girons et la Communauté de Communes Côte Landes Nature – Coordonnateur : Géolandes

Maîtrise d'œuvre constituée du Groupement Atelier de Paysages / EL Paysages / SCE lancée en juin 2018

AVP validé en février 2020

Coûts d'objectifs et plans de financements en cours de stabilisation

Travail spécifique sur une gamme de mobilier d'extérieur finalisée

PRO en cours de validation fin 2021

Dossiers réglementaires en cours de finalisation

Début des travaux : automne 2022



Etang de Léon à Vielle-Saint-Girons

c) Etang Blanc à Seignosse (Point d'accueil Nature)

Suite démarche Aménagement Durable des Stations

Maître d'œuvre retenu : Groupement RG Paysage/Sor'Eau

AVP validé en 2021

PRO en cours

Réunion publique en décembre 2021



Etang Blanc à Seignosse



DEPARTEMENT
DES LANDES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL en visio/audio conférence

Budget Primitif 2022

Réunion du 31 mars 2022

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

Président : M. Xavier FORTINON

N° E 4 Objet : DEVELOPPER LES ITINERAIRES DE RANDONNEE ET LA PRATIQUE CYCLABLE

Conseillers départementaux en exercice : 30

Votants : 30

(M. Olivier Martinez a donné pouvoir à Mme Monique Lubin)

(M. Julien Paris a donné pouvoir à Mme Patricia Beaumont)

Présents physiquement :

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédar, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

Présents en visio/audio conférence :

M. Christophe Labruière, Mme Sylvie Péducasse.

Absents : M. Olivier Martinez, M. Julien Paris.

Résultat du Vote au scrutin public (Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 - articles 6 et 11 - et Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 - article 6 - telles que modifiées par la Loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021) :

POUR : 26 Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédar, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, Mme Muriel Lagorce, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez (a donné procuration à Mme Monique Lubin), M. Julien Paris (a donné procuration à Mme Patricia Beaumont), Mme Sylvie Péducasse, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

CONTRE : 4 Mme Martine Dedieu, M. Julien Dubois, M. Christophe Labruière, Mme Hélène Larrezet,

ABSTENTION : 0

**N° E 4****LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,**

VU le rapport de M. le Président du Conseil départemental ;

CONSIDERANT le détail des inscriptions budgétaires telles que figurant en annexe I (annexe financière) ;

APRES PRESENTATION du rapport en Commission Environnement : transition écologique et énergétique ;

APRES en avoir délibéré,

DECIDE A LA MAJORITE DES SUFFRAGES EXPRIMES :**I – Le développement de la promenade et de la randonnée dans les Landes :**

Au titre de la compétence du Département en matière de Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée non motorisée (PDIPR) telle que déterminée par le Code de l'environnement, articles L. 361-1 et suivants,

afin d'accompagner la mise en œuvre du PDIPR qui compte 3 500 km d'itinéraires environ (annexe II) s'agissant d'itinéraires de promenade (boucles locales – pédestres, VTT et parfois équestres et boucles thématiques) et d'itinéraires de randonnée, à l'image des Voies Vertes ou des Voies Jacquaires,

- de se prononcer favorablement, pour l'année 2022, sur la poursuite de l'accompagnement du Département à la création et la restauration d'itinéraires de promenade et de randonnée.

- d'approuver ainsi le règlement départemental d'aide à la création et la restauration d'itinéraires de promenade thématique tel que joint en annexe III.

- d'inscrire, au Budget Primitif 2022, en fonctionnement, un crédit global de dépenses relatives à l'entretien et la gestion des itinéraires de 373 305 €

- de voter, au Budget Primitif 2022, en investissement :

- une Autorisation de Programme 2022 n° 835 « *Travaux sur les itinéraires 2022* » d'un montant de 200 000 €, le Crédit de Paiement 2022 global s'élevant, au titre de cette AP nouvelle et des AP antérieures pour les travaux sur les itinéraires, ainsi que pour les subventions à verser, à 387 500 €
(Travaux sur les Itinéraires 2022, AP n° 835 : 125 000 €)
- un crédit, hors Autorisation de Programme, de 10 000 €
- un crédit en recette, au titre de la participation des Communes ou EPCI aux travaux d'aménagement faits pour leur compte, de 10 000 €

- de donner délégation à la Commission Permanente pour procéder, dans la limite des crédits inscrits, aux acquisitions foncières relatives au développement des Itinéraires de Promenade et de Randonnée.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à solliciter différents partenaires financiers susceptibles d'apporter leur contribution aux projets d'itinéraires départementaux, délégation lui étant donnée pour demander à l'Etat ou à d'autres collectivités territoriales l'attribution de subventions (délibération de l'Assemblée départementale n° 5 du 1^{er} juillet 2021).

- de donner délégation à la Commission Permanente pour attribuer les aides correspondantes et approuver les conventions ainsi que tout document à intervenir dans ce cadre.

II – Le développement de la pratique cyclable :

A - La mise en œuvre du Schéma cyclable départemental 2018-2027 :

1°) Aide à la réalisation d'aménagements cyclables - Schéma départemental cyclable – :

compte tenu de l'approbation par l'Assemblée départementale du schéma cyclable départemental 2018-2027 – Annexe IV - (délibération n° G 4 du 27 mars 2018), dont les objectifs sont de quatre ordres :

- disposer d'infrastructures dédiées et sécurisées, c'est à dire de structurer au niveau départemental et local les axes cyclables pertinents, connectés en matière de dessertes et d'équipements,
- intégrer le vélo comme une des composantes de l'aménagement de l'espace en incitant notamment à la prise en compte systématique du vélo dans tout nouveau projet d'aménagement ou d'équipement,
- développer la culture du vélo au quotidien en promouvant l'utilisation du vélo comme un mode de transport à part entière, dans toutes ses composantes utilitaire, loisir, tourisme et sport,
- conforter la destination touristique « *les Landes à vélo* » en soutenant, entre autres, le Comité Départemental du Tourisme pour le développement de la labellisation « *Accueil vélo* » auprès des professionnels du tourisme,

considérant que la pratique du vélo est un enjeu majeur pour lequel le Département entend poursuivre son accompagnement au côté des territoires, l'usage du vélo s'inscrivant comme un moyen de transport complémentaire, mais devant être encouragé et mis (ou remis) au cœur de la vie des habitants comme le moyen le plus économique et bénéfique pour les déplacements courts (< 5 km) du quotidien,

- d'adopter le règlement départemental d'aide à la réalisation d'aménagements cyclables - *schéma départemental cyclable* – (annexe V)

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer tous les documents afférents à la mise en œuvre du schéma cyclable et à son financement.

2°) Création et gestion d'itinéraires cyclables :

considérant l'objectif du Département de 1 000 km de pistes cyclables aménagées à l'horizon 2030 (645 km de pistes cyclables et voies vertes étant réalisées à ce jour - dont 125 km départementales -),

a) Subventions aux projets cyclables du territoire :

afin de poursuivre, en 2022, l'accompagnement des EPCI dans leur réflexion sur l'organisation de la mobilité douce et de soutenir financièrement leurs projets,

- de voter, au Budget Primitif 2022, une Autorisation de Programme 2022 n° 836 « *Cyclable subventions 2022* » d'un montant de 500 000 €, le Crédit de Paiement 2022 global s'élevant, au titre de cette AP nouvelle et des AP antérieures pour les subventions à verser à 705 000 €
(Cyclable Subventions 2022, AP n° 836 : 150 000 €)

b) Modification et valorisation des circuits cyclotouristiques départementaux :

- d'approuver la mise en œuvre du suivi et de la valorisation de la signalisation des 25 circuits cyclotouristiques en 2022, et d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à accomplir toutes les démarches afférentes.

c) Réfection des pistes cyclables :

afin de finaliser un inventaire exhaustif des sections départementales de pistes cyclables et de définir les conditions et les modalités à mettre en œuvre pour la mise à niveau de la qualité desdites pistes et d'en formaliser le transfert à l'EPCI qui en assurera par la suite la gestion et l'entretien,

- d'approuver la poursuite en 2022 des échanges engagés, à ce titre, avec les EPCI dont la Communauté de Communes Marenne Adour Côte-Sud (MACS), et d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à accomplir toutes les démarches afférentes.

B - Les projets :

1°) Les EuroVelos :

compte tenu de l'intérêt structurant pour les territoires de l'Eurovelo (annexe VI), réseau de 17 itinéraires cyclables européens de longue distance reliant et unissant l'ensemble du continent européen (42 pays traversés) dont 2 traversent les Landes :

- l'EuroVelo 1 dite la Vélodyssée (reliant la Norvège au Portugal),
- l'EuroVelo 3 dite La Scandibérique (reliant Trondheim en Norvège à Saint-Jacques-de-Compostelle en Espagne),

considérant que le Département :

- concourt à la coordination nationale et internationale de ces deux Eurovelos via la signature de conventions de partenariat et d'engagements financiers (convention de partenariat 2021-2024 « *La Vélodyssée - EuroVelo 1* » entre le Département, le Comité départemental du Tourisme des Landes et Charentes Tourisme, Pilote de la Vélodyssée-EuroVelo 1, et convention de partenariat 2020-2023 entre le Département des Landes, le Comité départemental du Tourisme et le Comité Régional du Tourisme Paris Ile de France, celui-ci étant désigné comme Chef de file du comité d'itinéraire de la Scandibérique-EuroVelo n° 3,

- assure la coordination et l'animation de ces deux itinéraires à l'échelle des Landes notamment par la prise en charge du suivi et de la mise en œuvre des plans d'action fixés nationalement pour chacun des itinéraires en étroite collaboration avec les territoires des EPCI traversés,

a) Partenariat relatif au réseau « EuroVelos » :

- de poursuivre, en 2022, le partenariat susvisé pour la mise en œuvre des EuroVelos 1 et 3 sur le territoire landais.

- d'approuver les subventions départementales correspondantes à hauteur de 15 000 € à l'EuroVelo 1 et 10 000 € à l'EuroVelo 3, étant précisé que ces dernières sont accordées au Comité Départemental du Tourisme des Charentes (Charentes Tourisme), pilote de l'EuroVelo 1, et au Comité régional du Tourisme Paris Ile-de-France, chef de file du projet de l'EuroVelo 3, en charge d'assurer sa coordination administrative et financière, conformément aux conventions susvisées.

- d'inscrire, au Budget Primitif 2022, en fonctionnement, le crédit global correspondant de 25 000 €

b) Poursuite de la mise en œuvre de la signalétique de l'EuroVelo 3 (maîtrise d'ouvrage départementale) :

- d'inscrire, au Budget Primitif 2022, au titre de l'Autorisation de Programme 2018 n° 628 « Cyclable travaux 2018 » un Crédit de Paiement 2022 de 75 034,23 €

- de donner délégation à la Commission Permanente pour approuver la convention à intervenir dans ce cadre avec le Département du Gers.

c) Aménagement de la Voie Verte du Marsan et de l'Armagnac (EuroVelo 3) en maîtrise d'ouvrage départementale :

afin de poursuivre la requalification de l'EuroVelo 3 dite la Scandibérique entre Gabarret et Villeneuve-de-Marsan et notamment les travaux de restauration des ouvrages d'art, la proximité du Domaine départemental d'Ognoas constituant un atout pour la promotion et la valorisation de cette Voie Verte,

- d'inscrire, au Budget Primitif 2022, au titre des Autorisations de Programme 2017 n° 572 « Travaux sur les itinéraires 2017 » et 2019 n° 667 « Cyclable Travaux 2019 » un Crédit de Paiement 2022 global de 640 000 €

- de poursuivre le partenariat avec le Département du Gers et de donner délégation à la Commission Permanente pour approuver la convention et tout document à intervenir dans ce cadre avec le Département du Gers.

- de mener la concertation avec le territoire concerné par ce projet d'aménagement.

- d'autoriser ainsi M. le Président du Conseil départemental à accomplir toutes les démarches afférentes.

d) Sécurisation de la continuité de la Voie Verte du Marsan et de l'Armagnac au niveau de la traversée de Villeneuve-de-Marsan :

considérant la nécessité de sécuriser la Voie Verte du Marsan et de l'Armagnac tout en offrant localement une infrastructure aux locaux dans leurs déplacements quotidiens,

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à poursuivre tous les échanges nécessaires avec les acteurs du territoire pour définir les partenariats techniques et financiers à mettre en place.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à mener l'étude de définition du projet de sécurisation de la continuité de la Voie Verte du Marsan et de l'Armagnac au niveau de la traversée de Villeneuve-de-Marsan.

- de donner délégation à la Commission Permanente pour approuver toute convention et tout document à intervenir en ce sens.

e) Etude d'aménagement de la section EuroVelo 3 le long de la RD 12 :

considérant les études de définition du projet de sécurisation de la continuité de l'EuroVelo n° 3 le long de la RD12 (commune de Saint-Laurent-de-Gosse) à mener en 2022,

compte tenu du partenariat technique et financier restant à définir avec le territoire compétent, intégrant les travaux (Communauté de Communes du Seignanx), la Région Nouvelle-Aquitaine et d'autres potentiels partenaires,

afin de définir un plan de financement et la réalisation de ces études et des travaux qui vont permettre la poursuite de la mise en œuvre de l'EuroVelo n° 3 en 2022,

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à mener les échanges avec la Commune de Saint-Laurent-de-Gosse, la Communauté de Communes du Seignanx, la Région Nouvelle-Aquitaine ainsi qu'avec d'autres potentiels partenaires.

2°) Ancienne voie ferrée Mont-de-Marsan / Saint-Sever / Hagetmau :

vu le schéma cyclable 2018-2027 adopté par l'Assemblée départementale le 27 mars 2018 (délibération n° G 4), privilégiant le développement de son réseau cyclable sur l'emprise d'anciennes voies ferrées,

considérant que, en cohérence avec la politique départementale de la mobilité (délibération n° Ea1⁽¹⁾ de l'Assemblée départementale du 16 novembre 2020), le maillon cyclable pourrait constituer un support dédié à la mobilité du quotidien dans la perspective d'un report modal d'une partie des déplacements domicile-travail existant, notamment entre Saint-Sever et Mont-de-Marsan,

considérant que par délibération n° G 1 de l'Assemblée départementale du 21 juin 2019, les principes de portage ont été actés avec :

- SNCF Réseaux pour obtenir le déclassement des sections de voie ferrée désaffectée (Saint-Sever – Hagetmau),
- SNCF Immobilier pour la cession ou le transfert des emprises foncières) et pour connaître les conditions de cession et/ou transfert de gestion de la totalité des emprises une fois qu'elles sont déclassées,

délégation ayant été donnée par délibération n° G 4 du 20 février 2020 à la Commission Permanente pour approuver le transfert de gestion et/ou la cession entre SNCF Réseau et le Département des Landes des voix susvisées et les actes correspondants,

considérant les négociations engagées avec SNCF Immobilier pour récupérer la gestion de l'emprise de l'ancienne voie ferrée Mont-de-Marsan / Saint-Sever / Hagetmau à des fins de mobilité douce, et qui vont aboutir sur le principe d'un transfert de gestion,



compte tenu de la volonté du Département d'obtenir l'autorisation de SNCF Immobilier pour réaliser le nettoyage de l'emprise ferroviaire et estimer ainsi plus précisément la nature des travaux et les montants qui seraient à engager,

- d'inscrire, au Budget Primitif 2022, au titre de l'Autorisation de Programme 2021 n° 785 « *Cyclable travaux 2021* », un Crédit de Paiement 2022 de 60 000 €

- de donner délégation à la Commission Permanente pour approuver le transfert de gestion et/ou cession des voies susvisées entre SNCF Réseau et le Département, ainsi que les actes correspondants.

3°) Traversée du Marais d'Orx (RD71) :

considérant que l'étude de faisabilité menée sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté de Communes Maremne Adour Côte-Sud (MACS) en concertation avec le Département (co-financeur) et le Syndicat Mixte de Gestion des Milieux Naturels – SMGMN - (associé au suivi de l'étude dans le cadre du périmètre règlementaire de la Réserve Naturelle Nationale) a abouti à un projet d'aménagement validé lors du comité de pilotage du 9 décembre 2021, constitué des élus des collectivités et institutions partenaires (MACS, CD40, SMGMN, Conservatoire de l'Espace Littoral et des Rivages Lacustres),

considérant le montant prévisionnel de l'opération qui s'élève à 1,2 M€ HT,

dans la perspective de la maîtrise d'ouvrage des travaux portée par la Communauté de Communes Maremne Adour Côte-Sud (MACS) au titre de cet aménagement local souhaité dans la continuité de la liaison existante et à terme reliant les Communes de Labenne et d'Orx, et de la participation exceptionnelle du Département à cette opération à hauteur de 50 % du reste à charge en raison de la mise en valeur de la Réserve Naturelle Nationale du Marais d'Orx,

- de voter, au Budget Primitif 2022, une Autorisation de Programme 2022 n° 847 « *Subvention cyclable RD71 traversée du marais d'Orx* » d'un montant de 600 000 €, le Crédit de Paiement 2022 s'élevant, au titre de cette AP nouvelle à128 000 €

- de donner délégation à la Commission Permanente pour approuver, dans ce cadre à la suite de la validation de l'Avant-Projet par le comité de pilotage du 9 décembre 2021, la nouvelle convention à intervenir qui précisera notamment le plan de financement ainsi que les modalités d'entretien.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à engager les échanges nécessaires avec les potentiels partenaires techniques et financiers susceptibles d'apporter leur contribution aux projets, délégation lui étant donnée pour demander à l'Etat ou d'autres collectivités territoriales l'attribution de subventions (délibération de l'Assemblée départementale n° 5 du 1^{er} juillet 2021).

- de donner délégation à la Commission Permanente pour approuver, dans le cadre des études 2022 relatives au cyclable, les modalités de financement et de partenariat issues des échanges avec les potentiels partenaires financiers.

III – La promotion du plan départemental des itinéraires de promenade et de randonnée et du schéma cyclable :

1°) Associations œuvrant en faveur du développement de la randonnée et de la pratique cyclable dans les Landes :

considérant la veille de terrain réalisée par les bénévoles de quatre associations départementales partenaires, dans le cadre du PDIPR et du schéma cyclable, qui contribue à la qualité du réseau des chemins et itinéraires,

conformément à la convention-cadre établie en 2020 avec le Comité Départemental de la Randonnée Pédestre (C.D.R.P.), le Comité Départemental du Cyclotourisme des Landes (C.O.D.E.P.), le Comité Départemental du Tourisme équestre (C.D.T.E.), la Société landaise des Amis de Saint-Jacques et d'Etudes compostellanes,

afin de reconduire ces partenariats en 2022 et ainsi conforter l'implication des bénévoles des nombreux clubs locaux,

- de prendre acte qu'une convention partenariale pour l'année 2022 sera établie notamment pour acter les modalités financières du partenariat, et de donner dans ce cadre délégation à la Commission Permanente.

2°) Renouvellement d'adhésion à l'Association Vélo & Territoires :

- de prendre acte de l'adhésion du Département à l'Association Vélo & Territoires (anciennement « *Association des Départements et Régions Cycables* »), dont l'objet est de mener toute action en faveur du développement du vélo, et en particulier être l'interprète des collectivités territoriales auprès de l'Etat et créer une dynamique entre les collectivités territoriales en favorisant les échanges d'expérience,

délégation étant donnée à M. le Président du Conseil départemental pour renouveler pendant la durée de son mandat, au nom du Département, l'adhésion aux associations dont il est membre, libérer les cotisations afférentes et signer tout document afférent (délibération n° 5 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021).

3°) Promotion des itinéraires inscrits au P.D.I.P.R. et au schéma cyclable - Edition des rando-guides et cycloguides :

dans le cadre de la promotion 2022 du PDIPR et du schéma cyclable,

compte tenu des demandes des offices de tourisme du territoire et de la nécessité d'actualiser certains tracés,

- d'inscrire ainsi, au Budget Primitif 2022, en fonctionnement,

- un crédit global de dépenses de 56 000 €
- un crédit de recette, au titre de la vente des rando-guides et cyclo-guides de 10 000 €

*

* *



- d'adopter le tableau récapitulatif de l'ensemble des Autorisations de Programme et des inscriptions budgétaires tel que présenté en annexe I (annexe financière).

Le Président,

Xavier FORTINON



Commission Intérieure "Environnement : transition écologique et énergétique"
ANNEXE I - DELIBERATION "DEVELOPPER LES ITINERAIRES POUR LA RANDONNEE ET LE CYCLABLE"
RECAPITULATIF DES INSCRIPTIONS BUDGETAIRES - BP 2022

Annexe I**I - AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT**

N° de l'A.P.	INTITULE	CHAPITRE	FONCTION	AUTORISATIONS DE PROGRAMME				
				AP ANTERIEURES ACTUALISEES (DM2 2021)	CP réalisés années antérieures	Ajustements BP 2022 - AP antérieures	Nouveau Montant AP au BP 2022 - AP antérieures et nouvelles	SOLDE AP AU 1 ^{ER} JANVIER 2022
				(a)	(b)	(d)	(e)=(a)+(d)	(h)
135	CYCLABLE SUBVENTIONS 2010	204	738	1 230 313,76	1 229 431,76	-882,00	1 229 431,76	0,00
496	CYCLABLE SUBVENTIONS 2016			406 278,16	405 948,48	-329,68	405 948,48	0,00
630	CYCLABLE SUBVENTIONS 2018			1 126 661,34	346 661,34	0,00	1 126 661,34	780 000,00
669	CYCLABLE SUBVENTIONS 2019			500 000,00	195 074,46	0,00	500 000,00	304 925,54
721	CYCLABLE SUBVENTIONS 2020			500 000,00	67 972,20	0,00	500 000,00	432 027,80
786	CYCLABLE SUBVENTIONS 2021			500 000,00	62 736,50	0,00	500 000,00	437 263,50
836	CYCLABLE SUBVENTIONS 2022						500 000,00	500 000,00
	<i>Sous-total Cyclable Subventions</i>			4 263 253,26	2 307 824,74	-1 211,68	4 762 041,58	2 454 216,84
847	SUBVENTION CYCLABLE RD71 TRAVERSEE MAREE D'ORX						600 000,00	600 000,00
	Sous-total CYCLABLE SUBVENTIONS			4 263 253,26	2 307 824,74	-1 211,68	5 362 041,58	3 054 216,84
628	CYCLABLE TRAVAUX 2018	21	738	150 000,00	74 965,77	0,00	150 000,00	75 034,23
572	TRAVAUX SUR LES ITINERAIRES 2017			1 100 000,00	728 356,64	0,00	1 100 000,00	371 643,36
667	CYCLABLE TRAVAUX 2019			1 470 000,00	151 733,76	0,00	1 470 000,00	1 318 266,24
	<i>Sous-total Cyclable Travaux Voie Verte Marsan-Armagnac (AP n° 572 et 667)</i>			2 570 000,00	880 090,40	0,00	2 570 000,00	1 689 909,60
785	CYCLABLE TRAVAUX 2021	20 et 23		4 000 000,00	0,00	0,00	4 000 000,00	4 000 000,00
	Sous-total CYCLABLE TRAVAUX			6 720 000,00	955 056,17	0,00	6 720 000,00	5 764 943,83
	Total CYCLABLE			10 983 253,26	3 262 880,91	-1 211,68	12 082 041,58	8 819 160,67
627	CREATION NOUVEL ITINERAIRE	20 et 23	738	417 863,64	417 540,81	-322,83	417 540,81	0,00
719	TRAVAUX SUR LES ITINERAIRES 2020			550 000,00	68 687,31	0,00	550 000,00	481 312,69
787	TRAVAUX SUR LES ITINERAIRES 2021	20, 21 et 23		250 000,00	17 300,99	0,00	250 000,00	232 699,01
835	TRAVAUX SUR LES ITINERAIRES 2022						200 000,00	200 000,00
495	SUBVENTIONS PDIPR 2016	204		200 000,00	31 335,76	0,00	200 000,00	168 664,24
720	SUBVENTIONS PDIPR 2020			50 000,00	0,00	0,00	50 000,00	50 000,00
784	SUBVENTIONS PDIPR 2021			20 000,00	0,00	-20 000,00	0,00	0,00
	Total PDIPR			1 487 863,64	534 864,87	-20 322,83	1 667 540,81	1 132 675,94
TOTAL				12 471 116,90	3 797 745,78	-21 534,51	13 749 582,39	9 951 836,61
	AP soldée							
	AP nouvelle							

CREDITS DE PAIEMENT **			
CP ouverts au titre de 2022	CP ouverts au titre de 2023	CP ouverts au titre de 2024	CP ouverts au titre de 2025
* (h) = somme des CP 2022 à 2025			
0,00	0,00	0,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00
230 000,00	550 000,00	0,00	0,00
100 000,00	204 925,54	0,00	0,00
38 500,00	393 527,80	0,00	0,00
186 500,00	250 763,50	0,00	0,00
150 000,00	150 000,00	200 000,00	0,00
705 000,00	1 549 216,84	200 000,00	0,00
128 000,00	272 000,00	200 000,00	0,00
833 000,00	1 821 216,84	400 000,00	0,00
75 034,23	0,00	0,00	0,00
255 000,00	116 643,36	0,00	0,00
385 000,00	933 266,24	0,00	0,00
640 000,00	1 049 909,60	0,00	0,00
60 000,00	3 940 000,00	0,00	0,00
775 034,23	4 989 909,60	0,00	0,00
1 608 034,23	6 811 126,44	400 000,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00
55 000,00	426 312,69	0,00	0,00
127 500,00	105 199,01	0,00	0,00
125 000,00	75 000,00	0,00	0,00
40 000,00	128 664,24	0,00	0,00
40 000,00	10 000,00	0,00	0,00
0,00	0,00	0,00	0,00
387 500,00	745 175,94	0,00	0,00
1 995 534,23	7 556 302,38	400 000,00	0,00



II - INSCRIPTIONS BUDGETAIRES HORS AP

SECTION	CHAPITRE	FONCTION	INTITULE	Crédits 2022	
INVESTISSEMENT					
	204	738	Subventions Communes et EPCI pour itinéraires PDIPR	10 000,00	
FONCTIONNEMENT	011	738	Entretien des itinéraires de promenade et de randonnée	373 305,00	
	011		Cotisation EuroVélo1	15 000,00	
	65		Subvention EuroVélo 3	10 000,00	
			Cotisation et subvention EuroVelo 1 et 3	25 000,00	
	011		Renouvellement cotisation Association Vélo & Territoires	5 000,00	
	65		Subv aux associations œuvrant dans le domaine de la randonnée	11 000,00	
	011		Edition des rando-guides	20 000,00	
			Promotion schéma cyclable	20 000,00	
			Promotion PDIPR et Schéma cyclable départemental	56 000,00	
	TOTAL			464 305,00	
TOTAL GENERAL DEPENSES			2 459 839,23		
RECETTES FONCTIONNEMENT	13	738	Particip Cnes travaux faits pour leur compte	10 000,00	
	70	738	Vente rando guides et topoguides	10 000,00	
TOTAL RECETTES			20 000,00		

Le PDIPR dans les Landes

Direction Environnement

Envoyé en préfecture le 05/04/2022

Reçu en préfecture le 05/04/2022



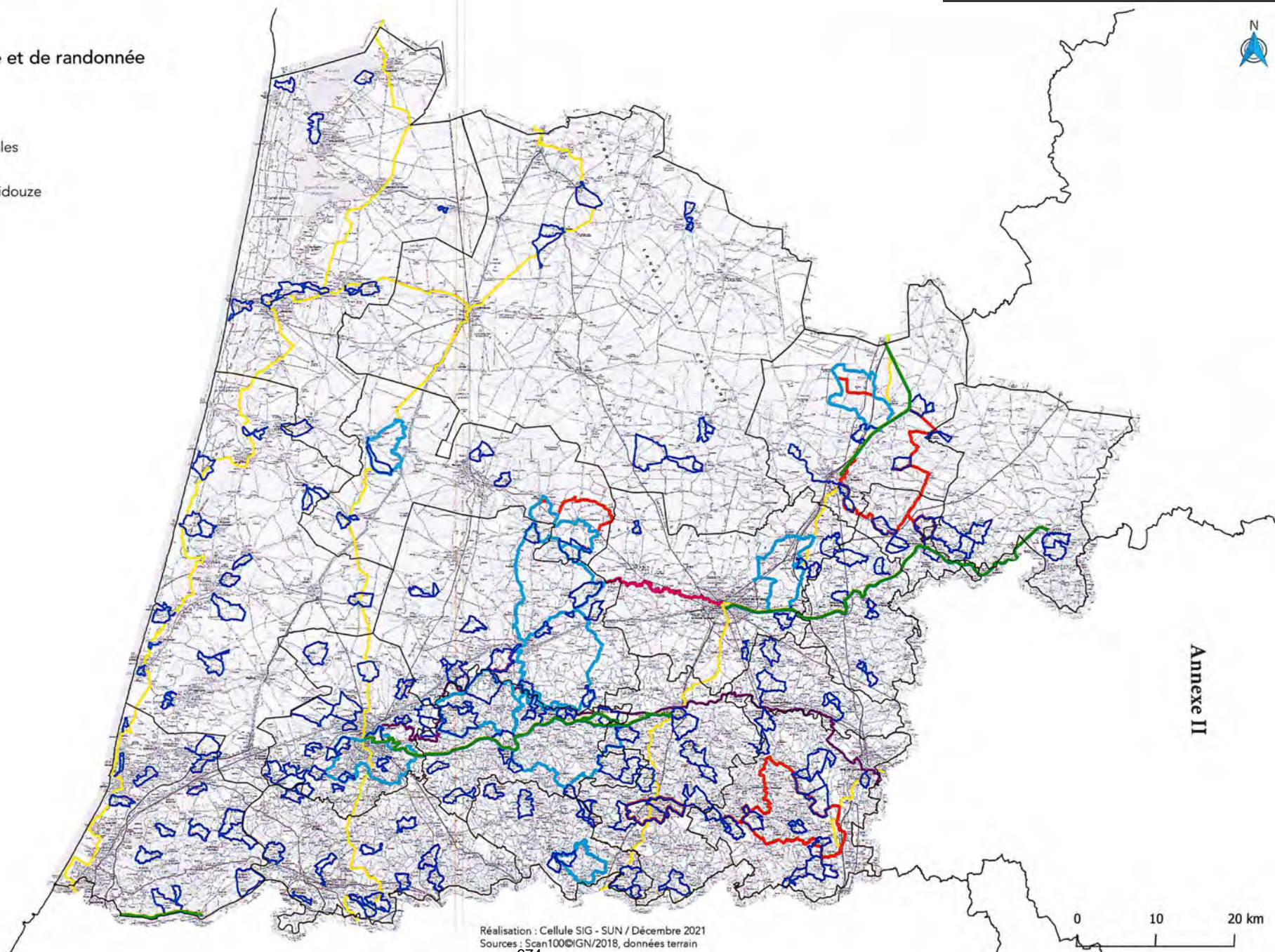
Département
Landes

ID : 040-224000018-20220331-E04_BP_2022-DE

Légende

Itinéraires de promenade et de randonnée

- Itinéraires pédestres
- Itinéraires équestres
- Itinéraires VTT
- Voies vertes départementales
- Voies jacquaires
- Chemin de halage de la Midouze
- Sentier de l'Adour
- Secteurs PDIPR



Annexe II

Réalisation : Cellule SIG - SUN / Décembre 2021

Sources : Scan100©IGN/2018, données terrain

**Annexe III**

Aide à la création et la restauration d' « Itinéraires de Promenades thématiques » (inscrits au Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée)

Préambule

Dans le cadre de sa compétence légale en matière de mise en œuvre du Plan Départemental des Itinéraires de promenade et de randonnée (PDIPR), le Département des Landes souhaite diversifier l'offre existante en complétant les itinéraires à vocation sportive (randonnées équestre, cyclo et pédestre) déjà inscrits au Plan, par des itinéraires privilégiant une activité de « promenade découverte ».

Il s'agit de cibler un public familial (itinéraires aux distances courtes et accessibles), en couplant avec une thématique attractive liée à la découverte des territoires valorisant leur patrimoine naturel et/ou culturel.

L'aide à la création de boucles de promenade a pour but de développer une offre locale (au départ des centre-bourgs) complémentaire à celle déjà inscrite au PDIPR.

Article 1^{er} : Objet

Une subvention du Département est susceptible d'être octroyée pour les opérations visant à la création et la restauration d'itinéraires de promenade thématiques, ciblés pour un public familial grâce à des critères privilégiant des distances courtes et du jalonnement de découverte.

Article 2 : Bénéficiaires

L'aide du Département est accordée aux Communes ou Communautés de Communes ou à l'Office National des Forêts (en tant que gestionnaire du foncier domanial).

Article 3 : Conditions d'éligibilité

3-1 Nature du foncier

Les itinéraires proposés doivent privilégier le foncier communal et/ou domanial, ou à défaut emprunter des parcelles privées pour lesquelles une convention d'autorisation de passage devra être co-signée entre la commune ou l'ONF et le propriétaire.

Si le tracé nécessite la réalisation d'ouvrages de cheminement, le maître d'ouvrage s'engage à acquérir les parcelles privées concernées, de façon à ce que l'intégrité du circuit puisse être maintenue à terme.

3-2 Caractéristiques du tracé

Les itinéraires proposés ne doivent pas excéder de l'ordre de 2 heures de marche (distance d'environ 5 kilomètres) et privilégier les chemins séparés des axes de circulation motorisée non revêtus ou adaptables à l'accueil de public en situation de handicap.

3-3 Jalonnement « découverte »

L'itinéraire doit proposer la découverte d'une thématique du territoire en lien avec le patrimoine naturel et/ou culturel (milieux naturels, forêt, eau, paysages, patrimoine bâti, thermalisme...), par un jalonnement adapté présentant de façon didactique les points d'intérêt du circuit.

Les aménagements prévus pour ce jalonnement, ainsi que les éventuels ouvrages de cheminement ou le jalonnement spécifique permettant l'accessibilité ou la découverte à un public en situation de handicap, doivent être légers et intégrés aux qualités paysagères des espaces rendus accessibles. Ils devront utiliser le bois en espace naturel et pourront s'accorder avec le mobilier urbain déjà en place au départ du centre bourg.

3-4 Entretien du circuit

Le maître d'ouvrage s'engage à assurer l'entretien régulier de l'itinéraire, garantissant la sécurité du promeneur, la qualité du cheminement et la lecture des panneaux de jalonnement.

Cet engagement conditionne l'inscription de l'itinéraire au PDIPR et le réengagement de l'aide départementale pour des travaux de restauration de l'itinéraire. Il est consigné dans la convention établie lors de la création du circuit (voir article 5) entre le Département et le maître d'ouvrage.

3-5 « Pas à pas » de l'itinéraire

L'itinéraire doit faire l'objet d'un texte de présentation du cheminement, accompagné de 4 photographies libres de droit illustrant les particularités de l'itinéraire, et d'une carte représentant le tracé sur fond IGN au 1/25 000. Ce « pas à pas » fourni dans un format informatique exploitable, sera intégré dans la collection des rando-guides éditée par le Département, chaque itinéraire constituant une nouvelle fiche circuit.

Article 4 : Nature des aides

4-1 Etudes

La définition de l'itinéraire (tracé, foncier, jalonnement, pas à pas) confiée à un prestataire de service est subventionnable à hauteur de 20 % maximum du coût HT de l'étude (ou TTC sur justification de non récupération de la TVA), plafonné à 10 000 € de dépenses éligibles et dans la limite des autres participations financières en respect de la réglementation relative au plafonnement des aides publiques en vigueur.

Le financement de la réalisation des dossiers réglementaires est exclu.

4-2 Travaux de création

La réalisation des travaux concourant à la mise en œuvre de l'itinéraire est subventionnable à hauteur de 30 % maximum du coût HT des travaux plafonné à 20 000 € de dépenses éligibles (ou TTC sur justification de non récupération de la TVA), et dans la limite des autres participations financières en respect de la réglementation relative au plafonnement des aides publiques en vigueur.

Sont concernés les travaux suivants : ouverture du sentier, mise en place du jalonnement de départ et directionnel, conception et fabrication des panneaux de jalonnement, création éventuelle d'ouvrages de cheminement, élaboration du « pas à pas », travaux permettant d'accueillir le public en situation de handicap.

4-3 Travaux de restauration

Les travaux concourant à la restauration de l'itinéraire sont subventionnables à hauteur de 20 % maximum du coût HT des travaux plafonné à 10 000 € de dépenses éligibles (ou TTC sur justification de non récupération de la TVA), et dans la limite des autres participations financières en respect de la réglementation relative au plafonnement des aides publiques en vigueur.

Ce co-financement ne peut être accordé qu'au terme d'un délai minimum de 5 ans à l'issue de la date de réception des travaux de création ou d'une précédente restauration, et que dans le cas où l'entretien du circuit a été effectué, conformément à l'engagement pris dans la convention établie lors de la création du circuit (voir article 5) entre le Département et le maître d'ouvrage.

A cet effet, un état des lieux sera établi conjointement entre le département et le Maître d'ouvrage pour déterminer le réengagement de l'aide départementale à des travaux de restauration.

Sont concernés les travaux suivants : remplacement du jalonnement et/ou des panneaux nécessitant des réactualisations, restauration des ouvrages existants. Toute modification du tracé ou création d'ouvrages relève de travaux de création.

Article 5 : Constitution du dossier de demande de subvention

Pour être réputé complet, le dossier doit comporter les pièces suivantes :

Pour le dossier « Etudes » :

- le devis du prestataire identifiant les coûts par poste (identification du tracé, recherche foncière et conventions éventuelles de passage, report cartographique des obligations réglementaires concernant le tracé, identification des thématiques développées, élaboration du programme d'aménagement en coûts et échéancier...). Le financement de la réalisation des dossiers réglementaires est exclu.

Pour les dossiers « Travaux » :

- Une carte au 1/25 000 présentant le tracé, le foncier et localisant le jalonnement et les ouvrages éventuels et les secteurs d'obligations réglementaires du tracé,
- les conventions de passage nécessaires,
- l'explication des thématiques développées et le contenu des panneaux,
- le récapitulatif des coûts prévisionnels et de l'échéancier par postes de dépenses (ouverture du sentier, mise en place du jalonnement de départ et directionnel, conception et fabrication des panneaux de jalonnement, création éventuelle d'ouvrages de cheminement, élaboration du « pas à pas »),
- une délibération du Conseil municipal ou communautaire engageant sa maîtrise d'ouvrage des travaux (coût et plan de financement), l'entretien futur de l'itinéraire et demandant l'inscription du circuit au PDIPR,
- les autorisations obtenues au titre des différents dossiers réglementaires auxquels peut être soumis éventuellement l'itinéraire.

Article 6 – Modalités et conditions d'attribution de la subvention

L'attribution d'une subvention donnera lieu à l'établissement d'une convention précisant les modalités de co-financement du Département et l'engagement du maître d'ouvrage à entretenir l'itinéraire.

La demande de subvention ainsi que l'approbation des termes de la convention à intervenir entre le Département et le maître d'ouvrage seront soumises aux fins de décision attributive à la Commission Permanente.



Article 7 : Modalités de paiement

Le versement de la subvention interviendra au prorata des dépenses éligibles effectivement réalisées et sur production des factures justificatives.

Il se fera en deux temps :

- un acompte de 50 % pourra être versé sur production de l'acte administratif ordonnant le commencement de l'étude ou des travaux ;
- le solde de la subvention sur présentation des pièces suivantes :
 - pour l'étude, du rendu définitif ;
 - pour les travaux, du décompte général des dépenses de travaux visé par le comptable public, du « pas à pas » du circuit au format informatique exploitable et du procès-verbal daté de réception des travaux.

Article 8 : Inscription au PDIPR

A l'issue du versement du solde de la subvention, le Département approuvera l'inscription du circuit au Plan départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée.

Schéma départemental cyclable (2018-2027) Etat avancement au 01/01/2022

Direction Environnement

Envoyé en préfecture le 05/04/2022

Reçu en préfecture le 05/04/2022



Département
Landes

ID : 040-224000018-20220331-E04_BP_2022-DE

Légende

- Gare
- Chef lieu
- Eurovélo
- Véloroutes nationales
- Véloroutes inscrites au Schéma Régional des véloroutes 2020-2030
- Véloroute d'intérêt départemental



Annexe IV

Réalisation : Cellule SIG - SUN / Décembre 2022
Source : CD40

REGLEMENT DEPARTEMENTAL D'AIDE A LA REALISATION D'AMENAGEMENTS CYCLABLES (SCHEMA DEPARTEMENTAL CYCLABLE)

Article 1^{er} - Objet

Le Schéma Cyclable 2018-2027 tient compte des orientations et stratégies nationales, régionales et avant tout locales, les projets de territoires constituant le socle de mise en œuvre du maillage cyclable.

L'adoption de la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) le 14 décembre 2019 marque un tournant décisif dans l'organisation de la mobilité et placent les intercommunalités au titre d'Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM). A défaut, cette prise de compétence est assurée par la Région Nouvelle-Aquitaine qui devient AOM du territoire concerné.

Lors de la Décision Modificative n° 1 du 17 juillet 2020, l'Assemblée départementale a confirmé le lancement de la définition de sa politique de la mobilité qui prévoit de conforter un lien très fort avec la solidarité, l'insertion et la mobilité. Dans ce contexte, le Département tient à tenir un rôle central en matière de cohésion sociale et territoriale et d'accompagnement des collectivités

Un diagnostic des dynamiques territoriales, des pratiques et offres de mobilité des territoires landais a été réalisé en 2020 et partagé au sein d'un groupe projet associant les services de l'Etat, de la Région Nouvelle-Aquitaine, du Syndicat mixte Nouvelle-Aquitaine Mobilités ainsi que les Directions du Département intervenant dans le champ de la mobilité.

A l'appui de ce diagnostic, le Département a approuvé sa stratégie de mobilité lors de la DM2-2020. La politique cyclable devenant par déclinaison, un des volets de la politique de mobilité du Département.

Le règlement départemental cyclable 2018-2027 fixe les objectifs de la collectivité en la matière, à savoir :

- disposer d'infrastructures dédiées et sécurisées,
- intégrer le vélo comme une des composantes de l'aménagement de l'espace,
- conforter la destination touristique « les Landes à vélo »,
- développer la culture du vélo au quotidien.

Le plan d'actions 2018-2027 s'organise autour des thématiques suivantes :

- disposer d'un réseau cyclable départemental, maillon de la mobilité dans les Landes,

- sécuriser l'usage du vélo par des infrastructures et des comportements adaptés entre pôles de services de proximité,
- lutter contre la pollution atmosphérique en favorisant un mode de déplacement non polluant,
- réduire la dépendance financière liée aux déplacements par la promotion d'un moyen de transport de proximité peu onéreux,
- considérer la pratique du vélo comme un levier économique soutenant le développement durable du territoire,
- encourager la pratique cyclable comme activité sportive de plein air accessible et bénéfique pour les petits et les grands,
- faire des Landes un territoire de référence pour la pratique du vélo.

Le Schéma tient compte des orientations et stratégies nationales, régionales et avant tout locales, les projets de territoires constituant le socle de mise en œuvre du maillage cyclable.

➤ **Article 2 - Périmètres d'intervention**

Le présent règlement complète le schéma cartographié représentant la perspective d'évolution du réseau cyclable landais à horizon 2027. De fait, il se décline en correspondance aux orientations et stratégies nationales, régionales, départementales et locales.

Les aménagements doivent obligatoirement être réalisés sur des emprises foncières publiques.

A l'appui du schéma cartographie, le Département hiérarchise les modalités d'interventions financières selon trois niveaux d'intérêt des itinéraires :

➤ ***Itinéraires d'intérêt régional et national***

Ils correspondent à la déclinaison régionale du Schéma National des Véloroutes et Voies Vertes dont certains axes bénéficient d'un label européen. A ce jour, ils sont identifiés selon les axes suivants :

- EuroVelo 1 dénommée la « Vélodyssée » reliant Biscarrosse, Parentis-en-Born, Mimizan, Contis, Léon, Vieux-Boucau-les-Bains, Capbreton en direction de Bayonne ;
- EuroVelo3 ou la « Scandibérique » en provenance du Canal de Garonne (47) reliant Escalans, Gabarret, Villeneuve-de-Marsan, Mont-de-Marsan, Tartas, Dax et Saubusse, en direction de Urt (64) ;
- Itinéraire régional transversal se connectant au littoral et se développant en empruntant la Voie Verte de Chalosse (Dax, Montfort-en-Chalosse, Saint-Sever), et en suivant la vallée de l'Adour (Grenade-sur-Adour, Aire-sur-Adour), avec une connexion possible avec la Région Occitanie en direction de Tarbes (65) ;
- Liaison Nord/Sud en provenance de Saint-Symphorien (33) en passant par le Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne, reliant Sore, Labrit, Mont-de-Marsan. Selon le Schéma régional des véloroutes de la Nouvelle-Aquitaine, ce tracé pourrait constituer une partie de la V56 et représenter « Saint-Jacques à Vélo- Voie de Vézelay » ;

- En provenance de Périgueux, puis Captieux en passant par la Voie Verte des Landes de Roquefort en passant par Roquefort, Mont-de-Marsan, Saint-Sever et les territoires de Chalosse pour atteindre le piémont pyrénéen à la V81 dans les Pyrénées-Atlantiques et se poursuivant le long de la Véloroute Pyrénées-Gave - Adour - (voie d'intérêt national qui longe le massif des Pyrénées), puis Orthez (64) via la frontière espagnole ;
- Itinéraire transversal se connectant au littoral au niveau de Mimizan et se développant en direction de Labouheyre, Sabres, via Casteljaloux (47).

➤ **Itinéraires d'intérêt départemental**

Ces itinéraires d'intérêt départemental correspondent à des axes structurants permettant de développer l'usage sécurisé du vélo, dans une démarche cohérente et globale, à l'échelle du Département.

Liaisons cyclables reliant des itinéraires nationaux et/ou régionaux. Ils permettent en outre d'assurer des connexions sur les gares et favorisent la multi-modalité.

Ils correspondent à des axes tels que :

- des liaisons cyclables réalisées sur des emprises publiques en site propre (anciennes voies ferrées notamment) ou empruntant en voirie partagée des routes à faible trafic (< 1 000 véhicules/jour) ;
- des boucles cyclables à vocation loisir et tourisme, reliant les différents bourgs de l'intercommunalité et permettant la découverte des territoires. Ces boucles peuvent associer des parcours en sites propres (pistes cyclables ou voies vertes) et des parcours en voirie partagée (véloroutes), sur des voiries à faible trafic, sous réserve des aménagements de sécurité indispensables et adaptés (aménagements de carrefours, signalisation, jalonnement...) ;
- les liaisons entre équipements publics structurants (équipements sportifs, pôles culturels, espaces publics de centre bourg...).

➤ **Itinéraires d'intérêt local**

Ces itinéraires sont définis par les intercommunalités, dans le cadre de leur politique de mobilité. Ils viennent compléter le maillage départemental et doivent se connecter avec les principaux axes structurants.

Subventions octroyées aux EPCI pour initier leurs politiques cyclables. Cette aide est assujettie à un accompagnement du Département durant l'étude.

Article 3 - Modalités d'intervention financière

➤ **Acquisitions foncières** : elles sont éligibles dans la limite de 10 % du coût total HT du projet.

➤ **Travaux** :

	Maître d'ouvrage éligible	Taux maximum de financement du Département des Landes (montants HT)
		Investissements
Axes d'intérêt national et régional	EPCI ou ONF	- Etudes : 20 % - Aménagements : 20 % ➤ plafonnés à 240 000 € / km pour les itinéraires en site propre et à 2 000 € / km plafonnés pour les itinéraires balisés sur route
Axes d'intérêt départemental	EPCI ou ONF	- Etudes : 30 % - Aménagements : 30 % ➤ plafonnés à 240 000 € / km et à 2 000 € / km pour les itinéraires balisés sur route
Axes d'intérêt local	EPCI ou ONF	- Etudes : 25 % - Aménagements : 25 % ➤ plafonnés à 240 000 € / km et à 2 000 € / km-pour les itinéraires balisés

Le taux de subvention appliqué pourra être inférieur au taux maximum en fonction des autres participations financières, dans le respect de la réglementation relative au plafonnement des aides publiques en vigueur.

Les aménagements de bandes cyclables (peinture sur chaussée) et les équipements non liés intrinsèquement à la pratique du vélo ne sont pas subventionnables (création ou déplacement de réseaux, éclairage public, ponts, passerelles, etc.).

➤ Les équipements type aires d'accueil, parkings à vélos, station de recharge électrique, de gonflage,... sont éligibles et ne sont pris en compte que s'ils sont intégrés au projet global d'itinéraires pour le territoire.

Article 4 - Modalités particulières d'intervention

4.1 : Etudes préalables

Elles doivent permettre de définir la cohérence territoriale du schéma cyclable local et sa fonctionnalité.

Elles présentent le maillage d'itinéraires retenus en identifiant les sections *prévues en site propre* (voies vertes ou pistes cyclables), *et/ou en sites partagés* (véloroutes) et la nature du foncier.

Elles comprennent a minima la nature et le détail estimatif des travaux, les contraintes environnementales, l'échéancier de réalisation, les plans de détail relatifs à l'aménagement des intersections, à la signalisation de police, au jalonnement, au mobilier, aux plantations et aux mesures d'intégration paysagères.

Elles peuvent comprendre un volet socio-économique : quantification et qualification des populations desservies, expression de leurs besoins et de leurs attentes, repérage des activités économiques existantes (hébergements, activités de loisirs, etc.) pouvant bénéficier des aménagements cyclables, prospectives sur la création ou le développement d'activités générées par les aménagements projetés.

Les tracés retenus donnent lieu à la concertation des acteurs locaux concernés par d'autres usages de l'espace notamment la DFCI Landes (qui associera l'ASA de DFCI locale) pour ce qui concerne la compatibilité des aménagements cyclables étudiés avec le maintien de la desserte et de l'accès nécessaires à la défense contre l'incendie.

4.2 : Travaux

Pour être éligible à une aide départementale, tout projet d'itinéraire devra être présenté dans le cadre d'un Schéma cyclable local établi à l'échelle du territoire et dûment validé par l'instance délibérante compétente.

Les travaux projetés doivent avoir reçu l'aval de la DFCI Landes (qui consultera l'ASA de DFCI locale), de façon à s'assurer de leur compatibilité avec le maintien de la desserte et des accès liés à la défense incendie.

Les aménagements cyclables doivent intégrer les recommandations techniques et les obligations réglementaires nationales. Un cahier des charges régional et/ou départemental peut être éventuellement fourni.

De façon à intégrer au mieux les équipements cyclables à leur contexte local, les supports de signalisation, de jalonnement et le mobilier seront préférentiellement en bois, dans les secteurs naturels.

Article 5 : Composition des dossiers de demande de subvention

Le dossier de demande d'aide départementale sera adressé à Monsieur le Président du Conseil départemental des Landes. Il devra être déposé avant tout commencement d'opération et comporter l'ensemble des pièces indiquées ci-après.

Une autorisation de démarrage anticipé des travaux pourra être sollicitée, préalablement à la décision d'attribution de subvention et sa délivrance ne présagera en rien de l'issue qui sera donnée à la demande de subvention.

Les pièces constitutives du dossier sont :

- la délibération du maître d'ouvrage sollicitant l'aide du Département et approuvant son schéma cyclable local,
- un plan du Schéma cyclable local,
- une notice de présentation du projet,
- l'attestation de maîtrise foncière publique,
- l'estimation pour les acquisitions foncières,
- le plan de localisation des travaux (ou périmètres de l'étude),
- les plans, profils et croquis des travaux,
- la liste des autorisations administratives auxquelles le projet est soumis et dont les attestations devront être fournies au démarrage de l'opération,
- l'avis favorable de la DFCI Landes (qui consultera l'ASA de DFCI locale) pour les travaux prévus sur des axes utilisés pour la défense incendie,
- le détail estimatif global de l'aménagement cyclable projeté, clairement identifié s'il entre dans une opération globale qui concerne d'autres types de travaux ou dans une programmation échelonnée,
- le cas échéant, le plan pluriannuel d'investissements faisant apparaître un échéancier prévisionnel des travaux prévus,
- le plan de financement détaillé (le montant des travaux subventionnables s'entend hors taxe, hors divers et imprévus), identifiant chaque co-financeur et sa participation attendue,
- une délibération ou une convention signée assurant la gestion et l'entretien des travaux réalisés.

Article 6 : Attribution de la subvention

La demande de subvention est soumise aux fins de décision attributive à la Commission Permanente du Département.

Un arrêté attributif de subvention précisera les modalités de versement de l'aide départementale. Le versement de la subvention s'effectuera au prorata des prestations effectivement réalisées, sur production :

- de l'ordre de service ordonnant le démarrage de l'opération,
- d'un certificat d'achèvement des travaux,
- des factures acquittées
- et d'un récapitulatif visé par le comptable de la collectivité.

Les crédits attribués à une opération dont la réalisation ou l'engagement des travaux ne serait pas intervenu dans un délai de deux ans à compter de la date de l'arrêté attributif, seront annulés.

Dans le cadre de l'attribution de la subvention départementale, le pétitionnaire s'engage à mentionner la participation du Département et à apposer le logo de celui-ci (charte graphique à respecter sur demande) sur tout support lié à l'opération et sa valorisation.

Annexe VI

Schéma des véloroutes européennes - EuroVelo





DEPARTEMENT
DES LANDES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL en visio/audio conférence

Budget Primitif 2022

Réunion du 31 mars 2022

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

Président : M. Xavier FORTINON

N° E 5 Objet : TRANSITION ENERGETIQUE

Conseillers départementaux en exercice : 30

Votants : 30

(M. Olivier Martinez a donné pouvoir à Mme Monique Lubin)

(M. Julien Paris a donné pouvoir à Mme Patricia Beaumont)

Présents physiquement :

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédard, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

Présents en visio/audio conférence :

M. Christophe Labruyère, Mme Sylvie Péducasse.

Absents : M. Olivier Martinez, M. Julien Paris.

Résultat du Vote au scrutin public (Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 - articles 6 et 11 - et Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 - article 6 - telles que modifiées par la Loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021) :

POUR : 30 Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédard, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, M. Christophe Labruyère, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez (a donné procuration à Mme Monique Lubin), M. Julien Paris (a donné procuration à Mme Patricia Beaumont), Mme Sylvie Péducasse, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

**N° E 5****LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Environnement tel que modifié par la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement et la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la Transition Énergétique Pour la Croissance Verte (TEPCV) ;

CONSIDERANT la stratégie départementale de la transition énergétique 2021-2030, élaborée par le Conseil départemental, les services de l'État et leurs partenaires institutionnels et associatifs, et ce, en cohérence avec l'ensemble des démarches déjà engagées sur le département ;

CONSIDERANT QUE ;

- réduire la précarité énergétique, agir pour la rénovation énergétique des logements, mettre en œuvre des équipements performants dans l'habitat, améliorer les déplacements au quotidien, sont autant d'actions permettant, 1^{er} axe de la stratégie susvisée, de diminuer de 25 % à l'horizon 2030 les consommations d'énergie par comparaison à la situation actuelle,
- engager, en parallèle, le département dans le développement de projets d'énergies renouvelables pour envisager une autonomie énergétique à l'horizon 2033 tout en limitant la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et en favorisant les retombées économiques pour les territoires constituent le 2nd axe de cette stratégie ;

VU le rapport de M. le Président du Conseil départemental ;

CONSIDERANT le détail des inscriptions budgétaires telles que figurant en annexe I (annexe financière) ;

APRES PRESENTATION du rapport en Commission Environnement : transition écologique et énergétique ;

APRES en avoir délibéré,

DECIDE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES :**I – La maîtrise de l'énergie et la sobriété énergétique :**

A - Rénovation énergétique de l'habitat privé - Déploiement d'un réseau de plateformes :

considérant l'accompagnement de la Région Nouvelle-Aquitaine, en partenariat avec l'Etat, l'ADEME (Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie) et l'Agence NAtionale de l'Habitat (ANAH), en faveur du déploiement d'un réseau de plateformes permettant à tous les publics, sur le territoire régional, d'accéder à un guichet unique d'information, de conseils et d'accompagnement sur la rénovation énergétique de leurs logements,

considérant que ce plan de déploiement, défini dans le cadre du Programme régional pour l'efficacité énergétique Nouvelle-Aquitaine, est cofinancé par la Région Nouvelle-Aquitaine et le Programme CEE « *Service d'accompagnement de la rénovation énergétique (SARE)* » proposé par l'Etat et piloté par l'ADEME,

considérant l'adoption le 3 juillet 2020 du projet de convention SARE regroupant la Région, l'Etat, l'ADEME et l'ANAH, la Région Nouvelle-Aquitaine et le lancement d'un 1^{er} Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) pour le déploiement en 2021 du réseau de plateformes de la rénovation énergétique en Nouvelle-Aquitaine,

compte tenu de la réponse, dans le cadre de cet AMI, de quatre EPCI landais (Communautés de Communes de Mimizan et Cœur Haute Lande, Marenne Adour Côte-Sud et Communauté d'Agglomération du Grand Dax), déjà structurés en plateformes de rénovation énergétique,

étant précisé que pour les 14 autres EPCI du territoire (Communautés de Communes du Pays Grenadois, des Landes d'Armagnac, de Terre de Chalosse, d'Orthe et Arrigans, du Seignanx, du Pays Tarusate, des Grands Lacs, des Coteaux et Vallées des Luys, d'Aire-sur-l'Adour, de Villeneuve en Armagnac Landais, du Pays Morcenais, de Côte Landes Nature, de Chalosse Tursan et Mont-de-Marsan Agglomération), l'association SOLIHA (« *Solidaires pour l'Habitat* ») a répondu à l'AMI susvisé et a assuré le service public de conseil aux ménages pour la rénovation énergétique de leurs logements,

considérant l'accompagnement financier de l'ensemble des structures compétentes engagées dans la démarche en 2021 par le Département (délibération de l'Assemblée départementale n° G 1⁽¹⁾ du 16 novembre 2020),

considérant qu'au titre du second AMI de la Région Nouvelle-Aquitaine pour la continuité du déploiement des plateformes de la rénovation énergétique en Nouvelle-Aquitaine pour l'année 2022, la Région préconise une structuration en plateformes à raison de 100 000 habitants pour chacune de ces dernières et que les échanges entre territoires ont ainsi permis de conforter les plateformes existantes pour 2022,

- de renouveler l'accompagnement financier, par le Département, de l'ensemble des structures compétentes engagées dans la démarche pour 2022, et de fixer le montant global de la contribution du Département à 135 000 € sur cette opération.

- d'inscrire ainsi, au Budget Primitif 2022, dans le cadre de ce soutien, un crédit en fonctionnement de 135 000 €

- d'engager une réflexion à l'échelle du territoire quant à l'accès à un portail numérique unique afin que chaque Landaise et Landais puisse facilement accéder à l'information.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer tout document à intervenir dans ce cadre.

B - Rénovation énergétique des bâtiments publics communaux et intercommunaux :

considérant la mise en place par l'Etat d'un nouveau type de collaboration avec les collectivités territoriales : le Contrat de Relance et de Transition Ecologique (CRTE), qui vise à accélérer la croissance, en mettant l'accent sur la transition écologique et la cohésion territoriale,

considérant que le Département s'est associé à la démarche en signant le 14 octobre 2021 l'accord de partenariat sur les CRTE afin de garantir que tous les territoires soient soutenus et qu'ils intègrent dans leurs stratégies les priorités départementales : accessibilité des services au public, habitat, transition énergétique, mobilité, Projet alimentaire départemental « *Les Landes au menu* », Pacte territorial d'insertion (PTI), Plan « *Bien Vieillir* », aide aux familles, lutte contre la pauvreté, inclusion numérique (déploiement de conseillers dans les territoires),

considérant l'approbation, dans ce cadre, d'un fonds spécifique de 5 millions d'euros sur 2022-2023 par l'Assemblée départementale (délibération n° B 1 du 6 mai 2021) afin de cofinancer les projets correspondant aux priorités départementales (AP n° 808 « *Plan de relance – accord de partenariat* », délibération n° C 2 de l'Assemblée départementale – Budget Primitif 2022),

considérant la signature, en décembre 2021, entre l'État et le Département, des CRTE avec 6 territoires (les Communautés d'Agglomération de Mont-de-Marsan et du Grand Dax, la Communauté de Communes du Seignanx, les Pôles d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) Adour Chalosse Tursan, Haute Lande Armagnac et Landes Nature Côte d'Argent),

- de donner délégation à la Commission Permanente pour définir les modalités d'accompagnement des collectivités landaises en matière de rénovation énergétique des bâtiments publics,

étant précisé que le Département accompagnera les collectivités locales dans leurs programmes de rénovation énergétique des bâtiments publics communaux et intercommunaux dans l'objectif notamment de diminuer les consommations liées au chauffage.

C - Politique départementale de la mobilité :

compte tenu des actions co-construites avec les acteurs locaux en 2021 (en particulier : mobilité inclusive, court-voiturage, optimisation de l'utilisation d'un véhicule et son verdissement par la mise à disposition d'un véhicule à motorisation alternative en auto-partage, desserte cyclable d'un collège à partir du centre-bourg et des zones urbaines résidentielles dans un rayon de trois kilomètres,

- de prendre acte du déploiement en cours de la stratégie départementale de la mobilité qui vise à coordonner l'ensemble des actions du Département en matière de mobilité et à les articuler avec celles menées par les autres acteurs, afin de développer une politique départementale de la mobilité partagée et pragmatique.

- d'approuver le déploiement en cours, dans le département, d'Infrastructures de Recharge pour les Véhicules Electriques (IRVE), par le SYDEC et la Région Nouvelle-Aquitaine.

- d'approuver la poursuite de ces orientations et d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à accomplir toutes les démarches afférentes.

II – Le développement des énergies renouvelables :

A - L'expérimentation du déploiement des énergies renouvelables :

considérant l'objectif défini dans la stratégie départementale en terme de développement des énergies renouvelables, visant à produire 84 % de la consommation départementale à l'horizon 2030,

1°) Pilote Agrosolaire – Haut Mauco :

- de prendre acte, dans le cadre de l'action d'Agrolandes, de l'engagement d'une entreprise de portage de projets de centrales solaires photovoltaïques pour participer à un pilote expérimental opérationnel en 2022 qui sera collectif avec d'autres structures telles que Maisadour, Biolandes, Sofruileg (coopérative de Kiwi à Labatut), Dakoté (start-up), coopérative d'asperges Copadax, dans l'objectif de permettre aux agriculteurs d'avoir un banc d'essai grandeur nature afin de tester et d'évaluer différentes cultures et ainsi démontrer la symbiose entre la technologie photovoltaïque et la production agricole.

2°) Flotovoltaïque ou solaire flottant / Hydroélectricité - Valorisation d'énergies renouvelables sur plans d'eau artificiels de soutien d'étiage :

considérant la nécessité de cadrer le développement du flotovoltaïque (technologies, nature de plans d'eau pouvant être équipés, impact environnemental, etc.) afin de limiter au maximum l'artificialisation des surfaces naturelles, agricoles et forestières et évaluer le potentiel de la filière sur le département,

considérant l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) publié par l'Institution Adour, Établissement Public Territorial de Bassin associé aux acteurs énergétiques des territoires, dans l'objectif de valoriser et améliorer, via une production d'énergie renouvelable, la qualité de l'eau des 22 réservoirs de soutien d'étiage à vocation multiusage dont elle assure la gestion,

considérant, dans ce cadre, le développement et la mise en œuvre d'installations hydroélectriques et flotovoltaïques, la mise en service des installations étant prévue de manière échelonnée jusqu'en 2030,

- de prendre acte de cette action.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à accomplir toutes les mesures visant à accompagner les acteurs du territoire dans cette démarche.

3°) Projet houlomoteur dans le sud-Aquitain (WAVEPI) :

considérant :

- l'étude initiée en 2019 par la Région Nouvelle-Aquitaine et la Communauté d'Agglomération Pays Basque (dans le cadre de la convention de Partenariat de l'estuaire de l'Adour - Axe 1 : favoriser le développement des énergies marines renouvelables – EnRM), afin d'étudier les conditions de faisabilité d'une ferme pilote houlomotrice (ou énergie de la houle) dans le Sud-Aquitain,
- le Partenariat d'Innovation correspondant mis en œuvre,
- le périmètre de ce projet, qui englobe le domaine maritime des Pyrénées-Atlantiques et des Landes, dans lequel 15 secteurs de 2 km² sont favorables au développement des EnRM au regard des critères retenus, et que sept zones concerneraient les Landes, entre Tarnos et Capbreton,

- d'approuver le choix du Département des Landes comme chef de file de la démarche susvisée pour le territoire avec les 2 Communautés de Communes landaises concernées (Maremne Adour Côte-Sud et Seignanx), le département pouvant alors à ce titre être doté d'un pôle « houlomoteur » et ainsi contribuer au mix énergétique du territoire.

- de solliciter les Communautés de Communes susvisées afin de co-construire le partenariat à intervenir dans ce cadre.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer la convention afférente.

- de donner délégation à la Commission Permanente pour acter la suite de cette démarche.

B - Déploiement du Contrat de Développement Territorial des énergies renouvelables thermiques :

considérant l'engagement du SYDEC, en partenariat avec le Département des Landes, auprès de l'ADEME pour soutenir le développement des installations de production de chaleur renouvelable via la mise en place d'un Contrat de Développement Territorial des énergies renouvelables thermiques (CDT EnR thermiques), afin d'accompagner le développement de groupes d'installations de chaleur renouvelable de taille modeste et financer, entre autres, des installations dont les productions sont unitairement inférieures au seuil d'éligibilité prévus par le règlement du Fonds Chaleur mais qui les atteignent lorsqu'elles sont additionnées,

compte tenu de l'étude de préfiguration de ce contrat menée par le SYDEC permettant d'identifier les projets qui seraient susceptibles d'émerger dans les années à venir,

considérant que le CDT EnR permettra, dès 2022, de faire bénéficier des porteurs de projet (collectivités) de subventions issues d'un dispositif de soutien financier au développement de la production renouvelable de chaleur tant sur les phases études que sur les phases travaux,

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer le Contrat de Développement Territorial des énergies renouvelables thermiques à intervenir.

III – Exemplarité du Département des Landes :

A - Bâtiments - Maîtrise de la consommation en énergie :

considérant :

- l'enjeu que représente aujourd'hui la lutte contre le réchauffement climatique, la diminution du coût énergétique et la maîtrise de la consommation de l'énergie,
- les objectifs fixés successivement par les lois Grenelle I et II, puis par la Loi relative à la Transition Energétique pour la Croissance Verte (LTECV) du 17 août 2015 qui imposent des obligations de performances énergétiques du patrimoine, des modalités opérationnelles de contrôle du respect de ces exigences ainsi que des sanctions en cas de non-respect de l'obligation de réduction de niveau de consommation d'énergie finale,

- les objectifs de performance énergétique pour les bâtiments tertiaires (réduction des consommations d'énergie finale d'au moins 40 % dès 2030, puis de 50 % en 2040 et 60 % en 2050, par rapport à 2010) s'appliquant notamment à toutes les collectivités dont les bâtiments, parties de bâtiment ou ensemble de bâtiments, ont une surface supérieure à 1 000 m², tels que définis par le décret n° 2019-771 du 23 juillet 2019, dit « *décret tertiaire* », pris en application de l'article 175 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant Evolution du Logement, de l'Aménagement et du Numérique (dite loi ELAN),
- les actions engagées, dans ce cadre, avec le SYDEC afin d'accompagner les démarches de conseil pour l'efficacité énergétique, pouvant porter sur l'établissement de diagnostic énergétique, l'audit énergétique de bâtiments, la gestion des Certificats d'Economie d'Energie (CEE) correspondant aux opérations éligibles et réalisées sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité et ensuite vendus, après négociation, à un « *Obligé* » (fournisseurs d'énergie) ou à un courtier,

compte tenu, en outre, de la nécessité, pour le Département, de renseigner d'ici le 30 septembre 2022, pour chaque bâtiment soumis à la réglementation, sa consommation annuelle ainsi que des paramètres d'usage sur une plateforme en ligne dite OPERAT qui délivrera en retour une attestation annuelle,

- de donner délégation à la Commission Permanente pour signer les conventions d'accompagnement de mise en conformité avec l'obligation réglementaire Eco Energie tertiaire et la mise à disposition de prestations de services énergies avec le SYDEC.

B - Mobilité :

1°) Plan de mobilité de l'administration (PDMA) :

considérant l'adoption du Plan triennal de mobilité de l'Administration 2021-2023 (délibération de l'Assemblée départementale n° Ea1⁽³⁾ du 7 mai 2021),

considérant, dans ce cadre, l'acquisition d'une flotte de vélos à destination des agents de la collectivité pour un usage professionnel (délibération de l'Assemblée départementale n° G 5 du 21 février 2020),

- de rappeler (délibération n° D 1 de l'Assemblée départementale – Budget Primitif 2022) que délégation est donnée à la Commission permanente pour définir et approuver la charte de bonnes pratiques en matière de déplacements des Elu(e)s à intervenir dans ce cadre.

2°) Renouvellement de la flotte de véhicules :

considérant l'obligation pour les collectivités territoriales et les intercommunalités qui gèrent, directement ou indirectement, un parc de plus de vingt véhicules automobiles d'un poids total autorisé en charge (PTAC) inférieur ou égal à 3,5 tonnes, de respecter une proportion de plus en plus importante, lors des renouvellements de véhicules, de véhicules à faibles émissions (moins de 60 g CO₂/km), (Loi de Transition Energétique pour la Croissance Verte (LTECV) du 17 août 2015 et la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) du 26 décembre 2019),

- de poursuivre l'intégration de véhicules plus propres dans la flotte du Département en l'accompagnant auprès des agents et élu(e)s utilisateurs, ces véhicules se conduisant différemment que des véhicules thermiques.

**C - Photovoltaïque :**

- de prendre acte de la poursuite du projet photovoltaïque en cours au sein d'une zone en friche sur une parcelle du Département, située sur la commune de Rion-des-Landes, et prévoyant l'installation de 1,7 MWc sur une surface de 1,6 ha.

D - Eco-conditionnalité des aides départementales :

considérant l'objectif d'éco-conditionnalité des aides aux collectivités, en concertation avec les autres financeurs, afin de favoriser la performance énergétique avec le recours aux EnR thermiques et au photovoltaïque en toiture mais également lors des rénovations et de la construction de bâtiments, d'équipements, ...

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à accomplir toutes les démarches relatives à l'élaboration de règles d'éco-conditionnalité des aides versées par le Département, en concertation avec les autres partenaires.

IV - Animation :

considérant les objectifs de la stratégie départementale de la transition énergétique nécessitant pilotage et animation afin que l'ensemble des partenaires s'engagent dans la durée pour la mise en œuvre des actions correspondantes,

- d'approuver l'organisation, en 2022, du 2nd forum de la transition énergétique permettant de suivre, avec l'ensemble des partenaires de la stratégie, l'avancement de la trajectoire énergétique, de partager les retours d'expériences, de suivre les engagements des partenaires, etc. avec un temps dédié au grand public, l'idée étant que chaque citoyen, à son niveau, s'approprie la stratégie de transition énergétique et prenne conscience de son rôle à jouer au quotidien.

*

* *

- d'autoriser M. le Président à accomplir ou poursuivre toutes les démarches afférentes à ces différentes opérations.

Le Président,

Xavier FORTINON

Envoyé en préfecture le 05/04/2022

Reçu en préfecture le 05/04/2022



ID : 040-224000018-20220331-E05_BP_2022-DE

ANNEXE

Commission "Environnement : transition écologique et énergétique"

ANNEXE I - DELIBERATION "TRANSITION ENERGETIQUE"

RECAPITULATIF DES INSCRIPTIONS BUDGETAIRES - BP

2022

INSCRIPTIONS BUDGETAIRES HORS AP

SECTION	CHAPITRE	FONCTION	INTITULE	Crédits 2022
FONCTIONNEMENT				
	65	738	Subventions EPCI	135 000
TOTAL				135 000
TOTAL GENERAL DEPENSES				135 000



DEPARTEMENT
DES LANDES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL en visio/audio conférence

Budget Primitif 2022

Réunion du 31 mars 2022

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

Président : M. Xavier FORTINON

N° E 6 Objet : DECHETS

Conseillers départementaux en exercice : 30

Votants : 30

(M. Olivier Martinez a donné pouvoir à Mme Monique Lubin)

(M. Julien Paris a donné pouvoir à Mme Patricia Beaumont)

Présents physiquement :

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédard, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

Présents en visio/audio conférence :

M. Christophe Labruyère, Mme Sylvie Péducasse.

Absents : M. Olivier Martinez, M. Julien Paris.

Résultat du Vote au scrutin public (Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 - articles 6 et 11 - et Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 - article 6 - telles que modifiées par la Loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021) :

POUR : 30 Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédard, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, M. Christophe Labruyère, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez (a donné procuration à Mme Monique Lubin), M. Julien Paris (a donné procuration à Mme Patricia Beaumont), Mme Sylvie Péducasse, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

**N° E 6****LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,**

VU le rapport de M. le Président du Conseil départemental ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et en particulier ses articles L 1111-10 et L 3232-1 et suivants ;

APRES PRESENTATION du rapport en Commission Environnement : transition écologique et énergétique ;

APRES en avoir délibéré,

DECIDE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES :**I – L'accompagnement des structures intercommunales compétentes :**

1°) Aide à la prévention et la collecte sélective des déchets ménagers et assimilés :

considérant la mutualisation, par les structures compétentes, des moyens de collecte des ordures ménagères et de collecte sélective,

considérant la volonté du Département de poursuivre son accompagnement uniquement sur le flux des déchets de collecte sélective (papiers, verre et emballages, ces derniers étant concernés par l'extension des consignes de tri en cours de déploiement sur le territoire départemental par les structures compétentes),

- de poursuivre, en 2022, l'action du Département en matière de prévention et collecte sélective des déchets ménagers et assimilés.

- de modifier le dispositif d'aide en matière de prévention et de collecte sélective des déchets ménagers et assimilés tel que figurant en annexe II et ne rendant plus éligible les véhicules de collecte.

- d'approuver le règlement départemental d'aide pour la prévention et la collecte sélective des déchets ménagers et assimilés ainsi modifié.

- de voter, au Budget Primitif 2022, une Autorisation de Programme 2022 n° 845 « *Déchets ménagers 2022* » d'un montant de 500 000 €, le Crédit de Paiement 2022 global s'élevant, au titre de cette AP nouvelle et des AP antérieures (2020 et 2021) pour l'aide à la prévention et à la collecte sélective des déchets ménagers et assimilés, à297 880,73 €

(Crédit de Paiement 2022 de l'AP 2022 n° 845 : 150 000 €).

2°) Aide pour la collecte des déchets de venaison :

dans le cadre de la régulation du gros gibier, mission d'intérêt général conduite par les chasseurs sur l'ensemble du territoire landais,

considérant la nécessité de limiter les risques sanitaires et épidémiologiques liés aux déchets issus de la chasse, en permettant de les stocker jusqu'au passage d'une société d'équarrissage.



- de prendre acte, conformément au règlement financier départemental, de la caducité de l'AP 2021 n° 788 « *Déchets de venaison 2021* ».

- de poursuivre, en 2022, l'action départementale en matière d'accompagnement de la mise en place de points de collecte mutualisés des déchets de venaison ;

- d'approuver le dispositif d'aides tel que prévu dans le règlement départemental « *d'aide pour la collecte des déchets de venaison* » tel que figurant en annexe III, étant précisé que :

- le taux d'intervention du Département est de 25 % pour les travaux de création de points de collecte (dalle béton, système de sécurisation, panneaux informatifs) et d'acquisition d'équipements de stockage (bac spécifique, chambre froide, congélateur) mutualisés,
- la subvention est plafonnée annuellement à 30 000 € par EPCI ;

- de voter, au Budget Primitif 2022, une Autorisation de Programme 2022 n° 838 « *Déchets de venaison 2022* » d'un montant de 80 000 €, le Crédit de Paiement 2022 s'élevant, au titre de cette AP nouvelle à 24 000 €

II – La prévention des déchets auprès des acteurs publics de la restauration collective et au sein de l'administration :

1°) Prévention des déchets – Plan Alimentaire Départemental Territorial « Les Landes au menu ! » :

compte tenu de la poursuite par le Département des Landes de l'opération de développement des plans de prévention des déchets dans les collèges, appelée « *L'Eco-Tribu, mon collège passe au vert* », comportant notamment un important volet de lutte contre le gaspillage alimentaire,

considérant en outre, afin d'accélérer la transition vers une alimentation saine, sûre et durable en restauration collective et à l'échelle des territoires, la poursuite et l'amplification par le Département des actions engagées avec un appui aux territoires, et notamment assurer un approvisionnement local en restauration collective au travers de la mise en œuvre d'un Plan alimentaire Départemental Territorial (PADT), appelé « *Les Landes au Menu !* »,

considérant (délibération de l'Assemblée départementale n° G 1 en date du 17 juillet 2020) la mise en place d'actions environnementales dans le cadre du PADT à destination des acteurs de la restauration collective : création d'un outil d'auto-évaluation du taux de gaspillage alimentaire ainsi que d'un kit de sensibilisation, organisation de sessions de formation sur la conduite d'un plan de lutte contre le gaspillage alimentaire, organisation des filières de valorisation locales de déchets organiques,

- d'inscrire, au Budget Primitif 2022, pour la mise en place des actions déjà engagées ou nouvelles du Plan Alimentaire Départemental Territorial à destination des acteurs de la restauration collective, un crédit global de 74 600,00 €



2°) Déchets de l'administration :

compte tenu de la nécessité de diminuer les impacts sur l'environnement des activités d'impression offset et numérique des services du Département,

considérant le contenu de l'adhésion à la marque Imprim'Vert® qui consiste :

- à valoriser et traiter les déchets dans les conditions propres à éviter pollutions et nuisances,
- à garantir l'absence de risque pour les opérateurs et de pollution des sols ou des réseaux (eaux usées et pluviales) en cas de fuite de contenant,
- au retrait des produits cancérigènes, mutagènes ou neurotoxiques des ateliers d'impression,
- à prendre conscience de la part importante que constituent les consommations énergétiques dans les charges de la collectivité et encourager la mise en œuvre d'actions de réduction de celles-ci,

considérant l'obtention depuis 2009 par le service Graphique du Département de la marque Imprim'Vert®,

considérant que l'adhésion à la marque fait l'objet d'une visite de contrôle tous les 3 ans et exige le renouvellement annuel de la signature de la charte,

considérant l'approbation des termes de la charte d'adhésion à la marque Imprim'Vert® pour la période 2021 à 2023 par délibération n° J 1/1 du 29 mars 2021,

- de m'autoriser à signer tous les actes et documents destinés à la mise en œuvre de la marque *Imprim'Vert*® au titre de l'année 2022.

3°) Acquisition de connaissances dans le domaine des déchets ménagers :

considérant :

- l'adhésion du Département à l'Association AMORCE à Lyon – Association loi 1901 spécialisée dans les domaines de l'énergie et des déchets (délibération de la Commission Permanente en date du 14 novembre 2005),
- le renouvellement de l'abonnement/formation sur le thème des déchets avec la SAS IDEAL Connaissances (délibération de l'Assemblée départementale n° G 2 en date du 14 avril 2011),

M. le Président du Conseil départemental ayant délégation, conformément à la délibération n° 5 du 1^{er} juillet 2021 pour renouveler les adhésions auprès des associations et libérer les cotisations correspondantes,

- d'inscrire, au Budget Primitif 2022, le crédit global correspondant de 5 800,00 €



*

*

*

- d'adopter le tableau récapitulatif de l'ensemble des Autorisations de Programme et des inscriptions budgétaires tel que présenté en annexe I. :

Le Président,

Xavier FORTINON



Commission "Environnement : transition écologique et énergétique" - BP -2022

ANNEXE - DELIBERATION "POLITIQUE DEPARTEMENTALE EN FAVEUR DE L'ENVIRONNEMENT" - DECHETS - RECAPITULATIF DES INSCRIPTIONS

BUDGETAIRES - DECHETS I - AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° de l'A.P.	INTITULE	CHAPITRE	FONCTION	AUTORISATIONS DE PROGRAMME					CREDITS DE PAIEMENT				
				AP ANTERIEURES ACTUALISEES (DM2 2021)	CP réalisés années antérieures	Ajustements BP 2022 - AP antérieures	Nouveau Montant AP au BP 2022 - AP antérieures et nouvelles	SOLDE AP AU 1 ^{ER} JANVIER 2022	CP ouverts au titre de 2022	CP ouverts au titre de 2023	CP ouverts au titre de 2024		
				(a)	(b)	(d)	(e)=(a)+(d)	(h)	* (h) = somme des CP 2022 à 2024				
562	COLLECTE ORDURES MENAGERES 2017	204	731	334 833,69	334 030,36	-803,33	334 030,36	0,00	0,00	0,00	0,00		
681	COLLECTE ORDURES MENAGERES 2019			212 336,98	209 835,98	-2 501,00	209 835,98	0,00	0,00	0,00			
730	COLLECTE ORDURES MENAGERES 2020			370 000,00	339 999,27	0,00	370 000,00	30 000,73	25 900,73	4 100,00	0,00		
	- Subvention Communes et EPCI p/ études			370 000,00	339 999,27	0,00	370 000,00	30 000,73	25 900,73	4 100,00	0,00		
796	COLLECTE ORDURES MENAGERES 2021			370 000,00	193 612,09	0,00	370 000,00	176 387,91	121 980,00	54 407,91	0,00		
	- Subvention Communes et EPCI p/ études			370 000,00	193 612,09	0,00	370 000,00	176 387,91	121 980,00	54 407,91	0,00		
845	DECHETS MENAGERS 2022			0,00	0,00		500 000,00	500 000,00	150 000,00	150 000,00	200 000,00		
	Sous-total Prévention et Collecte sélective des déchets ménagers et assimilés			1 287 170,67	1 077 477,70	-3 304,33	1 283 866,34	706 388,64	297 880,73	208 507,91	200 000,00		
788	DECHETS DE VENAISON			80 000,00	0,00	-80 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		
838	DECHETS DE VENAISON 2022			0,00	0,00		80 000,00	80 000,00	24 000,00	24 000,00	32 000,00		
TOTAL				1 367 170,67	1 077 477,70	-83 304,33	1 283 866,34	786 388,64	321 880,73	232 507,91	232 000,00		
AP soldée ou caduque													
AP nouvelle													

II - INSCRIPTIONS BUDGETAIRES HORS AP

II - 1) Dépenses

SECTION	CHAPITRE	FONCTION	INTITULE	Crédits 2022
Fonctionnement	011	731	Prévention des déchets - PADT	74 600
			Acquisition de connaissances	5 800
			TOTAL DEPENSES FONCTIONNEMENT	
				TOTAL GENERAL DEPENSES



AIDE POUR LA PREVENTION ET LA COLLECTE SELECTIVE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES

I – SOUTIEN AUX COLLECTIVITES LOCALES

Article 1^{er} : Objet

Une aide du Département est accordée aux Communes ou aux groupements de Communes pour la prévention et la collecte sélective des déchets ménagers et assimilés.

Les modalités d'intervention présentées ci-après s'entendent dans la limite de l'enveloppe budgétaire votée annuellement par l'Assemblée départementale.

Article 2 : Conditions générales d'éligibilité

Pour être recevable, le dossier sollicitant l'aide du Département devra être déposé avant tout investissement ou démarrage des travaux et comporter l'ensemble des pièces mentionnées à l'article 3.

Une autorisation de démarrage anticipé des opérations pourra le cas échéant être sollicitée préalablement à la décision d'attribution de subvention et sa délivrance ne présagera en rien de l'issue qui sera donnée à la demande de subvention.

Article 3 : Dossier de demande

Le dossier de demande de subvention doit être adressé à Monsieur le Président du Conseil départemental et doit comprendre :

- le descriptif technique de l'opération, faisant apparaître ses objectifs ainsi que son échéancier,
- le devis estimatif ou acte d'engagement et détail quantitatif estimatif du (des) marché(s),
- le plan de financement prévisionnel,
- la délibération de l'assemblée délibérante de la Commune ou de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale décidant la réalisation de l'opération et sollicitant les financeurs,
- une attestation sur l'honneur de premier investissement pour les véhicules de collecte sélective,
- le dernier rapport annuel connu sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets.

Tout dossier incomplet sera jugé irrecevable.

Article 4 : Modalités de calcul de la subvention

Article 4.1 - Etudes

Le taux de subvention applicable aux études relatives à la prévention et la gestion des déchets ménagers et assimilés est de 20 % du montant HT.

Article 4.2 - Prévention

Les taux de subvention, applicables au coût hors taxes des dépenses liées à la prévention des déchets, sont les suivants :

- Compostage individuel et collectif en pied d'immeuble :
 - Composteurs de jardin : 35 %
 - Composteurs d'appartement : 35 %

Les composteurs, exclusivement en matériaux dérivés d'une ressource renouvelable, doivent être certifiés (ou en cours de certification) NF Environnement. Ceux en bois doivent répondre aux certifications Program for Enhancement of Forest Certification (PEFC) ou Forest Stewardship Council (FSC) ou toute autre équivalence.

- Opérations pilotes de réduction des déchets comprenant la fourniture de matériel : 35 %
La subvention annuelle étant plafonnée à 7 000 €.

Quelques exemples de matériel pouvant être financé dans ce cadre sont présentés ci-dessous (liste non exhaustive) :

Opération pilote	Matériel associé
Ménages référents / foyers ou écoles témoins	Fourniture d'un kit (peson, cabas, carafe,...)
Test des couches lavables en crèche ou maison de retraite	Fourniture de couches lavables, des poubelles adaptées,...
Administrations et collectivités exemplaires	Fourniture de matériel de tri des déchets dangereux, de matériel réutilisable (gobelets, lave-verre,...)
Manifestation responsable	Fourniture de gobelets réutilisables, vaisselle biodégradable,...
Sensibilisation en milieu scolaire	Fourniture d'une mallette pédagogique

Article 4.3 - Collecte sélective

Les taux de subvention, applicables au coût hors taxes des investissements, sont les suivants :

- Collecte sélective des matériaux recyclables : 35 %

Les véhicules de collecte ne sont pas éligibles aux aides départementales.

- Equipement des déchetteries pour la collecte des déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI), des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), des déchets ménagers spéciaux (DMS) et des déchets réutilisables/réemployables: 35 %

L'aide ne sera attribuée que dans le cas d'un premier investissement.

Le montant des travaux s'entend hors divers imprévus et honoraires.



Article 5 : Modalités d'attribution de la subvention

La demande de subvention sera soumise aux fins de décision attributive à la Commission Permanente du Département.

Un arrêté attributif de subvention sera pris en application de cette décision et précisera les modalités de versement de l'aide départementale.

Article 6 : Libération de la subvention

La demande de versement de subvention devra être adressée à Monsieur le Président du Conseil départemental.

Le versement de la subvention interviendra au prorata des dépenses effectivement réalisées et sur production :

- des factures justificatives du total des dépenses et/ou du décompte général et définitif visé par le comptable public,
- du rapport final pour les études,
- de tout autre document mentionné dans l'arrêté attributif.

Article 7 : Annulation de la subvention

Tout changement d'affectation de la subvention du Département sans accord de ce dernier en entraînera son annulation et le cas échéant son reversement.

Article 8 : Contrôle

Le contrôle de l'exécution des opérations est effectué par le Service Milieux Aquatiques de la Direction de l'Environnement du Conseil départemental.

ANNEXE III

REGLEMENT DEPARTEMENTAL

AIDE POUR LA COLLECTE DES DECHETS DE VENAISON

Préambule

La régulation du gros gibier constitue un enjeu important dans les Landes et génère une grande quantité de déchets issus de la dépouille, de la découpe et de l'éviscération du gibier.

Pour des raisons sanitaires évidentes de réduction des risques épidémiologiques notamment, la collecte et le traitement de ces déchets a commencé à se structurer dans les Landes.

C'est pourquoi le Département, en partenariat technique avec la Fédération des Chasseurs des Landes, souhaite accompagner les Groupements de Communes mettant en place un dispositif de collecte mutualisée de ces déchets et leur apporter un soutien financier à l'investissement.

Les modalités d'intervention présentées ci-après s'entendent dans la limite de l'enveloppe budgétaire votée annuellement par l'Assemblée départementale.

I – SOUTIEN AUX GROUPEMENTS DE COMMUNES

Article 1^{er} : Objet

Une aide du Département est accordée aux Groupements de Communes pour la mise en place de points de collecte mutualisés des déchets de venaison.

Article 2 : Conditions générales d'éligibilité

Pour être recevable, le dossier sollicitant l'aide du Département devra être déposé avant tout investissement ou démarrage des travaux et comporter l'ensemble des pièces mentionnées à l'article 3.

Une autorisation de démarrage anticipé des opérations pourra le cas échéant être sollicitée préalablement à la décision d'attribution de subvention, mais sa délivrance ne présagera en rien de l'issue qui sera donnée à la demande de subvention.

Article 3 : Dossier de demande

Le dossier de demande de subvention doit être adressé à Monsieur le Président du Conseil départemental et doit comprendre :

- le descriptif technique de l'opération, faisant apparaître ses objectifs ainsi que son échéancier,
- le devis estimatif ou acte d'engagement et détail quantitatif estimatif du (des) marché(s),
- le plan de financement prévisionnel,

- la délibération de l'assemblée délibérante du Groupement de Communes décidant la réalisation de l'opération, fixant le coût d'objectif et le plan de financement prévisionnels et sollicitant les financeurs,
- le rapport mentionnant l'avis technique favorable de la Fédération des Chasseurs des Landes.

Tout dossier incomplet sera jugé irrecevable.

Article 4 : Modalités de calcul de la subvention

Les taux de subvention, applicables au coût hors taxes des dépenses liées à la mise en place des points de collecte mutualisés des déchets de venaison, sont les suivants :

- travaux de création d'un **point de collecte mutualisé** (dalle béton, système de sécurisation, panneaux informatifs) : 25 %
- acquisition d'**équipements de stockage mutualisés** (bac spécifique, chambre froide, congélateur) : 25 %

la subvention annuelle étant plafonnée à 30 000 € par EPCI.

Les extensions de réseau électrique, d'eau potable, d'assainissement éventuellement nécessaires à la mise en place de ces dispositifs ne sont pas prises en compte.

Le montant des travaux s'entend hors divers imprévus et honoraires.

Article 5 : Modalités d'attribution de la subvention

La demande de subvention sera soumise aux fins de décision attributive à la Commission Permanente du Département.

Un arrêté attributif de subvention sera pris en application de cette décision et précisera les modalités de versement de l'aide départementale.

Article 6 : Libération de la subvention

La demande de versement de subvention devra être adressée à Monsieur le Président du Conseil départemental.

Le versement de la subvention interviendra au prorata des dépenses effectivement réalisées et sur production :

- du décompte général et définitif visé par le comptable public, le Conseil départemental se réservant le droit de demander la communication des factures justificatives,
- du plan de financement définitif visé du Président,
- de tout autre document mentionné dans l'arrêté attributif.

Article 7 : Annulation de la subvention

Tout changement d'affectation de la subvention du Département sans accord de ce dernier en entraînera son annulation et le cas échéant son reversement.

Article 8 : Contrôle

Le contrôle de l'exécution des opérations est effectué par le Service Milieux Aquatiques de la Direction de l'Environnement du Conseil départemental.

DEPARTEMENT
DES LANDES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL en visio/audio conférence

Budget Primitif 2022

Réunion du 31 mars 2022

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

Président : M. Xavier FORTINON

N° E 7 Objet : AGIR ET INFORMER, SENSIBILISER AUX ENJEUX DU DEVELOPPEMENT
DURABLE SUR LE TERRITOIRE

Conseillers départementaux en exercice : 30

Votants : 30

(M. Olivier Martinez a donné pouvoir à Mme Monique Lubin)

(M. Julien Paris a donné pouvoir à Mme Patricia Beaumont)

Présents physiquement :

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédar, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo,
Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière,
Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie,
M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety,
M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet,
M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, Mme Muriel Lagorce,
Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin,
Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue,
M. Boris Vallaud.

Présents en visio/audio conférence :

M. Christophe Labruyère, Mme Sylvie Péducasse.

Absents : M. Olivier Martinez, M. Julien Paris.

Résultat du Vote au scrutin public (Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 - articles 6 et 11 -
et Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 - article 6 - telles que modifiées par la Loi n° 2021-
1465 du 10 novembre 2021) :

POUR : 30 Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédar, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo,
Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière,
Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie,
M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety,
M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet,
M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, M. Christophe Labruyère,
Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade,
Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez (a donné procuration à Mme Monique
Lubin), M. Julien Paris (a donné procuration à Mme Patricia Beaumont),
Mme Sylvie Péducasse, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis,
Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

**N° E 7****LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,**

VU les actions menées par le Département dans le domaine de la sensibilisation à l'environnement et pour la mise en œuvre de politiques du développement durable ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de l'Environnement tel que modifié par la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'environnement et la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la Transition énergétique pour la croissance verte ;

VU le rapport de M. le Président du Conseil départemental ;

APRES PRESENTATION du rapport en Commission Environnement : transition écologique et énergétique ;

APRES en avoir délibéré,

DECIDE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES :**I – Agir en faveur du développement durable du territoire :**

1°) Plan Climat Air Energie-Territorial (PCAET) du Département des Landes :

Considérant l'adoption par l'Assemblée départementale du Plan-Climat-Energie Territorial (PCET) 2015-2020 par délibération n° F 3 du 3 novembre 2014 conformément aux dispositions prévues par la Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement national pour l'Environnement, dite Grenelle 2, et ses décrets d'application,

compte tenu de la Loi n° 2015-992 du 17 août 2015 (article 788) relative à la Transition Energétique pour la Croissance Verte par laquelle le Département n'est plus soumis à l'élaboration d'un tel plan mais doit effectuer un bilan actualisable tous les trois ans des émissions de gaz à effet de serre liées à son activité dans le cadre de la mise en œuvre de ses compétences et la gestion de son patrimoine, ainsi qu'à un plan d'actions afférent visant à les réduire (articles L 229-25 et R 229-47 du Code de l'Environnement),

considérant l'adoption par l'Assemblée départementale, par délibération n° G 1 du 27 juin 2016, des nouvelles orientations de son PCET fondé sur un bilan des émissions de gaz à effet de serre actualisé avec les données de 2014 (le premier datant de 2011) et intégrant les enjeux liés à la qualité de l'air, le PCET étant devenu ainsi un Plan Climat-Air-Energie Territorial (PCAET),

a) Volet départemental :

- d'inscrire, au Budget Primitif 2022, dans le cadre de l'actualisation du bilan des émissions de gaz à effet de serre, du bilan du Plan Climat Air-Energie Territorial 2015-2020 du Département et de la définition d'un nouveau plan d'actions, un crédit de 12 000 €



- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à accomplir les démarches correspondantes et à signer tout document afférent, étant précisé que la présentation du bilan susvisé et du nouveau plan d'actions se feront à l'occasion d'une prochaine séance de l'Assemblée départementale.

b) Volet territorial :

considérant que le PCAET prévoit aussi des actions liées à la mise en œuvre des compétences et politiques publiques du Département afin de soutenir les démarches de développement durable des territoires,

considérant les orientations des programmes locaux en faveur du développement durable, la nécessité de conforter celles-ci et de les coordonner avec les engagements départementaux,

- d'accompagner les démarches de développement durable définies à l'échelle territoriale.

- de voter, au Budget primitif 2022, une Autorisation de Programme 2022 n° 849 « *Soutien aux démarches développement durable du territoire* » d'un montant de 100 000 €, le crédit de paiement 2022 s'élevant, au titre de cette AP nouvelle à 30 000 €

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à accomplir toutes les démarches correspondantes et à signer tout document afférent.

2°) Renouvellement d'adhésion à l'Association Atmo Nouvelle-Aquitaine – Cotisation 2022 :

considérant :

- l'adhésion du Département à l'association Atmo Nouvelle-Aquitaine (anciennement AIRAQ) en 2002 (délibération n° F 5 du Conseil général du 7 février 2002), permettant ainsi au Département de bénéficier d'expertises, d'outils d'information et de communication,
- l'action départementale en matière de qualité de l'air au travers de son PCAET 2015-2020 adopté par délibération de l'Assemblée départementale n° F 3 du 3 novembre 2014 et des démarches engagées à l'image de la politique départementale de la mobilité, du futur plan d'actions afférent à l'actualisation du bilan des émissions de gaz à effet de serre,...

- d'inscrire, au Budget Primitif 2022, au titre de la cotisation 2022 du Département des Landes à l'association Atmo Nouvelle-Aquitaine, un crédit de 20 000 €

délégation étant donnée à M. le Président du Conseil départemental pour libérer le crédit nécessaire au renouvellement d'adhésion du Département des Landes à cette structure et à signer tout document afférent, conformément à la délibération n° 5 du Conseil départemental en date du 1^{er} juillet 2021.

3°) Poursuite du partenariat avec le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) des Landes dans le cadre de la Convention d'objectifs partenariale pluriannuelle 2021-2023 :

considérant les missions de service public déployées par le CAUE (association départementale chargée de promouvoir la qualité de l'architecture, de l'urbanisme et de l'environnement) auprès des collectivités et des particuliers,

considérant que, œuvrant à concilier les intérêts de l'aménagement de l'espace (architecture, urbanisme, paysage) avec ceux de l'environnement et du patrimoine, l'action du CAUE est essentielle et complémentaire aux politiques portées par le Département (patrimoine naturel, forêt, agriculture, plans climat-air-énergie, itinérances douces, traversées de bourgs, aménagement et équipement des communes, gestion différenciée des espaces publics, etc.),

compte tenu, dans le cadre de cette approche croisée et coordonnée des missions de service public par le CAUE et le Département, d'une première convention de partenariat établie entre les deux structures pour la période 2015-2017, d'une seconde convention d'objectifs partenariale pluriannuelle pour la période allant de 2018 à 2020 (délibération de la Commission permanente n° 5 du 15 juin 2018) puis d'une troisième convention d'objectifs partenariale pluriannuelle 2021-2023 actée par délibération de l'Assemblée départementale n° G 7 du 7 mai 2021 permettant de réaffirmer les missions du CAUE et aussi ses moyens d'actions,

considérant que le budget du CAUE des Landes dépend à plus de 85 % de la part de la Taxe d'Aménagement prélevée par le Département et reversée au CAUE (0,3 % sur un taux global de 2,5 % - délibération de l'Assemblée départementale n° G 5 du 20 mars 2017),

- de prendre acte de l'engagement partenarial entre le Département et le CAUE dans le cadre d'une convention pluriannuelle 2021-2023 qui identifie en particulier les missions de service public déployées par le CAUE auprès des collectivités et des particuliers, les indicateurs de mesure d'activité et d'évaluation des missions du CAUE, ainsi que les conditions administratives et financières du partenariat.

II – Informer, sensibiliser aux enjeux du développement durable et d'éducation à l'environnement :

1°) Actions du Département en maîtrise d'ouvrage directe :

considérant la volonté du Département de rendre le terme développement durable appropriable et compréhensible par tout type de public, de participer activement à l'éducation des scolaires notamment, de développer en maîtrise d'ouvrage directe la création de supports pédagogiques ainsi que tout type de manifestations et événementiels destinés à informer tout public (grand public, scolaires, étudiants, techniciens, élus, agents des collectivités locales...) et de prendre en compte les enjeux liés à la protection de l'environnement et au développement durable des territoires,

considérant l'élaboration et la diffusion d'informations techniques auprès des acteurs du territoire et la participation du Département à différentes manifestations locales,

- de se prononcer favorablement sur le principe de la mise en œuvre du programme prévisionnel 2022 d'information et de sensibilisation à l'environnement, qui comporte en particulier les actions suivantes :

- Patrimoine Naturel et Biodiversité : mise en ligne sur internet d'un calendrier départemental des animations « *nature* » dans les Landes, programme d'animations « *nature* » proposé aux établissements d'enseignement, écriture d'un carnet de voyage sur l'Adour, conférences, journées techniques, etc., notamment sur la thématique de la gestion des rivières,
- Réduction des déchets et prévention des pollutions : poursuite de la mise en œuvre du programme « *L'éco-tribu : mon collègue passe au vert* », etc.,
- Littoral : accompagnement des actions portées par le Syndicat Mixte du Littoral Landais (SMLL) dans la conduite des chantiers citoyens de nettoyage manuel du littoral, campagne estivale « *J'aime ma Plage* », etc.,
- Transition énergétique : organisation de la 2^{ème} édition du forum départemental de la transition énergétique pour les partenaires techniques de la stratégie départementale et pour le grand public ; et pour les collégiens et dans le cadre de la continuité des actions mises en œuvre dans le Plan Alimentaire départemental Territorial « *Les Landes au menu !* », développement d'un projet de sensibilisation sur la transition énergétique, à savoir les gestes et les comportements à adopter pour une réduction potentielle des consommations d'eau et d'énergie (chauffage, électricité, informatique...), etc.,
- Organisation de manifestations diverses : conférences, journées techniques, rencontres, etc.,

- d'inscrire, au Budget Primitif 2022, en matière d'information et de sensibilisation au développement durable, un crédit global (frais de communication, de transport, de réception, d'insertion, financiers...), de 78 500 €

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer tous les documents à intervenir dans ce cadre et notamment toutes conventions ou contrats relatifs aux droits de reproduction, de partenariats (dont mécènes) ou d'utilisation de tout support de communication (illustrations, photos, images...).

2°) Subventions aux structures œuvrant en matière de démarches de développement durable, de sensibilisation et d'éducation à l'environnement :

compte tenu de l'intérêt des démarches de développement durable et de sensibilisation et/ou d'éducation à l'environnement de différentes structures du territoire, aussi bien sur des projets annuels que des opérations évènementielles,

- de se prononcer favorablement sur le principe de la mise en œuvre, en 2022, des actions suivantes :

- réactualisation du guide de promotion des acteurs de l'éducation à l'environnement sur le département des Landes, la 1^{ère} édition papier datant de 2007 et la seconde version numérique datant de 2015,
- organisation des assises départementales (les précédentes datant de décembre 2018),
- poursuite des travaux sur l'élaboration d'un règlement d'intervention pour l'accompagnement des structures.



- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit global, correspondant à ces actions, de 102 800 €

- de donner délégation à la Commission Permanente pour définir les modalités d'attribution des aides, attribuer les aides correspondantes, au vu des dossiers présentés par les différentes structures et approuver les conventions ou tout type de documents à intervenir dans ce cadre.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à accomplir toutes les démarches correspondantes et à signer tout document afférent.

*

*

*

- d'adopter le tableau récapitulatif de l'ensemble des inscriptions budgétaires tel que présenté en annexe (annexe financière).

Le Président,

Xavier FORTINON

**Commision "Environnement : transition écologique et énergétique" ANNEXE -
 DELIBERATION "SOUTENIR LE DEVELOPPEMENT DURABLE DU TERRITOIRE"
 RECAPITULATIF DES INSCRIPTIONS BUDGETAIRES - BP 2022**

Envoyé en préfecture le 05/04/2022

Reçu en préfecture le 05/04/2022



ID : 040-224000018-20220331-E07_BP_2022-DE

I - AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° de l'A.P.	INTITULE	CHAPITRE	FONCTION	AUTORISATIONS DE PROGRAMME				
				AP ANTERIEURES ACTUALISEES (DM2 2021)	CP réalisés années antérieures	Ajustements BP 2022 - AP antérieures	Nouveau Montant AP au BP 2022 - AP antérieures et nouvelles	SOLDE AP AU 1 ^{ER} JANVIER 2022
				(a)	(b)	(d)	(e)=(a)+(d)	(h)
800	Soutien aux démarches Développement Durable du territoire - 2021	204	738	100 000,00	1 200,00	-98 800,00	1 200,00	0,00
849	Soutien aux démarches Développement Durable du territoire - 2022						100 000,00	100 000,00
TOTAL				100 000,00	1 200,00	-98 800,00	101 200,00	100 000,00
AP soldée								
AP nouvelle								

CREDITS DE PAIEMENT **		
CP ouverts au titre de 2022	CP ouverts au titre de 2023	CP ouverts au titre de 2024
* (h) = somme des CP 2022 à 2024		
0,00	0,00	0,00
30 000,00	30 000,00	40 000,00
30 000,00	30 000,00	40 000,00

II - INSCRIPTIONS BUDGETAIRES HORS AP

SECTION	CHAPITRE	FONCTION	INTITULE	Crédits 2022	
FONCTIONNEMENT	011	738			
			Agir en faveur du développement durable des territoires	32 000	
			Supports de médiation et manifestation, évènementiels		
	65		Subventions aux associations œuvrant en matière d'éducation à l'environnement	88 000	
			Projets pédagogiques Ets scolaires	1 700	
			Subventions aux EPCI œuvrant en matière d'éducation à l'environnement	3 100	
			Mise en œuvre charte PNRLG (Parc Naturel Régional Landes de Gascogne)	10 000	
	65		Sous-total chapitre 65	102 800	
	011		Frais de transport	5 000	
			Frais de communication en environnement	62 000	
			Frais de réception	3 500	
			Frais d'insertion	7 000	
	011		Sous-total chapitre 011	77 500	
	67		01	Frais financiers	1 000
	67			Sous-total chapitre 67	1 000
		Supports de médiation et manifestations, évènementiels		181 300	
	TOTAL			213 300	
TOTAL GENERAL DEPENSES			243 300		



DEPARTEMENT
DES LANDES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL en visio/audio conférence

Budget Primitif 2022

Réunion du 31 mars 2022

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

Président : M. Xavier FORTINON

N° F 1 Objet : MODERNISATION DES EXPLOITATIONS LANDAISES ET ACCOMPAGNEMENT
A LA TRANSITION AGROECOLOGIQUE

Conseillers départementaux en exercice : 30

Votants : 30

(Mme Monique Lubin a donné pouvoir à M. Boris Vallaud)
(M. Olivier Martinez a donné pouvoir à M. Boris Vallaud)
(M. Julien Paris a donné pouvoir à Mme Patricia Beaumont)

Présents physiquement :

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédar, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo,
Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière,
Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie,
M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety,
M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet,
M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, Mme Muriel Lagorce,
Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Salima Sensou,
Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

Présents en visio/audio conférence :

M. Christophe Labruyère, Mme Sylvie Péducasse.

Absents : Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris.

Résultat du Vote au scrutin public (Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 - articles 6 et 11 -
et Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 - article 6 - telles que modifiées par la Loi n° 2021-
1465 du 10 novembre 2021) :

POUR : 30 Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédar, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo,
Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière,
Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie,
M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety,
M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet,
M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, M. Christophe Labruyère,
Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade,
Mme Monique Lubin (a donné procuration à M. Boris Vallaud), M. Olivier Martinez
(a donné procuration à M. Boris Vallaud), M. Julien Paris (a donné procuration à
Mme Patricia Beaumont), Mme Sylvie Péducasse, Mme Salima Sensou,
Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

**N° F 1****LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,**

VU la convention-cadre 2017-2020 fixant les conditions d'intervention du Département des Landes en complément de celle de la Région en matière de développement économique pour les secteurs agricole, sylvicole et piscicole signée le 23 juin 2017, ainsi que ses différents avenants ;

VU le rapport de M. le Président du Conseil départemental ;

APRES PRESENTATION du rapport en Commission Agriculture et Forêt ;

APRES en avoir délibéré,

DECIDE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES :**I/ Modernisation des exploitations et des filières - Maintien de la performance économique de l'agriculture landaise :****1°) Modernisation des élevages en Agriculture - Plan de compétitivité et d'adaptation des exploitations / Plan de Modernisation des Elevages (PCAE/PME) :**

considérant que, pour 2022, les modalités de financements et les taux maximum d'aides publiques n'ont pas encore été fixées,

- de reconduire le dispositif d'accompagnement à la modernisation des élevages dont les modalités sont régies par l'article 3 du règlement.

- de clôturer l'AP 2021 n° 757 (PCAE 2021).

- de voter, pour la gestion des effluents, l'AP nouvelle n° 828 (PCAE 2022) d'un montant de 100 000 €, l'échéancier des Crédits de Paiement figurant en Annexe I.

- d'inscrire au titre de cette action un Crédit de Paiement 2022 global de 992 500 € (Annexe I).

2°) Petits investissements en élevages bovins, ovins, caprins, asins et chevaux lourds :

considérant les besoins en investissements ponctuels des filières qui ne sont pas éligibles au titre du programme PCAE/PME et au Programme de Développement Rural Aquitaine (PDRA),

- de reconduire ce dispositif d'accompagnement dont les modalités sont régies par l'article 4 du règlement et d'inscrire un crédit de 80 000 € au Budget Primitif 2022.

3°) Modernisation des exploitations sous SIQO (signes d'identification de la qualité et de l'origine) :

considérant que le Département participe, en lien avec sa politique sur les productions de qualité, à la modernisation des exploitations agricoles en vue d'accompagner leur engagement dans les démarches qualité, d'améliorer les conditions de travail et de production sur l'exploitation ainsi que l'état sanitaire et la bien traitance animale,

étant précisé que :

- sont concernées les palmipèdes à foie gras, mais également les filières asperges, kiwi et armagnac ;
- dans l'attente des conclusions de l'étude menée par le CEREMA sur la problématique du déperissement, le Département continue d'accorder une aide à la plantation de kiwis, en dehors des parcelles impactées par ce déperissement, aux agriculteurs qui souhaitent diversifier leur système de production par l'introduction d'une culture pérenne ou consolider leur atelier en s'engageant dans une démarche de qualité et de diversification visant à valoriser le produit,
- de reconduire les dispositifs d'aides à la modernisation des exploitations sous SIQO qui relèvent de l'article 5 du règlement et d'inscrire un crédit de 196 500 € au Budget Primitif 2022.

4°) Plan apicole départemental :

étant rappelé le Département a créé en 2014 un plan apicole qui se traduit notamment par la mise en place d'un dispositif d'aides aux investissements en apiculture, destiné au maintien et au repeuplement du cheptel d'abeilles par les apiculteurs non professionnels,

- de reconduire ce dispositif d'aides aux investissements en apiculture relevant de l'article 6 du règlement et d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit de 1 500 €.

5°) Diagnostics bovins lait et viande :

considérant que les dispositifs interviennent en appui des producteurs dans la conduite de leur atelier d'élevage au titre de l'amélioration du résultat global et de la viabilité des exploitations,

- de poursuivre ce dispositif relevant de l'article 7 du règlement et d'inscrire un crédit de 26 200 € au Budget Primitif 2022.

6°) Qualité sanitaire des élevages :

considérant que le Département soutient une politique de garantie sanitaire à travers différentes actions concernant les élevages bovins et ovins, les volailles (poulets ou canards gras), l'apiculture et l'aquaculture,

- de reconduire ce soutien et d'inscrire un crédit de 313 500 € au Budget Primitif 2022.
- de donner délégation à la Commission Permanente pour examiner les dossiers et attribuer les subventions.

II/ Transition agroécologique - Adaptation des exploitations agricoles au changement climatique et aux enjeux environnementaux :

1°) Gestion Qualitative de l'eau :

a) Convention Cadre Agriculture Environnement (CCAEE) :

considérant :

- la délibération n° D2 du 6 mai 2021 par laquelle l'Assemblée Départementale a approuvé la convention de partenariat 2021-2022 pour favoriser le développement durable de l'agriculture landaise ainsi que pour concilier performance économique et environnementale des exploitations agricoles ;

- que ce partenariat technique en faveur de la prévention des pollutions ponctuelles et diffuses d'origine agricole se décline en plusieurs thématiques : transition agroécologique (gestion qualitative de l'eau), transition énergétique, innovation, gestion quantitative de l'eau, économies d'énergie et énergies renouvelables, mises en valeur agricole des déchets, etc. ;

- que les actions proposées ont pour objectif de préparer et d'accompagner les exploitants landais dans les évolutions de pratiques engendrées par la réglementation européenne, par le changement climatique et/ou par des enjeux environnementaux spécifiques,

- de poursuivre et d'amplifier les actions générales de prévention des pollutions ponctuelles et diffuses classiques.

- d'inscrire un crédit de 319 668 € au Budget Primitif 2022.

- de donner délégation à la Commission Permanente pour l'attribution des subventions, l'approbation de tout avenant à la convention cadre et de toute convention annuelle d'application à intervenir.

b) Accompagnement technique au changement des pratiques agricoles sur les aires d'alimentation de captages (AAC) prioritaires :

considérant les études de délimitation de captages sur les secteurs d'Orist et de Pujo-le-Plan/Saint-Gein (Arbouts), effectuées par le Syndicat EMMA et le SYDEC et achevées en 2018,

étant rappelé que le PAT de Pujo-le-Plan/Saint-Gein (programme Re-Sources) a été signé, notamment par le Département, le 22 mars 2021 et qu'il porte principalement sur la réduction de la pression phytosanitaire sur la nappe, la limitation des transferts de nitrates, la régression, voire la suppression, des pollutions ponctuelles, le partage d'informations et la communication,

considérant que le PAT d'Orist est en cours d'élaboration mais connaît des difficultés de mise en place,

étant rappelé que pour compléter ces PAT et dans un souci d'adaptation des pratiques au sein des exploitations landaises de polycultures / élevage, le Département a souhaité proposer un autre accompagnement financier aux changements de pratiques et a ainsi déposé, fin juillet 2020, auprès du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, un dossier de demande de notification à l'Union Européenne de cinq Mesures Agri Environnementales et Climatiques (MAEC),

- Appui technique à la mise en œuvre de nouvelles pratiques dans les AAC (Convention captages prioritaires)

afin de poursuivre les actions non prises en charge par le programme Re-Sources à Pujo-le-Plan/Saint-Gein dans l'attente de la mise en place des MAEC d'une part et de maintenir des actions dans l'AAC d'Orist dans l'attente de l'élaboration du PAT d'autre part,

- d'inscrire un crédit de 25 704 € au Budget Primitif 2022.

- de donner délégation à la Commission Permanente pour approuver les termes de la convention captages prioritaires 2022 et attribuer les aides afférentes.

- Accompagnement technique au changement des pratiques agricoles dans le cadre des PAT de Pujo-le-Plan/Saint-Gein et d'Orist (Programmes Re-Sources)

le Département étant sollicité sur une participation financière au titre de plusieurs actions cofinancées par l'Agence de l'Eau Adour Garonne (50 à 60 %), la Région au titre du programme Re-Sources (10 %) et par le Syndicat AEP (autofinancement),

considérant la délibération n° D2 du 6 mai 2021, par laquelle l'Assemblée Départementale a validé le principe d'un cofinancement sur les actions individuelles et collectives au taux de 15 %,

- d'inscrire, dans le cadre de ce cofinancement, un crédit de 70 000 € au Budget Primitif 2022, étant rappelé que la Commission Permanente a délégué pour approuver le contrat Re-Sources avec EMMA pour le PAT d'Orist.

- de donner délégation à la Commission Permanente pour attribuer les subventions aux différents partenaires intervenant pour mener à bien les actions cofinancées par le Département.

- Mise en œuvre de cinq Mesures Agri Environnementales et Climatiques (MAEC)

étant rappelé le dépôt, fin juillet 2020, d'un dossier de demande de notification à l'Union Européenne de cinq MAEC, portant sur la réduction ou l'abandon des herbicides, la gestion des couverts, les systèmes herbagers (création ou maintien de prairies), les bandes tampons pour limiter les transferts, la bonification conversion agriculture biologique et le maintien agriculture biologique,

le budget prévisionnel sur 10 ans étant de 4 327 000 €,

considérant qu'à court terme, ces mesures seront cofinancées par l'Agence de l'Eau Adour Garonne, et qu'à moyen terme, pour la programmation FEADER 2023-2027, ce dossier est force de proposition pour les futures AAC et les futures mesures surfaciques nationales pour un financement Etat/Union Européenne,

- d'inscrire 30 000 € au Budget Primitif 2022 dans le cadre de ces MAEC.

- de donner délégation à la Commission Permanente pour approuver tout contrat ou convention relatif à ce dispositif ainsi que pour attribuer les aides afférentes.

2°) Diagnostics d'appareils d'intrants :

considérant que :

- les bonnes pratiques de fertilisation minérale constituent une priorité complémentaire à l'adaptation des itinéraires techniques des agriculteurs, du fait de l'importance des productions végétales développées dans le département ;
- les diagnostics tracteurs (banc d'essai moteur), quant à eux, contribuent à la réduction des charges d'énergie dans les exploitations,
- de poursuivre ce soutien relevant de l'article 8 du règlement et d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit de 4 000 €.

3°) Gestion quantitative de l'eau - Renforcement de la ressource en eau superficielle :

étant rappelé que :

- le Département des Landes porte et accompagne depuis de nombreuses années des actions favorisant une gestion responsable de la ressource en eau, tant sur l'aspect quantitatif que sur l'aspect qualitatif ;
- sur le volet quantitatif, il a initié depuis plus de 30 ans, au travers de l'Institution Adour, des programmes contribuant à un aménagement hydraulique cohérent du bassin ;
- la subvention départementale au programme d'actions de l'Institution Adour est établie sur la base des règles de répartition financière en vigueur au sein de l'établissement et correspond à la part du reste à charge, subventions déduites, calculée au prorata du volume intéressant le département des Landes,

étant précisé que le programme 2022 sera arrêté par le Conseil d'Administration de l'Institution Adour en fonction des cofinancements restant à mobiliser,

- de se prononcer favorablement pour participer en 2022 au financement du programme prévisionnel (dont opérations antérieures) de l'Institution Adour (Annexe II), pour la réalisation de réserves, sur la base des modalités suivantes :

- au prorata des volumes intéressant le département des Landes ;
- à 100 % du coût des réserves foncières et des études préalables tant que l'ouvrage n'est pas autorisé au vu du Code de l'Environnement,

étant précisé que la participation financière du Conseil départemental ne pourra pas excéder 20% du coût définitif H.T. de l'ouvrage autorisé (réserves, études, travaux).

- d'inscrire un crédit global de 470 000 € pour les travaux et les études au Budget Primitif 2022.

- de donner délégation à la Commission Permanente pour la validation de tout nouveau dossier soumis par l'Institution et l'approbation de toute convention à intervenir au titre du FEADER le cas échéant.



4°) Fonds Agriculture Durable :

étant rappelé que le Département a mis ce Fonds en place en 2008 afin de participer au financement de projets présentant un intérêt pour l'ouverture des exploitations vers un développement durable, y compris pour des projets conduits en partenariat entre des collectivités et des exploitations agricoles,

étant précisé que les actions innovantes conduites dans le cadre de ce Fonds relèvent de régimes d'aides d'Etat ou d'exemption de notification en fonction des cofinancements mobilisés et précisés au cas par cas,

- d'inscrire dans le cadre de ce Fonds Agriculture durable un crédit global de 175 000 € (140 000 € en investissement et 35 000 € en fonctionnement) au Budget Primitif 2022.

- de donner délégation à la Commission Permanente pour examiner les projets d'études ou d'investissements relevant de ce Fonds et octroyer les aides afférentes.

Le Président,

Xavier FORTINON



N° F 1

ANNEXE I

RECAPITULATIF DES INSCRIPTIONS BUDGETAIRES

MODERNISATION DES EXPLOITATIONS LANDAISES ET ACCOMPAGNEMENT A LA TRANSITION AGRO-ECOLOGIQUE - BP 2022

I- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

DEPENSES

N° AP	INTITULE	CHAPITRE	FONCTION	AUTORISATIONS DE PROGRAMMES					
				AP ANTERIEURES ACTUALISEES	Montant AP réalisé	BP 2022		AP nouvelle	SOLDE AP
						Divers ajustements	Nouveau montant AP		
394	Gestion effluents 2014	204	928	679 320,98	561 527,60	0,00	679 320,98		117 793,38
471	PMBE AREA 2015	204	928	600 570,00	394 148,92	0,00	600 570,00		206 421,08
505	PMBE AREA 2016	204	928	900 000,00	653 040,08	0,00	900 000,00		246 959,92
563	PMBE AREA 2017	204	928	1 200 000,00	887 582,51	0,00	1 200 000,00		312 417,49
636	PMBE AREA 2018	204	928	900 000,00	825 000,00	0,00	900 000,00		75 000,00
683	PCAE 2019	204	928	540 000,00	450 000,00	0,00	540 000,00		90 000,00
737	PCAE 2020	204	928	700 000,00	100 000,00	0,00	700 000,00		600 000,00
757*	PCAE 2021	204	928	218 000,00	0,00	-218 000,00	0,00		0,00
828	PCAE 2022	204	928					100 000,00	100 000,00
				5 737 890,98	3 871 299,11	-218 000,00	5 519 890,98	100 000,00	1 748 591,87

CREDITS DE PAIEMENT		
CP ouverts au titre de 2022	CP ouverts au titre de 2023	CP ouverts au titre de 2024
46 629,52	71 163,86	
98 452,99	107 968,09	
100 000,00	146 959,92	
312 417,49	0,00	
75 000,00	0,00	
90 000,00	0,00	
200 000,00	400 000,00	
70 000,00	15 000,00	15 000,00
992 500,00	741 091,87	15 000,00

*AP à clôturer

**II- INSCRIPTIONS BUDGETAIRES HORS AP****DEPENSES**

SECTION	CHAPITRE	FONCTION	INTITULE	Crédits ouverts au titre de 2022
INVESTISSEMENT	204	928	Petits investissements en élevages bovins, ovins, caprins et chevaux lourds	80 000,00
	204	928	Exploitations sous SIQO	196 500,00
	204	928	Plan apicole départemental	1 500,00
	204	61	Ressource en Eau - Etudes et Travaux	470 000,00
	204	928	Fonds Agri Durable Matériels Mobiliers Etudes	140 000,00
SOUS TOTAL				888 000,00
FONCTIONNEMENT	65	928	Diagnostics bovins lait et viande	26 200,00
	65	928	Qualité sanitaire des élevages	313 500,00
	65	928	Convention Cadre Agriculture Environnement (CCAE)	319 668,00
	65	928	Appui technique Aires d'Alimentations de Captages (AAC)	25 704,00
	65	928	PAT Arbouts Pujo/Saint-Gein et Orist	70 000,00
	65	928	MAEC	30 000,00
	65	928	Diagnostics d'appareils d'intrants	4 000,00
	65	928	Fonds Agriculture Durable	35 000,00
SOUS TOTAL				824 072,00
TOTAL				1 712 072,00
TOTAL GENERAL DEPENSES				2 704 572,00

Récapitulatif des inscriptions		
Dépenses	Chapitre 204	1 880 500,00
	Chapitre 65	824 072,00



ANNEXE II

INSTITUTION ADOUR	
PROGRAMMES ANTERIEURS	
ETUDES, PROJETS DE TERRITOIRE ET STOCKAGE FONCIER	
	Projet de Territoire Douze - Communication 2021 Projet de Territoire Douze - Concertation (ajustement plan de financement) Projet de Territoire Douze - Etude socio-économique Projet de Territoire Midour - Etudes de solutions de stockage Projet de Territoire Midour - Mise en œuvre de solutions de stockage
TRAVAUX	
	Réservoir de Latrille - Mesures de réduction des risques Réservoir de Charros - Travaux de rééquipement et d'aménagement Réservoir du Balaing - Travaux de réparation de l'érosion du chenal du réservoir Réservoir du Balaing - Travaux de réparation de l'érosion du chenal du réservoir (complément) Réservoir de Fargues - Rééquipement du dispositif d'auscultation et vérification de la stabilité Réservoir de Miramont - Mise en sécurité Réservoir de Tailluret - Rééquipement du dispositif d'auscultation Mise en place de compteurs sur le bassin versant du Bahus
PROGRAMME 2022	
ETUDES, PROJETS DE TERRITOIRE ET STOCKAGE FONCIER	
	Frais de stockage foncier Opportunité foncière de Maribot (pré-stockage foncier) Etudes hydrauliques et hydrogéologiques sur le réservoir de Balaing Projet de territoire Midour - Etude sur la Gestion et la répartition du volume d'eau
TRAVAUX	
	Réservoir de Latrille - Mesures de réduction des risques (complément) Réservoir de Fargues - Rééquipement du dispositif d'auscultation et vérification stabilité (complément) Réservoir de Renung - Amélioration du dispositif d'auscultation Station du Conte à Mont de Marsan - Réutilisation des eaux usées, maîtrise d'ouvrage
TOTAL GENERAL	470 000 €



DEPARTEMENT
DES LANDES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL en visio/audio conférence

Budget Primitif 2022

Réunion du 31 mars 2022

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

Président : M. Xavier FORTINON

N° F 2 Objet : « LES LANDES AU MENU ! » POUR REpondre A L'EVOLUTION DES
ATTENTES SOCIETALES : RELOCALISATION DE L'ALIMENTATION ET
DEVELOPPEMENT DES PRODUCTIONS DE QUALITE

Conseillers départementaux en exercice : 30

Votants : 30

(Mme Monique Lubin a donné pouvoir à M. Boris Vallaud)

(M. Olivier Martinez a donné pouvoir à M. Boris Vallaud)

(M. Julien Paris a donné pouvoir à Mme Patricia Beaumont)

Présents physiquement :

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédar, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo,
Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière,
Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie,
M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety,
M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet,
M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, Mme Muriel Lagorce,
Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Salima Sensou,
Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

Présents en visio/audio conférence :

M. Christophe Labruyère, Mme Sylvie Péducasse.

Absents :

Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris.

Résultat du Vote au scrutin public (Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 - articles 6 et 11 -
et Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 - article 6 - telles que modifiées par la Loi n° 2021-
1465 du 10 novembre 2021) :

POUR : 30

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédar, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo,
Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière,
Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie,
M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety,
M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet,
M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, M. Christophe Labruyère,
Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade,
Mme Monique Lubin (a donné procuration à M. Boris Vallaud), M. Olivier Martinez
(a donné procuration à M. Boris Vallaud), M. Julien Paris (a donné procuration à
Mme Patricia Beaumont), Mme Sylvie Péducasse, Mme Salima Sensou,
Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

N° F 2**LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,**

VU la convention-cadre 2017-2020 fixant les conditions d'intervention du Département des Landes en complément de celle de la Région en matière de développement économique pour les secteurs agricole, sylvicole et piscicole signée le 23 juin 2017, ainsi que ses différents avenants ;

VU le rapport de M. le Président du Conseil départemental ;

APRES PRESENTATION du rapport en Commission Agriculture et Forêt ;

APRES en avoir délibéré,

DECIDE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES :**I – Circuits courts locaux, Agriculture Biologique et filières de qualité - Accompagnements à la structuration de l'offre et à la communication :**

1°) Développement d'espaces tests agricoles (ETAL40), prioritairement maraîchers, en faveur de l'approvisionnement local et de l'ancrage territorial de l'alimentation :

considérant la délibération n° D2 du 26 mars 2018 par laquelle l'Assemblée départementale a validé la mise en place d'espaces tests agricoles, prioritairement maraîchers, sur le territoire départemental,

étant rappelé que ce dispositif s'inscrit dans des actions de solidarité, sociales et d'insertion, notamment pour favoriser les initiatives des territoires en faveur de personnes en recherche d'emploi, développer le soutien à l'élaboration de projets professionnels en agriculture et en circuits courts d'approvisionnement local, en lien avec le Pacte Territorial d'Insertion du Département des Landes,

- de reconduire le dispositif ETAL40, notamment :

- en maintenant le soutien financier à 4 000 € TTC maximum par candidat pour la première année de fonctionnement en CUMA ;
- en palliant les aléas exceptionnels sur sites n'incombant pas aux candidats durant les trois années de test par le biais d'un soutien financier ;
- en prenant en charge les frais fixes CUMA liés à l'attente de maraîchers sur les espaces tests.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 :

- un crédit de 380 000 € pour les investissements d'équipement des sites, étant précisé que les pays ou collectivités territoriales pourront venir en cofinancement des investissements et que deux à trois sites peuvent être équipés en fonction de la mutualisation des équipements ;
- un crédit de 46 000 € pour l'animation, l'appui technique, l'aide au fonctionnement la première année et d'éventuelles indemnités liées aux aléas exceptionnels ou la vacance de maraîcher sur un des espaces tests ;



- une recette de 60 000 € au titre de la participation des territoires restant à percevoir pour les sites de Magescq et Mimizan.

- d'approuver le plan de financement tel qu'il figure en Annexe II et d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à solliciter les participations auprès des territoires.

- de donner délégation à la Commission Permanente pour :
 - valider l'acquisition de tout nouveau matériel ou équipement d'aménagement de site ;
 - mettre à jour la liste des équipements sur site dans le dossier de candidature Espaces Tests Agricoles Landais (ETAL40) ;
 - adopter toute nouvelle convention ou avenant à intervenir dans ce cadre.

2°) Aides aux investissements pour la transformation des productions et ventes à la ferme :

- de reconduire le cofinancement de l'action régionale au titre de l'aide aux investissements à la transformation et ventes directes à la ferme, qui relève de l'article 9 du règlement.

- de voter l'AP nouvelle n° 829 (Transformation à la ferme 2022) d'un montant de 95 000 €, l'échéancier des Crédits de Paiement figurant en Annexe I.

- d'inscrire un Crédit de Paiement 2022 global de 252 800 € (Annexe I).

3°) Aides aux investissements en cultures maraîchères, petits fruits, plantes aromatiques, à parfum et médicinales, houblon et champignons :

- de reconduire ce dispositif d'accompagnement dont les modalités sont régies par l'article 10 du règlement.

- de voter l'AP nouvelle n° 827 (Dispositif cofinancé Région maraîchage – Programme 2022) d'un montant de 30 000 €, l'échéancier des Crédits de Paiement figurant en Annexe I.

- d'inscrire un Crédit de Paiement 2022 global de 59 950 € (Annexe I).

4°) Développement de l'agriculture biologique :

a) Aides aux investissements dans les exploitations

- de reconduire le dispositif de soutien aux actions engagées pour le développement de l'agriculture biologique, qui relève de l'article 11 du règlement et d'inscrire un crédit de 15 000 € au Budget Primitif 2022.

b) Aide à la Fédération Régionale de l'Agriculture Biologique (FRAB) Nouvelle-Aquitaine pour Agrobio40

conformément au régime cadre notifié SA 39677, modifié par le régime SA 59141, et au régime cadre exempté de notification SA 60577,



- d'accorder, au bénéfice des actions d'animation d'Agrobio40, à la Fédération Régionale de l'Agriculture Biologique (FRAB) Nouvelle-Aquitaine et dans le cadre de la mise en œuvre effective de la mutualisation régionale, une subvention d'un montant de 43 000 €.

- d'inscrire le crédit correspondant au Budget Primitif 2022.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer la convention à intervenir avec la FRAB Nouvelle-Aquitaine pour Agrobio40 sur la base de la convention type n° 2 approuvée par délibération n° D1 du 6 mai 2021.

5°) Accompagnement des filières landaises de qualité :

a) Diffusion du conseil et accompagnement technique - Aides aux organismes d'appui technique

étant rappelé que le Département accompagne des associations et syndicats pour les actions d'appuis techniques qu'ils mettent en place à destination des exploitants de leurs filières,

- de reconduire cet accompagnement et d'inscrire un crédit de 44 710 € au Budget Primitif 2022.

- de donner délégation à la Commission Permanente pour examiner les dossiers et attribuer les subventions afférentes.

b) Qualité Landes - "Fonds du Conseil départemental pour la promotion collective des terroirs et des produits agricoles et alimentaires landais de qualité"

Actions de promotion

étant rappelé que le Département a créé en 2004 le "Fonds pour la promotion collective des terroirs et des produits agricoles et alimentaires landais de qualité", qui permet de financer l'ensemble des actions de promotion et de communication collectives qui y sont retenues,

- d'inscrire dans le cadre de ce Fonds un crédit de 121 632 € au Budget Primitif 2022.

- de donner délégation à la Commission Permanente pour examiner les dossiers et attribuer les subventions afférentes.

Association Qualité Landes - Promotion collective 2022

après avoir constaté que M. GAUGEACQ et Mme DEGOS, en leur qualité d'administrateur de l'association, ne prenaient pas part au vote de cette subvention,

conformément au règlement de minimis 1408/2013 du 18 décembre 2013 complété par le règlement 2019/316 du 21 février 2019,

- d'attribuer à l'Association Qualité Landes une subvention de 366 081 €.

- d'inscrire le crédit correspondant au Budget Primitif 2022.

- d'approuver les termes de la convention afférente (Annexe III) relative au programme 2022 et d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à la signer.



Cotisation

étant rappelée la délégation reçue par M. le Président du Conseil départemental par délibération n° 5 de l'Assemblée Départementale du 1^{er} juillet 2021 pour renouveler les adhésions auprès des associations et libérer les cotisations afférentes,

- d'inscrire un crédit de 800 € au Budget Primitif 2022 pour la cotisation annuelle à verser à l'Association Qualité Landes.

6°) Autres soutiens à la promotion et à la communication :

étant rappelé que le Département apporte également son soutien à d'autres actions de promotion et à des manifestations qui mettent en valeur la qualité des élevages et des produits landais,

conformément au régime cadre notifié SA 39677, modifié par le régime SA 59141,

a) Autres actions de promotion

- de reconduire :

- son soutien aux actions de promotion-communication et notamment celles portées par le Salon de l'Agriculture Nouvelle-Aquitaine et l'Association Terroirs et Tourisme;

- le dispositif de prise en charge des frais d'inscription au Concours Général Agricole se déroulant habituellement dans le cadre du Salon International de l'Agriculture de Paris, qui relève de l'article 13 du règlement.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit de 74 750 €.

- de donner délégation à la Commission Permanente pour examiner les dossiers de promotion-communication et attribuer les subventions afférentes.

b) Soutien à des manifestations

- d'attribuer au titre de la promotion des produits du terroir, les subventions 2022 ci-après :

- **M.O.D.E.F. des Landes**

pour l'organisation en 2022 d'une opération de promotion des produits de qualité et de l'élevage lors de la fête du MODEF 6 030 €

- **F.D.S.E.A./JA des Landes**

pour l'organisation en 2022 des manifestations « Bœuf à la plage » et « Poulets à la plage » en juillet et août 2022 à Vieux-Boucau..... 6 030 €

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 les crédits afférents.

c) Fédération Départementale des Comices et Comices cantonaux

- d'inscrire un crédit de 38 248 € au Budget Primitif 2022 pour soutenir l'organisation des comices, des comices cantonaux et du concours départemental de l'élevage 2022.

- de donner délégation à la Commission Permanente pour examiner les dossiers et attribuer les subventions afférentes.

II – Structuration de la demande, mise en relation et adéquation offre/demande :

1°) Développement de la plateforme d’approvisionnement local en restauration collective Agrilocal 40 :

considérant les délibérations n° D3 et H1 du 3 mars 2015, par lesquelles l’Assemblée Départementale s’est prononcée favorablement sur l’abonnement et l’expérimentation sur une partie du territoire landais de la plateforme d’approvisionnement local Agrilocal national,

considérant qu’en 2022, les actions, la sensibilisation et l’animation territoriale de cette plateforme seront poursuivies avec l’accompagnement des acheteurs publics dans l’allotissement et la mise en place de marchés, notamment par la création d’une application web synchronisée avec Agrilocal40 pour quantifier les achats durables,

- d’inscrire au Budget Primitif 2022 :

- un crédit de 15 000 € pour la poursuite des actions d’animation, de promotion et communication dans le cadre d’Agrilocal40 en 2022 ;
- un crédit de 12 000 € correspondant à la cotisation à l’association « Agrilocal 40 », étant rappelé la délégation que M. le Président du Conseil départemental a reçue par délibération n° 5 de l’Assemblée Départementale du 1er juillet 2021 pour renouveler les adhésions auprès des associations et libérer les cotisations afférentes.

2°) Plateformes logistiques/légumeries solidaires - outils indispensables à la structuration de l’offre locale et de la demande de la restauration collective landaise :

étant rappelé que le Département travaille à l’implantation de 2 plateformes logistiques / légumeries solidaires sur le territoire landais,

étant précisé que cette double implantation permettra à chaque producteur/fournisseur et à chaque acheteur/restaurant collectif de se trouver à une distance raisonnable et acceptable (environ 40 km) d’un outil de transformation de produits locaux,

considérant :

- que ce projet a déjà reçu deux retours favorables sur des appels à projets « Fonds d’Accompagnement à la Transformation des Entreprises Adaptées » (FATEA) 2020 et 2021 pour financer, à hauteur de 512 000 €, les conseils et études préalables, la modernisation et le développement territorial ;
- qu’il a également été intégré dans le Contrat Plan Etat Région ainsi que dans les Contrats de Relance et de Transition Energétique des deux collectivités territoriales concernées afin d’optimiser les sources de financements ;
- que des études complémentaires, notamment juridiques, pourraient être nécessaires pour finaliser ce projet,

- d’acter l’implantation de 2 plateformes logistiques / légumeries solidaires sur le territoire landais : l’une sur la Communauté de communes Marenne Adour Côte-Sud (MACS) et l’autre sur l’agglomération du Marsan.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 :

- un crédit de 200 000 € en investissement dans l'optique du démarrage des travaux, notamment sur MACS ;
- un crédit de 30 000 € en fonctionnement pour toute étude nécessaire à l'implantation des plateformes ;
- une recette de 25 000 € au titre de la participation de l'ADEME pour des audits menés sur les besoins de la restauration collective et sur l'offre agricole sur le département.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à solliciter la participation auprès de l'ADEME.

- de donner délégation à la Commission Permanente pour valider toute convention à intervenir avec les collectivités et partenaires concernées par le projet.

3°) Autres actions engagées dans le cadre du Plan Alimentaire Départemental Territorial 2020-2023 :

étant rappelé que le Département a créé un Fonds PADT pour financer le développement d'actions sur le volet agricole, post Covid, afin de réduire la vulnérabilité de certaines filières aux crises sanitaires (asperges, filière gras, volailles maigres, kiwis, etc.) et de répondre davantage aux attentes sociétales,

étant précisé que le PADT du Conseil départemental des Landes a été retenu, en 2021, « Projet Alimentaire Territorial Emergent » dans le cadre de l'appel à projet du Programme National pour l'Alimentation 2021-2022,

- d'engager ou poursuivre les actions suivantes en 2022 :

- aide à la digitalisation des producteurs pour le paiement en ligne ;
- participation à des salons de producteurs ;
- structuration, animation de marchés de producteurs à la ferme ;
- poursuite du développement des marchés de producteurs de Pays (action financée dans le cadre de l'Association Terroir et Tourisme) ;
- développement de magasins de producteurs ;
- réalisation d'une étude sur la faisabilité d'implantation et mise en place de casiers connectés, accompagnement de projets de casiers connectés,

étant précisé que ces actions pourront être complétées par d'autres interventions en fonction des besoins recensés par les territoires.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit global de 135 000 € (35 000 € en investissement et 100 000 € en fonctionnement).

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à solliciter les participations auprès des territoires.

- de donner délégation à la Commission Permanente pour l'attribution des aides dans le cadre de ce Fonds PADT.



4°) Accompagnement de la restauration collective dans le cadre de la certification Ecocert en cuisine :

considérant

- la délibération n° D1 du 4 novembre 2019 par laquelle l'Assemblée Départementale a approuvé l'accompagnement par la formation d'un groupe pilote d'acheteurs publics pour le développement de l'approvisionnement en produits biologiques et locaux en restauration collective, dans le cadre de la labellisation Ecocert en cuisine ;
- que, dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) lancé fin 2021, 5 établissements peuvent être retenus pour la promotion 2022 ;
- que les communes de Commensacq, Escource, Moustey, Trensacq et Pontenx-Les-Forges souhaitent développer une démarche d'alimentation durable (achats bio, locaux et groupés) en circuits courts pour leur restauration collective scolaire ;
- que l'accompagnement du Département sur cette démarche permet au PADT de tenir son rôle de boîte à outils à disposition des collectivités locales en leur proposant une mutualisation des coûts d'intervention et en leur évitant de retenir et de financer certaines actions déjà existantes dans le plan départemental,
 - d'approuver la certification de 5 cuisines collectives supplémentaires (collèges de Saint-Vincent de Tyrosse, Biscarrosse – Nelson Mandela et Geaune, EHPAD de Gamarde-les-Bains et cuisine centrale de Mimizan), pour l'année 2022.
 - d'inscrire un crédit de 20 000 € au Budget Primitif 2022 pour ce dispositif de labellisation Ecocert en cuisine porté par le Département.
 - d'inscrire par ailleurs un crédit de 25 000 € au Budget Primitif 2022 pour les actions (dont la labellisation Ecocert en cuisine) portées par les communes de Commensacq, Escource, Moustey, Trensacq et Pontenx-Les-Forges.
 - de donner délégation à la Commission Permanente pour l'approbation des conventions afférentes.

Le Président,

Xavier FORTINON



N° F 2

ANNEXE I

RECAPITULATIF DES INSCRIPTIONS BUDGETAIRES
"LES LANDES AU MENU !" POUR REpondre A L'EVOLUTION DES ATTENTES SOCIETALES :
RELOCALISATION DE L'ALIMENTATION ET DEVELOPPEMENT DES PRODUCTIONS DE QUALITE - BP 2022

I- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° AP	INTITULE	CHAPITRE	FONCTION	AUTORISATIONS DE PROGRAMME						CREDITS DE PAIEMENT	
				AP antérieures actualisées	Montant AP réalisé	Divers ajustements	Nouveau montant AP	AP nouvelle	Solde AP	CP ouverts au titre de 2022	CP ouverts au titre de 2023
639	Transformation à la ferme 2018	204	928	52 500,00	30 157,85	0,00	52 500,00		22 342,15	12 477,49	9 864,66
684	Transformation à la ferme 2019	204	928	34 000,00	5 928,22	0,00	34 000,00		28 071,78	16 916,24	11 155,54
742	Transformation à la ferme 2020	204	928	80 000,00	24 468,03	0,00	80 000,00		55 531,97	28 406,27	27 125,70
759	Transformation à la ferme 2021	204	928	193 000,00	2 496,68	0,00	193 000,00		190 503,32	120 000,00	70 503,32
829	Transformation à la ferme 2022	204	928					95 000,00	95 000,00	75 000,00	20 000,00
691	Dispositif cofinancé Région maraîchage - Programme 2019	204	928	30 000,00	10 347,39	0,00	30 000,00		19 652,61	3 895,65	15 756,96
740	Dispositif cofinancé Région maraîchage - Programme 2020	204	928	40 000,00	13 504,21	0,00	40 000,00		26 495,79	23 007,59	3 488,20
758	Dispositif cofinancé Région maraîchage - Programme 2021	204	928	30 000,00	0,00	0,00	30 000,00		30 000,00	13 046,76	16 953,24
827	Dispositif cofinancé Région maraîchage - Programme 2022	204	928					30 000,00	30 000,00	20 000,00	10 000,00
TOTAL				459 500,00	86 902,38	0,00	459 500,00	125 000,00	497 597,62	312 750,00	184 847,62

**II- INSCRIPTIONS BUDGETAIRES HORS AP****DEPENSES**

SECTION	CHAPITRE	FONCTION	INTITULE	Crédits ouverts au titre de 2022
INVESTISSEMENT	21	928	ETAL40	380 000,00
	204	928	Investissements en agriculture biologique	15 000,00
	204	928	Plateformes logistiques/légumeries - Travaux	200 000,00
	204	928	Fonds PADT	35 000,00
FONCTIONNEMENT	011	928	Couveuses maraichères analyses	9 000,00
	65	928	Couveuses maraichères fonctionnement	37 000,00
	65	928	FRAB Nouvelle-Aquitaine	43 000,00
	65	928	Aide aux organismes d'appui technique	44 710,00
	65	928	Action de promotion des produits agricoles	121 632,00
	65	928	Association Qualité Landes	366 081,00
	011	928	Cotisation Association Qualité Landes	800,00
	65	928	Autres actions de promotion	74 750,00
	65	928	MODEF	6 030,00
	65	928	FDSEA / JA	6 030,00
	65	928	Comices	38 248,00
	011	928	Animation, promotion, communication Agrilocal 40	15 000,00
	011	928	Abonnement Agrilocal	12 000,00
	011	928	Etudes légumeries	30 000,00
	65	928	Fonds PADT	100 000,00
	011	928	Restauration collective - Dispositif départemental	20 000,00
	011	928	Restauration collective - Labellisation Ecocert accompagnement territoires	25 000,00
TOTAL				1 579 281,00
TOTAL GENERAL				1 892 031,00

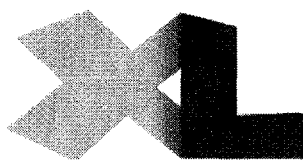
RECETTES

SECTION	CHAPITRE	FONCTION	INTITULE	Recettes 2022
INVESTISSEMENT	13	928	Participation Collectivités Etat Région - ETAL40	60 000,00
FONCTIONNEMENT	77	928	Subvention ADEME	25 000,00
TOTAL				85 000,00

Récapitulatif des inscriptions		
Dépenses	Chapitre 011	111 800,00
	Chapitre 204	562 750,00
	Chapitre 21	380 000,00
	Chapitre 65	837 481,00

**ANNEXE II****PLAN DE FINANCEMENT 2022 - ESPACES TEST AGRICOLES**

POSTES DE DEPENSES					POSTES DE RECETTES	
NATURE	Magescq	Mimizan	Dépenses Mutualisées	Total dépenses	Nature	Montant
Communication	2 087,37	1 374,37	7 251,83	10 713,58	AUTOFINANCEMENT	324 024,02
Aménagement	83 143,80	85 954,20		169 098,00	LEADER PALO - 2021-2022	50 000,00
					LEADER PLNCA - 2021-2022	10 000,00
Equipement	88 187,48	74 048,36	41 976,60	204 212,44		
TOTAL DEPENSES	173 418,65	161 376,93	49 228,43	384 024,02	TOTAL RECETTES	384 024,02



**Département
des Landes**

Convention

ENTRE

LE DÉPARTEMENT DES LANDES

Hôtel du Département - 23, avenue Victor Hugo

40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX

Tél. : 05.58.05.40.40

Numéro SIRET : 224 000 018 00016

Numéro APE : 751 A

représenté par Monsieur Xavier FORTINON en qualité de Président du Conseil départemental,
dûment habilité par délibération du Conseil départemental n° F2 du XXXX 2022,

désigné ci-après sous le terme « le Département »

d'une part,

ET

L'Association Qualité Landes

dont le siège social est situé :

Cité Galliane

B.P. 279

40005 MONT-DE-MARSAN

Tél : 05 58 85 45 05

Numéro SIRET : 445 304 140 00012

représentée par Madame Corinne LACOSTE BAYENS en qualité de Présidente, dûment habilitée à
signer les présentes,

désigné ci-après sous le terme « le bénéficiaire »

d'autre part,



VU la convention-cadre 2017-2020 fixant les conditions d'intervention du Département des Landes en complément de celle de la Région en matière de développement économique pour les secteurs agricole, sylvicole et piscicole signée le 23 juin 2017, ainsi que ses différents avenants,

VU le règlement de minimis 1408/2013 du 18 décembre 2013 complété par le règlement 2019/316 du 21 février 2019,

VU la demande de subvention présentée par l'Association Qualité Landes,

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET

Une subvention est accordée pour des actions reconnues par le Département comme s'inscrivant dans le cadre du « fonds du Conseil départemental pour la promotion collective des terroirs et des produits agricoles et alimentaires de qualité ».

Par cette convention, le bénéficiaire s'engage à utiliser la subvention départementale pour les actions ci-après :

• Action image relations publiques	19 848,00 €
• Communication institutionnelle + vidéos	37 800,00 €
• Evènementiel Pro-SIRHA Lyon	16 500,00 €
• Bœuf de Chalosse	16 800,00 €
• Actions promotionnelles	53 280,00 €
• Coordination reporting + brochures	52 800,00 €
• Action TRADE	165 372,00 €
• Web – 1Seconde	68 052,00 €
• Opérations locales	38 620,00 €
• Renforcement équipe Qualité Landes	54 000,00 €
Total T.T.C. ...	522 972,00 €

A ce titre, il dispose des structures et du personnel suffisant à la réalisation de ces actions.

Dans l'hypothèse où le programme d'actions serait modifié, le bénéficiaire s'engage à en informer, sans délai, Monsieur le Président du Conseil départemental, qui saisira en tant que de besoin l'Assemblée Départementale.

ARTICLE 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La convention est conclue jusqu'au 30 juin 2023.

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION

La présente convention, fait l'objet de la part du Département d'un engagement financier au titre de l'exercice 2022 d'un montant de **366 081 €**, correspondant à 70 % du programme de communication prévisionnel d'un coût de 522 972 €, imputé sur le Chapitre 65 Article 6574 (Fonction 928) du budget afférent à l'exercice 2022.



ARTICLE 4 : CONDITIONS DE PAIEMENT

4.1 - Versement de la subvention :

Le versement de la subvention interviendra de la manière suivante :

- un premier acompte de 183 040,50 € à la signature de la présente convention, représentant 50 % de la subvention, sur présentation du procès-verbal du Conseil d'Administration entérinant la mise en œuvre du programme et du budget prévisionnel détaillé en annexe à la présente convention,
- un deuxième acompte de 30 % maximum, soit 109 824,30 € au prorata des justificatifs transmis attestant des actions effectivement réalisées, sur présentation d'un bilan intermédiaire des actions 2022,
- le solde, d'un montant de 73 216,20 € sur présentation, avant le 30 novembre 2022, du bilan de la participation financière des autres partenaires, du récapitulatif des factures et au prorata des dépenses pour chacune des actions engagées, ainsi que les justificatifs des dépenses des Agences Bleu Vif, 1Seconde (mémoire des factures) et du bilan du programme d'actions.

Il est convenu entre les parties que si le coût final des opérations engagées s'avérait inférieur à l'estimation initiale, la subvention sera révisée au prorata des dépenses effectivement réalisées.

En cas de cessation d'activité du bénéficiaire en cours de programme, le Département versera la subvention au vu des actions effectivement réalisées à la date de la cessation d'activité, et au prorata des dépenses effectivement réglées par le bénéficiaire.

4.2 – Références bancaires :

Le versement s'effectuera au compte du bénéficiaire :

Titulaire du compte : Association Qualité Landes

IBAN : FR76 1330 6009 4066 0040 99250 60

ARTICLE 5 : CONTROLE

Le bénéficiaire s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par le Département de la réalisation du projet, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Le bénéficiaire communiquera sans délais au Département les changements intervenant dans la direction de la structure, modification des statuts, changement de siège social....

ARTICLE 6 : INEXECUTION TOTALE OU PARTIELLE DU PROGRAMME D'ACTIONS

Dans le cas de la non-réalisation du projet par le bénéficiaire ou d'une modification substantielle par rapport à ce qui figurait dans la demande de soutien financier adressée au Département, celui-ci peut annuler la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

Le titre de recette pourra être émis dans un délai de 4 ans à compter de la date de signature de la présente convention.

ARTICLE 7 : ASSURANCES

Le bénéficiaire reconnaît avoir souscrit toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité tant pour son fonctionnement que pour les actions ou le programme d'actions soutenu par le Département.

Il devra justifier de la signature de ces polices à chaque demande faite par le Département.

**ARTICLE 8 : OBLIGATIONS PARTICULIERES**

Le bénéficiaire s'engage à :

- faire état de la participation financière du Département sur tout support qu'il constituera (dépliant, plaquette promotionnelle...) en reproduisant le logo type du Département,
- faire parvenir au Département un bilan technique et financier détaillé de l'intégralité du programme d'actions de l'année 2022, le bilan et le compte de résultats de l'exercice 2022 certifiés conformes par le Commissaire aux Comptes ou le Président, au plus tard le 30 juin 2023.

Tout renouvellement de subvention sera subordonné à la transmission par le bénéficiaire des documents demandés à l'Article 4 ou au respect des clauses de l'Article 8.

ARTICLE 9 : GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

En conformité avec le CGCT et les différents régimes d'aides européens ou de la Région Nouvelle Aquitaine et du Département des Landes, les informations personnelles recueillies dans ce cadre ont pour finalité la gestion, l'instruction, le suivi administratif, financier, social, fiscal, contentieux le cas échéant, comptable d'une aide individuelle attribuée à un agriculteur, une société, un syndicat ou une association.

Ces données personnelles peuvent faire l'objet d'un traitement informatique et ne font pas l'objet d'une prise de décision automatisée ou de profilage. Elles ne sont conservées que dans la limite imposée par la réglementation et par la finalité du traitement conformément au Tableau de Gestion en vigueur.

Le Département est le responsable du traitement et les Agents du Pôle Agriculture et Forêt sont destinataires des données.

Le Département a désigné un Délégué à la Protection des Données que vous pouvez joindre par courriel à l'adresse suivante : dpd@landes.fr.

Conformément à la loi « Informatique et Libertés » et au règlement européen n° 2016/679, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de rectification ou d'effacement, ainsi que d'un droit à la portabilité de vos données ou de limitation du traitement. Vous pouvez également pour des motifs légitimes, vous opposer au traitement de vos données et donner des directives relatives à la conservation, à l'effacement et à la communication de vos données après votre décès. Vous disposez également du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (www.cnil.fr).

Fait à Mont de Marsan

Le
(en deux originaux)

Pour l'Association Qualité Landes,
La Présidente,

Pour le Département des Landes,
Le Président du Conseil départemental,

Corinne LACOSTE BAYENS

Xavier FORTINON



DEPARTEMENT
DES LANDES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL en visio/audio conférence

Budget Primitif 2022

Réunion du 31 mars 2022

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

Président : M. Xavier FORTINON

N° F 3 Objet : RENFORCEMENT DU ROLE DE L'AGRICULTURE DANS LE TISSU RURAL DU TERRITOIRE

Conseillers départementaux en exercice : 30

Votants : 30

(M. Dominique Coutière a donné pouvoir à M. Xavier Fortinon)

(Mme Monique Lubin a donné pouvoir à M. Boris Vallaud)

(M. Olivier Martinez a donné pouvoir à M. Boris Vallaud)

(M. Julien Paris a donné pouvoir à Mme Patricia Beaumont)

Présents physiquement :

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédard, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo,
Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, Mme Martine Dedieu,
Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie,
M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety,
M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet,
M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, Mme Muriel Lagorce,
Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Salima Sensou,
Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

Présents en visio/audio conférence :

M. Christophe Labruière, Mme Sylvie Péducasse.

Absents : M. Dominique Coutière, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris.

Résultat du Vote au scrutin public (Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 - articles 6 et 11 - et Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 - article 6 - telles que modifiées par la Loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021) :

POUR : 30 Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédard, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo,
Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière (a donné
procuration à M. Xavier Fortinon), Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos,
M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois,
Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon,
Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot,
M. Christophe Labruière, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet,
M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin (a donné procuration à M. Boris
Vallaud), M. Olivier Martinez (a donné procuration à M. Boris Vallaud),
M. Julien Paris (a donné procuration à Mme Patricia Beaumont),
Mme Sylvie Péducasse, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis,
Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

N° F 3**LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,**

VU la convention-cadre 2017-2020 fixant les conditions d'intervention du Département des Landes en complément de celle de la Région en matière de développement économique pour les secteurs agricole, sylvicole et piscicole signée le 23 juin 2017, ainsi que ses différents avenants ;

VU le rapport de M. le Président du Conseil départemental ;

APRES PRESENTATION du rapport en Commission Agriculture et Forêt ;

APRES en avoir délibéré,

DECIDE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES :**I - Agriculture sociale et solidarité départementale au service des territoires :****1°) Installation des jeunes agriculteurs :**

considérant que le Département participe au renouvellement des générations sur les exploitations et sur les filières en accordant une aide forfaitaire à l'installation aux jeunes agriculteurs qui ne peuvent prétendre au bénéfice de la Dotation aux Jeunes Agriculteurs,

- de reconduire le dispositif d'aide départemental qui relève de l'article 14 du règlement et d'inscrire un crédit de 60 000 € au Budget Primitif 2022.

2°) Soutien à l'agriculture de groupe : CUMA, coopératives :**a) Aide aux investissements collectifs en CUMA**

considérant que 227 CUMA landaises apportent un ou plusieurs services à 4 950 adhérents landais et tiennent une place majeure dans la cohésion territoriale en agriculture et dans la performance sociale (réduction des charges de mécanisation, accès au progrès partagé pour les petites et moyennes exploitations landaises, échanges entre exploitants, etc.),

- de reconduire ce dispositif d'accompagnement dont les modalités sont régies par l'article 15 du règlement.

- de clôturer l'AP 2018 n° 637 (CUMA 2018), arrêtée au montant définitif de 205 627,35 €.

- de voter l'AP nouvelle n° 825 (Subventions aux CUMA - programme 2022) d'un montant de 250 000 €, l'échéancier des Crédits de Paiement figurant en Annexe I.

- d'inscrire un Crédit de Paiement 2022 global de 702 500 € (Annexe I).

b) Aide à l'acquisition de parts sociales en CUMA

étant rappelé que l'objectif de ce dispositif est d'alléger le coût d'intégration dans une CUMA pour un jeune agriculteur,

- de reconduire cette action dont les modalités sont régies par l'article 16 du règlement et d'inscrire un crédit de 9 500 € au Budget Primitif 2022.

c) Aide à l'équipement des Coopératives

considérant que le Département soutient les investissements réalisés par les coopératives afin d'améliorer la transformation et la commercialisation des produits agricoles et contribuer ainsi à une meilleure valorisation de ces derniers,

- de reconduire le soutien du Conseil départemental aux investissements réalisés par les coopératives.

- de clôturer l'AP n° 738 (Subventions aux coopératives - programme 2021).

- de voter l'AP nouvelle n° 826 (Subventions aux coopératives - programme 2022) d'un montant de 30 000 €, l'échéancier des Crédits de Paiement figurant en Annexe I.

- d'inscrire un Crédit de Paiement 2022 de 20 000 € (Annexe I).

- de donner délégation à la Commission Permanente pour étudier les demandes et attribuer les aides.

3°) Service de remplacement en agriculture (Chambre d'Agriculture) :

conformément au régime d'aide d'Etat exempté de notification SA 61994,

- de reconduire l'aide aux chefs d'exploitations et leur famille ayant besoin d'un remplacement (accident, maladie, congés maternité et paternité, mandats syndicaux, aide au répit, etc.).

- d'accorder dans ce cadre une subvention de 16 200 € au Service de remplacement en agriculture.

- d'inscrire le crédit correspondant au Budget Primitif 2022.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer la convention afférente sur la base de la convention type n° 1 approuvée par délibération n° D1 du 6 mai 2021.

4°) Solidarité envers les agriculteurs :

- de reconduire ce dispositif d'accompagnement dont les modalités sont régies par l'article 17 du règlement et d'inscrire un crédit de 200 000 € au Budget Primitif 2022.

5°) Soutien aux filières concernées par des crises exceptionnelles :

a) Filières avicoles impactées par les épizooties d'Influenza Aviaire Hautement Pathogène H5N8 2020/2021 et H5N1 2021/2022

étant rappelé qu'en 2020/2021, une épizootie d'Influenza Aviaire Hautement Pathogène (H5N8) a frappé les filières avicoles du département : 470 exploitations ont été concernées par un dépeuplement (dont plus de 350 foyers) et 2,4 millions d'animaux ont été abattus,

considérant :

- la délibération n° 1 du 25 janvier 2021, par laquelle l'Assemblée Départementale a adopté une motion de soutien aux filières impactées et a voté des mesures d'urgence telles que la reconduction du dispositif dérogatoire sur le RSA et le renforcement des crédits destinés à accompagner les agriculteurs en difficulté ;
- la délibération n° 4 en date du 8 mars 2021, par laquelle le Département a complété ces actions par l'adoption de mesures d'urgence de soutien social aux exploitants impactés avec, entre autres, une intervention, aux côtés de la Mutualité Sociale Agricole (MSA), pour renforcer les dispositifs existants en faveur des agriculteurs (soutien psychologique aux familles, soutien au répit et accompagnement au remplacement) ;
- qu'au regard de la persistance du virus sur le territoire européen, le Département a écrit à plusieurs reprises au Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation pour lui signifier l'urgence d'avancer sur la thématique de la vaccination ;
- qu'à l'issue de ces deux crises successives, dans le cadre de la remise en production pour l'ensemble de la filière palmipèdes à foie gras mais aussi pour la filière volailles maigres et en vue de soutenir les acteurs de ces deux filières et leurs produits, il est envisagé d'organiser l'évènement les « Toqués de Canard #2 »,

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit global de 1 900 000 € (dont 150 000 € pour les « Toqués de Canard #2 ») en fonctionnement pour conduire les actions nécessaires à l'accompagnement des filières palmipèdes à foie gras et volailles maigres.

- de donner délégation à la Commission Permanente pour :

- approuver les modalités d'intervention et attribuer les aides afférentes, étant précisé que l'intervention se fera en coordination et en complément avec les autres dispositifs d'indemnisation ;
- valider toute convention qui serait établie sur la thématique de la vaccination et pour attribuer les aides qui seraient nécessaires à l'accompagnement des travaux et études.

b) Filière viticole impactée par l'épisode gélif d'avril 2021

considérant :

- que le vignoble landais a été très fortement impacté par le gel d'avril 2021, qu'il a engendré une forte mortalité des jeunes plants, des pertes de vendanges conséquentes, des travaux supplémentaires de tailles sur les ceps (coûts), et que les effets devraient se ressentir au-delà de l'année 2022 : affaiblissement du vignoble, manque de stocks (notamment en floc), travaux de taille, etc. ;

- que les mesures mises en place par l'Etat (exonérations diverses, indemnisations, etc.) n'ont pas permis au Département des Landes d'intervenir en 2021 en complémentarité dans le respect de la loi NOTRe ;

- qu'il a ainsi été demandé à la profession de proposer un plan d'actions, tant sur le volet communication que sur les volets économique, social et environnemental, dont les actions doivent être présentées durant le premier semestre 2022,

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit de 300 000 € en fonctionnement pour conduire les actions nécessaires à l'accompagnement des filières impactées par le gel d'avril 2021.

- de donner délégation à la Commission Permanente pour l'approbation des modalités et l'attribution des aides.

c) Plan de soutien en faveur de la course landaise :

conformément au régime cadre notifié SA 56985, prolongé jusqu'au 30 juin 2022,

- d'approuver un plan de soutien en faveur de la course landaise visant à aider les élevages à faire face aux divers besoins en alimentation, notamment l'achat de foin et d'aliments du bétail.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit de 200 000 € en fonctionnement pour conduire les actions nécessaires.

- de donner délégation à la Commission Permanente pour l'approbation des modalités et l'attribution des aides.

6°) Analyse de la contribution des petites exploitations au développement territorial et à la durabilité des systèmes de production (résultats économiques, emploi, structures) :

considérant :

- la délibération n° 1⁽¹⁾ du 15 mai 2020, par laquelle la Commission Permanente a accordé à l'Association Landaise pour la Promotion de l'Agriculture Durable (ALPAD) une subvention d'un montant total de 10 000 € pour réaliser cette analyse, étant précisé que 5 000 € ont déjà été versés en 2020 ;

- la délibération n° 3 en date du 16 octobre 2020, par laquelle la Commission Permanente a approuvé une première prolongation de durée de la convention jusqu'au 1^{er} mars 2021 ;

- que l'ALPAD souhaite poursuivre son analyse en 2022,

- de prolonger la durée de la convention jusqu'au 31 décembre 2023.

- d'approuver en conséquence les termes de l'avenant n° 2 tel que présenté en Annexe II et d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à le signer.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit de 5 000 €, soit le solde de la subvention.

7°) Etude comparative recensement général agricole 2010/2020 :

considérant que le recensement général agricole effectué en 2010 a été renouvelé en 2020 et qu'il convient de réaliser une étude d'évolution comparative infra-départementale de l'agriculture landaise,

- d'attribuer une subvention de 15 000 € à la DRAAF dans le cadre de cette étude, étant précisé que celle-ci sera versée sur présentation du rapport de l'étude et de facturation afférente.

- d'inscrire le crédit correspondant au Budget Primitif 2022.

II – L'Agriculture, vecteur d'aménagement de l'espace rural :

1°) Fonds départemental pour la valorisation des Parcelles A Valoriser (PAV, friches) – Volets agricoles et forestiers :

considérant :

- la Loi d'avenir pour l'agriculture du 13 octobre 2014 qui fait obligation à la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) de procéder tous les cinq ans au recensement des friches ;

- que pour accompagner les collectivités locales, le Département a souhaité porter son action sur les PAV au-delà d'une simple photographie de l'état des friches à renouveler tous les cinq ans, en cherchant, sur deux territoires pilotes (Communauté de Communes Maremne Adour Côte-Sud et Agglomération du Grand Dax), à qualifier ces PAV suivant des orientations agricoles, forestières et/ou environnementales en vue de proposer à terme un Plan départemental de reconquête des friches (actions de valorisations de ces friches) ;

- que la phase de qualification sur les deux territoires pilotes s'est finalisée en 2021 et que la réalisation de la qualification agricole par la Chambre d'Agriculture des Landes est venue compléter les qualifications forestière et environnementale respectivement réalisées par le Centre Régional de la Propriété Forestière et le cabinet OXAO,

- de compléter ce travail par le déploiement :

- d'une phase d'animation : rencontres des élus des territoires pilotes pour présenter la démarche et échanges avec les services techniques, élaboration d'une stratégie foncière globale par la collectivité locale, invitation des propriétaires à des réunions de présentation en mairie, rencontres individuelles des propriétaires pour définir le foncier disponible et décliner une stratégie foncière à la parcelle.

- d'une phase de remise en valeur des parcelles : sur le foncier identifié comme disponible à l'issue de la phase d'animation, une boîte à outils sera proposée aux collectivités et aux propriétaires en vue d'engager les parcelles dans une remise en valeur conforme aux stratégies foncières globales et individuelles identifiées.

Les outils s'articuleront autour de plusieurs thématiques : incitation à la restructuration parcellaire (aides à l'animation des échanges amiables multilatéraux, aide à la rédaction d'actes administratifs,...), maîtrise foncière par les collectivités (aides à la récupération des biens vacants, aides pour la mise en place de zones de préemption, aides pour l'élaboration de Zones Agricoles Protégées, etc.), orientations agricoles des parcelles ou à la gestion forestière concertée (aides à la mise en place d'un conservatoire des terres, expérimentation d'une Association Foncière Agricole, aides à la remise en état de parcelles, constitution d'ASL, etc.).

étant précisé que des partenariats financiers (EPCI, Région, Etat et Europe) seront recherchés, notamment dans le cadre de la future programmation FEADER 2023-2027.

- d'inscrire, dans le cadre du fonds spécifique créé par délibération n° D5 du 6 mai 2021, un crédit global de 130 000 € (30 000 € en investissement et 100 000 € en fonctionnement) au Budget Primitif 2022.

- de donner délégation à la Commission Permanente pour l'adoption des modalités d'octroi, la validation des régimes juridiques à utiliser en fonction des actions menées, l'attribution des aides définitives afférentes, l'approbation des conventions et, le cas échéant, l'approbation des cahiers des charges.

2°) Aménagement foncier :

dans le cadre du financement des frais relatifs au fonctionnement de la Commission Départementale d'Aménagement Foncier (frais de publicité, indemnisation des membres) et des frais liés aux travaux connexes,

- de reconduire son soutien à l'aménagement foncier, qui relève de l'article 18 du règlement et d'inscrire un crédit de 5 000 € au Budget Primitif 2022.

III – L'Agriculture, vecteur de dynamisation de l'espace rural :

1°) Aides aux organismes de développement et d'animation :

considérant que les actions (études, formations, analyses, expérimentations, etc.) portées par les différents organismes et syndicats agricoles contribuent à accompagner les exploitations agricoles dans leurs évolutions, à proposer et à construire des manifestations autour de l'agriculture et, en conséquence, à maintenir une ferme landaise active et dynamique,

- de renouveler l'accompagnement de ces actions et d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit de 567 095 €.

- de donner délégation à la Commission Permanente pour examiner les dossiers et attribuer les subventions afférentes.

2°) Un patrimoine rural landais à préserver (races menacées, culture) :

a) Poneys landais :

- Aides aux éleveurs

- de reconduire le soutien financier aux actions engagées par la filière poneys landais, qui relève de l'article 19 du règlement et d'inscrire un crédit de 6 000 € au Budget Primitif 2022.

- Communication, Association Nationale du Poneys landais

conformément au régime cadre notifié SA 39677, modifié par le régime SA 59141,

- d'attribuer à l'Association Nationale du Poneys landais une subvention de 3 150 € au titre des actions qu'elle mènera en 2022.

- d'inscrire le crédit afférent au Budget Primitif 2022.



- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer la convention correspondante sur la base la convention type n° 1 approuvée par délibération n° D1 du 6 mai 2021.

b) Course landaise :

- Soutien en faveur de la course landaise - Equipement des Ganaderias

- de reconduire le soutien du Département aux actions en faveur de la course landaise, dont les modalités sont régies par l'article 20 du règlement, et d'inscrire un crédit de 10 000 € au Budget Primitif 2022.

- Appui technique en faveur des élevages de "formelles"

considérant que la Fédération Française de la Course Landaise (F.F.C.L.) mène une action liée à l'identification des animaux (dans le cadre des élevages de vaches dites "formelles"), en lien avec l'Etablissement Départemental de l'Elevage (E.D.E.) et la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail, des Solidarités et de la Protection des Populations (D.D.E.T.S.P.P.), qui s'articule autour de trois axes (traçabilité, conduite de troupeau et suivi de la prophylaxie),

conformément au régime cadre exempté de notification 702/2014 édicté par l'Union Européenne,

- d'attribuer à la Fédération Française de la Course Landaise (F.F.C.L.) une subvention de 3 500 € dans ce cadre.

- d'inscrire le crédit afférent au Budget Primitif 2022.

*

* *

- d'adopter le règlement d'intervention du Conseil départemental des Landes en agriculture tel que présenté en Annexe III.

- de donner délégation à la Commission Permanente pour :

- intégrer toute modification relative aux appels à projets dans le règlement ;
 - approuver toute nouvelle convention et avenant à intervenir, relatifs à la gestion en paiement associé ou dissocié des aides attribuées avec l'Agence de Services et de Paiement et le gestionnaire délégué.

Le Président,

Xavier FORTINON



N° F 3

ANNEXE I

RECAPITULATIF DES INSCRIPTIONS BUDGETAIRES
RENFORCEMENT DU ROLE DE L'AGRICULTURE DANS LE TISSU RURAL DU TERRITOIRE

I- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

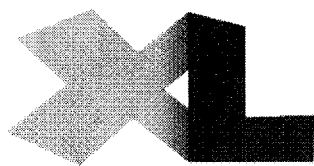
N° AP	INTITULE	CHAPITRE	FONCTION	AUTORISATIONS DE PROGRAMMES						CREDITS DE PAIEMENT		
				AP ANTERIEURES ACTUALISEES	Montant AP réalisé	AP 2022		AP nouvelle	SOLDE AP	CP ouverts au titre de 2022	CP ouverts au titre de 2023	CP ouverts au titre de 2024
						Divers ajustements	Nouveau montant AP					
565	Subventions aux CUMA - programme 2017	204	928	457 185,00	314 580,15		457 185,00		142 604,85	58 222,85	84 382,00	
637*	Subventions aux CUMA - programme 2018	204	928	275 000,00	205 627,35	-69 372,65	205 627,35		0,00			
686	Subventions aux CUMA - programme 2019	204	928	270 000,00	159 503,58		270 000,00		110 496,42	55 850,99	54 645,43	
739	Subventions aux CUMA - programme 2020	204	928	330 000,00	99 298,16		330 000,00		230 701,84	158 426,16	72 275,68	
755	Subventions aux CUMA - programme 2021	204	928	280 000,00	0,00		280 000,00		280 000,00	280 000,00		
825	Subventions aux CUMA - programme 2022	204	928					250 000,00	250 000,00	150 000,00	50 000,00	50 000,00
756*	Subventions aux coopératives - programme 2021	204	928	30 000,00	0,00	-30 000,00	0,00		0,00			
826	Subventions aux coopératives - programme 2022	204	928					30 000,00	30 000,00	20 000,00	10 000,00	
				1 642 185,00	779 009,24	-99 372,65	1 542 812,35	280 000,00	1 043 803,11	722 500,00	271 303,11	50 000,00

*AP à clôturer

**II- INSCRIPTIONS BUDGETAIRES HORS AP**

SECTION	CHAPITRE	FONCTION	INTITULE	Crédits ouverts au titre de 2022
INVESTISSEMENT	204	928	Acquisition parts sociales en CUMA	9 500,00
	204	928	Fonds PAV	30 000,00
	204	928	Course landaise - équipement des ganaderias	10 000,00
SOUS TOTAL				49 500,00
FONCTIONNEMENT	65	928	Installation Jeunes agriculteurs	60 000,00
	65	928	Service remplacement en agriculture	16 200,00
	65	928	Solidarité envers les agriculteurs	200 000,00
	65	928	Soutien à la filière gras influenza aviaire	1 750 000,00
	011	928	Toqués du Canard n°2	150 000,00
	65	928	Fonds de soutien à la viticulture - gel 2021	300 000,00
	65	928	Plan de soutien en faveur de la course landaise	200 000,00
	65	928	Etude petites exploitations	5 000,00
	65	928	Etude comparative RGA	15 000,00
	65	928	Fonds PAV	100 000,00
	011	928	Aménagement foncier	5 000,00
	65	928	Organismes de développement et d'animation	567 095,00
	65	928	Association Nationale du Poney Landais	6 000,00
	65	928	Association Nationale du Poney Landais - communication	3 150,00
	65	928	Soutien Technique élevages "Formelles"	3 500,00
SOUS TOTAL				3 380 945,00
TOTAL				3 430 445,00
TOTAL GENERAL DEPENSES				4 152 945,00

Récapitulatif des inscriptions		
Dépenses	Chapitre 204	772 000,00
	Chapitre 65	3 225 945,00
	Chapitre 011	155 000,00



**Département
des Landes**



AVENANT N°2 A LA CONVENTION

Etude sur la durabilité des petites exploitations landaises

VU la délibération n° D1 de l'Assemblée Départementale du 20 février 2020 relative à la mise en place d'une analyse sur la contribution des petites et moyennes exploitations landaises de polyculture à la durabilité des systèmes de production et au développement des territoires,

VU la délibération n° 1⁽¹⁾ en date du 15 mai 2020 de la Commission Permanente approuvant les termes de la convention entre le Conseil départemental des landes et l'Association Landaise pour l'Agriculture Durable,

VU la convention sur l'étude sur la durabilité des petites exploitations landaises signée le 1^{er} juin 2020 entre le Conseil départemental des Landes et l'Association Landaise pour l'Agriculture Durable,

VU la délibération n° 3 en date du 16 octobre 2020 de la Commission Permanente approuvant les termes de l'avenant n°1,

VU la délibération n° F3 de l'Assemblée Départementale du XXXX 2022 approuvant les termes l'avenant n°2,

ENTRE

LE CONSEIL DEPARTEMENTAL DES LANDES représenté par M. Xavier FORTINON, Président du Conseil départemental des Landes, dûment habilité par délibération n° F3 en date du XXX 2022, dénommé ci-après le Département,

ET

L'ASSOCIATION LANDAISE POUR L'AGRICULTURE DURABLE représentée par son Président, M. Eric LABASTE, dûment habilité, dénommée ci-après l'ALPAD,



IL EST CONVENU CE QUI SUIVIT :

ARTICLE 1 :

Il est institué un avenant n°2 à la convention sur l'étude sur la durabilité des petites exploitations landaises signée le 1^{er} juin 2020 entre le Département et l'ALPAD.

ARTICLE 2 :

L'article est modifié comme suit :

Article 2 : Stratégie d'intervention

« Le suivi de l'étude est confié à l'ALPAD.

Il sera effectué sur une période définie du 1^{er} mars 2020 jusqu'au 31 décembre 2023 ».

ARTICLE 3 :

Les autres modalités de cette convention sont inchangées.

A Mont-de-Marsan, le

Pour l'Association Landaise Pour
l'Agriculture Durable,
Le Président,

Pour le Département des Landes,
Le Président du Conseil
départemental,

Eric LABASTE

Xavier FORTINON



REGLEMENT D'INTERVENTION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL DES LANDES EN AGRICULTURE

adopté par délibération du Conseil départemental des Landes n° F3 du 31 mars 2022

TITRE I	AIDES AUX AGRICULTEURS
TITRE II	MODERNISATION DES EXPLOITATIONS LANDAISES ET ACCOMPAGNEMENT A LA TRANSITION AGROECOLOGIQUE
TITRE III	« LES LANDES AU MENU ! » POUR REpondre A L'EVOLUTION DES ATTENTES SOCIETALES : RELOCALISATION DE L'ALIMENTATION ET DEVELOPPEMENT DE PRODUCTIONS DE QUALITE
TITRE IV	RENFORCEMENT DU ROLE DE L'AGRICULTURE DANS LE TISSU RURAL DU TERRITOIRE
TITRE V	PROCEDURE

PREAMBULE : PROLONGATION DES LIGNES DIRECTRICES DES AIDES D'ETAT DANS LES SECTEURS AGRICOLES ET FORESTIERS

Le 8 décembre 2020, les lignes directrices concernant les aides d'Etat dans les secteurs agricoles et forestiers ainsi que le règlement d'exemption agricoles, qui devaient initialement expirer au 31 décembre 2020, ont été prolongés jusqu'au 31 décembre 2022, en cohérence avec la prolongation des règles de la PAC actuelle pendant deux ans sur la période 2021-2022.

La Commission européenne a approuvé la prolongation des régimes notifiés, hors PDR, du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation au 15 octobre 2020 qui devaient expirer au 31 décembre 2020, jusqu'au 31 décembre 2022. Le Ministère a, en conséquence, procédé à la prolongation de ces régimes agricoles sous la référence unique SA 59141 et à leur ouverture aux entreprises en difficulté. Il est possible, sans avoir besoin d'en informer la Commission, de dépasser les budgets initiaux de ces régimes d'un maximum de 20 % (pour des augmentations supérieures, il faut prévoir une modification des régimes).

En ce qui concerne les régimes notifiés en lien avec le PDR, la Commission européenne a approuvé leurs prolongations jusqu'au 31 décembre 2025 avec effet rétroactif au 1er janvier 2021. Le Ministère a procédé à la prolongation de ces régimes agricoles sous la référence unique SA 59142. Ces régimes seront prolongés jusqu'au 31 décembre 2025, en lien avec les règles de dégagement d'office (N+3).

Par ailleurs, les régimes exemptés de notification hors PDR du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation sont automatiquement prolongés jusqu'au 31 décembre 2022. De nouveaux numéros sont appliqués.

Enfin, les régimes exemptés de notification en lien avec le PDR sont prolongés jusqu'au 31 décembre 2022. De nouveaux numéros sont appliqués et, pour d'autres, les anciens numéros sont maintenus.

Ainsi, les articles du présent règlement intègrent de fait ces prorogations de délais et de programmations malgré des dates réglementaires de fin inchangées au sein des dispositifs. Ils intègrent également les nouveaux numéros ou les numéros de décisions modificatives.

**TITRE I - AIDES AUX AGRICULTEURS****Article 1^{er} - Qualité de l'agriculteur**

Le bénéfice des aides départementales est réservé aux agriculteurs immatriculés à la Mutualité Sociale Agricole des Landes en tant que chef d'exploitation et âgés au moment de la décision attributive de 18 ans au moins et n'ayant pas atteint l'âge prévu à l'article D.161-2-1-9 du Code de la Sécurité Sociale.

Jeune agriculteur : est considéré comme jeune agriculteur, conformément à la réglementation européenne, tout chef d'exploitation âgé de moins de quarante ans au moment de la décision attributive et disposant, dans le cadre d'une exploitation sociétaire, d'un minimum de 10 % du capital social.

Pour les exploitations sociétaires, seules sont retenues les structures agricoles dont les associés exploitants détiennent plus de 50% du capital social.

Pour les exploitants réunis au sein de SARL agricoles, les agriculteurs membres peuvent être inscrits à la MSA et doivent détenir plus de 50 % du capital social de la société qui a une fonction de production / commercialisation. Le gérant de la SARL est un agriculteur à titre principal.

Article 2 - La dimension des exploitations

La taille de l'exploitation agricole doit être inférieure ou égale à un plafond fixé à 1,6 SAU (Surface Agricole Utile) moyenne régionale ou 1,8 SAU moyenne régionale pondérée dans le cas d'une exploitation avec une production hors sol, après pondération par les productions animales et végétales.

Pour les exploitations individuelles comprenant un conjoint collaborateur, le plafond est augmenté de 50%.

Pour les chefs d'exploitation à titre secondaire, le plafond est divisé par deux.

Dans le cas d'exploitations sociétaires ou de co-exploitations y compris les SARL, ce plafond est multiplié par le nombre de chefs d'exploitation, dans la limite de trois.

Les activités agricoles menées à titre individuel ou dans d'autres sociétés d'exploitations sont ajoutées à celles de la société pour déterminer la superficie pondérée.

Dans le cas d'exploitations sociétaires ou de co-exploitations y compris les SARL éligibles, le montant de la subvention sera calculé au prorata des parts détenues par les associés éligibles.

TITRE II – MODERNISATION DES EXPLOITATIONS ET ACCOMPAGNEMENT A LA TRANSITION AGROECOLOGIQUE

Article 3 – Modernisation des élevages en Agriculture (PCAE/PME)

- **Application du dispositif** : Département des Landes, siège d'exploitation situé sur le Département des Landes

- **Mesure retenue**

Cette action relève du Programme de Développement Rural Aquitain (PDRA) modifié 2017-2020, prorogé jusqu'au 31/12/22 ainsi que du régime cadre notifié SA 63945, modifié par le régime SA 59141, relatif aux aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production agricole primaire.

- **Description de l'opération**

Cet article du règlement définit, pour la région Nouvelle-Aquitaine et pour la période du 29 janvier 2020 au 15 septembre 2020, l'ensemble des modalités incombant aux porteurs de projets sollicitant une aide financière pour des dépenses d'investissement dans le cadre de l'opération « Plan de modernisation des élevages ».

Le Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations Agricoles (PCAE) est un outil phare de la politique agricole de la Région Nouvelle-Aquitaine. Il permet de soutenir les investissements visant à améliorer la performance économique, environnementale et sociale des exploitations agricoles. Il se décline en dispositifs d'aides sous forme d'appels à projets complémentaires et indépendants qui sont échelonnés tout au long de l'année.

Par ailleurs, le 9 juillet 2019, les élus de Nouvelle-Aquitaine réunis en séance plénière ont adopté la feuille de route régionale dédiée à la transition énergétique et écologique : Néo Terra. Elle se fixe 11 ambitions, accompagnées d'engagements chiffrés et d'actions concrètes. Dans ce cadre, la Région a décidé d'accompagner l'ensemble du secteur agricole dans sa transition agro-écologique autour de 3 enjeux principaux :

- Sortir des pesticides et généraliser les pratiques agro-écologiques
- S'adapter au changement climatique et participer à son atténuation
- Favoriser le bien-être animal

Le PCAE s'intègre pleinement dans l'ambition que porte Néo Terra, le nouveau dispositif Plan de Modernisation des Elevages s'oriente notamment sur les thématiques suivantes :

- Certification Bio ou HVE
- Circuits-courts
- Adaptation aux changements climatiques
- Réduction des GES
- Bien-être animal
- Economie d'énergie
- Production des énergies renouvelables

Un effort particulier est également entrepris pour l'accompagnement des projets hors avicole et portant sur des investissements bio-sécuritaires en prévention des risques sanitaires liés à la tuberculose bovine et à la peste africaine.

Plus d'information : <https://www.nouvelle-aquitaine.fr/grands-projets/neo-terra-feuille-route-transition-environnementale-climatique.html>

Les dispositions du présent règlement d'appel à projets / candidatures définissent, pour la Région Nouvelle-Aquitaine et pour les périodes du 29 janvier au 15 mai 2020, du 16 mai au 15 juillet 2020 et du 16 juillet au 15 septembre 2020 l'ensemble des modalités incombant aux porteurs de projets sollicitant une aide financière pour des dépenses d'investissement dans le cadre de l'opération « Plan de modernisation des élevages » filière avicole.

Ces dispositions s'appliquent pour le FEADER, l'Etat, les Collectivités territoriales et les Agences de l'eau.

Cet appel à projets/candidatures s'inscrit dans le cadre des Programmes de Développement Ruraux 2014-2020 (PDR Aquitaine, PDR Limousin et PDR Poitou-Charentes), prorogés jusqu'au 31/12/22 qui permettent de mobiliser des crédits du FEADER.



Cette opération vise à assurer sur le long terme la compétitivité des exploitations agricoles dans le secteur de l'élevage en Nouvelle-Aquitaine et de soutenir la réalisation d'investissements permettant de mieux répondre aux exigences environnementales et sociales.

Pour ce faire, il s'agit de soutenir les investissements concernant les enjeux suivants :

- modernisation des bâtiments d'élevage,
- la gestion des effluents d'élevage,
- l'amélioration de la qualité sanitaire des exploitations,
- la réduction de la consommation d'énergie sur l'exploitation et la production d'énergies renouvelables.
- l'optimisation des conditions de travail dans les bâtiments d'élevage.

Pour rappel, les financements accordés dans le cadre du PME ne peuvent pas se cumuler avec d'autres subventions portant sur les mêmes investissements.

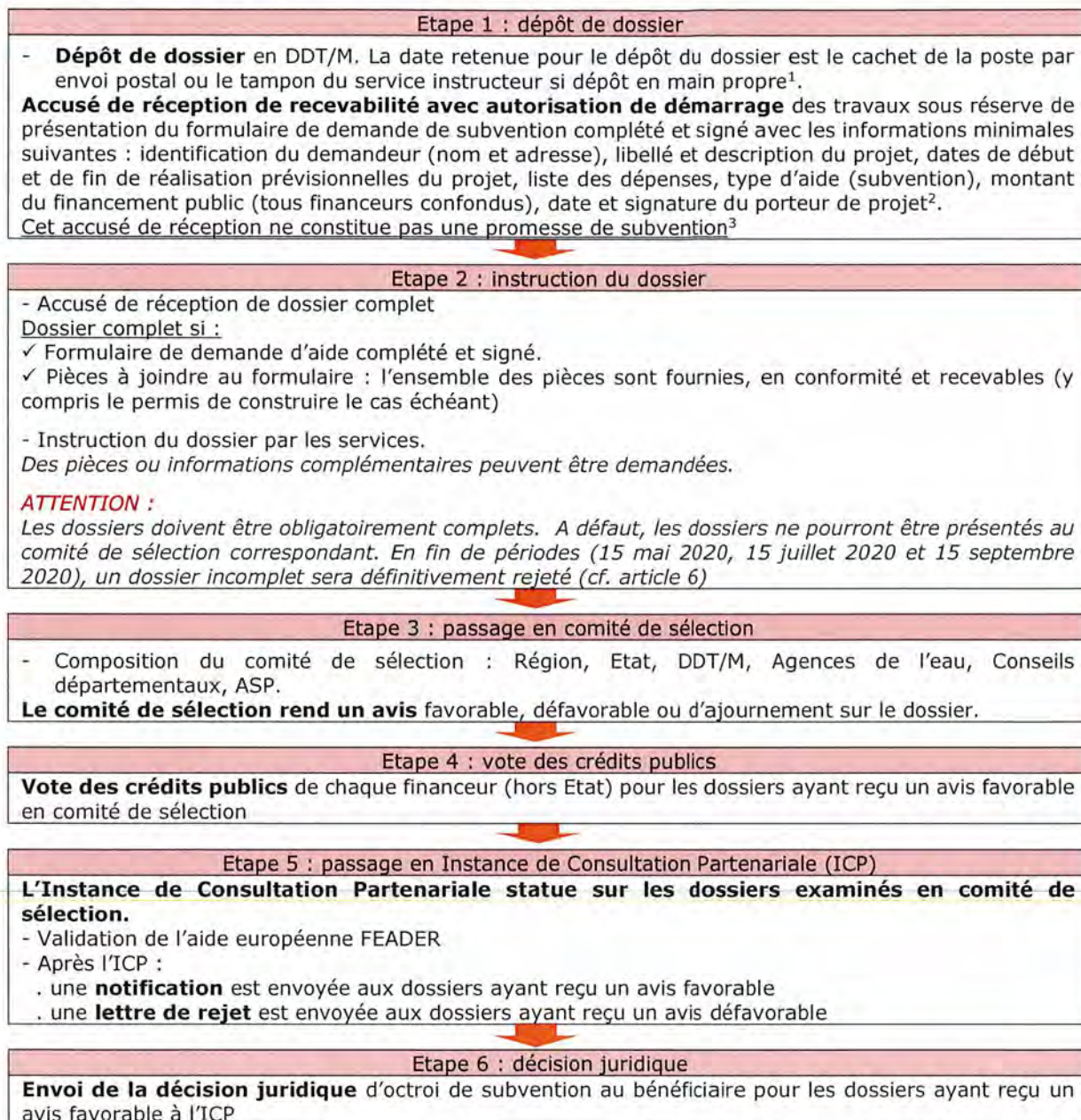
• **Modalités de l'appel à projets/candidatures Elevages avicoles et hors avicoles**

L'opération « Plan de modernisation des élevages » filière avicole se présente sous la forme d'un appel à projets / candidatures avec trois périodes de dépôt de **dossiers complets**.

	Début de dépôt de dossier	Fin de dépôt de dossier complet
Période 1	29 janvier 2020	15 mai 2020
Période 2	16 mai 2020	15 juillet 2020
Période 3	16 juillet 2020	15 septembre 2020

Il est vivement conseillé de transmettre son dossier complet le plus en amont possible de la date de fin des périodes.

A titre indicatif, l'enveloppe prévisionnelle globale de dépenses publiques pour cet appel à projets/candidatures est de 8 millions d'euros tous financeurs confondus, sur les trois PDR.

Le dossier suivra les étapes suivantes (détails dans la notice) :

¹ La date de dépôt (cachet/tampon) détermine la période à laquelle sera examiné le dossier.

² Pour des projets en lien l'installation d'un jeune agriculteur (JA ou NI), le démarrage des travaux peut débuter avant le lancement des appels à projets/candidatures, sans promesse de subvention, sous réserve de l'envoi à la DDT/M du siège d'exploitation d'un courrier daté et signé du demandeur comportant a minima les éléments suivants : identification du demandeur (nom, adresse, n° SIREN/SIRET), libellé et description du projet, contexte de la demande, dates de début et de fin de réalisation prévisionnelles du projet, liste des dépenses, type d'aide (subvention), montant du financement public (tous financeurs confondus), date et signature du porteur du projet.

³ La date de début d'éligibilité des dépenses figure dans l'accusé de réception du service instructeur.



• **Bénéficiaires, conditions d'éligibilité du demandeur élevages avicoles et hors avicoles**

Les financements publics accompagnant cette opération s'adressent aux demandeurs répondant aux exigences suivantes :

- Les **exploitants agricoles** qui exercent une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime :
 - o **exploitants agricoles personnes physiques** (exerçant à titre individuel) âgés d'au moins 18 ans et n'ayant pas atteint l'âge prévu à l'article D. 161-2-1-9 du code de la sécurité sociale⁴,
 - o **exploitants agricoles personnes morales** (exerçant dans un cadre sociétaire ou en association) dont l'objet est agricole,
 - o **établissements de développement agricole et de recherche** sous réserve qu'ils détiennent une exploitation agricole et exercent une activité agricole.
- Les **groupements d'agriculteurs** : structures collectives (dont les GIEE et les associations (hors GAEC) dont 100% des parts sociales sont détenues par des exploitants agricoles (au sens ci-dessus) ou qui soient composées exclusivement par des exploitants agricoles (au sens ci-dessus).
- Dans le cadre de la motion régionale « **Promouvoir la bientraitance animale** » de juin 2018, seules sont rendues éligibles :
 - o Pour les exploitations développant une activité de couvoir, celles qui ne pratiquent pas le broyage de poussins et de canetons vivants
 - o Pour les exploitations élevant des poules pondeuses, celles qui n'utilisent pas de cages individuelles

Les bénéficiaires **non éligibles** à l'opération sont les suivants :

- Les Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole (CUMA),
- Les Coopératives agricoles ainsi que leurs filiales,
- Les lycées agricoles.

Remarque :

Les collectivités territoriales et leurs groupements ne sont pas éligibles à cet appel à projets / candidatures car des dispositifs spécifiques pour ces structures existent.

Les CUMA sont éligibles aux aides PCAE via les dispositifs « Investissement dans les exploitations agricoles en CUMA » et « Adaptation au changement climatique en arboriculture et viticulture, protection contre le gel et la grêle ».

Tout demandeur s'engage à respecter les obligations générales (engagements du demandeur) stipulées dans le formulaire de demande de subvention et notamment :

- rester propriétaire de son investissement pendant une durée de 5 ans à compter de la date du paiement final,
- conserver son activité agricole pendant une durée de 5 ans à compter de la date du paiement final,
- conserver sur son exploitation/entreprise les équipements et les aménagements ayant bénéficié des aides pendant une durée de 5 ans à compter de la date du paiement final.

Dans le cas d'une transmission d'exploitation/entreprise, le repreneur reprendra l'ensemble des engagements du bénéficiaire. Cette reprise devra être préalablement notifiée au service instructeur et expressément prévue dans un document visé par les deux parties.

L'ensemble des financements publics s'inscrivent dans le cadre du volet agricole du Grand Plan d'Investissement.

⁴ La situation est appréciée au 1^{er} janvier de l'année civile de dépôt de la demande.



• Conditions d'éligibilité du projet

- Plancher de dépenses éligibles : 10 000 € HT

- Siège d'exploitation : sur le département des Landes

- Pour les fermiers : obtention préalable de l'autorisation du propriétaire d'effectuer les travaux

- Diagnostics :

- Effluents d'élevage : diagnostic DEXEL à jour obligatoire pour tous les projets. Il doit être réalisé par une structure compétente. Ce diagnostic de l'exploitation démontrera qu'après réalisation du projet l'exploitation détiendra les capacités agronomiques et règlementaires de stockage des effluents d'élevage requises pour l'ensemble de l'exploitation.

Pour les exploitations dont l'ensemble des ateliers d'élevage, à l'issue du projet, ne génèrent aucun effluent qui pourrait nécessiter un ouvrage de stockage ou de traitement, le DEXEL n'est pas obligatoire. Un auto-diagnostic (cf. annexe 4 du formulaire de demande d'aide), démontrant qu'aucun ouvrage de stockage ou de traitement d'effluents d'élevage n'est nécessaire sur l'exploitation, devra être fourni.

- Energie : Il est obligatoire si les investissements ; concernant la catégorie 4 intitulée « Enjeu amélioration de la performance énergétique des exploitations » ; sont supérieurs à 10 000 € HT

Son principe est de permettre aux éleveurs d'avoir une approche globale de l'exploitation afin de mesurer la performance énergétique et de l'améliorer. L'outil utilisé pour réaliser le diagnostic doit permettre de répondre aux objectifs suivants :

- 1/ évaluer les consommations énergétiques directes et indirectes de l'exploitation agricole, avec leur répartition par poste, et pour les principaux ateliers de l'exploitation le cas échéant
- 2/ identifier les émissions de gaz à effet de serre par l'exploitation, avec leur répartition par poste
- 3/ identifier les puits de carbone
- 4/ contribuer à une réflexion plus globale sur la triple performance économique, sociale et environnementale de l'exploitation.

Il est possible de réaliser un autodiagnostic grâce à l'outil gratuit « je diagnostic ma ferme » (<http://www.jediagnostiquemaferme.com/>), ou tout autre diagnostic dès lors qu'il soit conforme à l'instruction ministérielle DGPE/SDC/2018-382 du 15 mai 2018 dont le cahier des charges est repris en annexe 3 du présent appel à projets.

- Périodicité des dossiers : Le dépôt d'un nouveau dossier pour une même exploitation agricole (même numéro de SIRET) devra obligatoirement être postérieur à la réception de la demande de solde par le service instructeur (DDT/M) du dossier précédent.

• Coûts admissibles élevages avicoles et hors avicoles

Dépenses éligibles :

- Les investissements matériels exclusivement liés au projet, en lien avec les enjeux de l'opération.
- La location de matériel et les matériaux liés aux travaux d'auto-construction en lien direct avec le projet.
- Les frais généraux en lien avec le projet dans la limite de 10% des autres dépenses éligibles plafonnées ; honoraires d'architectes, les dépenses liées au conseil en matière de durabilité environnementale et économique (diagnostics), études de faisabilité.

Les dépenses sont appréciées Hors Taxe.

Les dépenses éligibles au titre de cet appel à projets / candidatures ne pourront pas faire l'objet d'une autre demande d'aide. Les porteurs de projets pourront cependant déposer d'autres dossiers portant sur d'autres dépenses ou filières (grande culture, etc.) dans le cadre d'autres dispositifs d'aide.

Les financements issus des **programmes opérationnels OCM, de LEADER ou des Agences de l'Eau** ne sont pas non plus cumulables avec les aides prévues dans le présent appel à projets.

Dépenses inéligibles (liste non exhaustive) :

- la TVA,
- la maîtrise d'œuvre,
- les consommables et les jetables,
- les équipements liés à la vente de produits agricoles,
- les coûts d'acquisition foncière,
- les frais de montage de dossier,
- les investissements destinés au stockage de matériels agricoles,
- les contributions en nature,
- la main d'œuvre liée aux travaux d'auto-construction,
- les équipements d'occasion ou reconditionnés
- les équipements en copropriété,
- les investissements qui concernent des opérations de renouvellement ou de remplacement à l'identique,
- les investissements financés par un crédit-bail,
- les investissements financés par délégation de paiement,
- les investissements liés à une norme communautaire minimale dans les domaines de l'hygiène et du bien-être animal et de l'environnement (sauf exception, cf. article 8),
- Auto-construction :

La location de matériel, les matériaux et équipements dédiés à la réalisation des travaux suivants :

- charpente et couverture pour les bâtiments fixes de plus de 2 m au faîtage (hors tunnels)
- réseaux d'électricité et de gaz,
- investissements de performance énergétique de la catégorie E4,
- fosses de stockage de lisier.

• Critères de sélection des projets et scoring

Conformément au volet agricole du Grand Plan d'Investissement, la sélection des dossiers prendra notamment en compte le caractère structurant de l'investissement de manière adaptée à chaque filière de production. "

La procédure de sélection s'appuie sur une grille de notation (cf. ci-dessous) construite sur la base de critères de sélection. L'application de ces critères donne lieu à l'attribution d'une note qui permet de classer les projets.

Les dossiers sont classés en fonction de leur note en trois priorités :

Dossiers ultra-prioritaires	Les dossiers atteignant une note supérieure ou égale à 130.
Seuil ultra-prioritaire : 130 points	
Dossiers non prioritaires	Les dossiers atteignant une note comprise entre 95 et 129 points.
Seuil note minimale : 95 points	
Dossiers non retenus	Les dossiers, bien qu'étant éligibles, n'atteignant pas la note minimale de 95 points sont rejetés lors des comités de sélection.

IMPORTANT

En fin d'appel à projets/candidatures, les dossiers n'ayant pas reçu un avis favorable sont automatiquement rejetés ; en particulier les dossiers non complets à la date du 15/09/2020.



Pour rappel, un dossier complet est un dossier comportant le formulaire de des pièces justificatives, conformes et recevables. Le projet pourra faire l'objet d'un nouveau dépôt de dossier sur un éventuel appel à projets ultérieur mais seuls les travaux/investissements n'ayant pas eu un commencement d'exécution avant ce nouveau dépôt de dossier, seront potentiellement subventionnables.

Les dossiers portés par des nouveaux installés (JA ou NI) dérogent à cette règle. Un dossier déposé non complet **avant le 15/09/2020 (fin d'appel à projets)** pourra être complété ultérieurement dans le cadre d'un éventuel nouvel appel à projets. Un accusé de réception, sans promesse de subvention, avec autorisation de démarrage des travaux permettra de prendre date de ce dépôt et de commencer l'exécution des travaux/investissements. En revanche, à la sortie du nouvel appel à projets, l'exploitant devra redéposer une demande complète et l'instruction du dossier sera soumise aux règles de ce nouvel appel à projets.

Filière avicole

PRINCIPES DE SELECTION		DEFINITION DU CRITERE	POINTS
Renouvellement générationnel		- Projet porté par une exploitation comprenant au moins un nouvel installé (NI) ou un jeune agriculteur (JA) au moment de la demande d'aide OU - Projet porté par un exploitant inscrit au Répertoire Départ Installation et ayant réalisé un « diagnostic d'exploitation à céder » dans le cadre du volet 5 du dispositif AITA (Accompagnement à l'Installation Transmission en Agriculture) au moment de la demande d'aide	35
Mise aux normes conformément à l'article 17 du R(UE) n°1305/2013		Projet porté par une exploitation dont au moins un bâtiment d'élevage se trouve en zone vulnérable au moment de la demande d'aide et qui comprend des investissements de gestion des effluents liés aux travaux de mise aux normes relatif au 5ème programme d'actions Nitrate d'au moins 10 000€ HT (dépenses éligibles, retenues et plafonnées)	130
Structuration des filières de production - NEOTERRA IMPORTANT <i>Le choix du critère se fait en fonction de la filière (Palmipède/Volaille maigre) sur lequel porte la majorité (plus de 50%) des investissements</i>	Filière Palmipède Biosécurité	Engagement dans la démarche PalmiGconfiance au moment de la demande de subvention OU Atelier dont la totalité de la production est commercialisée « en circuits courts »	35
		- Projet de bâtiment chauffé performant pour le confort thermique : le projet doit comporter une isolation sur la totalité des surfaces de plafonds, longs pans et pignons. (en dehors des ouvertures pour la lumière, l'aération, les trappes et portails) avec un matériau isolant d'au moins 40 mm d'épaisseur. OU - Projet portant sur un atelier de canards PAG avec maintien ou création d'un ou de parcours arboré(s) comportant au minimum 15 équivalents arbres/ha.	20
	Filière Volaille maigre Biosécurité IMPORTANT <i>❶ Critères non cumulables entre eux</i>	Création ou aménagement d'un bâtiment BEBC avec lumière naturelle et en poulets de chair limitation de la densité à 39 Kg/m2. OU Maintien ou création d'un ou de parcours arboré(s) comportant au minimum 35 équivalents arbres/ha.	35
		Sur toute la durée du projet (entre la date de demande d'aide et la dernière demande de paiement), projet porté par une exploitation adhérente à un SIQO (Hors Bio), sur l'atelier concerné par au moins 50 % des investissements éligibles retenus et plafonnés ❶	20
		Sur toute la durée du projet (entre la date de demande d'aide et la dernière demande de paiement), projet porté par une exploitation adhérente à une démarche collective dans le cadre d'une activité de transformation ou commercialisation à la ferme (cf. Dossier annexes) ❶	20



Environnement	Projet porté une exploitation engagée dans le mode de production biologique (conversion ou maintien) sur l'atelier sur lequel porte au moins 50% des investissements éligibles retenus et plafonnés au moment de la demande d'aide.	Le critère BIO n'est cumulable avec aucun autre critère environnemental
	Projet porté par une exploitation engagée dans une démarche de certification environnementale reconnue de niveau 2 ou niveau 3 (HVE) sur l'ensemble des ateliers de son exploitation (la certification devra être transmise au moment de la demande d'aide ou à la demande de solde) OU Exploitation adhérente à un GIEE au moment de la demande d'aide. Le dossier porte majoritairement (au moins 50%) sur des investissements éligibles retenus et plafonnés contribuant directement au projet porté par le GIEE.	15
	Projet comportant la création d'une installation de panneaux photovoltaïques* en toiture du bâtiment sur lequel porte l'investissement. OU Exploitation qui va créer une unité de micro méthanisation* pour les effluents de l'atelier sur lequel porte le dossier PME OU Nouvelle adhésion à un méthaniseur collectif pour les effluents de l'atelier sur lequel porte le projet PME. <i>*NB : se référer à l'article 8, l'attribution des points n'entraîne pas systématiquement l'éligibilité des panneaux photovoltaïques dans les investissements subventionnables. L'attribution des points n'entraîne pas l'éligibilité de l'équipement de méthanisation dans les investissements subventionnables.</i>	15
Périodicité des dossiers	Projet porté par une exploitation n'ayant pas reçu de subvention publique au titre de l'opération « plan de modernisation des élevages » (appel à projets/candidatures filière avicole) depuis le 01/01/2017 <i>(un projet obtenant les points du critère « Renouvellement générationnel » avec un JA/NI qui n'avait jamais déposé de dossiers PCAE/PME, sera considéré comme primodemandeur même si l'exploitation a déjà bénéficié d'un dossier PCAE/PME depuis 2017.</i>	60
Seuil de sélection		95
Seuil de sélection ultra-prioritaire		130

Filière hors avicole

Thématiques des principes de sélection	Critères de sélection	POINTS
Mise aux normes de la gestion des effluents et biosécurité	<p>- <u>Gestion des effluents : mise aux normes conformément à l'article 17 du R(UE) n° 1305/2013</u> Projet porté par une exploitation dont au moins un bâtiment d'élevage se trouve en zone vulnérable au moment de la demande d'aide et qui comprend des investissements de gestion des effluents liés aux travaux de mise aux normes relatifs au programme d'actions Nitrate en cours, d'au moins 10 000€ HT (dépenses éligibles, retenues et plafonnées)</p> <p>OU</p> <p>- <u>Tuberculose bovine : mesures de biosécurité préconisées par l'instruction technique DGAL/SDSPA/2018-743 du 03/10/2018</u> Projet portant exclusivement sur des investissements de biosécurité pour les élevages de bovins situés dans la zone à risque de tuberculose définie par les arrêtés préfectoraux départementaux.</p> <p>OU</p> <p>- <u>Peste porcine africaine : mesures de biosécurité applicables dans les exploitations détenant des suidés dans le cadre de l'arrêté du 16 octobre 2018</u> Projet portant exclusivement sur des investissements de biosécurité pour l'atelier porcin.</p>	130
Renouvellement générationnel	<p>- Projet porté par une exploitation comprenant au moins un nouvel installé (NI) ou un jeune agriculteur (JA) au moment de la demande d'aide</p> <p>OU</p> <p>- Projet porté par un exploitant inscrit au Répertoire Départ Installation et ayant réalisé un « diagnostic d'exploitation à céder » dans le cadre du volet 5 du dispositif AITA (Accompagnement à l'Installation Transmission en Agriculture) au moment de la demande d'aide</p>	35
Critères NEOTERRA et structuration des filières de production	<p>NEOTERRA filière bovin viande : - A l'issue du projet l'atelier BV devra être doté d'un système de contention et d'embarquement des animaux respectant les préconisations en vigueur (cf. Dossier annexes)</p> <p>ET au choix</p> <p>- Adhésion à la nouvelle Charte des Bonnes Pratiques d'Elevages (CBPE) intégrant des critères plus complets sur le BEA au plus tard au moment de la demande de solde</p> <p>OU</p> <p>- Réalisation d'un diagnostic Boviwell au plus tard au moment de la demande de solde</p> <p>ET au choix</p> <p>- Adhésion à une Organisation de Producteurs ou à une coopérative pour l'activité bovin viande avec engagement dans une filière commerciale sur toute la durée du projet (entre la demande d'aide et la dernière demande de paiement).</p> <p>OU</p> <p>- Au moment de la demande d'aide : adhésion à la Charte des Bonnes Pratiques d'Elevages (CBPE) et exploitation dont au moins 40 % du chiffre d'affaire de l'atelier bovin viande est réalisé par la vente de bovins abattus et découpés à la ferme ou non</p>	35



<p>IMPORTANT : Les critères NEOTERRA et STRUCTURATION FILIERE ne sont pas cumulables. Pour accéder au critère STRUCTURATION FILIERE, il est obligatoire de répondre aux exigences du critère NEOTERRA s'il existe. Le choix du critère se fait en fonction de l'atelier sur lequel porte la majorité (plus de 50%) des investissements.</p> <p>Pour les créations d'atelier, les critères seront appréciés lors de la dernière demande de paiement.</p>	<p>STRUCTURATION filière bovin viande :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Taux de finition supérieur ou égal à 65 % : nombre d'animaux vendus pour être directement abattus/nombre total d'animaux vendus (au moment de la demande d'aide ou de la dernière demande de paiement) <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - Adhésion à un SIQO (hors bio) sur l'atelier concerné par au moins 50% des investissements éligibles retenus et plafonnés sur toute la durée du projet (entre la demande d'aide et la dernière demande de paiement). Si création d'un atelier BV, engagement à être adhérent à un SIQO à la fin du projet. 	55 (35+20)
	<p>NEOTERRA filière bovin lait :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Engagement dans la Ferme Laitière Bas Carbone (FLBC) : Réalisation d'un diagnostic CAP2ER Niveau 2 (ou méthode équivalente validée dans le cadre de la démarche FLBC) au plus tard au moment de la demande de solde. <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - Projet contribuant à la réalisation d'un « bloc traite basse consommation d'énergie » (cf. Dossier annexes) <p>ET</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réalisation d'un diagnostic CAP2ER Niveau 1 (en autodiagnostic ou par un intervenant) au plus tard au moment de la demande de solde. <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présence d'un atelier de transformation de produits laitiers fermiers avec formation au Guide des Bonnes Pratiques d'Hygiène (GBPH) de l'exploitant au moment de la demande d'aide 	35
	<p>STRUCTURATION filière bovin lait :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Projet d'investissements portant majoritairement (au moins 50%) sur des investissements éligibles retenus et plafonnés relatifs au bloc traite (cf. Dossier annexes). L'exploitant s'engage à réaliser un CERTITRAITE si les investissements sur le matériel de traite sont supérieurs ou égaux à 20 000 € HT (dépenses éligibles, retenues et plafonnées). <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - Adhésion au contrôle laitier officiel <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - Création d'un atelier Bovin Lait <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - Adhésion à une organisation collective en lien avec une activité de transformation et/ou de commercialisation de produits laitiers fermiers (bovin lait) au moment de la demande d'aide tel que : union des producteurs fermiers, IDOKI, collectif inter structures fermières (CIF 64), bienvenue à la ferme, marchés des producteurs de pays, AMAP 	55 (35+20)
	<p>STRUCTURATION filière caprin viande :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Adhésion à la nouvelle charte engraissement chevreaux d'INTERBEV. <p>ET</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présence, sur l'année n-1 de la demande d'aide, d'un atelier d'engraissement de chevreaux qui ne sont pas nés sur l'exploitation <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - Création d'un atelier d'engraissement de chevreaux qui ne sont pas nés sur l'exploitation. <p>ET au choix :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Adhésion à une Organisation de Producteurs sur toute la durée du projet (entre la demande d'aide et la dernière demande de paiement). <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - Au moment de la demande d'aide : exploitation dont au moins 40 % du chiffre d'affaire de l'atelier caprin viande est réalisé par la vente de chevreaux abattus à la ferme ou non et prêts à consommer. 	55 (35+20)



	<p>NEOTERRA filière caprin lait :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Adhésion au Code Mutuel sur toute la durée du projet (entre la demande d'aide et la dernière demande de paiement). <p>ET</p> <ul style="list-style-type: none"> - Réalisation d'un diagnostic ou auto-diagnostic bien-être animal (BEA) (cf. Dossier annexes) au moment de la demande d'aide. <p>ET au choix :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présence d'un atelier de transformation de produits laitiers fermiers avec formation au Guide des Bonnes Pratiques d'Hygiène (GBPH) de l'exploitant au moment de la demande d'aide. <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - Projet d'amélioration des conditions de vie des animaux : <p>Le projet comporte une augmentation au moins de 10 % des surfaces d'aires de couchage consacrées aux chèvres laitières ou de la nurserie (y compris création d'atelier).</p> <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - Projet contribuant à la réalisation d'un « bloc traite basse consommation d'énergie » (cf. Dossier annexes) 	35
	<p>STRUCTURATION filière caprin lait :</p> <p>Au choix :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Adhésion au « conseil pilotage du troupeau » (cf. Dossier annexes) réalisé par une structure compétente, sur toute la durée du projet (entre la demande d'aide et la dernière demande de paiement). <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - Adhésion au contrôle laitier. <p>ET au choix</p> <ul style="list-style-type: none"> - Projet d'investissements portant majoritairement (au moins 50%) sur des investissements éligibles retenus et plafonnés relatifs au bloc traite et/ou nurserie (cf. Dossier annexes). L'exploitant s'engage à réaliser un CERTITRAITE si les investissements sur le matériel de traite sont supérieurs ou égaux à 20 000 € HT (dépenses éligibles, retenues et plafonnées). <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - Création d'un atelier caprin lait. 	55 (35+20)
	<p>NEOTERRA filière ovine viande :</p> <p>A l'issue du projet l'atelier Ovin devra être doté d'un système de contention des animaux respectant les préconisations en vigueur (cf. Dossier annexes).</p>	35
	<p>STRUCTURATION filière ovine viande:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Projet d'amélioration des conditions de vie des animaux : augmentation d'au moins 10 % des surfaces d'aires de vie (aires de couchage + aires d'exercice couvertes) consacrées aux ovins allaitants (y compris création d'atelier) <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - Adhésion à un SIQO (hors bio) sur l'atelier concerné par au moins 50% des investissements éligibles retenus et plafonnés sur toute la durée du projet (entre la demande d'aide et la dernière demande de paiement) 	55 (35+20)
	<p>NEOTERRA filière ovine lait :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Projet d'amélioration des conditions de vie des animaux : <p>Le projet doit comporter une augmentation d'au moins de 10 % des surfaces d'aires de vie (aires de couchage + aires d'exercice couvertes) consacrées aux ovins lait (y compris création d'atelier)</p> <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - Projet contribuant à la réalisation d'un « bloc traite basse conso » (cf. Dossier annexes) <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présence d'un atelier de transformation de produits laitiers fermiers avec formation au Guide des Bonnes Pratiques d'Hygiène (GBPH) de l'exploitant au moment de la demande d'aide 	35



	<p>STRUCTURATION filière ovin lait : <u>Dans la zone AOP Ossau-Iraty ou IGP LR ALP :</u> - Respect du cahier des charges AOP Ossau-Iraty ou IGP LR ALP</p> <p>ET au choix :</p> <p>- Projet d'investissements portant majoritairement (au moins 50%) sur des investissements éligibles retenus et plafonnés relatifs aux blocs traite et/ou aux équipements d'automatisation de la distribution des fourrages et concentrés (cf. Dossier annexes). L'exploitant s'engage à réaliser un CERTITRAITE si les investissements sur le matériel de traite sont supérieurs ou égaux à 20 000 € HT (dépenses éligibles, retenues et plafonnées).</p> <p>OU</p> <p>- Création d'un atelier ovin lait</p> <p><u>Hors de la zone AOP Ossau-Iraty et de la zone IGP LR ALP :</u> - Adhésion à un SIQO pour la production de lait de brebis.</p> <p>ET</p> <p>Projet d'investissements portant majoritairement (au moins 50%) sur des investissements éligibles retenus et plafonnés relatifs aux blocs traite et/ou aux équipements d'automatisation de la distribution des fourrages et concentrés (cf. Dossier annexes). L'exploitant s'engage à réaliser un CERTITRAITE si les investissements sur le matériel de traite sont supérieurs ou égaux à 20 000 € HT (dépenses éligibles, retenues et plafonnées).</p> <p>OU</p> <p>- Création d'un atelier ovin lait avec une activité de transformation fermière de tout ou partie du lait de brebis produit et formation au Guide des Bonnes Pratiques d'Hygiène (GBPH) au plus tard au moment de la demande de solde.</p> <p>OU</p> <p>- Atelier ovin lait avec une activité de transformation fermière de tout ou partie du lait de brebis produit et formation au Guide des Bonnes Pratiques d'Hygiène (GBPH) ayant un projet d'investissements portant majoritairement (au moins 50%) sur des investissements éligibles retenus et plafonnés relatifs aux blocs traite et/ou aux équipements d'automatisation de la distribution des fourrages et concentrés (cf. annexe X). L'exploitant s'engage à réaliser un CERTITRAITE si les investissements sur le matériel de traite sont supérieurs ou égaux à 20 000 € HT (dépenses éligibles, retenues et plafonnées).</p>	55 (35+20)	
	<p><u>NEOTERRA filière équins-asins :</u> - Adhésion à la charte EquiQualite sur toute la durée du projet (entre la demande d'aide et la dernière demande de paiement).</p>	35	
	<p><u>STRUCTURATION filière équins-asins :</u> - Exploitation avec au moins 3 juments ou ânesses poulinières au moment de la demande d'aide ou de la demande de solde.</p>	55 (35+20)	
	<p><u>NEOTERRA filière porcine :</u> Réalisation d'une formation à la biosécurité aux bonnes pratiques d'hygiène prescrite dans l'arrêté du 16 octobre 2018.</p> <p>ET</p> <p><u>Pour les porcs en bâtiments :</u> - Bâtiment BEBC à l'issue du projet (cf. Dossier annexes)</p> <p>OU</p> <p><u>Pour les projets porcs plein air :</u> - Projet comportant des investissements de biosécurité (cf. Dossier annexes) pour l'atelier porcin.</p>	35	



	<p>STRUCTURATION filière porcine : Adhésion à une structure sanitaire sur toute la durée du projet (entre la demande d'aide et la dernière demande de paiement)</p> <p>ET au choix :</p> <ul style="list-style-type: none"> - projet de développement d'au moins 25% du nombre de places d'engraissement ou de post sevrage (y compris la création d'atelier) <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - projet d'investissement portant majoritairement (au moins 50% des investissements éligibles retenus et plafonnés) sur un atelier plein-air <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - projet d'investissement portant majoritairement (au moins 50% des investissements éligibles retenus et plafonnés) sur des investissements de biosécurité (cf. Dossier annexes) 	55 (35+20)
	<p>NEOTERRA filière veaux de boucherie : - Projet contribuant à la Création d'un bâtiment économe en énergie (cf. Dossier annexes) avec lumière naturelle.</p>	35
	<p>STRUCTURATION filière veaux de boucherie : - Atelier bénéficiant d'une contractualisation sur une longue période (durée minimum de 5 ans où 10 bandes) sur toute la durée du projet (entre la demande d'aide et la dernière demande de paiement)</p> <p>ET au choix :</p> <ul style="list-style-type: none"> - projet d'augmentation d'au moins 50% du nombre de places (y compris la création d'atelier) <p>OU</p> <ul style="list-style-type: none"> - projet d'investissements portant majoritairement (au moins 50%) sur des investissements éligibles retenus et plafonnés relatif à un dispositif de préparation automatique de l'alimentation lactée (<i>silo + centrale de préparation = automatisation de l'incorporation de la poudre, du dosage, du mélange et de la température</i>) 	55 (35+20)
	<p>NEOTERRA filière cunicole : - Investissement dans un mode de logement d'élevage alternatif permettant l'expression des comportements naturels des animaux (parcs ou modèles de cages spécifiques)</p>	35
	<p>STRUCTURATION filière cunicole : - Adhésion à la charte sanitaire FENALAP sur toute la durée du projet (entre la demande d'aide et la dernière demande de paiement)</p>	55 (35+20)
	<p>NEOTERRA filière apicole : - Adhésion à un organisme de développement apicole (ADA) sur toute la durée du projet (entre la demande d'aide et la dernière demande de paiement)</p>	35
	<p>STRUCTURATION filière apicole : - Création ou modernisation d'un atelier d'élevage de reines domestiques (à destination de l'auto-renouvellement ou à la vente de produits d'élevage) ou à la production de gelée royale (cf. Dossier annexes)</p>	55 (35+20)



Environnement IMPORTANT : ① Critères non cumulables entre eux	Projet porté une exploitation engagée dans le mode de production biologique (conversion ou maintien) sur l'atelier sur lequel porte au moins 50% des investissements éligibles retenus et plafonnés au moment de la demande d'aide.	Le critère BIO n'est cumutable avec aucun autre critère environnemental
	Projet comportant majoritairement (au moins 50% des investissements éligibles retenus et plafonnés) des investissements sur l'atelier apicole ①	15
	Projet porté par une exploitation engagée dans une démarche de certification environnementale reconnue de niveau 2 ou niveau 3 (HVE) sur l'ensemble des ateliers de son exploitation (la certification devra être transmise au moment de la demande d'aide ou à la demande de solde) ①	15
	Exploitation adhérente à un GIEE au moment de la demande d'aide. Le dossier porte majoritairement (au moins 50%) sur des investissements éligibles retenus et plafonnés contribuant directement au projet porté par le GIEE.	15
Périodicité des dossiers	Projet comportant une installation de panneaux photovoltaïques* en toiture du bâtiment sur lequel porte l'investissement. OU Projet dont plus de 50 % des surfaces de bardages qui vont être installées sont en bois. <i>*NB : se référer aux dispositions particulières des filières avicoles et hors avicoles ci-dessous ; l'attribution des points n'entraîne pas systématiquement l'éligibilité des panneaux photovoltaïques dans les investissements subventionnables.</i>	15
	Projet porté par une exploitation n'ayant pas reçu de subvention publique au titre de l'opération « plan de modernisation des élevages » (appel à projets/candidature hors avicole) depuis le 1 ^{er} janvier 2017 <i>(un projet obtenant les points du critère « Renouveau générationnel » avec un JA/NI qui n'avait jamais déposé de dossiers PCAE/PME, sera considéré comme primodemandeur même si l'exploitation a déjà bénéficié d'un dossier PCAE/PME depuis 2017.)</i>	60

• Montants et taux d'aides Elevages avicoles et non avicoles (tous financeurs confondus)

Les plafonds et taux d'aide suivant s'entendent tous financeurs confondus :

- **plafond de dépenses éligibles par dossier : 80 000 € HT**

Dans le cadre de la transparence GAEC, le plafond applicable pour les GAEC est dépendant du nombre d'associés-exploitants du groupement dans les proportions suivantes :

- o GAEC composés de deux associés : **144 000 € HT**
- o GAEC composés de trois associés et plus : **200 000 € HT**

Pour les dossiers Bio ou HVE, les plafonds suivants s'appliquent :

- **plafond de dépenses éligibles par dossier : 90 000 € HT**

Dans le cadre de la transparence GAEC, le plafond applicable pour les GAEC est dépendant du nombre d'associés-exploitants du groupement dans les proportions suivantes :

- o GAEC composés de deux associés : **162 000 € HT**
- o GAEC composés de trois associés et plus : **225 000 € HT**

- **taux d'aide publique de base : 30% dont 7,5 % maximum du département des Landes en fonction des taux pratiqués et des enveloppes consacrées à cette action par les autres départements.**

- **majorations :**

- + 5% pour les JA ou NI installés depuis moins de 5 ans
- + 10% si le siège de l'exploitation est en zone de montagne

Le FEADER intervient en contrepartie d'aides publiques nationales. Le montant d'aide publique se répartit ainsi :

	FEADER	Financeurs nationaux
Aquitaine	53%	47%
Limousin	63%	37%
Poitou-Charentes	63%	37%

Le total des aides apportées par les financeurs publics (Etat, Europe (FEADER), collectivités, Agences de l'eau, maître d'ouvrage public) doit obligatoirement atteindre le taux d'aide publique.

• Dispositions particulières élevage avicole, hors avicole

• Définition d'une « installation » :

« **Nouvel Installé** » = **NI** : agriculteur installé depuis moins de 5 ans, ayant ou non bénéficié de la DJA pour son installation.

« **Jeune agriculteur** » = **JA** : agriculteur de moins de 40 ans, installé depuis moins de 5 ans et ayant bénéficié de la DJA.

Si l'exploitant n'a pas bénéficié de la DJA (NI), la date de son installation est sa première date d'inscription à la MSA (Mutualité Sociale Agricole) en tant que chef d'exploitation.

Si l'exploitant a bénéficié de la DJA (JA), la date de son installation est celle qui figure sur le certificat de Conformité Jeune Agriculteur (CJA), qui est à fournir **au plus tard** à la première demande de paiement.

Pour être considéré comme NI ou JA, le dépôt de dossier **doit intervenir moins de 5 ans après la date d'installation**.

Exemple : un agriculteur s'est installé en année n avec la DJA à l'âge de 38 ans. Il dépose un dossier en année n+4. Il est NI puisqu'installé depuis moins de 5 ans mais n'est pas JA (sens UE) car a plus de 40 ans au dépôt de sa demande.

- **Précisions concernant le financement de la mise aux normes de la gestion des effluents d'élevage :**

Sur tout le territoire (RSD, ICPE, zones vulnérables):

Les exploitations agricoles doivent respecter des normes sur la gestion des effluents d'élevage (RSD, ICPE, normes zone vulnérables).

Les investissements en lien avec ces mises aux normes sont les ouvrages de stockage (couverture non incluse) : fosses de stockage et terrassement associé (poche souple, fosse sous caillebotis et pré fosses) et fumières.

Les investissements relatifs à ces mises aux normes sont éligibles uniquement dans deux cas :

1/ lorsque le droit de l'Union impose de nouvelles exigences aux agriculteurs. Ainsi, une aide aux investissements peut être accordée pour un maximum de 12 mois à compter de la date à laquelle celles-ci deviennent obligatoires pour l'exploitation agricole.

2/ pour les jeunes agriculteurs (JA) qui s'installent pour la première fois dans une exploitation agricole comme chefs d'exploitation. Ainsi, une aide aux investissements pour le financement de capacités de stockage relevant d'une norme applicable, peut être accordée sous réserve que les investissements soient réalisés dans un délai maximal de 4 ans, couvrant la durée de réalisation des actions prévues au Plan d'Entreprise (PE).

Dans tous les autres cas, ces investissements ne sont pas éligibles.

Ainsi, les investissements relatifs à la norme en vigueur (capacité réglementaire exigible) applicable à la situation initiale de l'exploitation (c'est-à-dire au dépôt du dossier, sur les effectifs existants avant-projet) ne sont pas éligibles, c'est l'abattement individuel qui s'applique. L'abattement s'applique également lorsque qu'aucun ouvrage de stockage n'a été réalisé à la situation initiale de l'exploitation (cas du stockage au champ). Cette part réglementaire abattue (non éligible) se calcule au cas par cas à l'aide du diagnostic DEXEL.

En revanche, si le projet est lié à une augmentation d'effectifs d'animaux, les ouvrages de stockage sont éligibles (part réglementaire et au-delà, déduction faite de l'abattement individuel). La part réglementaire correspondant aux effectifs initiaux avant-projet ne sera pas financée (sauf pour les JA chefs d'exploitation⁵).

Pour les JA, les travaux doivent être terminés (factures acquittées) dans un délai de 4 ans à partir de la date d'installation (date du CJA), sous réserve des conditions de réalisation inscrite dans la décision juridique.

Pour en savoir plus, consulter l'instruction technique du MAA du 09/01/2019 relative aux modalités de financement de la gestion des effluents : <https://info.agriculture.gouv.fr/gedei/site/bo-agri/instruction-2019-10>

A retenir

En dehors des dépenses liées à la mise aux normes comme susmentionné, les ouvrages de stockage des effluents qui relèvent de la norme en vigueur ne sont pas éligibles au PME.

Application aux zones vulnérables :

Tous les exploitants ayant au moins un bâtiment d'élevage situé en zone vulnérable sont concernés. Tous les animaux et toutes les terres de l'exploitation, qu'ils soient situés ou non en zone vulnérable, sont pris en compte.

En lien avec les règles ci-dessus :

- Seuls les investissements de mise aux normes dans les Nouvelles Zones Vulnérables 2018 bassin Adour-Garonne sont éligibles (liste des communes dans la notice du CERFA 15672)
- Les investissements de mise aux normes sont éligibles si l'exploitant s'est déclaré auprès de la DDT/M avant le 30 juin 2020.

⁵ L'aide peut être accordée durant la période de réalisation des actions du plan d'entreprise (4 ans à partir de la date d'installation c'est-à-dire la date du CJA), sous réserve des conditions de réalisation inscrite dans la décision juridique.

- La date de mise aux normes des capacités de stockage par rapport au 6ème programme d'actions, est fixée au 1er septembre 2021 (sauf dérogation). Les factures relatives à ces travaux de gestion des effluents peuvent être acquittées jusqu'au 1er septembre 2022.

Pour les éleveurs ayant fait une demande de prorogation avant le 1er septembre 2021, alors la date de mise en conformité est fixée au 1er septembre 2022.

- Les investissements de mise aux normes en zones vulnérables 2012, 2015 ou 2017 ne sont plus éligibles (délai de 12 mois dépassé) sauf pour les Jeunes Agriculteurs (JA). En effet, pour les JA, les investissements de mise aux normes sont éligibles, et ce quel que soit l'historique de la zone vulnérable.

▪ **Précision concernant le financement des logements collectifs (cages collectives standard ou de performance supérieure) dans les élevages de palmipèdes gras :**

1. Cas où l'investissement correspond à une transformation de logements individuels en logements collectifs ou construction d'un bâtiment neuf incluant des logements collectifs en remplacement d'un bâtiment comportant des logements individuels :

Les cages collectives (standards ou de performance supérieure) sont financées uniquement dans le cas où un JA est en cours d'installation dans l'exploitation et que les travaux de mise aux normes sont prévus dans le Plan d'Entreprise (PE).

Dans tous les autres cas, les cages collectives ne sont pas financées.

2. Cas où l'investissement correspond à une modernisation des logements collectifs déjà présents sur l'exploitation :

Les cages collectives sont financées dans leur totalité, qu'il s'agisse de cages standard ou de performance supérieure.

Dans ce cas, le porteur de projet devra justifier (par copie de factures de logements collectifs existants par exemple) que son exploitation était bien aux normes pour ce qui concerne les logements collectifs, avant son projet d'investissements.

3. Cas où l'investissement correspond à la création d'un bâtiment neuf (séparé ou par extension de l'existant) en lien avec une augmentation du cheptel ou une création d'activité ex-nihilo :

Les cages collectives correspondant à l'augmentation de cheptel sont financées dans leur totalité, qu'il s'agisse de cages standard ou de performance supérieure.

• **Précisions techniques pour les projets équins (hors avicole) :**

Le bénéficiaire doit être un éleveur d'équidés et doit répondre aux conditions suivantes :

- Il doit être propriétaire de ces animaux,
- L'activité d'élevage équine doit être majoritaire (supérieur à 50%). Cette part est calculée de la façon suivante : **ratio marge brute(ou Chiffre d'Affaire) des activités d'élevage équine éligibles au FEADER / marges brutes(ou Chiffre d'Affaire) de l'ensemble des activités équines > à 50%**
- Les activités d'élevage équines éligibles au FEADER sont les produits de l'élevage (vente de poulains et de chevaux issus de l'élevage) et les produits de la reproduction (saillies).

• **Précisions concernant le financement des panneaux photovoltaïques :**

Cas 1 / L'exploitant n'est pas propriétaire du bâtiment alors, seuls les aménagements intérieurs sont éligibles (y compris les murs, bardages et portails).

Cas 2 / L'exploitant est propriétaire du bâtiment et l'électricité produite n'est pas revendue pour tout ou partie à un opérateur, elle est valorisée dans son intégralité pour les besoins de l'exploitation (et de l'habitation pour les sites non reliés sur le réseau d'électricité). L'ensemble des investissements en lien avec le projet de production d'énergie photovoltaïque sont ainsi éligibles : le bâtiment, la charpente et la couverture, les aménagements intérieurs et les panneaux.

Cas 3 / L'exploitant est propriétaire du bâtiment et l'énergie produite est destinée pour tout ou partie à des opérateurs. Les dépenses éligibles concerneront la charpente, le bâtiment, les aménagements intérieurs (y compris les murs, bardages et portails), la couverture tout ou partie en fonction du mode de pose des panneaux.



LISTE DETAILLEE DES INVESTISSEMENTS ELIGIBLES FILIERE AVICOLE

CATEGORIE 1 : ENJEU DE MODERNISATION DES BATIMENTS D'ELEVAGE

1. LOGEMENTS DES ANIMAUX

- terrassement, divers réseaux, maçonnerie, etc.
- construction ou rénovation de bâtiments (y compris ossature, charpente, toiture, bardage, isolation pour les bâtiments neufs, sol, gouttières et descentes d'eau, parois lisses, rideaux polycarbonates, menuiseries),
- tunnels, cabanes et abris destinés au logement des animaux (y compris cabanes mobiles et bâtiments en kit)

2. AMENAGEMENTS ET EQUIPEMENTS INTERIEURS

- équipements de **distribution de l'alimentation** : mangeoires, chaines d'alimentation, boisseaux de stockage, trémies avec vis de transfert, automates d'alimentation et d'abreuvement
- équipements de **distribution d'eau** : bacs à eau, lignes de pipettes, systèmes d'abreuvement, impluviums
- systèmes de **traitement de l'eau** : pompes de peroxydation, pompes doseuse
- équipements d'adaptation de la **gaveuse**
- équipements de **chauffage** : radiants, canons
- installations fixes de **désinfection**,
- équipements de production **d'oeufs** : nids, pondoires, convoyeurs
- équipements de stockage et de **désinfection** des oeufs
- équipements de **régulation thermique** : filets brise-vent, aération, ventilation, brumisation, régulation thermique, pad cooling
- équipements de **sécurité** : alarme, groupe électrogène fixe et dédié
- équipements de **contention**, de tri, de pesée, télésurveillance, automatisation des ouvertures de trappes
- investissements et équipements évitant l'écoulement des eaux pluviales et la dilution des effluents
- équipement **d'éclairage**, frais de **plomberie** et **d'électricité** (inhérents aux aménagements et équipements fixes intérieurs)
- **Logements collectifs** spécifiques et leur mécanisation électrique

3. POUR LES PARCOURS

- équipements de distribution de l'alimentation : mangeoires, chaines d'alimentation, boisseaux de stockage, trémies avec vis de transfert, automates d'alimentation et d'abreuvement
- équipements de distribution d'eau : bacs à eau, lignes de pipettes, systèmes d'abreuvement, impluviums
- systèmes de traitement de l'eau : pompes de peroxydation, pompes doseuse

4. AUTRES CONSTRUCTIONS / EQUIPEMENTS

4.1 Aménagement extérieur des bâtiments

- aménagements des abords des bâtiments : aires bétonnées, empierrement ou enrobage, devant portes et portails, trottoirs de sortie des animaux, aménagement et stabilisation des abords et des accès, quai d'embarquement, aires de manœuvre de fumières et fosses, zone de stationnement, de chargement ou de livraison
- petits travaux pour création d'une zone tampon contre les eaux souillées (fossé/bourrelet) avant le cours d'eau.

4.2 Protection des sites d'élevage

- **Effaroucheurs**, filets et supports de filets, panneaux ou filets de fermeture des entrées d'air, panneaux de signalisation d'élevage, barrières et clôtures attenantes aux bâtiments et aux abris d'élevage
- Matériel de **ramassage** des volailles : porte container, lumière bleue, trois points hydrauliques
- **clôture** de l'unité de production

4.3 Autonomie alimentaire

- construction et équipements fixes directement liés à la fabrication d'aliments à la ferme.



CATEGORIE 2 : ENJEU EFFLUENTS D'ELEVAGE

- ouvrages de **stockage** du fumier, du lisier (poche à lisiers) et des autres effluents: fosses, fumière, etc.,
- **protection** des ouvrages de stockage des effluents : clôtures
- **couverture** des ouvrages de stockage (dans la mesure où ces derniers optimisent la gestion économique ou environnementale, des effluents)
- investissements visant à l'étanchéité des réseaux de collecte et des ouvrages de stockage des effluents,
- réseaux et matériels fixes permettant le **transfert** des liquides d'une fosse vers l'autre : pompes, canalisations de transfert,
- **racleur** automatique, hydrocurage,
- dispositif de **collecte** des eaux de lavage,
- dispositifs de traitement des **effluents** (ex : séparation des liquides et des solides, matériels d'homogénéisation du lisier par brassage ou broyage, quais et plateforme de compostage),
- installations de **séchage** de fientes de volailles,
- investissements périphériques à la **méthanisation** : pré et post traitement des digestats et effluents d'élevage

CATEGORIE 3 : ENJEU QUALITE SANITAIRE

- **sas** sanitaires et aménagements (douche, lavabo)
- équipements de gestion des **cadavres** : cloche d'équarrissage, bac d'équarrissage, plateforme d'équarrissage, aménagement aires de dépôt des bacs, enceinte réfrigérée de stockage des cadavres,
- aménagement d'une **aire** de nettoyage et désinfection dont fosses de récupération des eaux, regards, canalisations
- équipements de **nettoyage** : nettoyeur haute pression à eau chaude, canon à mousse, centrale de nettoyage-désinfection
- équipements de **désinfection** : four thermique et autres équipements spécifiques
- aménagement des **parcours** : clôtures, piquets, grillage
- **barrières** sanitaires externes : fossés de récupération/évacuation et citernes de collecte dédiées aux eaux souillées de l'unité de production,
- matériel **d'enfouissement** des effluents lors de l'épandage : enfouisseurs, pendillards (sous réserve qu'il soit couplé avec un enfouisseur : nouvel investissement ou déjà présent avec justification)
- **Pailleuse** plafonnée à 15 000€
- **Bâtiment et cellule de stockage de litière.**

CATEGORIE 4 : ENJEU AMELIORATION DE LA PERFORMANCE ENERGETIQUE DES EXPLOITATIONS

1. ECONOMIE D'ENERGIE

- échangeurs thermiques de type air-air, air-sol, puits canadien, VMC double-flux,
- isolation des bâtiments existants de logement des animaux.

2. ENERGIE RENOUVELABLE

- chauffe-eau solaire thermique,
- chaudière à biomasse et matériel de valorisation associé,
- pompes à chaleur,
- équipements liés à la substitution d'une source d'énergie fossile (ex. Puit canadien)
- équipements liés à la production et à l'utilisation d'énergie photovoltaïque, si les deux conditions suivantes sont respectées :

. Aucune revente d'énergie sur le réseau des opérateurs

. Valorisation de la totalité de l'énergie produite pour les besoins de l'exploitation (et de l'habitation pour les sites non reliés sur le réseau d'électricité).

Nb/ Les trackers solaires sont éligibles si la production d'énergie est autoconsommée et si le coût de l'investissement est inférieur à 50% du coût total du projet.

CATEGORIE 5 : DIAGNOSTICS

1. DIAGNOSTIC EFFLUENTS

Diagnostic de gestion des effluents DEXEL : dépense éligible plafonnée à 1 100 € HT

2. DIAGNOSTIC ENERGIE

Diagnostic énergie-GES, dépense éligible plafonnée à 1 000 € HT

STRUCTURATION DE LA GRILLE DE SELECTION**Seuil dossier Prioritaire 130 points****Seuil de sélection 95 points**

IMPORTANT		
➤ Le choix du critère se fait en fonction de l'atelier sur lequel porte la majorité (plus de 50%) des investissements		
➤ Le critère BIO est non cumulable avec un autre critère environnemental		
➤ SIQO/Démarche Commercialisation + transfo sont non cumulables		
➤ Pour les créations d'atelier, les critères seront appréciés lors de la dernière demande de paiement		
FILIERES	CRITERES	PTS
	Mise aux normes	130
	Renouvellement générationnel	35
Environnement	Bio (non cumulable avec autre crit.env.)	70
	Certif env niveau 2 ou 3	15
	Ou GIEE	15
	PV / Méthanisation	15
Neo Terra	PalmiGconfiance	35
	Ou Circuits-courts	20
	Palmipède / Isolation Bât.	20
	Ou Palmipède avec maintien d'un parcours arboré ou création de parcours arboré	20
	Toutes VM / Bât. BEBC + Lum naturelle	35
	Ou si Poulet de Chair / Bât. BEBC +lum naturelle + densité 39kg.m2 max Ou Parcours arboré	20
Volaille Maigre	SIQO (hors bio)	20
	Ou Démarche Co + transfo ou comm	20
	Périodicité des dossiers	60
Dossiers Prioritaires	Mise aux normes Gestion des effluents (130 pts) JA/NI + Bio + Neo Terra (35 + 70 + 35) Primo demandeur + Bio (60 + 70) Primo demandeur + JA/NI + Bio (60 + 35 + 70) Primo demandeur + JA/NI + Neo Terra (60 + 35 + 35) Primo demandeur + Neo Terra + Structuration Filière + Environnement (60 + 35 + 20 + 15)	



LISTE DETAILLE DES INVESTISSEMENTS ELIGIBLES HORS AVICOLE

CATEGORIE 1 : ENJEU DE MODERNISATION DES BATIMENTS D'ELEVAGE

1. LOGEMENTS DES ANIMAUX

- terrassement, divers réseaux, maçonnerie, etc.
- construction ou rénovation de bâtiments (y compris ossature, charpente, toiture, bardage, isolation pour les bâtiments neufs, sol, gouttières et descentes d'eau),
- tunnels, cabanes et abris destinés au logement des animaux,
- aires d'attente, d'exercice et d'alimentation (y compris couverture et bardage),
- nurserie, aire d'isolement, local de quarantaine,
- salles de tétée en veau de lait sous la mère.

2. EQUIPEMENTS ET MATERIEL D'ELEVAGE

- **équipement visant à une amélioration des conditions sanitaires d'élevage et de surveillance** : filets brise-vent, aération, ventilation, télésurveillance, lecteurs de boucles, brumisation, régulation thermique, automatisation des ouvertures de trappes, alarme, groupe électrogène fixe, pad cooling
- **équipement visant à l'amélioration des conditions de manipulation des animaux et de la qualité** : équipements de contention, de tri, de pesée, parcs et couloirs de contention fixes ou mobiles
- **équipement et aménagement fixe intérieur** : logettes, cornadis, équipements de distribution de l'alimentation (tapis d'affouragement, mangeoires, chaîne d'alimentation, distributeurs automatiques de concentrées, distributeurs automatiques de lait, automates d'alimentation et d'abreuvement, boisseaux de stockage) et équipement de distribution d'eau (ligne de pipettes, système d'abreuvement, impluvium), frais de plomberie et électricité (si inhérents aux aménagements et équipements fixes intérieurs), barrières, logements collectifs spécifiques et leur mécanisation électrique, chauffage, pompe doseuse, système de traitement de l'eau (peroxydation,...), équipement fixe de paillage des bâtiments, tapis et autres matériaux mis sur le sol des aires de vie pour améliorer le confort des animaux à condition qu'ils bénéficient d'une garantie décennale.
- **équipements mobiles consacrés exclusivement** à la distribution d'aliments concentrés, dans la limite de **9 000€**.
- **investissements et équipements évitant l'écoulement des eaux pluviales et la dilution des effluents**,
- **pour les élevages cuniques** : Reposes pattes, cages pré-cheptel grands modèle, mezzanines, cages aménagées, parcs.
- investissements périphériques à la méthanisation : pré et post traitement des digestats et effluents d'élevage
- équipement pâturage : clôtures fixes et mobiles, râtelier et nourrisseurs au champ, système d'abreuvement au champ (abreuvoirs et réseaux de canalisations nécessaires pour acheminer l'eau jusqu'aux animaux)

3. LOCAUX ET MATERIEL DE TRAITE

- bâtiment,
- tous types de matériels de traite,
- salle de traite (y compris contention),
- équipements de traite mobile (chariots de traite) pour la traite aux champs
- robots de traite,
- décrochage automatique et compteurs à lait,
- automate de lavage et autres équipements de traite (à l'exclusion des tanks à lait)
- investissements d'économie d'énergie dans le bloc de traite
- système d'alimentation dans la salle de traite
- système d'identification automatique des animaux en salle de traite



4. **EQUIPEMENTS SPECIFIQUES A L'APICULTURE**

- bâtiment de stockage des équipements indispensables à l'activité (local destiné à l'entreposage des ruches, ruchettes, hausses).

Nota bene : les ruches, ruchettes et hausses ne sont pas éligibles à cet Appel à Projets.

- bâtiment et équipement pour le greffage : appareil de prélèvement de sperme de faux-bourdon, équipement CO2 pour appareil à inséminer les reines et inséminateur, loupe binoculaire, lampe froide, Picking, Cupularve, cagette JZ-BZ, protecteur de cagette
- bâtiment et équipement pour l'élevage de reines : couveuse, nucs de fécondation (miniplus), capture et marquage des reines (cage et marqueur), ruche d'élevage 2 compartiments, entonnoir à abeille, grille à reine, collecteur à abeille pour production de paquet d'abeille
- bâtiment et équipement pour la production de pollen : trappe à pollen- séchoirs, déshumidificateur, nettoyeur, trieur, souffleur
- bâtiment et équipement pour la production de gelée royale : aspirateur pour gelée royale, doseuse=>transfo remplisseuse, cadre d'élevage avec nourrisseur, barrette de cupule, bâtiment spécifique destinés à la production de pollen

5. **AUTRES CONSTRUCTIONS / EQUIPEMENTS**

5.1 **Aménagement extérieur des bâtiments**

- aménagements des abords des bâtiments : aires bétonnées, empierrement ou enrobage, devant portes et portails, trottoirs de sortie des animaux, aménagement et stabilisation des abords et des accès, quai d'embarquement, aires de manœuvre de fumières et fosses, zone de stationnement, de chargement ou de livraison
- petits travaux pour création d'une zone tampon contre les eaux souillées (fossé/bourrelet) avant le cours d'eau.

5.2 **Autonomie alimentaire**

- constructions et équipements de stockage de fourrage (silo couloir, hangar à fourrages...)

dans la limite de 35 000€HT d'investissement

- installations de séchage en grange de fourrages en vrac ou en bottes, conçue pour ne pas nécessiter de système de chauffage utilisant un combustible. Les équipements éligibles sont, le bâtiment, la soufflerie, le déshumidificateur, les cellules, les caillebotis, l'installation de manipulation du fourrage (portique, griffe, rails ...).
- construction et équipements fixes directement liés à la fabrication d'aliments à la ferme.
- investissements visant à l'étanchéité du sol des silos (ragréage, béton),

5.3 **Bloc sanitaire exclusivement destiné aux intervenants sur l'élevage**

- Bloc sanitaire comprenant une partie vestiaire, wc, douche à la condition que son accès unique soit direct depuis l'extérieur et non accessible depuis un bâtiment d'habitation.

CATEGORIE 2 : ENJEU EFFLUENTS D'ELEVAGE

- ouvrages de stockage du fumier, du lisier et des autres effluents liquides : poche à lisiers, fosses, fumière, citerne de stockage des eaux blanches issues de la salle de traite, clôtures, etc.,
- couverture des ouvrages de stockage du fumier, du lisier et des autres effluents liquides.
- investissements visant à l'étanchéité des réseaux de collecte et des ouvrages de stockage des effluents,
- réseaux et matériels fixes permettant le transfert des liquides d'une fosse vers l'autre : pompes, canalisations de transfert,
- racleur automatique, hydrocurage, évacuateur à fumier.
- dispositif de collecte des eaux de lavage,
- dispositifs de traitement des effluents (ex : séparation des liquides et des solides, matériels d'homogénéisation du lisier par brassage ou broyage), système autonomes de gestion des effluents reconnus lagunage (type installation traitement des effluents type filtre roseaux pour eaux blanches), filtre à paille,
- investissements visant le traitement des effluents en lien avec les locaux de traite,
- quais et plates-formes de compostage,
- matériel permettant l'enfouissement des effluents lors de l'épandage en un seul passage : enfouisseur, injecteur.

CATEGORIE 3 : ENJEU QUALITE SANITAIRE

Afin de contenir certaines maladies telles que la tuberculose bovine ou de prévenir l'arrivée de nouvelles maladies sur nos territoires comme par exemple la Peste Porcine Africaine (PPA), il est impératif de mettre en place des mesures de biosécurité dans les élevages. Sont éligibles les investissements de biosécurité suivants :

Pour les élevages de bovins :

- équipement pour les élevages de bovins concernés par la tuberculose (détenant un APDI ou une attestation GDS prescrivant des investissements de biosécurité dans le cadre de la lutte contre la tuberculose bovine) : système de pompage et de stockage d'eau, condamnation du point d'eau naturel ; double clôture.

Pour les élevages de suidés :

- quai d'embarquement pour le chargement et le déchargement des suidés
- aire d'attente
- local ou enclos de quarantaine
- tout système de protection du pourtour des parcours/enclos/parcs (Cf Focus ci-dessous)

Toutes filières

- sas sanitaires et aménagements (douche/lavabo), petits matériels de nettoyage et désinfection (lave-bottes, tapis ...);
- protection des sites d'élevage : effaroucheurs, filets, panneaux de signalisation d'élevage, barrières et clôtures attenantes aux bâtiments et aux abris d'élevage et tout système de protection du pourtour des sites d'élevage.
- gestion des cadavres : cloche d'équarrissage, bac d'équarrissage, aménagement aires de dépôt des bacs, enceinte réfrigérée de stockage des cadavres, plateforme d'équarrissage, aire bétonnée ou stabilisée dédiée à la zone d'équarrissage
- installations fixes de nettoyage et de désinfection pour les animaux et/ou les locaux,
- Aménagement d'une aire de nettoyage et de désinfection dont fosses de récupération des eaux pluviales
- **barrières** sanitaires externes : fossés de récupération/évacuation et citernes de collecte dédiées aux eaux souillées de l'unité de production,
- **portail**

Ces investissements éligibles concernent toutes les filières d'élevage excepté la filière volaille pour laquelle il existe un appel à projet spécifique « avicole ».

Focus sur :

• La tuberculose bovine

Au regard du contexte régional préoccupant s'agissant de la persistance épidémiologique de la tuberculose bovine, il est rappelé aux exploitations l'importance de mettre en œuvre les mesures de biosécurité notamment dans les foyers de tuberculose bovine et dans les élevages en zone à risque. Pour en savoir plus : se référer à l'**instruction technique DGAL/SDSPA/2018-743 du 03/10/2018**.

• La peste porcine africaine (PPA)

La peste porcine africaine (PPA) est une maladie virale hémorragique qui touche exclusivement les porcs domestiques et les sangliers. Présente dans certains pays d'Europe et dernièrement détectée en Belgique, cette maladie entraîne des pertes économiques majeures en raison de son taux de mortalité élevé et des restrictions commerciales imposées aux pays touchés. **La menace de contamination des exploitations porcines en France est réelle** et nécessite un renforcement immédiat des mesures de biosécurité en élevage. Un arrêté ministériel (DGAL/SDSPA/2019-389) en vigueur au 17 octobre 2018, fixe les mesures de biosécurité à appliquer dans les exploitations détenant des suidés. De plus, une instruction technique plus spécifique sur les **clôtures** décrit les dispositifs à mettre en œuvre au **1er janvier 2021** pour empêcher l'intrusion de sangliers dans les exploitations et les contacts directs entre sangliers et porcs. Pour en savoir plus : Consultez l'instruction technique « clôtures » (DGAL/SDSPA/2019-389) du 15 mai 2019 et le site du MAA : <https://agriculture.gouv.fr/peste-porcine-africaine-les-mesures-de-biosecurite-obligatoires>

CATEGORIE 4 : ENJEU AMELIORATION DE LA PERFORMANCE ENERGETIQUE DES EXPLOITATIONS**3. ECONOMIE D'ENERGIE**

- échangeurs thermiques de type air-air, air-sol, puits canadien, VMC double-flux
- isolation des bâtiments existants de logement des animaux,

4. ENERGIE RENOUVELABLE

- chauffe-eau solaire thermique,
- chaudière à biomasse et matériel de valorisation associé,
- pompes à chaleur,
- équipements liés à la substitution d'une source d'énergie fossile (ex/ Puit canadien)
- équipements liés à la production et à l'utilisation d'énergie photovoltaïque, si les deux conditions suivantes sont respectées :
 - Aucune revente d'énergie sur le réseau des opérateurs
 - Valorisation de la totalité de l'énergie produite pour les besoins de l'exploitation (et de l'habitation pour les sites non reliés sur le réseau d'électricité).

Nb/ Les trackers solaires sont éligibles si la production d'énergie est autoconsommée et si le coût de l'investissement est inférieur à 50% du coût total du projet.

CATEGORIE 5 : DIAGNOSTICS**1. DIAGNOSTIC EFFLUENTS**

Diagnostic de gestion des effluents DEXEL : dépense éligible plafonnée à 1 100 € HT

2. DIAGNOSTIC ENERGIE

Diagnostic énergie-GES dépense éligible plafonnée à 1 000 € HT.

**STRUCTURATION DE LA GRILLE DE SELECTION****Seuil dossier Prioritaire 130 points****Seuil de sélection 95 points****IMPORTANT**

- Le choix du critère se fait en fonction de l'atelier sur lequel porte la majorité (plus de 50%) des investissements
- Le critère "BIO" est non cumulable avec un autre critère environnemental
- Apicole/Certification environnementale sont non cumulables
- Pour viser les points des critères "Structuration", il est obligatoire de répondre aux exigences des critères Neo Terra
- Pour les créations d'atelier, les critères seront appréciés lors de la dernière demande de paiement

CRITERES		PTS
Mise aux normes gestion des effluents et Biosécurité	Mise aux normes en Gestion des effluents Ou Biosécurité filière bovine	130
	Ou Biosécurité filière porcine	
Renouvellement générationnel		35
Environnement	Bio (non cumulable avec autre crit.env.)	70
	Atelier apicole Ou Certif env niveau 2 ou 3	15
	PV / 50% Bardage Bois	15
	GIEE	15
Neo Terra (Critère par filière)		35
Critère "structuration des filières" (Pour viser le critère "Structuration" il est nécessaire de répondre aux exigences du critère Neo Terra => 35 + 20)		" + " 20
Périodicité des dossiers		60

Dossiers Prioritaires

Mise aux normes Gestion des effluents ou Biosécurité (130 pts)
 JA/NI + Bio + Neo terra (35 + 70 + 35)
 Primo demandeur + Bio (60 + 70)
 Primo demandeur + JA/NI + Bio (60 + 35 + 70)
 Primo demandeur + JA/NI + Neo Terra (60 + 35 + 35)
 Primo demandeur + JA/NI + 3 critères Environnement (60 + 35 + 15 + 15 + 15)
 Primo demandeur + Neo Terra + Structuration Filière + Environnement (60 + 35 + 20 + 15)
 Primo demandeur + Neo Terra + 3 critères Environnement (60 + 35 + 15 + 15 + 15)



Article 4 – Petits investissements en élevages bovins, ovins, caprins, asins et chevaux lourds

• Mesure retenue et modalités d'application

Une aide du Département est accordée aux éleveurs détenteurs d'ateliers laitiers, de bovins viande ou d'ovins, de chevaux lourds, d'ateliers asins, d'ateliers de porcs plein air (circuits courts locaux) ou d'ateliers caprins sur des investissements ponctuels spécifiques hors dispositif cofinancé PCAE/PME.

Elle relève du régime cadre notifié SA 63945, modifié par le régime SA 59141, relatif aux aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production agricole primaire.

INVESTISSEMENTS ELIGIBLES	MODALITES
<ul style="list-style-type: none"> - matériel de surveillance - matériel de détection des vêlages et chaleurs - tubulaires pour l'amélioration de la contention et des conditions de travail - clôtures photovoltaïques, double clôture, passage canadien, aménagements et équipements pour les points d'eau à la pâture, aménagements des points d'alimentation à l'herbe (auge, râtelier, nourrisseurs avec fermeture ...) protection des accès à la faune sauvage des stock d'aliment et silos, parcs, cages et couloirs de contention fixes ou mobiles, quais d'embarquement, ventilation brumisation, brosses automatiques, brise vent, pédiluve, récupération des eaux de lavage de la machine à traire, stockage et traitements des eaux de pluie, informatisation des salles de traite - bascules ou systèmes de pesée avec plateau peseur - béton des aires de couchage - stabilisation des accès aux bâtiments - diagnostics environnementaux, si les investissements sont supérieurs à 4 000 € HT - silos matières premières hors aliment - investissements liés aux économies d'énergie dans le bloc de traite (pré refroidisseurs à lait, récupérateurs de chaleur sur tank à lait) 	<p>40 %</p> <p>Hors renouvellement de matériel et matériel d'occasion</p> <p>Plafond d'investissement : 7 000 € H.T. par exploitation</p> <p>Plancher d'investissement : 1 000 € H.T. par exploitation</p> <p>Maximum 1 dossier tous les 3 ans par exploitant quelle que soit la structure</p> <p>Expiration d'un délai de 3 ans après un dossier PCAE sauf pour une installation, pour les investissements non éligibles au PCAE (clôtures, alimentation et abreuvement au pâturage) dans le cadre d'un élevage touché par un évènement sanitaire et pour les équipements de contrôle des performances des animaux (matériels de pesée,...)</p>

• Attribution et versement de la subvention

Ces aides seront réservées :

- aux éleveurs de bovins viande qualifiés qui adhèrent à un signe officiel de qualité ou à « Fournisseur de Bovins Maigres » ou à une Organisation de Producteurs ou à Bovins Croissance 40,
- aux éleveurs de bovins lait qui adhèrent à la charte des bonnes pratiques d'élevage en atelier laitier et à Landes Conseil Elevage,
- aux éleveurs d'ovins.
- aux éleveurs de chevaux lourds qui adhèrent à l'association des éleveurs de chevaux de trait de la vallée de l'Adour.
- aux éleveurs asins.
- aux éleveurs de porcs plein air (circuits courts locaux)
- aux éleveurs de caprins adhérents ou non adhérents au syndicat ovin.
- sur présentation d'une attestation de participation à une formation biosécurité tuberculose bovine (uniquement pour les dossiers bovins).

Elles sont attribuées sur présentation des devis ou des factures justificatives après contrôle des investissements réalisés.

Un seul dossier peut être déposé par un exploitant, quelle que soit la structure, sur une période de trois ans et les aides sont versées sur présentation des factures justificatives et après contrôle des investissements réalisés.

Le renouvellement du matériel et le matériel d'occasion ne sont pas subventionnables.

Article 5 – Modernisation des exploitations sous SIQO

- a) Mise en conformité et développement des élevages de canards gras Label et oies répondant à un cahier des charges spécifique existant (IGP – Label)

- **Enjeux**

- Améliorer la valeur ajoutée de la production de canards gras et sauvegarder un mode de production traditionnel par l'engagement dans la démarche canard fermier Label Rouge.

- Soutenir la reconversion des producteurs s'engageant dans ce cadre vers le gavage en parcs ou cages collectives et au maïs grain.

- **Mesure retenue**

Le Département accorde une aide financière aux agriculteurs qui s'engagent dans la démarche Label Rouge et qui réalisent des investissements de mise en conformité et de développement de leur atelier ; elle relève du régime cadre notifié SA 63945, modifié par le régime SA 59141, relatif aux aides aux investissements dans les exploitations agricoles liées à la production agricole primaire.

Le Département accorde également une aide financière aux agriculteurs qui souhaitent développer l'agroforesterie sur leurs parcours d'élevage.

- **Modalités d'application**

Dans le cadre de la réglementation en vigueur, le Département des Landes accorde une aide aux agriculteurs qui s'engagent dans la démarche Label pour le financement des investissements de mise en conformité et de développement de leur atelier éligibles ou non dans le cadre du Plan de Compétitivité et d'adaptation des exploitations agricoles

Plafonds et taux

L'aide accordée s'élève à 36 % du montant H.T. des investissements réalisés.

Ce taux s'élève à 50 % du montant H.T. des investissements réalisés en agroforesterie.

Les dépenses subventionnables sont plafonnées à :

Investissements éligibles au dispositif cofinancé Article 17 sous-mesure 4.1.A plan pour le PCAE/PME	Plafond subventionnable/exploitation (H.T.)
Aménagement sortie des animaux aires de sortie gouttières	5 000 €
Aménagement des bâtiments caillebotis, évacuation des déjections	
Contention	
Evacuation - stockage déjections	
Aménagement ou création de parcours clôtures, piquets points d'eau et alimentation accès	
Barrières sanitaires externes (avec diagnostic biosécurité) acquisition et /ou aménagement de sas sanitaires	
Gestion sanitaire des élevages alarme	
Protection et qualité sanitaire de l'eau pipettes d'abreuvement et pompes doseuses	
Gestion des cadavres bacs d'équarrissage	



Investissements non éligibles au dispositif cofinancé Article 17 sous-mesure 4.1.A du PCAE/PME	Bénéficiaires	Plafond subventionnable / exploitation H.T.
Aménagement des bâtiments ouverture, ventilation, climatisation, isolation aménagement du sol intérieur abreuvoirs Matériel de stockage, de préparation et de distribution de l'alimentation (élevage) Pesons Dispositifs de lutte contre la sauvagine Matériel de stockage pour le gavage et de préparation au gavage (cuiseur) Investissements de biosécurité de protection (filets et autres) Equipements de gavage Qualité sanitaire de l'eau (dont les pompes) Amélioration des conditions de manipulation des animaux et de la qualité caissons froids ou caisses frigo balances de pesage plateaux peseurs Matériel de nettoyage et de désinfection	Tous agriculteurs	10 000 € Ce plafond est porté à 20 000 € si le projet intègre du matériel de stockage, de gavage et préparation au gavage
Matériels innovants : silos souples maïs inerté	Jeunes agriculteurs	35 400 € Autres agriculteurs 25 400 €
Agroforesterie : arbres, essences locales et fruitiers sur une base de 40 arbres /ha maximum	Tous agriculteurs	Investissement subventionnable plafonné à 10 € (plant + plantation/protection)

Pour les investissements non éligibles au dispositif cofinancé :

- dans le cadre d'exploitations sociétaires ou de co-exploitations, chaque chef d'exploitation, dans la limite de deux, bénéficie du plafond correspondant,
- pour les exploitations comprenant un conjoint collaborateur, le plafond subventionnable est augmenté de 50 % (excepté pour les investissements liés à l'agroforesterie).

Les montants plafonds sont vérifiés sur une période de 5 ans précédant la demande d'aide, sauf dans le cas d'investissements de biosécurité subventionnables non éligibles au PCAE/PME d'un montant inférieur à 3 000 € HT.

Autres conditions

L'agriculteur doit produire des canards à foie gras dans le cadre du cahier des charges Label Rouge.

Le nombre de canards gavés par bande ne doit pas excéder 1 000 par U.T.H. (Unité de Travail Humain) et 13 000 sur l'ensemble de l'année par chef d'exploitation dans la limite de deux chefs d'exploitation pour les exploitations sociétaires.

Le bénéficiaire s'engage à respecter le cahier des charges de production Label Rouge pour une période de cinq ans minimum. Le bénéficiaire doit fournir les factures d'acquisition des fournitures et équipements ou d'exécution des travaux nécessaires au paiement des subventions allouées dans l'année de décision d'octroi.

Dans le cas d'une utilisation des silos souples pour le maïs inerté, pour une autre espèce animale, un prorata sera appliqué au calcul de ladite subvention.

b) Développement des cultures pérennes engagées dans une démarche de qualité et de diversification : asperges, kiwis

• Enjeux

- Diversification de la production.
- Amélioration de la valeur ajoutée des produits par l'engagement dans une démarche qualité.

• Mesures retenues

Le Département accorde une aide à la plantation aux agriculteurs qui souhaitent diversifier leur système de production, augmenter les performances en haute densité ou développer la production biologique avec une culture pérenne (asperges, kiwis, plantations nouvelles en production d'asperges, plantation et rénovation de vergers d'actinidias.

Ces aides relèvent du régime cadre notifié SA 63945, modifié par le régime SA 59141, relatif à l'aide aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production agricole primaire.

Pour les asperges haute densité, cette démarche s'inscrit dans l'I.G.P. Asperges des sables des Landes, la Certification de Conformité Produit Asperges des sables des Landes et les produits issus de l'Agriculture Biologique.

Pour les plantations d'asperges, l'aide est ouverte aux productions conventionnelles et biologiques. L'adhésion à une coopérative ou certification agriculture biologique ne s'applique pas dans le cas d'une exploitation exerçant majoritairement une commercialisation en circuit court.

Le bénéficiaire doit fournir les factures d'acquisition des fournitures et d'équipements ou d'exécution des travaux nécessaires au paiement des subventions allouées dans l'année de décision d'octroi.

• Modalités d'application

Aides à la plantation d'asperges

La surface minimum pour la plantation d'asperges est de 0,25 ha.

La surface aidée est limitée à 8 ha de plantation par exploitation individuelle et 12 ha par exploitation dans le cas d'une structure sociétaire agricole comprenant au moins deux chefs d'exploitation à titre principal.

Dans le cas où un des exploitants de la société a déjà bénéficié de l'aide du Conseil départemental dans les 7 dernières années, à titre individuel, les surfaces déjà subventionnées seront déduites du plafond subventionnable de l'exploitation.

Plafonds et taux

Bénéficiaires	Taux d'aide *
Jeunes agriculteurs	40,5 %
Autres agriculteurs	25 %

* Le taux d'aide s'applique sur le montant H.T. du coût de la plantation plafonné à 10 000 € H.T./ ha comprenant les postes suivants : griffes, fertilisation et drainage.

Le taux maximum d'intervention du Conseil départemental est révisable dans l'hypothèse d'autres interventions publiques dans la limite des plafonds communautaires.

Pour les exploitations comprenant un conjoint collaborateur, le plafond subventionnable est augmenté de 50%.

Les montants plafonds sont vérifiés sur une période de 7 ans précédant la demande d'aide.

Les aides attribuées par le Conseil départemental dans le cadre du règlement départemental ne se cumulent pas avec les aides attribuées dans le cadre des programmes opérationnels.

Autres conditions

Le producteur bénéficiant de l'aide à la plantation s'engage par une déclaration manuscrite à maintenir la plantation et à produire durant une période de sept ans à compter de la date de plantation.

Durant cette période, l'agriculteur doit être membre d'une coopérative agréée, d'une organisation de producteurs agréée ou d'un syndicat départemental de producteurs ou certifié en agriculture biologique, sauf dans le cas d'une activité de commercialisation majoritairement en circuit court.

Le paiement s'effectuera sur présentation d'un récapitulatif validé par l'organisme (coopérative ou syndicat ou fournisseur de griffes) concernant les achats de griffes, la fertilisation et les travaux de drainage accompagnés des justificatifs et factures correspondants.

Le producteur s'engage à respecter le cahier des charges de plantation validé par le syndicat départemental et à fournir le procès-verbal de réception de plantation correspondant.

Aides à la plantation de Kiwis

Les aides sont réservées aux variétés d'actinidias avec engagement sur quatre ans à conserver ces variétés.

La surface minimum de la plantation est de 0,50 ha pour la plantation d'actinidias.

La surface aidée est limitée à 15 ha de plantation par exploitation et 20 ha par exploitation dans le cas d'une structure sociétaire agricole comprenant au moins deux chefs d'exploitation à titre principal.

Dans le cas où un des exploitants de la société a déjà bénéficié de l'aide du Conseil départemental dans les 7 dernières années, à titre individuel, les surfaces déjà subventionnées seront déduites du plafond subventionnable de l'exploitation.

Cette aide est mobilisable par les exploitations, hors parcelles impactées par le dépérissement.

Dans le cas d'une rénovation, seuls les plants ou greffons seront subventionnables pour les variétés d'actinidias ainsi que les aménagements nécessaires à la lutte contre l'hydromorphie des sols (plafond d'investissement subventionnable de 6 000 € HT/ha) en conformité avec la loi sur l'Eau et les Milieux aquatiques, et la modernisation des structures (plafond de 12 000 € HT/ ha).

Plafonds et taux

Bénéficiaires	Taux d'aide variétés retenues	Variétés Hayward
Jeunes agriculteurs	25 %	35 %
Autres agriculteurs	20 %	30 %

Avec un plancher d'aide de 200 € (strictement dans le cas d'une rénovation de vergers) et un plafond de :

- 5 000 € d'aide par ha
- 6 000 € HT d'investissement/ha pour les travaux de lutte contre l'hydromorphie des sols
- 12 000 € HT d'investissement/ha pour les rénovations de structures.

Les dépenses subventionnables H.T. prennent en compte les frais d'achat de plants et la préparation de la plantation (drainage, palissage). Pour les exploitations comprenant un conjoint collaborateur, le plafond subventionnable est augmenté de 50%.

Les montants plafonds sont vérifiés sur une période de 7 ans précédant la demande d'aide.

Les aides attribuées par le Conseil départemental dans le cadre du règlement départemental ne se cumulent pas avec les aides attribuées dans le cadre des programmes opérationnels.

Autres conditions

Le producteur bénéficiant de l'aide à la plantation s'engage par une déclaration manuscrite à maintenir pendant quatre ans la plantation en Hayward et à produire durant une période de dix ans à compter de la date de plantation.

Durant cette période, l'agriculteur doit être membre d'une coopérative agréée, d'une organisation de producteurs agréée ou d'un Syndicat départemental de producteurs ou certifié en agriculture biologique, sauf dans le cas d'une activité de commercialisation majoritairement en circuit court.

Le bénéficiaire doit fournir les factures d'acquisition des fournitures et d'équipements ou d'exécution des travaux nécessaires au paiement des subventions allouées dans l'année de décision d'octroi.



Le producteur s'engage à respecter le cahier des charges de plantation validé par le syndicat départemental et à fournir le procès-verbal validé par l'organisation de producteurs.

c) Aide à la conservation des vins de distillation et au vieillissement de l'Armagnac

• **Enjeu**

Le Département aide les viticulteurs du Bas-Armagnac landais à optimiser leur potentiel de production vers un produit Armagnac de qualité.

• **Mesure retenue**

L'aide concerne les investissements en matière de conservation des vins de distillation et au vieillissement de l'Armagnac.

Cette aide relèvera du règlement de minimis dans le secteur primaire agricole n° 1408/2013 du 18 décembre 2013 et du règlement 2019/316 du 21 février 2019 complété par le règlement 2019/316 du 21 juin 2019.

Les agriculteurs bénéficiaires devront fournir pour l'octroi de la participation départementale l'attestation prévue au règlement n° 1408/2013 du 18 décembre 2013 et au règlement 2019/316 du 21 février 2019.

• **Modalités d'application**

Equipements subventionnables

	Plafond subventionnable/ exploitation (H.T.)	Taux d'aide
Amélioration de la cuverie	22 500 €	18%
Dispositif de protection contre l'oxydation		
Amélioration de la futaie		
Rénovation des chais		

Dans le cadre d'exploitations sociétaires ou de co-exploitations, chaque chef d'exploitation, dans la limite de trois, bénéficie du plafond correspondant.

Pour les exploitations comprenant un conjoint collaborateur, le plafond subventionnable est augmenté de 50%.

Les montants plafonds sont vérifiés sur une période de 10 ans précédant la demande d'aide.

Autres conditions

L'agriculteur a l'obligation d'adhérer à la charte qualité.

L'exploitation agricole doit être située dans la zone d'Appellation d'Origine Contrôlée Bas-Armagnac Landais.

L'agriculteur doit être détenteur d'un numéro O.N.I.V.I.N.S. (Office National Interprofessionnel des Vins) et d'un compte actif et individualisé (compte référencé individuellement au B.N.I.A. et attestant d'une activité réelle de production et de commercialisation). Les jeunes agriculteurs qui s'installent sans avoir de passé viticole Armagnac peuvent bénéficier de ces aides.

La déclaration de récolte devra indiquer le volume de vin destiné à la distillation d'Armagnac.

L'agriculteur doit être en règle avec la réglementation de déclaration aux douanes et avec la déclaration de stocks B.N.I.A.

L'agriculteur bénéficiant d'une aide à la conservation des vins de distillation et de vieillissement de l'Armagnac s'engage, par une déclaration manuscrite, à produire pendant une période de cinq années à compter de la date de la demande et à respecter la "charte qualité" avec un vieillissement minimal de six ans pour 50 % au moins de son stock.

Les conditions prévues à l'article 2 ne s'appliquent pas à cette aide.

Pour les exploitations comprenant un conjoint collaborateur, le plafond subventionnable est augmenté de 50%.

Les montants plafonds sont vérifiés sur une période de 10 ans précédant la demande d'aide.

Le bénéficiaire doit fournir les factures d'acquisition des fournitures et d'équipements ou d'exécution des travaux nécessaires au paiement des subventions allouées dans l'année de décision d'octroi.

Article 6 – Aides aux investissements en apiculture

• **Enjeu**

Dispositif d'aide aux investissements en apiculture pour le maintien et le repeuplement du cheptel d'abeilles pour les apiculteurs non professionnels.

• **Conditions d'éligibilité**

- être âgé de moins de 62 ans au moment de la décision attributive,
- avoir, au moment de la demande de subvention, des ruches déclarées depuis au moins 5 ans auprès de la DDETSPP des Landes, fournir une déclaration de moins d'un an et tenir un registre sanitaire d'élevage,
- présenter l'attestation de formation, soit auprès d'un rucher école, soit d'un organisme de formation ad hoc,
- détenir déjà un minimum de 15 ruches au moment de la demande de subvention,
- fournir un n° SIRET (obligatoire pour la vente de miel),
- les cotisants solidaires sur une exploitation agricole ne sont pas éligibles,
- le bénéficiaire peut ne pas être adhérent à la MSA.

• **Exclusion du dispositif**

Par dérogation, le bénéficiaire n'a pas l'obligation de fournir l'attestation d'inscription à la Mutualité Sociale Agricole.

• **Modalités d'application**

Le Département soutient les investissements jusqu'à 49 ruches par bénéficiaire sur la base des aides suivantes :

Investissements éligibles	Plafond d'investissement subventionnable HT	Aide maximale taux 40 %
Ruche neuve vide (10 cadres)	70 €	28 €
Ruchette neuve vide (5 cadres)	55 €	22 €
Essaim	125 €	50 €
Reine	25 €	10 €
Ruche peuplée occasion	165 €	66 €

- Minimum d'investissement : 1 000 €
- Maximum d'aide par an : 1 500 € par bénéficiaire

Autres Investissements éligibles	Plafond d'investissement subventionnable HT	Aide maximale taux 40 %
Matériel d'extraction et de filtrage	3 000 €	1 200 €

Article 7 – Diagnostics bovins lait et viande

• **Mesure retenue**

Les dispositifs ci-après interviennent en appui des producteurs dans la conduite de leur atelier d'élevage au titre de l'amélioration du résultat global et de la viabilité des exploitations.

• **Modalités d'application**

Les dispositifs de soutien aux diagnostics ci-après relèvent du régime cadre exempté de notification n° SA 60577 relatif aux aides et aux services de conseil pour les PME dans le secteur agricole 2015-2022 édicté par l'Union Européenne.

Ces aides sont réservées :

- aux éleveurs de bovins viande qualifiés qui adhèrent à un signe officiel de qualité, à « Fournisseur de Bovins Maigres » ou à une Organisation de Producteurs et à Bovins Croissance 40,
- aux éleveurs de bovins lait qui adhèrent à la Charte des bonnes pratiques d'élevage en atelier laitier et à Landes Conseil Elevage.



Elles seront versées sur présentation des factures justificatives et après contrôle des investissements réalisés.

Ces aides dérogent à l'article 2 du présent règlement.

Aides aux accompagnements stratégiques en Elevage laitier

Ce dispositif d'accompagnement stratégique s'appuie sur 2 niveaux :

- le premier niveau pour permettre de clarifier la stratégie de l'éleveur afin de l'aider à la prise des bonnes décisions pour l'orientation de son atelier laitier. Le coût des prestations est de 615 € H.T. et comprend trois rendez-vous pour l'analyse socio-technico-économique de l'exploitation,

- le second niveau composé du premier niveau et d'une étude de projet avec plan d'actions opérationnelles pour appliquer les décisions d'orientations élaborées lors du premier niveau. Le coût des prestations est de 1 230 € H.T. et englobe les trois rendez-vous du premier niveau et une étude de projet complète débouchant sur un plan d'actions et une nouvelle étude économique.

La participation du Département se réalise à hauteur de 80 % du coût H.T. pour chaque niveau, soit 492 € par diagnostic de niveau 1 (123 € restants à la charge de l'éleveur), et 984 € par diagnostic de niveau 2 (246 € restants à la charge de l'éleveur).

La libération de l'aide s'effectue au bénéfice de la Chambre d'Agriculture des Landes sur présentation des factures justificatives, conformément au régime cadre, ainsi que des diagnostics réalisés. Dans le même temps, une notification d'information est envoyée à l'éleveur.

Aides aux diagnostics en atelier bovins viande (DIATEV)

Le coût de ce type de prestation est évalué à 750 € H.T.

La participation du Département se réalise à hauteur de 80 % du coût H.T., soit 600 € par diagnostic, (150 € restants à la charge de l'éleveur).

La libération de l'aide s'effectue au bénéfice de Landes Conseil Elevage sur présentation des factures justificatives, conformément au régime cadre, ainsi que des diagnostics réalisés. Dans le même temps, une notification d'information est envoyée à l'éleveur.

Article 8 – Diagnostics d'appareils d'intrants

Mesure retenue

Les dispositifs ci-après interviennent en complémentarité avec les actions en faveur de la modification des pratiques visant à rendre les exploitations encore plus vertueuses sur les thématiques environnementales. Le réglage du matériel permet d'optimiser leurs prestations et de limiter ainsi les pollutions ponctuelles.

Modalités d'application

Cette intervention relève du règlement exempté de notification édicté par l'Union Européenne, au titre de l'amélioration des performances environnementales, SA 60577 relatif aux aides aux services de conseil pour les PME dans le secteur agricole pour la période 2015-2022.

Les diagnostics d'épandeurs et d'enfouisseurs

Les coûts des diagnostics sont les suivants :

- Diagnostic des épandeurs : coût prévisionnel maximal de 165 € T.T.C.
- Diagnostic des enfouisseurs d'engrais minéraux : coût prévisionnel maximal de 110 € T.T.C.

La participation du Département se réalise à hauteur de 45 % du coût des diagnostics. L'exploitation bénéficiaire ne devra pas être en difficulté.

Le versement de la participation départementale s'effectue à l'Association « Top Machine 40 » sur présentation des contrôles réalisés, de l'attestation indiquant que l'exploitation bénéficiaire n'est pas en difficulté et sous réserve que ladite association fasse apparaître le montant de la participation du département sur les factures individuelles adressées aux agriculteurs.



Les diagnostics tracteurs (banc d'essai moteur)

Le coût total d'un diagnostic est de 140 € H.T. **Le montant unitaire éligible est de 98 € H.T.**

La participation du Département se réalise à hauteur de :

- 50 % du montant unitaire éligible, en cofinancement avec la Région Nouvelle-Aquitaine dans le cadre du nouveau programme (PCAE/PME),
- 36 % du montant unitaire éligible, hors cadre du programme (PCAE/PME).

L'exploitation bénéficiaire ne devra pas être en difficulté.

Le versement de la participation départementale s'effectue à l'Association « Top Machine 40 » sur présentation des contrôles réalisés, de l'attestation indiquant que l'exploitation bénéficiaire n'est pas en difficulté et sous réserve que ladite association fasse apparaître le montant de la participation du département sur les factures individuelles adressées aux agriculteurs.

TITRE III – « LES LANDES AU MENU ! » POUR REpondre A L'EVOLUTION DES ATTENTES SOCIETALES : RELOCALISATION DE L'ALIMENTATION ET DEVELOPPEMENT DES PRODUCTIONS DE QUALITE

Article 9 – Aide aux investissements pour la transformation et la commercialisation de produits agricoles par les agriculteurs et leurs groupements engagés dans la transition agricole (Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations Agricoles (PCAE)).

- **Enjeu**

Le développement des circuits alimentaires locaux est un enjeu fort en Nouvelle-Aquitaine. Ces circuits constituent, en effet, un des leviers d'action pour faire face aux mutations des modèles de production agricole, tout en s'adaptant aux nouvelles attentes sociales et sociétales. Première région agricole et agroalimentaire d'Europe (en termes de valeur et d'emploi), la Nouvelle-Aquitaine jouit d'une grande diversité de ses productions agricoles et dispose de forts atouts nécessaires au développement des filières alimentaires locales. Les périodes de confinements liées à la COVID-19 ont accéléré le retour à des achats de produits en circuits courts locaux par les consommateurs.

- **Application du dispositif**

Département des Landes, siège d'exploitation situé sur le Département des Landes

- **Mesure retenue**

Le Département accorde une aide aux investissements en faveur des exploitations agricoles développant la transformation des productions et vente, à la ferme.

Cette aide relève du régime cadre exempté SA 60553 (ex SA 49435) relatif à l'aide en faveur des PME actives dans la transformation et la commercialisation de produits agricoles pour la période 2015-2022.

- **Description du dispositif**

Le **Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations Agricoles (PCAE)** est un outil phare de la politique agricole de la Région Nouvelle-Aquitaine. Il permet de soutenir les investissements visant à améliorer la performance économique, environnementale et sociale des exploitations agricoles. Le PCAE se décline en dispositifs d'aides sous forme d'appels à projets complémentaires et indépendants qui sont échelonnés tout au long de l'année.

Le 9 juillet 2019, les élus du Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine réunis en séance plénière ont adopté la feuille de route régionale dédiée à la transition énergétique et écologique : Néo Terra. Elle se fixe 11 ambitions, accompagnées d'engagements chiffrés et d'actions concrètes. Dans ce cadre, la Région a décidé d'accompagner l'ensemble du secteur agricole dans sa transition agro-écologique autour de 3 enjeux principaux :

- sortir des pesticides et généraliser les pratiques agro-écologiques,
- s'adapter au changement climatique et participer à son atténuation,
- favoriser le bien-être animal.

Faisant partie des ambitions de Néo Terra, le développement des circuits alimentaires locaux est un enjeu fort en Nouvelle-Aquitaine. Il constitue en effet un des leviers d'action pour faire face aux mutations des modèles de production agricole, tout en s'adaptant aux nouvelles attentes sociales et sociétales. Cet appel à projets s'inscrit dans le cadre du Pacte Alimentaire Nouvelle-Aquitaine, qui a été signé le 7 janvier 2021 par la Région, l'Etat et leurs partenaires acteurs des différents maillons de la chaîne alimentaire régionale. Le pacte s'articule autour des enjeux suivants :

- créer et partager la valeur ajoutée dans un souci de juste répartition garantissant la juste rémunération notamment des agriculteurs,
- développer des approvisionnements locaux de qualité dans les différents marchés régionaux,
- relocaliser l'économie alimentaire dans une approche territoriale,
- être solidaire avec les acteurs les plus touchés par la crise sanitaire et ses conséquences économiques.

Le présent appel à projets est un dispositif phare pour favoriser les circuits de proximité et la vente directe avec le soutien au développement d'une agriculture de proximité et de qualité pour créer de la valeur dans les exploitations agricoles et renforcer le lien producteurs-consommateurs.

Les dispositions du présent appel à projets définissent, pour la Région Nouvelle-Aquitaine et pour la période du 15 février 2022 au 31 mai 2022, l'ensemble des modalités incombant aux porteurs de projets sollicitant une aide financière pour des dépenses d'investissement dans le cadre de l'opération « Transformation et commercialisation de produits agricoles par les agriculteurs et leurs groupements ».

Cet appel à projets est marqué par une orientation forte en faveur des projets de développement engagés dans la transition agricole en ciblant les exploitations, engagées en Agriculture Biologique ou Haute Valeur Environnementale ou ayant des projets apicoles.

Par ailleurs, les projets de diversification seront étudiés prioritairement sur cet appel à projets.

. Définition d'une « diversification »

La diversification concerne la création d'une nouvelle activité de transformation ou de commercialisation sur une filière.

Les projets de commercialisation sont considérés comme distincts des projets de transformation.

Exemples :

Une exploitation laitière transforme son lait en yaourt depuis plusieurs années. Elle souhaite développer la vente à la ferme. Son projet de création d'un local de commercialisation de yaourts est un projet de diversification.

Une exploitation maraîchère a l'habitude de commercialiser ses légumes à la ferme, elle souhaite transformer ses légumes en conserves, son projet est un projet de diversification.

La nomenclature des filières (non exhaustive) utilisée est la suivante

- Produits laitiers : bovin, ovin, caprin
- Produits carnés : bovin, ovin, caprin, Porcin, volailles maigres, palmipède...
- Fruits, Légumes : Petits fruits, arboriculture, légumes
- Œufs et ovo-produits
- Produits de la Ruche
- Céréales, farines, pain et pâtes
- Protéines végétales
- Escargots
- Plantes aromatiques et médicinales
- Salicorne
- Boissons, spiritueux

• Modalités de l'appel à projets

L'opération « Transformation et commercialisation de produits agricoles par les agriculteurs et leurs groupements » se présente sous la forme d'un appel à projets ouvert du **15 février 2022 au 31 mai 2022**.

L'enveloppe indicative globale de la Région est de **3 millions d'euros**. A cela, s'ajoute les enveloppes des départements co-financeurs du dispositif. **Les dossiers devront être déposés de manière dématérialisée, à l'adresse de messagerie suivante :**

transformationetcommercialisation@nouvelle-aquitaine.fr

L'appel à projets est articulé autour d'une période unique :

Début de dépôt de dossier complet	Fin de dépôt de dossier complet
Mardi 15 février 2022	Dimanche 31 mai 2022

Il est **vivement conseillé de transmettre son dossier le plus en amont possible de la date butoir**.

Les dossiers de demande de subvention devront être déposés complets au plus tard le dimanche 31 mai 2022 à minuit.

Le dossier suivra les étapes suivantes :

Etape 1 : dépôt de dossier à la Région (guichet unique)

- La date retenue pour le dépôt du dossier est la date de réception du dossier de demande par la Région.
- **Envoi par la Région d'un accusé de réception de recevabilité avec autorisation de démarrage** des travaux sans promesse de subvention⁶, sous réserve de présentation du formulaire de demande de subvention complété et signé avec les informations minimales suivantes : identification du demandeur (nom et adresse), libellé et description du projet, dates de début et de fin de réalisation prévisionnelles du projet, liste des dépenses, type d'aide (subvention), montant du financement public (tous financeurs confondus), date et signature du porteur de projet.



Etape 2 : instruction du dossier

Un dossier est complet si :

- Le formulaire de demande d'aide est complété et signé.
- Les pièces à joindre au formulaire sont fournies, en conformité et recevables.
- **Instruction du dossier** par les services de la Région. *Des pièces ou informations complémentaires peuvent être demandées.*

ATTENTION : Les dossiers doivent être obligatoirement complets aux dates limites présentées à l'article 2 du présent règlement. A défaut, les dossiers ne pourront être présentés aux comités de sélection correspondants.



Etape 3 : passage en comité de sélection

- Composition du comité de sélection : Région et Départements cofinanceurs
- **Le comité de sélection rend un avis** favorable, défavorable ou d'ajournement sur le dossier.



Etape 4 : vote des crédits publics

- **Vote des crédits publics** de chaque financeur pour les dossiers ayant reçu un avis favorable en comité de sélection.
- Après le passage en commission permanente :
 - Une **notification** est envoyée aux dossiers ayant reçu un avis favorable par les services de la Région et du département cofinanceur le cas échéant.
 - Une **notification de rejet** est envoyée aux dossiers ayant reçu un avis défavorable.



Etape 5 : décision juridique

- **Envoi de la décision juridique** d'octroi de la subvention régionale au bénéficiaire pour les dossiers ayant reçu un avis favorable.
- Envoi de la décision juridique d'octroi de la subvention départementale au bénéficiaire, en cas de co-financement.



⁶ La date de début d'éligibilité des dépenses figure dans l'accusé de réception envoyé par le service instructeur.

Etape 6 : demande de paiement à la Région Nouvelle-Aquitaine

- Le bénéficiaire effectue sa **Demande de Versement de la Subvention** sur le site de la Région : <https://mes-demarches.nouvelle-aquitaine.fr>.

Si vous ne possédez pas de compte, vous pourrez en créer un avec votre n° Siret, pensez à bien conserver les identifiants qui vous seront communiqués.

Des pièces justificatives pourront être annexées. Ces pièces sont listées dans la décision juridique d'octroi de l'aide (ex. : tableau récapitulatif des dépenses certifié par l'expert-comptable, factures certifiées acquittées par le fournisseur, photos des investissements ...)



Etape 7 : paiement

- Instruction de la demande de paiement par les services de la Région. Ils vérifient la réalité de la dépense et mandatent le Trésorier/Direction Générale de Finances Publiques, qui procède au paiement de l'aide régionale par virement bancaire.

Est précisé dans la décision juridique la date limite pour effectuer la demande de versement et de transmission des justificatifs. Toutefois en cas de retard dans le déroulement de l'opération, celui-ci pourra faire l'objet d'une prorogation. Dans ce cas, le bénéficiaire devra adresser un courrier dûment motivé à la Région et ce avant l'expiration du délai pour lequel il sollicite une prorogation.

- En cas de co-financement, les services de la Région informent les services du Département de la demande de paiement. Les services du Département mandatent le Trésorier/Direction Générale des Finances Publiques qui procède au paiement de l'aide départementale par virement bancaire.

• Conditions d'éligibilité du demandeur

Les financements publics accompagnant cette opération s'adressent aux demandeurs réunissant cumulativement les trois conditions suivantes :

.CONDITION 1 – ACTIVITE AGRICOLE

Demandeurs éligibles :

- Les **exploitants agricoles** qui exercent une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime :
 - o **exploitants agricoles personnes physiques** (exerçant à titre individuel) âgés d'au moins 18 ans, **exerçant à titre principal, secondaire et les cotisants solidaires**,
 - o **exploitants agricoles personnes morales** (exerçant dans un cadre sociétaire ou en association) dont l'objet est agricole,
- les **groupements d'agriculteurs** ou les structures juridiques (Association, GIE, SICA, GFA, SCIC...) dont plus de 50% du capital ou des droits de vote sont détenus par des **exploitations agricoles**⁷,
- les **CUMA** (coopérative d'utilisation de matériels agricoles),
- les **coopératives agricoles de moins de 10 salariés**, dont le projet est un outil de transformation inférieur à 120 000 €HT, ou un magasin de producteurs.

Demandeurs non éligibles :

- Les coopératives agricoles de plus de 10 salariés ainsi que leurs filiales⁸,
- les lycées agricoles⁹,
- les SCI.

⁷ Une Exploitation Agricole est une unité de production remplissant les critères suivants : produire des produits agricoles, avoir une gestion courante indépendante, atteindre un certain seuil en superficie, en production ou en nombre d'animaux. Son existence juridique se matérialise par un numéro de SIRET.

⁸ Des « Aides aux Investissements Productifs dans l'agroalimentaire » existent <https://les-aides.nouvelle-aquitaine.fr/economie-et-emploi/aide-aux-investissements-productifs-dans-lagroalimentaire>

⁹ Il existe un appel à projets à destination des exploitations et ateliers technologiques des établissements d'enseignement agricole publics.



.CONDITION 2 – ENGAGEMENT DANS LA TRANSITION AGRICOLE

Pour les projets individuels :

Les financements publics accompagnant cette opération s'adressent :

- aux demandeurs dont les exploitations sont certifiées ou en conversion en **Agriculture Biologique** sur l'atelier/ les ateliers objets de la demande d'aide. Les exploitations qui ne sont ni certifiées ni en conversion au moment du dépôt de la demande peuvent fournir une attestation d'engagement qui sera vérifiée au moment du paiement,
- ou, aux demandeurs dont l'exploitation est **certifiée Haute Valeur Environnementale (HVE)**, Les exploitations qui ne sont pas certifiées au moment du dépôt de la demande peuvent s'engager dans la certification, qui sera vérifiée au moment du paiement.
Sont également reconnues les démarches équivalentes au HVE répondant aux mêmes exigences environnementales et certifiées par un organisme externe.
- ou aux **apiculteurs** déposant un dossier apicole.

Pour les projets collectifs, dont le demandeur est un groupement d'exploitations agricoles :

Les financements publics accompagnant ces opérations s'adressent aux demandeurs dont au moins 50% des associés répondent aux critères présentés ci-dessus. **Les trois conditions (Bio, HVE, Apicole) peuvent se compléter**, c'est-à-dire qu'une partie des agriculteurs peut répondre au critère « Bio » tel que présenté, une autre au critère « HVE », et une autre au critère « apicole », dans la mesure où ils représentent au moins 50% des associés.

Ex : projet collectif de 10 exploitations : 2 certifiées Bio ; 1 en conversion Bio ; 1 certifiée HVE ; 1 Apiculteur
- TOTAL : 5 des 10 associés répondent aux conditions soit 50 % du collectif qui est donc éligible.

.CONDITION 3 – PERIODICITE / CUMUL D'AIDES

Les entreprises (même n° de SIRET) bénéficiaires d'une aide du présent dispositif en 2021 ne sont pas éligibles en 2022.

La Demande de Versement de Solde (D.V.S) d'un précédent dossier PCAE – transformation et commercialisation [...] devra être déposée avant le 31 mai 2022, soit avant la date de clôture de l'appel de projets, pour que le dossier soit éligible.

• Conditions d'éligibilité du projet

. Type de projet

L'aide accordée au titre de cette opération concerne la transformation de produits agricoles, à l'exclusion des produits de la pêche, de l'aquaculture¹⁰ et de la filière viti-vinicole¹¹. Elle concerne également la commercialisation en circuits locaux de produits agricoles, ou transformés à partir de ceux-ci.

Exemples de projets éligibles : Abattoir de petits animaux, salle de découpe, miellerie, espace de commercialisation de produits agricoles, caisses enregistreuses aux normes en vigueur, magasin de producteurs, espace de transformation et/ou conditionnement de fruits et légumes,...

. Localisation du projet

Le projet est situé dans le Département des LANDES

Un même projet sur une adresse donnée, ne peut être déposé que par une seule entité juridique (même numéro de Siret).

. Nature des projets

Une distinction est opérée entre les projets collectifs et les projets individuels.

¹⁰ Il existe un programme spécifique dans le cadre du FEAMP (Fonds Européen pour les affaires Maritimes et la Pêche), mesure 68 et 69. Sont éligibles à ce dispositif les produits suivants : grenouilles, algues dont spiruline, poissons, mollusques, crustacés.

¹¹ Il existe un programme spécifique (Organisation Commune de Marché – OCM) de soutien aux investissements de la filière viti-vinicole financé par le FEAGA (Fonds Européen Agricole de Garantie) via FranceAgrimer. Pour les autres filières (Exemple : fruits et légumes), l'OCM peut également prévoir des aides aux investissements identiques à celles prévues dans le présent appel à projets.



○ Projets individuels

Les projets individuels sont les projets portés par une ou deux exploitation(s) agricole(s). Il peut s'agir d'exploitants individuels, d'exploitations sous forme sociétaire (EARL, GAEC, SCEA), ou de cotisants solidaires.

○ Projets collectifs

Les projets collectifs sont portés par un groupement d'au moins 3 exploitations agricoles. Des structures juridiques non collectives peuvent être éligibles à ce critère, si la portée du projet est collective, c'est-à-dire qu'il bénéficie à plusieurs exploitations agricoles. Dans ce dernier cas, les contrats entre le demandeur de l'aide et ses apporteurs seront demandés afin de justifier le caractère collectif.

Une attention particulière sera accordée à la viabilité économique des projets collectifs.

. Exclusions sur certaines filières animales

Concernant la **filière volaille de chair et poules pondeuses**, seuls les projets, dont les volailles sont élevées en plein air et dont les exploitations ne pratiquent pas le broyage des poussins mâles sont éligibles. Concernant les projets relevant de la transformation de foie gras, seuls les projets concernant des produits labellisés IGP Canard à Foie Gras du Sud-Ouest ou intégrés dans une démarche de commercialisation en circuits courts sont éligibles.

• **Coûts admissibles**

Plancher de dépenses éligibles : 5 000 € HT.

Dépenses éligibles :

Les investissements matériels exclusivement liés au projet, en lien avec les enjeux de l'opération :

- la construction, l'extension, la rénovation de biens immeubles, y compris les aménagements intérieurs,
- l'achat de matériels et d'équipements neufs,
- l'acquisition ou le développement de logiciels tels que les logiciels d'étiquetage et de création de GENCOD (Code-barre) permettant d'assurer la traçabilité des produits et les logiciels de gestion commerciale, ainsi que l'acquisition de marques commerciales,
- les frais généraux¹² en lien avec le projet dans la limite de 20% des autres dépenses éligibles plafonnées : honoraires d'architectes (sauf pour constituer le dépôt de permis de construire), études de faisabilité, études de marché, le développement de sites internet ou frais de consultants pour l'accompagnement de la communication sur les réseaux sociaux.

Les dépenses sont appréciées Hors Taxe.

Dépenses inéligibles (liste non exhaustive, la liste est détaillée en Annexe 2) :

- la TVA,
- les frais de montage de dossier de demande de subvention,
- les frais de dépôt de permis de construire,
- les dépenses réglementaires : constitution de dossiers de dépôt de permis de construire, autorisation de travaux, autorisation ICPE, agrément sanitaire, normes RT2012, sécurité incendie, ...
- les consommables et les jetables : essence, sacs, fournitures, gaz, électricité, eau, papier, bords, conserves vides,...
- les coûts d'acquisition foncière,
- les équipements d'occasion ou reconditionnés,
- les équipements en copropriété,
- les investissements financés par un crédit-bail,
- les investissements financés par délégation de paiement,
- les contributions en nature et le bénévolat,
- l'achat de véhicules utilitaires, de remorques (hors équipements froids).
- les coûts salariaux pour l'auto-construction
- investissements de performance énergétique : échangeurs thermiques, chaudières à biomasse, pompes à chaleurs, panneaux photovoltaïques,...

¹² Ces dépenses peuvent être réalisées avant le dépôt du dossier de demande de subvention.



- les aménagements extérieurs : parkings, aires de lavage, les travaux de voirie et les aires de stationnement,...
- les dépenses de réseaux extérieurs au bâtiment (gaz, eau, électricité, assainissement, télécommunications,...)
- les investissements de stockage non liés à la transformation, au conditionnement ou à la commercialisation (sauf chambres froides pour les produits de la filière végétale),
- les frais de communication : banderoles, flyers, habillage de stand de marché, création de logos, flyers, t-shirt, panneau de signalétique, habillage de banque réfrigérée, panneaux de publicité extérieur,...
- la documentation : livres...
- logiciels de gestion comptable, suites bureautiques, systèmes d'exploitation (Linux, Mac, Windows).

Le détail des dépenses éligibles et non éligibles est présent en Annexe 2 du présent article.

• **Critères de priorité**

1. Les dossiers déposés concernant des projets de diversification tels que définis à l'article 1 du présent règlement seront examinés de manière prioritaire lors des comités de sélection et traités au fil de l'eau.
2. Ensuite, les dossiers relatifs à des projets collectifs (3 exploitations agricoles et plus) hors diversification, seront étudiés dans un 2nd temps, selon l'enveloppe restante disponible, après vote des dossiers de priorité 1.
3. Enfin, les dossiers apicoles, non collectifs et hors diversification, seront étudiés dans un 3^e temps, selon l'enveloppe restante disponible après vote des dossiers des priorités 1 et 2.
4. Autres projets

• **Montants et taux d'aides (tous financeurs confondus)**

. Plafonds de dépenses éligibles :

Catégories :	Montant plafonné éligible HT
Projets portés par 1 exploitation agricole (dont GAEC)	40 000 €*
Projets portés par 2 exploitations agricoles au moins	80 000 €*
Projets collectifs (3 exploitations agricoles et plus)	Le calcul du plafond sera apprécié en fonction du projet, lors de l'instruction technique.

***Par exception, les projets de transformation de produits laitiers sont plafonnés à 60 000 € ou à 120 000 €, respectivement pour les projets portés par 1 ou 2 exploitations agricoles.**

. Taux d'aide régionale : 30 %

Le total des aides apportées par les financeurs publics (Région, Départements, EPCI, Leader, Fonds Avenir Bio,...) doit respecter les taux d'aides publics maximums autorisés par les régimes d'aides ou règlements.

L'aide sera versée à la réalisation du projet et sur présentation de la certification HVE ou conversion/certification BIO le cas échéant.

	Région Nouvelle-Aquitaine	Département des Landes	Taux de subvention maximum
Taux de base	30 %	7,5 %	37,5 %

Le taux d'intervention du Département est fixé à 7,5 % pour les dossiers cofinancés avec la Région à hauteur de 30 %, soit 37.5 % d'aide publique totale. Le Département interviendra seul à hauteur de 15 % sur les dossiers non retenus par la Région sur la base des investissements éligibles et plafonds du dispositif cofinancé avec la Région, dans la limite de 10 projets au maximum par an et des crédits inscrits.



• **Durée de réalisation du projet**

Le bénéficiaire dispose d'un délai de 3 ans pour réaliser ses travaux et effectuer sa demande de versement à compter de la validation de son dossier de demande en commission permanente. Cette durée peut être prolongée sur demande du bénéficiaire avant expiration de l'acte de décision de subvention.

Annexe 1 de l'article 9 : liste prévue à l'article 38 du Traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne

- 1 - Numéros de la nomenclature de Bruxelles	- 2 - Désignation des produits
Chapitre 1	Animaux vivants
Chapitre 2	Viandes et abats comestibles
Chapitre 3	Poissons, crustacés et mollusques
Chapitre 4	Lait et produits de la laiterie ; œufs d'oiseaux ; miel naturel
Chapitre 5	
05.04	Boyaux, vessies et estomacs d'animaux, entiers ou en morceaux, autres que ceux de poissons
05.15	Produits d'origine animale, non dénommés ni compris ailleurs ; animaux morts des chapitres 1 ou 3, impropres à la consommation humaine
Chapitre 6	Plantes vivantes et produits de la floriculture
Chapitre 7	Légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires
Chapitre 8	Fruits comestibles ; écorces d'agrumes et de melons
Chapitre 9	Café, thé et épices, à l'exclusion du maté (n 09.03)
Chapitre 10	Céréales
Chapitre 11	Produits de la minoterie ; malt ; amidons et féculs ; gluten ; inuline
Chapitre 12	Graines et fruits oléagineux ; graines, semences et fruits divers ; plantes industrielles et médicinales ; pailles et fourrages
Chapitre 13	
ex 13.03	Pectine
Chapitre 15	
15.01	Saindoux et autres graisses de porc pressées ou fondues ; graisse de volailles pressée ou fondue
15.02	Suifs (des espèces bovine, ovine et caprine) bruts ou fondus, y compris les suifs dits «premiers jus»



15.03	Stéarine solaire ; oléo-stéarine ; huile de saindoux et oléo-margarine non émulsionnée, sans mélange ni aucune préparation
15.04	Graisses et huiles de poissons et de mammifères marins même raffinées
15.07	Huiles végétales fixes, fluides ou concrètes, brutes, épurées ou raffinées
15.12	Graisses et huiles animales ou végétales hydrogénées, même raffinées mais non préparées
15.13	Margarine, simili-saindoux et autres graisses alimentaires préparées
15.17	Résidus provenant du traitement des corps gras ou de cires animales ou végétales
Chapitre 16	Préparations de viandes, de poissons, de crustacés et de mollusques
Chapitre 17	
17.01	Sucres de betterave et de canne, à l'état solide
17.02	Autres sucres ; sirops ; succédanés du miel, même mélangés de miel naturel ; sucres et mélasses caramélisés
17.03	Mélasses, même décolorées
17.05 (*)	Sucres, sirops et mélasses aromatisés ou additionnés de colorants (y compris le sucre vanillé ou vanilliné), à l'exception des jus de fruits additionnés de sucre en toutes proportions
Chapitre 18	
18.01	Cacao en fèves et brisures de fèves, brutes ou torréfiées
18.02	Coques, pelures, pellicules et déchets de cacao
Chapitre 20	Préparations de légumes, de plantes potagères, de fruits et d'autres plantes ou parties de plantes
Chapitre 22	
22.04	Moûts de raisins partiellement fermentés, même mutés autrement qu'à l'alcool
22.05	Vins de raisins frais ; moûts de raisins frais mutés à l'alcool (y compris les mistelles)
22.07	Cidre, poiré, hydromel et autres boissons fermentées
ex 22.08 (*) ex 22.09 (*)	Alcool éthylique, dénaturé ou non, de tous titres, et obtenu à partir de produits agricoles figurant à l'annexe I, à l'exclusion des eaux-de-vie, liqueurs et autres boissons spiritueuses, préparations alcooliques composées (dites «extraits concentrés») pour la fabrication de boissons
22.10 (*)	Vinaigres comestibles et leurs succédanés comestibles
Chapitre 23	Résidus et déchets des industries alimentaires ; aliments préparés pour animaux
Chapitre 24	

24.01	Tabacs bruts ou non fabriqués ; déchets de tabac
Chapitre 45	
45.01	Liège naturel brut et déchets de liège ; liège concassé, granulé ou pulvérisé
Chapitre 54	
54.01	Lin brut, roui, teillé, peigné, ou autrement traité, mais non filé ; étoupes et déchets (y compris les effilochés)
Chapitre 57	
57.01	Chanvre (<i>Cannabis sativa</i>) brut, roui, teillé, peigné ou autrement traité, mais non filé ; étoupes et déchets (y compris les effilochés)
(*) Position ajoutée par l'article 1 ^{er} du règlement n° 7 <i>bis</i> du Conseil de la Communauté économique européenne, du 18 décembre 1959 (JO n° 7 du 30.1.1961, p. 71/61).	

Les produits suivants ne sont pas des produits agricoles au sens de cette annexe : Glace, sel, pâtes, bière, pain, pain d'épices, bonbons, huiles essentielles.

Ces produits sont éligibles au présent dispositif au regard du règlement dit « de minimis ».

Annexe 2 de l'article 9 : détail des dépenses éligibles et inéligibles par filières/ mentor du PCAE Transformation à la ferme

NON EXHAUSTIF)

Filière	Investissements éligibles	Investissements non éligibles
Végétale	<p>Ligne de transformation</p> <p>Espace de stockage, de conditionnement et chambres froides de produits agricoles avant transformation, si transformation ou si commercialisation en circuits-courts.</p> <p>Espace de stockage, de conditionnement et chambres froides de produits transformés.</p> <p>Matériel de conditionnement de produits</p>	<p>Matériel de production ou de récolte</p> <p>Bâtiments et équipements éligibles à l'appel à projets PCAE Maraîchage et petits fruits</p> <p>Fabrication d'aliments pour les animaux de rente</p> <p>Le matériel de conditionnement plastique pour la vente de fruits et légumes frais par lot de moins de 1.5 kg dans les conditions réglementaires applicables¹³</p>
Lait	<p>Transformation (fromagerie, ...)</p> <p>Conditionnement</p> <p>Stockage de produits transformés</p>	<p>Assainissement et traitement des eaux blanches non lié à un investissement de transformation et de commercialisation</p>

¹³ <https://www.service-public.fr/particuliers/actualites/A15243>



	Tank à lait si l'exploitation n'adhère pas à un organisme collecteur de lait, et si le lait est transformé ou commercialisé sur l'exploitation	Tank à lait, si l'exploitation adhère à un organisme collecteur de lait et si l'exploitation ne transforme pas ou ne commercialise pas en circuits courts.
Viande	<p>Abattage, Découpe,</p> <p>Transformation (conserverie, ...)</p> <p>Conditionnement</p> <p>Stockage (chambre froide carcasse, chambre froide produits finis)</p> <p>Matériel de congélation, surgélation</p> <p>Projets sur la filière Volaille : Plein air uniquement</p>	<p>Matériel d'élevage</p> <p>Bocaux, consommables.</p> <p>Projets sur la filière volaille hors plein air</p>
Apiculture	<p>Miellerie (Matériel, conditionnement, transformation, stockage)</p> <p>Bâtiment et équipement uniquement dédié à la récolte, au filtrage du miel, fabrication de bonbons ou autres produits à base de miel</p> <p>Dans le cas d'une construction neuve :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Proratisation des devis gros œuvre en fonction de la surface allouée transfo/élevage - Devis second œuvre détaillés entre transfo/élevage 	<p>Ruches, ruchettes et hausses</p> <p>Stockage des équipements d'élevage (ruches, hausses...)</p> <p>Bâtiment de stockage des ruches</p> <p>Bâtiment et équipements de greffage</p> <p>Bâtiment et équipement élevage des reines</p> <p>Bâtiment et équipement Production de pollen</p> <p>Bâtiment et équipement de production de gelée royale</p> <p>Certaines de ces dépenses sont éligibles à l'Appel à Projets PCAE Elevage</p>
Œufs	<p>Centre d'emballage, Mireuse calibreuse d'œufs, marqueur dateur d'œufs, ...</p> <p>Distributeur d'œufs pour la vente directe,</p> <p>Empileur d'alvéoles pour le conditionnement</p> <p>Elevages de plein air uniquement</p>	<p>Matériel d'élevage</p> <p>Elevages Hors plein air - Poules pondeuses en cage</p>
Viticulture	Matériel de transformation, conditionnement de Jus de raisin non alcoolisé ou spiritueux.	<p>Vins</p> <p>Des Aides France Agrimer existent</p>
Produits de la pêche et aquaculture	Plantes allopathes (notamment salicorne), sel.	<p>Aquaculture, spiruline, mollusques, poissons, algues, crustacés.</p> <p>Des aides FEAMP existent.</p>
Toutes filières	<p>Construction, extension, rénovation de locaux liés à la transformation et/ou la commercialisation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Gros œuvre : terrassement, dalles, murs, charpente, couvertures, menuiseries extérieures, réseau d'eau) - Second œuvre : isolation, cloisons intérieures, menuiseries intérieures, plomberie, électricité, revêtement sol, peintures) 	<p>Aménagements extérieurs</p> <p>Travaux de voirie et aires de stationnement, aires de lavage.</p> <p>Travaux d'assainissement</p>



	<p>Groupe électrogène (si lié à la transformation)</p> <p>Equipements froid sur un véhicule</p> <p>Vitrine et banque réfrigérée</p> <p>Stockage isotherme et ou/réfrigéré lié à la transformation, au conditionnement ou à la commercialisation,</p> <p>Frais d'installation du matériel</p> <p>Main d'œuvre réalisée par un prestataire pour les investissements éligibles</p> <p>Matériel de transformation et de commercialisation de produits transformés et non transformés (balance, chambre froide, ...)</p> <p>Ecran tactile et matériel relatif à la caisse enregistreuse aux normes en vigueur (douchette, imprimante tickets, afficheur client, ordinateur de caisse et logiciel de caisse)</p> <p>Logiciels et matériel de traçabilité, étiquetage des produits, génération de GENCOD (codes-barres) et formation inhérente.</p> <p>Logiciel de gestion commerciale et formation inhérente.</p>	<p>Raccordements des réseaux (eau, assainissement, électricité) – extérieurs au bâtiment</p> <p>Matériels de sécurité incendie</p> <p>Véhicules utilitaires, remorques non réfrigérées</p> <p>Matériel d'occasion</p> <p>Matériel de restauration sur place ou à emporter</p> <p>Consommables : essence, sacs, fournitures, gaz, électricité, eau.</p> <p>Monte-charge mobile non lié à la transformation et à la commercialisation.</p> <p>Communication (flyers, t-shirt, banderoles, création de logo).</p>
	<p>Local de vente à la ferme</p> <p>Local de préparation de commandes pour la commercialisation</p> <p>Point de vente collectif de produits agricoles, magasin de producteurs.</p> <p>Transformation de laine, fabrication de savon</p> <p>Création de site internet de vente en circuits courts dans la limite du forfait de 20% (cf article 5)</p> <p>Achat de bungalow, de tiny house, ou de tout autre construction légère dont l'usage serait strictement lié à la transformation et/ou au stockage et/ou à la commercialisation de produits agricoles.</p>	<p>logiciels de gestion comptable, suites bureautiques, Systèmes d'exploitations (Linux, Mac, Windows)</p> <p>Matériel informatique (PC, copieuses,...) non liés à la transformation et à la commercialisation des produits.</p> <p>Coût de la certification HVE ou Bio.</p> <p>Dépenses éligibles au titre du FEAMP, du PCAE élevage, PCAE CUMA, PCAE maraîchage petits fruits ...</p> <p>Travaux de gros œuvres d'un bâtiment sans dépenses de second œuvre ou d'équipements inhérentes à un projet de transformation ou de commercialisation</p>

Synthèse de quelques produits	<p>Plantes halophytes (dont salicorne), Escargots</p> <p>Œufs de volailles élevées en plein air ou biologiques (code 0 ou 1)</p> <p>Les insectes destinés à l'alimentation humaine dans le respect de la réglementation européenne et nationale en vigueur</p> <p>Chanvre dans le respect de la réglementation française et européenne.</p> <p>De minimis : pain, sel, savon, glace, pâtes, spiritueux, bière, cidre, pain d'épices, bonbons,...</p>	<p>Grenouilles</p> <p>Algues (spiruline notamment)</p> <p>Poissons</p> <p>Mollusques</p> <p>Crustacés</p> <p>Vin</p> <p>Œufs de volailles élevées au sol ou en cage (code 2 ou 3)</p>
-------------------------------	--	---

Annexe 3 de l'article 9 : certification environnementale

Toute une RÉGION prête à relever le défi ENVIRONNEMENTAL et CLIMATIQUE

La Région Nouvelle-Aquitaine a toujours construit une **stratégie de développement** pour produire **bon et bien**. Elle soutient les productions de qualité respectueuses de l'environnement et garantissant des revenus à ses exploitants.

Aujourd'hui, pour aller encore plus loin, elle vous **accompagne dans votre démarche de certification Haute Valeur Environnementale (HVE)**, pour répondre aux attentes des consommateurs, tout en contribuant à la protection de l'environnement.

Les différentes étapes de la CERTIFICATION HVE

Dispositif proposé par la Région Nouvelle-Aquitaine



HVE c'est QUOI ?

Une CERTIFICATION NATIONALE de l'ensemble de l'exploitation qui mesure les résultats en termes :

- > D'actions en faveur de la biodiversité.
- > De limitation de l'utilisation des intrants (produits phytosanitaires, gestion de la fertilisation et de l'eau...).

2 FAÇONS d'y ACCÉDER

OPTION A (thématique)
4 Indicateurs

- > Biodiversité
- > Stratégie phytosanitaire
- > Gestion de la fertilisation
- > Gestion de l'irrigation

OPTION B (synthétique)
2 Indicateurs

- > Biodiversité
- > Poids des intrants dans le chiffre d'affaires

La RÉGION vous soutient TECHNIQUEMENT et FINANCIEREMENT pour HVE POURQUOI ?

POURQUOI CETTE CERTIFICATION ?

- > un **avantage concurrentiel** pour demain, pour s'adapter aux attentes des marchés et des consommateurs,
- > un **label d'excellence** à apposer sur ses produits,
- > un **engagement reconnu** d'actions de préservation de l'environnement et du respect des bonnes pratiques agro-environnementales,
- > une **anticipation** sur les futures exigences réglementaires.

HVE COMMENT ?

- > des **formations collectives** de découverte de la certification HVE
- > la **réalisation d'un diagnostic** de votre exploitation,
- > un **dispositif clé en main** pour vous faire certifier : « HVE »,
- > le **soutien** aux filières, coopératives, ODG, associations d'agriculteurs, interprofessions et toutes structures souhaitant développer la certification HVE.





Article 10 – Aide aux investissements maraîchages, petits fruits, plantes aromatiques, à parfums et médicinales, houblons et champignons.

- **Application du dispositif** : Département des Landes, siège d'exploitation situé sur le Département des Landes
- **Mesure retenue** :

Le Département accorde une aide aux investissements en culture maraîchère, petits fruits, horticulture et arboriculture.

Cette aide relève du régime cadre notifié SA 63945, modifié par le régime SA 59141, relatif à l'aide aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production agricole primaire.

Le Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations Agricoles (PCAE) est un outil phare de la politique agricole de la Région Nouvelle-Aquitaine. Il permet de soutenir les investissements visant à améliorer la performance économique, environnementale et sociale des exploitations agricoles. Il se décline en dispositifs d'aide sous forme d'appels à projets complémentaires et indépendants qui sont échelonnés tout au long de l'année.

Le 9 juillet 2019, les élus de Nouvelle-Aquitaine réunis en séance plénière ont adopté la feuille de route régionale dédiée à la transition énergétique et écologique : Néo Terra. Elle se fixe 11 ambitions, accompagnées d'engagements chiffrés et d'actions concrètes. Dans ce cadre, la Région a décidé d'accompagner l'ensemble du secteur agricole dans sa transition agroécologique autour de 3 enjeux principaux :

- Sortir des pesticides et généraliser les pratiques agroécologiques
- S'adapter au changement climatique et participer à son atténuation
- Favoriser le bien-être animal

Le PCAE s'intègre pleinement dans l'ambition que porte Néo Terra.

Plus d'information : <https://www.neo-terra.fr/>

Les dispositions du présent règlement d'appel à projets / candidatures définissent, pour la Région Nouvelle-Aquitaine et pour la période du 3 février au 30 juin 2022, l'ensemble des modalités incombant aux porteurs de projets sollicitant une aide financière pour des dépenses d'investissement dans le cadre de l'opération « Investissements Maraîchage, petits fruits, plantes aromatiques, à parfum et médicinales, houblon et champignons »

L'objectif du dispositif est d'apporter son soutien au développement des productions régionales en contribuant également à l'essor des marchés locaux, de favoriser l'installation des jeunes agriculteurs et des nouveaux installés ainsi que la mise en place de nouvelles pratiques agro environnementales.

Il s'agit de soutenir les investissements concernant **les enjeux** suivants :

- l'amélioration de la compétitivité des exploitations et la diminution de la pénibilité du travail,
- le développement des productions régionales,
- l'amélioration de la protection des cultures contre les aléas climatiques,
- l'allongement du calendrier de production.

Cet appel à projets inclut également l'arboriculture (investissements limités à la liste de l'annexe 1 de cet article).

Dans le cadre des appels à projets PCAE, la Région Nouvelle-Aquitaine développe un outil Alter'NA pour favoriser l'accès au crédit notamment dans le secteur agricole.

• **Modalités de l'appel à projets / candidatures**

L'opération « Investissements maraîchage... » se présente sous la forme d'un appel à projets / candidatures ouvert du 3 février au 30 juin 2022.

L'enveloppe globale de la Région s'élève à titre indicatif à **1,3 millions d'euros**.

L'appel à projets est articulé autour de deux périodes de dépôt de **dossiers complets** :

	Début de dépôt de dossier	Fin de dépôt de dossier complet
Période 1	3 février 2022	1 avril 2022
Période 2	2 avril 2022	30 juin 2022

Il est vivement conseillé de transmettre son dossier complet le plus en amont possible des dates de fin de période



Le dossier suivra les étapes suivantes :

Etape 1 : dépôt de dossier

- **Dépôt de dossier** à la Région Nouvelle-Aquitaine.

La date retenue pour le dépôt du dossier est le cachet de la poste par envoi postal ou le tampon du service instructeur si dépôt en main propre¹⁴.

- **Accusé de réception de recevabilité avec autorisation de démarrage** des travaux sans promesse de subvention¹⁵ sous réserve de présentation du formulaire de demande de subvention complété et signé avec les informations minimales suivantes : identification du demandeur (nom et adresse), taille de l'entreprise, libellé et description du projet, lieux du projet, dates de début et de fin de réalisation prévisionnelles du projet, liste des dépenses, montant du projet, type d'aide (subvention), montant des financements publics demandé (tous financeurs confondus), date et signature du porteur de projet.

Etape 2 : instruction du dossier

Un dossier est complet si :

- o Le formulaire de demande d'aide est complété et signé.
- o Les pièces à joindre au formulaire sont fournies, en conformité et recevables.
- **Instruction du dossier** par les services.

Des pièces ou informations complémentaires peuvent être demandées.

ATTENTION

Les dossiers doivent être obligatoirement complets en fin de la période de dépôt. A défaut, les dossiers ne pourront pas être présentés au comité de sélection.

- o Un dossier incomplet en fin de périodes 1 pourra être complété sur le temps restant de l'appel à projets / candidatures et présenté au comité de sélection correspondant dès complétude.
- o Un dossier incomplet à la fin de la période 2 sera définitivement rejeté.

Etape 3 : passage en comité de sélection

- **Le comité de sélection rend un avis** favorable, défavorable ou d'ajournement sur le dossier.

Etape 4 : vote des crédits publics

- **Vote des crédits régionaux** de chaque financeur pour les dossiers ayant reçu un avis favorable en comité de sélection.
- Après le passage en commission permanente du Conseil Régional :
 - o Une **notification** est envoyée aux dossiers ayant reçu un avis favorable
 - o Une **lettre de rejet** est envoyée aux dossiers ayant reçu un avis défavorable

Etape 5 : décision juridique

- **Envoi de la décision juridique** d'octroi de subvention au bénéficiaire pour les dossiers ayant reçu un avis favorable.

¹⁴ La date de dépôt (cachet/tampon) détermine la période à laquelle sera examiné le dossier.

¹⁵ La date de début d'éligibilité des dépenses figure dans l'accusé de réception du service instructeur.

Etape 6 : demande de paiement à la Région Nouvelle-Aquitaine

- Le bénéficiaire effectue sa **Demande de Versement de la Subvention** sur le site de la Région <https://mes-demarches.nouvelle-aquitaine.fr>. Si vous ne possédez pas de compte, vous pourrez en créer un avec votre n° Siret, pensez à bien conserver les identifiants qui vous seront communiqués.
- *Des pièces justificatives pourront être annexées. Ces pièces sont listées dans la décision juridique d'octroi de l'aide (ex. : tableau récapitulatif des dépenses certifié par l'expert-comptable, factures certifiées acquittées par le fournisseur, photos des investissements ...)*

Etape 7 : paiement

- Instruction de la demande de paiement par les services de la Région. Ils vérifient la réalité de la dépense et mandatent le Trésorier/Direction Générale de Finances Publiques, qui procède au paiement de l'aide régionale par virement bancaire.
- En cas de co-financement, les services de la Région informent les services du Département de la demande de paiement. Les services du Département mandatent le Trésorier/Direction Générale des Finances Publiques qui procède au paiement de l'aide départementale par virement bancaire.

• **Bénéficiaires, conditions d'éligibilité du demandeur**

A) Les financements publics accompagnant cette opération s'adressent aux demandeurs répondant aux 3 conditions suivantes :

1) l'exploitation est engagée :

- soit dans le mode de **production biologique** (conversion ou maintien) sur l'ensemble de l'atelier sur lequel porte plus de 50% des investissements (au moins 50% des exploitations pour un projet collectif) au moment de la demande d'aide. Les exploitations qui ne sont ni certifiées ni en conversion au moment du dépôt de la demande peuvent s'engager dans la certification, qui sera vérifiée au moment du paiement.
- soit dans la **certification Haute Valeur Environnementale (HVE)** ou démarche équivalente reconnue par la Région Nouvelle-Aquitaine* (au moins 50% des exploitations pour un projet collectif). La certification doit être transmise avec la demande d'aide ou au plus tard à la demande de paiement.

* reconnue par la Région Nouvelle-Aquitaine après examen du cahier des charges et des modalités de certification des exploitations agricoles, comme équivalente à la certification de niveau 3 (HVE).

Un organisme certificateur indépendant doit assurer une certification individuelle des exploitations relative à un cahier des charges portant sur l'ensemble des ateliers de production de cette dernière (la certification devra être transmise au moment de la demande d'aide ou à la demande de solde)

En cas de projet collectif, les deux conditions (Bio et HVE ou démarche équivalente) peuvent se compléter, c'est-à-dire qu'une partie des agriculteurs peut répondre au critère BIO tel que présenté et une autre au critère HVE ou démarche équivalente dans la mesure où ils représentent au moins 50% des associés.

Exemple : Projet d'un collectif de 10 exploitations : 3 certifiées AB ; 1 en conversion AB ; 1 certifiée HVE - TOTAL : 5 des 10 associés répondent aux conditions soit 50 % du collectif qui est donc éligible.

2) Le demandeur a un statut :

- **Soit d'exploitant agricole** qui exerce une activité agricole au sens de l'article L. 311-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime :
 - o **exploitant agricole personne physique** (exerçant à titre individuel) âgé d'au moins 18 ans et n'ayant pas atteint l'âge prévu à l'article D. 161-2-1-9 du code de la sécurité sociale¹⁶, exerçant à titre principal ou secondaire ou cotisant solidaire.
 - o **exploitant agricole personne morale** (exerçant dans un cadre sociétaire ou en association) dont l'objet est agricole,
 - o **établissement de développement agricole et de recherche** sous réserve qu'ils détiennent une exploitation agricole et exercent une activité agricole.

¹⁶ La situation est appréciée au 1^{er} janvier de l'année civile de dépôt de la demande.



- **Soit de groupement d'agriculteur** : structure collective (dont GIEE et association (hors GAEC) dont 100% des parts sociales sont détenues par des exploitants agricoles (au sens ci-dessus) ou composée exclusivement d'exploitants agricoles (au sens ci-dessus).
- 3) le demandeur s'engage à respecter les obligations générales (engagements du demandeur) stipulées dans le formulaire de demande de subvention et notamment :
 - rester propriétaire de son investissement pendant une durée de 5 ans à compter de la date du paiement final,
 - conserver son activité agricole pendant une durée de 5 ans à compter de la date du paiement final,
 - conserver sur son exploitation/entreprise les équipements et les aménagements ayant bénéficié des aides pendant une durée de 5 ans à compter de la date du paiement final.

Dans le cas d'une transmission d'exploitation/entreprise, le repreneur reprendra l'ensemble des engagements du bénéficiaire.

B) Les bénéficiaires **non éligibles** à l'opération sont les suivants :

- Les Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole (CUMA),
- Les Coopératives agricoles ainsi que leurs filiales,
- Les établissements d'enseignement agricole.

• **Conditions d'éligibilité du projet**

- Plancher de dépenses éligibles : **3 000 € hors taxe (HT)**
- Siège d'exploitation / de l'entreprise : sur le département des Landes
- Périodicité des dossiers : le dépôt d'un nouveau dossier pour une même exploitation agricole (même numéro de SIRET) devra obligatoirement être postérieur à la réception de la demande de solde par le service instructeur (Région) du dossier « Investissements en culture maraîchère, petits fruits et horticulture » précédent.

• **Coûts admissibles**

La règle retenue est le non cumul des demandes de subvention :

Les dépenses éligibles au titre de cet appel à projets / candidatures ne pourront pas faire l'objet d'une autre demande d'aide sur tout autre dispositif financé par des crédits publics (européens, nationaux, régionaux ou territoriaux). Les porteurs de projets peuvent cependant déposer d'autres dossiers portant sur d'autres dépenses ou filières (grande culture, élevage, etc.) dans le cadre d'autres dispositifs d'aide.

Les financements issus notamment des **programmes opérationnels OCM, de LEADER, des Agences de l'Eau, du PCAE Plan Végétal Environnement ou de France AgriMer (France Relance)** ne sont pas cumulables avec le présent appel à projets pour les mêmes investissements.

Les Dépenses éligibles sont :

- Les investissements matériels exclusivement liés au projet, en lien avec les enjeux de l'opération (cf annexe 1).
- La location de matériel et les matériaux liés aux travaux d'auto-construction en lien direct avec le projet.
- Les investissements d'occasion peuvent être pris en compte dans la demande de subvention à la condition que le matériel soit de première main et qu'il n'ait pas bénéficié d'une aide nationale ou communautaire.

Les dépenses sont appréciées Hors Taxe.

Les dépenses inéligibles sont (liste non exhaustive):

- la TVA,
- les équipements d'irrigation,
- les déchaumeurs,
- achat de plants pour la production,
- la maîtrise d'œuvre,
- les consommables et les jetables,



- les équipements liés à la vente de produits agricoles,
- les coûts d'acquisition foncière,
- les frais de montage de dossier,
- les investissements destinés au stockage de matériels agricoles,
- les contributions en nature,
- la main d'œuvre liée aux travaux d'auto-construction,
- les équipements en copropriété,
- les investissements qui concernent des opérations de renouvellement ou de remplacement à l'identique,
- les investissements financés par un crédit-bail,
- les investissements financés par délégation de paiement

L'outillage et, le matériel d'atelier et spécifiques aux travaux de construction, l'électroportatif, les équipements de sécurité... ne sont pas des dépenses éligibles. Ces matériels n'ont pas à figurer sur les devis présentés.

• **Modalités de priorisation des dossiers**

Les demandes d'aides des primo-demandeurs nouveaux installés et jeunes agriculteurs seront classées comme ultra-prioritaires. Leur financement est assuré à l'issue de chaque période de l'appel à projets.

Les autres demandes d'aide seront financées dans la limite des crédits disponibles à l'issue de la deuxième période, par ordre décroissant des priorités suivantes :

- les primo-demandeurs ;
- les non primo-demandeurs jeunes agriculteurs ou nouveaux installés,
- les autres non primo-demandeurs.

Les primo-demandeurs correspondent aux exploitants, identifiés par leur numéro SIRET, qui déposent une demande d'aide pour la première fois à compter du 1er janvier 2017.

• **Montants et taux d'aides (tous financeurs confondus)**

Les plafonds et taux d'aide suivant s'entendent tous financeurs confondus :

- plafond de dépenses éligibles par dossier : **40 000 € HT**
- taux d'aide publique de base : 35 %
- bonification plan de relance Nouvelle-Aquitaine : 5 %
- autre bonification : **10 %** si le porteur de projet est NI ou JA* (disposition ne s'appliquant pas aux cotisants solidaires)

Le taux d'aide public total est donc de **40% pour tous les projets hors JA/NI et de 50% pour les JA/NI dans le cadre du plan de relance Nouvelle-Aquitaine.**

• **Dispositions particulières**

Définition d'une « installation » :

« Nouvel Installé » = NI : agriculteur installé depuis moins de 5 ans, ayant ou non bénéficié de la DJA pour son installation.

« Jeune agriculteur » = JA : agriculteur de moins de 40 ans, installé depuis moins de 5 ans et ayant bénéficié de la DJA.

Si l'exploitant n'a pas bénéficié de la DJA (NI), la date de son installation est sa première date d'inscription à la MSA (Mutualité Sociale Agricole) en tant que chef d'exploitation.

Si l'exploitant a bénéficié de la DJA (JA), la date de son installation est celle qui figure sur le certificat de Conformité Jeune Agriculteur (CJA), qui est à fournir **au plus tard** à la première demande de paiement.

Pour être considéré comme NI ou JA, le dépôt de dossier **doit intervenir moins de 5 ans après la date d'installation.**

Exemple : un agriculteur s'est installé en année n avec la DJA à l'âge de 38 ans. Il dépose un dossier en année n+4. Il est NI puisqu'installé depuis moins de 5 ans mais n'est pas JA (sens UE) car a plus de 40 ans au dépôt de sa demande.



• **ANNEXE de l'article 10 : Liste des matériels éligibles**

Dans le cadre du plan de France Relance initié en 2021, France AgriMer a ouvert un appel à projets portant sur les agroéquipements nécessaires pour la protection contre les aléas climatiques. Les agriculteurs qui n'exercent pas une activité agricole à titre principal ne sont pas éligibles. C'est la raison pour laquelle, la liste se décompose en deux parties.

Pour rappel : les financements accordés dans le cadre du présent dispositif ne peuvent pas se cumuler avec d'autres subventions portant sur les mêmes investissements.

Le cas échéant, les investissements retenus au titre des dispositifs « Aléas climatiques » et « Serres » du Plan France Relance seront automatiquement exclus du dossier de demande d'aide « Investissements Maraîchage, petits fruits, plantes aromatiques, à parfum et médicinales, houblon et champignons »

A- Pour les agriculteurs à titre principal et les sociétés agricoles, les dépenses éligibles sont:

- Uniquement pour la myciculture : salle de pousse isolée avec système d'éclairage, d'aération et de ventilation.
- Uniquement pour la culture de houblon : les supports de culture (poteaux, câbles, etc.)
 - o INVESTISSEMENTS CORRESPONDANT AUX ABRIS FROIDS dans la limite de 2 000 m² au total :
 - Extensions, constructions neuves, couverture de l'armature avec une garantie de protection aux ultraviolets d'au moins de 5 ans.
 - Rénovations d'abris froids, couverture de l'armature avec une garantie de protection aux ultraviolets d'au moins de 5 ans.
 - Eclairage basse consommation électrique des abris froids.
 - o INVESTISSEMENTS POUR LES CULTURES SOUS ABRIS et/ou PLEIN AIR en matière de :
 - Equipements de protection des cultures (lutte et prévention) contre les insectes: Les filets en polyéthylène haute densité anti-insectes (insect-proof), mailles maximum de 1x1mm possédant une garantie d'au moins 4 saisons (2ans).
 - Lutte contre les adventices des cultures : toiles de paillage en polypropylène tissées avec un grammage supérieur ou égal à 130g/m² ayant une garantie de protection aux ultra-violet d'au moins de 5 ans.
 - Matériels de désherbage et d'entretien mécanique des sols et des cultures attelés portés ou semi-portés nécessitant une puissance motrice maximale inférieure à 45 cv (33,097 Kw).
 - Productions arboricoles exclues, matériels de mise en culture et de récolte nécessitant une puissance motrice maximale inférieure à 45 cv (33,097 Kw) ; caisses de récolte réutilisables, qualité alimentaire, d'une contenance maximale 30 litres
 - Systèmes de protection pour prévenir les dégâts de gibiers : clôtures, balises et autres dispositifs.
 - Travail manuel : matériels utilisés par une personne en station debout qui peuvent être motorisés (sauf tronçonneuse et taille-haie) ou en traction animale (harnachement non compris).

B- Pour les agriculteurs exerçant uniquement à titre secondaire et les cotisants solidaires (non A.T.P), les dépenses éligibles sont :

- Uniquement pour la myciculture : salle de pousse isolée avec système d'éclairage, d'aération et de ventilation.
- Uniquement pour la culture de houblon : les supports de culture (poteaux, câbles, etc.)
 - o INVESTISSEMENTS CORRESPONDANT AUX ABRIS FROIDS dans la limite de 2 000 m² au total :
 - Extensions, constructions neuves, couverture de l'armature avec une garantie de protection aux ultraviolets d'au moins de 5 ans.
 - Rénovations d'abris froids, couverture de l'armature avec une garantie de protection aux ultraviolets d'au moins de 5 ans.
 - Récupération des eaux de pluies, des eaux de drainage pour un volume de stockage maximum de 800 m³.
 - Système de chauffage ou de brassage d'air visant uniquement le maintien hors gel.
 - Eclairage basse consommation électrique des abris froids.

○ INVESTISSEMENTS POUR LES CULTURES SOUS ABRIS et/ou PLEIN AIR :

- Equipements de protection des cultures (lutte et prévention) contre les insectes: Les filets en polyéthylène haute densité anti-insectes (insect-proof), mailles maximum de 1x1mm possédant une garantie d'au moins 4 saisons (2ans).
- Lutte contre les adventices des cultures : toiles de paillage en polypropylène tissées avec un grammage supérieure ou égale à 130g/m² ayant une garantie de protection aux ultra-violet d'au moins de 5 ans.
- Protection contre le vent : filet brise vent en polyéthylène haute densité supérieure ou égale à 100g/m² possédant une résistance à la déchirure d'au moins de 730Kg/m².
- Protection contre le froid en tissu thermique en polypropylène : voiles d'hivernage (P30 : 30g/m²).
- Matériels de désherbage et d'entretien mécanique des sols et des cultures, attelés portés ou semi-portés, nécessitant une puissance motrice maximale inférieure à 45 cv (33,097 Kw).
- Productions arboricoles exclues, matériels de mise en culture et de récolte nécessitant une puissance motrice maximale inférieure à 45 cv (33,097 Kw) ; caisses de récolte réutilisables, qualité alimentaire, d'une contenance maximale 30 litres
- Systèmes de protection pour prévenir les dégâts de gibiers : clôtures, balises et autres dispositifs.
- Travail manuel : matériels utilisés par une personne en station debout qui peut être motorisés (sauf tronçonneuse et taille-haie) ou en traction animale (harnachement non compris).

Article 11 - Développement de l'agriculture biologique

• Enjeu

Encourager le développement de l'agriculture biologique dans le département des Landes pour répondre aux attentes des consommateurs et des citoyens en termes de qualité des produits et de préservation de l'environnement.

• Mesure retenue

Dans le cadre de la réglementation en vigueur, le Département des Landes accorde une aide à l'accompagnement à la reconversion des systèmes d'exploitation par le financement d'investissements spécifiques.

Cette aide relève du régime cadre notifié SA 63945, modifié par le régime SA 59141, relatif à l'aide aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production agricole primaire.

Elle est complémentaire du PDRA 2014-2020, sous-mesure 4.1.B « Investissements dans les exploitations agricoles en mode de production biologique ».

• Modalités d'application

Taux

36 % du montant H.T.

Investissements éligibles au PCAE/PME Animal	Plafond subventionnable/ exploitation (H.T.) 4 000 €
Investissements éligibles au PCAE/PME Végétal	Plafond subventionnable/ exploitation (H.T.) 5 000 €



Investissements non éligibles au PCAE/PME	Plafond subventionnable/ exploitation (H.T.)
Equipement de stockage, de transformation et de conditionnement des fruits et légumes et des filières animales hors Bovins, Ovins, Caprins Aire de compostage Maîtrise des plantes adventices et travail du sol Stockage de céréales Logiciel de planification légumes Équipements de biodynamie Matériel spécifique vigne (matériel d'entretien interceps)	- 20 000 € pour un agriculteur demandant l'aide à titre individuel - 40 000 € pour les requérants regroupés au sein d'une société civile agricole regroupant au moins deux chefs d'exploitation à titre principal

Pour les investissements non éligibles au PCAE/PME :

- pour les exploitations comprenant un conjoint collaborateur, le plafond subventionnable est augmenté de 50%.

Conditions particulières

Le bénéficiaire est engagé dans l'agriculture biologique partiellement ou en totalité.

Le bénéficiaire doit fournir les factures d'acquisition des fournitures et d'équipements ou d'exécution des travaux nécessaires au paiement des subventions allouées dans l'année de décision d'octroi.

Article 12 – Accompagnement des filières landaises de qualité : Association Qualité Landes

• **Mesure retenue**

Le département des Landes est le département qui abrite le plus grand nombre de productions sous signes d'identification de la qualité et de l'origine (SIQO) avec : l'Asperge des Sables des Landes, le Bœuf de Chalosse, la Canard Fermier des Landes, l'Armagnac, le Floc de Gascogne, le Kiwi de l'Adour, le Vin de Tursan et les Volailles Fermières des Landes. Ces filières constituent l'image du savoir-faire agricole landais. Ces productions concourent grandement à la santé économique des exploitations qui les mettent en valeur.

• **Modalités d'application**

L'action de promotion relève du règlement de minimis en vigueur, 1408/2013 du 18 décembre 2013 complété par le règlement 2019/316 du 21 février 2019.

Le montant de la subvention attribuée à l'Association Qualité Landes est de 366 080,40 € et est calculé sur la base d'un taux de 70% du coût TTC des actions collectives qui rassemblent les Organismes de Défense et de Gestion de la filière.

Article 13 – Soutiens à la promotion et à la communication : Concours Général Agricole

• **Mesure retenue**

Le Département des Landes accompagne financièrement les exploitants et les entreprises présentant des produits au Concours Général Agricole qui se déroule habituellement dans le cadre du Salon International de l'Agriculture de Paris.

• **Modalités d'application**

Le montant de la participation du Conseil Départemental des Landes correspond à pour 67,50 % des frais d'inscription, dans la limite de cinq produits par bénéficiaire.

Ces crédits sont prélevés dans l'enveloppe inscrite au paragraphe « autres actions de promotion ».

Cette action relève :

- du régime SA 39 677 pour les produits listés dans l'annexe I du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne (TFUE)
- du régime des minimis pour les produits listés dans l'annexe I du TFUE

TITRE IV – RENFORCEMENT DU ROLE DE L'AGRICULTURE DANS LE TISSU RURAL DU TERRITOIRE

Article 14 - L'installation des jeunes agriculteurs

- **Enjeu**

Favoriser l'installation des jeunes agriculteurs afin d'assurer le renouvellement des générations et de participer ainsi à l'équilibre des territoires ruraux.

- **Mesure retenue**

Le Département accorde une aide forfaitaire à l'installation aux jeunes agriculteurs qui ne peuvent pas prétendre à l'aide de l'Etat (D.J.A.) afin de conforter leurs projets d'installation sur de petites structures agricoles ou pour les jeunes non issus du milieu agricole qui souhaitent s'installer en agriculture.

Le dispositif d'aide du Conseil départemental pour l'installation relève du règlement de minimis dans le secteur primaire agricole n° 1408/2013 du 18 décembre 2013 complété par le règlement 2019/316 du 21 février 2019.

- **Modalités d'application**

Montant et versement

Attribution d'une aide forfaitaire de 6 750 € dont le versement intervient en deux fois :

- un premier versement de 3 375 € à l'installation sur présentation d'un Plan d'Entreprise (P.E.) ainsi que des justificatifs de mise en œuvre du projet,
- le solde à l'issue des délais prévus dans le cadre du P.E. si les objectifs de revenus sont atteints et le respect des engagements validés.

Une majoration de cette dotation d'un montant de 450 € pourra être accordée dans le cas où le candidat à l'installation s'engage à réaliser pendant les trois premières années de son installation un suivi technique, économique et financier de son exploitation.

Le versement de cette majoration interviendra sur présentation des justificatifs correspondants.

Bénéficiaires

Cette aide s'adresse aux jeunes agriculteurs à titre principal, tels que définis par les articles D 343-4 à D 343-9 du Code Rural et de la Pêche Maritime, immatriculés à la Mutualité Sociale Agricole des Landes après le 1^{er} janvier de l'année N-3 et âgés au moment de la décision attributive de plus de 18 ans et de moins de 40 ans.

Les jeunes candidats à l'installation devront posséder les compétences et qualifications professionnelles suffisantes et adaptées à leur projet d'installation selon les critères fixés par le Conseil départemental ou s'engager à acquérir celles-ci pendant la durée de leur Plan d'Entreprise.

Le Plan d'Entreprise doit présenter les compétences professionnelles acquises par le candidat à l'installation en amont de son projet ou les engagements de formations nécessaires à acquérir durant le plan pour conforter sa démarche.

Le projet soumis au Conseil départemental doit correspondre à une véritable installation. Il ne doit pas placer le candidat en situation de percevoir plus tard les aides nationales.

L'exploitation doit constituer une unité économique indépendante.

Le Plan d'Entreprise, d'une durée minimum de trois ans et maximum de cinq ans, doit montrer que le jeune agriculteur atteindra un revenu disponible supérieur à 1 SMIC et inférieur à 3,5 SMIC au terme de la prévision avec la possibilité d'une année supplémentaire renouvelable une fois sur demande dûment justifiée de l'intéressé,

(Dans le cas où ce revenu serait inférieur à 1 SMIC, dans le délai fixé par le Plan de Développement de l'Exploitation, le dossier de demande de versement du solde de l'aide à l'installation pourra faire l'objet d'un examen particulier en Commission Permanente.)

Dans les sociétés, le revenu disponible sera celui de la société divisé par le nombre de chefs d'exploitation, sauf dispositions statutaires contraires.

Le Plan d'Entreprise doit être accompagné des pièces justificatives (contrats, baux,...) attestant de la possibilité de mettre en œuvre le projet.



Engagements

Le jeune agriculteur devra s'engager à s'installer dans un délai de un an à compter de la décision d'aide du Conseil départemental et tenir les engagements suivants pour une période de cinq années :

- exercer la profession d'agriculteur,
- tenir une comptabilité de gestion de son exploitation correspondant aux normes du plan comptable général agricole,
- signaler au Conseil départemental, dans les 3 années suivant l'installation, tout changement concernant la nature juridique de l'exploitation et le contenu de son projet (modification substantielle de l'économie de l'exploitation, réorientation de ses investissements, modification du nombre d'Unité de Travail Agricole Familial sur l'exploitation),
- être en conformité avec le contrôle des structures,
- effectuer les travaux de mise en conformité des équipements repris qui sont éventuellement exigés par la réglementation relative à la protection de l'environnement, et à satisfaire aux normes minimales requises en matière d'hygiène et de bien-être des animaux. Un délai de trois ans à compter de l'installation est prévu pour réaliser ces travaux,
- suivre les formations pour lesquelles il s'est engagé dans le cadre du Plan d'Entreprise,
- transmettre à l'issue de chaque exercice comptable prévu dans le Plan d'Entreprise et dans un délai de six mois à M. le Président du Conseil départemental le bilan, le compte de résultat et le tableau de financement de l'exercice écoulé,
- détenir pour les surfaces d'épandage d'effluents d'élevage des contrats ou conventions d'un minimum de trois ans, et les fournir au Département.

Les dispositions suivantes sont applicables aux jeunes candidats qui demandent les aides pour s'installer sur une exploitation sociétaire (en dehors du remplacement d'un des associés exploitants),

- le projet du candidat doit démontrer que la consistance de l'exploitation est modifiée en décrivant précisément les situations avant et après son arrivée dans la société,
- dans le cas où aucune modification n'est apportée dans la consistance de l'exploitation, seules pourront être examinées les demandes émanant de conjoints d'exploitants participant aux travaux ou de conjoints collaborateurs, d'aides familiaux ou de salariés de l'exploitation,
- en aucun cas le seul changement juridique (transformation par un agriculteur de son exploitation individuelle en société) ou l'acquisition de parts sociales existantes ne peut permettre l'obtention des aides.

Article 15 – Aides aux investissements collectifs en CUMA

• Dispositif en cofinancement

Cette action relève depuis 2017 du PDRA modifié 2017-2020, prorogé sur la période 2021-2022, du PCAE/PME de la mesure 4.1.3 Investissements dans les exploitations agricoles en CUMA sous-mesure 4.1 Aide aux investissements dans les exploitations agricoles pour l'aide du Département au titre du PDRA et du régime cadre notifié SA 63945, modifié par le régime SA 59141, relatif aux aides aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production agricole primaire, pour les investissements hors PDRA.

• Description de l'opération

Le Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations Agricoles (PCEA) est un outil phare de la politique agricole de la Région Nouvelle-Aquitaine. Il permet de soutenir les investissements visant à améliorer la performance économique, environnementale et sociale des exploitations agricoles. Il se décline en dispositifs d'aide sous forme d'appels à projets complémentaires et indépendants qui sont échelonnés tout au long de l'année.

Par ailleurs, le 9 juillet 2019, les élus de Nouvelle-Aquitaine réunis en séance plénière ont adopté **la feuille de route régionale dédiée à la transition énergétique et écologique : Néo Terra**. Elle se fixe 11 ambitions, accompagnées d'engagements chiffrés et d'actions concrètes. Dans ce cadre, la Région a décidé d'accompagner l'ensemble du secteur agricole dans sa transition agro-écologique autour de 3 enjeux principaux :

- Sortir des pesticides et généraliser les pratiques agro-écologiques
- S'adapter au changement climatique et participer à son atténuation
- Favoriser le bien-être animal

Le PCAE s'intègre chaque année davantage dans l'ambition que porte Néo Terra.

Cet appel à projets est réalisé dans le prolongement de l'appel à projets 2021. Des ajustements ont été réalisés sur la liste des investissements éligibles.
En revanche, la sélection des dossiers financés se fera selon la note obtenue dans la limite des crédits disponibles.

Les dispositions du présent appel à projets définissent, pour la Région Nouvelle-Aquitaine et le Département des Landes et pour la période du 03 février 2022 au 31 mai 2022, l'ensemble des modalités incombant aux porteurs de projets sollicitant une aide financière pour des dépenses d'investissement dans le cadre de l'opération « investissements dans les exploitations agricoles en CUMA ».

Ces dispositions s'appliquent pour le FEADER et les Collectivités Territoriales.

Cet appel à projets s'inscrit dans le cadre des Programmes de Développement Ruraux 2014-2020 (PDR Aquitaine, PDR Limousin et PDR Poitou-Charentes) qui permettent de mobiliser des crédits du FEADER.

L'objectif de cette mesure est d'assurer à long terme la compétitivité des exploitations agricoles et de permettre de :

- Renforcer la durabilité du secteur de l'élevage,
- Répondre aux enjeux climatiques et environnementaux,
- Améliorer les conditions de travail et la rentabilité des exploitations agricoles.

• **Modalités d'appels à projets / candidatures**

L'opération « investissements dans les exploitations agricoles en CUMA » se présente sous la forme d'un appel à projets / candidatures avec 1 seule période de dépôt de dossiers complets.

	Début de dépôt de dossier	Fin de dépôt de dossier complet
Période unique	03 février 2022	31 mai 2022

Il est vivement conseillé de transmettre son dossier le plus en amont possible des dates de fin de période.

Par ailleurs, les modalités du règlement adoptées en 2021 seront appliquées pour les dossiers reçus par les services de la Région Nouvelle-Aquitaine avant le 31 décembre 2021.

Etape 1 : dépôt de dossier

- Dépôt de dossier au plus tard le **31 mai 2022**.

La date retenue pour le dépôt du dossier est le cachet de la poste par envoi postal ou le tampon du service instructeur si dépôt en main propre¹.

- **Accusé de réception avec autorisation de démarrage des travaux sans promesse de subvention²** sous réserve de présentation du formulaire de demande de subvention complété et signé avec les informations minimales suivantes : identification demandeur (nom et adresse), libellé, localisation et description du projet, dates de début et de fin de réalisation prévisionnelles du projet, liste des dépenses, type d'aide et montant d'aide publique sollicités, la date et la signature du porteur du projet)

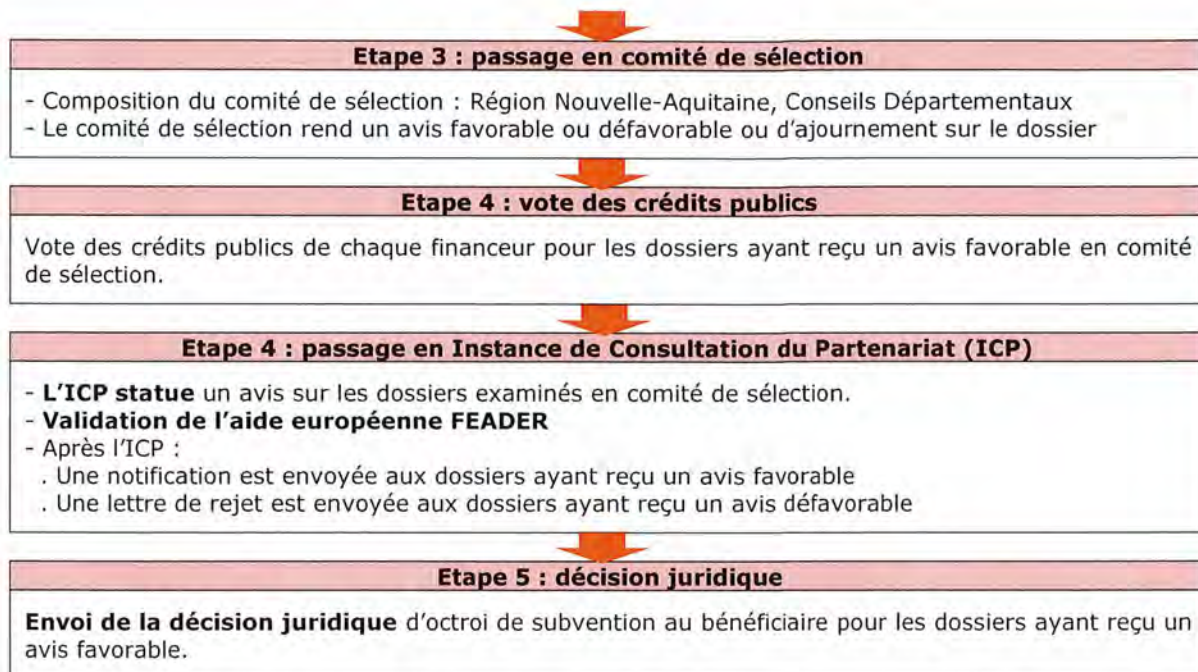
Etape 2 : instruction du dossier

Un dossier est complet si :

- o Le formulaire de demande d'aide est complété et signé.
- o Les pièces à joindre au formulaire sont fournies, en conformité et recevables (y compris les documents d'urbanisme, le cas échéant).
- **Instruction du dossier** par les services.
Des pièces ou informations complémentaires peuvent être demandées.

ATTENTION :

Les dossiers doivent être obligatoirement complets en fin de période de dépôt (31 mai 2022). Un dossier incomplet à la fin de la période sera définitivement rejeté (cf. article 6) Cependant, pour les CUMA créées récemment, certaines pièces pourront être remises après le 31 mai 2022. (Pour plus de précisions, se reporter en page 10 du formulaire de demande d'aide).



¹ La date de dépôt (cachet/tampon) détermine la période à laquelle sera examiné le dossier.

² La date de début d'éligibilité des dépenses figure dans l'accusé de réception du service instructeur.

• **Bénéficiaires, conditions d'éligibilité du demandeur**

Les financements publics accompagnant cette mesure s'adressent aux demandeurs suivants :

- **CUMA** (coopérative d'utilisation de matériels agricoles) composée à 100% d'agriculteurs.

Tout demandeur s'engage à respecter les obligations générales (engagements du demandeur) stipulées dans le formulaire de demande de subvention et notamment :

- rester propriétaire de son investissement pendant une durée de 5 ans à compter de la date du paiement final,
- conserver son activité agricole pendant une durée de 5 ans à compter de la date du paiement final,
- conserver sur son exploitation/entreprise les équipements et les aménagements ayant bénéficié des aides pendant une durée de 5 ans à compter de la date du paiement final.

Dans le cas d'une transmission de CUMA vers une autre CUMA, le repreneur reprendra l'ensemble des engagements du bénéficiaire initial.

• **Conditions d'éligibilité du projet**

- Plancher de dépenses éligibles : 10 000 € HT par dossier
- Plafond de dépenses éligibles : un plafond de 500 000€ par projet sera appliqué pour les CUMA de moins de 10 adhérents.
- Siège d'exploitation : sur le territoire des Landes.

• **Coûts admissibles**

Dépenses éligibles (catégories d'investissements):

- 1) Matériels liés à l'élevage
- 2) Matériels et investissements environnementaux liés au végétal
- 3) Chaînes de mécanisation
- 4) Matériels spécifiques filières
- 5) Matériels spécifiques liés aux contraintes géomorphologiques des zones de montagne

L'ensemble des dépenses éligibles est défini dans l'annexe 1 du présent appel à projets.

Les dépenses sont appréciées Hors Taxe.



Dépenses inéligibles (liste non exhaustive) :

- les matériels d'occasion
- les hangars de stockage du matériel,
- les investissements qui concernent des opérations de remplacement à l'identique, sauf cas prévus par la réglementation
- les frais éventuels de montage du dossier de subvention,
- la main d'œuvre liée aux travaux d'auto construction,
- la TVA,
- les produits dits « consommables »,
- les investissements financés par un crédit-bail ou équivalent
- les matériels de renouvellement sauf dans le contexte ci-après :

N'est pas considéré comme matériel de renouvellement et est donc potentiellement éligible le ou les matériels suivants :

Le(s) nouveau(x) matériel(s) éligibles à une subvention de l'appel à projets PCAE CUMA 2022, similaire(s) à un (des) matériel(s) déjà présent(s) dans la CUMA, c'est-à-dire figurant dans sa liste d'inventaire du matériel, qu'ils soi(ent) amorti(s) ou non, ayant 10 ans d'âge au minimum.

Dans le cas contraire des matériels de moins de 10 ans d'âge, La CUMA s'engage alors à conserver les matériels dits similaires (1), pour une durée minimale de 3 ans (2) à compter de la date d'achat du nouveau matériel subventionné.

(1)Un matériel similaire est un matériel de moins de 10 ans d'âge portant le même nom ou remplissant les mêmes fonctions que le matériel faisant l'objet de la demande de subvention. La 1ère date de facturation du matériel (établie au nom de la CUMA ou autre) est la date servant de point de départ pour calculer l'âge du matériel (et donc le seuil des 10 ans) jusqu'à la date du dépôt de demande d'aide.

Cette condition ne dispense pas, pour tout matériel déjà subventionné par le passé, présent ou repris, d'avoir été gardé à minima pendant une durée de 5 ans à compter de la date du paiement final de l'aide (cf Article 6 de la décision juridique d'octroi de l'aide).

Cet engagement se concrétisera par un engagement complémentaire et obligatoire, identifié dans le formulaire de demande de subvention, paragraphe 7 – Obligations générales, soumis à contrôle ultérieur par le Service instructeur.

Dans le cas de plusieurs matériels similaires dans la CUMA en face du ou des nouveau(x) matériel(s) demandé(s), la règle de conservation des 3 ans ne vaut, pour chaque cas, que pour un des matériels similaires, au choix de la CUMA. De même, il est possible de reporter l'engagement sur un matériel semblable qui serait acheté sans demande de subvention dans le cadre du présent dispositif.

• **Critères de sélection des projets et scoring**

La procédure de sélection s'appuie sur une grille de notation construite sur la base des critères de sélection. Une note sera attribuée à chaque projet selon ces critères sur la base des informations transmises par le bénéficiaire sur sa demande d'aide.

Les dossiers ayant une note inférieure ou égale à 40 points sont écartés. Les autres seront financés dans la limite des crédits disponibles, par ordre décroissant des notes obtenues.

Si l'enveloppe ne permet pas de retenir tous les dossiers ayant obtenu la même note, les projets seront départagés sur les items portés ci-après qu'ils ont activé dans la grille de sélection jusqu'à atteindre le montant des crédits disponibles :

- D'abord, sur la présence d'au moins un Nouvel Installé pour les dossiers portés par 1 à 10 adhérents et au-delà, la présence d'au moins 2 Nouveaux installés,
- Puis, sur la présence de matériels spécifiques adaptés aux zones de montagne (uniquement pour les territoires des PDR Aquitaine et Limousin) et siège social de la CUMA en zone de montagne = zones agricoles défavorisées : zone haute montagne et montagne
- Puis, sur la création d'une nouvelle activité « chaîne de mécanisation »
- Puis, sur la présence de matériels prioritaires dans les secteurs de l'élevage (au moins 50% des investissements éligibles retenus du dossier) ou de matériels et des investissements environnementaux prioritaires dans le secteur végétal (au moins 50% des investissements éligibles retenus du dossier)
- Puis, sur la présence d'au moins 50% des adhérents, participant au dossier, engagés en agriculture biologique.

- Puis, sur la présence d'au moins 50% des adhérents, participant au projet, engagés dans une certification environnementale HVE
- Puis, sur la présence de matériels non prioritaires dans le secteur de l'élevage (au moins 50% des investissements éligibles retenus du dossier)
- Enfin, sur la présence de matériels et investissements environnementaux non prioritaires dans le secteur végétal (au moins 50% des investissements éligibles retenus du dossier):

Processus de départage des dossiers ayant obtenu la même note :

Parmi les dossiers ayant obtenu la même note, la somme des aides des dossiers répondant au critère NI est ajoutée au montant des aides déjà mobilisées pour les dossiers présentant une note supérieure. Si le résultat est inférieur au crédit disponible, les montants des aides des dossiers comprenant un investissement en matériels spécifiques adaptés aux zones de montagne sont ajoutés.

Si le résultat reste inférieur, la même opération se poursuit en retenant tous les dossiers portant sur la création d'une nouvelle activité « chaîne de mécanisation ». L'opération est reconduite jusqu'à atteindre au moins le montant des crédits disponibles.

IMPORTANT

En fin d'appel à projets/candidatures, les dossiers n'ayant pas reçu un avis favorable sont automatiquement rejetés; comme d'ailleurs les dossiers non complets à la date du 31 mai 2022. Pour rappel, un dossier complet est un dossier comportant l'ensemble du formulaire de demande d'aide et les pièces justificatives, conformes et recevables.

Cependant, le projet pourra faire l'objet d'un nouveau dépôt de dossier sur un appel à projets ultérieur où seuls les travaux/investissements n'ayant pas eu un commencement d'exécution, avant ce nouveau dépôt de dossier, pourront figurer.

DEFINITION CRITERES	POINTS
Principe : Favoriser le renouvellement générationnel	
Dossier* de 1 à 10 adhérents : au moins 1 NI** participant au dossier Dossier* à partir de 11 adhérents : au moins 2 NI** participant au dossier	30
Favoriser les nouvelles pratiques agro-environnementales	
Matériels et investissements environnementaux prioritaires*** dans le secteur végétal (au moins 50% des investissements éligibles retenus du dossier*)	60
Matériels et investissements environnementaux non prioritaires*** dans le secteur végétal (au moins 50% des investissements éligibles retenus du dossier*)	40
Au moins 50% des adhérents, participant au dossier* , engagés dans le mode agriculture biologique ou dans une démarche de certification environnementale HVE	50
Projet lié à un GIEE Dossier* comprenant un projet*** soutenu par un GIEE ou inscrit dans le cadre d'un GIEE au moment de la demande d'aide (le projet devra représenter au moins 50% des investissements éligibles liés à l'objet du GIEE et retenus du dossier)	50
Favoriser la structuration et l'organisation des CUMA	
Création d'une nouvelle activité **** « chaîne de mécanisation »	50
Projet inter CUMA (au moins 3 adhérents au projet issus d'une autre ou plusieurs autres CUMA que celle qui porte le dossier)	20
Fusion, absorption depuis moins de 5 ans au dépôt du dossier	20
CUMA nouvellement créée (depuis moins de 5 ans au dépôt du dossier)	20

Dossier* de 1 à 10 adhérents : 1 nouvel adhérent participant au projet depuis moins de 2 ans dans la CUMA au dépôt du dossier ou engagement d'adhésion à la CUMA	20
Dossier* à partir de 11 adhérents : au moins 2 nouveaux adhérents participant au projet depuis moins de 2 ans dans la CUMA au dépôt du dossier ou engagement d'adhésion à la CUMA	
Présence ou création d'un emploi au sein de la CUMA (en direct ou par le biais d'un groupement d'employeur fournissant à la CUMA cet emploi), à partir de 0,5 ETP en CDI	20
Favoriser le développement de l'élevage	
Matériels prioritaires*** dans le secteur de l'élevage (au moins 50% des investissements éligibles retenus du dossier)	60
Matériels non prioritaires*** dans le secteur de l'élevage (au moins 50% des investissements éligibles retenus du dossier)	40
Favoriser les investissements liés aux contraintes géomorphologiques des Zones Montagne	
Matériels spécifiques adaptés aux zones de montagne (uniquement pour les territoires des PDR Aquitaine et Limousin) et siège social de la CUMA en zone de montagne = zones agricoles défavorisées : zone haute montagne et montagne	60

* **Dossier** : dossier administratif (ne peut comporter qu'un seul projet, c'est-à-dire un ou plusieurs investissements relevant d'une seule des 5 catégories définies dans l'appel à projet (Matériels liés à l'élevage OU Matériels et investissements environnementaux liés aux productions végétales OU Chaînes de mécanisation OU Matériels spécifiques aux filières de production agricole OU Matériels spécifiques liés aux contraintes géomorphologiques des zones de montagne).

** **NI** : nouvel installé depuis moins de 5 ans (au jour de la signature du formulaire de demande d'aide) à partir de la 1^{ère} inscription à la MSA en tant que chef d'exploitation, avec ou sans DJA.

*** Voir annexe 1 en fin d'appel à projets

**** Est considérée comme **nouvelle activité** Chaîne de mécanisation, tout investissement éligible dans une chaîne de mécanisation présenté par un groupe de la CUMA composé d'au moins 4 adhérents non engagés par ailleurs sur une autre chaîne de mécanisation déjà présente et ayant été aidée.

• **Montants et taux d'aides (tous financeurs confondus)**

La subvention est calculée sur la base d'un montant subventionnable HT auquel est appliqué un taux d'aide. Le total des aides apportées par les financeurs publics (Europe (FEADER), Collectivités, Maître d'ouvrage public éventuellement) doit respecter obligatoirement le taux d'aide publique.

Les taux d'aide publique suivants s'entendent tous financeurs confondus :

- taux d'aide publique :

- . **40%** pour les chaînes de mécanisation et les matériels spécifiques aux filières de production agricole,
- . **50%** pour les matériels liés à l'élevage et les matériels spécifiques liés aux contraintes géomorphologiques des zones de montagne,
- . **60%** pour les matériels et investissements environnementaux liés aux productions végétales.

Taux de co-financement FEADER sur le taux d'aide publique :

	FEADER	Financier national
Aquitaine	53%	47%
Limousin	63%	37%
Poitou-Charentes	63%	37%

- pas de majoration supplémentaire



➤ **Dispositif non cofinancé, hors PDRA 2017-2020**

Les aides relèvent du régime cadre notifié SA 63945, modifié par le régime SA 59141 :

Taux compléments de chaînes de mécanisation raisonnée utilisées en culture et récolte : 25 % H.T. des investissements.

Plafonds d'investissement 100 000 € en CUMA, 200 000 € en InterCUMA.

Ces dossiers hors PDRA ne relèvent pas d'appels à projet, critères de sélection et de bonification précédemment cités sur le dispositif en cofinancement.

Pour être éligible aux dispositifs cofinancés et non cofinancés la moyenne des exploitations des adhérents d'une CUMA à un projet est plafonné à 2 UR ; le plafond d'investissement subventionnable est de 250 000 € en CUMA et 350 000 € en interCUMA par projet.

Pour les investissements hors PDRA PCAE/PME et dans l'hypothèse où des projets de chaînes de mécanisation raisonnée ou d'investissements nécessaires au développement des filières éligibles au PDRA au titre du PCAE/PME mesure 4.1.3. Investissements dans les exploitations agricoles en CUMA, sous-mesure 4.1 ne pourraient être cofinancés au titre du FEADER sur l'exercice budgétaire en raison des priorités et des scoring et budgets retenus, le Conseil départemental, subventionnera seul comme suit :

- chaînes de mécanisation : à hauteur de 20% (50 points en création d'une nouvelle activité chaîne de mécanisation ou 20 points minimum (critères structuration et organisation des CUMA - grille de notation Feader)).

- matériel élevage : à hauteur de 25% (40 points minimum - grille notation Feader).

- autres matériels spécifiques filière : à hauteur de 20% (20 points minimum / grille de notation Feader - critères nouvelles pratiques agro-environnementales ou structuration et organisation des CUMA).

- matériel environnemental non retenu dans l'Appel à Projet Régional 2021 (matériel de traçabilité, stockage des effluents végétaux, aires collectives de compostage, ...) : à hauteur de 25% et 40 points minimum.



ANNEXE 1 de l'article 15 : Liste des dépenses éligibles(*)

Plusieurs investissements de la liste sont susceptibles d'être accompagnés au titre des appels à projets réalisés dans le cadre du Plan de France Relance.

En conséquence, les investissements qui ont fait l'objet d'une demande d'aide préalable au titre des dispositifs de France Relance ne peuvent pas être retenus au titre du présent appel à projets.

Cependant, si le bénéficiaire apporte la preuve du rejet définitif de son investissement avant la fin de la période de l'AAP (31/05/2022) par FAM et sous réserve de non commencement de l'opération, les investissements concernés pourront faire l'objet d'un dépôt d'une nouvelle demande dans le cadre du présent appel à projet du Conseil régional de Nouvelle Aquitaine.

Les services de la Région réaliseront des vérifications à chaque étape de la vie du dossier. En cas de doublon identifié (double financement ou susceptible d'avoir un double financement), l'investissement concerné sera automatiquement exclu du dossier de demande PCAE CUMA et ne pourra pas faire l'objet d'une aide dans le cadre du présent Appel à projets.

1) Matériels liés à l'élevage prioritaires (60 points)

- matériel de contention (couloirs et parcs mobiles, cage de contention)
- chaîne(s) de mise en culture pour autoconsommation : 100% des adhérents au projet doivent être éleveurs (vérification par le code APE). 2 matériels différents minimum ou un outil combiné (matériel d'épierrage éligible) + un seul tracteur si nécessaire. Par exemples de matériels : herse rotative + rouleau, semoir + rouleau

Si les matériels constituant la chaîne de mise en culture ne sont pas des matériels éligibles à titre individuel au sein d'une des 2 catégories d'investissements Elevage et/ou Environnement Végétal, la CUMA devra argumenter également la raison de son choix (exemple « agriculture bio, spécificité des sols etc..)

- outils et installations, fixes ou mobiles, de fabrication d'aliments à la ferme. (boudineuse, toaster, aplatisseur, laminoir, broyeur à céréales....)
- pompes à museaux
- activités annexes à la méthanisation (stockage des déchets et digestat + épandage)
- retourneur d'andain, mélangeur composteur et aires collectives de compostage

1 bis) Matériels liés à l'élevage non prioritaires (40 points)

- matériel améliorant l'organisation du travail (distributrice d'alimentation, pailleuse, automate de lavage, chargeur automoteur, balayeuse, porte containers, désileuse distributrice, benne auto-chargeuse)
- outils d'implantation et de fabrication des clôtures (enfonce pieux, fendeur de pieux, appointeuse/affute-pieux, écorceuse, tarière, dérouleuse)
- matériels nécessaires aux déplacements des animaux (bétailières remorquées ou automotrices)
- matériels de pesée des animaux
- chaîne(s) de récolte des fourrages : 2 matériels différents minimum ou un outil combiné * (entrant dans la chaîne de fenaison et récolte) + un seul tracteur si nécessaire ou automoteur. Par exemples de matériels : remorque plateau, andaineur, benne, faucheuse, enrubanneuse, pince-balles, ensileuse avec barre de coupe à herbe ou maïs ensilage, faneuse, presse à balle, barre de coupe à luzerne), pick up sur ensileuses.
- séchoirs à fourrages
- investissements liés à la biosécurité
- investissements de stockage des effluents d'élevage
- divers : échographe partagé

2) Matériels et investissements environnementaux liés au végétal prioritaires (60 points)

Certains matériels permettant une optimisation des intrants (réduction et /ou suppression) :

- outils alternatifs au désherbage chimique : bineuse, houe rotative, herse étrille, herse à prairie, aérateur de prairie, robot de tonte, robot de désherbage mécanique, intercep, désherbeur thermique, épampreuse thermique ou mécanique, matériel paillage protection des sols, rouleaux destructeurs, écimeuse (hors viti ou arbo), rotoétrille, dédrageonneuse
- Panneaux récupérateurs de pulvérisateurs viticoles confinés (dans le cas où cette option n'est pas dissociable du pulvérisateur et que cela est démontré clairement, la moitié du devis présenté sera retenu en dépense éligible)
 - trieur à graines pour lutter contre les adventices
 - appareils utilisés en thérapie
 - faucheuse andaineuse pour la dessiccation au champ de culture
 - récupérateur de menues pailles,
 - broyeur de fanes de pommes de terre



Matériels contribuant au maintien de la qualité des sols (lutte contre l'érosion, pratiques culturales simplifiées) :

- matériels pour l'implantation des couverts végétaux : semoir ou options (rampe ou trémie), sur semoirs pour couvert végétaux existants
- matériels pour la destruction mécanique des couverts végétaux : déchaumeur éligible seulement si équipé d'un semoir pour couvert végétaux
- matériels pour le travail sur le rang et pour le travail en bande. (Ex strip till...)
- matériels pour le semis direct des prairies et des cultures
- semoir pour le sur-semis de prairie

Matériels d'entretien de l'espace et du paysage :

- outils de taille et d'entretien des haies à rotor ou lamier, outils de broyage des végétaux (épareuse, broyeur végétaux, broyeur d'accotement, broyeur sous clôture), retrait des résidus, outils d'élévation (type nacelle d'élague en arboriculture), déchiqueteuse

2 bis) Matériels et investissements environnementaux liés au végétal non prioritaires (40 points)

Options de pulvérisation permettant une optimisation des intrants (réduction, valorisation) :

- Option de précision permettant un désherbage chimique localisé équipé de capteurs spécifiques de présence d'adventices
- Option limitant la dérive : face par face ou cellules de confinement (sans panneaux récupérateurs),

Localisation de traitement sur le rang :

- Micro-granulateur
- Semoir pulvérisateur

Attention : localisation du traitement sur le rang éligible hors viti et arbo

Aires collectives de remplissage et de lavage (y compris le prétraitement des hydrocarbures)

Gestion de la fertilisation :

- Les matériels de compostage (déchets verts)
- Les distributeurs (épandeurs) d'engrais incluant à minima le kit bordures et la pesée embarquée OU la modulation intra parcellaire (coupure de tronçons) et si besoin d'autres options (localisateur d'engrais, DPAE etc.). Options seules éligibles sur matériel existant.
- enfouisseurs d'engrais équipés obligatoirement DPAE
- Matériels d'épandage d'effluents avec dispositif précis de dosage : épandeur à fumier avec hérissons verticaux ou table/tapis d'épandage, tonne à lisier avec enfouisseur ou pendillard, ou épandage sans tonne.
- Options de dosage de précision : seules sont éligibles sur matériel existant d'épandage.

Matériels de traçabilité, de précision et d'aide à la décision :

- outils de localisation (GPS), jalonnage, de guidage, boîtiers de tracking (repérage des matériels) ainsi que les logiciels spécifiques d'enregistrement,
- régulation électronique de l'irrigation, station météo, outils spécifiques d'aide à la prise de décision, sondes thermiques, télémétrie,
- drones semoirs/cartographie/lutte biologique,

Dispositif de stockage et de traitement des effluents végétaux :

vinicoles, prunicoles...etc. ainsi que les eaux résiduelles de lavage correspondantes

Aires collectives de compostage (végétaux uniquement) :

- retourneur d'andain, mélangeur végétaux.

3) Chaîne de mécanisation (50 points)

- tracteur + 1 outil combiné (type semoir direct) ou 2 outils différents (type travail du sol, semis).

Si les matériels constituant la chaîne de mécanisation ne sont pas des matériels éligibles à titre individuel au sein d'une des 2 catégories d'investissements Elevage et/ou Environnement Végétal, la CUMA devra argumenter également la raison de son choix (exemple « agriculture bio, spécificité des sols etc..)

4) Matériels spécifiques filières (0 points)

(Fruits et légumes, horticulture, viticulture, semences, tabac, chanvre...) : semis, entretien, récolte, lavage, triage et conditionnement (dont automoteurs, sous réserve qu'ils soient spécifiques et dédiés exclusivement aux travaux agricoles relatifs à la production visée par le projet).



5) Matériels spécifiques liés aux contraintes géomorphologiques des zones de montagne (60 points)

- Matériel de traction, de fenaison, d'entretien, d'épandage

Pour les CUMA, pas de plafond appliqué si ce n'est celui fixé au paragraphe sur les conditions d'éligibilité.

(*) Liste non exhaustive. Les investissements non indiqués dans cette liste sont soumis à une validation préalable du Service instructeur et de l'autorité de gestion régionale.

ANNEXE 2 de l'article 15 : indicateurs nationaux ou OTEX

OTEX PCAE / définition OTEX retenue pour le PCAE = Production majoritaire de l'exploitation, >2/3 du C.A.

OTEX conservés et « créés » pour PCAE	Code OTEX existant et repris pour le PCAE	Code créé et utilisé pour le PCAE
Céréales oléoprotéagineux et plantes sarclées (grandes cultures)	13 (sauf 1320) + 1410 + 1420	
Riz	1320	
Légumes frais de plein champ	1430	
Tabac	1441	
Plantes à parfums, aromatique et médicinales		49-1
Maraîchage (dont melon et fraise)	28	
Fleurs et horticulture diverse (dont champignon, etc..)	29	
Viticulture d'appellation	37	
Autre viticulture	38	
Arboriculture		39-1
Oléiculture	39	39-2
Autres fruits en cultures pérennes		39-3
Polyculture	60	
Bovins lait	41	
Bovins viande naisseur		42-1
Bovins viande engraisseur	42	42-2
Veaux de boucherie		42-4
Bovins lait et viande	43	
Ovin lait		4410-1
Ovin viande	4410	4410-2
Caprin lait		4430-1
Caprin viande	4430	4430-2
Autres herbivores (dont chevaux)		44-1
Truies reproductrices	5011	
Porc engraissement	5012 + 5013	
Poules pondeuses	5021	50-1
Poulets de chair		50-2
Palmipèdes foie gras		50-3
Autres palmipèdes	5022 + 5023	50-4
Autres volailles		50-5
Lapins		50-6
Abeilles	8231	
Autres animaux		44-2
Polyélevage orientation herbivore (compris chevaux)	71	
Polyélevage orientation granivore	72	
Grandes cultures et herbivores (polyculture élevage)	81	
Autres associations (hors abeilles)	82 (sauf 8231)	
Exploitations non classées (C.A. = 0)	90	



Article 16 – Aide à l’acquisition de parts sociales en CUMA

• **Enjeu**

Le Département participe à la relance de la politique de l’installation par un dispositif d’accompagnement des jeunes agriculteurs.

• **Mesures retenues**

Le dispositif d’aide du Conseil départemental pour l’acquisition de parts sociales en CUMA relève du règlement de minimis dans le secteur primaire agricole n° 1408/2013 du 18 décembre 2013 et du règlement 2019/316 du 21 février 2019. Cette aide est accordée à tout jeune agriculteur bénéficiant ou non de la Dotation aux Jeunes Agriculteurs (DJA) allouée par l’Etat à l’exception des dossiers bénéficiant de la Dotation Jeune Agriculteur avec critères valeur ajoutée emploi.

• **Modalités d’application**

Attribution d’une aide maximale de 45 % du capital souscrit dans la limite d’un montant plafond subventionnable de 8 000 € et d’un montant plancher de 800 €.

Le jeune agriculteur dispose de trois ans pour déposer un dossier à compter de sa date d’installation.

Article 17 – Dispositif « Agriculteurs en difficulté » et « Agriculteurs fragilisés »

• **Enjeu**

Depuis de nombreuses années, le Conseil départemental participe au dispositif “agriculteurs en difficulté” et son intervention porte sur l’expertise préalable à la préparation du plan par la cellule d’accompagnement des agriculteurs fragilisés.

Ce dispositif départemental s’inscrit dans le cadre du dispositif d’Etat relatif au dispositif d’aide à la relance de l’exploitation agricole (PCAE).

Agriculteurs en difficulté

Mesure retenue

Le Département accorde une aide à l’accompagnement des agriculteurs dans le cadre du régime cadre notifié SA 53500, modifié par le régime SA 59141, relatif à l’aide à la relance des exploitations agricoles.

Aide à l’accompagnement du redressement

Elle s’élève à 54 % maximum du montant H.T. des dettes anormales d’un minimum de 750 € contractées auprès d’organismes collectifs agricoles (CUMA, Associations Syndicales Autorisées (A.S.A.) et Associations Foncières (A.F.), Centres de Gestion), dans la limite de 7 750 € d’aides, délégation étant donnée à la Commission Permanente pour l’attribution des aides correspondantes.

L’état des dettes anormales est arrêté dans le diagnostic.

Les dettes anormales sont des dettes Hors Cycle de production en cours définies comme suit :

- factures de l’année N-1 pour les centres de gestion (année civile) avec un retard anormal de plus de trois mois,
- factures de l’année précédente pour les factures ASA, CUMA et AF,
- factures de l’année N-1 Landes Conseil Elevage Lait et Viande.

Le montant des aides du Conseil départemental ne pourra excéder 50% du montant total de l’ensemble des dettes anormales.

Dans ce cadre, les protocoles établis entre l’agriculteur et le créancier doivent être présentés dans le dossier de demande accompagnés des factures correspondantes datées et signées.

Le bénéficiaire est tenu de respecter le plan de redressement sur toute sa durée.

Le compte rendu du suivi du plan de redressement devra être adressé au Conseil départemental et validé par la cellule d’accompagnement des agriculteurs fragilisés.

En cas de fausse déclaration ayant conduit à une attribution indue de l’aide départementale, la Commission Permanente se prononce sur la déchéance d’une partie ou de la totalité de l’aide attribuée et il est procédé à l’émission du titre de recettes correspondant dans un délai maximal de six mois.



Agriculteurs fragilisés

Cette intervention relève des aides de minimis dans le secteur de la production primaire agricole, règlement n° 1408/2013 du 18 décembre 2013 complété par le règlement 2019/316 du 21 juin 2019. Les bénéficiaires devront fournir pour l'octroi de la participation départementale l'attestation prévue par ce même règlement.

Aide à l'expertise

- Diagnostic et plan de relance
(50 % d'un coût de 750 € H.T. maximum) : 375 €
- Procédure collective
(50 % d'un coût de 1 200 € H.T. maximum) : 600 €

Chaque document établi devant être signé par l'agriculteur certifié par l'expert.

Elle est notifiée à l'agriculteur et est versée directement à l'Association pour l'Accompagnement et le Suivi des Agriculteurs en Difficulté ou aux centres de gestion sur présentation du diagnostic et du décompte.

Article 18 – Aides aux travaux connexes aux opérations d'aménagement foncier agricole et forestier

Mesure retenue

Une subvention du Département peut être octroyée aux associations foncières et aux communes au titre de la participation au financement des travaux connexes aux opérations d'aménagements fonciers (aménagement foncier agricole, et forestier).

Le programme des travaux sera conforme :

- à l'étude d'aménagement prévue à l'article L 121-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime, 4^{ème} alinéa et à ses recommandations,
- aux prescriptions fixées par le Préfet en application de l'article L 121.14 I, III, IV et V du Code Rural et de la Pêche Maritime et figurant dans la délibération de la Commission Permanente du Conseil départemental ou dans l'arrêté du Président du Conseil départemental ordonnant l'opération.

Modalités d'application

Le montant des subventions est calculé comme suit :

- Hydraulique agricole : 36 % du coût H.T. des travaux
- Voirie d'exploitation et rurale : 36 % du coût H.T. des travaux
- Remise en état des sols : 36 % du coût H.T. des travaux
- Plantation et reboisement : 36 % du coût H.T. des travaux
- Suivi et entretien sur trois ans
des plantations de haies : 72 % du coût H.T. des travaux

Versement de la subvention

Le dossier des travaux connexes établi par la Commission Communale ou Intercommunale d'Aménagement Foncier sera soumis, après contrôle par les services, à l'avis de la Commission Permanente du Conseil départemental qui se prononcera, sur le financement définitif des travaux.

Le dossier de demande de subvention sera adressé à M. le Président du Conseil départemental et devra comprendre :

- les prescriptions prévues à l'article L 121-14 du Code Rural et de la Pêche Maritime,
- une copie de l'arrêté préfectoral institutif de l'association foncière ou un exemplaire de la délibération de la commune décidant de prendre en charge les travaux connexes,
- le dossier d'avant-projet détaillé approuvé par l'Association Foncière ou le Conseil Municipal pour la réalisation des travaux,
- le dossier de travaux approuvé par la Commission Départementale d'Aménagement Foncier,
- l'autorisation des travaux relevant de l'application de la Loi sur l'Eau, les prescriptions complémentaires éventuelles ordonnées, en application de l'article R 121-29 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

La subvention sera versée au prorata des travaux effectivement réalisés sur production des factures et décomptes justificatifs.



A la demande des maîtres d'ouvrages, 50 % des aides accordées pourront être versées à la signature de l'ordre de service prescrivant le commencement des travaux.

Le solde sera versé par acompte éventuel, lorsque les travaux réalisés atteindront 50 % du montant de l'investissement initial et à concurrence des travaux effectivement réalisés.

Autres conditions

Toute plantation de haie fera l'objet d'une convention passée avec le Département où les maîtres d'ouvrage s'engageront à assurer la pérennité de la plantation sur 15 ans, sous peine d'un remboursement des aides départementales, ainsi qu'à prévoir un suivi technique (maîtrise d'œuvre), portant sur la plantation et l'entretien sur les trois premières années.

Les plantations subventionnées feront l'objet dans les 18 mois après exécution des travaux d'une procédure de classement au titre de l'article L 126.3 du Code Rural et de la Pêche Maritime ; cette procédure concernant les plantations de plus de 500 m² (100 m plantés, haies buissonnantes) ou de plus de 50 m en haies arborées.

Les essences seront conformes à celles reconnues pour le classement prévues au décret n° 95-488 du 28 avril 1995.

Article 19 – Aides en faveur des éleveurs de poneys landais

• **Enjeu**

Dans le cadre du maintien du patrimoine rural, le Département souhaite apporter son soutien en faveur de la race des poneys landais et accorder une aide aux éleveurs pour le maintien de la race.

Cette aide relève des règlements d'exemption de notification édictés par l'Union Européenne au titre de la préservation de la qualité génétique.

• **Bénéficiaires**

Le bénéfice des aides est réservé aux éleveurs de la filière après validation du dossier par l'Institut Français du Cheval et de l'Équitation.

• **Modalités d'application**

Le soutien financier porte sur des actions engagées par la filière poneys landais.

Les montants par animal des aides départementales sont les suivants :

- Aide à l'accouplement raisonné 270 €
- Aide à la valorisation des poneys landais 360 €
- Aide au débouillage 270 €
- Aide à la conservation de poulains mâles 540 €

Ces aides dérogent à l'article 2 du présent règlement.

Article 20 – Actions en faveur de la course landaise

• **Enjeu**

Dans le cadre du maintien du patrimoine rural, le Département souhaite apporter son soutien en faveur de la course landaise et accorder une aide aux éleveurs pour l'amélioration des équipements des ganaderias.

Cette aide relève du règlement exempté de notification 702/2014 édicté par l'Union Européenne, au titre des aides en faveur du patrimoine culturel et naturel.

• **Bénéficiaires**

Le bénéfice des aides est réservé aux éleveurs affiliés à la Fédération Française de la Course Landaise et en règle avec les obligations sanitaires et d'identification du cheptel.

• **Modalités d'application**

Taux

Le taux maximum est de 36 % des investissements H.T., modulé en fonction du montant des demandes présentées et de l'enveloppe budgétaire disponible, pour la réalisation de travaux et d'équipements.



Investissements éligibles

- 1) Couloir de contention (15 m) (y compris les couvertures)
- 2) Parc de tri et d'amenée
- 3) Quai d'embarquement
- 4) Clôture de pâture (une demande tous les trois ans)
- 5) Armoire à pharmacie
- 6) Aménagement intérieur des camions de transport des animaux

Plafond

Le plafond de subvention est de 5 000 € par ganaderia sur 4 ans.

Versement

Le versement de la subvention intervient sur production des factures et au prorata des investissements effectivement réalisés.

Engagements

Les éleveurs s'engagent à adhérer à la Fédération Française de la Course Landaise et à maintenir l'activité concernée pour une durée de 10 ans.

Autres conditions

Les dossiers de demande de subvention seront adressés à Monsieur le Président du Conseil départemental par la Fédération Française de la Course Landaise.

La Commission Permanente du Conseil départemental a délégation pour l'attribution de ces subventions au vu des dossiers présentés et après avis pôle « Elevage » de la Chambre d'Agriculture des Landes et de la Fédération Française de la Course Landaise.

Ces aides dérogent à l'article 2 du présent règlement.



TITRE V – PROCEDURE

Article 21 - Normalisation du matériel subventionné

Les fournitures et équipements subventionnés seront en conformité avec les normes françaises ou européennes applicables.

Article 22 - Taux plafond d'aides publiques

Les aides accordées par le Conseil départemental dans le cadre du présent règlement ne pourront avoir pour effet de porter le taux d'aides publiques au-delà des plafonds réglementaires prévus dans le cadre des lignes directrices concernant les aides de l'Etat dans le secteur agricole.

Article 23 - Instruction des dossiers

Octroi de l'aide

Le dossier de demande est adressé à M. le Président du Conseil départemental des Landes qui en accuse réception, lorsqu'il est complet, dans un délai d'un mois.

L'agriculteur devra fournir les pièces suivantes :

- attestation d'inscription à la Mutualité Sociale Agricole en tant que chef d'exploitation (attestation spécifique aux demandes d'aides au Conseil départemental),
- relevé parcellaire d'exploitation attestant de l'inscription, des superficies et productions déclarées à la Mutualité Sociale Agricole des Landes,
- statuts de la société éventuellement,
- les statuts de la SARL et l'extrait KBIS de moins d'un mois,
- copie de l'acte de nomination du gérant par les SARL (sauf si désigné par les statuts),
- relevé d'identité bancaire,
- devis détaillé des fournitures ou des travaux,
- justificatif de conformité aux réglementations nationales ou européennes applicables,
- dossier de demande relatif à l'aide sollicitée.

La Commission Permanente du Conseil départemental a délégation pour l'examen des dossiers et l'attribution des subventions attachées.

Paiement de l'aide

Les subventions relatives aux investissements sont réglées, dans la limite des crédits inscrits au budget, au prorata des fournitures et équipements achetés ou des travaux réalisés.

Respect des engagements

Une visite sur l'exploitation au moment de la constitution du dossier, du versement de l'aide ou durant toute la durée des engagements spécifiques, ainsi que toute autre vérification pourront être effectuées par le Département.

En cas de fausse déclaration ayant conduit à une attribution indue de l'aide départementale, la Commission Permanente se prononce sur la déchéance d'une partie ou de la totalité de l'aide attribuée et il est procédé à l'émission du titre de recettes correspondant dans un délai maximal de six mois.

En cas de non-respect des engagements spécifiques à chaque aide attribuée, le Département met en demeure le bénéficiaire de les respecter dès la constatation des manquements et dans un délai de un an maximum sauf cas de force majeure. Si le bénéficiaire n'y procède pas, la Commission Permanente examine son dossier et peut prononcer la déchéance de l'aide attribuée au prorata de la durée des engagements restant à courir et le titre de recettes correspondant est émis dans un délai maximum de un an.



DEPARTEMENT
DES LANDES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL en visio/audio conférence

Budget Primitif 2022

Réunion du 31 mars 2022

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

Président : M. Xavier FORTINON

N° F 4 Objet : SOUTIEN DU CONSEIL DEPARTEMENTAL AUPRES DE LA FILIERE FORET
BOIS

Conseillers départementaux en exercice : 30

Votants : 30

(M. Dominique Coutière a donné pouvoir à M. Xavier Fortinon)

(Mme Monique Lubin a donné pouvoir à M. Boris Vallaud)

(M. Olivier Martinez a donné pouvoir à M. Boris Vallaud)

(M. Julien Paris a donné pouvoir à Mme Patricia Beaumont)

Présents physiquement :

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédar, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo,
Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, Mme Martine Dedieu,
Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie,
M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety,
M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet,
M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, Mme Muriel Lagorce,
Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Salima Sensou,
Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

Présents en visio/audio conférence :

M. Christophe Labruyère, Mme Sylvie Péducasse.

Absents : M. Dominique Coutière, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris.

Résultat du Vote au scrutin public (Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 - articles 6 et 11 -
et Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 - article 6 - telles que modifiées par la Loi n° 2021-
1465 du 10 novembre 2021) :

POUR : 30

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédar, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo,
Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière (a donné
procuration à M. Xavier Fortinon), Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos,
M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois,
Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon,
Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot,
M. Christophe Labruyère, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet,
M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin (a donné procuration à M. Boris
Vallaud), M. Olivier Martinez (a donné procuration à M. Boris Vallaud),
M. Julien Paris (a donné procuration à Mme Patricia Beaumont),
Mme Sylvie Péducasse, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis,
Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

**N° F 4****LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,**

VU la convention-cadre 2017-2020 fixant les conditions d'intervention du Département des Landes en complément de celle de la Région en matière de développement économique pour les secteurs agricole, sylvicole et piscicole signée le 23 juin 2017, ainsi que ses différents avenants ;

VU le rapport de M. le Président du Conseil départemental ;

APRES PRESENTATION du rapport en Commission Agriculture et Forêt ;

APRES en avoir délibéré,

DECIDE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES :**I – Valoriser et entretenir les parcelles forestières :****1°) Parcelles A Valoriser (PAV) et échange de parcelles :**

considérant :

- la Loi de modernisation Agricole de 2014, en lien avec la volonté de limitation de la consommation foncière, qui prévoit que chaque Département réalise tous les 5 ans un inventaire des parcelles agricoles, forestières ou urbaines considérées comme des friches ;
- que les deux territoires pilotes consultés (Agglomération du Grand Dax et Communauté de communes MACS) ont permis de construire une stratégie foncière respectueuse des enjeux territoriaux et départementaux intégrant les thématiques agricoles, forestières et/ou environnementales ;
- que les travaux de recensement et de qualification portés par le Conseil Départemental ont permis d'identifier qu'une très grande proportion de ces parcelles souffre d'un fort morcellement qui, sans action de valorisation adaptée, devrait engendrer une absence de remise en valeur ;
- que le plafond surfacique regroupé ne devra pas excéder 10 hectares et sera limité dans le temps pour un même compte de propriété afin d'être incitatif auprès des détenteurs les plus modestes,

dans l'attente des résultats des travaux du Comité de Pilotage de valorisation des friches,

- d'inscrire un crédit de 10 000 € au Budget Primitif 2022.
- de donner délégation à la Commission Permanente pour préciser les modalités d'application du dispositif de soutien aux propriétaires.

2°) SIVU des Chênaies et Peupleraies de l'Adour :

considérant que le SIVU des Chênaies et Peupleraies de l'Adour regroupe 46 collectivités engagées dans une politique de reconstitution et donc de valorisation de leurs chênaies ;

conformément au régime cadre de notification SA 41595 partie B, modifié par le régime SA 59142,

- de clôturer l'AP 2020 n° 741 (SIVU des chênaies de l'Adour 2020), arrêtée au montant de 60 000 €.

- de voter l'AP nouvelle n° 830 (SIVU des chênaies de l'Adour 2022) d'un montant de 60 000 €, l'échéancier des Crédits de Paiement figurant en Annexe I.

- d'inscrire un Crédit de Paiement 2022 global de 60 000 € (Annexe I).

- d'accorder au SIVU des Chênaies et Peupleraies de l'Adour une subvention totale de 60 000 € pour les programmes de régénération naturelle, de plantation, et d'entretien que le SIVU réalisera au titre de 2022 et 2023.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer la convention afférente sur la base de la convention type n° 2 approuvée par délibération n° D1 du 6 mai 2021.

II – Protéger la forêt et lutter contre les risques phytosanitaires :

Caisse Phytosanitaire Forêt

considérant que la Caisse Phytosanitaire a pour objet de travailler avec le Pôle de la Santé des Forêts de la DRAAF sur la surveillance de l'état phytosanitaire du massif et de financer tant ses moyens de veille sanitaire que la mise en œuvre de la lutte contre d'éventuelles attaques de ravageurs,

conformément au régime cadre exempté de notification SA 61870,

- de prendre acte du plan de financement 2022 de la Caisse Phytosanitaire :

Région Nouvelle-Aquitaine	30 000 €
Départements (Gironde, Lot et Garonne, Landes)	18 000 €
Autofinancement	38 000 €
TOTAL	86 000 €

- d'accorder une subvention de 9 000 € à la Caisse Phytosanitaire Forêt pour le financement de ses actions, à savoir :

- améliorer les compétences sur le suivi des foyers de mortalité en forêt par visionnage satellite ;
- entreprendre une enquête sur l'utilisation d'un colorant lors du traitement contre le Fomes ;
- comprendre les mécanismes de production de graine pour éviter une pénurie de graine de Pin Maritime améliorée pour les reboisements ;
- tester un outil de diagnostic rapide (30 minutes) de détection du nématode.

- d'inscrire le crédit correspondant au Budget Primitif 2022.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer la convention afférente, sur la base de la convention type n° 2 approuvée par délibération n° D1 du 6 mai 2021.

III –Soutenir toute la filière bois :

1°) Soutenir les associations du réseau bois :

considérant que l'Association des Entrepreneurs de Travaux Forestiers (E.T.F.) Nouvelle-Aquitaine, créée le 15 juin 2016, regroupe une part importante des entrepreneurs intervenant sur un territoire forestier total de 2,8 millions d'hectares pour l'ensemble de la région (plus de 600 000 ha dans les Landes),

afin que l'association pérennise son travail de veille sociale et pour mener des actions de professionnalisation, de qualification, de reconnaissance et de communication engagées,

conformément au régime cadre exempté de notification SA 61991,

- d'accorder à l'Association des Entrepreneurs de Travaux Forestiers Nouvelle-Aquitaine une subvention d'un montant de 13 500 €.

- d'inscrire le crédit correspondant au Budget Primitif 2022.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer la convention afférente, sur la base de la convention type n° 1 approuvée par délibération n° D1 du 6 mai 2021.

2°) Soutenir la suberculture (production de liège) :

afin de soutenir les actions mises en place par l'association « Le Liège Gascon » en 2022 (poursuite du programme de prospection pour la récolte, formation technique auprès des propriétaires, formation des leveurs de liège, gestion des subéraies et contractualisation avec les sylviculteurs qui sont préférentiellement producteurs de pins),

conformément au régime cadre notifié SA 41595 partie A, modifié par le régime SA 59141,

- d'accorder à l'association « Le Liège Gascon » une subvention de 2 600 €.

- d'inscrire le crédit correspondant au Budget Primitif 2022.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer la convention afférente, sur la base de la convention type n° 1 approuvée par délibération n° D1 du 6 mai 2021.

3°) Soutenir la filière de produits bio-sourcés :

après avoir constaté que M. FORTINON, en sa qualité de mandataire de M. COUTIERE, en raison de son lien de parenté avec M. le Vice-Président de l'Association Gemme la Forêt d'Aquitaine, ne prenait pas part au vote de ce dossier,

considérant que l'association Gemme la Forêt d'Aquitaine propose aux propriétaires forestiers détenteurs de bois matures des contrats de récolte de la gemme grâce à des procédés moins agressifs et plus respectueux de l'environnement.

conformément au régime cadre SA 45285, modifié par le régime SA 59142,

- d'accorder à l'association Gemme la Forêt d'Aquitaine une subvention de 5 000 € pour son programme d'actions 2022.

- d'inscrire le crédit correspondant au Budget Primitif 2022.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer la convention afférente sur la base de la convention type n° 1 approuvée par délibération n° D1 du 6 mai 2021.

IV - Soutien aux actions de promotion et de communication :

1°) Etudes de préfaisabilité de réseaux de chaleur publics :

après avoir constaté que M. LESPAGE et M. MARTINEZ, en leur qualité de Vice-Président du SYDEC, ne prenaient pas part au vote de la subvention,

étant rappelé qu'en collaboration avec l'ADEME, le Conseil régional d'Aquitaine, le SYDEC et la Fédération Départementale des CUMA, il a été élaboré et signé en 2013 un plan d'animation sur l'utilisation du bois dans les chaufferies collectives,

ce plan d'animation étant réalisé par le SYDEC,

conformément au règlement de minimis RGEC n° 651/2014 EU,

- d'attribuer une subvention de 12 000 € au SYDEC pour son action.

- d'inscrire le crédit correspondant au Budget Primitif 2022.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer la convention afférente, sur la base de la convention type n° 2 approuvée par délibération n° D1 du 6 mai 2021.

2°) Soutien du Centre de Formation des Apprentis des industries du Bois :

après avoir constaté que M. BEDAT, en sa qualité d'administrateur de l'association, ne prenait pas part au vote de cette subvention,

considérant que le Centre de Formation des Apprentis (CFA) des Industries du Bois, implanté à Morcenx-la-Nouvelle, dispense l'unique formation pour les acteurs de cette filière sur l'ensemble de la région Nouvelle-Aquitaine,

l'offre d'apprentissage devant perdurer afin de former une main d'œuvre qualifiée, vitale pour l'avenir des entreprises de première transformation,

la gestion financière du CFA étant assurée par l'Association Régionale de Formation Professionnelle des Industries du Bois (ARFPIB),

conformément au règlement de minimis RGEC n° 651/2014 EU,

- d'attribuer une subvention de 10 000 € à l'ARFPIB pour le soutien financier au CFA des Industries du Bois de Morcenx-la-Nouvelle.

- d'inscrire le crédit correspondant au Budget Primitif 2022.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer la convention afférente, sur la base de la convention type n° 1 approuvée par délibération n° D1 du 6 mai 2021.



3°) Soutien à l'association de certification PEFC (Programme de reconnaissance des certifications forestières) de Nouvelle Aquitaine :

après avoir constaté que Mme DEGOS, en sa qualité d'administratrice de l'association, ne prenait pas part au vote de cette subvention,

considérant que l'utilisation du bois dans la construction, plébiscitée par la société actuelle et confortée par les exigences de la nouvelle Réglementation Environnementale RE 2020 imposant des matériaux bio-sourcés traçables, nécessite de certifier le processus de gestion durable de la production de ce matériau,

étant précisé que pour garantir et développer la certification, l'association PEFC de Nouvelle-Aquitaine doit recruter une personne dédiée au développement de ce processus de certification auprès des utilisateurs et de leurs fournisseurs de bois,

conformément au régime cadre exempté de notification SA 61991,

- d'accorder à l'Association PEFC de Nouvelle-Aquitaine une subvention de 10 000 €.

- d'inscrire le crédit correspondant au Budget Primitif 2022.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer la convention afférente, sur la base de la convention type n° 1 approuvée par délibération n° D1 du 6 mai 2021.

4°) Plan de communication « Action Bois d'œuvre » :

considérant la délibération n° D5 en date du 20 février 2020, par laquelle l'Assemblée Départementale a accordé à la FIBOIS Landes de Gascogne une subvention d'un montant total de 20 000 € pour démarrer sa campagne de promotion, étant précisé que 10 000 € ont déjà été versés à la signature de la convention,

conformément à la délibération n° D2 du 16 novembre 2020 par laquelle l'Assemblée départementale a adopté une prorogation de la convention jusqu'au 31 décembre 2022 en raison de la crise sanitaire,

afin de permettre le versement du solde de la subvention,

- d'inscrire un crédit de 10 000 € au Budget Primitif 2022.

Le Président,

Xavier FORTINON



N° F 4

ANNEXE I

RECAPITULATIF DES INSCRIPTIONS BUDGETAIRES

Actions en faveur de la forêt - BP 2022

I- AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° AP	INTITULE	CHAPITRE	FONCTION	AUTORISATIONS DE PROGRAMMES					
				AP antérieures actualisées	CP réalisés au 31/12/2021	AP 2022			SOLDE AP
						Divers ajustements	AP nouvelle	Nouveau montant AP	
741*	SIVU des chênaies de l'Adour 2020	204	928	60 000,00	60 000,00				0,00
760	SIVU des chênaies de l'Adour 2021	204	928	60 000,00	30 000,00	0,00		60 000,00	30 000,00
830	SIVU des chênaies de l'Adour 2022	204	928				60 000,00	60 000,00	60 000,00
TOTAL AP / CP				120 000,00	90 000,00	0,00	60 000,00	120 000,00	90 000,00

CREDITS DE PAIEMENT	
CP ouverts au titre de 2022	CP ouverts au titre de 2023
30 000,00	0,00
30 000,00	30 000,00
60 000,00	30 000,00

* AP à clôturer

II- INSCRIPTIONS BUDGETAIRES HORS AP

SECTION	CHAPITRE	FONCTION	INTITULE	Crédits ouverts au titre de 2022
FONCTIONNEMENT	65	928	PAV et échanges de parcelles	10 000,00
	65	928	Caisse Phytosanitaire Forêt	9 000,00
	65	928	Association ETF Nouvelle-Aquitaine	13 500,00
	65	928	Association Le Liège Gascon	2 600,00
	65	928	Association Gemme la forêt	5 000,00
	65	928	SYDEC	12 000,00
	65	928	ARFPIB - CFA Industries du bois	10 000,00
	65	928	PEFC Nouvelle Aquitaine	10 000,00
	65	928	FIBOIS	10 000,00
TOTAL FONCTIONNEMENT				82 100,00
TOTAL GENERAL DEPENSES				142 100,00

Récapitulatif des inscriptions		
Dépenses	Chapitre 204	60 000,00
	Chapitre 65	82 100,00



DEPARTEMENT
DES LANDES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL en visio/audio conférence

Budget Primitif 2022

Réunion du 31 mars 2022

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

Président : M. Xavier FORTINON

N° F 5 Objet : DOMAINE DEPARTEMENTAL D'OGNOAS

Conseillers départementaux en exercice : 30

Votants : 30

(M. Dominique Coutière a donné pouvoir à M. Xavier Fortinon)

(Mme Monique Lubin a donné pouvoir à M. Boris Vallaud)

(M. Olivier Martinez a donné pouvoir à M. Boris Vallaud)

(M. Julien Paris a donné pouvoir à Mme Patricia Beaumont)

Présents physiquement :

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédard, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

Présents en visio/audio conférence :

M. Christophe Labruyère, Mme Sylvie Péducasse.

Absents : M. Dominique Coutière, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris.

Résultat du Vote au scrutin public (Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 - articles 6 et 11 - et Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 - article 6 - telles que modifiées par la Loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021) :

POUR : 30

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédard, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière (a donné procuration à M. Xavier Fortinon), Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, M. Christophe Labruyère, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin (a donné procuration à M. Boris Vallaud), M. Olivier Martinez (a donné procuration à M. Boris Vallaud), M. Julien Paris (a donné procuration à Mme Patricia Beaumont), Mme Sylvie Péducasse, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

**N° F 5****LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,**

VU le rapport de M. le Président du Conseil départemental ;

VU la Commission de surveillance et de Gestion du Budget annexe
« Domaine départemental d'Ognoas » réunie le 11 février 2022 ;

APRES PRESENTATION du rapport en Commission Agriculture et
Forêt ;

APRES en avoir délibéré,

DECIDE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES :**I – Bilan 2021 :**

- de prendre acte de la présentation des points essentiels des
activités économiques, touristiques, agricoles et viti-vinicoles du Domaine
départemental d'Ognoas durant l'exercice 2021.

II - Budget Primitif 2022 :

- d'adopter le Budget Primitif 2022 du Budget annexe « Domaine
départemental d'Ognoas » tel que détaillé en Annexe I et qui s'équilibre en
dépenses et en recettes de la manière suivante :

- pour la Section d'Investissement à 2 397 900,00 €
- pour la Section de Fonctionnement à 3 153 350,00 €

- d'accorder au Domaine départemental d'Ognoas, notamment pour
la réalisation des travaux de réhabilitation et de restauration du patrimoine, une
subvention d'un montant de 190 000 €, à inscrire au Budget Primitif 2022 sur le
Chapitre 204 (Fonction 928) du Budget principal.

III - Catalogue des tarifs - Produits Armagnac :

- d'adopter le catalogue des produits en vente à compter du
1^{er} avril 2022 (Annexe II), qui prend en compte la commercialisation des
nouveaux produits tels que les cocktails Sea Gnac and Sun, Cool Gnac and Sun
destinés à une clientèle plus jeune, la valorisation des stocks, le respect des
coefficients de réseaux, le prix des emballages et des taxes sur les alcools.

**IV – Associations et organismes tiers – cotisations 2022 :**

étant rappelé la délégation reçue par M. le Président du Conseil départemental, par délibération n° 5 de l'Assemblée Départementale du 1^{er} juillet 2021 pour renouveler les adhésions auprès des associations et libérer les cotisations afférentes,

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit global de 7 000 € (Annexe I), notamment pour les appels à cotisations 2022 des associations et organismes suivants : Bureau National Interprofessionnel de l'Armagnac (BNIA), Syndicat des producteurs de Floc de Gascogne, Organisme de Défense et de Gestion Armagnac (ODG Armagnac), Relais des Gîtes de France, Association de Gestion de l'Irrigation Landaise (AGIL) et le Réseau Gourmand porté par Landes Attractivité.

Le Président,

Xavier FORTINON



REPUBLIQUE FRANCAISE

**DOMAINE DEPARTEMENTAL
D'OGNOAS**

M 4

**BUDGET PRIMITIF
2022**

Budget voté en HT



SECTION de FONCTIONNEMENT

Vue d'ensemble

Chapitre	Libellés	BP 2022
	Dépenses	3 153 350,00
011	Charges à caractère général	566 700,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	375 000,00
65	Autres charges de gestion courante	750,00
66	Charges financières	1 200,00
67	Charges exceptionnelles	6 800,00
022	Dépenses imprévues	
023	Virement à la section d'investissement	35 400,00
042	Opération d'ordre transfert entre sections	2 167 500,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	
	Recettes	3 153 350,00
70	Ventes de produits fabriqués, prestations de services	650 000,00
75	Autres produits de gestion courante	206 550,00
76	Produits financiers	500,00
77	Produits exceptionnels	16 300,00
013	Atténuation de charges	87 000,00
042	Opération d'ordre transfert entre sections	2 193 000,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	
	Résultat	0,00



Chap	Articles	BP 2022
	DEFICIT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	566 700,00 €
60	ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS	331 400,00 €
	602 - ACHATS STOCKES - AUTRES APPROVISIONNEMENTS	
6021	MATIERES CONSOMMABLES (semences, engrais)	65 000,00 €
60221	COMBUSTIBLES ET CARBURANTS	20 000,00 €
6026	EMBALLAGES	65 000,00 €
	603 - VARIATIONS DE STOCKS	
6032	VARIATIONS DE STOCKS DES AUTRES APPROVISIONNEMENTS	81 300,00 €
6032	Variation stocks - produits oenologique	2 000,00 €
6032	Variation stocks - emballages	67 000,00 €
6032	Variation stocks - carburant	4 500,00 €
6032	Variation stocks - produits défenses sanitaires	7 300,00 €
6032	Variation stocks - semences	
6032	Variation stocks - engrais	500,00 €
6037	VARIATION STOCKS DE MARCHANDISES (aide vente)	600,00 €
	606 - ACHATS NON STOCKES DE MATIERES ET FOURNITURES	
6061	FOURNITURES NON STOCKABLE (EAU, ENERGIE)	28 000,00 €
6063	FOURNITURES D'ENTRETIEN ET DE PETIT EQUIPEMENT (PETIT OUTILLAGE)	8 000,00 €
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	500,00 €
6066	CARBURANTS	
6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	40 000,00 €
	607 - ACHATS DE MARCHANDISES	
607	ACHATS DE MARCHANDISES	23 000,00 €
61	SERVICES EXTERIEURS	126 500,00 €
	611 - SOUS TRAITANCE GENERALE	
611	SOUS-TRAITANCE GENERALE	45 000,00 €
	613 - LOCATIONS, DROITS DE PASSAGE	
6135	LOCATIONS MOBILIERES	13 000,00 €
6137	REDEVANCES, DROITS DE PASSAGE	4 500,00 €
	615 - ENTRETIEN ET REPARATIONS	
61523	ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR RESEAUX	
61528	ENTRETIEN ET REPARATIONS SUR BIEN IMMOB AUTRES (FORESTIERS)	1 000,00 €
61551	ENTRETIEN ET REPARATION - MATERIEL ROULANT	6 500,00 €
61558	ENTRETIEN ET REPARATION - AUTRES BIENS MOBILIERES	3 000,00 €
6156	MAINTENANCE	5 000,00 €
	616 - PRIMES D'ASSURANCES	
6161	ASSURANCES MULTIRISQUES	48 000,00 €
	618 - DIVERS	
618	DIVERS	500,00 €
62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	42 600,00 €
	622 - REMUNERATIONS D'INTERMEDIAIRES	
6222	COMMISSIONS COURTAGES SUR VENTES	1 000,00 €
	623 - PUBLICITE, RELATIONS PUBLIQUES	
6231	ANNONCES & INSERTIONS	1 000,00 €
6233	FOIRES ET EXPOSITIONS	500,00 €
6236	CATALOGUES ET IMPRIMES	1 500,00 €
6238	DIVERS PUBLICITE	2 000,00 €



Chap	Articles	BP 2022
	624 - TRANSPORTS DE BIEN	
	6241 TRANSPORT SUR ACHATS	1 000,00 €
	6242 TRANSPORT SUR VENTES	10 000,00 €
	625 - DEPLACEMENTS, MISSIONS ET RECEPTIONS	
	6256 MISSIONS	500,00 €
	6257 RECEPTION	500,00 €
	626 - FRAIS POSTAUX ET DE TELECOMMUNICATIONS	
	6262 FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	1 600,00 €
	627 - SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	
	627 SERVICES BANCAIRES ET ASSIMILES	500,00 €
	628 - DIVERS	
	6281 CONCOURS DIVERS (COTISATIONS)	7 000,00 €
	6282 FRAIS DE GARDIENNAGE	9 500,00 €
	6283 FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	1 000,00 €
	6288 AUTRES SERVICES EXTERIEURS	5 000,00 €
	63 IMPOTS, TAXES, VERSEMENTS ASSIMILES	66 200,00 €
	63512 TAXES FONCIERES	15 000,00 €
	63513 AUTRES IMPOTS LOCAUX	1 200,00 €
	637 AUTRES IMPOTS, TAXES (AUTRES ORGANISMES)	50 000,00 €
012	CHARGE DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	375 000,00 €
	62 PERSONNEL EXTERIEUR AU SERVICE	25 000,00 €
	6218 AUTRES PERSONNELS EXTERIEUR	25 000,00 €
	63 IMPOTS, TAXES, VERSEMENTS ASSIMILES	3 500,00 €
	PARTICIPATION EMPLOYEUR FORMATION CONTINUE	3 500,00 €
	64 CHARGES DE PERSONNEL	346 500,00 €
	6411 SALAIRES, APPOINTEMENTS, COMMISSIONS DE BASE	224 500,00 €
	6413 PRIMES ET GRATIFICATIONS	27 000,00 €
	64141 INDEMNITES INFLATION	1 000,00 €
	64148 AUTRES INDEMNITES ET AVANTAGES DIVERS	
	6452 COTISATIONS AUX MUTUELLES (M.S.A.)	84 500,00 €
	6453 COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITE	3 500,00 €
	648 AUTRES CHARGES DE PERSONNEL (PECULE)	6 000,00 €
	65 AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	750,00 €
	6518 AUTRES REDEVANCES POUR CONCESSIONS	250,00 €
	6541 CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	500,00 €
	66 CHARGES FINANCIERES	1 200,00 €
	66111 INTERETS DE L'EMPRUNT	1 200,00 €
	66112 ICNE	
	67 CHARGES EXCEPTIONNELLES	6 800,00 €
	6711 INTERETS MORATOIRES	500,00 €
	673 TITRES ANNULES SUR EXERCICE ANTERIEUR	6 300,00 €
022	DEPENSES IMPREVUES	
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	35 400,00 €



Chap	Articles	BP 2022
042	OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION	2 167 500,00 €
	7135 VARIATION DES STOCKS DE PRODUITS	2 009 500,00 €
	713510 <i>Variation stocks - armagnac</i>	2 000 000,00 €
	71352 <i>Variation stocks - vin et eau de vie</i>	5 000,00 €
	71353 <i>Variation stocks - floc</i>	1 500,00 €
	71354 <i>Variation stocks - céréales</i>	
	713511 <i>Variation stocks - forêt</i>	3 000,00 €
	6031 VARIATION STOCKS - ENGRAIS	
	675 VALEUR COMPTABLE DES BIENS CEDES	
	6811 DOTATION A L'AMORTISSEMENT	158 000,00 €
	TOTAL DES DEPENSES	3 153 350,00 €



Chap.	Articles	BP 2022
70	VENTES DE PRODUITS FABRIQUES, PRESTATIONS DE SERVICES	650 000,00 €
	701 - VENTE DE PRODUITS FINIS ET INTERMEDIAIRES	470 000,00 €
	7015 Produits du vignoble - vin	10 000,00 €
	7016 Produits du vignoble - aides à la vente	30 000,00 €
	7017 Produits du vignoble - flocs	20 000,00 €
	7018 Produits du vignoble - armagnac	250 000,00 €
	7019 Produits des cultures - céréales	160 000,00 €
	706 - PRESTATIONS DE SERVICES	
	706 PRESTATIONS DE SERVICES (PRDT TOURISTIQUES)	5 000,00 €
	707 - VENTES DE MARCHANDISES	
	707 VENTE DE MARCHANDISES (PRDT FORESTIERS)	60 000,00 €
	708 - PRODUITS DES ACTIVITES ANNEXES	
	7085 PORT ET FRAIS ACCESSOIRES FACTURES (EMBALLAGES)	110 000,00 €
	7087 REMBOURSEMENT FRAIS	5 000,00 €
75	AUTRES PRODUITS GESTION COURANTE	206 550,00 €
	752 - REVENUS DES IMMEUBLES NON AFFECTES A DES ACTIVITES	
	752 LOCATIONS	25 150,00 €
	757 - REDEVANCES VERSEES PAR LES FERMIERS	
	757 FERMAGES	9 000,00 €
	758 - PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	
	7588 PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	172 400,00 €
76	PRODUITS FINANCIERS	500,00 €
	761 PRODUITS DE PARTICIPATION	500,00 €
	7621 PRODUITS DES AUTRES IMMOB FINANCIERES	
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	16 300,00 €
	773 MANDATS ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS	5 300,00 €
	775 PRODUITS DES CESSIONS D'ELEMENTS D'ACTIF	10 000,00 €
	778 AUTRES PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 000,00 €
013	ATTENUATION DE CHARGES	87 000,00 €
	6032 VARIATIONS DES STOCKS AUTRES APPROVISIONNEMENTS	84 000,00 €
	6032 Variation stocks - carburant	3 000,00 €
	6032 Variation stocks - produits oenologique	2 000,00 €
	6032 Variation stocks - produits défenses sanitaires	6 000,00 €
	6032 Variation stocks - emballages	70 000,00 €
	6032 Variation stocks - semences	
	6032 Variation stocks - engrais	3 000,00 €
	6037 VARIATIONS DES STOCKS DE MARCHANDISES-aides vente	3 000,00 €
042	OPERATION D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION	2 193 000,00 €
	7135 VARIATION DES STOCKS DE PRODUITS	2 013 000,00 €
	71356 Variation stocks - armagnac	2 000 000,00 €
	71357 Variation stocks - eau de vie	5 000,00 €
	71358 Variation stocks - floc	5 000,00 €
	71359 Variation stocks - céréales	
	713511 Variation stocks - forêt	3 000,00 €
	777 QUOTE PART DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	180 000,00 €
	777 QUOTE PART DES SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT VIREE AU RESULT	180 000,00 €
	TOTAL DES RECETTES	3 153 350,00 €

- €



SECTION D'INVESTISSEMENT

Vue d'ensemble

Chap.	Libellés	BP 2022
	Dépenses d'investissement	2 397 900,00
001	Déficit d'investissement reporté	
16	Emprunts et dettes assimilées	18 400,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
21	Immobilisations corporelles	176 500,00
23	Travaux de bâtiment et de génie civil	10 000,00
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	2 193 000,00
	Recettes d'investissement	2 397 900,00
001	Excédent d'investissement reporté	
021	Virt de la section de fonctionnement	35 400,00
10	Dotation, fonds divers et réserves	
13	Subvention d'investissement	190 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	5 000,00
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	2 167 500,00
	Résultat d'investissement de clôture	0,00



Chap.	Articles	Dénomination	BP 2022
		DEFICIT REPORTE	
16		EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES	18 400,00 €
	164	AUTRES EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES	13 400,00 €
	1641	EMPRUNT	13 400,00 €
	165	DEPÔTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES	5 000,00 €
	165	DEPOT ET CAUTIONNEMENT	5 000,00 €
20		IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0,00 €
	203	FRAIS D'ÉTUDES, DE RECHERCHES ET DE DÉVELOPPEMENT	0,00 €
	2031	FRAIS D'ÉTUDES	
	2033	FRAIS D'INSERTION - MARCHES	
	205	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES, BREVETS, LICENCES, LOGICIELS	
	205	LOGICIELS	
21		IMMOBILISATIONS CORPORELLES	176 500,00 €
	212	AGENCEMENTS ET AMÉNAGEMENTS DE TERRAINS	73 750,00 €
	2121	TERRAINS NUS	73 750,00 €
		améliorations foncières forestières	66 550,00 €
		améliorations foncières plantation	
		améliorations foncières domaine	7 200,00 €
	213	CONSTRUCTIONS	49 500,00 €
	2131	BATIMENTS	49 500,00 €
		réhabilitation gites	9 000,00 €
		travaux sur bat domaine	40 500,00 €
	2135	INSTALLATIONS GENERALES - AGENCEMENTS	
	2138	AUTRES CONSTRUCTIONS	
	215	INSTALLATIONS TECHNIQUES, MATÉRIELS ET OUTILLAGE	22 250,00 €
	2151	INSTALLATIONS COMPLEXES SPÉCIALISÉES	
	2153	INSTALLATIONS À CARACTÈRE SPÉCIFIQUE	2 500,00 €
	2154	MATÉRIELS INDUSTRIELS	13 150,00 €
	2155	OUTILLAGES INDUSTRIELS	6 600,00 €
	2157	AGENCEMENTS ET AMÉNAGEMENTS DE MATÉRIELS ET OUTIL INDUSTRIELS	
	2158	AUTRES	
	218	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	31 000,00 €
	2181	INSTALLATION GENERALES, AGENCEMENTS, AMENAGMT DIVERS	
	2182	MATÉRIEL DE TRANSPORT	10 000,00 €
	2183	MATÉRIEL DE BUREAU ET MATÉRIEL INFORMATIQUE	1 000,00 €
	2184	MOBILIER	11 800,00 €
	2186	EMBALLAGES RÉCUPÉRABLES	6 200,00 €
	2188	AUTRES	2 000,00 €
23		IMMOBILISATIONS EN COURS	10 000,00 €
	231	IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS	10 000,00 €
	2312	TERRAINS	
	2313	CONSTRUCTIONS	10 000,00 €
	2315	INSTALLATIONS, MATÉRIELS ET OUTILLAGES TECHNIQUES	
	2318	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	
040		OPERATIONS D'ORDRE	2 193 000,00 €
	3	STOCKS ET EN COURS	2 013 000,00 €
	31	STOCKS MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES	
	31	ENGRAIS	
	35	STOCKS PRODUITS	2 013 000,00 €
	351	PRODUITS INTERMÉDIAIRES	
	351	VIN	
	355	PRODUITS FINIS	
	355	ARMAGNAC	2 000 000,00 €
	355	EAUX DE VIE	5 000,00 €
	355	FLOC	5 000,00 €
	355	CEREALES	
	355	BOIS	3 000,00 €
	13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT INSCRITES AU COMPTI	180 000,00 €
	1391	SUBVENTIONS D'ÉQUIPEMENT	180 000,00 €
		TOTAL DES DEPENSES	2 397 900,00 €



Chap.	Articles	Dénomination	BP 2022
001	SOLDE D'EXÉCUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTÉ		
	001	EXCÉDENT D'INVESTISSEMENT REPORTÉ	
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		190 000,00 €
	131	SUBVENTIONS D'ÉQUIPEMENT	190 000,00 €
	1311	SUBVENTION ÉTAT	
	1313	SUBVENTION DÉPARTEMENT BÂTIMENT	168 000,00 €
	1313	SUBVENTION DÉPARTEMENT GITES	22 000,00 €
	1317	SUBVENTION ORGANISMES COMMUNAUTAIRES - FEDER	
	1318	AUTRES	
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILÉES		5 000,00 €
	164	EMPRUNT	
	165	DEPÔTS ET CAUTIONNEMENTS VERSES	5 000,00 €
		RESTITUTION DES CAUTIONS	5 000,00 €
021	AUTOFINANCEMENT INVESTISSEMENT		35 400,00 €
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS		2 167 500,00 €
	215	INSTALLATIONS, MATÉRIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES	
	2151	INSTALLATIONS COMPLEXES SPÉCIALISÉES	
	2153	INSTALLATIONS À CARACTÈRE SPÉCIFIQUE	
	2155	OUTILLAGES INDUSTRIELS	
	218	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	
	2182	MATÉRIEL DE TRANSPORT	
	2183	MATERIEL DE BUREAU ET MATERIELS INFORMATIQUES	
	2184	MOBILIER	
	2185	CHEPTEL	
	2186	EMBALLAGES RÉCUPÉRABLES	
	2188	EQUIPEMENT DES METAIRIES	
	280	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 000,00 €
	2803	FRAIS D'ÉTUDES, DE RECHERCHES ET DE DÉVELOPPEMENT	
	2803	AMORTISSEMENTS FRAIS D'INSERTION - MARCHES	
	2805	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES, BREVETS, LICENCES, LOGICIELS	1 000,00 €
	281	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	157 000,00 €
	2812	AGENCEMENTS ET AMÉNAGEMENTS DE TERRAINS	45 000,00 €
	2813	CONSTRUCTIONS	55 000,00 €
	2815	INSTALLATIONS TECHNIQUES, MATÉRIELS ET OUTILLAGES INDUSTRIELS	35 000,00 €
	2818	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	22 000,00 €
	COMPTES DE STOCKS ET ENCOURS		
	31	STOCKS MATIÈRES PREMIÈRES ET FOURNITURES	
	31	ENGRAIS	
	35	STOCKS DE PRODUITS	2 009 500,00 €
	351	PRODUITS INTERMÉDIAIRES	
		VIN	
	355	PRODUITS FINIS	2 009 500,00 €
		ARMAGNAC	2 000 000,00 €
		EAUX DE VIE	5 000,00 €
		FLOC	1 500,00 €
		CEREALES	
		BOIS	3 000,00 €
	TOTAL DES RECETTES		2 397 900,00 €

0,00 €



BALANCE GENERALE

Libellé	BP 2022
Section de fonctionnement	
Dépenses	3 682 289,68
Recettes	3 682 289,68
	0,00
Section d'investissement	
Dépenses	2 397 900,00
Recettes	2 397 900,00
	0,00
Résultat global :	0,00



Annexe II

DOMAINE D'OGNOAS

TARIFS 2022 PARTICULIERS-INTERNET					
		EN EUROS TTC			
Millésime	Degré (% Vol)	Bouteille 0,50 l	Bouteille 0,70 l	Magnum 1,50 l	Pot Gascon 2,50 l
2011	46		50	108	160
2010	46		52	112	166
2009	46		54	116	173
2008	46		58	121	178
2007	46		61	127	187
2004	46		70	149	220
2002	46	53	76	162	241
2000	46		80		
1994	45	66	92	198	294
1973	45	124	174	372	551
1972	42		181	388	576
2009	brut de fût - Edition limitée		65		
Présentation étuis luxe					
MOON NIGHT 70 cl Eau de vie de vin à 40% vol				22	
ARMAGNAC BOUTEILLE "OSLO" 50 cl EXTRA 6 ans 40% vol				27	
ARMAGNAC BOUTEILLE "OSLO" 50 cl XO - 10 ans				33	
ARMAGNAC BOUTEILLE "FIDJI" 35 cl X.O 10 ans à 40% vol				22	
ARMAGNAC BOUTEILLE "FIDJI" 70 cl EXTRA 6 ans 40% vol				39	
ARMAGNAC BOUTEILLE "CARAFE DIVA 70 cl X.O 10 ans à 40%vol				44	
GNAC & SUN					
SEA GNAC & SUN - Eau de vie 50 cl 42% vol				15	
COOL GNAC & SUN - ARMAGNAC VS 2 ans 50 cL à 40% vol.				19	
Tonic London Essence au choix (Classic, Pamplemousse/Romarin, Pêche/Jasmin, Ginger Beer)				2	
FLOC DE GASCOGNE BLANC OU ROSE 0,75 l 17% Vol					
L'unité				10,5	
VERRES					
Verres ARMAGNAC par 2				12	
Verres FLOC DE GASCOGNE				12	
FRUITS A L'ARMAGNAC					
Pruneaux 16 % vol 0,50 l				20	
Prunes Reine Claude 18 % vol 0,50 l				22	
LANDES CHOCOLATEES					
Plaque		8,5			
Coffret		46			
Bonbons x9		9,5			
Bonbons x18		17			

**DOMAINE D'OGNOAS**

TARIFS 2022 CONSEIL DEPARTEMENTAL-CAS					
EN EUROS TTC					
Millésime	Degré (% Vol)	Bouteille 0,70 l	Magnum 1,50 l	Pot Gascon 2,50 l	Oslo 0,50 l
2011	46	45	97	144	
2010	46	47	101	149	
2009	46	49	104	156	
2008	46	52	109	160	
2007	46	55	114	168	
2004	45	63	134	198	
2002	45	68	146	217	48
2000	46	72			
1994	45	83	178	264	59
1973	45	156	335	496	112
1972	42	163	349	518	
2009	Brut de fût	58,5			

Présentation étuis Luxe	
COOL GNAC & SUN VS 2 ans 50 cl 40% vol.	17
ARMAGNAC BOUTEILLE "OSLO" 50 cl EXTRA 6 ans 40% vol	24
ARMAGNAC BOUTEILLE "FIDJI" 70 cl EXTRA 6 ans 40% vol	35
ARMAGNAC BOUTEILLE "FIDJI" 35 cl X.O 10 ans à 40% vol	20
ARMAGNAC BOUTEILLE "OSLO" 50 cl X.O 10 ans 40% vol	30
ARMAGNAC BOUTEILLE "DIVA" 70 cl X.O 10 ans à 40% vol	40
POT GASCON 250 cl X.O 10 ans à 40% vol	78
MOON NIGHT 70 cl EAU de Vie de Vin à 40% vol	20
SEA GNAC & SUN Eau de vie 50 cl 42% vol	14
Tonic London Essence (Classic, Pamplemousse/Romarin, Pêche/Jasmin, Ginger Beer)	2

FLOC DE GASCOGNE BLANC OU ROSE 0,75 l 17% Vol	
L'unité	10
VERRES	
Verres à ARMAGNAC par 2	11
FRUITS A L'ARMAGNAC	
Pruneaux 16 % vol 0,50 l	18
Prunes Reine Claude 18 % vol 0,50 l	20

LANDES CHOCOLATEES	
Plaque	7,5
Coffret	41
Bonbons x9	8,5
Bonbons x18	15

**DOMAINE D'OGNOAS**

TARIFS 2022 DISTRIBUTEURS					
Millésime	Degré (% Vol)	Bouteille 0,70 l	Magnum 1,50 l	Pot Gascon 2,50 l	Oslo 0,50 l
		Acquit	Acquit	Acquit	
2011	46	19,19	41,12	60,85	
2010	46	19,95	42,75	63,24	
2009	46	20,72	44,41	65,70	
2008	46	23,83	51,00	75,55	
2007	46	24,29	51,98	81,98	
2004	45	25,86	55,41	81,98	
2002	45	31,49	67,47	99,82	23,56
1994	45	45,83	98,22	145,31	32,13
1973	45	93,15	199,59	295,28	66,54
2009	brut de fût				

* Tarifs en acquit hors TVA 20%

* Présentation bouteille Domaine d'Ognoas cachetée de cire avec boîtier luxe

* Caisse de 6 bouteilles avec étuis

Présentation étuis Luxe		
ARMAGNAC " OSLO " 50 cL Ans à 40 % Vol	EXTRA 6	10,63
ARMAGNAC " FIDJI " 70 cL EXTRA 6 Ans à 40%Vol		14,33
ARMAGNAC " FIDJI " 35 cL 10 Ans à 40%Vol	X.O	11,59
ARMAGNAC " OSLO " 50 cL ans à 40 % Vol	X.O 10	16,63
ARMAGNAC " FIDJI " 70 cL 40% Vol	X.O à	23,17
ARMAGNAC " DIVA " 70 cL 40% Vol	X.O à	21,18
ARMAGNAC " MAGNUM " 150 cL 10 Ans à 40%Vol	X.O	40,72
ARMAGNAC " POT GASCON " 250 cL 40% Vol	X.O à	64,18

GNAC & SUN*	
SEA GNAC & SUN - Eau de vie 50 cl 42% vol	7,37
COOL GNAC & SUN - ARMAGNAC VS 2 ans 50 cL à 40% vol.	7,58

* Possibilité de vente avec les tonics de la marque London Essence (Classic, Pamplemousse/Romarin, Pêche/Jasmin, Ginger Beer)
1,50€ HT

FLOC DE GASCOGNE BLANC OU ROSE 0,75 l 17% Vol	
Bouteille "ALIENOR" 75 cL à 17% Vol	5,92

MOON NIGHT 70 cl à 40% Vol	9,54
----------------------------	------

LANDES CHOCOLATEES	
Plaque	6,77
Coffret	27,1

Tarif en DAA Hors Taxes et Hors TVA

**DOMAINE D'OGNOAS**

TARIFS 2022 AGENT FRANCE				
		EN EUROS		
Millésime	Degré (% Vol)	Bouteille 0,70 l	Magnum 1,50 l	Pot Gascon 2,50 l
2011	46	34,67	74,19	109,90
2010	46	35,73	76,46	113,27
2009	46	36,82	78,80	116,73
2008	46	39,12	83,73	124
2007	46	39,87	85,32	126,38
2004	45	42,48	90,9	134,66
2002	45	44,60	93,68	141,41
1994	45	71,19	152,35	225,68
1973	45	136,15	291,36	431,58
2009	Brut de fût			

* Tarif hors TVA 20%

* Présentation bouteille Domaine d'Ognoas cachetée de cire avec boîtier luxe

* Caisse de 6 bouteilles avec étuis

FLOC DE GASCOGNE BLANC OU ROSE 0,75 l 17% Vol	
L'unité	7,77

	EN EUROS
ARMAGNAC "OSLO" 50 cl EXTRA 6 ans 40% vol	18,42
ARMAGNAC " FIDJI " 70 cl EXTRA 6 ans 40% vol	25,08
ARMAGNAC " FIDJI " 35 cl X.O 10 Ans à 40% Vol	18,13
ARMAGNAC " OSLO " 50 cl X.O 10 Ans à 40% Vol	24,38
ARMAGNAC " FIDJI " 70 cl X.O 10 Ans à 40% Vol	36,27
ARMAGNAC " DIVA " 70 cL X.O 10 Ans à 40%Vol	33,77
ARMAGNAC "MAGNUM" 150 cL EXTRA 6 ans à 40% vol	50,91
ARMAGNAC " POT GASCON " 250 cL X.O 10 Ans à 40% Vol	65,44

GNAC & SUN	
SEA GNAC & SUN - Eau de vie 50 cl à 42% vol	14,95
COOL GNAC & SUN - ARMAGNAC VS 2 ans 50 cL à 40% vol.	14,48

Idéal pour les cocktail et long drink

En vente avec les Tonic de la marque London Essence

MOON NIGHT 70 cl à 40% Vol - Eau de vie	10,97
--	--------------

LANDES CHOCOLATEES	
Coffret	31,02

**DOMAINE D' OGNOAS****TARIFS 2022 en Euros VRACS a USAGES ALIMENTAIRES EXCLUSIVEMENT**

Eau de Vie 40%Vol	173,00
Bas-Armagnac EXTRA - Cpte 6 (40%vol)	205,00
Bas Armagnac X.O 10 ans - Cpte 10 (40% vol)	266,00

Tarifs Hors Droits, Hors Taxes.

Commission 15% HDHT incluse

Conditionnement en VINITOP sécurisé de 30 litres volume. Départ Chais.

Expédition franco de port à partir de 400 € HT de commande

**DOMAINE D'OGNOAS**

TARIFS 2022 EXPORT				
BAS-ARMAGNAC MILLESIMES (avec étuis luxe)				
Millésime	Degré (% Vol)	Bouteille "OSLO" 500 ml	Bouteille "Paillarde" 700 ml	Bouteille "Paillarde" 750 ml
2011	46		21,34	22,87
2010	46		21,41	24,01
2009	46		25,11	26,91
2008	46		30,16	32,32
2007	46		33,07	35,43
2004	45		35,38	37,91
2002	45	26,03	36,44	39,01
1973	43	71,36	99,90	107,04

ARMAGNAC BOUTEILLE "DIVA" 750 ml X.O 10 ans à 40% vol	25,01
ARMAGNAC BOUTEILLE "OSLO" 500 ml EXTRA 6 ans 40% vol	13,82
ARMAGNAC BOUTEILLE "OSLO" 500 ml X.O 10 ans 40% vol	19,32
MOON NIGHT 70 cl EAU de Vie de Vin à 40% vol	10,62

Bouteille BASQUAISE Satinée Décorée (jusqu'à épuisement des stocks)			
		700 ml	750 ml
V.S	40% vol	11,70	12,55
EXTRA	40% vol	17,04	18,26
X.O	40% vol	20,98	22,47

Bouteille FIDJI (avec étuis Luxe)			
		350 mL	700mL
X.O	40% vol	13,12	21,56

Bouteille FIDJI (avec étuis Luxe)			
		700 mL	
V.S	40% vol	15,37	
EXTRA	40% vol	18,94	

GNAC & SUN		
SEA GNAC & SUN - Eau de vie 50 cl 42% vol		7,52
COOL GNAC & SUN - ARMAGNAC VS 2 ans 50 cL à 40% vol.		7,73

Idéal pour les cocktails et long drink

FLOC DE GASCOGNE BLANC OU ROSE 75 cl 17% Vol	
Bouteille "Aliénor"	5,90

Remises Quantitatives :	
+480 cols	-5%
+1000 cols	-10%

Tarif départ chai

Dossier Analyses BNIA ou CIFG compris

**DOMAINE D'OGNOAS****TARIFS VRACS 2022**

EAU DE VIE - CPTE 0	750 € / HL Apur
BAS-ARMAGNAC - CPTE 4	1050 € / HL Apur

Tarifs DAE susceptibles d'évoluer en fonction des cours . Départ Chais.



Domaine d'Ognoas

Tarifs 2022

Particuliers (prix TTC)	
SEA GNAC & SUN - Blanche d'Armagnac 50 cl 42% vol	18
CAS (prix TTC)	
SEA GNAC & SUN - Blanche d'Armagnac 50 cl 42% vol	16
Distributeur (HD HT)	
SEA GNAC & SUN - Blanche d'Armagnac 50 cl 42% vol	8,42
Cavistes (HTVA)	
SEA GNAC & SUN - Blanche d'Armagnac 50 cl 42% vol	14,86
Agents (HTVA - Com 15%)	
SEA GNAC & SUN - Blanche d'Armagnac 50 cl à 42% vol	17,08



DEPARTEMENT
DES LANDES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL en visio/audio conférence

Budget Primitif 2022

Réunion du 1^{er} avril 2022

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

Président : M. Xavier FORTINON

N° G 1 Objet : ATTRACTIVITE TERRITORIALE

Conseillers départementaux en exercice : 30

Votants : 30

Présents physiquement :

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédât, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

Présents en visio/audio conférence :

M. Christophe Labruyère, Mme Sylvie Péducasse.

Absent : -

Résultat du Vote au scrutin public (Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 - articles 6 et 11 - et Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 - article 6 - telles que modifiées par la Loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021) :

POUR : 30

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédât, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, M. Christophe Labruyère, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Sylvie Péducasse, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

N° G 1**LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,**

VU la loi portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), en date du 7 août 2015 ;

VU le Schéma Régional du Développement Economique, d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII) adopté par la Région Nouvelle-Aquitaine le 19 décembre 2016 ;

VU le rapport de M. le Président du Conseil départemental ;

APRES PRESENTATION du rapport en Commission Attractivité Territoriale, Tourisme et Thermalisme ;

APRES en avoir délibéré,

DECIDE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES :**I - Projets de développement au titre de l'immobilier d'entreprises :****1°) Aides à l'immobilier d'entreprises :**

- d'inscrire pour cette action un crédit global de 2 500 000 € (Annexe I).

- d'adopter les conventions types telles que figurant en Annexes II et III.

- de donner délégation à la Commission Permanente pour l'attribution des subventions en lien avec l'immobilier d'entreprises.

2°) Restaurant Inter-Entreprises (RIE) à Tarnos :

considérant l'augmentation du coût des matières premières et des matériaux de construction liée aux conséquences de la crise sanitaire,

- de porter le montant de l'AP n° 743 « Restaurant Inter-Entreprises Tarnos 2020 » à 1 250 000 € (soit + 250 000 €), étant précisé que l'échéancier des Crédits de Paiement ajusté figure en Annexe I.

- d'inscrire un Crédit de Paiement 2022 de 250 000 € dans le cadre de l'AP n° 743.

- de donner délégation à la Commission Permanente pour l'attribution de l'aide.

II - Autres actions en faveur de l'attractivité territoriale :

1°) Accompagnement des filières :

étant rappelé que le Département des Landes appuie, depuis plusieurs années, les efforts faits par les entreprises pour développer la structuration de leurs activités en filières, afin de permettre une meilleure mutualisation des besoins et créer des synergies pour pérenniser et développer les secteurs clés de l'activité landaise,

- d'inscrire au Budget Primitif 2022, au titre de l'accompagnement des filières, un crédit de 440 000 €.

- de donner délégation à la Commission Permanente pour l'examen des dossiers et l'attribution des subventions correspondantes.

2°) Avances remboursables antérieurement accordées :

- d'inscrire au Budget Primitif 2022, au titre des remboursements par 28 entreprises des avances remboursables accordées jusqu'en 2015 par le Département des Landes, une recette globale de 1 661 500 €.

3°) Participation aux frais d'études et de promotion :

a) Subventions aux organismes privés et publics :

- de renouveler la participation du Département au financement de manifestations locales organisées par des associations et structures partenaires.

- d'inscrire dans ce cadre au Budget Primitif 2022 un crédit de 83 615 €.

- de donner délégation à la Commission Permanente pour l'examen des dossiers et l'attribution des subventions correspondantes.

b) Documentation, informations, actions promotionnelles, frais de manifestations diverses :

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit de 32 500 € pour la documentation générale et technique.

c) Etudes d'opportunités territoriales :

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit de 45 000 € pour pouvoir financer d'éventuelles nouvelles études.

4°) Cotisations annuelles à des organismes :

étant rappelé la délégation reçue par M. le Président du Conseil départemental par délibération n° 5 de l'Assemblée Départementale du 1^{er} juillet 2021 pour renouveler les adhésions auprès des associations et libérer les cotisations afférentes,

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit global de 35 000 € pour les appels à cotisations 2022 des associations et pôles de compétitivité suivants : Alpha Route des Lasers, Aerospace Valley, Xylofutur, Agri Sud-Ouest Innovation et Initiative Landes.



III - Pêche artisanale :

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit de 10 000 € dans le cadre de la nouvelle programmation du DLAL (Développement Local mené par des Acteurs Locaux) du FEAMPA (Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture).

conformément au régime cadre exempté de notification SA 47758 modifié,

- de poursuivre son soutien financier au profit des pêcheurs professionnels landais dans la réalisation de leurs investissements.

- d'inscrire en conséquence au Budget Primitif 2022 un crédit de 20 000 €.

* * *

- de donner délégation à la Commission Permanente pour la mise en œuvre des aides à la pêche artisanale.

IV - Participations statutaires 2022 aux syndicats mixtes à vocation économique :

1°) Syndicat Mixte pour l'aménagement de la ZAE de Saint Geours de Marenne (Atlantisud) :

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit de 820 000 € pour la participation du Département au Syndicat Mixte pour l'aménagement de la ZAE de Saint Geours de Marenne (Atlantisud) au titre de l'année 2022 et conformément aux statuts dudit Syndicat Mixte (70 % des dépenses).

2°) Syndicat Mixte pour l'aménagement du Grand Dax Sud :

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit de 400 000 € pour la participation du Département au Syndicat Mixte pour l'aménagement du Grand Dax Sud au titre de l'année 2022 et conformément aux statuts dudit Syndicat Mixte (80 % des dépenses).

3°) Syndicat Mixte Agrolandes :

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit de 224 000 € pour la participation du Département au Syndicat Mixte Agrolandes au titre de l'année 2022 et conformément aux statuts dudit Syndicat Mixte (70 % des dépenses).

4°) Syndicat Mixte des parcs d'activités du Seignanx :

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit de 95 000 € pour la participation du Département au Syndicat Mixte des parcs d'activités du Seignanx au titre de l'année 2022 et conformément aux statuts dudit Syndicat Mixte (70 % des dépenses).

5°) Syndicat Mixte des Landes d'Armagnac :

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit de 60 000 € pour la participation du Département au Syndicat Mixte des Landes d'Armagnac au titre de l'année 2022 et conformément aux statuts dudit Syndicat Mixte (70 % des dépenses).



6°) Syndicat Mixte du Pays d'Orthe :

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit de 48 000 € pour la participation du Département au Syndicat Mixte du Pays d'Orthe au titre de l'année 2022 et conformément aux statuts dudit Syndicat Mixte (70 % des dépenses).

7°) Syndicat Mixte pour la restructuration de la zone d'activités de Pédebert à Soorts-Hossegor :

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit de 20 000 € pour la participation du Département au Syndicat Mixte pour la restructuration de la zone d'activités de Pédebert à Soorts-Hossegor au titre de l'année 2022 et conformément aux statuts dudit Syndicat Mixte (70 % des dépenses).

8°) Syndicat Mixte pour l'aménagement du parc ferroviaire départemental de Laluque :

- de prendre acte, pour ce Syndicat Mixte, de l'absence de sollicitation statutaire au regard des disponibilités financières au titre de l'exercice 2022.

9°) Syndicat Mixte du Pays d'Albret :

- de prendre acte, pour ce Syndicat Mixte, de l'absence de sollicitation statutaire au regard des disponibilités financières au titre de l'exercice 2022.

10°) Syndicat Mixte du Pays Tyrossais :

- de prendre acte, pour ce Syndicat Mixte, de l'absence de sollicitation statutaire au regard des disponibilités financières au titre de l'exercice 2022.

V - Budget annexe consacré aux opérations foncières et immobilières :

considérant :

- la délibération n° B 2 de l'Assemblée départementale du 7 novembre 2011 par laquelle le Conseil général a notamment décidé de créer un Budget Annexe intitulé « Opérations Economiques », assujetti à la TVA ;
- la délibération n° Ec 2⁽²⁾ en date du 21 juin 2013 par laquelle le Conseil général a décidé de procéder à l'acquisition d'une parcelle industrielle sise à Tarnos dans le périmètre de la Zone d'Aménagement Différé (ZAD) et cédée par la SAS AGRALIA, pour un prix de 1 650 000 € ;
- la délibération n° B 1⁽²⁾ en date du 20 mars 2017 par laquelle le Conseil départemental a adopté la nouvelle dénomination « Budget Annexe consacré aux Opérations foncières et immobilières » en remplacement de « Budget Annexe Opérations Economiques »,



- d'adopter le Budget Primitif 2022 du Budget Annexe consacré aux Opérations foncières et immobilières, prenant en compte la reprise anticipée des résultats 2021, tel que détaillé en Annexe IV et qui s'équilibre, en recettes et en dépenses, de la manière suivante :

- pour la section de Fonctionnement à..... 468 604,81 €
- pour la section d'Investissement à..... 60 000,00 €

Le Président,

Xavier FORTINON

N° G 1

**RECAPITULATIF DES INSCRIPTIONS BUDGETAIRES
ATTRACTIVITE TERRITORIALE - BP 2022**

Envoyé en préfecture le 05/04/2022

Reçu en préfecture le 05/04/2022



ID : 040-224000018-20220401-G01_BP_2022-DE

I - AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N°AP	INTITULE	CHAPITRE	FONCTION	AUTORISATIONS DE PROGRAMME				
				AP antérieures actualisées	AP ajustements	Nouveau Montant AP	Montant AP réalisé	Solde AP
802	Immobilier entreprise industrie 2020	204	91	1 250 000,00	-24 600,00	1 225 400,00	717 500,00	507 900,00
751	Immobilier entreprise 2021-2026	204	91 / 93	15 000 000,00		15 000 000,00	782 564,96	14 217 435,04
743	Restaurant Inter-Entreprises Tamos 2020	204	93	1 000 000,00	250 000,00	1 250 000,00	0,00	1 250 000,00
TOTAL				17 250 000,00	225 400,00	17 475 400,00	1 500 064,96	15 975 335,04

CREDITS DE PAIEMENT				
CP ouverts au titre de 2022	CP ouverts au titre de 2023	CP ouverts au titre de 2024	CP ouverts au titre de 2025	CP ouverts au titre de 2026
507 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1 380 040,00	3 233 000,00	3 232 000,00	3 232 000,00	3 140 395,04
250 000,00	500 000,00	500 000,00	0,00	0,00
2 137 940,00	3 733 000,00	3 732 000,00	3 232 000,00	3 140 395,04

II - INSCRIPTIONS BUDGETAIRES HORS AP

SECTION	CHAPITRE	FONCTION	INTITULE	Crédits 2022	Recettes 2022
INVESTISSEMENT	204	91 / 93	Projets de Développement	612 060,00	
	27	01	Remboursement d'avances		1 661 500,00
	204	928	Pêche	20 000,00	
	65	91 / 93	Subvention filières	440 000,00	
	65	91	Subvention Eco - Organismes privés et publics	83 615,00	
	011	90	Documentation	32 500,00	
	011	90	Frais d'études économiques	45 000,00	
	011	91	Cotisations - Associations et Pôles de Compétitivité - Renouveau	35 000,00	
	65	928	Aide à la pêche artisanale	10 000,00	
	65	93	Syndicats Mixtes - Participations Statutaires	1 667 000,00	
			Aménagement ZAE Atlantisud	820 000,00	
			Aménagement Grand Dax Sud	400 000,00	
			Agrolandes	224 000,00	
			Parc d'activités du Seignanx	95 000,00	
			Landes d'Armagnac	60 000,00	
			Pays d'Orthe	48 000,00	
			Restructuration ZA Pédebert	20 000,00	
TOTAL				2 945 175,00	1 661 500,00
TOTAL GENERAL				5 083 115,00	1 661 500,00

Récapitulatif des inscriptions			
Dépenses	Chapitre 204	2 770 000,00	
	Chapitre 65	2 200 615,00	
	Chapitre 011	112 500,00	
Recettes	Chapitre 27		1 661 500,00



ANNEXE II

CONVENTION N° «NumConv»

- **VU** la convention 2021-2026 de délégation de la compétence d'octroi d'aides à l'immobilier d'entreprises avec la «CDC» et notamment l'article 2 («Alinéa» alinéa) ;
- **VU** la délibération n° «NumDel» de la Commission Permanente du Conseil départemental des Landes du «DateDel» ;

ENTRE LES SOUSSIGNES

Le Département des Landes

23, rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX
représenté par son Président,
Monsieur Xavier FORTINON,
dûment habilité à signer les présentes dispositions ;

ET

La «Bénéficiaire»

«AdresseBénéficiaire»
«represente» par «DirFonction»,
«TitDirBénéficiaire» «DirBénéficiaire»,
dûment «habilite» à signer les présentes dispositions ;

IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIVIT :

ARTICLE 1^{er} : Nature de l'opération

La «Bénéficiaire» s'engage à «Projet».

Cette opération entraînera la création de «Emplois» emplois permanents en contrat à durée indéterminée dans un délai maximum de 5 ans à compter de la date d'achèvement de l'ouvrage (emplois industriels au sens de la nomenclature INSEE) ainsi que le développement de l'activité de l'entreprise.

ARTICLE 2 : Descriptif et devis estimatif des travaux

L'opération consiste «Projetbis» pour un coût de «CoutHT» € HT.

ARTICLE 3 : Subvention du Département

Le Département des Landes, reconnaissant l'intérêt de l'opération projetée, accorde à la «Bénéficiaire» une subvention maximale de «**Subvention**» €, ainsi calculée :

$$\begin{aligned} & \text{«CoutHT»} \times \text{«Taux»} \% = \text{«Calcul»} € \\ & \text{«Plafonnearrondi»} \text{ à } \text{«**Subvention**»} € \end{aligned}$$

Il est convenu entre les parties que si le montant final des travaux (tel qu'il apparaît lors du paiement de la subvention) s'avérerait inférieur à l'estimation initiale, la subvention serait réduite en conséquence.

ARTICLE 4 : Plan de financement définitif

La «Bénéficiaire» fournira au Département des Landes, lors de la demande de versement du solde de la subvention, le plan de financement définitif de l'opération.

Ce plan fera apparaître l'ensemble des financements (participations, emprunts, fonds propres, etc...) définitivement acquis et permettant de couvrir intégralement le coût de l'opération.

Le maître de l'ouvrage fournira, à l'appui de ce plan de financement, une copie de chacune des décisions des organismes publics ou privés participant à ce financement.

ARTICLE 5 : Modalités de règlement

Le paiement de la subvention interviendra de la façon suivante :

- un **premier versement de «versement1» €**, représentant 50 % du montant de la subvention, à la date de début d'exécution de l'opération sur présentation par la «Bénéficiaire» de toutes pièces attestant le début d'exécution ;
- le **solde** sur présentation par la «Bénéficiaire» d'un certificat attestant que les travaux sont achevés, accompagné du décompte définitif des travaux certifié conforme ou des factures acquittées.

ARTICLE 6 : Délai de réalisation

L'aide est annulable de plein droit si le commencement des travaux n'est pas intervenu dans un délai de 2 ans et l'achèvement dans un délai de 4 ans à compter de la date de décision de la Commission Permanente du Conseil départemental des Landes.

**ARTICLE 7 : Conditions particulières**

La «Bénéficiaire» s'engage à maintenir pendant une période d'au moins 5 ans son activité dans les bâtiments pour lesquels elle bénéficie de l'aide du Conseil départemental des Landes.

L'accord de subvention étant lié à la réalisation du programme social prévu à l'article 1 de la présente convention,

- la non réalisation dudit programme social dans un délai de 5 ans à compter de l'achèvement de l'ouvrage ;
- ou
- la réduction du nombre des emplois à un niveau inférieur à celui prévu à l'article 1 dans un délai de 5 ans à compter de la création du dernier emploi ;

pourront entraîner un remboursement total ou partiel de l'aide départementale.

La présente aide pourra donner lieu de plein droit et à la convenance du Département à un remboursement total ou partiel en cas d'abandon du programme par la «Bénéficiaire», de l'inobservation de l'une quelconque de ses obligations résultant des présentes, de règlement judiciaire, liquidation de biens, dissolution ou liquidation amiable.

Les versements de l'acompte et du solde de la subvention départementale pourront être suspendus pour les mêmes raisons que ci-dessus.

La «Bénéficiaire» déclare accepter les présentes clauses.

ARTICLE 8 : Publicité

Ce soutien, apporté par le Département, devra être mentionné sur tous les documents, publications et panneaux d'information destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique qui pourrait être organisée en liaison avec l'opération.

Pour obtenir le logo XL et sa charte d'utilisation, la Direction de la Communication du Conseil départemental est à votre disposition. Vous pouvez la contacter au 05.58.05.40.35 ou par mail : communication@landes.fr.

Le maître d'ouvrage s'engage notamment à réaliser un panneau conformément aux dispositions générales définies en annexe afin de le disposer à la vue du public sur le lieu de l'opération.

Fait à Mont de Marsan en deux originaux, le

Pour la «Bénéficiaire»,
«DirFonctionbis»,

Pour le Département des Landes,
Le Président du Conseil départemental,

«DirBénéficiaire»

Xavier FORTINON



ANNEXE III

CONVENTION N° «NumConv»

- **VU** la convention 2021-2026 de délégation de la compétence d'octroi d'aides à l'immobilier d'entreprises avec la «CDC» et notamment l'article 2 («Alinéa» alinéa) ;
- **VU** la délibération n° «NumDel» de la Commission Permanente du Conseil départemental des Landes du «DateDel» ;

ENTRE LES SOUSSIGNES

Le Département des Landes

23, rue Victor Hugo
40025 MONT DE MARSAN CEDEX
représenté par son Président,
Monsieur Xavier FORTINON,
dûment habilité à signer les présentes dispositions ;

ET

La «Bénéficiaire1»

«AdresseBénéficiaire1»
«represente1» par «DirFonction1»,
«TitDirBénéficiaire1» «DirBénéficiaire1»,
dûment «habilité1» à signer les présentes dispositions ;

ET

La «Bénéficiaire2»

«AdresseBénéficiaire2»
«represente2» par «DirFonction2»,
«TitDirBénéficiaire1» «DirBénéficiaire1»,
dûment «habilité2» à signer les présentes dispositions ;



IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIVIT :

ARTICLE 1^{er} : Nature de l'opération

La «Bénéficiaire1» s'engage à «Projet» au profit de la «Bénéficiaire2».

Cette opération entraînera la création par la «Bénéficiaire2» de «Emplois» emplois permanents en contrat à durée indéterminée dans un délai maximum de 5 ans à compter de la date d'achèvement de l'ouvrage (emplois industriels au sens de la nomenclature INSEE) ainsi que le développement de l'activité de l'entreprise.

ARTICLE 2 : Descriptif et devis estimatif des travaux

L'opération consiste «Projetbis» pour un coût de «CoutHT» € HT.

ARTICLE 3 : Subvention du Département

Le Département des Landes, reconnaissant l'intérêt de l'opération projetée, accorde à la «Bénéficiaire1» une subvention maximale de «Subvention» €, ainsi calculée :

$$\begin{aligned} & \text{«CoutHT»} \times \text{«Taux»} \% = \text{«Calcul»} € \\ & \text{«Plafonnearrondi»} \text{ à } \text{«Subvention»} € \end{aligned}$$

Il est convenu entre les parties que si le montant final des travaux (tel qu'il apparaît lors du paiement de la subvention) s'avérait inférieur à l'estimation initiale, la subvention serait réduite en conséquence.

ARTICLE 4 : Versement de la subvention

La «Bénéficiaire1» s'engage à répercuter la subvention départementale sur le montant des loyers consentis à la «Bénéficiaire2», créatrice des «Emplois» emplois supplémentaires.

ARTICLE 5 : Plan de financement définitif

La «Bénéficiaire1» fournira au Département des Landes, lors de la demande de versement du solde de la subvention, le plan de financement définitif de l'opération.

Ce plan fera apparaître l'ensemble des financements (participations, emprunts, fonds propres, etc...) définitivement acquis et permettant de couvrir intégralement le coût de l'opération.

Le maître de l'ouvrage fournira, à l'appui de ce plan de financement, une copie de chacune des décisions des organismes publics ou privés participant à ce financement.

ARTICLE 6 : Modalités de règlement

Le paiement de la subvention interviendra de la façon suivante :

- un **premier versement de «versement1» €** représentant 50 % du montant de la subvention, à la date de début d'exécution de l'opération sur présentation par la «Bénéficiaire1» de toutes pièces attestant le début d'exécution ;
- le **solde** sur présentation par la «Bénéficiaire1» d'un certificat attestant que les travaux sont achevés, accompagné du décompte définitif des travaux certifié conforme ou des factures acquittées.

ARTICLE 7 : Délai de réalisation

L'aide est annulable de plein droit si le commencement des travaux n'est pas intervenu dans un délai de 2 ans et l'achèvement dans un délai de 4 ans à compter de la date de décision de la Commission Permanente du Conseil départemental des Landes.

**ARTICLE 8 : Conditions particulières**

La «Bénéficiaire2» s'engage à maintenir pendant une période d'au moins 5 ans son activité dans les bâtiments pour lesquels elle bénéficie de l'aide du Conseil départemental des Landes.

L'accord de subvention étant lié à la réalisation du programme social prévu à l'article 1 de la présente convention,

- la non réalisation dudit programme social dans un délai de 5 ans à compter de l'achèvement de l'ouvrage ;

ou

- la réduction du nombre des emplois à un niveau inférieur à celui prévu à l'article 1 dans un délai de 5 ans à compter de la création du dernier emploi ;

pourront entraîner un remboursement total ou partiel de l'aide départementale.

La présente aide pourra donner lieu de plein droit et à la convenance du Département à un remboursement total ou partiel en cas d'abandon du programme par la «Bénéficiaire2», de l'inobservation de l'une quelconque de ses obligations résultant des présentes, de règlement judiciaire, liquidation de biens, dissolution ou liquidation amiable.

Les versements de l'acompte et du solde de la subvention départementale pourront être suspendus pour les mêmes raisons que ci-dessus.

La «Bénéficiaire1» et la «Bénéficiaire2» déclarent accepter les présentes clauses.

ARTICLE 9 : Publicité

Ce soutien, apporté par le Département, devra être mentionné sur tous les documents, publications et panneaux d'information destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique qui pourrait être organisée en liaison avec l'opération.

Pour obtenir le logo XL et sa charte d'utilisation, la Direction de la Communication du Conseil départemental est à votre disposition. Vous pouvez la contacter au 05.58.05.40.35 ou par mail : communication@landes.fr.

Le maître d'ouvrage s'engage notamment à réaliser un panneau conformément aux dispositions générales définies en annexe afin de le disposer à la vue du public sur le lieu de l'opération.

Fait à Mont de Marsan en trois originaux, le

Pour la «Bénéficiaire1»,
«DirFonction1bis»,

«DirBénéficiaire1»

Pour le Département des Landes,
Le Président du Conseil départemental,

Pour la «Bénéficiaire2»,
«DirFonction2bis»,

Xavier FORTINON

«DirBénéficiaire2»

**ANNEXE IV**

**BUDGET PRIMITIF 2022 DU BUDGET ANNEXE
CONSACRE AUX OPERATIONS FONCIERES ET IMMOBILIERES
Nomenclature M4**

Section de fonctionnement

DEPENSES			
Chapitre	Article	Intitulé	BP 2022
011	61528	Entretien - réparations	393 210,41
011	6288	Frais divers	20 000,00
042	68	Dotations aux amortissements	1 535,20
023	023	Virement à l'investissement	53 859,20
DEPENSES			468 604,81

RECETTES			
Chapitre	Article	Intitulé	BP 2022
002	002	Résultat de fonctionnement reporté	463 654,81
70	7083	Loyers	4 950,00
77	778	Autres produits exceptionnels	0,00
RECETTES			468 604,81

Section d'investissement

DEPENSES			
Chapitre	Article	Intitulé	BP 2022
21	2138	Constructions - autres	0,00
23	2313	Constructions en cours	60 000,00
DEPENSES			60 000,00

RECETTES			
Chapitre	Article	Intitulé	BP 2022
001	001	Résultat d'investissement reporté	4 605,60
040	28138	Amortissements autres constructions	1 535,20
021	021	Virement de fonctionnement	53 859,20
RECETTES			60 000,00



DEPARTEMENT
DES LANDES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL en visio/audio conférence

Budget Primitif 2022

Réunion du 1^{er} avril 2022

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

Président : M. Xavier FORTINON

N° G 2 Objet : TOURISME - THERMARLISME

Conseillers départementaux en exercice : 30

Votants : 30

Présents physiquement :

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédar, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

Présents en visio/audio conférence :

M. Christophe Labruière, Mme Sylvie Péducasse.

Absent : -

Résultat du Vote au scrutin public (Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 - articles 6 et 11 - et Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 - article 6 - telles que modifiées par la Loi n° 2021-1465 du 10 novembre 2021) :

POUR : 30 Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédar, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo, Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière, Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie, M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety, M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet, M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, M. Christophe Labruière, Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Sylvie Péducasse, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

N° G 2**LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,**

VU les nouvelles orientations stratégiques du Schéma départemental de développement du tourisme et du thermalisme en date du 20 février 2020 ;

VU la convention de partenariat établie dans le cadre du Schéma Régional de Développement du Tourisme et des Loisirs (SRDTL) entre la Région Nouvelle-Aquitaine et le Département des Landes, signée le 11 février 2021 ;

VU le rapport de M. le Président du Conseil départemental ;

APRES PRESENTATION du rapport en Commission Attractivité, Tourisme et Thermalisme ;

APRES en avoir délibéré,

DECIDE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES :**I – Aide au développement du tourisme:**

- d'approuver le règlement départemental d'aide au tourisme et au thermalisme tel que figurant en Annexe II.

- de clôturer l'AP 2018 n° 607 (Tourisme 2018), arrêtée au montant définitif de 301 066,31 €.

- de voter l'AP nouvelle n° 820 (Tourisme 2022) d'un montant de 200 000 €, l'échéancier des Crédits de Paiement figurant en Annexe I.

- d'inscrire, au titre du développement touristique, un Crédit de Paiement 2022 global de 270 000 €.

- d'inscrire, au titre des aides au conseil, un crédit global de 333 000 € en fonctionnement.

II – L'Association « Landes Attractivité » et la marque « Landes, Terre des Possibles » :

considérant la prolongation, pour la saison 2022, de l'opération « *Les Landissimes thermales* »,

considérant la poursuite du déploiement de la marque « *Landes, Terre des possibles* »,

le Département ayant sollicité le CDT, dans le cadre du travail de définition de son nouveau Plan Stratégique, afin qu'il puisse intégrer de nouvelles compétences dès 2022 et ainsi étendre le champ de ses missions sur l'attractivité des territoires,



étant précisé que cela implique une modification statutaire de l'association, qui choisit également une nouvelle dénomination (« Landes Attractivité ») et sera en charge du soutien, de l'animation et du développement de l'attractivité territoriale des Landes selon quatre missions :

- être responsable de susciter, favoriser, concevoir, mener toute initiative de nature à concourir au développement de l'attractivité touristique du territoire landais, ainsi qu'à sa promotion touristique en France et à l'étranger ;
- contribuer à assurer l'élaboration, la promotion et la commercialisation de produits touristiques, en collaboration avec les professionnels, les organismes et toute structure locale intéressés à l'échelon départemental et intercommunal ;
- être en charge de l'exploitation de la marque « *Landes, Terre des possibles* » du Département des Landes ;
- être en charge du soutien, de l'animation et du développement de l'attractivité territoriale,

compte tenu, entre autres besoins, de l'obligation pour « Landes Attractivité » de réaliser des investissements liés notamment au déploiement d'une plateforme cartographique sous Open Street Map en concertation avec les Offices de Tourisme,

considérant l'approbation des nouveaux statuts de l'association par l'Assemblée générale extraordinaire du 4 février 2022,

- d'approuver les statuts de l'association « Landes Attractivité » tels que figurant en Annexe III, étant précisé que la représentation du Conseil départemental au sein de l'Assemblée générale n'est pas modifiée.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer le contrat de licence de la marque « Landes, Terre des Possibles » à intervenir avec l'association « Landes Attractivité ».

- d'approuver la convention annuelle d'objectifs et de moyens avec l'association « Landes Attractivité » (Annexe IV) et d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à la signer.

- d'approuver l'avenant n° 1 à la convention de déploiement de l'opération « Les Landissimes thermales » signée le 27 septembre 2021 (Annexe V) et d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à le signer.

après avoir constaté que M. GAYSSOT, M. DELPUECH, Mme PEDUCASSE, Mme FOURNADET et Mme DEDIEU, en leur qualité d'administrateur de l'association, ne prenaient pas part au vote des subventions ci-après,

- d'attribuer à l'association « Landes Attractivité » les subventions suivantes :

- pour son fonctionnement 2022 et ses actions de promotion.....1 869 500 €
- pour la gestion de la marque « Landes, Terre des Possibles » 200 000 €
- pour son équipement (Investissement) 72 000 €
- pour l'opération « Les Landissimes thermales » 25 030 €

- d'inscrire au Budget Primitif 2022, conformément au détail figurant en annexe financière (Annexe I), les crédits correspondants.



III – Syndicats mixtes à vocation touristique et GIP Littoral Aquitain :

1°) Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne (PNRLG) :

considérant :

- la mise en œuvre de la Charte du Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne pour la période 2014-2026 ;
- le programme pluriannuel d'accompagnement de la Région Nouvelle-Aquitaine par contractualisation 2017-2020, prorogé jusqu'au 31 décembre 2021 ;
- que la Région souhaite revisiter la politique régionale en faveur des Parcs Naturels Régionaux et qu'elle propose donc de signer un nouvel avenant au Contrat de Parc jusqu'au 31 décembre 2022 ;
- les engagements pris antérieurement portant sur le programme d'investissement de l'écomusée de Marquèze et le programme d'investissement à venir,

- d'approuver l'avenant au Contrat de Parc pour 2022 (Annexe VI) et d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à le signer.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit de 543 560 € pour la participation statutaire du Département au Syndicat Mixte d'Aménagement et de Gestion du Parc naturel régional des Landes de Gascogne conformément aux statuts dudit Syndicat.

- de voter au Budget Primitif 2022 l'AP nouvelle n° 819 (PNRLG Marquèze 2022) d'un montant de 71 000 €, l'échéancier des Crédits de Paiement figurant en Annexe I.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022, dans le cadre des investissements sur l'Ecomusée de Marquèze, un Crédit de Paiement 2022 global de 119 300 € conformément à l'Annexe I.

- de donner délégation à la Commission Permanente pour l'examen et l'attribution des aides.

2°) Syndicat Mixte pour l'aménagement et la gestion d'une zone touristique et de loisirs sur le site d'Arjuzanx (Commune de Morcenx-la-Nouvelle) :

a) Modification statutaire :

considérant l'arrêté préfectoral en date du 30 novembre 2005 portant création du Syndicat Mixte pour l'aménagement et la gestion d'une zone touristique et de loisirs sur la commune d'Arjuzanx,

considérant que le Syndicat Mixte s'est prononcé favorablement sur une modification statutaire lors de sa séance du 18 janvier 2022, afin, principalement, de préciser son objet compte tenu des futures interventions du Syndicat sur le site d'Arjuzanx,

conformément aux dispositions de l'article L. 5211-20 du CGCT, à compter de la notification de ladite délibération du Comité Syndical, l'organe délibérant de chaque personne membre est invité à délibérer sur cette proposition en vue de l'intervention de l'arrêté préfectoral portant modification des statuts,

- d'approuver lesdits statuts ainsi modifiés tels que figurant en Annexe VII, la nouvelle dénomination du syndicat étant désormais la suivante : « Syndicat Mixte d'aménagement touristique du site d'Arjuzanx ».



b) Participation statutaire :

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit de 105 000 € pour la participation statutaire du Département au Syndicat Mixte pour l'aménagement et la gestion d'une zone touristique et de loisirs sur le site d'Arjuzanx au titre de l'année 2022 et conformément aux statuts dudit Syndicat Mixte (80 % des dépenses).

3°) Syndicat Mixte Landes Océanes :

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit de 156 450 € pour la participation du Département au Syndicat Mixte Landes Océanes au titre de l'année 2022 et conformément aux statuts (70 % des dépenses).

4°) Syndicat Mixte des Zones d'Aménagements Touristiques concertés de Moliets et Maâ :

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit de 290 000 € pour la participation statutaire du Département au Syndicat Mixte des Zones d'Aménagements Touristiques concertés de Moliets et Maâ au titre de l'année 2022 et conformément aux statuts dudit Syndicat Mixte (95 % des dépenses).

5°) Syndicat mixte du parc d'Abesse

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit de 82 960 € pour la participation statutaire du Département au Syndicat Mixte du Parc d'Abesse au titre de l'année 2022 et conformément aux statuts dudit Syndicat Mixte (80 % des dépenses).

6°) GIP Littoral en Nouvelle-Aquitaine :

étant rappelé que le GIP a validé en 2021 son document d'orientation « Littoral 2030 : Réussir la transition du littoral en Nouvelle-Aquitaine » pour se projeter sur la période 2021-2029,

- d'inscrire au Budget Primitif 2022, conformément à l'Annexe I, un crédit de 50 000 € pour la participation du Département au GIP Littoral en Nouvelle-Aquitaine, conformément aux statuts dudit GIP.

IV – Cotisations annuelles à des organismes :

étant rappelé la délégation reçue par M. le Président du Conseil départemental par délibération n° 5 de l'Assemblée Départementale du 1^{er} juillet 2021 pour renouveler les adhésions auprès des associations et libérer les cotisations afférentes,

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit global de 15 500 €, pour les appels à cotisations 2022 de la Maison de la Nouvelle-Aquitaine (15 000 €) et du Cluster thermal « AQUI O Thermes » (500 €).

Le Président,

X F. L

Xavier FORTINON

N° G 2

RECAPITULATIF DES INSCRIPTIONS BUDGETAIRES
TOURISME - THERMALISME
BP 2022

Envoyé en préfecture le 05/04/2022

Reçu en préfecture le 05/04/2022



ID : 040-224000018-20220401-G02_BP_2022-DE

I - AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N°AP	INTITULE	CHAPITRE	FONCTION	AUTORISATIONS DE PROGRAMMES					
				AP antérieures actualisées	AP ajustements	Nouveau Montant AP	Montant AP réalisé	AP nouvelle	Solde AP
607*	TOURISME 2018	204	94	314 149,44	-13 083,13	301 066,31	301 066,31		0,00
656	TOURISME 2019	204	94	106 042,60		106 042,60	96 611,71		9 430,89
736	TOURISME 2020	204	94	404 000,00		404 000,00	185 358,76		218 641,24
754	TOURISME 2021	204	94	200 000,00		200 000,00	49 017,77		150 982,23
820**	TOURISME 2022	204	94					200 000,00	200 000,00
746	PNRLG MARQUEZE 2020	204	94	100 000,00		100 000,00	37 042,49		62 957,51
801	PNRLG MARQUEZE 2021	204	94	15 000,00		15 000,00	0,00		15 000,00
819**	PNRLG MARQUEZE 2022	204	94					71 000,00	71 000,00
TOTAL				1 139 192,04	-13 083,13	1 126 108,91	669 097,04	271 000,00	728 011,87

* AP à solder

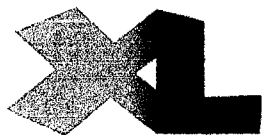
** AP nouvelle

CREDITS DE PAIEMENT	
CP ouverts au titre de 2022	CP ouverts au titre de 2023
0,00	0,00
7 500,00	1 930,89
155 500,00	63 141,24
88 500,00	62 482,23
18 500,00	181 500,00
61 300,00	1 657,51
15 000,00	0,00
43 000,00	28 000,00
389 300,00	338 711,87

II - INSCRIPTIONS BUDGETAIRES HORS AP

SECTION	CHAPITRE	FONCTION	INTITULE	Crédits 2022
INVESTISSEMENT	204	94	Landes Attractivité - Equipement	72 000,00
FONCTIONNEMENT	65	94	Développement touristique	333 000,00
	65	94	Landes Attractivité - Fonctionnement	1 869 500,00
	65	94	Landes Attractivité - Landissements du thermalisme	25 030,00
	011	94	Landes Attractivité - Marque Landes	200 000,00
	65	94	Participation statutaire aux Syndicats Mixtes	1 177 970,00
			PNRLG	543 560,00
			Aménagement et gestion zone touristique et loisirs Arjuzanx	105 000,00
			Landes Océanes	156 450,00
			Zones d'aménagements touristiques concertés de Mollets	290 000,00
			Parc d'Abesse	82 960,00
	65	94	GIP Littoral en Nouvelle-Aquitaine	50 000,00
	011	94	Cotisations 2022 - Associations	15 500,00
TOTAL				3 743 000,00
TOTAL GENERAL				4 132 300,00

Récapitulatif des inscriptions		
Dépenses	Chapitre 204	461 300,00
	Chapitre 65	3 455 300,00
	Chapitre 011	215 500,00



**Département
des Landes**

Règlement d'Aides au Tourisme et au Thermalisme

adopté par délibération du Conseil départemental des Landes n° G2 du 1^{er} avril 2022

AIDES AU TOURISME ET AU THERMALISME

Les aides aux entreprises prévues dans le présent règlement entrent dans le cadre du régime européen de minimis qui fixe, depuis le 2 juillet 2020 et le règlement 2020/972 de la Commission Européenne, le montant maximum d'aides publiques accordées pour une même entreprise sur une période de 3 exercices fiscaux consécutifs à un plafond établi à 200 000 €.

I - DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 - Dispositions générales

Ce soutien du Département s'inscrit dans le cadre des orientations stratégiques et du programme opérationnel validés lors du Budget primitif 2010, puis révisés lors du Budget Primitif 2020, se déclinant à travers une approche par filières prioritaires de développement (les Séjours littoraux ; le Thermalisme / tourisme de santé / bien-être - remise en forme ; Bien-vivre / Découverte du patrimoine, de la culture, du terroir et Tourisme de nature) ainsi que par des filières plus spécifiques (golf, surf, tourisme d'affaires et événementiel).

Les projets bénéficiant de ce soutien devront tenir compte, dans leur approche promotionnelle et de communication, de la place de marché départementale organisée par Landes Attractivité dans le cadre de son plan stratégique.

Article 2 - Conditions générales d'éligibilité

Seront prioritairement retenus les projets susceptibles de répondre aux conditions suivantes :

- ♦ opportunité de l'opération et intégration de celle-ci dans le cadre d'un projet global et structurant à une échelle territoriale remarquable : mise en évidence de l'intérêt par rapport à la filière touristique ou au territoire concerné (étude de faisabilité, etc...) ;
- ♦ porté à connaissance de la Direction du Tourisme du Département des Landes de l'avant-projet ou intentions de projet ;
- ♦ professionnalisation de la gestion : profil du gestionnaire, bilan de compétences, plan d'actions commerciales, suivi des clientèles ;
- ♦ impact de l'opération en matière d'emplois ;
- ♦ impact sur l'augmentation de la durée de l'activité en matière de saisonnalité ;
- ♦ équilibre économique de l'opération ;
- ♦ qualité architecturale : intégration dans le paysage.

Le bénéficiaire de l'aide départementale s'engage à fournir annuellement pendant 5 ans des renseignements statistiques et financiers sur son activité à l'Observatoire départemental du tourisme géré par Landes Attractivité, à la demande de ce dernier.

Les dépenses ne doivent pas être engagées préalablement à l'accusé de réception du dossier éligible et complet de demande d'aide.

II - HEBERGEMENTS

Article 3 - Hôtellerie

Une aide pourra être accordée pour la création, l'extension ou la modernisation d'hôtels.

Pour tous les projets, il sera établi au moment du dépôt du projet, une note sur l'économie du projet concernant la stratégie touristique engagée (positionnement et commercialisation).

Cette aide est conditionnée à la présentation des documents justifiant de la réalisation des diagnostics sécurité, accessibilité et classement, et à la présentation d'un plan d'entreprise sur 3 à 5 ans mettant en avant ces différents critères ainsi que les critères économiques et la démarche d'adhésion à la « place de marché départementale ».

Maîtrise d'ouvrage : publique ou privée

Nature des travaux subventionnables : gros œuvre intérieur et extérieur ; confort (chauffage, sanitaires, décoration intérieure, Wifi, mobilier) ; équipements de travail ; équipements d'accueil et de loisirs ; aménagements des abords de l'établissement (aménagement paysager, signalisation).

Sont notamment exclues les dépenses d'entretien courant.

Création - Modernisation/Extension : 2 étoiles nouvelles normes pour toutes les opérations (classement minimum après travaux).

Modalités financières :

♦ Dépense minimum subventionnable : 50 000 € HT

♦ Taux maximum de subvention : 10 %

♦ Montant maximum d'aide :

Création d'hôtel : 50 000 €

Modernisation, extension d'hôtel : 30 000 €

♦ Le montant de l'aide du Département des Landes ne pourra être supérieur au montant des apports en fonds propres du maître d'ouvrage.

♦ Délai minimum entre deux interventions sur un même établissement : 5 ans

Article 4 - Meublés de tourisme - Chambres d'Hôtes et projets d'hébergements innovants ou assimilés

Une aide pourra être accordée pour la création ou la modernisation de meublés de tourisme, gîtes d'étapes, gîtes de groupes, chambres d'hôtes thématiques sur les territoires ayant diagnostiqué et exprimé une carence de l'offre pour ces types d'hébergements dans le périmètre local d'implantation envisagé aux conditions suivantes :

Maîtrise d'ouvrage : publique ou privée avec inscription au Registre du Commerce et des Sociétés (R.C.S.)

Nature des travaux subventionnables :

- ♦ Pour les meublés : gros œuvre intérieur et extérieur ; confort (chauffage, sanitaires, électricité, peinture, revêtements de sols) ; aménagement des abords de l'hébergement (aménagements paysagers, signalisation, etc.) ; équipements de loisirs et de services d'accompagnement valorisant les hébergements.

- ♦ Pour les chambres d'hôtes : mise aux normes de confort des chambres (électricité, peinture, revêtements de sols, etc.) ; aménagement des parties communes ; équipements de loisirs et de services d'accompagnement valorisant les hébergements.

Conditions d'éligibilité :

Pour les projets de création d'hébergement, il est sollicité la réalisation d'une étude préalable de faisabilité et / ou positionnement permettant de vérifier l'opportunité du projet de création et de la gestion de l'eau et de l'énergie (chauffage, électricité) dans le cadre des travaux.

Pour les meublés de tourisme et chambres d'hôtes, seuls seront retenus les projets labellisés tourisme et handicap et répondant à un cahier des charges national (Bacchus, Panda, Ecotourisme dans le cadre du Pays des Landes de Gascogne, Accueil Vélo, Ecolabel Européen) ou thématique fluviale (gîte fluvial).

- ♦ Classement minimum après travaux : 3 étoiles ou équivalent.

Le niveau 2 étoiles ou équivalent pourra exceptionnellement être retenu au vu d'une étude architecturale montrant qu'un bâtiment de caractère ne peut pas être aménagé en répondant aux critères 3 étoiles ou équivalent.

- ♦ Adhésion pendant 5 ans minimum à un des labels nationaux reconnus suivants : Gîtes de France, Accueil Paysan, Clévacances, Fleurs de soleil.

- ♦ Accord prévu avec un ou plusieurs réseaux de commercialisation autorisés dans le cadre de la Loi sur la commercialisation des produits touristiques.

- ♦ Pour l'ensemble des meublés et des chambres d'hôtes, il ne pourra s'agir de construction neuve, hormis pour les projets innovants de type yourte, gîtes fluviaux, cabanes dans les arbres, roulottes, etc. ou assimilés.

- ♦ L'aide est limitée à 2 hébergements (meublés) et à 2 dossiers (chambres d'hôtes) par maître d'ouvrage.

- ♦ Délai minimum entre deux interventions sur un même établissement : 5 ans.

- ♦ Les projets bénéficiant de ce soutien devront faire apparaître une démarche d'adhésion à la « place de marché départementale » organisée par l'association Landes Attractivité (adhésion Tourinsoft).

Modalités financières :

- ♦ Dépense minimum subventionnable (par hébergement) : 10 000 € HT

Pour les meublés :

- ♦ Taux maximum de subvention : 15 % d'un coût HT plafonné à 60 000 € HT de dépenses /meublé
- ♦ Montant maximum d'aide : 9 000 € /meublé

Pour les chambres d'hôtes :

- ♦ Taux maximum de subvention : 15 % d'un coût HT plafonné à 12 000 €/chambre
- ♦ Montant maximum d'aide : 1 800 € par chambre dans la limite de 5 chambres par habitation

Article 5 - Hébergements Jacquaires

Une aide pourra être accordée pour la création ou la modernisation d'hébergement destiné à l'accueil de randonneurs sur les chemins jaccuaires.

Maîtrise d'ouvrage : publique

Nature des travaux subventionnables : acquisition immobilière, tous travaux de construction ou de réhabilitation de bâtiments ; aménagement et équipements de l'hébergement.

Conditions d'éligibilité :

- ♦ Opérations localisées sur les itinéraires jaccuaires intégrés au plan départemental de randonnées non motorisées.
- ♦ Opérations répondant aux conditions d'éligibilité définies en annexe du règlement.

Modalités financières :

- ♦ Dépense minimum subventionnable : 10 000 € H.T.
- ♦ Taux maximum de subvention : 20 %
- ♦ Montant maximum d'aide : 15 000 €

III – AMENAGEMENTS ET EQUIPEMENTS

Ce chapitre concerne les soutiens aux équipements dans le cadre des filières de développement dites prioritaires du Schéma Départemental du Tourisme et du Thermalisme (les Séjours littoraux ; le Thermalisme / tourisme de santé / bien-être remise en forme ; Bien-vivre / Découverte du patrimoine, de la culture, du terroir et Tourisme de nature) ainsi que par des filières plus spécifiques (golf, surf, tourisme d'affaires et évènementiel).

Article 6 – Appui aux filières

Une aide pourra être accordée :

- pour l'amélioration de la qualité des aménagements et des équipements des stations ;
- pour la création, la modernisation et l'extension d'équipements associant, dans le cadre de la filière Bien vivre/découverte du patrimoine, de la culture et du terroir, le tourisme culturel et patrimonial, le tourisme de loisirs, le tourisme de découverte, ainsi que le tourisme de nature, le tourisme d'affaires et le surf.

Maîtrise d'ouvrage : publique (stations, surf) et publique ou privée (autres filières)

Nature des travaux subventionnables :

- restructuration des espaces publics touristiques, modernisation ou création d'équipement touristique ;
- équipement et aménagement du patrimoine naturel et bâti (bastides, villages de caractère, chemins jacquaires, patrimoine ethnologique) ; équipements de loisirs liés à l'eau, à la diversification des activités sportives ; équipements d'animation et aménagements facilitant la découverte de milieux naturels ; équipements à caractère pédagogique ;
- Tourisme d'affaires :
 - o Maître d'ouvrage public : équipements dédiés aux rencontres professionnelles ;
 - o Maître d'ouvrage privé : équipements complémentaires des hébergements.
- Surf : aménagements ou équipements dédiés.

Conditions particulières d'éligibilité :

Stations :

- ♦ Seuls sont pris en compte les espaces publics directement liés à l'activité touristique des stations ;
- ♦ Sont prioritairement pris en compte les équipements répondant à une thématique forte de la station et susceptibles de contribuer à l'allongement de la saison touristique ;
- ♦ Pour les stations littorales, le projet doit s'inscrire dans un projet global de station.

Filières :

- ♦ Complémentarité de l'équipement avec la politique de l'Environnement (Plan Plage, Plan Départemental des Itinéraires de Promenade et de Randonnée), la politique culturelle et la politique sportive du Département (Plan Départemental des Espaces, Sites et Itinéraires), selon la nature des projets.

Tourisme d'affaires :

- ♦ Le maître d'ouvrage doit adhérer à une démarche de promotion et de commercialisation groupée collective de type office de tourisme et des congrès, bureau des congrès, club tourisme d'affaires et d'événements professionnels.

Surf :

- ♦ Les dossiers seront examinés préalablement par le Comité départemental du surf et Landes Attractivité.

Les projets bénéficiant de ce soutien devront faire apparaître une démarche d'adhésion à la « place de marché départementale » (plateforme de gestion de la réservation en ligne de l'ensemble de l'offre landaise) organisée par l'association Landes Attractivité.

Modalités financières :

- ♦ Dépense minimum subventionnable : 50 000 € H.T
- ♦ Taux maximum de subvention : 20 %
- ♦ Montant maximum d'aide : 50 000 €

Article 7- Filière Tourisme de Santé : Thermalisme - bien-être - remise en forme**Maîtrise de la qualité de la ressource et des équipements thermaux**

Une aide pourra être accordée pour la réalisation de travaux d'investissement ayant pour objet la maîtrise qualitative et quantitative de la ressource en eau ainsi que l'amélioration de la qualité des prestations thermales.

Maîtrise d'ouvrage : communes, établissements publics.

Nature des dépenses subventionnables : travaux sur les installations de captage, de transport, de stockage de l'eau et de fabrication du péloïde.

Modalités financières :

- ♦ Dépense minimum subventionnable : 50 000 € H.T.
- ♦ Taux maximum de subvention : 20 %
- ♦ Montant maximum d'aide : 50 000 €

Aménagements urbains liés au bien-être : thermalisme, remise en forme et équipements touristiques des stations

Une aide pourra être accordée pour la réalisation de travaux d'aménagement urbains liés au thermalisme ainsi que pour la création ou la modernisation d'équipements touristiques.

Maîtrise d'ouvrage : communes, EPCI, établissements publics.

Nature des dépenses subventionnables : aménagements urbains directement liés à l'activité thermique, équipements touristiques, modernisation et équipement des offices de tourisme.

Modalités financières :

- ♦ Dépense minimum subventionnable : 50 000 € H.T.
- ♦ Taux maximum de subvention : 20 %
- ♦ Montant maximum d'aide : 30 000 €

Les projets bénéficiant de ces soutiens devront faire apparaître une démarche d'adhésion à la « place de marché départementale » organisée par l'association Landes Attractivité.

Etudes et recherches en matière de tourisme de santé

Une aide pourra être accordée pour la réalisation d'études ayant pour objet la validation médicale et scientifique du thermalisme, le diagnostic des équipements thermaux, la conception et le développement de pilotes relatifs aux soins thermaux et aux dérivés de l'eau thermale et du péloïde.

Maîtrise d'ouvrage : collectivités territoriales, établissements publics, associations socio-professionnelles

Modalités financières :

- ♦ Taux maximum de subvention : 30 %
- ♦ Montant maximum d'aide : 15 000 €

Article 8 : Offices de Tourisme

Une aide pourra être accordée pour les locaux des offices de tourisme et équipements d'E-tourisme dédiés.

Maîtrise d'ouvrage : publique

Nature des travaux : locaux des offices de tourisme (création, aménagements, modernisation, équipements dédiés).

Conditions particulières d'éligibilité :

- ♦ Le projet doit s'inscrire dans le cadre d'une démarche globale d'accueil et d'une structuration à une échelle pertinente du territoire concerné ;
- ♦ Obligation de percevoir la taxe de séjour sur l'ensemble du territoire de l'OT ;
- ♦ Office de tourisme de deuxième catégorie au minimum ;
- ♦ Engagement dans la démarche « Qualité tourisme » ;
- ♦ Obligation d'alimenter la base SIRTAQUI ;
- ♦ Les dossiers seront examinés préalablement par l'association Landes Attractivité.

Modalités financières :

- ♦ Dépense minimum subventionnable : 50 000 € H.T.
- ♦ Taux maximum de subvention : 20 %
- ♦ Montant maximum d'aide : 50 000 €

IV - DEMARCHE « QUALITE »**Article 9 - Démarche Qualité**

Une aide pourra être accordée aux offices de tourisme ainsi qu'aux prestataires touristiques et de loisirs et aux collectivités pour l'obtention de la marque « **Qualité tourisme** » et l'obtention de « **l'Ecolabel Européen** ».

Maîtrise d'ouvrage : privée ou publique

Nature des dépenses subventionnables : Frais d'inscription de premier audit.

Conditions particulières d'éligibilité : Uniquement pour les premières démarches de certification.

Les projets bénéficiant de ce soutien devront faire apparaître une démarche d'adhésion à la « place de marché départementale » organisée par l'association Landes Attractivité.

Modalités financières :

- ♦ Taux maximum de subvention : 70 %
- ♦ Montant maximum de subvention : 1 500 €

Article 10 - Aide au conseil

Une aide pourra être accordée pour la réalisation de diagnostics, d'expertises ou d'études destinés à faciliter la création, la modernisation, la transmission d'entreprises touristiques, la réalisation d'équipement touristique, l'élaboration de stratégie touristique territoriale, la conception de produit touristique, le développement de l'e-tourisme.

Maîtrise d'ouvrage : publique ou privée

Conditions particulières d'éligibilité :

- ♦ Le Département validera le principe de l'étude ainsi que le cahier des charges et la sélection du prestataire en amont de la consultation ;
- ♦ Le maître d'ouvrage organisera la consultation sur la base d'au moins 3 cabinets d'études : cabinets qualifiés OPQIBI ou équivalent « loisirs, tourisme, culture », présentant des références solides dans le domaine concerné, de mobiliser et d'optimiser des moyens en rapport avec l'ampleur de la mission.

Modalités financières :

- ♦ Taux maximum de subvention : 40 %
- ♦ Montant maximum de subvention : 15 000 €

Article 11 - Développement du e-tourisme

Une aide pourra être accordée pour le développement de l'e-tourisme.

Maîtrise d'ouvrage : offices de tourisme ou structure publique ou parapublique ayant des démarches collectives de mutualisation.

Nature des dépenses subventionnables : création d'outils, de contenus numériques (photos, vidéos, audio...) et de services touristiques numériques innovants (outils numériques liés à la mobilité, Wifi territorial, espaces publics connectés).

Conditions particulières d'éligibilité :

- ♦ L'association Landes Attractivité validera la compatibilité du projet avec les autres systèmes numériques et avec le système régional d'information touristique SIRTACUI. ;
- ♦ Programme s'inscrivant dans le cadre d'une stratégie numérique de territoire ;
- ♦ Convention avec l'association Landes Attractivité pour l'information des adhérents en matière de commercialisation (référence à la « place de marché départementale » organisée par Landes Attractivité).

Modalités financières :

- ♦ Taux maximum de subvention : 20 %
- ♦ Montant maximum de subvention : 5 000 €

V - MISE EN ŒUVRE DE L'AIDE DEPARTEMENTALE

Le dossier de demande d'aide départementale est adressé au Président du Conseil départemental des Landes.

Pour les projets à caractère matériel, il comprend notamment la description de l'opération, les plans et devis établis par les architectes, le plan de financement détaillé de l'opération, l'attestation de propriété.

Pour un maître d'ouvrage public : une délibération approuvant l'opération, le plan de financement et l'échéancier de réalisation.

Pour un maître d'ouvrage privé : les statuts, bilans et comptes certifiés, le cas échéant, l'identification au registre du commerce, la déclaration des aides obtenues au titre de la règle de minimis.

Dans le cadre de l'instruction, le Département des Landes peut consulter pour avis : l'association Landes Attractivité, le Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE), les Services de l'Etat, les représentants départementaux professionnels du tourisme.

Le versement des subventions s'effectue de la manière suivante :

- Maître d'ouvrage privé :
 - 30 % à l'engagement de la dépense ;
 - un second acompte de 50% maximum au prorata des travaux réalisés ;
 - le solde à l'achèvement de l'opération.
- Maître d'ouvrage public :
 - 30 % à l'engagement de la dépense ;
 - un second acompte de 20% maximum au prorata des travaux réalisés ;
 - le solde à l'achèvement de l'opération.

Délais de réalisation :

- engagement des travaux : 1 an à compter de la date de décision du Département ;
- achèvement des travaux : 2 ans à compter de la date de décision du Département.

Dans le cas de travaux par tranche, le délai d'achèvement des travaux peut être reconduit sur 3 ans à compter de la date de décision du Département des Landes.

La Commission Permanente du Conseil départemental est compétente pour l'examen des dossiers et l'attribution des subventions attachées.

Elle autorise le Président à signer la convention attributive de subvention. Elle statue également sur les demandes de prorogation de délais.

L'aide est calculée sur la base du montant hors taxes de la dépense dans la limite des crédits inscrits au titre de l'année budgétaire.

Toute aide indûment versée ou correspondant à des engagements pris mais non tenus fait l'objet d'un remboursement au Département par le bénéficiaire de la subvention.



Annexe - Conditions d'éligibilité au règlement d'aide aux hébergements jacquaires

Couchage

- Chambres particulières de préférence de 2 à 4 personnes (dimension des lits : 90 X 190)
- Surface chambres : 9 m² pour 2 personnes, 12 m² pour 3, 15 m² pour 4 ; pas de lits superposés
- Surface dortoirs : 5 m² par personne (de 5 à 8 places pour dortoir maximum) ; pas de lits superposés
- Literie de qualité : sommier métallique et matelas à faible densité exclus
- Eclairage individuel par lit
- Espace de rangement (étagères ou placards)

Sanitaire

- 1 lavabo pour 3 personnes avec prise de courant, étagère, porte serviette et poubelle
- 1 douche par tranche de 6 personnes maximum : d'accès facile
- 1 WC pour 8 personnes

Cuisine

- four et plaques de cuisson, évier 2 bacs, table de préparation, rangements, réfrigérateur, cafetière
- vaisselle : 1,5 fois la capacité d'accueil
- ouverture sur l'extérieur
- hotte à recyclage d'air
- VMC

Salle à vivre et à manger : 1,8 m²/ personne

Sécurité

Les gîtes d'étape sont considérés comme des établissements recevant du public de la catégorie 5. Ils doivent ainsi respecter les normes de sécurité contre l'incendie et les règles sanitaires :

- PV de la commission incendie à la fin des travaux (prendre contact avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours) ;
- Rappel des principales normes : *système de détection des fumées, installations électriques conformes, ferme porte, désenfumage, accès et issues de secours, extincteur, affichage des consignes*

Autres

- Environnement immédiat sans nuisance
- Espace de rangement de chaussures à l'entrée
- Lave-linge avec monnayeur ou jeton
- Sèche-linge avec monnayeur ou jeton
- Chauffage
- Eau chaude assurée en continu
- Entretien quotidien du gîte

Prix

Le prix est établi à la nuitée. Les prestations complémentaires (fourniture de draps, petit déjeuner, etc.) s'ajoutent au prix de la nuitée.



LANDES ATTRACTIVITE

STATUTS

1 - OBJET - SIEGE - DUREE

ARTICLE 1 – Dénomination

Il est formé entre les adhérents aux présents statuts, une association régie par la loi du 1er juillet 1901, association ayant pour dénomination : LANDES ATTRACTIVITE.

ARTICLE 2 – Objet

2.1. Objet

Selon les termes des articles L. 111-1 et L. 111-2 du code du tourisme, l'exercice de la compétence Tourisme est une compétence partagée entre l'état, les régions, les départements et les communes.

LANDES ATTRACTIVITE a été créée à l'initiative du Conseil Départemental conformément aux articles L. 132-2 et suivants du code du tourisme. Elle participe à la préparation et à la mise en œuvre de la politique touristique et thermale telle qu'établie par le Conseil départemental dans le schéma départemental du tourisme et du thermalisme. Elle est en charge du soutien, de l'animation et du développement de l'attractivité territoriale des Landes.

LANDES ATTRACTIVITE est en charge de quatre missions :

- LANDES ATTRACTIVITE est responsable de susciter, favoriser, concevoir, mener toute initiative de nature à concourir au développement de l'attractivité touristique du territoire landais, ainsi qu'à sa promotion touristique en France et à l'étranger (Mission n°1).
- LANDES ATTRACTIVITE contribue à assurer l'élaboration, la promotion et la commercialisation de produits touristiques, en collaboration avec les professionnels, les organismes et toute structure locale intéressés à l'échelon départemental et intercommunal (Mission n°2).
- LANDES ATTRACTIVITE est en charge de la gestion de la marque « *Landes, Terres des possibles* » propriété du Département des Landes (Missions n°3).
- LANDES ATTRACTIVITE est en charge du soutien, de l'animation et du développement de l'attractivité territoriale (Mission n°4).



2.1.1. Mission n°1 : Développement de l'attractivité touristique du Département des Landes

Dans le cadre de la Mission n°1, LANDES ATTRACTIVITE participe au développement de l'image du Département des Landes à sa notoriété et son attractivité.

Dans ce but :

- elle engage, d'une part, toutes les actions de promotion susceptibles de mieux faire connaître le patrimoine touristique du Département des Landes et, d'autre part, d'inspirer sa protection.
Ces actions de promotion pourront être réalisées par :
 - o la diffusion de brochures, guides, cartes touristiques ;
 - o la mise en œuvre de toutes les techniques d'E-Tourisme ;
 - o l'achat d'espaces commerciaux sur tous supports (presse écrite, radio, télévisuelle, internet...) ;
 - o l'organisation d'opérations d'animation de l'activité touristique ;
 - o la participation à des groupes de promotion touristique.
- elle accompagne les acteurs publics et notamment les EPCI dans leurs politiques touristiques ;
- elle accompagne des acteurs privés dans la promotion touristique du Département ;
- elle accompagne la mise en place des démarches «qualité » propres au tourisme ;
- elle contribue à améliorer la qualité de l'accueil dans le département par toutes mesures adaptées ;
- elle incite les "accueillants" à rechercher les meilleures conditions de l'accueil, de l'hébergement et des loisirs ;
- elle assure une mission de classement des meublés de tourisme ;
- elle met en place et coordonne des dispositifs d'observation de l'activité touristique au niveau départemental et local en cohérence avec le Comité Régional du Tourisme ;
- elle gère la base de données touristique départementale et anime le réseau des contributeurs,
- elle coordonne et soutient l'action des offices de tourisme du département, elle les représente dans les différentes instances, elle assure les missions d'Union Départementale des Offices de Tourisme ;
- elle favorise, contribue et aide d'une façon générale toutes les initiatives susceptibles de contribuer au développement du tourisme dans les Landes.



2.1.2. Mission n°2 : Elaboration, promotion et commercialisation de produits touristiques du Département des Landes

Dans le cadre de sa mission n°2, LANDES ATTRACTIVITE contribue notamment à assurer l'élaboration, la promotion et la commercialisation de produits touristiques, en collaboration avec les professionnels, les organismes et toute structure locale intéressés à l'échelon départemental et intercommunal.

Dans ce but :

- elle met en valeur l'offre départementale et contribue à sa diffusion
- elle gère et déploie une place de marché départementale
- elle conçoit et commercialise des produits touristiques à destination des clientèles groupes et affaires

2.1.3. Mission n°3 : Gestion de la marque « *Landes, Terres des Possibles* »

LANDES ATTRACTIVITE est, à la condition d'avoir été dûment autorisée par le Département des Landes à cet effet, en charge de l'attribution et de la gestion de la marque « *Landes Terres des Possibles* », numéro national 21 4 758 743, déposée par le Département des Landes le 21 avril 2021.

En tant que gestionnaire de cette marque, LANDES ATTRACTIVITE est responsable des missions suivantes :

- elle observe et évalue la notoriété de la marque, du Département et de ses filières structurantes ;
- elle effectue une veille sur les nouvelles tendances, les innovations en lien avec sa stratégie
- elle déploie une stratégie pluriannuelle de promotion de la marque afin de favoriser l'image du Département des Landes, sa notoriété et son attractivité ;
- elle organise toutes actions de communication sur tous supports (presse, télévision, internet) visant le développement de la notoriété de la marque ;
- elle organise des opérations événementielles et de promotion de la marque ou apporte son soutien à des initiatives privées et publiques de promotion de la marque ;
- elle anime et développe le réseau d'entrepreneurs landais utilisant la marque ;
- elle accompagne les EPCI et les Chambres consulaires dans la recherche de nouveaux investisseurs qui seraient intéressés à apporter leur soutien au développement de la marque ;
- elle apporte son conseil et son expertise à ses membres dont ce qui concerne la gestion et la promotion de la marque ;
- elle offre une structure de concertation aux collectivités, aux organismes économiques privés et publics qui peuvent être concernés directement ou indirectement par le développement de leurs actions à travers l'utilisation de la marque ;
- elle gère des équipements en lien avec la promotion de la marque.

2.1.4. Mission n°4 : soutien, animation au service du développement de l'attractivité territoriale

LANDES ATTRACTIVITE est en charge du soutien, de l'animation au service du développement de l'attractivité territoriale dans ses dimensions touristique, inclusive et digitale.

Sur sa dimension Digitale, LANDES ATTRACTIVITE mutualise l'effort de communication et les mesures d'attractivité de tous les partenaires de la marque pour développer de façon efficace et cohérente les secteurs d'activités au cœur de la stratégie du Département des Landes dans une approche inclusive.

LANDES ATTRACTIVITE réunit des compétences de valorisation du territoire, de connaissance du numérique et des réseaux sociaux afin d'atteindre des objectifs de développement quantifiables rapides en s'appuyant sur la puissance du digital.

2.2. Moyens d'action

Pour atteindre ses objectifs, LANDES ATTRACTIVITE peut notamment :

- entretenir des relations avec des partenaires extérieurs notamment dans le cadre des clubs de promotion, de la plateforme de commercialisation ;
- adhérer à toute autre association en relation avec son activité ;
- participer à un groupement public ou privé ;
- adhérer à une fédération ;
- gérer des fonds communs de promotion en coordination avec des partenaires publics ou privés.

ARTICLE 3

Son siège est fixé au 4 avenue Aristide Briand, 40000 Mont-De-Marsan. Ce siège peut être transféré ailleurs à l'intérieur de la Ville de Mont-de-Marsan sur simple autorisation du Conseil d'Administration.

La durée de LANDES ATTRACTIVITE est illimitée.

2 - L'ASSEMBLEE GENERALE DE LANDES ATTRACTIVITE

ARTICLE 4 : Composition

L'Assemblée Générale LANDES ATTRACTIVITE comprend l'ensemble des membres de l'association, à jour de leur cotisation, 15 jours avant l'envoi de la convocation à la dite Assemblée, qui siègent et délibèrent dans les conditions déterminées ci-après aux articles 4.1, 4.2 et 4.3.

Elle est composée de membres d'honneur, de membres actifs et de membres associés. Seuls les membres actifs ont voix délibérative.

4.1. Membre d'honneur

La qualité de membre d'honneur peut être attribuée par l'Assemblée Générale, à une personne physique ou morale en raison des services exceptionnels rendus à la cause du tourisme. Un membre d'honneur n'a pas de voix délibérative.

Est membre d'honneur : Monsieur Jean-Yves MONTUS (décision de l'AG du 29.04.94)



4.2. Membres actifs

Conformément aux dispositions de l'article L. 132-3 du code de tourisme, LANDES ATTRACTIVITE comprend, parmi ses membres actifs, le Département des Landes, les Etablissements publics de coopération intercommunale des Landes et les groupements de collectivités du territoire intéressés par le tourisme, d'autres membres institutionnels, ainsi que des membres privés, acteurs professionnels du tourisme dans les Landes.

L'adhésion d'un nouveau membre sera effective dès lors que cette adhésion aura été validée par l'Assemblée Générale Extraordinaire et que le membre aura approuvé les présents statuts de LANDES ATTRACTIVITE.

Les représentants des membres actifs forment les quatre collèges qui siègeront avec voix délibérative au sein de l'Assemblée Générale :

- collège « Département » ;
- collège « EPCI et groupements de collectivités » ;
- collège « Institutionnels » ;
- collège « Organismes socioprofessionnels ».

La composition de chacun de ces collèges en vue de leur participation à l'Assemblée Générale est déterminée ci-après.

4.2.1. Collège « Département »

Le collège « Département » est constitué de seize représentants désignés en son sein par le Conseil départemental du Département des Landes. Chaque représentant du Département disposera au sein de l'Assemblée Générale de deux voix délibératives.

4.2.2. Collège « EPCI et groupements de collectivités »

Le collège « EPCI et groupements de collectivités » est composé des membres suivants :

- Communauté de communes d'Aire-sur-l'Adour ;
- Communauté de communes Chalosse Tursan ;
- Communauté de communes Cœur Haute Lande ;
- Communauté de communes Coteaux et Vallées des Luys ;
- Communauté de communes Côte Landes Nature ;
- Communauté d'agglomération du Grand Dax ;
- Communauté de communes des Grands-Lacs ;
- Communauté de communes des Landes d'Armagnac ;
- Communauté de communes Maremne Adour Côte-Sud ;
- Communauté de communes de Mimizan ;
- Communauté d'agglomération Mont de Marsan Agglomération ;
- Communauté de communes du Pays Grenadois ;
- Communauté de communes du Pays Morcenais ;
- Communauté de communes Pays d'Orthe et Arrigans ;
- Communauté de communes du Pays Tarusate ;
- Communauté de communes du Pays de Villeneuve en Armagnac Landais ;
- Communauté de communes du Seignanx ;
- Communauté de communes Terres de Chalosse ;
- Syndicat mixte de gestion des baignades Landaises.

Chaque membre du collège « EPCI et groupements de collectivités » désigne au sein de son organe délibérant un représentant et son suppléant. Chaque représentant du collège « EPCI et groupements de collectivités » ou son suppléant disposera au sein de l'Assemblée Générale d'une voix délibérative.



4.2.3. Nombre des voix du Collège « Institutionnels »

Le collège « Institutionnels » est composé des membres suivants :

- Chambre de Commerce et d'Industrie des Landes ;
- Chambre d'Agriculture des Landes ;
- Chambre des Métiers des Landes ;
- Association des Maires des Landes ;
- Comité Régional du Tourisme ;
- Offices de Tourisme Intercommunaux des Landes, représentés par deux membres désignés par l'ensemble de ses membres associés en leur sein.

Chaque membre du collège « Institutionnels » désigne, selon ses règles de fonctionnement, son représentant et son suppléant.

Chaque représentant du Collège « Institutionnels » au sein de l'Assemblée Générale ou son suppléant disposera d'une voix délibérative.

4.2.4. Collège « Organismes socioprofessionnels »

Le collège « Organismes socioprofessionnels » est composé des membres suivants :

- Union des Métiers de l'Industrie Hôtelière (UMIH 40) ;
- Syndicat de l'Hôtellerie de Plein Air des Landes ;
- Relais des Gîtes de France des Landes ;
- FNAIM – Chambre des Landes ;
- Syndicat des Etablissements Thermaux des Landes ;
- Syndicat National des Résidences de Tourisme ;
- Qualité Landes ;
- Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne.

Chaque membre du collège « Organismes socioprofessionnels » désigne, selon ses règles de fonctionnement, ses représentants et leurs suppléants.

Chaque représentant, ou à défaut chaque suppléant, siège au sein de l'Assemblée Générale avec une voix délibérative.

4.3. Membres associés

L'Assemblée Générale comprend parmi ses membres, des membres associés représentants des associations ou organismes suivants :

- les Offices de tourisme des Landes, qui désignent des représentants au sein du collège « Institutionnels » conformément à l'article 4.2.3 des présents statuts ;
- l'Association des loueurs en meublés classés d'Hossegor ;
- le CAUE ;
- l'association des Petites Cités de Caractère ;
- la Fédération Française de Surf ;
- la Fédération Française de la Course Landaise ;
- l'Union des Centres Sportifs de Plein Air ;
- le Comité Départemental de la Randonnée Pédestre des Landes ;
- l'Organisation des transporteurs routiers européens des Pays de l'Adour ;
- la Société de Borda (sciences lettres et arts des landes) ;
- le Comité Départemental de Tourisme Equestre des Landes ;
- le Comité Départemental de Golf ;
- AQUI O Thermes.

Les membres associés n'ont pas de voix délibérative au sein de l'Assemblée Générale mais simplement une voix consultative. En tant que de besoin, le Président invitera aux réunions de LANDES ATTRACTIVITE, toutes personnes qualifiées dans le domaine du développement touristique.

4.4. Démission-retrait-exclusion

En cas de décès ou de démission d'un représentant d'un membre de LANDES ATTRACTIVITE, le collège qui l'a désigné pourvoit à son remplacement dans les meilleurs délais et tient le Président informé de ce remplacement.

Les membres de LANDES ATTRACTIVITE peuvent s'en retirer par lettre recommandée adressée au Président.

Tout membre peut être exclu par décision du Conseil d'Administration pour infraction aux présents statuts ou pour un motif grave.

Lors de la procédure d'exclusion, le membre exclu sera invité à présenter ses arguments lors du prochain Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration pourra se prononcer sur la déchéance de la qualité de membre.

La liquidation d'une personne morale ou décès d'une personne physique, membre de LANDES ATTRACTIVITE, met fin à sa qualité de sociétaire ou de membre.

ARTICLE 5 : Fonctionnement

5.1. Assemblée Générale Ordinaire

L'Assemblée Générale Ordinaire se réunit en présentiel ou de manière dématérialisée sur convocation du Président qui en fixe l'ordre du jour. Les convocations sont adressées par lettre simple ou par mail au moins quinze jours avant la date de réunion. Les convocations doivent mentionner l'ordre du jour.

L'Assemblée Générale Ordinaire ne peut valablement délibérer que si la moitié de ses membres ayant voix délibérative sont présents ou représentés.

A défaut, le Président convoque dans les meilleurs délais une nouvelle assemblée. Celle-ci délibère alors valablement quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Chaque membre pourra donner un pouvoir à un autre membre. Chaque membre n'est pas limité par le nombre de pouvoirs ou de procurations obtenu.

Les pouvoirs « en blanc » seront attribués au Président de séance qui les répartira entre les membres présents.

Les délibérations de l'Assemblée Générale Ordinaire sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés ayant voix délibérative.

Elles font l'objet d'un procès-verbal signé par le Président qui figurera dans le registre des délibérations. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

L'Assemblée Générale Ordinaire :

- élit les membres du Conseil d'Administration ;
- désigne le commissaire aux comptes ;
- approuve le plan stratégique de LANDES ATTRACTIVITE ;
- donne mandat au Président de l'exécution des orientations arrêtées dans le Plan Stratégique ;
- approuve le compte-rendu d'activité, le compte-rendu financier de LANDES ATTRACTIVITE présenté par le Président et/ou le Trésorier et/ou le Directeur, les comptes annuels et le rapport moral de l'exercice écoulé ;

- approuve les conventions réglementées visées à l'article 612-5 du code de commerce ;
- vote l'affectation du résultat ;
- approuve les rapports du Commissaire aux Comptes ;
- fixe le montant des cotisations des membres de LANDES ATTRACTIVITE ;
- statue sur les actes de disposition (acquisition et aliénation du patrimoine de LANDES ATTRACTIVITE, constitution d'hypothèques et garanties d'emprunts, caution donnée par LANDES ATTRACTIVITE) d'un montant supérieur au seuil des procédures formalisées ;
- se prononce sur le quitus au Président et au Trésorier pour l'exercice écoulé.

L'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle se réunit dans les neuf mois suivant la date de fin de l'exercice comptable. L'ordre du jour devra comprendre l'approbation des comptes annuels.

Cette Assemblée est tenue avec un minimum de 15 jours d'intervalle par rapport à la date de réunion du Conseil d'Administration en charge d'arrêter les comptes annuels. Au cours de l'Assemblée Générale Ordinaire d'approbation des comptes annuels, des propositions d'orientation pour l'exercice suivant peuvent être évoquées.

5.2. Assemblée Générale Extraordinaire

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut être convoquée par le Président toutes les fois que celui-ci le juge utile. Elle se réunit en présentiel ou de manière dématérialisée. Les convocations sont adressées par lettre simple ou par mail au moins quinze jours avant la date de réunion. Les convocations doivent mentionner l'ordre du jour. Le Président fixe l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

L'Assemblée Générale Extraordinaire est également convoquée par le Président dès lors qu'une demande écrite en ce sens émane du tiers des membres du Conseil d'Administration, sur un ordre du jour déterminé.

L'Assemblée Générale Extraordinaire ne peut valablement délibérer que si la moitié + 1 de ses membres ayant voix délibérative sont présents ou représentés. A défaut, le Président convoque dans les meilleurs délais une nouvelle assemblée. Celle-ci délibère alors valablement quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Chaque membre peut donner un pouvoir à un autre membre. Chaque membre n'est pas limité par le nombre de pouvoirs ou de procurations obtenus.

Les pouvoirs « en blanc » sont répartis par le Président entre les membres présents.

Les délibérations de l'Assemblée Générale Extraordinaire sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés ayant voix délibérative.

Elles font l'objet d'un procès-verbal signé par le Président qui figurera dans le registre des délibérations. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

L'Assemblée Générale Extraordinaire a compétence pour :

- la modification des statuts ;
- la transformation de LANDES ATTRACTIVITE ;
- l'apport ou la fusion avec un autre organisme ;
- la dissolution et la liquidation de LANDES ATTRACTIVITE ;
- toute opération mettant en cause gravement la poursuite totale de l'activité de LANDES ATTRACTIVITE.

En cas de dissolution, d'apport ou de fusion, l'Assemblée Générale Extraordinaire détermine les conditions de la dévolution des biens de LANDES ATTRACTIVITE, compte tenu de la législation en vigueur.

3 - LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

ARTICLE 6 - Composition

Le Conseil d'Administration de LANDES ATTRACTIVITE est composé de quatorze membres élus par l'Assemblée Générale parmi ses membres actifs.

Ils sont élus pour 6 ans, sauf décision différente de l'Assemblée Générale.

Plus précisément, le Conseil d'Administration est composé de :

- cinq membres désignés parmi le collège « Département » ;
- trois membres désignés parmi le collège « EPCI et groupements de collectivités » ;
- trois membres désignés parmi le collège « Institutionnels » ;
- trois membres désignés parmi le collège « Organisme socioprofessionnels ».

ARTICLE 7 - Fonctionnement

Le Conseil d'Administration se réunit en présentiel ou de manière dématérialisée sur convocation de son Président au moins une fois par an ainsi que sur la demande écrite d'au moins deux tiers de ses membres et sur un ordre du jour déterminé.

La convocation du Conseil d'Administration pourra être réalisée par courrier simple ou par mail au minimum 15 jours avant la réunion.

Au sein du Conseil d'Administration, tous ses membres expriment une voix délibérative, sauf les représentants du Département qui expriment deux voix délibératives.

Le Conseil d'Administration ne peut valablement délibérer que si la moitié de ses membres est présente ou représentée (chiffre arrondi à l'entier le plus proche). Si le quorum n'est pas atteint, le Président procède à de nouvelles convocations dans les 15 jours par courrier simple ou par mail. La délibération est alors valable quel que soit le nombre des présents ou représentés.

Chaque membre du Conseil d'Administration pourra valablement donner pouvoir à un autre membre du Conseil. Ce pouvoir pourra être reçu au siège de LANDES ATTRACTIVITE par courrier ou par mail. Chaque membre du Conseil pourra bénéficier de deux pouvoirs. Les pouvoirs « en blanc » seront attribués au Président de séance qui les répartira entre les administrateurs présents.

Le Conseil d'Administration administre l'Association et est investi à cette fin des pouvoirs les plus larges hormis ceux que les présents statuts réservent à l'Assemblée Générale et à l'Assemblée Générale Extraordinaire.

A ce titre, le Conseil d'Administration :

- élit en son sein du Président, qui sera à la fois Président de LANDES ATTRACTIVITE, Président du Conseil d'Administration et Président du Bureau ;
- élit en son sein des membres du bureau ;
- arrête les comptes annuels qui seront soumis pour approbation à l'Assemblée Générale ;
- approuve le budget et les orientations d'actions de LANDES ATTRACTIVITE en cohérence avec le Plan Stratégique arrêté par l'Assemblée Générale, y compris le plan annuel d'action préparé par le Président ;
- contrôle l'exécution budgétaire et prend les décisions modificatives significatives de celui-ci ;
- prend toute décision relative au contrôle de la gestion du bureau ;
- approuve le manuel de procédures administratives et comptables de LANDES ATTRACTIVITE.

Au sein du Conseil d'Administration, les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante. Les décisions font l'objet d'un Procès-verbal signé par le Président et transcrit sur un registre de délibérations.

Le Conseil d'Administration prend des décisions également sur :

- les délégations des pouvoirs de gestion et d'administration qu'il accorde aux membres du bureau et au directeur de LANDES ATTRACTIVITE;
- les actes de disposition (acquisition et aliénation du patrimoine de LANDES ATTRACTIVITE, constitution d'hypothèques et garanties d'emprunts, caution donnée par le LANDES ATTRACTIVITE) d'un montant compris entre 25 000 € et le seuil des procédures formalisées en application du droit de la commande publique.

Le Conseil d'Administration étudie et approuve le plan d'action annuel préparé et présenté par le Directeur de LANDES ATTRACTIVITE. Le Conseil d'Administration charge ensuite le Président et/ou le Directeur de sa bonne exécution. Le Conseil d'Administration peut être amené à réviser ou modifier le plan d'action en cours d'exercice si les circonstances le nécessitent.

Tous les membres du Conseil d'Administration pourront bénéficier du remboursement des frais inhérents aux fonctions exercées au sein de LANDES ATTRACTIVITE. Le remboursement ne sera réalisé que sur présentation d'un ordre de mission et de justificatifs originaux présentés dans les trois mois au service comptable de LANDES ATTRACTIVITE, et en aucun cas sur la base d'un remboursement forfaitaire.

4 - LE BUREAU

ARTICLE 8 : Composition

Le Conseil d'administration élit en son sein un bureau exécutif composé de 6 membres.

- un Président ;
- un premier vice-président ;
- un deuxième vice-président ;
- un troisième vice-président ;
- un secrétaire ;
- un trésorier.

Les membres du bureau sont élus lors du renouvellement du conseil d'administration, à la majorité absolue des membres du Conseil d'Administration ou, à défaut, lors d'un second tour, à la majorité relative.

Ils sont élus pour 6 ans, sauf décision différente du Conseil d'Administration.

Le bureau est complété chaque fois que nécessaire.

ARTICLE 9 : Fonctionnement

Le bureau est habilité à prendre toute décision imposée par l'urgence, par des circonstances exceptionnelles ou lorsque l'ordre du jour ne justifie pas la convocation d'un Conseil d'Administration ; il en rend compte au Conseil d'Administration au cours de sa prochaine réunion.

Les décisions du bureau sont prises à la majorité simple et font l'objet d'un Procès-verbal signé par le Président et transcrit sur un registre de délibérations. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.



Les règles d'organisation et de fonctionnement du Conseil d'Administration et notamment celles relatives aux convocations, au quorum et à la représentation sont de plein droit applicables au bureau, à l'exception du délai de convocation qui est ramené à 48 heures. Le bureau est convoqué par le Président de LANDES ATTRACTIVITE. Celui-ci fixe l'ordre du jour.

Le bureau ne peut délibérer que si au moins 3 de ses membres sont présents ou représentés.

5 - LE PRESIDENT ET LES AUTRES MEMBRES DU BUREAU

ARTICLE 10 : Le Président

Le Président, au nom de LANDES ATTRACTIVITE est chargé de remplir toutes les formalités de déclaration et de publication prévues par la loi du 1er JUILLET 1901.

Le Président de LANDES ATTRACTIVITE assure la présidence du Conseil d'Administration, de l'Assemblée Générale et du Bureau. En cas de partage des voix au sein d'un organe de l'assemblée, celle du Président est prépondérante.

Le président peut inviter toute personne dont l'audition lui semble souhaitable à participer, à titre consultatif, à la réunion d'un organe de LANDES ATTRACTIVITE.

Le président est le responsable exécutif de LANDES ATTRACTIVITE.

A ce titre, il assure notamment la préparation et l'exécution de l'ensemble des délibérations des organes de LANDES ATTRACTIVITE, veille au fonctionnement régulier de LANDES ATTRACTIVITE et le représente dans tous les actes de la vie civile.

Le Président est le seul compétent pour engager les procédures d'embauche ou de licenciement, la création ou suppression de postes, sauf délégation expressément accordée.

Le Président a le droit d'ester en justice au nom de LANDES ATTRACTIVITE, tant en demande qu'en défense. Il est aussi autorisé à consentir toutes transactions et à former tout recours.

Le Président peut prendre toute mesure urgente qui serait imposée par une situation ne lui permettant pas de réunir les membres du bureau dans les délais requis par l'article 9. Il devra en faire un compte-rendu complet à la prochaine réunion du Conseil d'Administration.

Le Président peut, en l'absence du Trésorier :

- procéder à l'ouverture et la clôture des comptes bancaires (comptes courants, comptes sur livret...)
- émettre des règlements et encaisser les recettes.

Le Président délègue, sous son contrôle, la Direction de LANDES ATTRACTIVITE à un Directeur salarié.

Le rôle et les missions conservées par le Président et celles qui sont déléguées au Directeur sont définis par les règles de procédures administratives, et par les règles de procédures comptables. Celles-ci sont soumises à l'accord du Conseil d'Administration.

Le Président peut, par délégation et sous sa responsabilité, confier une partie de ses fonctions à un ou plusieurs vice-présidents.

En cas d'absence ou d'empêchement du Président pendant une période au moins égale à un mois, la suppléance est assurée par le 1^{er} vice-président ou le second vice-président en cas d'empêchement du 1^{er}, dans toutes les instances.

En cas de démission ou de décès du Président, le 1^{er} vice-président, assure les fonctions dévolues au Président et organise, dans les meilleurs délais, son remplacement au sein du Conseil d'Administration.

ARTICLE 11 : Les autres membres du Bureau

11.1. Le Secrétaire

Le Secrétaire veille au bon fonctionnement matériel, administratif et juridique de LANDES ATTRACTIVITE.

Il est en particulier en charge de :

- tenir le fichier des adhérents ;
- veiller au bon déroulement de la procédure de convocation des organes d'administration (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, bureau) ;
- veiller au respect des délais légaux et statutaires de convocation ;
- rédiger des procès-verbaux et tenir des registres ;
- réaliser les formalités déclaratives (Préfecture, JO Associations...).

11.2. Le Trésorier

Le Trésorier est en charge :

- de la surveillance de la tenue de comptabilité ;
- du suivi et du contrôle du/des caisse(s) ;
 - de l'encaissement des cotisations ;
 - de l'établissement du rapport financier présenté à l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle d'approbation des comptes pour être ensuite soumis annuellement au Conseil Départemental siégeant en séance plénière conformément à l'article L132-6 du code du tourisme ;
 - de l'établissement du budget arrêté et approuvé par le Conseil d'Administration ;
 - de la négociation des emprunts bancaires ;
 - du recouvrement des recettes et du règlement des dépenses ;
 - de l'ouverture et de la clôture des comptes bancaires (comptes courants, comptes sur livret...).

6 - FINANCES - RESSOURCES - COMPTABILITE

ARTICLE 12 : Ressources

Les ressources de LANDES ATTRACTIVITE sont constituées notamment par :

- les subventions de l'Etat, de l'Union Européenne, de la Région, du Département, des communes et de leurs groupements ou de toute personne publique ou privée intéressée à son action ;
- les cotisations de ses membres ;
- les sommes reçues en contrepartie des prestations fournies par LANDES ATTRACTIVITE ;
- les dons et legs ;
- les revenus de patrimoine dont ceux liés aux placements financiers ;
- les locations ou sous-location de biens immobiliers ou mobiliers appartenant, ou mis à disposition de LANDES ATTRACTIVITE ;
- les emprunts qu'il contracte ;
- toute autre ressource émanant de l'exercice de ses missions.

LANDES ATTRACTIVITE dispose d'un fond de réserves statutaires propre, destiné à recevoir les excédents ponctuels ou à financer des pertes d'exploitation. Le montant de ces réserves devra être approuvé à chaque Assemblée Générale statutaire.

Le Président est seul habilité, sauf délégation expresse, à engager les dépenses de toute nature de LANDES ATTRACTIVITE. Le Trésorier assurera la fonction de paiement.

ARTICLE 13 : Cotisations

Les cotisations sont dues au 1er Janvier de l'année. Il peut exister différents niveaux de cotisations.

Le montant des cotisations des membres de LANDES ATTRACTIVITE est fixé par décision de l'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration. L'Assemblée Générale peut décider d'exonérer des membres.

De droit, les membres d'honneur et le Conseil Départemental sont exonérés de cotisation.

Seuls les membres étant à jour de leur cotisation 15 jours avant l'envoi de la convocation à l'Assemblée Générale participent avec droit de vote à cette assemblée.

Aucun remboursement de cotisation ne pourra intervenir en cas de perte de la qualité de membre en cours d'année pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 14 : Comptes de LANDES ATTRACTIVITE

LANDES ATTRACTIVITE présente ses comptes annuels dans le respect du plan comptable général, ainsi qu'en appliquant les règles prévues par le plan comptable associatif.

L'exercice comptable a une durée de 12 mois qui débute le 1^{er} janvier et clôture le 31 décembre de chaque année.

Les résultats bénéficiaires de LANDES ATTRACTIVITE pourront être affectés, sous déduction des reports déficitaires antérieurs, à un compte de réserve statutaire.

L'Assemblée Générale désigne un Commissaire aux Comptes pour une durée conforme à la loi et aux règlements.

7 - REGLEMENT INTERIEUR

ARTICLE 15

Un règlement intérieur peut être établi par le Conseil d'Administration pour préciser les divers points non réglés par les présents statuts.

La composition et l'objet des commissions de travail seront précisés dans ce règlement.

Fait à Mont de Marsan le 4 Février 2022.

M. BOUYRIE
Président

Mme BEROT
Secrétaire



Annexe IV

CONVENTION N° 01/2022

Convention annuelle d'objectifs et de moyens entre le Département des Landes et l'association « LANDES ATTRACTIVITE »

Entre

Le Département des Landes, représenté par son Président, Monsieur Xavier FORTINON, dûment habilité par la délibération du Conseil Départemental n° XX du XXXX 2022, et désigné sous le terme « Département », d'une part,

Et

L'association LANDES ATTRACTIVITE, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 4, avenue Aristide Briand, BP 407, 40012 Mont-de-Marsan, n° SIRET : 782 099 006 00028, représentée par son Président, Monsieur Hervé BOUYRIE, dûment habilité et désignée sous le terme LANDES ATTRACTIVITE, d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

LANDES ATTRACTIVITE, association régie par la loi du 1er juillet 1901 créée à l'initiative du Département, a pour objet statutaire de participer à la préparation et la mise en œuvre de la politique touristique et thermale telle qu'établie par le Conseil départemental dans le Schéma départemental du tourisme et du thermalisme. Elle est en charge du soutien, de l'animation et du développement de l'attractivité territoriale des Landes selon quatre missions :

- être responsable de susciter, favoriser, concevoir, mener toute initiative de nature à concourir au développement de l'attractivité touristique du territoire landais, ainsi qu'à sa promotion touristique en France et à l'étranger ;
- contribuer à assurer l'élaboration, la promotion et la commercialisation de produits touristiques, en collaboration avec les professionnels, les organismes et toute structure locale intéressés à l'échelon départemental et intercommunal ;
- être en charge de l'exploitation de la marque « Landes, Terre des possibles » propriété du Département des Landes ;
- être en charge du soutien, de l'animation et du développement de l'attractivité territoriale.

Le « plan stratégique du tourisme landais », initié et conçu par LANDES ATTRACTIVITE, est conforme à son objet statutaire ;

La politique touristique et thermale du Département définie à travers le schéma départemental de développement du tourisme et du thermalisme approuvé par le Conseil Départemental le 14 décembre 2009 et révisé le 20 février 2020, a notamment pour priorités opérationnelles « un marketing touristique renouvelé et amplifié » ;

Le plan stratégique du tourisme landais 2022 et la stratégie d'attractivité ci-après présentés par LANDES ATTRACTIVITE participent de cette politique ;

La transmission par le Département de l'exploitation de la marque « *Landes, Terre des Possibles* » à l'association « LANDES ATTRACTIVITE » est un outil de mise en œuvre de cette politique ;

Article 1er

Objet de la convention

Compte-tenu de la cohérence du plan stratégique du tourisme landais pour 2022 et de la stratégie d'attractivité adoptés par LANDES ATTRACTIVITE et décrit à l'annexe 1 (laquelle fait partie intégrante de la convention) avec les orientations de la politique touristique et thermale du Département, ce dernier a décidé de soutenir ce plan stratégique en allouant une subvention à « LANDES ATTRACTIVITE ».

Compte-tenu de la transmission de l'exploitation de la marque « *Landes, Terre des Possibles* » à l'association « LANDES ATTRACTIVITE », le Département a décidé de soutenir le plan d'actions de la marque pour 2022 en allouant une subvention à « LANDES ATTRACTIVITE ».

La présente convention a pour objet de définir les modalités de versement de ces subventions.

Article 2

Durée de la convention

La convention a une durée de 1 an à compter de la date de sa signature par les parties.

Article 3

Conditions de détermination du coût du plan stratégique du tourisme landais et du plan d'actions de la marque « *Landes, Terre des Possibles* »

3.1 - Le coût total estimé du plan stratégique du tourisme landais éligible à la contribution financière du Département est évalué à 2 209 469 € en fonctionnement et à 72 000 € en investissement sur la durée de la convention, conformément aux budgets figurant à l'annexe 2.

3.2 - Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du plan stratégique du tourisme landais conformément au dossier de demande de subvention présenté par LANDES ATTRACTIVITE. Ils comprennent notamment :

- tous les coûts qui : sont liés à l'objet du plan stratégique du tourisme landais et sont évalués en annexe ; sont nécessaires à la réalisation du plan stratégique du tourisme landais ; sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ; sont engendrés pendant le temps de la réalisation du plan stratégique du tourisme landais ; sont dépensés par LANDES ATTRACTIVITE ; sont identifiables et contrôlables ;
- les coûts liés aux investissements nécessaires à LANDES ATTRACTIVITE ;

3.3 - Le coût total estimé du plan d'actions de la marque éligible à la contribution financière du Département est évalué à 300 000 € en fonctionnement sur la durée de la convention, conformément au budget figurant à l'annexe 2.

3.4 - Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre du plan d'actions présenté par LANDES ATTRACTIVITE. Ils comprennent notamment tous les coûts qui :

- sont liés à l'objet du plan d'actions de la marque et sont évalués en annexe 1 ;
- sont nécessaires à la réalisation du plan d'action de la marque ;
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
- sont engendrés pendant le temps de la réalisation du plan d'actions de la marque ;
- sont dépensés par LANDES ATTRACTIVITE ;
- sont identifiables et contrôlables.

3.5 - Lors de la mise en œuvre du plan stratégique du tourisme landais et du plan d'actions de la marque, LANDES ATTRACTIVITE peut procéder à une adaptation de ses budgets par des transferts entre natures de charges éligibles.

Cette adaptation des dépenses réalisée dans le respect du montant total des coûts éligibles mentionné au point 3.1 et 3.3 ne doit pas affecter la réalisation du plan stratégique du tourisme landais et du plan d'actions de la marque et ne doit pas dépasser 15 % du montant total des coûts éligibles.

LANDES ATTRACTIVITE notifie ces modifications au Département par écrit dès qu'il peut les évaluer et en tout état de cause **avant le 1^{er} octobre de l'année en cours**.

Le versement du solde annuel conformément à l'article 5 ne pourra intervenir qu'après acceptation expresse par le Département de ces modifications.

Article 4

Conditions de détermination des contributions financières

Le Département contribue financièrement comme suit :

	2022		
	Montant des dépenses prévisionnelles	Montant de l'aide	% des coûts éligibles
Fonctionnement	2 209 469€	1 869 500 €	84,6 %
Marque Landes	300 000 €	200 000 €	66,66%
Investissement	72 000 €	72 000 €	100%
Total	2 581 469 €	2 134 500 €	82,68%

Les contributions financières du Département pour l'exercice 2022 ne sont applicables que sous réserve des trois conditions suivantes :

- le vote de crédits de paiement par le Département ;
- le respect par LANDES ATTRACTIVITE des obligations mentionnées aux articles 1er, 6, 7 et 9, sans préjudice de l'application de l'article 12 ;
- la vérification par le Département que le montant de la contribution n'excède pas le coût de l'action, conformément à l'article 10.

Article 5

Modalités de versement des contributions financières

5.1 - En fonctionnement, le Département verse :

Au titre du plan stratégique du tourisme :

- un acompte égal à trois douzièmes de la subvention octroyée au cours de l'exercice précédent, au début de l'exercice, avant le vote du budget primitif du Département ;
- un acompte de 500 000 € à la notification de la convention ;
- un acompte de 500 000 € au 1^{er} juin ;
- le solde après l'acceptation, le cas échéant, des modifications prévues à l'article 3.5.

Au titre de l'exploitation de la marque :

- un acompte de 50 % à la notification du contrat de licence ;
- le solde libéré en fonction des dépenses effectivement engagées par « Landes Attractivité » en cours d'exercice.

Les subventions sont imputées sur le Chapitre 65, Article 6574 du budget du Département.

5.2 -. En investissement, le Département verse :

- un acompte de 50 % à la notification de la convention ;
- le solde au vu des factures acquittées.

La subvention est imputée au Chapitre 204, Article 20422 du budget du Département.

5.3 - Les contributions financières sont créditées au compte du LANDES ATTRACTIVITE selon les procédures comptables en vigueur.

Les versements sont effectués sur le compte ouvert au nom de

« LANDES ATTRACTIVITE »
Crédit Agricole d'Aquitaine.

Code établissement : 13306

Code guichet : 00937

Numéro de compte : 039426270000

Clé RIB : 95

Code IBAN : FR76 1330 6009 3703 9426 2700 095

Code BIC : AGRIFRPP833

Article 6

Justificatifs

LANDES ATTRACTIVITE s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de chaque exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- le rapport financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- le tableau de bord de l'exécution du plan stratégique du tourisme landais mentionné à l'annexe 1 ;
- le tableau de bord de l'exécution du plan d'action de la marque ;
- les rapports d'activité ;
- les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L612-4 du code de commerce.

Article 7

Autres engagements

LANDES ATTRACTIVITE soit communique sans délai au Département la copie des déclarations mentionnées aux articles 3, 6 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association soit informe de toute nouvelle déclaration enregistrée dans le répertoire national des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

Les actions de communication institutionnelle entreprises par LANDES ATTRACTIVITE devront mentionner le soutien financier du Département des Landes. A cette fin, LANDES ATTRACTIVITE s'engage à faire état de la participation financière du Département des Landes sur tout support, papier ou numérique, qu'il constituerait, et à y reproduire le logo type du Département des Landes. Seul le logotype dans sa version en vigueur pourra être reproduit ; afin d'en disposer sur tout support numérique ou papier, LANDES ATTRACTIVITE sollicitera les services du Département (Direction de la communication : communication@landes.fr).

En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution du plan stratégique par LANDES ATTRACTIVITE, pour une raison quelconque, celui-ci doit en informer le Département sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 8

Protection des données

LANDES ATTRACTIVITE est amené à traiter des données à caractère personnel dans le cadre de son activité.

Les dispositions prises par LANDES ATTRACTIVITE pour traiter les données à caractère personnel conformément au règlement européen sur la protection des données ou à toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données sont décrites à l'annexe 3.

Article 9

Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par LANDES ATTRACTIVITE sans l'accord écrit du Département, celui-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par LANDES ATTRACTIVITE et avoir préalablement entendu ses représentants. Le Département en informe LANDES ATTRACTIVITE par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 10

Evaluation

LANDES ATTRACTIVITE s'engage à fournir un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du plan stratégique du tourisme landais et du plan d'actions de la marque.

Le Département procède, conjointement avec LANDES ATTRACTIVITE, à l'évaluation des conditions de réalisation du plan stratégique du tourisme landais et du plan d'actions de la marque auquel elle a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1^{er}, sur l'impact du plan stratégique du tourisme landais et du plan d'actions de la marque au regard de l'intérêt départemental.

Article 11

Contrôle du Département

Le Département contrôle annuellement que sa contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du plan stratégique du tourisme landais et du plan d'actions de la marque.

Le Département peut exiger le remboursement de la quote-part équivalente de la contribution financière.



Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par le Département, dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 10 ou dans le cadre du contrôle financier annuel. LANDES ATTRACTIVITE s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

Le rapport financier mentionné à l'article 6 est soumis annuellement à l'Assemblée départementale, conformément à l'article L132-6 du code du tourisme.

Article 12

Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 10 et au contrôle prévu à l'article 11.

Article 13

Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant conclu par le Département et LANDES ATTRACTIVITE. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

Article 14

Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 15

Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal Administratif de Pau.


Fait à Mont-de-Marsan en deux originaux, le

Pour LANDES ATTRACTIVITE,
le Président,

Pour le Département des Landes,
le Président,

Hervé BOUYRIE

Xavier FORTINON

 <div>Coincidence Départementale du Tourisme des Landes</div>	PLAN D'ACTION 2022 - LANDES ATTRACTIVITE				ID : 040-224000018-20220401-G02_BP_2022-D	
AXES STRATEGIQUE S	CHANTIERS		OBJECTIFS	Pôle	ACTION	
AXE 1 UNE OFFRE DE QUALITE, STRUCTUREE ET EN PHASE AVEC LES ATTENTES DES CLIENTELES	Chantier 1	Développer l'inscription des acteurs dans des démarches de progrès	Déployer les labels aménagement, qualité de vie & les écocertifications	I&O	Gérer le dispositif "Paysage & Cadre de vie" et le label "Villes et villages fleuris"	
				I&O		
				I&O	Gérer la certification Ecolabel Européen	
				I&O	Poursuivre le déploiement du Fonds Tourisme Durable	
			Déployer les labels patrimoniaux	I&O	Gérer la marque Petites Cités de Caractère	
				I&O	Animer et renforcer la filière des savoir-faire et métiers d'art	
			Déployer les labels accessibilité	I&O	Gérer la marque Tourisme et Handicap	
			Déployer la marque Qualité Tourisme & maintenir l'existant	I&O	Développer et Mettre en oeuvre la plate forme e learning	
				I&O	Maintenir notre leadership national en tant que membre du COPIL de la DGE	
				I&O	Débuter l'accompagnement opérationnel des ganadérias	
				I&O	Gérer le dispositif Partenaire Territorial de la marque QT	
				I&O	Qualifier les prestataires Accueil Vélo sur EV1 et EV3 et par rapport au schéma départemental cyclable.	
				I&O	Animer le réseau (prestataires et référents) Accueil Vélo sur EV1 et EV3 et par rapport au schéma départemental cyclable.	
				I&O	Labelliser hébergement pêche	
			Déployer les labels et classements pour les hébergements	I&O	Classer des meublés	
				I&O	Qualifier les Chambres d'hôtes référence	
			Chantier 2	Accompagner la mise en tourisme des filières prioritaires et des sites majeurs	I&O	Qualifier Surf House Landes
					I&O	Qualification hébergement Tourisme Gourmand
	Chantier 3	Renforcer l'accessibilité et faciliter les mobilités	Renforcer l'information et la communication sur les mobilités			
	Chantier 4	Contribuer à créer les conditions pour favoriser l'investissement touristique	Etre un centre de ressource efficient	I&O	A l'année en fonction des sollicitations.	
			Donner de la visibilité à la destination	M&C	Accompagner la Direction de la Communication du CD sur le déploiement de la Marque Landes & l'appropriation par les acteurs touristiques locaux	
			Intégrer les enjeux du développement durable dans la stratégie de communication de la destination	M&C et I&O	Commencer à prendre en compte les piliers du développement durable et les appliquer à la stratégie de communication Landes Attractivité (numérique responsable...)	
			Manager les messages et contenus	M&C	Accentuer un maillage plus étroit entre les supports Landes Attractivité (print, web et social)	
					Poursuivre ET planifier l'animation des contenus au travers d'un Calendrier Marketing 2022	



AXE 2 UNE DESTINATION FORTE, ATTRACTIVE ET CONNECTEE A SES MARCHES	Chantier 5	Accompagner le déploiement de la destination Landes	Renforcer les relations presse	M&C	Mieux adapter les outils presse aux besoins
			Animer les réseaux touristiques	M&C	Organiser l'échange de dépliant touristiques Développer l'offre Terra Aventura & sa communication
			Faire des Landais des ambassadeurs de la destination	M&C	Etendre et dynamiser le réseau Greeters (Cible HABITANTS) Retravailler le Manuel du Saisonnier (Cible SOCIOPROS)
			Renforcer la visibilité Landes via ses portes d'entrée (gares, aéroports, aires d'autoroutes ...)	M&C	Développer la communication vers les aéroports, gares
				M&C	Intégrer dans le Calendrier Marketing les relais via la Maison de la Nouvelle-Aquitaine [MNA] et CRT Nouvelle-Aquitaine [CRT NA]
	Chantier 6	Déployer une stratégie marketing partagée et offensive	Elaborer la stratégie marketing	M&C	Travailler le faire savoir
			Poursuivre l'accompagnement des filières prioritaires	M&C	Communiquer sur la destination Landes
				M&C	Animer le Club LITTORAL
				M&C	Animer le réseau du TOURISME GOURMAND
				M&C D&S I&O	Travailler la filière THERMALISME/BIEN-ETRE
				M&C	Travailler l'EVENEMENTIEL comme levier de désaisonnalisation
					Se repositionner sur l' ITINERANCE (notamment à vélo) (département dont le vélo est une part de l'ADN)
AXE 3 UNE DESTINATION FORTE, ATTRACTIVE ET CONNECTEE A SES MARCHES	Chantier 7	Renforcer la contribution du tourisme à l'économie départementale	Poursuivre le travail sur la désaisonnalisation	M&C	Développer les retombées du "Printemps " et de l'Automne "
			Développer l'accès des acteurs touristiques à la réservation en ligne	D&S	Recrutement de nouveaux prestataires
			Renforcer la visibilité Landes auprès des TO, autocaristes, agences et CE	D&S	Développer la commercialisation groupe Prospection des opérateurs de tourisme groupe/CE
	Chantier 8	Viser l'excellence sur les outils web	Faire évoluer le site	M&C	Garantir une information à jour, précise et détaillée, adaptée à la demande dans un environnement intuitif, ergonomique, facile d'accès et bien référencé
			Développer une carte interactive vectorielle en lien avec la donnée Open Street Map	M&C	Suivre l'évolution de la carte collaborative OSM intégrée sur le site de Landes Attractivité
			Travailler sur le maillage de l'info Web/Print/RS	M&C	Réfléchir à un internet de séjour
			Déployer une stratégie réseaux sociaux/web connectée avec les partenaires	M&C	Poursuivre et amplifier une présence sur les réseaux sociaux sur les langues étrangères Remettre en service le calendrier rédactionnel partagé [native (fil éditorial) VS sponsorisations (publicités)].



				Animer, publier, modérer, analyser sur la base d'un calendrier de publication Landes
	Chantier 9	Faire de l'événementiel un vecteur d'attractivité	Elaborer des dispositifs de promotion adaptés aux zones de rayonnement des événements	M&C Cibler et hiérarchiser les événements d'automne
	Chantier 10	Mettre le client au cœur de la stratégie	Définir les modalités d'intégration des avis clients dans la stratégie de Landes Attractivité	M&C En réflexion pour l'affichage sur le site (remontée d'un widget TripAdvisor)
			Faire de la qualité de l'accueil une priorité	M&C Voir : Manuel du Saisonnier, Greeters, Structuration Tourisme Gourmand, Animer les réseaux touristiques (modules d'accompagnement)
				I&O Assurer le (re)classement des Offices de Tourisme
				I&O Suivi de la démarche qualité plages (SMGBL)
				I&O Organiser les rencontres OT-Landes Attractivité
	Chantier 11	Développer un management collectif et coopératif de la destination	Créer des instances communes (OT/intercos, CCI, ...) de réflexion, de pilotage stratégique, de projet, d'action et d'évaluation	M&C Pilotage des Clubs, filières ou réseaux
			Mutualiser des moyens, des outils et des actions pour gagner en efficacité	D&S Animer le réseau SIRTQUI et améliorer la qualification de la donnée
			Mettre en réseau des compétences	D&S Pilotage et animation du projet départemental Open Street Map
				M&C Animer des ateliers réseaux sociaux pour les OT
				I&O Déploiement de QT à l'échelle régionale (pilotage MONA)
	Chantier 12	Développer une culture commune de l'économie touristique avec les acteurs du tourisme (élus, hébergeurs, activités,...)	Sensibiliser les acteurs aux enjeux de la filière	Tous pôles Publication d'une newsletter pros mensuelle Landes Attractivité
			Etre un relais des innovations et de l'actualité de la filière touristique	Tous pôles
			Accompagner les acteurs du patrimoine et des savoir faire landais	I&O Qualification de leur offre et mise en valeur.
	Chantier 13	Accompagner les collectivités dans leurs stratégies de territoires et leurs projets	Etablir, à la demande, des diagnostics de territoire ou des accompagnements spécifiques	I&O Réfléchir à une stratégie d'accompagnement des collectivités après la réalisation des Diags
	Chantier 14	S'inscrire dans une dynamique collective avec les autres acteurs institutionnels du tourisme	Faire connaître le plan stratégique de Landes Attractivité	M&C Communiquer sur le plan stratégique 2022-2027
			Participer au collectif G12 et nourrir des partenariats avec les territoires voisins	M&C COTECH M&C
			Contribuer aux projets régionaux et nationaux	M&C Gagner en visibilité sur les actions menées : <> Biarritz Golf Destination I&O <> Contrat Destination Atlantique <> EV1 et EV3
				I&O Partenariat avec l'ACIR Compostelle pour la mise en place d'un observatoire sur les pèlerins
				I&O Partenariat avec l'ACIR pour la restitution de l'enquête inter régionale 2021 (avril-octobre)
				I&O Suivi des travaux d'observation au niveau national (ADN Tourisme, commission observation)
				I&O Finaliser et mettre en œuvre la stratégie d'observation en interne
			Conforter la connaissance du marché et des clientèles	I&O Analyser la fréquentation touristique dans les Landes
				I&O Collecte de données économiques
				I&O Mettre en place une réflexion pour la collecte des données concernant la capacité d'accueil en 2023
			Coordonner la mise en place d'observatoires locaux	I&O Poursuivre le déploiement de Flux vision tourisme à l'échelle des EPCI et réflexion sur la continuité du dispositif
				I&O Achat de données complémentaires en fonction des besoins
				I&O Réflexion à mener sur la mise en place des indicateurs PILOT et animation du dispositif
				I&O Animer le dispositif mutualisé de conjoncture avec les territoires
			Développer la veille et le benchmark	I&O Effectuer la veille et le benchmark nécessaires aux missions de Landes Attractivité : observation, qualification, commercialisation, promotion,
	Chantier 15	Susciter/Favoriser l'innovation et l'expérimentation	Favoriser l'innovation en partenariat avec les acteurs de référence du secteur	M&C/I S'appuyer sur les expertises locales pour qualifier et valoriser la donnée libre sur les outils numériques du territoire



		Travail transversal avec les universités et écoles	Tous pôles	Intégrer des étudiants dans des projets innovants
INTERNE	S'engager dans la qualité	Maintenir la certification ISO	I&O	Poursuivre l'animation et passer le demi
		Mettre en place une gestion informatique de la qualité la plus automatisée possible	D&S/ I&O	Trouver le ou les logiciels adaptés
	Optimiser la gestion administrative	Maîtriser et suivre les dépenses	ADM	Lancer la consultation expertise comptable
		Mieux maîtriser les conventions	Tous pôles	Poursuivre le suivi régulier du budget dans les pôles et enregistrer les dépenses en temps réel
		Limitier le temps consacré aux tâches administratives	D&S	Mettre en place un process de suivi pour la Centralisation des conventions / Appels d'offres
		Ancrer le processus d'archivage des documents relatifs aux achats	ADM	Restructuration de la gestion des RH au sein des pôles
			ADM	Déployer le logiciel de dématérialisation des notes de frais
		Disposer d'outils performants et adaptés		Exploitation de l'outil Photothèque
			D&S	Maintien d'un Système Informatique et téléphonique optimum
				Déployer un outil collaboratif pour l'interne et avec les OT
		Partager ses savoir-faire	Tous pôles	Formation Tourinsoft -Transfert de compétences sur les outils -
	Faire évoluer le management	Intégrer la culture des chiffres/indicateurs internes	Tous pôles	Déploiement, suivi analyse régulière des tableaux de bord
	Engager Landes Attractivité dans une démarche écoresponsable/RSE	Fédérer l'équipe autour d'une démarche écoresponsable	Tous pôles	Mise en oeuvre d'un plan d'actions issu du diagnostic réalisé en 2021
	Valoriser le travail & les actions de Landes Attractivité	Communiquer et relayer les opérations départementales commerciales auprès de tous les sociopros et de nos réseaux professionnels Donner une meilleure visibilité et plus qualitative en rapport avec le travail effectué.	D&S M&C	Refondre l'espace pro
			M&C	Réaliser un support de valorisation des prestations et expertises de Landes Attractivité



FONCTIONNEMENT GENERAL

ID : 040-224000018-20220401-G02_BP_2022-DE

CHARGES	BP 2021	BP 2022	PRODUITS	BP 2021	BP 2022
EDF	5 600 €	4 500 €	Cotisations statutaires	25 350 €	25 650 €
Eau	540 €	300 €	Remb formation	5 000 €	6 000 €
Petites fournitures	4 000 €	2 300 €			
Fournitures administratives	2 500 €	1 800 €			
Carburants	8 200 €	6 000 €			
Location salle	420 €				
Location parking	3 100 €	3 100 €			
Location 3ème étage	8 880 €	9 300 €			
Location local stock	7 300 €	7 300 €			
Location véhicules	13 500 €	13 500 €			
Charges locatives de copropriété	3 800 €	3 800 €			
Entretien des véhicules	500 €	800 €			
Entretien des locaux	9 000 €	6 800 €	PRODUITS PROPRES A L'ASSOCIATION	30 350 €	31 650 €
Maintenance et Location Copieurs	7 500 €	3 000 €	Subvention Fonctionnement départementale	1 869 500 €	1 869 500 €
Hébergement et Maintenance Informatique	21 000 €	21 000 €			
Développement Logiciels	2 000 €	1 500 €			
Assurances	7 500 €	8 100 €			
Etudes et recherches	1 500 €	1 500 €	Sous-total Subv. Départementale	1 869 500 €	1 869 500 €
Abonnements/Revue/Documentations	2 000 €	1 500 €			
Séminaires/JT/Teambuilding	4 500 €	3 000 €	Subventions des communes	500 €	500 €
Frais de formation	16 000 €	18 000 €			
Honoraires	21 000 €	19 000 €	Sous-total autres Subventions	500 €	500 €
Publications	500 €	300 €	SUBVENTIONS	1 870 000 €	1 870 000 €
Cadeaux	5 100 €	4 000 €			
Transport	200 €	200 €			
Missions/Réceptions	12 000 €	6 500 €			
Affranchissement/Frais postaux	6 600 €	7 000 €			
Téléphones fixes	8 700 €	9 200 €			
Téléphones portables	5 500 €	4 900 €			
Services bancaires	900 €	1 000 €			
Cotisations CDT des Landes	10 000 €	9 700 €			
ACHATS ET SERVICES EXTERNES	199 840 €	178 900 €			
Taxe sur les salaires	56 600 €	58 000 €			
Taxe d'apprentissage	5 780 €	1 000 €			
Participation à formation professionnelle	13 800 €	14 000 €			
Participation à l'effort de construction	3 820 €				
Autres impôts (admin)	170 €	170 €			
CET	700 €	700 €			
Taxes foncières	2 800 €	2 800 €			
Taxe handicapés AGEFIPH	- €	400 €			
IMPOTS ET TAXES	83 670 €	77 070 €			
Salaires bruts	850 365 €	868 805 €			
Provisions pour congés payés					
Contrat apprentissage					
Indemnités/Primes	1 000 €	500 €			
Cotisations urssaf	231 350 €	234 577 €			
Cotisations Mutuelle	9 800 €	10 000 €			
Cotisations Caisses de retraite	54 820 €	57 341 €			
Cotisations Prévoyance NC	1 000 €	650 €			
Cotisations Prévoyance C	11 100 €	13 901 €			
Cotisations aux autres org. Sociaux					
Autres charges sociales (Provision ch. S/ CP)					
Médecine du travail	3 200 €	3 300 €			
Autres charges de personnel					
CICE					
SALAIRES ET CHARGES	1 162 435 €	1 189 074 €			
Droits d'auteur					
Pertes sur créances douteuses					
Charges de gestion courante					
Amortissements incorporels et corpo.	58 200 €	63 168 €			
EXPLOITATION DIVERS	58 200 €	63 168 €			
Sous total 1 EXPLOITATION	1 504 145 €	1 598 212 €	Sous total 1 EXPLOITATION	1 900 350 €	1 901 650 €
Charges d'intérêts			Intérêts Livret	600 €	250 €
Intérêts prêts bancaires	1 593 €	1 413 €			
Sous total 2 FINANCIER	1 593 €	1 413 €	Sous total 2 FINANCIER	600 €	250 €
Provisions pour Indemnités Fin de carrière		10 000 €			
Pénalités, amendes			Produits exceptionnels		
Charges sur exercices antérieur			Produits cession éléments actifs		
Dotation provision risques et charges			Produits sur ex. antérieur		
VNC éléments d'actifs cédés			Quote part sub investissement	47 639 €	55 552 €
Autres charges exceptionnelles			Autres produits exceptionnels		
Sous total 3 EXCEPTIONNEL	- €	10 000 €	Sous total 3 EXCEPTIONNEL	47 639 €	55 552 €
IS	200 €	200 €			
TOTAL GENERAL	1 505 938 €	1 519 826 €	TOTAL GENERAL	1 948 589 €	1 957 452 €

442 651 € 437 626 €

Pôle Ingénierie & Observation

CHARGES	BP 2021	BP 2022	PRODUITS	BP 2021	BP 2022
Observatoire	42 840 €	56 009 €	Observatoire	9 500 €	11 250 €
Env & Cadre de vie	67 927 €	50 521 €	Env & Cadre de vie	46 141 €	19 060 €
Démarches Qualité	12 700 €	15 200 €	Démarches Qualité	3 350 €	2 200 €
Meublés	8 886 €	8 936 €	Meublés	85 983 €	91 918 €
Patrimoine	10 750 €	8 600 €	Patrimoine	1 700 €	1 700 €
TOTAL	143 103 €	139 266 €	TOTAL	146 674 €	126 128 €
				3 571,08 €	13 137,76 €



Pôle Marketing & Communication					
CHARGES	BP 2021	BP 2022	PRODUITS	BP 2021	BP 2022
Générique	245 650 €	227 100 €	Générique	49 760 €	18 000 €
Actions Co & Filières Landes	161 155 €	148 000 €	Actions Co & Filières Landes	68 950 €	76 189 €
Contrats de Destination	20 000 €	18 500 €	Contrats de Destination	- €	2 500 €
Outils	27 000 €	20 000 €	Outils	- €	- €
Evènements	14 900 €	12 000 €	Evènements	- €	- €
Service Presse	25 000 €	25 000 €	Service Presse	- €	- €
TOTAL	493 705 €	450 600 €	TOTAL	118 710 €	96 689 €
				- 374 994,56 €	- 353 911,43 €

Pôle Data & Systèmes					
CHARGES	BP 2021	BP 2022	PRODUITS	BP 2021	BP 2022
Commercialisation	65 000 €	61 400 €	Commercialisation	30 000 €	28 000 €
Outils	25 380 €	19 560 €	Outils	2 700 €	1 200 €
Applicatifs	5 247 €	5 617 €	Applicatifs	- €	- €
Open Street Map	8 300 €	13 200 €		- €	- €
TOTAL	103 927 €	99 777 €	TOTAL	32 700 €	29 200 €
				- 71 227,19 €	- 70 577,36 €

CHARGES	BP 2020	BP 2022	PRODUITS	BP 2020	BP 2022
TOTAL DES CHARGES	2 246 673 €	2 209 469 €	TOTAL DES PRODUITS	2 246 673 €	2 209 469 €

Résultat 0 € - 0 €

BUDGET INVESTISSEMENT

CHARGES	BP 2021	BP 2022	PRODUITS	BP 2021	BP 2022
Site internet	10 000 €	10 000 €	Subvention Conseil Départemental	72 000 €	72 000 €
Photos, Vidéos	20 000 €	18 000 €			
Plateforme E learning		30 000 €			
Logiciels/Outils/Matériel	4 000 €	4 000 €			
Open Street Map	38 000 €	10 000 €			
TOTAL	72 000 €	72 000 €	TOTAL	72 000 €	72 000 €

Annexe 3

Protection des données

LANDES ATTRACTIVITE est autorisée à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les services suivants : la qualification, la promotion et la commercialisation de l'offre touristique du département et la professionnalisation des acteurs touristiques.

La nature des opérations réalisées sur les données est :

- la collecte des données ;
- le stockage des données ;
- la diffusion des données.

Les finalités du traitement sont :

- le recensement de toutes activités touristiques du département ;
- la gestion de fichiers prospects pour des opérations d'information ou de communication se rapportant à l'activité de LANDES ATTRACTIVITE ;
- la diffusion de newsletters ;
- le suivi des classements et labellisations ;
- la convocation ou invitation aux réunions ou événements organisés par LANDES ATTRACTIVITE ;
- l'organisation du travail, la gestion des carrières.

Les données à caractère personnel sont : nom, prénom, adresse, téléphone et e-mail.

Les catégories de personnes concernées sont :

- les prestataires touristiques des Landes ;
- les prospects ou futurs clients touristiques ;
- les sous-traitants ;
- les élus départementaux des Landes ;
- les salariés de LANDES ATTRACTIVITE.

Pour l'exécution de la présente convention, le Département met à la disposition de LANDES ATTRACTIVITE les informations nécessaires suivantes :

- liste nominative des conseillers départementaux et des conseillères départementales membres de l'assemblée générale de LANDES ATTRACTIVITE.

LANDES ATTRACTIVITE s'engage à :

- Traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet de la présente convention ;
- Traiter les données communiquées par le Conseil Départemental conformément à ses instructions. Si le Département considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre

disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement LANDES ATTRACTIVITE ;

- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la présente convention.

Notification des violations de données à caractère personnel

LANDES ATTRACTIVITE s'engage à notifier au Département toute violation de données à caractère personnel le concernant dans un délai maximum de 12 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : courriel au Direction tourisme.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au Département, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrement de données à caractère personnel concernés ;

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Mesures de sécurité

LANDES ATTRACTIVITE s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- Exiger la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel auprès des fournisseurs de logiciels métiers ;
- Déployer les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- Déployer les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- Engager une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Sort des données

Au terme de la convention, LANDES ATTRACTIVITE s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel communiquées par le Conseil Départemental.

Une fois détruites, LANDES ATTRACTIVITE doit justifier par écrit de la destruction.



Avenant à la convention de financement pour le déploiement du Plan d'actions en faveur du Thermalisme

ENTRE

Le **DEPARTEMENT DES LANDES**

Hôtel du Département

23, rue Victor Hugo

40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Tél. : 05.58.05.40.40

Numéro SIRET : 224 000 018 00016

Numéro APE : 751A

représenté par Monsieur Xavier FORTINON en qualité de Président du Conseil départemental des Landes, dûment habilité par délibération du Conseil départemental n° XX du XXXX 2022,

désigné ci-après sous le terme « le Département »

d'une part,

ET

L'association LANDES ATTRACTIVITE

4, avenue Aristide Briand

40012 MONT DE MARSAN CEDEX

Tél : 05.56.25.11.67

Numéro SIRET : 782 099 006 0028

représentée par Monsieur Hervé BOUYRIE en qualité de Président,

désignée ci-après sous le terme « le bénéficiaire »

d'autre part,

Vu la délibération n° C1 en date du 6 mai 2021 par laquelle le Conseil départemental a adopté les modalités d'intervention du déploiement du plan d'actions en faveur du thermalisme,

Vu la délibération n° G-2/1 du 23 juillet 2021 par laquelle la Commission Permanente du Conseil départemental a octroyé au Comité Départemental du Tourisme une aide de 103 700 € dans le cadre de l'opération les « Landissimes thermales »,

Vu la délibération n° XX en date du XXXX 2022 par laquelle le Conseil départemental a approuvé les statuts de l'association « Landes Attractivité »,



Vu la délibération n° XX en date du XXXX 2022 par laquelle le Conseil départemental a approuvé l'avenant n°1 à la convention de déploiement de l'opération « Les Landissimes thermales » signée le 27 septembre 2021,

PREAMBULE

Fin 2021 le Département a sollicité le CDT afin qu'il puisse intégrer de nouvelles compétences dès 2022 et ainsi étendre le champ de ses missions sur l'attractivité des territoires. Cela implique une modification statutaire de l'association, qui choisit également une nouvelle dénomination: « Landes Attractivité » et sera en charge du soutien, de l'animation et du développement de l'attractivité territoriale des Landes.

Durant les deux dernières années 2020 et 2021, et afin de faire face à la crise sanitaire et économique, la marque a fait du soutien à la relance de l'activité son principal objectif, en s'associant aux soutiens à l'activité touristique pilotés par le Comité départemental du tourisme et financé par le Département : « Les Landissimes » et « Les Landissimes gourmandes », puis l'opération de promotion des produits locaux « Absolument Landes », mais également « Les Landissimes thermales » prolongées pour la relance de la saison 2022.

L'opération « Les Landissimes thermales » a permis, fin 2021, de générer 750 bons sur les 1 000 prévus dans le cadre de la convention annuelle signée le 27 septembre 2021 entre le Département des Landes et le Comité départemental du tourisme. Ainsi, 250 bons, soit 25 000 € pourront être déployés en 2022 dans le cadre de cet avenant à la convention initiale.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 :

Les dispositions de l'article 1 « Objet » sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« La présente convention a pour objet de définir les modalités de financement relatives au dispositif d'intervention de Landes Attractivité dans la mise en place du Plan d'actions en faveur du thermalisme voté par le Département à savoir les « bons vacances » (opération « Landissimes thermales ») pour 2021 / 2022 ».

ARTICLE 2 :

Les dispositions de l'article 3 « Détermination de l'opération liée au plan d'action en faveur du thermalisme » sont partiellement remplacées par les dispositions suivantes :

« Ce dispositif consiste à faire bénéficier d'un bon de remboursement de 100 € les 1 000 premières personnes qui auront réservé un séjour thermal dans les Landes comprenant à minima une cure thermale conventionnée et un hébergement marchand de la même durée (réservation après le 30 avril 2021 pour un séjour entre le 19 mai 2021 et le 31 décembre 2022).

Les conditions d'octroi de ces bons sont la réservation d'une cure et d'un hébergement marchand de 3 semaines minimum dans les Landes.

L'inscription se fait en ligne sur une plateforme dédiée sur le site de Landes Attractivité www.tourismelandes.com après la réservation de son séjour.

Le curiste touchera par virement un remboursement de 100 € sur transmission, au plus tard 1 mois après la fin de sa cure, des justificatifs nécessaires au contrôle de ses dépenses.».



ARTICLE 3 :

Les dispositions de l'article 5 « Modalités de versement de la subvention globale » sont partiellement remplacées par les dispositions suivantes :

« 5.1 - Le Département verse :

- un acompte de 50 000 € à la signature de la convention ;
- le solde 2021 de l'opération sur présentation du décompte définitif de l'opération avant la fin de l'exercice comptable de l'année 2021, d'un bilan quantitatif et qualitatif de cette action engagée par le Comité Départementale du Tourisme dans le cadre de ce plan de soutien en faveur du thermalisme ;
- le solde 2022 de l'opération sur présentation du décompte définitif de l'opération avant la fin de l'exercice comptable de l'année 2022, d'un bilan quantitatif et qualitatif de cette action engagée par le Comité Départementale du Tourisme dans le cadre de ce plan de soutien en faveur du thermalisme. »

ARTICLE 4 :

Dans les articles 3, 4, 5, 6, 7 et 8 la désignation « Comité départemental du tourisme des Landes » est remplacée par la désignation « Landes Attractivité ».

ARTICLE 5 :

Les autres dispositions de la convention initiale demeurent inchangées.

Fait à Mont de Marsan en deux originaux, le

Pour l'association
Landes Attractivité,
Le Président,

Pour le Département des Landes,
Le Président du Conseil départemental,

Hervé BOUYRIE

Xavier FORTINON



PARC NATUREL REGIONAL DES LANDES DE GASCogne

AVENANT N°2 AU CONTRAT DE PARC 2018 - 2020

ENTRE

La Région Nouvelle-Aquitaine, sis 14 rue François de Sourdis 33 000 BORDEAUX, représentée par son Président Alain ROUSSET, ci-après désignée « la Région »,

Le Département de la Gironde, 1 Esplanade Charles de Gaulle – CS 71223-33074 BORDEAUX cedex, représenté par son Président Jean-Luc GLEYZE,

Le Département des Landes, 23 rue Victor Hugo – 40025 MONT DE MARSAN, représenté par son Président Xavier FORTINON,

Le Syndicat Mixte de Gestion et d'Aménagement du Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne, 33 route de Bayonne – 33830 BELIN-BELIET, représenté par son Président Vincent DEDIEU, ci-après désignée « le Parc »,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L4211-1 et L4221-1,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L333-1 à L333-3 et R333-1 à R333-6,

Vu le décret 2014-50 du 21 janvier 2014 portant du classement du Parc naturel régional des Landes de Gascogne,

Vu la délibération n°2016.3162.SP du Conseil régional Nouvelle-Aquitaine en dates des 19 décembre 2016 relative à la nouvelle politique régionale en faveur des Parcs naturels régionaux,

Vu la délibération n°2017.2607.SP du Conseil régional Nouvelle-Aquitaine du 18 décembre 2017 approuvant le contrat de Parc du Parc naturel régional des Landes de Gascogne 2018-2020,

Vu la délibération n°2020.1871.SP du Conseil régional Nouvelle-Aquitaine du 16 novembre 2020 approuvant l'avenant N°1 au contrat de Parc du Parc naturel régional des Landes de Gascogne 2018 – 2020,

Vu la délibération n°2021.2114.SP du Conseil régional Nouvelle-Aquitaine du 13 décembre 2021 approuvant l'avenant N°2 au contrat de Parc du Parc naturel régional des Landes de Gascogne 2018 – 2020,

Vu la délibération n°XXXX.CP du Conseil départemental de la Gironde du XXX 2022 approuvant l'avenant N°2 au contrat de Parc du Parc naturel régional des Landes de Gascogne 2018 – 2020,

Vu la délibération n° XX de l'Assemblée départementale du Conseil départemental des Landes du XXX mars 2022 approuvant l'avenant N°2 au contrat de Parc du Parc naturel régional des Landes de Gascogne 2018 – 2020,

Vu la délibération n°XX du Syndicat mixte du Parc naturel régional des Landes de Gascogne en date du 19 octobre 2021 approuvant l'avenant n°2 au contrat de Parc 2018 – 2020,

Considérant que le contrat de Parc du Parc naturel régional des Landes de Gascogne a été élaboré pour la période 2018-2020, en lien étroit avec le Département de la Gironde et le Département des Landes, tous deux signataires du contrat de Parc.

Considérant, que la Région engage une réflexion sur la politique régionale en faveur des parcs naturels régionaux durant l'année 2022, et qu'il y a nécessité de poursuivre la transition écologique, environnementale et de mutation économique des territoires, la Région propose au Syndicat mixte du Parc naturel régional des Landes de Gascogne dont le contrat arrive à échéance au 31 décembre 2021 de le prolonger d'une année.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1

Les dispositions de l'article 3 « Durée du contrat de Parc » sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

« Le présent contrat est conclu entre les parties pour la période courant du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2022 ».

ARTICLE 2

Dans le titre du contrat de parc et dans l'article 2-2, la mention « 2018-2020 » est remplacée par la mention « 2018-2022 ».



ARTICLE 3

Entre la première et la deuxième phrase de l'article 5-1 « Modalités de mise en œuvre du contrat de Parc pour la Région », il est inséré la phrase suivante :

« L'enveloppe maximale prévisionnelle mobilisable par la Région dans le cadre du contrat de Parc au titre de sa ligne budgétaire en direction des Parcs naturels régionaux est de 55 000 € pour l'année 2022. Il s'agit d'un élément de cadrage ne valant pas engagement financier. »

ARTICLE 4

Dans l'article 11 « Annexes », la liste des annexes est complétée par l'annexe suivante : « - Annexe 2 : Programme d'actions du contrat de Parc 2022 ». L'annexe en question est jointe au présent avenant.

ARTICLE 5

Les autres dispositions du contrat de Parc demeurent inchangées.

Fait à le.....

En 4 exemplaires

Le Président de la Région Nouvelle-
Aquitaine

Le Président du syndicat mixte de gestion et
d'aménagement du Parc naturel régional
des Landes de Gascogne

Alain ROUSSET

Vincent DEDIEU

Le Président du Conseil Départemental
de la Gironde

Le Président du Conseil Départemental
des Landes

Jean Luc GLEYZE

Xavier FORTINON



TABLEAU ANNEXE AU CONTRAT DE PARC

Orientati on	Mesur e	n° de fiche projet	Intitulé Projet/action	Année 2022	Autofinan cement	CRNA ligne sectoriel le	Etat	Europe	Départ ement Gironde	Départ ement Landes	Autre financé	ID : 040-224000018-20220401-G02_BP_2022-DE
1-2		1	Biodiversité en forêt	45 000								Suiv. projet forêt et biodiversité
2-1		2	Gestion et préservation des rivières	45 300								
			Entretien de la Leyre (ITC)	45 000								
2-2		3	SAGE Leyre	153 390								ingénierie
			Suivi étude nappe	10 750								tarage enregistreurs de débit (3 stations sur 8)
			Actions SAGE dont communication	5 000								
				259 440	0	0	0	0	0	0	0	
3-1	20	22	4	Préservation des vallées de la Leyre et des Lagunes : animation docob & RNR	73 100							Ingénierie Natura 2000 et animation de la démarche réserve naturelle régionale du Graoux
			Observatoire des sites naturels majeurs	17 500								Suivi lagunes espèces cibles (leucorhines-amphibiens) / stage Dendro forêt alluviales / suivi loutres / indicateurs Coléoptères forêt DRE
			Animation Docob Camp du Poteau avec ONF									
			Plan de gestion "Domaine d'Hostens et lagunes du Gat Mort"	14 833								Suivi du Plan de gestion d'Hostens Lagunes du Gat Mort
			Etude et travaux RNR									
			Gestion globale et coordonnée du Delta de la Leyre et accompagnement BA Val de l'Eyre	32 250								Etat des lieux et panneaux d'information ou petits travaux chez propriétaires sur ligne sectorielle
				10 000								Accompagnement des communes BA Val de l'Eyre Mise en œuvre du PCG delta validé en comité stratégique / suivi du volet GEMAPI Perspective projet animation 2H avec AEAG et autres partenaires Travaux : Jussie et suivi hydraulique Escalopier 2020-2021 (report)
				17 500								Acquisition continue d'information sur les carrés (année standard)
3-1			5	Atlas et suivi de la biodiversité	9 625							Ingénierie pour le développement ABC et les faire connaître Edition pour les communes en partenariat avec les départements
				UFE interPNR Abeilles sauvages	96 267							Ingénierie
				UFE CROAA / Rendus et suivi 2022	5 949							Ingénierie
3-2			6	Coordination projets TVBN et outils cartographiques	19 250							Ingénierie pour la coordination et développement des trames à l'échelle communale / outils cartographiques en ligne
				Accompagnement communal (gestion intégrée, TVBN,) et portés à connaissance aux projets du territoire	43 275							Développement d'actions de gestion intégrée de l'environnement en direction du patrimoine des collectivités
					2 500							Gestion : mise en œuvre d'interventions et petits équipements pour 3 projets communaux
					8 700							Expertise : Plan de gestion différencié 2 communes (stage en appui), Diagnostics arbres/bât (assistance technique), suivi des espèces patrimoniales flore Semences et mises en pépinières (développement semences locales)
					2 500							Médiateur biodiversité
3-2			7	Former et rendre acteurs de la biodiversité	23 467							Formations pour accompagnement local et formations naturalistes
				Formations Elus/naturalistes	9 000							Outils Médiation et assistance et 24h00
				Documents et outils de sensibilisation	4 900							abonnements géomatique online / interface foncier (CEM ou IGEOM)/sond chiro
				Abonnements acquisitions	3 340							
					393 956	0	0	0	0	0	0	
	34	8	Transition énergétique	Ingénierie	42 600		0					
	36	9	Appropriation des enjeux territoriaux	Stagiaire en aménagement	3 600							Réflexion sur le ZAN ou co-animation du plan paysage
4-2	37	10	Finaliser le dossier de labélisation	Rédaction du dossier de labélisation RICE	14 000							ingénierie ou stagiaire et moyen d'animation et communication
	39	11	Soutien à l'innovation architecturale et	Concours Paysages et Architectures	5 000							concours en partenariat avec le CAUE
		12		Plan Paysage	30 000							Réalisation de la phase 1 : diagnostic avec une co-animation de la démarche participative par le Parc.
4-3		13	Amener à la reconnaissance de la valeur des paysages	Chargé de mission Paysage	21 000							
	42-43	14	Sensibilisation des habitants au paysage	outils d'animation public	5 000							réalisation d'une journée d'animation et d'un cahier de valorisation (OPP ou autre
				TOTAL ACTIONS ET INGENIERIE	121 200	0	0	0	0	0	0	
DO 5-	46	15	Valorisation touristique de l'hivernage des Grues	Produits de découverte	2 000							Valorisation hivernage Grues et autres oiseaux d'hiver. Coordination et valorisation de produits de découvertes et de sites d'observation. Réalisation d'une brochure de promotion des sorties et séjours sur le territoire d'hivernage
			Accompagnement des acteurs de l'Eco destination dans leur qualification et innovation en tourisme durable	Chargé de mission Eco destination	42 000							Projet Eco destination. Chargé de mission à temps complet pour l'animation et mise en œuvre du projet d'accompagnement des acteurs pour la qualification et la valorisation de l'offre sur les filières du territoire (écotourisme, linéarité). Accompagnement transition des équipements touristiques et des offices de tourisme, boîte à outils des prestataires, référentiel adapté pour les producteurs. Programme annuel de formations en tourisme durable à destination des techniciens et prestataires du territoire. relation clients, transition énergétique, adaptation au changement climatique, sensibilisation des clients, Organisation
				Accompagnement collectif	8 000							Poursuite et renouvellement de la carte guide du Parc, document de référence à deux entrées : les sites à découvrir, les pratiques de pleine nature à privilégier. Déclinaison en format affiche avec périmètre à jour. Conception d'un carnet d'hôtes numérique pour les clients du réseau Imaginaterres.
				forum+ rencontres	7 000							
				Edition Carte du Parc	8 000							Réalisation d'une signalétique « Relais du Parc » pour les 3 premiers OT engagés dans une démarche tourisme durable avancée : Le Teich, Cœur du Bassin et Val de l'Eyre (commande globale et prise en charge par chacun).
				Carte format affiche	900							Participation au déploiement de Destination Parcs 2022. Partenariat Inter Parcs avec le CRINA.
				Edition : carnet d'hôtes	700							Reportages photos Imaginaterres : portraits, offres...
				Affiche QR codes	100							
				Signalétique Relais PNR	600							
				Actions de promotion de l'écotourisme	5 000							
				Enrichissement contenus Escapades Écopositives	5 000							
				Organisation d'événement	4 000							Participation à l'organisation d'un événement type "Parc à pied" ou "Parc à vélo"
	51-52	20	Maîtriser les pratiques consommatrices d'espaces	Kit accompagnat manifestat sportives	2 000							Action Inter Parcs en réponse à l'appel à projets régional : pour les bonnes attitudes (Parc attitude) + dépliant commun bonnes pratiques en sports. Enquête communes
				Action inter parc	8 000							
5-1/ 5-3	47- 58- 59	21	Marque	contribution prog national	2 000							Marquage sorties accompagnées et éducation à l'environnement, apiculture, hébergements touristiques et activités nautiques
				total PPS	95 300	0	0	0	0	0	0	
5-1	65	23		Mission inventaire du patrimoine	40 000							Poursuite de l'inventaire du patrimoine bâti antérieur à 1950, évaluation patrimoniale de ce bâti et diffusion et valorisation de ces données
6-2	68	24	Développer l'événementiel	Événementiels	20 000							Mise en place d'événementiels du Parc qui valorise des lieux patrimoniaux, la création artistique spécifique à une thématique, explorant de nouveaux champs artistiques, avec un
6-2	69- 70- 71	25	Contrat de coopération culturelle EAC multipartenaires	Projets de coopérations culturelles et EAC	70 000							En cours de discussion avec les partenaires culturels dans la perspective de signature d'une convention labélisant le territoire comme un territoire culturel de rencontres (Montant et partenariat à confirmer)
6-2	69- 70- 71	26	Pour une création culturelle innovante, forte et participative	Accompagnement des porteurs de projets	35 000							Accompagnement des porteurs de projets culturels - associatifs, Cie, artistes pour le développement d'initiatives fondées sur la création artistique mettant en valeur le patrimoine du PNR, mais aussi en favorisant le lien social, le réseau d'acteurs et des ressources du territoire. 16 - 20 initiatives accompagnées par an sur le territoire.
6-2	69- 70- 71	27	Les PNRs territoires de coopérations artistique	coopération inter Parc	5 000							La spécificité des PNR en terme de connaissance des acteurs, des réseaux, de leur mode de transversalité sont des critères intéressants pour explorer des formes culturelles sur les PNRs, innovantes et bien spécifiques aux Parcs. Une telle opération permet aussi de fédérer les partenaires culturels. Ugné qui peut sauter si un contrat de partenariat culturel se réalise.
6-2	69	28	Soutien aux formes innovantes de projet coopératif -	Soutien des initiatives locales	5 000							soutien à la coopératives des artisans du spectacle + soutien à des initiatives alternatives naissantes sur le territoire (dynamique culturelle - friches - mutualisation de postes - de lieux)

[illegible]

**SYNDICAT MIXTE****D'AMENAGEMENT TOURISTIQUE DU SITE D'ARJUZANX**

STATUTS

TITRE I**DISPOSITIONS GENERALES****ARTICLE 1 - CONSTITUTION DU SYNDICAT**

En application des articles L. 5721-2 suivants du code général des collectivités territoriales, il est formé entre :

- a) le Département des LANDES,
- b) et la Commune de Morcenx-la-nouvelle

un Syndicat Mixte qui prend la dénomination de :

« SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT TOURISTIQUE DU SITE D'ARJUZANX »

ARTICLE 2 - OBJET DU SYNDICAT

Le Syndicat Mixte a pour objet l'aménagement et la gestion d'opérations de développement touristique sur le site d'Arjuzanx.

Dans le cadre du développement touristique du site d'Arjuzanx et dans la limite de son périmètre d'intervention décrit ci-après, le Syndicat Mixte peut procéder à toutes les actions nécessaires à la réalisation de son objet, en particulier par :

- la réalisation d'études et d'équipements touristiques ;
- la gestion directe ou déléguée à des tiers d'équipements touristiques, dans le cadre notamment de la passation de concessions de service ou d'aménagement ;
- l'acquisition de propriétés bâties et non bâties,
- la mise à disposition, y compris par la conclusion d'autorisation d'occupation ou de baux constitutifs de droits réels, ainsi que la cession de tout ou partie de ses propriétés.

Le périmètre d'intervention du Syndicat Mixte délimité par le plan figurant en annexe des présents statuts, correspond aux parcelles suivantes cadastrées sur le territoire de la commune de Morcenx-la-Nouvelle :

- **Section A n° 493, 512, 513 et 514**
- **Section D n° 105, 149 et 150**

ARTICLE 3 - DUREE DU SYNDICAT ET SIEGE

Le **SYNDICAT MIXTE D'AMENAGEMENT TOURISTIQUE DU SITE D'ARJUZANX** est constitué pour une durée illimitée.

Son siège est fixé au Conseil départemental des Landes - rue Victor Hugo - à MONT-DE-MARSAN.

Les réunions du Syndicat Mixte se tiendront en son siège ou en tout autre lieu sur décision du Comité Syndical ou du Bureau ou du Président du Syndicat Mixte.

**TITRE II****ADMINISTRATION DU SYNDICAT****ARTICLE 4- CONSTITUTION DU COMITE SYNDICAL**

Le Syndicat est administré par un Comité Syndical composé de 10 (dix) représentants désignés par les collectivités, comme suit :

- 6 délégués titulaires et 6 délégués suppléants pour le Département des Landes ;
- 4 délégués titulaires et 4 délégués suppléants pour la Commune de Morcenx-la-nouvelle.

ARTICLE 5 - CONSTITUTION DU BUREAU

Le bureau est formé de 4 membres composés du Président, de 2 Vice-Présidents et du Secrétaire.

ARTICLE 6 - CONSTITUTION DE COMMISSIONS

Le Comité Syndical peut constituer des commissions en tant que de besoin pour l'étude des questions se rapportant à l'objet du Syndicat.

Le nombre, la composition, les attributions et le fonctionnement de ces commissions seront fixés par délibération du Comité Syndical.

ARTICLE 7 - ATTRIBUTIONS DU COMITE SYNDICAL

Le Comité Syndical est chargé d'administrer et de gérer le Syndicat et de prendre toutes mesures nécessaires pour répondre à cette mission.

Dans ce but, il exerce notamment les attributions suivantes :

- 1° - il délibère sur toutes les questions qui lui sont soumises et qui intéressent le fonctionnement du Syndicat ;
- 2° - il crée, conformément aux dispositions en vigueur, tous services qu'il juge utiles pour l'accomplissement de sa mission ;
- 3° - il fixe la liste des emplois ;
- 4° - il approuve les programmes de travaux et d'activités, vote les moyens financiers correspondants et répartit les charges ;
- 5° - il vote le budget et approuve les comptes ;
- 6° - il autorise le Président à contracter les emprunts nécessaires au financement des programmes qu'il aura précédemment définis ;
- 7° - il décide des conditions d'exécution, de gestion et d'utilisation des équipements ;
- 8° - il organise l'entretien et l'exploitation des ouvrages ;
- 9° - il autorise le Président à intenter et soutenir toute action contentieuse tant en demande qu'en défense et à accepter toute transaction ;
- 10° - il délibère sur les modifications à apporter aux statuts.

Le Comité Syndical peut également donner délégation au Président conformément aux dispositions de l'article L. 5211-10 du code général des collectivités territoriales.

**ARTICLE 8 - FONCTIONNEMENT DU COMITE SYNDICAL**

Le Comité Syndical se réunit sur convocation de son Président au moins une fois par semestre.

Le Comité Syndical peut être également convoqué à la demande du tiers au moins de ses membres.

Le Comité Syndical ne peut délibérer que si la majorité absolue de ses membres est présente ou représentée par un pouvoir. Tout membre empêché peut donner pouvoir à un autre membre du Comité Syndical. Un même membre ne peut être porteur que d'un seul pouvoir.

Si, au jour fixé par la convocation, le quorum n'est pas atteint, la réunion se tient de plein droit au plus tôt trois jours après. La réunion peut alors avoir lieu sans condition de quorum. Les délibérations sont alors valables quel que soit le nombre de présents.

La voix du Président est prépondérante en cas de partage des voix.

ARTICLE 9 - FONCTIONNEMENT ET ATTRIBUTIONS DU BUREAU

Le Bureau se réunit sur convocation du Président.

Le Bureau peut être également convoqué à la demande du tiers au moins de ses membres.

Le Bureau peut par délégation du Comité Syndical être chargé du règlement de certaines affaires à l'exception des attributions fixées à l'article L. 5211.10 du code général des collectivités territoriales.

Lors de chaque réunion du Comité, le Président rend compte des travaux du Bureau.

A l'occasion du renouvellement général de l'une des collectivités membres du Syndicat Mixte, les membres du Bureau qui n'auront pas été reconduits dans leur mandat seront remplacés lors d'élections partielles audit Bureau. Sans préjudice de l'alinéa précédent, le Comité Syndical pourra décider, par la prise d'une délibération en ce sens, de procéder au renouvellement intégral du Bureau.

ARTICLE 10 - ATTRIBUTIONS DU PRESIDENT

Le Président du Syndicat Mixte est élu à la plus proche réunion du Comité Syndical suivant chaque renouvellement général de l'une des collectivités membres du Syndicat Mixte.

Il convoque aux séances du Comité et du Bureau.

Il dirige les débats et contrôle les votes.

Il prépare et exécute les délibérations du Comité.

Il est l'ordonnateur des dépenses et il prescrit l'exécution des recettes du Syndicat.

Il est seul chargé de l'administration, mais il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux Vice-Présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers, à d'autres membres du Bureau.

Ces délégations subsistent tant qu'elles ne sont pas rapportées.

ARTICLE 11 - ATTRIBUTIONS DES VICE-PRESIDENTS ET DU SECRETAIRE

Les Vice-Présidents remplacent dans l'ordre de nomination le Président en cas d'absence ou d'empêchement.

Le Secrétaire veille à la tenue du registre où sont consignés les procès-verbaux des délibérations du Comité Syndical.

**ARTICLE 12 – REGLEMENT INTERIEUR**

Le Comité Syndical établit un règlement intérieur dans les six mois suivant chaque renouvellement général de l'une de ses collectivités membres.

TITRE III**DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES****ARTICLE 13 – BUDGET DU SYNDICAT MIXTE**

Le Syndicat pourvoit sur son budget à toutes les dépenses nécessaires à l'accomplissement de sa mission et à celles pouvant découler des responsabilités qu'il prendrait dans l'exploitation ou qui en résulteraient.

ARTICLE 14 – RECETTES DU SYNDICAT

Les recettes comprennent **notamment** :

- 1° - les revenus des biens meubles et immeubles qui constituent le patrimoine du Syndicat ;
- 2° - les revenus des dons et legs ;
- 3° - le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés ;
- 4° - les participations des administrations, associations et particuliers à titre de fonds de concours et notamment les soldes résultant des opérations d'aménagement ;
- 5° - la contribution des collectivités membres ;
- 6° - les subventions de l'Union Européenne, de l'Etat et des Collectivités locales ;
- 7° - les emprunts ;

ARTICLE 15 – PARTICIPATION DES MEMBRES DU SYNDICAT MIXTE

La contribution des membres aux dépenses du Syndicat Mixte est fixée comme suit :

- | | |
|----------------------------------|------|
| · Département des Landes | 80 % |
| · Commune de Morcenx-la-nouvelle | 20 % |

TITRE IV- DISPOSITIONS FINALES**ARTICLE 16 – MODIFICATIONS DES STATUTS**

Les modifications statutaires relèvent de la seule compétence du Comité Syndical. Elles sont décidées à la majorité des deux tiers des membres qui composent le Comité Syndical, sans consultation de ses membres adhérents.

ARTICLE 17 – NOUVELLE ADHESION

L'adhésion de nouveaux membres est décidée par délibération du Comité Syndical à la majorité des deux tiers de ses membres et après délibération concordante de chacun des organes délibérants des membres du Syndicat Mixte.

L'organe délibérant de chaque membre dispose d'un délai de trois mois à compter de la notification à son exécutif de la délibération du Comité syndical pour se prononcer sur les modifications statutaires envisagées. A défaut de délibération dans ce délai, sa décision est réputée favorable.



ARTICLE 18 – DISSOLUTION DU SYNDICAT MIXTE

La dissolution du Syndicat Mixte pourra être prononcée selon les dispositions de l'article L. 5721-7 du code général des collectivités territoriales.

ARTICLE 19 - RENVOIS

Sous réserve des dispositions particulières contenues dans les présents statuts, le présent Syndicat Mixte sera soumis aux règles édictées pour les syndicats de communes par le code général des collectivités territoriales, 5ème partie, livre II, chapitre II, article L. 5212.1 à 34 et article L. 5211 et suivants, et pour autant qu'il n'est pas dérogé à ces dispositions par les articles L. 5721.1 à 5722.6 relatifs aux Syndicats Mixtes.



DEPARTEMENT
DES LANDES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL en visio/audio conférence

Budget Primitif 2022

Réunion du 1^{er} avril 2022

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

Président : M. Xavier FORTINON

N° H 1 Objet : AGIR POUR L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE ET SES ACTEURS -
STRATEGIE POUR LES LANDES

Conseillers départementaux en exercice : 30

Votants : 30

Présents physiquement :

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédar, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo,
Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière,
Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie,
M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety,
M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet,
M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, Mme Muriel Lagorce,
Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin,
M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis,
Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

Présents en visio/audio conférence :

M. Christophe Labruyère, Mme Sylvie Péducasse.

Absent : -

Résultat du Vote au scrutin public (Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 - articles 6 et 11 -
et Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 - article 6 - telles que modifiées par la Loi n° 2021-
1465 du 10 novembre 2021) :

POUR : 30

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédar, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo,
Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière,
Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie,
M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety,
M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet,
M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, M. Christophe Labruyère,
Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade,
Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Sylvie Péducasse,
Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue,
M. Boris Vallaud.

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

N° H 1**LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,**

VU la loi ESS du 31 juillet 2014 ;

VU la délibération n° H 1 en date du 23 juillet 2021 par laquelle l'Assemblée départementale a décidé de réaliser une démarche d'évaluation de la politique ESS en 2022 afin d'élaborer de façon collaborative le cadre d'intervention « ESS 2022-2027 » propre au Département des Landes sur le territoire ;

VU le rapport de M. le Président du Conseil départemental ;

APRES PRESENTATION du rapport en Commission Economie Sociale et Solidaire ;

APRES en avoir délibéré,

DECIDE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES :

conformément à la délibération n° H 1 du 23 juillet 2021, par laquelle l'Assemblée départementale a approuvé la réalisation d'une démarche d'évaluation de la politique ESS menée par le Département, intégrant un diagnostic des actions menées et un état des lieux des tiers-lieux et autres espaces hybrides du territoire afin de définir les orientations de la prochaine feuille de route pour la période 2022-2027,

- d'inscrire un crédit de 35 000 € au Budget Primitif 2022, conformément à l'annexe I, afin de réaliser cette démarche en 2022.

I – Développer l'impact de l'ESS sur le territoire landais :**A°- Accompagner les acteurs de l'ESS :****1°) Par du conseil et de l'expertise :**

compte tenu des objectifs du PTI 2021-2025, adopté par délibération n° A 3 « Insertion et lutte contre les exclusions » en date du 6 mai 2021, et notamment des actions visant à renforcer le secteur de l'Insertion par l'Activité Économique et le soutien à l'accès à l'activité des jeunes,

a) Le Comité de Bassin d'Emploi :

après avoir constaté que M. LESPADÉ en sa qualité de Président du Comité de Bassin d'Emploi et Mme BELIN, en sa qualité de membre du Conseil d'administration ne prenaient pas part au vote relatif à ce dossier,

considérant :

- le déploiement, par le Comité de Bassin d'Emploi du Seignanx (CBE), d'une action concernant à la fois l'emploi, l'insertion professionnelle et la solidarité territoriale, et fondée sur la mobilisation des acteurs sociaux locaux, sur le partenariat et sur la coopération de ces derniers auprès des politiques locales développées par les communes,

- que le Pôle Territorial de Coopération Économique (PTCE), qui en est la principale caisse de résonance, joue auprès des collectivités un rôle de soutien à l'animation du territoire, en amont et en aval de la décision des élus, et constitue ainsi un des pôles de référence en matière d'ESS,

- que le CBE anime au sein du PTCE un observatoire territorial, base d'informations et d'études sociales et organise des réflexions territoriales permanentes, entre les acteurs locaux, pour maintenir le développement social et local dans une dynamique prospective,

compte tenu qu'une cellule de recherche et développement permettant de formaliser l'expérience acquise et l'expérimentation en créant des espaces de médiation et de réflexion permanents au service de l'innovation sociale, du développement local, de la coopération, de l'ESS, de la formation, est en cours de constitution,

afin d'accompagner cette dynamique et la diffusion de l'expertise en ESS du CBE,

- d'attribuer une subvention de 18 000 € au Comité de Bassin d'Emploi du Seignanx pour la mise en œuvre de cette action.

- d'inscrire le crédit correspondant au Budget Primitif 2022, conformément à l'annexe financière I.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer la convention à conclure entre le Département des Landes et le Comité de Bassin d'Emploi du Seignanx, telle que figurant en annexe II.

b) Le Dispositif Local d'Accompagnement :

afin de conforter le soutien du Département auprès du tissu associatif landais en apportant une aide complémentaire à l'ingénierie de projet et ainsi améliorer l'efficacité du Dispositif Local d'Accompagnement (DLA),

- d'inscrire un crédit de 10 000 € au Budget Primitif 2022, conformément à l'annexe financière I.

- de donner délégation à la Commission Permanente pour attribuer à l'Association BGE Landes Tec Ge Coop, en fonction des projets qui lui seront soumis et dans la limite des crédits inscrits, les aides financières en vue d'accompagner les structures de l'économie sociale et solidaire landaise.

2°) Par la mobilisation des outils de la finance solidaire :

considérant l'engagement de l'association France Active Aquitaine en faveur de l'entrepreneuriat collectif et solidaire et son appui aux porteurs de projets par l'accès aux circuits bancaires et financiers,

- de prendre acte du bilan suivant :

- sur les quatre dernières années, 12 entreprises de l'ESS implantées dans les Landes ont été accompagnées dans le cadre des programmes Cap Am (7 sur l'amorçage et 5 sur le développement),
- pour l'année 2021, 25 projets du champ de l'ESS ont été accompagnés, 21 ont été financés et 15 entreprises ont bénéficié d'un suivi post financement,
- l'engagement de l'association a permis la création de 22,5 ETP et la pérennisation de 66,21 ETP.



- d'accorder à l'association France Active Aquitaine une subvention de 15 000 € pour la mise en œuvre de son action en 2022.

- d'inscrire le crédit correspondant au Budget Primitif 2022, conformément à l'annexe financière I.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer la convention à intervenir formalisant ce partenariat.

3°) Par l'accompagnement du fait associatif :

après avoir constaté que M. FORTINON en sa qualité de Président du Conseil départemental, membre de droit du Conseil d'administration de l'association et M. BEDAT, en sa qualité représentant du Président, ne prenaient pas part au vote de ce dossier,

considérant l'animation du Centre de Ressources et d'Information pour les Bénévoles (C.R.I.B.) par Profession Sports et Loisirs Landes et le rôle joué par cet outil dans le quotidien et la pérennité des associations,

- d'attribuer à l'Association « Profession Sport et Loisirs Landes » une subvention de 120 000 € pour son fonctionnement au titre de l'exercice 2022.

- d'inscrire le crédit correspondant au Budget Primitif 2022, conformément à l'annexe financière I.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer la convention à intervenir.

- de préciser que la contribution départementale au fonctionnement du Groupement d'Employeurs Sport Landes est adoptée au sein de la délibération n° I 2 (Sport) du Budget primitif 2022.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit de 15 000 € conformément à l'annexe financière I, pour la mise en œuvre de partenariats complémentaires.

B°- Contribuer à la gouvernance et à la découverte de l'ESS :

1°) Faire découvrir et éduquer à l'ESS :

- d'investir les axes d'intervention suivants afin d'accroître sur notre territoire la connaissance relative à l'ESS mais aussi son rayonnement à l'échelle nationale :

- « Sensibiliser à l'ESS » par la mise en place de programmes d'animations (groupes de travail, conférences, ateliers, tables rondes) et de communication autour de l'ESS dans les Landes, par l'expérimentation d'une plateforme « ESS » facilitant la recherche de stages par les élèves de 3^{ème} ;
- « Éduquer à l'ESS » en soutenant les actions d'éducation de type « l'ESS à l'École » en collaboration avec la CRESS Nouvelle-Aquitaine, le réseau PLOUCS et l'Économie Sociale Partenaire de l'École de la République (l'ESPER), mais aussi en favorisant la participation des jeunes landais et landaises aux forums, salons et événements dédiés à l'ESS, aux actions de sensibilisation et de découverte (« Educ'Tour » et « Junior Coopérative », forums, colloques...) ;
- « Innover » en développant des collaborations avec le secteur universitaire et de la recherche, en soutenant les démarches innovantes de collaboration des acteurs dans le but de faire découvrir l'ESS sur notre territoire.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit global de 13 000 €, conformément à l'annexe financière I, afin de mettre en œuvre et d'accompagner les initiatives intervenant en lien avec les axes précités, selon la répartition suivante :

- 3 000 € pour l'attribution de subventions et soutiens dans le cadre du programme de sensibilisation à l'ESS, qui seront répartis par la Commission Permanente,
- 10 000 € au titre de prestations de services.

2°) Contribuer à la gouvernance de l'ESS :

conformément à la délibération n° A 6 en date du 26 mars 2018, par laquelle l'Assemblée départementale a décidé, pour ce qui concerne le réseau national, d'adhérer au RTES et afin de renouveler en 2022 notre partenariat existant avec la CRESS Nouvelle-Aquitaine,

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit de 2 500 €, conformément à l'annexe financière I, correspondant à la cotisation annuelle dans le cadre du renouvellement de l'adhésion du Département au RTES.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit de 23 000 €, conformément à l'annexe financière I.

- de préciser que l'attribution de ce crédit sera effectuée au vu des propositions d'intervention de la Chambre Régionale d'Économie Sociale et Solidaire Nouvelle-Aquitaine pour l'année 2022.

II – Favoriser l'innovation sociale :

A°- développer les achats responsables et les collaborations créatives :

1°) Renforcer et développer les achats responsables :

conformément à l'engagement pris lors de l'adoption du Budget Primitif 2018, et bien que le volume d'achat soit inférieur au seuil légal, Assemblée départementale a, par délibération n° A 2 en date du 16 novembre 2020, approuvé son S.P.A.S.E.R.,

- d'inscrire un crédit de 4 400 € au Budget primitif 2022 pour acquitter la cotisation pour l'année 2022 dans le cadre du renouvellement de l'adhésion à l'association 3AR.

2°) Encourager les coopérations et collaborations créatives :

compte tenu de la réglementation sur les aides d'État, notamment le règlement (CE) n°1407/2013 de la Commission Européenne du 18 décembre 2013 relatif aux aides de minimis et dont la validité a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2023 par le règlement UE 2020/972 du 2 juillet 2020,

- de renouveler le soutien du Département aux différentes actions menées par l'Union Régionale des SCOP.

- d'inscrire à cet effet un crédit de 65 500 € au Budget Primitif 2022, conformément à l'annexe financière I.

- de donner délégation à la Commission Permanente pour l'examen des dossiers et l'attribution des aides correspondantes,

étant précisé que l'action départementale en faveur des coopérations dédiée à la performance sociale en agriculture, regroupant le soutien aux CUMA (Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole) ainsi que le déploiement des espaces-tests agricoles landais, est détaillée dans les délibérations n° F 2 (Relocalisation et Qualité) et n° F 3 (Agriculture et Tissu Rural) du Budget Primitif 2022.

B°- Soutien aux projets de territoire :

1°) Entreprise Coopérative Jeunesse : Métroloco :

conformément à la délibération n° A 6 en date du 8 avril 2019 par laquelle le Conseil départemental a décidé de soutenir sur les exercices 2019, 2020 et 2021 le projet présenté par la SCIC Interstices visant à mettre en place un restaurant géré sous un modèle coopératif proposant essentiellement des produits locaux sur la plage « Métro »,

compte tenu de la volonté de la SCIC Interstice, pour 2022, de poursuivre le projet d'ECJ en renforçant sa méthodologie d'accompagnement des jeunes et poursuivant le travail de recherche engagé dans la perspective de créer à plus long terme une nouvelle ECJ sur de nouvelles activités supports,

- de prendre acte qu'au cours de ces trois dernières années, 27 jeunes ont pu faire partie de l'aventure Métroloco.

- de renouveler le soutien départemental à ce projet en 2022 afin de consolider l'outil Entreprise Coopérative Jeunesse et susciter des envies de déploiement au-delà du Seignanx.

- d'attribuer à la SCIC Interstices une subvention de 25 000 € pour la mise en œuvre de ce projet au titre de l'exercice 2022.

- d'inscrire le crédit correspondant au Budget Primitif 2022, conformément à l'annexe financière I.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer la convention à intervenir.

2°) Coopérative Jeunesse de Services (CJS) :

considérant :

- la délibération n° H 1 en date du 16 juillet 2020 par laquelle l'Assemblée départementale a décidé de soutenir l'association landaise P.L.O.U.C.S. dans son projet partenarial avec la coopérative d'activités et d'emploi Co actions, visant à créer une Coopérative Jeunesse de Services (CJS) en Pays Morcenais pour l'été 2020,

- que, malgré un contexte peu favorable, la CJS a connu un franc succès avec la participation active de 16 jeunes landais accompagnés par une équipe pluridisciplinaire dans la mise en place de nombreuses missions,

- qu'au vu du bilan précité et la demande de la Commune de Morcenx-la-Nouvelle, l'Association P.L.O.U.C.S. souhaite renouveler l'expérience de la Coopérative Jeunesse de Services en 2022 en vue d'ancrer ce dispositif sur le territoire,

compte tenu des objectifs d'une telle démarche, de son caractère novateur sur le territoire et de l'intérêt que ce projet peut amener dans le contexte actuel,

- d'attribuer une aide de 15 000 € à l'Association P.L.O.U.C.S. pour la réalisation de ses projets de Coopératives Jeunesse de Services en 2022.

- d'inscrire le crédit correspondant au Budget Primitif 2022, conformément à l'annexe financière I.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer la convention attributive de subvention à intervenir.



3°) Atelier de fabrication – Territoires Communs :

considérant l'intérêt de l'initiative portée par l'Association « La Smalah » qui, par le biais de son campus Territoires Communs propose différents dispositifs (Séjour de remobilisation, formation longues, ou courtes) permettant à chacun d'acquérir de nouvelles compétences, de découvrir un métier pour mieux s'orienter, rencontrer de nouvelles personnes, se faire un réseau professionnel,

- d'attribuer à l'Association « La Smalah » une subvention de fonctionnement de 15 000 € pour la mise en œuvre de ce projet au titre de l'exercice 2022, ainsi qu'une aide en investissement de 10 000 € pour l'équipement des 3 tiers-lieux support de ce projet.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 le crédit global correspondant, soit 25 000 €, conformément à l'annexe financière I.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer la convention à intervenir.

III – Faire émerger les Tiers-lieux et les espaces partagés :

A°- Activer les ressources des territoires – Appel à projets « Tiers-LieuXL » :

1°) Appels à projets antérieurs : 2020 et 2021 :

conformément aux délibérations de la Commission Permanente n° 9⁽²⁾ en date du 25 septembre 2020 et n° H-2/1 en date du 24 septembre 2021, relatives à la désignation des lauréats des Appels à Projets Tiers LieuXL 2020 et 2021 et considérant les montants alloués,

- de clôturer l'AP 2020 n° 700 à un montant définitif de 23 500 €, conformément à l'annexe I.

- d'inscrire au titre de l'AP 2021 n° 774 au Budget Primitif 2022 un Crédit de Paiement 2022 de 41 000 €.

2°) Soutien au titre de 2022 :

considérant que les appels à projets 2020 et 2021 ont été accueillis de manière très favorable, autant par les Tiers lieux que par les partenaires institutionnels, les initiatives d'un soutien en fonctionnement se révélant rares, et afin de poursuivre la stratégie initiée en 2018 pour soutenir les acteurs de l'Économie Sociale et Solidaire,

compte tenu de l'étude en cours et de la nécessité d'attendre que le diagnostic partagé, engagé en 2021, permette d'identifier les priorités départementales en terme de Tiers-LieuXL,

- de voter une AP 2022 n° 853 d'un montant de 80 000 € permettant un soutien à l'investissement dans les tiers-lieux, étant précisé que l'échéancier prévisionnel figure en annexe financière I.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un Crédit Paiement 2022 de 80 000 € au titre de cette AP, conformément à l'annexe financière I.

- d'inscrire au Budget primitif 2022, conformément à l'annexe financière I, un crédit de 75 000 € afin de soutenir en 2022 le fonctionnement de nouvelles structures ainsi que le fonctionnement des tiers lieux lauréats des appels à projets 2020 et 2021 (Association FISH, La COWO, L'Établi et Sac de Billes).

- de donner délégation à la Commission Permanente pour effectuer toutes démarches relatives au lancement d'un nouvel appel à projets ou un soutien de tiers lieuXL, la désignation des lauréats le cas échéant, ainsi que la répartition des crédits ci-dessus.

B°- Encourager les nouvelles formes d'entreprendre sur les territoires :

considérant que la dynamique autour des tiers-lieux et des espaces hybrides peut revêtir des formes très diverses (Fab Lab', coworking, éco-lieu, café associatif...) et prendre appui sur des champs variés (environnement, culture, numérique...),

considérant que ces lieux sont créateurs de liens, d'activités et d'emploi en même temps qu'ils constituent des creusets d'innovations dans leur domaine,

considérant que le Département des Landes souhaite maintenir l'attention portée au monde associatif landais qui contribue à la cohésion sociale et à l'animation des territoires,

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit de 89 000 € pour la mise en œuvre de partenariats, conformément à l'annexe financière I.

- d'approuver la reconduction d'un fonds dédié aux aides exceptionnelles à l'investissement qui auront pour vocation :

- d'apporter un soutien financier pour l'équipement de Tiers lieux,
- de permettre le développement d'outils numériques visant à favoriser la mise en réseau des tiers lieux landais ou leur valorisation.

- de préciser que ces aides exceptionnelles à l'équipement supposent un autofinancement, par les structures animatrices de tiers-lieux ou d'espace hybrides, d'environ 20% de la dépense.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit d'investissement d'un montant de 17 500 € conformément à l'annexe financière I.

- de donner délégation à la Commission Permanente pour attribuer les aides et répartir les crédits précités.

C°- Déploiement de pass numérique :

considérant la volonté du Département de rééditer les pass numériques afin d'en prolonger la durée de validité et étant précisé que cette réédition implique des frais de réimpression,

- d'inscrire un crédit de 2 000 € au Budget Primitif 2022, au titre du déploiement des pass numériques

- de préciser que les réimpressions seront sollicitées au fur et à mesure de l'utilisation des pass numériques restants.

*

* *



- d'approuver le détail des inscriptions budgétaires 2022 tel que figurant en annexe I (annexe financière).

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer l'ensemble des actes dans le cadre des inscriptions précitées.

Le Président,

Xavier FORTINON



ANNEXE I
Budget Primitif 2022
Rapport n° H 1

I - AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° AP	INTITULE	CHAPITRE	FONCTION	AUTORISATIONS DE PROGRAMMES					CREDITS DE PAIEMENT	
				AP ANTERIEURES ACTUALISEES (DM2 - 2021)	CP REALISES AU 31/12/2021	AP 2022 (BP 2022)		SOLDE AP	CP OUVERTS AU TITRE DE 2022	CP OUVERTS AU TITRE DE 2023
						AJUSTEMENTS	NOUVEAU MONTANT			
700	APPEL A PROJET TIERS LIEUXL 2020*	204	33	30 500,00	23 500,00	-7 000,00	23 500,00	0,00	0,00	
774	APPEL A PROJETS TIERS LIEUXL 2021	204	33	100 000,00	39 000,00			61 000,00	41 000,00	20 000,00
853	APPEL A PROJETS TIERS LIEUXL 2022	204	33				80 000,00	80 000,00	80 000,00	
TOTAL				130 500,00	62 500,00	-7 000,00	103 500,00	141 000,00	121 000,00	20 000,00

* AP à clôturer au BP 2022

II - INSCRIPTIONS BUDGETAIRES HORS AP

SECTION	CHAPITRE	FONCTION	INTITULE	DEPENSES BP 2022
INVESTISSEMENT	204	33	EQUIPEMENT TIERS LIEUX (Atelier)	10 000,00
	204	33	EQUIPEMENT TIERS LIEUX (espaces hybrides)	17 500,00
	Total Investissement			27 500,00
FONCTIONNEMENT	011	33	ETUDE ESS	35 000,00
	65	91	PTCE Sud Aquitaine	18 000,00
	65	91	DISPOSITIF LOCAL D'ACCOMPAGNEMENT	10 000,00
	65	33	FRANCE ACTIVE AQUITAINE	15 000,00
	65	32	ASS. PROFESSION SPORT LANDES	120 000,00
	65	33	PARTENARIAT COMPLEMENTAIRES	15 000,00
	011	33	SENSIBILISATION A L'ESS (prestation)	10 000,00
	65	33	PROGRAMME DE SENSIBILISATION A L'ESS	3 000,00
	011	33	ADHESION AU RTES	2 500,00
	65	33	CRESS	23 000,00
	11	33	ADHESION 3AR	4 400,00
	65	93	URSCOP	65 500,00
	65	33	SUBVENTION SCIC INTERSTICES	25 000,00
	65	33	COOPERATIVE DE JEUNESSE DE SERVICE	15 000,00
	65	33	APPEL A PROJETS ATELIER SOLIDAIRE	15 000,00
	65	33	APPEL A PROJET TIERS LIEUX XL	75 000,00
	65	33	DIVERS PARTENARIATS	89 000,00
	011	20	PASS NUMERIQUE	2 000,00
	Total Fonctionnement			542 400,00

Récapitulatif des inscriptions		
Dépenses	Chapitre 204	148 500,00
	Chapitre 011	53 900,00
	Chapitre 65	488 500,00



ANNEXE II

CONVENTION N° 04-2022

VU la demande présentée par le Comité de Bassin d'Emploi du Seignanx,

VU la délibération n° H 1 de l'Assemblée départementale du Conseil départemental relative au vote du Budget Primitif 2022,

ENTRE

Le Département des Landes

Hôtel du Département

23, rue Victor Hugo

40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX

représenté par son Président

Monsieur Xavier FORTINON

dûment habilité à signer les présentes dispositions

ET

Le Comité de Bassin d'Emploi du Seignanx

23, rue Hélène Boucher

Espace Technologique Jean Bertin

40220 TARNOS

représenté par son Président

Monsieur Jean-Marc LESPADÉ

dûment habilité à signer les présentes dispositions

**IL EST CONVENU CE QUI SUIT :****ARTICLE 1^{er} : Nature de l'opération**

Le bénéficiaire s'engage à mener à bien des actions concernant l'Economie Sociale et Solidaire, l'innovation sociale, notamment en direction des publics en situation de fragilité.

ARTICLE 2 : Descriptif de l'opération

L'action du Comité de Bassin d'Emploi du Seignanx (CBE) relève de l'Economie Sociale et Solidaire. Elle porte ainsi à la fois sur l'emploi, le développement social, l'insertion professionnelle et la solidarité territoriale. Ces thèmes sont pensés de manière décloisonnée tant dans les objectifs à atteindre que dans les effets souhaités, pour construire collectivement une dynamique locale au bénéfice de tous.

Par nature, le CBE développe une action basée sur la mobilisation des acteurs sociaux locaux, sur le partenariat et la coopération de ces derniers auprès des politiques locales développées par les communes.

En termes de moyens, le CBE anime un observatoire territorial, base d'informations et d'études et organise des réflexions territoriales permanentes, entre les acteurs locaux, pour maintenir le développement local dans une dynamique prospective.

ARTICLE 3 : Aide du Département

Le Département des Landes, reconnaissant l'intérêt de l'opération, donne son accord sur le programme d'actions présenté par le bénéficiaire et sur le principe d'une intervention financière du Département de **18 000 €**, prélevée au chapitre 65 article 6574 (fonction 91) pour l'année 2022.

ARTICLE 4 : Modalités de règlement

Le paiement de la subvention interviendra en une seule fois à la signature de la présente convention selon les modalités de la comptabilité publique.

La subvention sera créditée au compte du CBE du Seignanx : Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou-Charentes 13335, Agence Eco Sociale Landes 00040, compte n° 08207810907, Clé 72.

Le CBE s'engage à faire parvenir à la Direction des Entreprises et des Initiatives Economiques un rapport d'activité dans un délai de six mois après la fin de l'exercice.

ARTICLE 5 : Conditions particulières

Il est convenu entre les parties signataires de la présente convention que les actions subventionnées au titre du présent programme ne pourront faire l'objet d'une autre intervention financière du Département.



ARTICLE 6 : Publicité

Ce soutien apporté par le Département devra être mentionné sur tous les documents, publications et panneaux d'information destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique qui pourrait être organisée en liaison avec l'opération.

Pour obtenir le logo XL et sa charte d'utilisation, la Direction de la Communication du Conseil départemental est à votre disposition. Vous pouvez la contacter au 05.58.05.40.35 ou par mail : communication@landes.fr.

Fait à Mont de Marsan en deux exemplaires, le

Pour le Comité de Bassin d'Emploi
du Seignanx,
Le Président,

Pour le Département des Landes,
Le Président du Conseil départemental,

Jean-Marc LESPADÉ

Xavier FORTINON



DEPARTEMENT
DES LANDES

REPUBLIQUE FRANÇAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL en visio/audio conférence

Budget Primitif 2022

Réunion du 1^{er} avril 2022

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS

Président : M. Xavier FORTINON

N° I 1 Objet : UNE ACTION VOLONTARISTE DU DEPARTEMENT SUR SA COMPETENCE EN
MATIERE DE COLLEGES

Conseillers départementaux en exercice : 30

Votants : 30

Présents physiquement :

Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédard, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo,
Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière,
Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie,
M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety,
M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet,
M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, Mme Muriel Lagorce,
Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade, Mme Monique Lubin,
M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis,
Mme Magali Valiorgue, M. Boris Vallaud.

Présents en visio/audio conférence :

M. Christophe Labruyère, Mme Sylvie Péducasse.

Absent : -

Résultat du Vote au scrutin public (Ordonnance n° 2020-391 du 1er avril 2020 - articles 6 et 11 -
et Loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 - article 6 - telles que modifiées par la Loi n° 2021-
1465 du 10 novembre 2021) :

POUR : 30 Mme Patricia Beaumont, M. Henri Bédard, Mme Eva Belin, Mme Sylvie Bergeroo,
Mme Agathe Bourretère, M. Paul Carrère, M. Dominique Coutière,
Mme Martine Dedieu, Mme Dominique Degos, M. Damien Delavoie,
M. Jean-Luc Delpuech, M. Julien Dubois, Mme Rachel Durquety,
M. Frédéric Dutin, M. Xavier Fortinon, Mme Christine Fournadet,
M. Didier Gaugeacq, M. Cyril Gayssot, M. Christophe Labruyère,
Mme Muriel Lagorce, Mme Hélène Larrezet, M. Jean-Marc Lespade,
Mme Monique Lubin, M. Olivier Martinez, M. Julien Paris, Mme Sylvie Péducasse,
Mme Salima Sensou, Mme Sandra Tollis, Mme Magali Valiorgue,
M. Boris Vallaud.

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

N° I 1**LE CONSEIL DEPARTEMENTAL,**

VU le rapport de M. le Président du Conseil départemental ;
APRES PRESENTATION du rapport en Commission Education et Sports ;
APRES en avoir délibéré,

DECIDE A L'UNANIMITE DES SUFFRAGES EXPRIMES :**I – Le patrimoine bâti : entretien, rénovation, construction et équipements : des missions partagées entre le département propriétaire et le collège occupant :**

considérant que le Programme Prévisionnel d'Investissement (PPI) constitue un véritable outil de planification pluriannuelle ainsi qu'un volet majeur du projet éducatif départemental permettant de :

- présenter les orientations et les engagements du Département,
- garantir la lisibilité et la cohérence de la politique d'investissement,
- préciser l'importance des engagements budgétaires de la Collectivité et leur échelonnement dans le temps,

considérant l'acquisition par le Département d'un logiciel de gestion de la sectorisation des collèges afin d'anticiper au mieux la structure des collèges en terme bâtiminaire (extensions liées aux augmentations d'effectifs, restructuration liées aux modifications de programme), déployé au sein du Conseil départemental depuis l'année 2016,

en vue de poursuivre l'utilisation de cet outil,

- d'inscrire un crédit de 15 000 € au Budget Primitif 2022, conformément à l'annexe I, correspondant aux frais de maintenance et de location de ce logiciel incombant au Département dans le domaine des collèges.

A°- Les opérations en cours et projets sur le patrimoine bâti :

considérant que dans le cadre de l'opération relative au nouveau Collège Elisabeth et Robert BADINTER d'Angresse, la Commission Permanente a, par délibération n° 7⁽¹⁾ en date du 16 novembre 2018, adopté les termes de la convention de co-maîtrise d'ouvrage conclue avec la Commune d'Angresse pour la réalisation des travaux de construction du collège intégrant un gymnase doté d'un mur à gauche,

considérant que par délibération n° 7⁽¹⁾ en date du 4 octobre 2019, la Commission Permanente a adopté les termes de la convention de co-maîtrise d'ouvrage intervenue avec la Commune d'Angresse pour la réalisation d'un terrain de grand jeu adossé au gymnase,

considérant que la réalisation de ces deux ouvrages est achevée mais que le contexte de la crise sanitaire liée à la Covid-19 a décalé certaines opérations administratives et financières,

- de ramener le montant de l'AP 2016 n° 524 au montant de 12 968 024,16 €.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022, conformément à l'annexe financière I :

- un Crédit de Paiement 2022 de 200 000 € au titre de l'Autorisation de programme 2016 n°524 (collège),
- une recette de 495 000 € correspondant au montant des remboursements de la Commune d'Angresse attendus sur l'exercice.

- de clôturer l'AP 2017 n° 582 « collège Jean Rostand Mont de Marsan » à un montant définitif de 1 166 998,01 €, conformément à l'annexe financière I.

- d'inscrire en conséquence, au Budget Primitif 2022 un Crédit de Paiement global de 5 849 000 € au titre de l'année 2022, au titre des Autorisations de Programme antérieures,

- de préciser que les échéanciers prévisionnels détaillés relatifs à ces AP antérieures figurent en annexe financière I.

B°- Programme de maintenance départemental :

1°) Porté par le Département :

- de poursuivre l'effort de gestion courante avec la mise en place, hors AP, d'un programme de maintenance générale.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022, conformément à l'annexe financière I, un crédit global de 7 140 000 € en investissement et 657 000 € en fonctionnement, au titre :

- des études dans les collèges ainsi que des frais de reprographie ;
- des travaux de maintenance du patrimoine bâti, dont une partie des opérations a fait l'objet d'un programme estimatif ventilé par collège et figurant en annexe II ;
- des petits travaux d'entretien courant sur les bâtiments ainsi que l'entretien et les réparations concernant les chaufferies bois ;
- des différentes prestations de service dont la location de bâtiments provisoires durant les chantiers.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022, conformément au détail figurant en annexe I :

- un crédit prévisionnel de 500 000 € (en investissement), pour la participation du Département aux dépenses engagées par la Région Nouvelle-Aquitaine dans les parties communes des cités scolaires.
- les prévisions de recettes pour un montant global de 1 521 900 € au titre de la dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC), ainsi que la participation des communes aux travaux de mise aux normes sanitaires des demi-pensions des collèges dont elles bénéficient pour les écoles du 1er degré.



a) Programmes spécifiques – Hygiène et sécurité :

au titre de la mise aux normes des équipements des cuisines, des ascenseurs, ainsi que des travaux liés à l'accessibilité des locaux aux personnes handicapées et à la rénovation des bâtiments destinés aux SEGPA, et dans la continuité des actions déjà engagées,

- d'inscrire un crédit 2022 de 560 000 € au Budget primitif 2022 pour cette action, tel que figurant en annexe I.

- d'inscrire un Crédit de Paiement 2022 de 150 000 € sur l'AP 2012 n°244, relative à la mise aux normes accessibilité handicapés,

étant précisé que les travaux de cette année porteront sur la sécurisation du travail en hauteur et des postes haute tension.

b) Développement durable :

afin de poursuivre l'opération de renouvellement des chaudières bois,

- d'inscrire un crédit 2022 de 1 200 000 € au Budget Primitif 2022, conformément à l'annexe financière I.

2°) L'entretien des équipements et des bâtiments à l'initiative des collèges :

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit de 50 000 €, conformément à l'annexe financière I, pour permettre l'acquisition par les collèges de matières d'œuvre nécessaires à la réalisation de travaux d'entretien courant par les personnels techniques départementaux des établissements.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à libérer les crédits correspondants, dans la limite de ceux inscrits au budget départemental, après instruction des demandes et sur présentation par les établissements des factures acquittées à hauteur du montant subventionnable.

- de préciser qu'un compte rendu annuel des financements octroyés dans le cadre de ce dispositif sera présenté à l'Assemblée départementale.

➤ *Remboursement des assurances aux collèges publics :*

- d'inscrire au Budget Primitif 2022, un crédit de 3 000 €, conformément à l'annexe financière I, correspondant aux versements effectués par le Département des Landes aux établissements lorsque les interventions sont consécutives à un sinistre faisant l'objet d'une indemnisation par l'assurance.

C°- L'équipement des Collèges :

1°) Le programme courant :

considérant que, suivant un programme annuel qu'ils déterminent, les collèges peuvent acquérir ou renouveler leurs équipements mobiliers grâce à une subvention du Département, composée de trois programmes dont les plafonds ont été fusionnés et limités suivant le nombre de divisions de chaque collège,

compte tenu de l'attention particulière portée par le Département à l'amélioration des conditions de travail des agents techniques départementaux,

- d'adopter le règlement départemental d'aide aux programmes d'équipement des collèges tel que figurant en annexe III.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022, pour la mise en œuvre de ce dispositif, un crédit de 320 000 €, conformément à l'annexe I.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à libérer les crédits correspondants sur présentation par les établissements des factures acquittées à hauteur du montant subventionnable.

- de préciser qu'un état récapitulatif de la répartition des financements octroyés sera présenté lors de l'examen d'une prochaine Commission Permanente courant second semestre.

2°) L'équipement des collèges en mobilier adapté (Élève en situation de handicap et ULIS) :

considérant que le Département, en charge de l'équipement mobilier des collèges, répond aux besoins particuliers en terme de mobiliers adaptés pour les enfants en situation de handicap et pour l'aménagement mobilier des classes ULIS des collèges publics,

- de financer en 2022 des achats :

- de mobiliers adaptés effectués par les collèges pour répondre aux besoins spécifiques et individuels des élèves en situation de handicap ;
- de mobiliers (hors petites fournitures et petits matériels pédagogiques) pour l'aménagement de classes ULIS dans les collèges publics landais.

- d'inscrire, pour la mise en œuvre de ces deux actions en 2022, un crédit de 10 000 € au Budget Primitif 2022, conformément à l'annexe financière I.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à libérer les crédits correspondants sur présentation par les établissements :

- ...des factures de mobiliers conformes à l'avis motivé de la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées,
- ...des factures de mobiliers pour un montant maximum TTC de 5 000 €

- de prendre acte du bilan des aides versées au titre de l'année 2021, figurant en annexe IV.

3°) Implantation de défibrillateurs :

conformément :

- à la délibération n° H 2 en date du 4 novembre 2019 par laquelle le Conseil départemental a adhéré pour une durée de cinq ans au schéma départemental défibrillateurs,

- à la convention d'adhésion au schéma départemental défibrillateurs conclue avec le Centre de Gestion des Landes (CDG40),

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit de 18 450 €, conformément à l'annexe financière II, correspondant au coût annuel de cette mission confiée au CDG40 pour l'équipement et la maintenance des collèges publics landais.

D°- Les installations sportives utilisées par les collèges :

1°) Les équipements sportifs à usage prioritaire des collèges – partenariat avec les communes :

- de prendre acte de l'attribution en 2021 d'un soutien départemental de 352 674,84 € pour le financement de 4 projets, afin de favoriser la réalisation et la rénovation des équipements sportifs,

- d'adopter le règlement départemental d'aide à la réalisation d'équipements sportifs à l'usage prioritaire des collèges figurant en annexe V,

- d'inscrire un Crédit de Paiement 2022 d'un montant global de 654 000 € au titre des programmes 2016, 2017, 2018, 2019, 2020 et 2021 (AP 2016 n° 490, AP 2017 n° 553, AP 2018 n°599, AP 2019 n°654, AP 2020 n°698, AP 2021 n°777).

- de voter une AP 2022 n° 851 d'un montant de 700 000 €, selon l'échéancier prévisionnel figurant en annexe financière I.

- d'inscrire en conséquence un Crédit de Paiement 2022 de 330 000 € au Budget Primitif 2022.

2°) Déplacements vers les équipements sportifs :

considérant que par délibération n° I 1 en date du 22 octobre 2021, le Conseil départemental a reconduit le dispositif et ses modalités de mise en œuvre,

- de prendre acte du versement, au titre de l'exercice 2021, d'un montant total de 53 747,66 € au bénéfice de 25 établissements afin de financer les déplacements des collégiens vers les équipements sportifs.

- d'inscrire un crédit de 70 000 € au Budget Primitif 2022, conformément à l'annexe I, afin de financer le dispositif de déplacements des collégiens vers les équipements sportifs.

- de rappeler qu'autorisation a été donnée à M. le Président du Conseil départemental pour libérer les crédits au vu des factures présentées par les établissements.

3°) Aide aux gestionnaires de piscine :

considérant que l'acquisition du savoir nager est un des objectifs des classes de CM1, CM2 et 6^{ème} et afin de faciliter l'accès des classes de 6^{ème} à ces équipements,

- de prendre acte de l'attribution en 2021 d'un total d'aides de 7 080 € répartis entre 4 structures gestionnaires de piscines.

- d'adopter à compter de la rentrée scolaire 2022-2023, une participation départementale aux structures-gestionnaires de piscine selon le nombre de collégiens (6^{èmes}) accueillis selon les modalités décrites en annexe VI.

- d'inscrire un crédit de 14 000 € au Budget Primitif 2022, conformément à l'annexe financière I.

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à :

- libérer les crédits au vu des demandes présentées.

- signer tous documents à intervenir avec les collèges et gestionnaires concernés pour la mise en œuvre de cette action.



II – Les moyens délégués au titre du fonctionnement financier et humain :

A°- La Dotation Globale de Fonctionnement et annexes :

1°) Dotation de fonctionnement des collèges publics :

conformément à la délibération n° I 1 en date du 22 octobre 2021, adoptant les modalités de calcul des dotations de fonctionnement des collèges pour l'année 2022,

- d'approuver, tel que présenté en annexe VII, le tableau récapitulatif des dotations de fonctionnement attribuées au titre de 2022.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 :

- un crédit de 4 029 482 € se décomposant comme suit :

Dotation de fonctionnement des collèges publics	3 879 186 €
---	-------------

Dépenses imprévues	123 444 €
--------------------	-----------

- un crédit de 110 000 € pour le paiement par le Département directement aux SITCOM, SIVOM de la redevance des ordures ménagères facturées à certains établissements.

2°) Dotation globale de fonctionnement des collèges privés :

considérant que suite aux échanges intervenus avec l'OGEC (Organisme de gestion de l'Enseignement catholique), un protocole a été conclu en 2021 arrêtant le principe d'une évolution progressive du montant du forfait d'externat afin d'atteindre une valeur cible de 680 € par élève en 2023,

considérant la délibération n° I 1 du Conseil départemental du 22 octobre 2021, fixant la contribution forfaitaire versée par le Département au titre de l'année 2022 à un montant de 665 € par élève, réparti comme suit :

➤ 374 € par élève pour la part fonctionnement,

➤ 291 € pour la part personnel d'externat,

- d'inscrire au Budget Primitif 2022, conformément à l'annexe financière I, un crédit global d'un montant de 1 336 000 € réparti comme suit :

- un crédit de 751 000 € pour la part fonctionnement ;
- un crédit de 585 000 € pour la part personnel d'externat.

3°) Dotation spécifique de fonctionnement « Orchestre à l'école » - Collège Jules Ferry de Gabarret :

considérant le bilan positif partagé par le Département, le collège, le Conservatoire des Landes ainsi que la Direction Académique du département des Landes, le dispositif a été reconduit par la délibération I-1/1 de la Commission Permanente du 10 décembre 2021 pour 3 années scolaires supplémentaires, soit jusqu'en août 2024,

- d'inscrire un crédit de 60 000 € au Budget Primitif 2022, correspondant aux frais de remboursement des heures d'enseignement et des frais de déplacements des enseignants du Conservatoire des Landes.

- de préciser qu'un crédit 20 000 € est inscrit au Budget Primitif 2022 (délibération n° K 1) afin de permettre l'acquisition des instruments au titre de l'exercice 2022.

B°- Restauration scolaire :

conformément au plan d'actions collège mis en œuvre, en lien avec le Projet Alimentaire Départemental Territorial (PADT) « Les Landes Au Menu ! », et s'appuyant sur deux principales orientations :

- l'accompagnement des collèges dans l'exercice de la compétence restauration, notamment dans la mise en application de la loi EGALIM avec des actions de formation spécifiques (utilisation des fours, évolution des pratiques...),

- le renforcement des actions permettant de favoriser la justice sociale et l'éducation alimentaire,

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit de 3 000 €, conformément à l'annexe financière I, pour l'achat de denrées alimentaires.

1°) La tarification :

considérant que par délibération n° I-1/1 en date du 22 octobre 2021, la Commission Permanente a décidé de :

- maintenir, dans le cadre de sa politique en matière de restauration scolaire dans les collèges publics landais, un tarif unique de référence de 2,70 € pour 2022,

- maintenir à 12 % pour tous les forfaits le taux de reversement à la collectivité pour les charges afférentes à la rémunération des personnels,

- d'appliquer ce taux de 12 % aux tarifs de restauration pour les élèves des écoles des 6 communes bénéficiaires du service de restauration départemental qui fera également l'objet d'un appel de fonds auprès des collèges concernés par les services du Département,

- reconduire le dispositif permettant aux collégiens hébergés en lycée de disposer du même tarif que ceux hébergés en collège,

- de renouveler en 2022 le dispositif de compensation permettant aux établissements de facturer le repas aux collégiens sur la base du tarif unique de référence.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022, conformément à l'annexe financière I :

- une recette de 725 000 €, compte tenu des encaissements attendus des services de restauration.

- un crédit de 90 000 € pour la poursuite de cette action.

2°) La sécurisation sanitaire :

conformément au marché conclu fin 2018, l'établissement « Laboratoires des Pyrénées et des Landes » réalise les contrôles d'hygiène obligatoires (contrôles des denrées, des surfaces, du matériel et de la potabilité de l'eau) des 34 services d'hébergement et de restauration de compétence départementale,

- d'inscrire en conséquence au Budget Primitif 2022, conformément à l'annexe financière I :

- un crédit de 85 000 €, pour la réalisation de ces contrôles ;

- une recette de 15 000 €, étant précisé que les collèges participent au financement de cette intervention par une contribution de 550 €.

3°) La qualité nutritionnelle :

considérant qu'au titre de sa compétence obligatoire, le Département accompagne les établissements, et notamment son propre personnel, dans la mise en œuvre des Plans de Maîtrise Sanitaire (PMS),

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit de 30 000 €, conformément à l'annexe financière I.

a) Appel à projets « Restauration » :

considérant que par délibération n° 7⁽¹⁾ du 16 octobre 2020, la Commission Permanente a approuvé les termes et conditions du programme Appel à projets « Collèges XL - Restauration scolaire »,

- d'inscrire un crédit de 5 000 € au Budget Primitif 2022, conformément à l'annexe financière I.

- de donner délégation à la Commission Permanente pour accorder les subventions au titre des projets retenus.

b) Études achats groupés restauration :

considérant l'accompagnement des collèges dans la gestion du service de restauration scolaire déléguée par le Département,

afin de développer l'offre, favoriser un approvisionnement de qualité, les circuits courts ainsi que l'atteinte des objectifs de la loi Egalim,

- d'engager, avec les établissements scolaires (dont certains sont déjà membres de groupements d'achat), une étude d'opportunité et de faisabilité en vue de la mise en œuvre d'achats groupés dans les collèges publics.

- d'autoriser la mise en œuvre d'une mission AMO achats groupés Restauration scolaire collèges.

- d'inscrire un crédit de 50 000 € au Budget Primitif 2022, conformément à l'annexe financière I.

- d'autoriser M. le Président du conseil départemental à signer tout document à intervenir dans le cadre de cette opération.

4°) L'interface de gestion :

considérant la procédure d'appel d'offres menée par le Département au 1^{er} semestre 2020 afin de créer un lien fonctionnel entre les différents outils informatiques des collèges, leur permettant de gérer la compétence « restauration scolaire » et ainsi en faciliter l'exercice, la solution informatique WEBGEREST, proposée par la société IANOR, a été retenue et mise en place dans tous les établissements après une phase test,

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit global de 30 400 €, conformément à l'annexe financière I, au titre :

- la formation des nouveaux arrivants et des seconds de cuisine,
- la maintenance de l'outil,
- accompagnement sur des fonctionnalités complémentaires de l'outil.

C°- Les moyens humains :

1°) Les remplacements des personnels techniques des collèges :

conformément à la convention d'objectifs et de moyens signée avec les collèges landais, qui prévoit que le remplacement du personnel absent par du personnel contractuel est pris en charge par le Département en fonction des situations et des crédits disponibles,

compte tenu des moyens conséquents, en terme de mise en place de contractuels, déployés par le Département en 2021 afin de permettre aux établissements de répondre aux attendus de la mise en œuvre du protocole sanitaire COVID, et d'affecter des remplaçants pour suppléer aux absences des personnes vulnérables,

- d'inscrire au Budget Primitif 2022 un crédit de 800 000 €, conformément à l'annexe financière I, pour la mise en place de remplaçants sur les postes vacants tout au long de l'année et du remplacement des personnels titulaires en congés (maladie, maternité, parental ...).

2°) Renouvellement de vêtements de travail et petits équipements :

conformément au code du travail, le Département fournit des tenues de travail et EPI visant à préserver la santé, l'hygiène et la sécurité des agents,

- d'inscrire au Budget Primitif 2022, conformément à l'annexe financière I, un crédit de :

- 75 000 € pour le renouvellement des vêtements et accessoires de travail des personnels techniques des collèges,
- 15 000 € pour les divers petits équipements de sécurité et pour les équipements individuels spécifiques nécessaires aux agents des collèges dans le cadre de travaux en hauteur (harnais par exemple et autres missions particulières.

- de préciser qu'un recensement a été fait par la Prévention Santé et Qualité de Vie au Travail (PSQVT) auprès des collèges afin de vérifier l'adéquation des équipements aux situations de travail.

3°) Les moyens complémentaires au titre de l'insertion et la solidarité « Parcours Emploi Compétences » (PEC) :

afin de poursuivre la politique d'insertion sociale à destination des personnes travaillant dans les collèges,

- d'adopter pour ces contrats le dispositif de financement tel que défini l'an dernier, à savoir :

- l'attribution à chaque collège des crédits correspondants à la part employeur de la rémunération de ces personnels pour la durée du contrat sur présentation du document de demande d'aide établi par « Pôle Emploi »,
- le financement s'effectue en début de trimestre en fonction du nombre de contrats conclus par l'établissement ; à la fin du trimestre, la mise à disposition de la copie des bulletins de salaires permettra ainsi de valider ou de corriger le versement effectué.



- d'inscrire au Budget Primitif 2022, conformément à l'annexe I :
 - un crédit de 160 000 € pour le financement de la part-employeur des PEC concernant les personnes employées dans les collèges publics landais sur des missions relevant des compétences départementales,
 - un crédit de 6 000 € dans le cadre d'un concours financier direct du Département, jusqu'à 1 000 € (par an et personnel) pour la prise en charge de la formation des Parcours Emploi Compétences, et continuer ainsi de participer à la politique d'intégration sociale,

étant précisé que le Département prendrait en charge la formation ainsi que des frais de déplacement et de restauration liés à ces stages.

III – L'opération « un collégien, un ordinateur portable » :

A°- Les orientations stratégiques :

considérant les conclusions de l'étude réalisée par le Cabinet ASDO permettant de disposer d'un état des lieux sur le numérique éducatif dans les Landes ainsi que les compléments apportés suite aux retours d'expériences dans le contexte particulier des confinements en période COVID,

considérant les pratiques développées dans les 13 collèges concernés par des EIM en 5ème (en 6ème dans deux cas), l'organisation et les affectations des 23 AFTIC tiendront compte du nombre et des types de matériel, étant précisé que pour les 26 autres établissements, les niveaux actuellement non dotés d'EIM seront (en fonction des besoins) concernés par la (re) création de salles informatiques, voire l'affectation de chariots-mobiles, sous réserve de l'évaluation à venir de l'expérimentation en cours réalisée sur deux collèges (Angresse et Linxe),

- de maintenir et consolider le champs d'application actuel de l'opération « un collégien, un ordinateur portable ».

- d'inscrire un crédit de 569 000 € au Budget Primitif 2022 nécessaires à la poursuite de la prise en charge des AETICE jusqu'à fin-août,

étant précisé que la création des 23 postes d'adjoints techniques territoriaux qui assumeront une fonction d'animateur-formateur-technicien informatique en collèges (AFTIC) à compter d'août 2022 est prévue à la délibération n° M 3 du Budget Primitif 2022.

- d'adopter le principe d'une prise en charge partielle pour les établissements qui souhaiteraient continuer, à titre complémentaire à employer directement des Assistants d'Education (AE) sur des postes intégrant des activités sur le numérique éducatif, afin d'accompagner l'évolution quantitative (23 AFTIC en lieu et place des 39 AETICE).

- de préciser que sur un maximum de 16 postes, une partie du coût financier (à l'exclusion des frais liés : formation, déplacement, restauration,...) serait supportée par la collectivité.

- de donner délégation à la Commission Permanente pour approuver tout document à intervenir (nouvelle convention ou avenant) dans le cadre du partenariat avec l'Éducation Nationale.

B°- Actions pour 2022 :

1°) Poursuite des actions liées au numérique dans les collèges dont les opérations d'équipements individuels et l'application du référentiel :

considérant le travail du Département pour l'application de la convention cadre de partenariat conclue avec le Rectorat en 2018, notamment en tenant les deux comités de pilotages par année scolaire, et, avec cinq visites d'observations en collèges,

- de procéder :
 - à l'achat et au renouvellement de 550 tablettes iPad, ainsi que des coques et housses de protection de ces équipements nomades ; étant précisé que les terminaux informatiques actuels, dont la garantie arrive à échéance au 1er août 2022, seront proposés à la vente, en lots, « aux mieux des intérêts du Département »,
 - à l'augmentation des débits internet dans les 21 collèges quiaturent avec leur liaison actuelle,
 - au renouvellement des licences logicielles et à l'ajustement des outils logiciels de supervision des postes.
- de poursuivre la création des paquets des ressources nécessaires afin d'installer les logiciels et les ressources numériques sur les terminaux informatiques fixes et les équipements individuels mobiles.
- de procéder au renouvellement des 725 matériels de commutation réseaux et des 230 bornes WiFi pour les collèges.
- de procéder à l'acquisition des charriots de stockage, des charriots mobiles et des stations de travail.
- de poursuivre :
 - le remplacement imprimantes 3D (10 000 €) entamé en 2019 ainsi que le remplacement des serveurs administratifs dans une dizaine de collèges.
 - le renouvellement des matériels dans les collèges dans le cadre du référentiel des équipements informatiques et sur la base de l'inventaire réactualisé en 2018 : environ 500 postes fixes avec une garantie de cinq ans sur site, de 310 vidéoprojecteurs qui sont défectueux ou qui ne sont plus sous garantie, 500 écrans etc.
 - le remplacement, dans le cadre d'un plan pluriannuel et en concertation avec le Rectorat, de 10 derniers équipements de sécurité informatique pour les collèges,
étant précisé que le complément de l'acquisition de logiciels de supervision réseau, pour ces nouveaux équipements, est à prévoir.
 - les travaux de rénovation de câblage des vidéoprojecteurs dans douze collèges ainsi que les travaux pour l'installation de nouveaux matériels réseaux nécessaires au fonctionnement des réseaux filaires et Wifi, notamment au collège de Saint-Pierre-du-Mont dont les travaux de mise en œuvre seront réalisés à l'été, mais également de procéder à des réparations ou des rajouts de points dans les collèges comme par exemple à Dax (collège Léon des Landes).

- de préciser que ces nouveaux matériels et équipements seront enregistrés à l'inventaire du Département qui en assumera le maintien en condition opérationnelle.

- d'inscrire au Budget Primitif 2022, conformément à l'annexe financière I, pour la mise en place de l'ensemble des opérations d'équipement précitées :

• en fonctionnement, un crédit global de 950 000 € détaillé comme suit :

➤ liaisons internet des collèges	430 000 €
➤ petits matériels et pièces non inventoriées	120 000 €
➤ formation des assistants d'éducation	50 000 €
➤ prestations de services	120 000 €
➤ prestations location de véhicules utilitaires	10 000 €
➤ organisation d'une journée d'information TICE	5 000 €
➤ étude opération portables	75 000 €
➤ déploiement des équipements individuels mobiles emplois non permanents	140 000 €

• en investissement, un crédit global de 2 250 000 € détailler comme suit, afin de procéder aux acquisitions :

➤ d'équipements individuels mobiles et aux vidéoprojecteurs, équipement réseaux, parefeux, etc.	1 250 000 €
➤ d'ordinateurs fixes et écrans - nouvelle compétence « informatique » issue de la Loi de Refondation de l'École de 2013	350 000 €
➤ de logiciels bureautiques, applications de supervision réseaux, logiciels de sécurité réseaux	200 000 €
➤ de logiciels pour ordinateurs fixes (renouvellement annuel)	110 000 €
➤ de travaux de câblage	340 000 €

2°) Les assistants d'éducation :

conformément au cadre défini dans la convention cadre de partenariat signée le 24 décembre 2018 (notamment ses articles 3.1.3 et 3.2.3, relatif aux AETICE et à leurs missions) et aux engagements adoptés dans ce cadre par délibération de la Commission Permanente n°7(1) en date du 14 décembre 2018,

- de maintenir jusqu'à la fin d'année scolaire cours l'accompagnement technique de l'opération « un collégien, un ordinateur portable » en finançant les rémunérations d'assistants d'éducation dédiés à cette action,

étant précisé que le Département prendra en charge la formation ainsi que des frais de déplacement et de restauration liés à des journées de mutualisation.

- de rappeler qu'un crédit de 569 000 € est inscrit à la présente délibération et dont le montant correspond à la rémunération (jusqu'en août 2022 inclus) d'un poste d'assistant d'éducation par établissement pour les collèges publics landais.



- de préciser que, conformément à l'article 3.2.3 de l'actuelle convention, l'État s'est engagé à participer financièrement à la rémunération d'au moins 5,5 postes d'assistants d'éducation TICE (1 607 heures annualisées) pour cinq collèges publics landais.

- de préciser que le crédit inscrit sera reversé à l'établissement mutualisateur sur présentation des factures correspondantes

*

* *

- d'approuver le détail des inscriptions budgétaires 2022 tel que figurant en annexe I (annexe financière).

- d'autoriser M. le Président du Conseil départemental à signer l'ensemble des actes dans le cadre des inscriptions précitées.

Le Président,

Xavier FORTINON



RAPPORT I1 (AP) - ANNEXE I
RECAPITULATIF DES INSCRIPTIONS BUDGETAIRES
BP 2022

I - AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° AP	INTITULE	CHAPITRE	FONCTION	AUTORISATIONS DE PROGRAMMES				
				AP ANTERIEURES ACTUALISEES (DM2 - 2021)	CP REALISES AU 31/12/2021	AP 2022 (BP 2022)		SOLDE AP
						AJUSTEMENTS	NOUVEAU MONTANT	
524	COLLEGE D'ANGRESSE (2016)	208	221	13 235 024,16	12 740 135,17	-267 000,00	12 968 024,16	227 888,99
410	COLLEGE GRENADE SUR L'ADOUR (2014)	200	221	4 500 000,00	3 710 444,64		4 500 000,00	789 555,36
523	COLLEGE JEAN ROSTAND CAPBRETON (2016)	200	221	8 074 023,67	1 378 529,59		8 074 023,67	6 695 494,08
622	COLLEGE DE RION DES LANDES	200	221	2 090 000,00	2 015 022,13	19 022,13	2 109 022,13	94 000,00
459	COLLEGE LUBET BARBON ST PIERRE DU MONT (2015)	200	221	5 725 000,00	2 850 066,06	300 000,00	6 025 000,00	3 174 933,94
621	COLLEGE DU PAYS D'ORTHE PEYREHORADE (2018)	200	221	400 000,00			400 000,00	400 000,00
764	COLLEGE ST MARTIN DE SEIGNANX (2021)	200	221	400 000,00	17 056,67		400 000,00	382 943,33
798	COLLEGE DE GABARRET (2021)	200	221	3 000 000,00	40 528,06		3 000 000,00	2 959 471,94
803	COLLEGE ROSA PARKS DE POUILLON (2021)	200	221	1 300 000,00	3 737,49		1 300 000,00	1 296 262,51
765	COLLEGE JEAN ROSTAND TARTAS (2021)	200	221	600 000,00	24 750,00		600 000,00	575 250,00
620	COLLEGE LEON DES LANDES DAX (2018)	200	221	1 870 000,00	687 464,39	117 464,39	1 987 464,39	1 300 000,00
244	COLLEGE MISE AUX NORMES ACCES (2012)	200	221	3 200 000,00	2 536 512,58		3 200 000,00	663 487,42
709	COLLEGE ST VINCENT DE TYROSSE (2020)	200	221	1 000 000,00		2 000 000,00	3 000 000,00	3 000 000,00
710	COLLEGE SOUSTONS (2020)	200	221	750 000,00			750 000,00	750 000,00
582	COLLEGE JEAN ROSTAND MONT DE MARSAN 2017 *			1 350 000,00	1 166 998,01	-183 001,99	1 166 998,01	0,00
490	AIDE COMMUNES EQUIP SPORT/COLLEGES 2016	204	221	850 000,00	625 592,70			224 407,30
553	AIDE COMMUNES EQUIP SPORT/COLLEGES 2017	204	221	200 000,00	167 657,07			32 342,93
599	AIDE COMMUNES EQUIP SPORT/COLLEGES 2018	204	21	350 000,00	309 098,32			40 901,68
654	AIDE COMMUNES EQUIP SPORTS/COLLEGES 2019	204	21	900 000,00	538 629,69			361 370,31
698	AIDE COMMUNES EQUIP SPORT/COLLEGES 2020	204	21	700 000,00	263 320,23			436 679,77
777	AIDE COMMUNE EQUIP SPORTIF COLLEGES 2021	204	21	1 300 000,00	141 576,96			1 158 423,04
851	AIDE COMMUNE EQUIP SPORTIF COLLEGES 2022	204	21	171 393,63			700 000,00	700 000,00
TOTAL				51 965 441,46	29 217 119,76	1 986 484,53	50 180 532,36	25 263 412,60

CREDITS DE PAIEMENT				
CP OUVERTS AU TITRE DE 2022	CP OUVERTS AU TITRE DE 2023	CP OUVERTS AU TITRE DE 2024	CP OUVERTS AU TITRE DE 2025	CP OUVERTS AU TITRE DE 2026
200 000,00	27 888,99			
650 000,00	139 555,36			
150 000,00	700 000,00	2 000 000,00	2 845 000,00	1 000 494,08
94 000,00				
2 070 000,00	700 000,00	404 933,94		
50 000,00	200 000,00	110 000,00	40 000,00	
200 000,00	100 000,00	82 943,33		
650 000,00	900 000,00	800 000,00	609 471,94	
300 000,00	500 000,00	496 262,51		
90 000,00	200 000,00	200 000,00	85 250,00	
1 300 000,00				
150 000,00	513 487,42			
20 000,00	300 000,00	800 000,00	1 000 000,00	880 000,00
75 000,00		20 000,00	180 000,00	475 000,00
109 000,00	115 407,30			
20 000,00	12 342,93			
35 000,00	5 901,68			
190 000,00	171 369,31			
100 000,00	150 000,00	146 679,77	40 000,00	
200 000,00	300 000,00	300 000,00	300 000,00	58 423,04
330 000,00	250 000,00	120 000,00		
6 983 000,00	5 285 952,99	5 480 819,55	5 099 721,94	2 413 917,12

* AP à clôturer au Budget Primitif 2022



II - INSCRIPTIONS BUDGETAIRES HORS AP

SECTION	CHAPITRE	FONCTION	INTITULE
INVESTISSEMENT			
	458216	01	PARTICIPATION COMMUNE ANGRESSE
	200	221	MAINTENANCE DU PATRIMOINE COLLEGES
	204	221	PARTICIPATION CITES ET ENSEMBLES SCOL
	200	221	COLLEGE HYGIENE ET SECURITE
	200	221	COLLEGE DD TRAVAUX
	200	221	DDEC
	200	221	PARTICIPATION 1/2 PENSION
	204	221	SUBV COLLEGES EQUIPEMENTS
	204	221	SUB EQUIP COLLEGES/MOBILIER ADAPTE
	20	221	LOGICIELS
	21	221	MAT ET MOB INFORMATIQUE COLLEGES
	23	221	TRAVAUX EQUIPEMENT WIFI
			Total investissement

DEPENSES BP 2022	RECETTES BP 2022
	495 000,00
7 140 000,00	
500 000,00	
560 000,00	
1 200 000,00	
	1 495 000,00
	26 900,00
320 000,00	
10 000,00	
310 000,00	
1 600 000,00	
340 000,00	
11 980 000,00	2 016 900,00

FONCTIONNEMENT			
	011	221	MAINTENANCE SECTORISATION
	011	221	DIVERSES PRESTATIONS
	65	221	COLL PUBLICS ENTRET COURANT
	011	221	REMBOUR. ASSURANCES COLL. PUBL
	011	221	DEFIBRILATEURS
	65	221	DEPLACEMENT EQUIPEMENTS SPORTIFS
	65	221	PART. GESTIONNAIRES PISCINES PUBLIC
	65	221	FONCTIONNEMENT COLL. PUBLICS
	011	221	REDEVANCES ORDURES MENAGERES
	65	221	FORFAIT EXTERNAT
	65	221	ORCHESTRE A L'ECOLE - CONSERVATOIRE
	011	221	ACHATS DENREES ALIMENTAIRE
	74	221	FARPI
	65	221	COMPENSATION TARIFICATION REGION
	74	221	CONTROLE HYGIENE RESTAURATION
	011	221	CONTROLE HYGIENE RESTAURATION
	011	221	CONTROLE HYGIENE RESTAURATION PMS
	65	221	APPEL A PROJET RESTAURATIONS
	011	221	ETUDES ACHATS GROUPES RESTAURATION
	011	221	LOGICIEL RESTAURATION
	012	221	SUPPLEANCE ET VACATION (CDG)
	011	221	FOURNITURES VETEMENTS DE TRAVAIL
	011	221	FOURNITURES PETIT EQUIP TOS
	65	221	PEC
	011	221	FORMATION PEC
	65	221	DOT ASSISTANT EDUC
	011	221	PORTABLES COLLEGES
	012	221	DEPLOIEMENTS - CREDITS PERSONNELS
			Total fonctionnement
			TOTAL HORS AP

15 000,00	
657 000,00	
50 000,00	
3 000,00	
18 450,00	
70 000,00	
14 000,00	
4 029 482,00	
110 000,00	
1 336 000,00	
60 000,00	
3 000,00	
	725 000,00
90 000,00	
	15 000,00
90 000,00	
30 000,00	
5 000,00	
50 000,00	
30 400,00	
800 000,00	
75 000,00	
15 000,00	
160 000,00	
6 000,00	
569 000,00	
810 000,00	
140 000,00	
9 236 332,00	740 000,00
21 216 332,00	2 756 900,00

Récapitulatif des inscriptions		
	Dépenses	Recettes
Chapitre 208	200 000,00	
Chapitre 200	14 699 000,00	1 521 900,00
Chapitre 204	1 814 000,00	
Chapitre 458216		495 000,00
Chapitre 20	310 000,00	
Chapitre 21	1 600 000,00	
Chapitre 23	340 000,00	
Chapitre 011	1 912 850,00	
Chapitre 012	940 000,00	
Chapitre 65	6 383 482,00	
Chapitre 74		740 000,00



Annexe II

PROGRAMME PREVISIONNEL DE TRAVAUX 2022

	env 2022	DP/LF
Collège	Travaux	
Tous Collèges	grosses réparations	
	reports 2021	
Tous collèges	mise à jour DTA de 20 collèges	
	remplacement chaudière Bois-collège TARTAS	
	remplacement chaudière Bois-collège J.Moulin/ St Paul les Dax	
	mission de maîtrise d'œuvre - remplacement des chaudières à bois	
	mission de contrôle technique - remplacement des chaudières à bois	
	mission de Maîtrise d'Oeuvre pour la sécurisation du travail en hauteur dans les collèges	
	travaux pour la sécurisation du travail en hauteur dans les collèges	
	mission de Maîtrise d'Œuvre pour la remise à niveau des postes HT	
Jean Rostand Mont de Marsan	Travaux postes HT	
	Remplacement des 5 WC toilettes garçons	
	Réfection des sols et peinture de 2 logements de fonction	LF
	Relamping BET	
Cel le Gaucher Mdm	Diagnostic énergétique	
Cel le Gaucher Mdm	Réfection calorifuge matériel en toiture terrasse	
	BET calorifuge	
Victor Duruy Mdm		
	Réfection des peintures des logements de fonction du principal adjoint	LF
	Programmation local agents CD	
	Relamping BET	
	Diagnostic énergétique	
Grenade	Relamping Travaux	
	Reprise des peintures et enduits de la demi pension	DP
	création d'une cloture devant demi pension	
	remplacement de la cloture coté sud ouest	
	reprise de la cloture mitoyenne demi pension	
	reprise des avants toits demi pension	
St Pierre du Mont	aménagement terrain mitoyen	
	installation de mobilier dans la cours	
	sonorisation de la cours et du préau	
	remplacement des luminaires du hall d'entrée par des spots Leds	
	remplacement volets roulants	
	remplacements portes segpa	
Albret Dax	modification laverie	
	remplacements de fen^tres ecternat	
	remise en état ventilation externat	
	Mission Coordination SSI	
	traitement Réfection enduit du mur d'enceinte du collège (aucun JD)	
	Dépose tables fixes et remplacement moquette salle de musique	
	MOE + Réfection SSI (câbles non conformes+associativité) + BC	
	Réfection clôture côté terrain de sport avec pare ballons sur la zone terrain hand	
	Travaux électriques dans salles techno et autres (suppression multi prises) + dépose des bornes salle ULIS (reprise sol souple à voir)	
	Sous station - 2ème pompe HS (urgent à faire)	
	Salle de réunion administration problème de CTA (devis demandé à SPIE par collège sans retour...)	
	Porte CF entre self et préparation à remplacer (porte tiercée bois existante)	DP
	Visiophone ext HS remplit et protection	
	Levé du bâti et topo de l'ensemble	
	Relamping BET	
	Diagnostic énergétique	
	Réparations diverse volets roulants/ouvrants	



Léon des Landes Dax	Thermites bureau du principal	
	Mission MOE SSI + CSSI	
	Mission MOE pour remplacement production ECS	DP
	Création ouverture dans WC garçons	
	Remplacement SSI (montant à confirmer)	
	Etanchéité terrasse RDC	
	Réfection production ECS de la 1/2 pension et gymnase	DP
	Réfection sanitaires sous préau	
	Réfection plateau sportif (zone stockage bungalows)	
	Diagnostic énergétique	
JEAN MOULIN Saint-Paul-lès-Dax	Pare ballons au niveau toiture terrasse local vélos (danger élèves)	
	Suppression fosse septique pour gymnase et branchement sur tout à l'égout (études)	
	Moe rénovation thermique + SPS	
	Remplacement visiophone dégradé	
Danielle Mitterand Saint Paul les Dax	Remplacement écran tactile chaufferie	
	Reprise espace vert entrée	
	Amélioration confort thermique (DAT - CSPS)	
	Poursuite de la Protection des couloirs externat, Salle polyvalente et foyer (habillage dégradation laine de verre)	DP
	Levée observations commission de sécurité : Défaut alarme incendie, mise à jour plan évacuation, BAES	
	Poursuite de la Protection des couloirs externat, Salle polyvalente et foyer (habillage dégradation laine de verre) deuxième tranche	
	Remplacement des guidages des stores façades Nord externat	
	Suite à DO reprise évacuations douches au dessus salle étude 2 (devis Clède)	
Linxe	Suite à DO remplacement porte ext internat filles (devis lapegue)	
	Réparation des différents siphons douches internat	
	Remise en état du réseau gaines CTA Restauration	DP
	Remise en fonction CTA côté extension	
	Reprise partielle du sol accès 1/2 pension	DP
MONTFORT	Remplacement du portail livraison non conforme (Moe+travaux)	
	Vestiaires/Douches du personnel à réhabiliter (Moe+travaux)	DP
	Remplacement porte entre self et cuisine	DP
	Relamping	
	Infiltration toiture terrasse logement principal et gestionnaire (recherche fuite)	LF
	Maitrise d'œuvre sanitaires	
	Bureau de contrôle pour les sanitaires	
	Mission SPS Sanitaires	
	Réfection sanitaire garçon + filles : travaux (prévoir emplacement bungalow hors marché)	
	Travaux de menuiserie suite passage commission de sécurité	
	Grand Bâtiment à détruire au collège, MOE, CTC,Travaux	
	MOE démolition bâtiment	
Pouillon	Filet terrain de sport	
	Inertage et enlèvement cuve de gaz extérieure	
	Remplacement vitrage marquise	
	Traitement anti-thermites	
	Remplacement portail livraison de la cantine	
	Moe relamping	
	Diag émergétique	
	Rénovation ITE externat compris réfection toiture tuile	DP
	Remplacement de la régulation	
Pouillon	Réfection toiture terrasse puit de jours	
	Diag/Moe relamping	
	Remplacement de sol deuxième tranche plombier	
	Remplacement de sol deuxième tranche sols souples	
	Remplacement sol PVC couloir Administration Lot n°2 report 2021	DP
	Moe Plateforme béton + muret béton our retenir le talus et travailler sur le propre groupe extérieur cantine	
	BC Plateforme béton + muret béton our retenir le talus et travailler sur le propre groupe extérieur cantine	
Pouillon	Plan d'intervention à mettre à jour suite commission de sécurité	



Tartas	Réfection cloison cuisine	DP
	Peindre et étanchéiser la façade sud ouest car infiltration	
	Clôture plateau sportif (filets)	
	Mettre en place meuble vasque inox dans la salle d'art plastique	
	Remplacer la centrale intrusion du collège	
Aire sur l'Adour		
Amou	Moe + BC reprise du soutènement du mur extérieur de clôture	
	remise en état PAC collège (PAC)	
	Levée des réserves électrique	
	Filet terrain terrains de sport	
	Moe Réfection chaufferie gymnase	
Geaune	Reprise du mur de soutènement du logement de fonction gestionnaire	LF
	Travaux relamping du collège	
	Audit sur sécurité incendie dans les locaux	
	Reprise clôture collège et sécurisation clôture cuve gaz	
Hagetmau	Travaux logement principal (remplacer la baignoire et divers petit travaux	
	Création espace vert pour les élèves	
	Divers travaux levée réserves électriques y compris tiré une ligne informatique	
	Diag + Moe + BC Renouvellement de la chaufferie	
	Diag + Moe relamping	
Mugron	Etude reprise mur soutènement arrière	
	reprise EP devant logement principale	LF
	Divers travaux électrique let peinture suite passage de M. LEVEILLE logement principale	LF
	Réparation local serveur	
	Remplacement caisson VMC	
Saint-Sever	Etude Abri casier + déplacement sanitaires	
	Diagnostic des réseaux existant	
	Travaux sanitaire	
	Mise en accessibilité bâtiments existant (hors ADAP),	
	Travaux accessibilité	
	travaux pour mise en sécurité ascenseur(BE,BC,Travaux)	
	RVRAT pour la création de la fenêtre dans la salle de réunion	
	ouverture cloison	
	Plombier pour reprise de tuyauterie pour fixer le châssis vitré	
Peyrehorade	Modification du portail d'entrée avec intégration d'un portillon,	
	Reprise des clôtures périphériques devant le collège	
	Refaire alimentation principale d'eau du collège (pas urgent, à prévoir)	DP
	Reprise sol souple dans le bungalow de la vie scolaire	
Angresse	Réparation du plancher dans le bungalow de la vie scolaire (sans sol souple)	
	Reprises carrelage	
Capbreton	Extension préau	
	Création garage à vélo	
Capbreton	Réparations couverture SEGPA	
	Divers travaux chaufferie (bruleur, régulation,...)	
	Travaux de VRD	
	Remplacement du portail principal	
Labenne		
	Etude de structure du préau du collège	
	Traitement des épaufrures	
	Travaux de peinture sur les façades	
Labenne	Reprise des bandeaux des logements de fonction - habillage alu ou PVC	



St Geours de Maremne	Travaux de peinture dans les logements (gestionnaire + principale)	
	Remplacement de la gâche électrique à l'entrée du collège	
	Mise en place d'une casquette sur la porte des garages	
	Mise en place de garde corps - protection portes issues de secours	
	Reprise de sols dans le réfectoire	
St Martin de Seignanx	Remplacement de l'étanchéité de la toiture terrasse de la 1/2 pension + arêtières de la vie scolaire	
Soustons	Remplacement des châssis dans la 1/2 pension	
	Reprise d'une partie de la clôture du collège	
	Reprise de la SDB d'un logement	LF
	Mise en place d'une main courante	
	Renvoi de l'ouverture du portail de l'entrée vers la vie scolaire	
	Reprise du plateau sportif	
Tarnos	Mise en place de châssis vitrés dans 2 salles de sciences	
	Remplacement des luminaires (relamping)	
	Mise en place de flash lumineux dans les sanitaires	
	Création d'un auvent pour quai de déchargement	
	Mise en place de stores/rideaux dans le CDI	
	Mise en place d'une ventilation dans les salles de techno	
	Travaux d'élagage	
Tyrosse	Remplacement d'une sauteuse et d'un four	
	Remise en peinture de la salle d'étude, le couloir infirmerie et hall	
	Remplacement du portail livraison	
	Mise en place de garde corps dans la 1/2 pension	
	Travaux de désenfumage du self	
	Etude de faisabilité désenfumage	
	Moe désenfumage	
	BC désenfumage	
	Remplacement chauffe-eau dans le logement du principal	LF
	Reprise épaufrures sur poutre et balcons	
Nelson Mandela à Biscarrosse	extension Abris vélos + bloc sanitaire extérieur cours + atelier stockage + sanitaire vestiaires du personnel	
	Diag étanchéité verrière	
	Recherche fuite sur verrière remplacement joints	
	Reprise du sol résine dans l'ensemble de la cuisson	DP
	Etude pour le remplacement des 6 photovoltaïques	
	Remise à niveau disconnecteur + soupape chaudière	
	Etude pour modif tunnel de séchage MLV	
	Système pompage fosse ascenseur	
MERMOZ à Biscarrosse	Diag remplacement terrasse bois 200m ²	
	Remplacement des luminaires extérieurs	
	Réalisation d'une couverture des bennes à bois	
	Reprise de la terrasse bois effondrement	
	Ergonomie demi-pension (détail voir fiche d'opération) : Prog + BC + relevé 3D + DTA	DP
	Extension alarme intrusion	
	Remplacement isolants des tubes frigorifique des groupes	DP
	Remplacement d'un ventilateur sur la hotte d'extraction	DP
	Diag/Moe Relamping	
	Diag énergétique	



Labouheyre	Remplacement des stores extérieurs	DP
	Remplacement des vitrages	
	Remplacement clôture pour protection vitrages	DP
	Reprise des trottoirs côté rue	
	Fuite dépannage en urgence VS demi-pension	DP
	Mise à jour des plans d'évacuations et d'évacuations	
	Diag/Moe Relamping	
	Pompage de l'eau en fosse ASC	
Labrit	Remplacement batterie CTA cuisine	DP
Labrit	vérification dépannage VMC logement	LF
	recherche et réparation de fuite sur la toiture de la 1/2 pension	DP
MIMIZAN		
	Reprise de l'éclairage extérieur	
	Réno Energétique : Etude reprise des façades/Enveloppe extérieure	
	Diag réseaux enterrés	
	Dépannage et remise en état du lave vaisselle	DP
	Reprise étanchéité salle de réunion/polyvalente	
	Reprise des fx plafonds prépa froide après étude	DP
Morcenx	Mission Moe +diag pour intégration chaudière bois	
	Réseau EP extérieur	
	Elagage des arbres	
	Mise en place d'un abris pour le convoyeur et les bennes bois	
	Prévision reprise des CTA en attente convention	
Rion des Landes	Etanchéité + plaques polycarbonate	
	Diag fissures niveau passerelle	
	Platine vidéo intérieure	
	Portillon + lisse pour coffrets	
	Traitement contre amadouvier (élaguer ou couper arbres touchés)	
	Réfection faux plafonds dégagement 1 er étage	
Parentis	Création d'une voie pour véhicule	
	Diag/+Moe relamping	
Villeneuve de Marsan	Diag énergétique	
	Clôture cours	
	Système pompage fosse ascenseur	
Villeneuve de Marsan	Mur de soutènement complémentaire, compris clotures	
	BET mur de soutènement ADING	
	Bureau de contrôle mur de soutènement	
	Mission SPS pour mur de soutènement	
	Domage ouvrage	
	Mission G4 INGESOL	
Gabarret		
	Rénovation internat d'excellence	
	Rénovation restauration	DP
	Diagnostic Energétique	
	Diagnostic Remplacement chaufferie	
Roquefort	Complément des TRE implanté dans l'Internat	
	Salle de conférence Isolation phonique pose baffles acoustiques, remplacement luminaires??	
	Installer visiophone avec gâche électrique	
Roquefort	Creation d'un interphone pour le logement de fonction	LF
	Création d'un système d'horloge carillon interclasse	



ANNEXE III

AIDE AUX PROGRAMMES D'EQUIPEMENT DES COLLEGES

Adopté par délibération n° I 1 du Conseil départemental en date du 1^{er} avril 2022

Programmes subventionnables

Chaque collège peut proposer annuellement un programme d'équipement pour chacune des catégories suivantes :

- Equipement pédagogique : (à l'exclusion des dépenses d'acquisition de matériel informatique) :
 - acquisition ou renouvellement de matériel pédagogique (hors matériel faisant l'objet d'un programme de dotation spécifique du Conseil départemental et hors matériel pédagogique légalement à la charge de l'Etat dont la liste est fixée par l'article D. 211-14 du Code de l'Education) ;
- Equipement non pédagogique : (à l'exclusion des dépenses d'acquisition de matériel informatique) :
 - acquisition de matériel de gestion et d'entretien ;
 - acquisition de mobilier scolaire courant (hors mobilier d'administration, photocopieur) ;
 - matériel d'entretien visant à améliorer les conditions de travail des agents techniques ;
 - Dans un souci de continuité de la démarche ergonomie mise en place depuis 2013, seuls les équipements à niveau constant et les chaises d'un poids inférieur à 5 kg pourront être pris en charge dans ce dispositif.
 - Pour toute acquisition de matériel en direction des personnels techniques dont l'utilisation requiert un certificat ou une habilitation, il sera vérifié que cette condition est respectée à défaut de quoi le projet ne sera pas cofinancé.
 - Equipement travail en hauteur :
acquisitions de plateforme individuelle roulante légère, échafaudage, etc. matériel nécessaires aux agents de maintenance ayant suivi la formation travail en hauteur pour travailler dans des conditions de sécurité adaptées..
- Fonds documentaire CDI : (à l'exclusion des dépenses d'acquisition de matériel informatique) :
 - Logiciels pédagogiques – hors logiciels administratifs, vidéos, livres – hors manuels scolaires dont la charge revient à l'État ;

Dépenses subventionnables

La dépense subventionnable T.T.C. annuelle est plafonnée par collège pour l'équipement pédagogique, pour l'équipement non pédagogique et pour les ressources documentaires et pédagogiques :

Un seul plafond est fixé pour les trois enveloppes :

- 972 € par division pour les collèges de moins de 10 divisions
- 9 720 € pour les collèges de plus de 10 divisions, auxquels s'ajoutent 810 € par division au-dessus de 10.



Les consommables (matières périssables) ainsi que les petites fournitures ayant une durée de vie limitée et/ou un prix unitaire inférieur à 200 euros hors taxe sont exclus dudit dispositif.

Le matériel informatique ainsi que tous les objets connectés ne sont pas éligibles au dispositif.

Outre les ordinateurs fixes et portables, cette exclusion concerne l'ensemble des équipements informatiques ou assimilés, périphériques et assimilés notamment : robots, stations multimédia, imprimantes, caméra, scanner, photocopieuses, vidéo-projecteur, TBI, appareils photos ou caméras numériques, casques, enceintes, dictaphone numérique, matériel de sonorisation...

Taux de subvention :

Sur le montant global calculé sur les modalités précisées ci-dessus

- **30%** pour les établissements dont l'écart entre le montant du fonds de roulement et le seuil de prudence du montant de ce fonds (fixé à $\frac{1}{4}$ du montant de la DGF pour les établissements disposant d'un service de restauration et $\frac{1}{6}$ ^{ème} pour les autres établissements) est supérieur ou égal à 60 % du montant de la DGF ;
- **45%** pour les établissements dont l'écart entre le montant du fonds de roulement et le seuil de prudence du montant de ce fonds ((fixé à $\frac{1}{4}$ du montant de la DGF pour les établissements disposant d'un service de restauration et $\frac{1}{6}$ ^{ème} pour les autres établissements) est supérieur à 30 % du montant de la DGF et inférieur à 60 % de ce même montant ;
- **60%** pour les établissements dont l'écart entre le montant du fonds de roulement et le seuil de prudence du montant de ce fonds ((fixé à $\frac{1}{4}$ du montant de la DGF pour les établissements disposant d'un service de restauration et $\frac{1}{6}$ ^{ème} pour les autres établissements) est inférieur ou égal à 30 % du montant de la DGF.
- Le montant du fonds de roulement est apprécié au 31 décembre de l'année précédente sur présentation d'un certificat détaillé de l'agent comptable après intégration du résultat de l'exercice correspondant sur le service général et le service de restauration.

**ANNEXE IV****EQUIPEMENT EN MOBILIER ADAPTE**

Collèges	Montant
Collège d'Albret - Dax - Classe ULIS	5 000,00 €
Collège d'Angresse - matériel adapté	2 052,10 €
Collège Duruy - Mont de Marsan	733,90 €
Collège de Mimizan	963,15 €
TOTAL	8 749,15 €

ANNEXE V

REGLEMENT D'AIDE A LA REALISATION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS A L'USAGE PRIORITAIRE DES COLLEGES

Adopté par délibération n° I 1 du Conseil départemental en date du 1^{er} avril 2022

L'enseignement de l'éducation physique et sportive dans les collèges nécessite de disposer d'équipements.

Pour rentabiliser au mieux ces équipements coûteux le Conseil départemental souhaite poursuivre sa politique de réalisation concertée avec les communes.

Le présent règlement a pour objet d'aider à la création et rénovation par les communes d'équipements adaptés aux besoins spécifiques des collèges :

- priorité aux équipements couverts,
- les équipements et installations sportives de plein air sont éligibles au présent règlement dans la mesure où ils concourent à l'amélioration des conditions d'enseignement de l'Education Physique et Sportive,
- diversité des équipements répondant aux 8 groupes d'activités du programme de l'Education Nationale que l'élève doit aborder durant sa scolarité, étant précisé qu'un règlement distinct – Plan Départemental des Espaces Sites et Itinéraires (PDESI) est dédié aux activités de pleine nature,
- proximité des équipements pour limiter les temps de déplacements (limités si possible à 20 minutes par semaine),
- locaux annexes adaptés (vestiaires, sanitaires, douches, local de rangement de matériel).

Le mobilier (y compris sportif) n'est pas subventionnable.

Article 1 :

Une aide départementale en capital peut être accordée à une commune ou une structure intercommunale qui réalise un équipement sportif en vue d'une utilisation prioritaire et gratuite par un collège dans le cadre de l'enseignement de l'éducation physique et sportive et de l'UNSS. Cette aide n'est pas cumulable avec celle accordée au titre du Règlement du Fonds d'Equipement des Communes.

Article 2 :

Une liste des projets sera établie et examinée par la Commission Permanente du Conseil départemental.

Priorité est donnée aux projets motivés par :

- la création d'un collège ;
- la mise en sécurité ;
- amélioration des conditions d'enseignement en rapport avec les programmes d'EPS.

Sous réserve de crédits disponibles, la Décision attributive est prise par la Commission Permanente du Conseil départemental.

Sauf dérogation expresse accordée par M. le Président du Conseil Départemental la décision de subvention ou à défaut, une fin d'instruction du dossier notifiée par le Président du Conseil Départemental, doit être préalable à tout commencement des travaux.

Article 3 :

Sont subventionnables :

- Pour les équipements couverts :
 - les travaux de construction, de grosses réparations (travaux au clos, au couvert, mise aux normes, réfection des sols) et d'aménagement d'équipements couverts ; les honoraires de maîtrise d'œuvre et autres frais d'études ne participent pas au calcul du montant de la dépense subventionnable
 - les installations annexes d'équipements de plein air (bâtiments abritant : vestiaires, douches, sanitaires et local de rangement du matériel du collège)
 - à l'exclusion des besoins de natation
- Pour les équipements et installations sportives de plein air :
 - les travaux d'aménagement et de réalisation des équipements et installations sportives de plein air ; les honoraires de maîtrise d'œuvre et autres frais d'études ne participent pas au calcul du montant de la dépense subventionnable

Article 4 :

Pour être subventionnables, les travaux doivent être réalisés sur un équipement localisé à proximité du collège afin que le trajet nécessaire à son utilisation laisse un temps de travail suffisant aux élèves et professeurs.

Les annexes de l'équipement devront comporter :

- un vestiaire femmes avec douches et sanitaires,
- un vestiaire hommes avec douches et sanitaires,
- un local de rangement exclusivement réservé au matériel du collège.

Article 5 :

Le montant de l'aide peut être égal à 36% du montant H.T. des travaux, ce taux étant ensuite pondéré par l'application du Coefficient de Solidarité Départemental.

La dépense subventionnable, d'un montant minimum de 10 000 € H.T. est plafonnée à 750 000 € H.T..

Le plafond de dépense subventionnable est porté à 1 500 000 € HT en cas de création ou restructuration / réhabilitation d'un équipement couvert de type gymnase, à savoir un équipement répondant aux critères suivants :

- un équipement hors d'air, hors d'eau et chauffé
- un équipement polyvalent permettant l'exercice de plusieurs groupes d'activités physiques et sportives
- un équipement permettant l'accueil simultané d'au minimum de 2 unités de travail

Les taux et plafonds précités sont des « maximum », leur détermination pour chaque projet éligible étant fonction des crédits disponibles et de l'instruction du dossier de demande au regard des critères mentionnés à l'article 7.

Article 6 :

Les dossiers de demande à adresser à Monsieur le Président du Conseil Départemental devront comprendre :

- la délibération de la collectivité maître d'ouvrage ;
- le devis estimatif des travaux ;
- le plan de financement ;
- un RIB de la collectivité
- le projet de convention tripartite entre le Département, la collectivité propriétaire et le collège établissant les règles de mise à disposition gratuite pour ce dernier de l'ensemble des équipements sportifs de la commune ;
- le descriptif technique de l'opération accompagné des plans ;
- une note d'opportunité du collège confirmant l'adaptation des équipements envisagés aux besoins pédagogiques de l'établissement ; cette note signée du Principal et incluant formellement l'avis des professeurs d'éducation physique et sportive de l'établissement, développera l'ensemble des informations afférentes aux critères mentionnés à l'article 7.

Avant examen par la Commission Permanente du Conseil départemental, les dossiers seront étudiés par la Commission « Equipements sportifs des collèges », émanation du Comité consultatif Education.

Article 7

Au regard de l'état constaté des équipements sportifs et de leur utilisation par le(s) collège(s) situé(s) à proximité, l'instruction des dossiers, permettant d'établir leur éventuelle éligibilité au dispositif d'aides, ainsi que les taux et plafonds qui seront appliqués, dans la limite des maximum indiqués à l'article 5, s'effectuera notamment à partir des critères suivants :

- distance entre le collège et l'équipement ;
- caractéristiques techniques adaptées aux programmes pédagogiques, aux conditions d'enseignement et aux besoins du (ou des) collège(s) ;
- amélioration des conditions d'enseignement ;
- groupes d'activités et activités permis par l'équipement ;
- planning prévisionnel d'utilisation de l'équipement, précisant les « temps d'occupation » (jours, horaires,...) qui seraient alloués au titre de la mise à disposition prioritaire.

Article 8 :

L'aide du Département fait l'objet de 3 versements distincts respectant un délai minimum de 6 mois entre chaque versement.

Elle est versée selon le calendrier suivant :

- 30% seront versés après signature par l'ensemble des parties de la convention décrite à l'article 10 et sur production de l'ordre de service d'exécuter les travaux signé par le Maire (ou le Président de l'établissement public compétent) ;
- 30% seront versés sur production d'un état justifiant l'exécution des dépenses à hauteur de 80% du montant prévisionnel de la dépense subventionnable. Cet état devra être certifié par le comptable public de la collectivité maître d'ouvrage et visé par le Maire (ou le Président de l'établissement public compétent). La demande de versement de l'acompte n°2 ne peut être présentée avant un délai de 6 mois à compter de la demande du 1^{er} acompte ;



- le solde (40%) sera versé sur production de la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux et d'un décompte justificatif des dépenses certifiées acquittées par le comptable public de la collectivité maître d'ouvrage et visé par le Maire (ou le Président de l'établissement public compétent). La demande de versement de solde ne peut être présentée avant un délai de 6 mois à compter de la demande du 2ème acompte.

Article 9 :

Dans l'hypothèse où les travaux ne sont pas achevés dans un délai de deux ans à compter de la date d'attribution, la commune ou le groupement de communes pourra solliciter une prorogation du délai de validité de l'aide. Cette prorogation interviendra par arrêté après décision de la Commission Permanente.

A défaut de demande de la commune ou du groupement de communes, un arrêté de retrait de l'octroi de l'aide sera pris après décision de Commission Permanente.

Article 10 :

En contrepartie de l'aide départementale, le bénéficiaire (commune ou structure intercommunale) s'engage à mettre prioritairement à la disposition des collèges situés sur son territoire pendant une durée de 15 ans et à titre gratuit, l'ensemble de ses installations sportives.

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification de l'aide départementale, le bénéficiaire et le Département doivent conclure une convention de mise à disposition prioritaire des installations sportives par laquelle le bénéficiaire s'engage à affecter pendant la période scolaire et pendant les heures d'enseignement les installations sportives pour la pratique de disciplines sportives compatibles avec les lieux et selon l'usage habituellement reconnu à ces installations. Chaque année, le collège et la commune ou groupement de communes s'engagent à conclure une convention d'application fixant le planning d'occupation des installations sportives. Le Département des Landes pourra être destinataire de cette convention d'application annuelle sur simple demande formulée à l'un de ces deux contractants.



ANNEXE VI

AIDE AUX GESTIONNAIRES DE PISCINE

Adopté par délibération n° I 1 du Conseil départemental en date du 1^{er} avril 2022

La participation financière du Département aux structures-gestionnaires de piscine selon le nom de collégiens accueillis.

Cette participation est limitée à 20 heures de pratique effective sur la base du nombre de division du niveau de 6^{ème}. Elle s'élève à :

- 30 € par heure par division pour les piscines couvertes,
- 23 € par heure par division pour les piscines non couvertes.

Les participations seront libérées (par le Département) à la structure gestionnaire de piscine sur présentation d'un état de fréquentation, imprimé-type fourni par le Département, complété et visé par les représentants habilités du collège et de la structure gestionnaire de l'équipement.

Le document précisera le nombre d'heures d'utilisation ainsi que le nombre de division.

Le remboursement d'un collège qui aurait payé directement la structure gestionnaire est exclu.



ANNEXE VII

2022	
Part fixe	14 225,00 €
Montant m2	6,84 €
Montant par élèves pour collèges jusqu'à 10 divisions	3 161,00 €
Montant par divisions	1 849,00 €
Taux de revalorisation	0,0%

Établissement	Dot1 Prorata viab/surface coll * tx reval	Dot2 gestion	Tx en %	Montant CC en euros	Dot3 Dot1+Dot2 - CC	divisions Juillet 2021	Dot divisions	Dotation 2022	FDR 2019	FDR 31/12/2020	% du FDR / à DGF	DGF versée 2022
AIRE SUR ADOUR - Collège Gaston Crampe	27 128,24 €	39 355,16 €	0,00	0,00 €	66 483,40 €	17,00	31 433,00 €	139 871 €	52 077 €	70 929 €	50,71%	139 871 €
AIRE SUR ADOUR - Annexe J Sarrailh	2 700,00 €	12 673,52 €	0,00	0,00 €	15 373,52 €	1,00	1 849,00 €	14 024 €	0 €	0 €	0,00%	14 024 €
AMOU - Collège du Pays des Luys	44 699,00 €	37 344,20 €	0,00	20 249,58 €	61 793,62 €	11,00	20 339,00 €	79 233 €	78 423 €	81 491 €	102,85%	78 838 €
ANGRESSE - Collège Elisabeth et Robert Badinter	44 000,00 €	42 002,24 €		31 084,56 €	54 917,68 €	22,00	40 678,00 €	81 346 €		43 128 €	53,02%	81 346 €
BISCARROSSE - Collège Jean Mermoz	45 182,00 €	42 132,20 €	0,00	28 081,17 €	59 233,03 €	18,00	33 282,00 €	97 947 €	29 016 €	33 171 €	33,87%	97 947 €
BISCARROSSE - Collège Nelson Mandela	73 036,00 €	45 730,04 €	0,00	23 617,43 €	95 148,62 €	14,00	25 886,00 €	103 313 €	19 639 €	22 555 €	21,83%	103 313 €
CAPBRETON - Collège Jean Rostand	57 791,00 €	54 957,20 €	0,00	46 007,13 €	66 741,07 €	25,00	46 225,00 €	116 016 €	121 879 €	133 394 €	114,98%	112 975 €
DAX - Collège d'Albret	47 451,00 €	46 051,52 €	0,00	31 740,74 €	61 761,79 €	21,00	38 829,00 €	105 139 €	47 092 €	52 065 €	49,52%	105 139 €
DAX - Collège Léon des Landes	74 678,00 €	63 404,60 €	0,00	40 921,73 €	97 160,88 €	27,00	49 923,00 €	128 526 €	79 944 €	89 357 €	69,52%	128 526 €
GABARRET - Collège Jules Ferry	48 745,00 €	36 263,48 €	30,00	15 130,77 €	69 877,71 €	9,00	19 802,00 €	86 362 €	78 208 €	58 334 €	67,55%	86 362 €
GEAUNE - Collège Pierre de Castelnau	44 727,00 €	33 185,48 €	19,50	23 150,99 €	54 761,50 €	11,00	20 339,00 €	76 107 €	80 153 €	69 886 €	91,83%	76 107 €
GRENADE SUR ADOUR - Collège Val d'Adour	43 598,00 €	42 371,60 €	19,50	39 675,87 €	46 293,73 €	14,00	25 886,00 €	73 173 €	71 509 €	68 702 €	93,89%	73 173 €
HAGETMAU - Collège Jean Marie Lonné	59 776,00 €	49 505,72 €	0,00	34 914,95 €	74 366,78 €	22,00	40 678,00 €	116 732 €	118 502 €	97 428 €	83,46%	116 732 €
LABENNE - Collège Gisèle Halimi	56 936,00 €	42 836,72 €	0,00	44 731,44 €	55 041,28 €	24,00	44 376,00 €	99 599 €	73 599 €	86 191 €	86,54%	99 599 €
LABOUHEYRE - Collège Félix Arnaud	42 767,00 €	38 807,96 €	0,00	26 886,60 €	54 688,36 €	18,00	33 282,00 €	86 091 €	51 247 €	64 647 €	75,09%	86 091 €
LABRIT - Collège Henri Emmanuelli	44 828,00 €	41 263,52 €		26 717,73 €	59 373,79 €	12,00	22 188,00 €	106 045 €	129 433 €	129 502 €	122,12%	101 940 €
LINXE - Collège Lucie Aubrac	53 272,00 €	41 119,88 €	0,00	32 958,90 €	61 432,98 €	17,00	31 433,00 €	86 972 €	37 138 €	31 387 €	36,09%	86 972 €
MIMIZAN - Collège Jacques Prévert	55 898,00 €	44 690,36 €	0,00	35 958,59 €	64 629,78 €	22,00	40 678,00 €	100 900 €	37 472 €	72 198 €	71,55%	100 900 €
MONT DE MARSAN - Collège Cel le Gaucher	42 834,00 €	48 240,32 €	0,00	33 858,44 €	57 215,89 €	18,00	33 282,00 €	103 027 €	137 249 €	142 525 €	138,34%	96 115 €
MONT DE MARSAN - Collège Jean Rostand	37 858,00 €	44 327,84 €	0,00	30 091,23 €	52 094,61 €	18,00	33 282,00 €	102 625 €	57 034 €	62 249 €	60,66%	102 625 €
MONT DE MARSAN - Collège Victor Duruy	29 714,57 €	51 653,48 €	0,00	9 692,40 €	71 675,65 €	26,00	48 074,00 €	131 208 €	85 674 €	103 190 €	78,65%	131 208 €
MONTFORT EN CHALOSSE - Collège Serge Barranx	70 452,00 €	45 661,64 €	19,50	47 610,62 €	68 503,03 €	20,00	36 980,00 €	101 774 €	128 671 €	79 950 €	78,56%	101 774 €
MORCENX - Collège Henri Scognamiglio	30 067,94 €	36 913,28 €	0,00	886,71 €	66 094,51 €	13,00	24 037,00 €	103 674 €	66 400 €	56 413 €	54,41%	103 674 €
MUGRON - Collège René Soubagné	55 531,00 €	39 847,64 €	19,50	27 603,81 €	67 774,83 €	12,00	22 188,00 €	81 964 €	47 192 €	50 202 €	61,25%	81 964 €
PARENTIS EN BORN - Collège Saint Exupéry	47 771,00 €	37 487,84 €	0,00	0,00 €	85 258,84 €	29,00	53 621,00 €	133 215 €	50 914 €	53 012 €	39,79%	133 215 €
PEYREHORADE - Collège du Pays d'Orthe	26 818,00 €	40 777,88 €	0,00	0,00 €	67 595,88 €	22,00	40 678,00 €	104 453 €	64 817 €	85 167 €	81,54%	104 453 €
POUILLOU - Collège Rosa Parks	41 425,00 €	42 658,88 €	19,50	31 300,82 €	52 783,07 €	19,00	35 131,00 €	80 655 €	93 372 €	105 731 €	131,09%	76 267 €
RION DES LANDES - Collège Marie Curie	46 306,00 €	33 110,24 €	19,50	32 302,73 €	47 113,52 €	11,00	20 339,00 €	76 080 €	95 943 €	86 902 €	114,22%	74 186 €
ROQUEFORT - Collège George Sand	38 992,00 €	35 449,52 €	0,00	21 834,35 €	52 607,18 €	13,00	24 037,00 €	88 329 €	68 435 €	68 802 €	77,89%	88 329 €
ST GEOURS DE MAREMNE - Collège Aimé Césaire	47 662,00 €	46 961,24 €	19,50	33 359,04 €	61 264,20 €	19,00	35 131,00 €	101 745 €	134 338 €	144 475 €	142,00%	94 267 €
ST MARTIN DE SEIGNANX - Collège F. Truffaut	45 823,00 €	40 942,04 €	0,00	46 930,07 €	39 834,98 €	21,00	38 829,00 €	83 767 €	64 376 €	58 040 €	69,29%	83 767 €
ST PAUL LES DAX - Collège Jean Moulin	55 452,00 €	56 420,96 €	0,00	35 099,42 €	76 773,55 €	23,00	42 527,00 €	124 852 €	174 015 €	117 124 €	93,81%	124 852 €
ST PAUL LES DAX - Collège Danielle Mitterrand	67 675,00 €	58 035,20 €	30,00	48 319,50 €	77 390,70 €	22,00	40 678,00 €	114 616 €	79 738 €	81 481 €	71,09%	114 616 €
ST PIERRE DU MONT - Collège Lubet Barbon	55 871,00 €	57 830,00 €	30,00	39 617,96 €	74 083,05 €	27,00	49 923,00 €	122 466 €	131 364 €	112 507 €	91,87%	122 466 €
ST SEVER - Collège Cap de Gascogne	44 299,00 €	45 873,68 €	0,00	34 050,32 €	56 122,36 €	18,00	33 282,00 €	82 662 €	72 010 €	72 962 €	88,27%	82 662 €
ST VINCENT DE TYROSSE - Collège J-C Sescousse	55 695,00 €	48 397,64 €	0,00	36 315,83 €	67 776,82 €	19,00	35 131,00 €	105 982 €	102 293 €	90 791 €	85,67%	105 982 €
SOUSTONS - Collège François Mitterrand	58 393,00 €	46 044,68 €	0,00	36 390,90 €	68 046,78 €	21,00	38 829,00 €	119 547 €	148 398 €	157 163 €	131,47%	112 964 €
TARNOS - Collège Langevin Wallon	56 052,00 €	44 649,32 €	0,00	41 455,44 €	59 245,88 €	19,00	35 131,00 €	94 696 €	74 267 €	69 019 €	72,88%	94 696 €
TARTAS - Collège Jean Rostand	41 517,00 €	44 300,48 €	19,50	46 968,48 €	38 849,00 €	18,00	33 282,00 €	86 004 €	68 930 €	80 744 €	93,88%	86 004 €
VILLENEUVE DE MARSAN - Collège Pierre Blanquie	41 324,00 €	46 817,60 €	0,00	30 277,26 €	57 864,34 €	17,00	31 433,00 €	93 541 €	46 284 €	60 350 €	64,52%	93 541 €
	1 904 744,75 €	1 746 097 €		1 165 793,43 €	2 485 048 €	730,00	1 352 931,00 €	3 934 278 €	3 097 045 €	3 143 163 €	31,46	3 899 482 €